



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 1 - SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Allocution de M. Fernand Etgen,  
Président de la Chambre des Députés  
Programme gouvernemental :  
- Déclaration du Premier Ministre, Ministre d'État  
- Débat

p. 7  
p. 9  
p. 15

Composition de la nouvelle Chambre cf. pages introductives  
Sommaire des séances publiques n°s 1 à 5 p. 41  
Sommaire des questions parlementaires p. Q1

1<sup>re</sup> séance  
2<sup>e</sup> séance  
3<sup>e</sup> séance  
4<sup>e</sup> séance  
5<sup>e</sup> séance

Mardi 30 octobre 2018  
Jeudi 6 décembre 2018  
Mardi 11 décembre 2018  
Mercredi 12 décembre 2018  
Mercredi 12 décembre 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



## M. Fernand Etgen élu nouveau Président



**M. Fernand Etgen, Président élu**

Le jeudi 6 décembre 2018, le nouveau parlement issu des élections législatives du 14 octobre 2018 a nommé son Président : M. Fernand Etgen.

Dans son discours d'investiture devant une assemblée au grand complet, le nouveau Président de la Chambre des Députés a souligné : « Fir mech ass et een neien Ufank, eng Landung, déi gläichzäiteg och ee Start zu neien Erausforderungen, Flichten a Missiounen ass. Ech wëll ee President sinn, dee sech an der

Mëtt vum Vollek ophält, ee President, fir unzepaken. Fir mech fënnt d'Politik net um Schreifdës, mä bei de Leit statt. »

Né en 1957, M. Fernand Etgen était bourgmestre de la commune de Feulen pendant 19 ans. Membre de la Chambre des Députés à partir de 2007, il devint Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs ainsi que Ministre aux Relations avec le Parlement en 2013. En amont de sa carrière politique, M. Fernand Etgen



**Sous la présidence de Mme Diane Aehm (au milieu), la Commission de vérification des pouvoirs a fait un rapport sur la régularité des élections législatives, présenté en séance publique par Mme Sam Tanson.**

était fonctionnaire d'État auprès de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Quelques jours après son investiture, le nouveau Président de la Chambre des Députés a profité de l'occasion pour rencontrer les membres du personnel de l'administration parlementaire avant d'être reçu en audience, en compagnie des nouveaux membres du Bureau de la Chambre, par S.A.R. le Grand-Duc.

### Les nouveaux élus prennent leur quartier

Après les élections législatives, la nouvelle Chambre des Députés s'est réunie pour la première fois le 30 octobre 2018. Au cours de la séance publique présidée par le Doyen de la



**M. Gast Gibéryen, Doyen, entouré par les deux élus les plus jeunes : M. Sven Clement à sa droite et M. François Benoy à sa gauche.**

Chambre, M. Gast Gibéryen, assisté des deux plus jeunes élus, M. François Benoy et M. Sven Clement, sept membres élus ont été tirés au sort pour composer la Commission de

vérification des pouvoirs dont le but est de vérifier les pouvoirs des candidats élus, c'est-à-dire que :

- les opérations électorales se sont déroulées de manière régulière ;

- chaque candidat élu remplit les conditions d'éligibilité prévues par la Constitution et la loi électorale (être luxembourgeois, jouir des droits civils et politiques, être âgé de 18 ans accomplis, etc.) ;

- chaque candidat élu n'est frappé par aucune des incompatibilités liées à la parenté ou à l'alliance prévues par la loi électorale.

Pour la première fois, la réunion de la Commission de vérification des pouvoirs était publique.

### Assermentation de 45 députés

Les députés, dont les pouvoirs ont été déclarés valides, ont été regroupés par circonscription électorale pour prêter serment. Conformément à l'article 57 (2) de la Constitution, ils ont juré « fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État ».

Pour la circonscription Sud, il s'agissait de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV), MM. Marc Baum (déi Lénk), Dan Biancalana (LSAP), Alex Bodry (LSAP), Mars Di Bartolomeo (LSAP), Félix Eischen (CSV), Georges Engel (LSAP), Gast Gibéryen (ADR), Marc Goergen (Piraten), Max Hahn (DP), Jean-Marie Halsdorf (CSV), Fernand Kartheiser (ADR), Mme Josée Lorsché (déi gréng), MM. Georges Mischo (CSV), Gilles Roth (CSV), Marc Spautz (CSV), Roberto Traversini (déi gréng) et Michel Wolter (CSV).



© Cour grand-ducale / Claude Piscitelli

Le Bureau de la Chambre reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc.

1<sup>re</sup> rangée (de gauche à droite) : M. Alex Bodry, membre, M. Claude Wiseler, Vice-Président, M. Fernand Etgen, Président, S.A.R. le Grand-Duc, MM. Mars Di Bartolomeo et Henri Kox, Vice-Présidents, Mme Josée Lorsché, membre

2<sup>e</sup> rangée (de gauche à droite) : Mmes Simone Beissel, Lydie Polfer, Martine Hansen, MM. Gast Gibéryen et Marc Spautz, membres, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général





*Assermentation des élus de la circonscription Sud*



*Les élus de la circonscription Nord sont assermentés comme députés.*



*Les élus de la circonscription Est prêtent serment.*

Ont prêté serment pour la circonscription Est : MM. Gilles Baum (DP), Lex Delles (DP), Léon Gloden (CSV), Mmes Françoise Hetto-Gaasch (CSV) et Octavie Modert (CSV).



*Assermentation des députés de la circonscription Centre*

Mme Diane Adehm (CSV), M. Marc Angel (LSAP), Mme Simone Beissel (DP), MM. François Benoy (déi gréng), Sven Clement (Piraten), Paul Galles (CSV), Marc Lies (CSV), Charles Margue (déi gréng), Laurent Mosar (CSV), Mme Lydie Polfer (DP), M. Roy Reding (ADR), Mmes Viviane Reding (CSV), Sam Tanson (déi gréng), MM. David Wagner (déi Lénk), Serge Wilmes (CSV) et Claude Wiseler (CSV) ont été assermentés comme députés de la circonscription Centre.



*Assermentations supplémentaires au mois de décembre*

Les députés ont ensuite procédé à la constitution des organes de la Chambre, à savoir le Bureau et la Conférence des Présidents, à l'institution des groupes politiques, la constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes ainsi qu'à celle des délégations représentant le Grand-Duché dans les assemblées parlementaires internationales (*relevés publiés ci-après*).

Quatre commissions réglementaires et 21 commissions permanentes furent instaurées. Les commissions parlementaires doivent être composées de cinq membres au minimum et de quinze membres au maximum.

## Réception de Nouvel An au Parlement

« La composition de la Chambre des Députés est plus diverse que jamais » et « reflète le pluralisme de notre société », a déclaré le Président du Parlement, M. Fernand Etgen, lors des vœux de Nouvel An aux députés membres du Bureau et de la Conférence des Présidents, à la presse parlementaire et au personnel de l'administration parlementaire, le lundi 7 janvier 2019.

### Référendum sur la constitution et exposition sur le droit de vote : deux grands moments en 2019

« Le référendum sur la nouvelle constitution est d'une grande importance pour le pays », a souligné le Président de la Chambre. Il sera précédé d'une campagne d'information et de sensibilisation pour les citoyens orchestrée par la Chambre des Députés.

Une exposition, organisée en collaboration avec le Musée national d'histoire et d'art (MNHA) dans le cadre de l'anniversaire du centenaire de l'introduction du suffrage universel au Luxembourg, est un autre grand événement. L'inauguration devrait avoir lieu le 26 septembre 2019 et sera suivie d'une Journée portes ouvertes à la Chambre le 28 septembre.

L'éducation civique continuera à occuper une place importante dans le travail du Parlement, en étroite coopération avec le « Zentrum fir politesch Bildung » (ZPB).

### Les défis internationaux

« Les élections européennes en mai nous concernent tous », a rappelé le Président de la Chambre des Députés. Il a ajouté qu'il espère voir une majorité stable se former au Parlement européen



*Le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen, a également présenté ses vœux de Nouvel An aux députés membres du Bureau et de la Conférence des Présidents, à la presse parlementaire et au personnel de l'administration parlementaire.*

qui puisse apporter des réponses aux principaux enjeux de l'UE. M. Fernand Etgen a souligné l'importance qu'il attache au débat européen et souhaite voir les dossiers européens prendre davantage d'ampleur dans le travail des députés.

Au niveau international, la Chambre des Députés accueillera en juillet la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de

l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE). Quelque 700 invités, dont 323 parlementaires en provenance de 56 États participants, vont se réunir au Centre de conférence à Kirchberg pour débattre de questions liées aux droits de l'homme, à la sécurité et à la coopération économique et environnementale.



61<sup>e</sup> séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

## Création d'un observatoire du logement



Les participants à la 61<sup>e</sup> séance plénière du Conseil parlementaire interrégional

Dans le cadre de la 61<sup>e</sup> séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) le 7 décembre 2018, les parlementaires de la Grande Région étaient réunis au Grand-Duché pour discuter de plusieurs défis.

Il fut décidé de créer un observatoire du logement dans la Grande Région afin de mieux analyser les dynamiques transfrontalières en la matière.

Cette séance plénière a également marqué la fin de la présidence luxembourgeoise du Conseil parlementaire interrégional.

Ce sera au tour du Landtag de Sarre de reprendre les rênes de la présidence bisannuelle du Conseil parlementaire interrégional, l'organe qui réunit les assemblées parlementaires des régions composant la Grande Région.

### Cinq recommandations axées sur la promotion de la coopération au sein de la Grande Région

Lors de la séance plénière présidée par M. Mars Di Bartolomeo, les membres du CPI ont adopté cinq recommandations concernant les sujets suivants :

- l'amélioration du transport ferroviaire dans la Grande Région ;
- la transition vers une économie circulaire dans la Grande Région ;
- la sensibilisation au courage civil en matière digitale, notamment des élèves et des jeunes ;
- le projet d'un nouveau modèle d'école secondaire transfrontalière dans la commune d'Attert dans la province belge du Luxembourg ;

- la promotion du multilinguisme à travers le projet Interreg SESAM'GR.

Ces recommandations seront transmises aux Gouvernements des membres de la Grande Région, à savoir la Sarre et la Rhénanie-Palatinat, le Grand Est, le Grand-Duché de Luxembourg, la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone de Belgique.

### La présidence luxembourgeoise du CPI

La Chambre des Députés a assuré la présidence bisannuelle du Conseil parlementaire interrégional depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Les priorités que la présidence luxembourgeoise s'était données au cours de ces deux dernières années étaient la mobilité, la digitalisation, le logement dans les régions transfrontalières ainsi que l'éducation à la citoyenneté et le

dialogue avec les jeunes. À cet égard, la présidence luxembourgeoise, conduite par l'ancien Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a organisé une conférence sur le logement ainsi qu'un colloque de la jeunesse de la Grande Région réunissant environ 160 jeunes venus des quatre coins de celle-ci.

### Qu'est-ce que le CPI ?

Le Conseil parlementaire interrégional réunit les assemblées parlementaires des régions qui composent la Grande Région, à savoir le Grand Est, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat, la Sarre, la Wallonie, la Communauté française de Belgique et la Communauté germanophone de Belgique. Les membres du CPI se réunissent deux fois par an en séance plénière pour discuter de sujets en relation avec la coopération trans-

frontalière et adopter des recommandations qui sont soumises aux responsables gouvernementaux ou de l'exécutif des régions compétentes.

### Les nouveaux membres luxembourgeois du CPI

Les députés membres de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI, désignés au cours de la séance publique du 6 décembre 2018, sont : le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Gilles Roth, Jean-Marie Halsdorf, Georges Mischo, Guy Arendt, Gilles Baum, Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo, Charles Margue et Marc Baum.

Les membres suppléants sont : M. Paul Galles, Mmes Carole Hartmann, Joëlle Elvinger, MM. Alex Bodry, Franz Fayot, Carlo Back et Jeff Engelen.

## La Chambre se dote d'une nouvelle régie

La régie, un des dispositifs techniques les plus importants de la Chambre, a été renouvelée entièrement.

Elle a été reliée à huit nouvelles caméras haute définition, dont six dans la salle plénière et deux dans une salle destinée aux commissions parlementaires et aux rencontres interna-

tionales dans le bâtiment Printz-Richard. Les contenus vidéo produits seront en haute définition, ce qui permet d'en tripler la qualité d'image. Le système de contrôle des caméras a également été mis à jour avec des moniteurs plus modernes et de nouveaux instruments pour piloter les caméras.



La nouvelle régie à la pointe de la technologie



(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, M. Jean Grotz, M. Mars Di Bartolomeo, M. Benoît Reiter, Mme Isabelle Barra

## Une retraite bien méritée

Après 31 ans de service à la Chambre des Députés, M. Jean Grotz a pris sa retraite pour entamer une nouvelle étape de sa vie. « De Jang », comme l'appelaient ses collègues, de par sa position de responsable du Service achats, gestion des biens et bâtiments et sécurité, a été un pilier de l'administration parlementaire.

Le Président sortant de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, s'est remémoré avoir croisé Jean Grotz lors de ses premières années en politique, un « membre particulièrement aimable du personnel entourant le monde politique ».

Le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen, a passé en revue les mérites de M. Grotz qui a

mené à bien, avec rigueur et bon sens, de grands projets qui ont façonné l'environnement de travail de tous les collaborateurs de la Chambre. C'est lui qui a contribué à doter la Chambre de son premier système informatique.

Il a également assuré le bon déroulement d'importants chantiers de rénovation et la supervision du dernier projet - le grand chantier pour la rénovation du câblage et l'installation de nouvelles caméras à la Chambre - a été couronnée de succès.

M. Grotz a derrière lui une vie professionnelle bien remplie et, fidèle à son engagement social et entouré de sa famille et de ses amis, ne devrait pas rester inactif.



D'Chamber ass op HD -  
High Definition

Den alen SD-Kanal vu Chamber TV gouf ofgeschalt.  
Denkt wannechgelift drun, op den neien HD-Kanal ëmzeschalten!



## Deux députés à la 24<sup>e</sup> Conférence sur le climat à Katowice



MM. Henri Kox et Marco Schank

Ils se qualifient d'« optimistes, mais également réalistes » pour réussir le but commun qui consiste à contenir le réchauffement climatique à deux degrés par rapport à l'époque préindustrielle. MM. Henri Kox et Marco Schank ont assisté pendant quelques jours à la 24<sup>e</sup> édition de la Conférence des parties (COP24) à Katowice.

La Conférence sur le climat des Nations Unies s'est terminée le 14 décembre 2018 au bout de deux semaines de discussions techniques et quelques déclarations politiques. La 24<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques a mis un accent particulier sur la neutralité carbone et l'égalité des sexes.

### Quel est le but de la COP24 ?

Rendre opérationnel l'accord de Paris, voici un des objectifs de cette

conférence. « La COP21 à Paris avait proposé des objectifs à atteindre et la COP24 à Katowice doit mettre en place les instruments nécessaires pour atteindre ces objectifs », ont souligné les deux députés luxembourgeois.

Il s'agit de transcrire en directives les engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre qui réchauffent l'atmosphère et la planète et menacent la cohésion des sociétés humaines. « Selon des études présentées lors de la COP24, la planète va vers une hausse globale des températures de 3,2°C si les pays ne font pas d'efforts », a expliqué M. Henri Kox.

Le grand défi selon les deux députés est de dépasser la liste des différends qui opposent les quelque 200 pays réunis à cette conférence afin de pouvoir agir efficacement contre le réchauffement climatique.

### Une faible présence des ONG

M. Marco Schank a déploré la faible présence des organisations non gouvernementales à cette manifestation importante. « Une forte présence des ONG est nécessaire pour mettre plus de pression aux décideurs politiques », estiment les deux parlementaires qui participent annuellement aux conférences climatiques COP.

### Une heure d'actualité sur les résultats de la COP24

L'ensemble des députés est revenu entre-temps sur le sujet : le groupe politique CSV avait demandé en effet une heure d'actualité sur les résultats de la COP24. Cette heure d'actualité a eu lieu pendant la 6<sup>e</sup> séance plénière du mardi 18 décembre 2018. Le lecteur intéressé la trouvera dans le compte rendu n° 2.

Séance plénière du Parlement Benelux à La Haye

## Le Brexit, l'économie circulaire et Eurojust en ligne de mire

Avant le passage de la présidence du Benelux au Luxembourg en janvier 2019, les membres du Parlement Benelux se sont réunis, du 30 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2018, pour une dernière séance plénière à La Haye en présence de MM. Gast Gibéryen, Marc Angel, Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth. Sur invitation du représentant luxembourgeois d'Eurojust, M. Olivier Lenert, les membres luxembourgeois ont à la même occasion visité cette agence européenne de coopération judiciaire avec siège à La Haye.

### Le rôle d'Eurojust dans la construction européenne

Ensemble avec M. Ladislav Hamran, le Président d'Eurojust, M. Lenert a expliqué aux députés la mission de promotion et de renforcement de la coordination et de la coopération entre les autorités judiciaires nationales dans la lutte contre la criminalité transfrontalière dans l'Union européenne. La récente réforme d'Eurojust a également été abordée tout comme les procédures de coopération.

Afin de donner à Eurojust une plus grande visibilité et de lui permettre d'obtenir les moyens budgétaires nécessaires dans un contexte où l'affirmation de l'État de droit en Europe est plus essentiel que jamais, M. Marc Angel a pour sa part souligné l'importance de multiplier les efforts de communication au niveau national, y compris avec les parlements, et de faire valoir ainsi le rôle fondamental d'Eurojust dans la construction européenne.

### Recommandation sur le Brexit

Après avoir entendu le Ministre néerlandais des Affaires étrangères, M. Stef Blok, une recommandation sur le Brexit a été adoptée en séance plénière. Dans cette recommandation, le Parlement Benelux réclame une plus grande attention pour les problèmes et les possibilités concernant la coopération économique avec le Royaume-Uni, mais aussi pour la mobilité de l'emploi.

Tout en soulignant que le maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE constituerait toujours la meilleure solution, la corapportrice, Mme Diane Adehm, a insisté, dans ses travaux de près d'un an précédant cette recommandation, sur l'importance d'exclure toute nouvelle négociation sur l'accord global désormais trouvé entre l'UE et le Royaume-Uni. De même, elle a souligné qu'en cas d'accord sur les modalités de sortie, les règles du jeu devront être claires le plus tôt possible lors de la période de transition afin de permettre aux



M. Ladislav Hamran, Président d'Eurojust (4<sup>e</sup> de droite), et M. Olivier Lenert, représentant luxembourgeois d'Eurojust (3<sup>e</sup> de gauche), avec la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux.

citoyens et acteurs économiques de se préparer correctement. Comme le rôle futur des places financières en Europe constitue un enjeu crucial, un autre débat lui a été consacré au cours duquel M. Gilles Roth a fait une intervention sur la problématique de l'échange de données, sur les effets transfrontaliers de réformes fiscales, ceci en mettant l'accent sur les récentes réformes luxembourgeoises en la matière.

### Économie circulaire

Un débat thématique sur la transition énergétique et l'économie de l'hydrogène a par la suite permis au Parlement Benelux de se faire une image des différents points de vue à propos du double rôle des pouvoirs publics dans le déploiement de l'infrastructure de base pour l'économie de l'hydrogène et pour la création d'un espace de concurrence égale à l'échelle européenne.

Le Benelux est en passe de devenir le leader mondial dans le domaine de l'innovation sobre en carbone. Dans ce même esprit, les travaux sur

l'économie circulaire, menés depuis 2016 par M. Gusty Graas et Mme Josée Lorsché en leurs qualités respectives de président de la Commission « Économie, Agriculture et Énergie » et de rapportrice, ont abouti à l'adoption d'une recommandation sur l'économie circulaire. Dans une économie circulaire, les matières résiduelles sont entièrement réutilisées et l'énergie est renouvelable. Il est tout aussi indispensable de repenser les modes de conception, de production et de consommation et de promouvoir les notions de réparabilité, de réutilisation et de design pour le désassemblage. De telles mesures sont tout aussi essentielles que la lutte contre l'obsolescence programmée, dès lors que l'on sait que les ressources de la planète ne sont pas infinies.

Alors que l'Union Benelux a fait de cette problématique une de ses priorités, ses trois États membres jouent chacun actuellement un rôle pionnier en matière d'économie circulaire et de passage d'une société de gaspillage vers une société durable et

responsable. L'économie circulaire recèle en effet le potentiel d'une croissance économique durable, mais la recommandation vient rappeler que celle-ci restera négligeable sans investissements, mesures fiscales et nouveau discours politique.

Pendant les travaux du Parlement Benelux, les parlementaires se sont aussi rendu compte d'un écart de connaissance très grand entre les experts et les non-spécialistes de l'économie circulaire. C'est la raison pour laquelle la recommandation insiste sur l'importance de mieux communiquer en la matière, y compris et surtout auprès des jeunes, dans les écoles, dans les universités, de même qu'en matière de formation professionnelle. Beaucoup de barrières nationales restent encore à franchir, par exemple en termes de commerce transnational des déchets.

### Dimension sociale

Pendant le débat sur cette question, M. Marc Angel a pris la parole pour mettre l'accent sur la dimension sociale de l'économie circulaire.

À court terme, acheter, construire, produire en mode « économie circulaire » coûte plus cher que l'économie linéaire. Une véritable transition sera impossible si elle ne s'accompagne pas de mesures fiscales et politiques permettant d'inclure les ménages et entreprises qui devraient sinon faire un effort financier allant au-delà de leurs moyens. Il est indispensable de favoriser la participation des personnes se trouvant dans une position socialement fragile. Dans le cas contraire, on favorise uniquement les grands groupes pouvant se permettre d'opérer une transition dont ils ont la certitude qu'elle sera rentable, mais qui implique beaucoup d'investissements initiaux à court terme.






### Présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux

En 2019 et 2020, M. Gusty Graas présidera le Parlement Benelux et les séances plénières se dérouleront à la Chambre des Députés trois fois par an.



# Composition de la Chambre des Députés au 06/12/2018

 Graas Gusty 	 Polfer Lydie 		 Wagner David 
 Baum Gilles 	 Hahn Max 		 Goergen Marc 
 Colabianchi Frank 	 Berger Eugène 		 Clement Sven 
 Elvinger Joëlle 	 Beissel Simone 		 Mischo Georges 
 Hartmann Carole 	 Bauler André 		 Arendt Nancy, épouse Kemp 
 Burton Tess 	 Arendt Guy 		 Schank Marco 
 Fayot Franz 	 Biancalana Dan 		 Halsdorf Jean-Marie 
 Cruchten Yves 	 Engel Georges 		 Gloden Léon 
 Mutsch Lydia 	 Bodry Alex 		 Spautz Marc 
 Haagen Claude 	 Di Bartolomeo Mars 		 Hansen Martine 
 Back Carlo 	 Angel Marc 		 Roth Gilles 
 Margue Charles 	 Kox Henri 		 Wolter Michel 
 Bernard Djuna 	 Lorsché Josée 		 Mosar Laurent 
 Hansen Marc 	 Benoy François 		 Wiseler Claude 
 Traversini Roberto 	 Empain Stéphanie 		 Gibéryen Gast 
			 Reding Roy 
			 Kartheiser Fernand 
			 Engelen Jeff 

 Barra Isabelle Secrétaire générale adjointe	 Reiter Benoît Secrétaire général adjoint		 Etgen Fernand Président	 Frieseisen Claude Secrétaire général
---	--	---	---	--



# Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (10 décembre 2018)

## Organes de la Chambre des Députés

### Bureau

Président	DP	Etgen Fernand
Vice-Présidents	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Wiseler Claude
	déi gréng	Kox Henri
Membres	LSAP	Bodry Alex
	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Hansen Martine
	ADR (groupe technique)	Gibéryen Gast
	DP	Polfer Lydie
	CSV	Spautz Marc
	DP	Beissel Simone

Secrétaire général

Frieseisen Claude

### Conférence des Présidents

Président	DP	Etgen Fernand
Membres	CSV	Hansen Martine
	DP	Berger Eugène
	LSAP	Bodry Alex
	déi gréng	Lorsché Josée
	ADR (groupe technique)	Kartheiser Fernand (06.12.-31.12.18), Gibéryen Gast (à partir du 01.01.19)

## Commissions réglementaires

### Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	déi gréng	Back Carlo
	LSAP	Burton Tess
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Kox Henri, Lorsché Josée
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Adehm Diane, Eicher Emile, Galles Paul, Kaes Aly
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Engelen Jeff

### Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Président	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Lorsché Josée
	LSAP	Bodry Alex
	ADR	Kartheiser Fernand

### Commission des Pétitions

Président	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Vice-Présidents	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	déi gréng	Traversini Roberto
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank, Graas Gusty
	déi gréng	Hansen Marc
	LSAP	Bodry Alex, Mutsch Lydia
	CSV	Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Modert Octavie, Schank Marco
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Gibéryen Gast

### Commission du Règlement

Président	ADR	Reding Roy
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	LSAP	Bodry Alex
Membres	DP	Bauler André, Berger Eugène
	déi gréng	Back Carlo, Kox Henri, Lorsché Josée
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Hansen Martine, Modert Octavie, Spautz Marc
	Piraten	Clement Sven

## Commissions permanentes

### Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Président	LSAP	Angel Marc
Vice-Présidents	DP	Berger Eugène
	CSV	Wiseler Claude
Membres	DP	Graas Gusty, Polfer Lydie
	déi gréng	Bernard Djuna, Empain Stéphanie
	LSAP	Burton Tess (pour le volet Coopération), Di Bartolomeo Mars, Mutsch Lydia (sauf pour le volet Coopération)
	CSV	Galles Paul (pour les volets Coopération, Immigration et Asile), Halsdorf Jean-Marie (pour le volet Affaires étrangères et européennes), Mosar Laurent, Reding Viviane, Spautz Marc
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Kartheiser Fernand

### Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Président	LSAP	Biancalana Dan
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie (pour le volet Affaires intérieures)
	CSV	Wolter Michel
Membres	DP	Arendt Guy, Baum Gilles (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Hahn Max
	déi gréng	Benoy François, Bernard Djuna (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Traversini Roberto (pour le volet Affaires intérieures)
	LSAP	Angel Marc (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Bodry Alex (sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Haagen Claude (sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Mutsch Lydia (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Eicher Emile (pour le volet Affaires intérieures), Hetto-Gaasch Françoise (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Kaes Aly, Mischo Georges (pour le volet Affaires intérieures), Roth Gilles
	déi Lénk	Baum Marc (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)
	Piraten	Goergen Marc (pour le volet Affaires intérieures)
	ADR	Engelen Jeff

### Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Président	LSAP	Burton Tess
Vice-Présidents	déi gréng	Benoy François
	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André, Baum Gilles, Graas Gusty
	déi gréng	Empain Stéphanie (sauf pour le volet Viticulture), Kox Henri (pour le volet Viticulture)
	LSAP	Bodry Alex, Haagen Claude
	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Kaes Aly, Modert Octavie
	déi Lénk	Wagner David (sauf pour le volet Protection des animaux)
	Piraten	Goergen Marc (pour le volet Protection des animaux)
	ADR	Engelen Jeff

### Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	déi gréng	Bernard Djuna
	LSAP	Haagen Claude
Membres	DP	Bauler André, Berger Eugène, Colabianchi Frank
	déi gréng	Traversini Roberto
	LSAP	Bodry Alex, Di Bartolomeo Mars
	CSV	Halsdorf Jean-Marie, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Gibéryen Gast

### Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Président	DP	Elvinger Joëlle
Vice-Présidents	déi gréng	Kox Henri
	CSV	Eischen Félix
Membres	DP	Bauler André (pour le volet Tourisme), Beissel Simone (pour le volet Classes moyennes), Hahn Max (pour le volet Tourisme), Hartmann Carole (pour le volet Classes moyennes)
	déi gréng	Empain Stéphanie, Traversini Roberto
	LSAP	Angel Marc, Burton Tess
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Roth Gilles, Spautz Marc
	Piraten	Clement Sven (pour le volet Classes moyennes), Goergen Marc (pour le volet Tourisme)
	ADR	Reding Roy

### Commission de la Culture

Président	déi gréng	Bernard Djuna
Vice-Présidents	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Modert Octavie
Membres	DP	Bauler André, Berger Eugène, Polfer Lydie
	déi gréng	Benoy François (pour le volet Patrimoine), Lorsché Josée (sauf pour le volet Patrimoine), Traversini Roberto
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Mischo Georges, Reding Viviane, Spautz Marc, Wiseler Claude
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

### Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidents	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Reding Viviane
Membres	DP	Berger Eugène, Hahn Max
	déi gréng	Back Carlo, Bernard Djuna, Hansen Marc
	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Adehm Diane, Lies Marc, Modert Octavie, Wilmes Serge
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

### Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Wiseler Claude
Membres	DP	Arendt Guy (pour le volet Économie), Beissel Simone, Graas Gusty (pour le volet Protection des consommateurs)





déi gréng	Benoy François ( <i>pour le volet Protection des consommateurs et Espace</i> ), Kox Henri, Margue Charles ( <i>pour le volet Économie</i> )
LSAP	Angel Marc ( <i>sauf pour le volet Protection des consommateurs</i> ), Burton Tess ( <i>pour le volet Protection des consommateurs</i> ), Haagen Claude ( <i>pour le volet Protection des consommateurs</i> ), Mutsch Lydia ( <i>sauf pour le volet Protection des consommateurs</i> )
CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Mosar Laurent, Wilmes Serge
Piraten	Clement Sven
ADR	Reding Roy

### Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	déi gréng CSV	Bernard Djuna Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André ( <i>pour les volets Enseignement supérieur et Recherche</i> ), Colabianchi Frank, Hartmann Carole ( <i>pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse</i> )
	déi gréng	Hansen Marc ( <i>pour les volets Enseignement supérieur et Recherche</i> ), Lorsché Josée ( <i>pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse</i> )
	LSAP	Burton Tess, Engel Georges, Fayot Franz
	CSV	Adehm Diane ( <i>pour les volets Enseignement supérieur et Recherche</i> ), Galles Paul, Hetto-Gaasch Françoise ( <i>pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse</i> ), Mischo Georges ( <i>pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse</i> ), Modert Octavie ( <i>pour les volets Enseignement supérieur et Recherche</i> ), Wiseler Claude
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Kartheiser Fernand

### Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Président	déi gréng	Benoy François
Vice-Présidents	DP CSV	Hahn Max Schank Marco
Membres	DP	Berger Eugène ( <i>pour les volets Environnement et Climat</i> ), Elvinger Joëlle ( <i>pour les volets Énergie et Aménagement du territoire</i> ), Graas Gusty
	déi gréng	Back Carlo, Kox Henri
	LSAP	Engel Georges, Fayot Franz
	CSV	Eischen Félix ( <i>pour les volets Énergie et Aménagement du territoire</i> ), Galles Paul ( <i>pour les volets Environnement et Climat</i> ), Hansen Martine, Kaes Aly, Roth Gilles
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Gibéryen Gast ( <i>pour le volet Aménagement du territoire</i> ), Kartheiser Fernand ( <i>sauf pour le volet Aménagement du territoire</i> )

### Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Hahn Max
Vice-Présidents	LSAP CSV	Burton Tess Spautz Marc
Membres	DP	Baum Gilles, Hartmann Carole
	déi gréng	Bernard Djuna, Hansen Marc, Margue Charles
	LSAP	Angel Marc ( <i>pour le volet Intégration</i> ), Di Bartolomeo Mars ( <i>sauf pour le volet Intégration</i> )

CSV	Galles Paul, Mischo Georges, Schank Marco, Wilmes Serge
déi Lénk	Baum Marc
ADR	Kartheiser Fernand

### Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP CSV	Bodry Alex Mosar Laurent
Membres	DP	Arendt Guy, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Kox Henri, Lorsché Josée
	LSAP	Cruchten Yves, Fayot Franz
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Gibéryen Gast ( <i>sauf pour le volet de la place financière</i> ), Reding Roy ( <i>pour le volet de la place financière</i> )

### Commission de la Fonction publique

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	déi gréng CSV	Empain Stéphanie Adehm Diane
Membres	DP	Berger Eugène, Colabianchi Frank
	déi gréng	Back Carlo, Hansen Marc
	LSAP	Biancalana Dan, Cruchten Yves
	CSV	Mischo Georges, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

### Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Bodry Alex
Vice-Présidents	DP CSV	Beissel Simone Gloden Léon
Membres	DP	Arendt Guy, Berger Eugène
	déi gréng	Kox Henri, Margue Charles
	LSAP	Angel Marc, Di Bartolomeo Mars
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Gibéryen Gast

### Commission de la Justice

Président	déi gréng	Margue Charles
Vice-Présidents	LSAP CSV	Bodry Alex Roth Gilles
Membres	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole, Polfer Lydie
	déi gréng	Benoy François, Empain Stéphanie
	LSAP	Biancalana Dan ( <i>pour le volet Droit pénal</i> ), Fayot Franz ( <i>sauf pour le volet Droit pénal</i> )
	CSV	Adehm Diane ( <i>pour les dossiers nationaux</i> ), Gloden Léon, Modert Octavie, Mosar Laurent, Reding Viviane ( <i>pour les dossiers européens</i> )
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Reding Roy

### Commission du Logement

Président	déi gréng	Kox Henri
Vice-Présidents	DP CSV	Hahn Max Lies Marc
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank
	déi gréng	Benoy François, Traversini Roberto
	LSAP	Cruchten Yves, Fayot Franz
	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Hetto-Gaasch Françoise, Wilmes Serge
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Reding Roy

### Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Président	déi gréng	Back Carlo
Vice-Présidents	DP CSV	Hahn Max Wilmes Serge
Membres	DP	Baum Gilles, Colabianchi Frank
	déi gréng	Benoy François, Hansen Marc
	LSAP	Biancalana Dan, Cruchten Yves
	CSV	Eischen Félix, Kaes Aly, Lies Marc, Schank Marco
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Engelen Jeff

### Commission de la Santé et des Sports

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	déi gréng CSV	Lorsché Josée Halsdorf Jean-Marie
Membres	DP	Baum Gilles, Berger Eugène ( <i>pour le volet Sports</i> ), Graas Gusty ( <i>pour le volet Santé</i> ), Hartmann Carole
	déi gréng	Empain Stéphanie ( <i>pour le volet Sports</i> ), Hansen Marc ( <i>pour le volet Santé</i> )
	LSAP	Angel Marc, Haagen Claude
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy ( <i>pour le volet Sports</i> ), Hansen Martine ( <i>pour le volet Sports</i> ), Hetto-Gaasch Françoise, Mischo Georges, Spautz Marc ( <i>pour le volet Santé</i> ), Wiseler Claude ( <i>pour le volet Santé</i> )
	déi Lénk	Baum Marc ( <i>pour le volet Santé</i> )
	Piraten	Clement Sven ( <i>pour le volet Sports</i> )
	ADR	Engelen Jeff

### Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Président	déi gréng	Empain Stéphanie
Vice-Présidents	LSAP CSV	Biancalana Dan Arendt épouse Kemp Nancy
Membres	DP	Bauler André, Graas Gusty, Hartmann Carole
	déi gréng	Back Carlo, Kox Henri
	LSAP	Angel Marc ( <i>pour le volet Défense</i> ), Engel Georges ( <i>sauf pour le volet Défense</i> )
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie, Mischo Georges
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

### Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	déi gréng CSV	Back Carlo Spautz Marc
Membres	DP	Colabianchi Frank, Elvinger Joëlle, Hartmann Carole
	déi gréng	Margue Charles
	LSAP	Cruchten Yves ( <i>sauf pour le volet Sécurité sociale</i> ), Di Bartolomeo Mars ( <i>pour le volet Sécurité sociale</i> ), Haagen Claude
	CSV	Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Kaes Aly, Roth Gilles
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Engelen Jeff

### Commission de vérification des pouvoirs

Président	Piraten	Clement Sven
Vice-Présidents	DP LSAP	Beissel Simone Cruchten Yves
Membres	DP	Arendt Guy, Berger Eugène
	déi gréng	Bernard Djuna, Kox Henri
	LSAP	Angel Marc, Biancalana Dan
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Gloden Léon, Lies Marc, Reding Viviane
	ADR	Reding Roy



# Délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales (7 janvier 2019)

## Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)<sup>1</sup>

### Membres effectifs:

Graas Gusty (DP), Président de la délégation  
Mutsch Lydia (LSAP), Vice-Présidente de la délégation

Wiseler Claude (CSV)

### Membres suppléants:

Hetto-Gaasch Françoise (CSV)

Lorsché Josée (déi gréng)

Spautz Marc (CSV)

## Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE)

### Membres effectifs:

Berger Eugène (DP), Président de la délégation  
Biancalana Dan (LSAP)

Haagen Claude (LSAP)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Lorsché Josée (déi gréng)

### Membres suppléants:

Eicher Emile (CSV)

Fayot Franz (LSAP)

Graas Gusty (DP)

Kox Henri (déi gréng)

Kartheiser Fernand (ADR)

## Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

### Membres effectifs:

Mutsch Lydia (LSAP), Présidente de la délégation

Beissel Simone (DP)

Modert Octavie (CSV)

### Membres suppléants:

Gloden Léon (CSV)

Margue Charles (déi gréng)

## Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

### Membres effectifs:

Berger Eugène (DP)

Bodry Alex (LSAP)

Graas Gusty (DP)

Hetto-Gaasch Françoise (CSV)

Lorsché Josée (déi gréng)

Mosar Laurent (CSV)

## Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)

### Membres effectifs:

Angel Marc (LSAP), Président de la délégation

Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)

Berger Eugène (DP)

Traversini Roberto (déi gréng)

### Membres suppléants:

Clement Sven (Piraten)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

## Assemblée interparlementaire Benelux<sup>2</sup>

### Membres effectifs:

Angel Marc (LSAP), Président de la délégation

Adehm Diane (CSV)

Bodry Alex (LSAP)

Gibéryen Gast (ADR)

Graas Gusty (DP)

Lorsché Josée (déi gréng)

Roth Gilles (CSV)

### Membres suppléants:

Arendt Guy (DP)

Bernard Djuna (déi gréng)

Eicher Emile (CSV)

Engel Georges (LSAP)

Engelen Jeff (ADR)

Haagen Claude (LSAP)

Kaes Aly (CSV)

## Union interparlementaire (UIP)

### Membres effectifs:

Etgen Fernand (DP), Président de la section luxembourgeoise

Beissel Simone (DP)

Bodry Alex (LSAP)

Di Bartolomeo Mars (LSAP)

Gibéryen Gast (ADR)

Hansen Martine (CSV)

Kox Henri (déi gréng)

Lorsché Josée (déi gréng)

Polfer Lydie (DP)

Spautz Marc (CSV)

Wiseler Claude (CSV)

## Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC)

### Membres effectifs:

Back Carlo (déi gréng)

Empain Stéphanie (déi gréng)

Engel Georges (LSAP)

Goergen Marc (Piraten)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Hartmann Carole (DP)

Wagner David (déi Lénk)

## Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

### Membres effectifs:

Berger Eugène (DP)

Bodry Alex (LSAP)

Clement Sven (Piraten)

Kox Henri (déi gréng)

Mosar Laurent (CSV)

Wolter Michel (CSV)

## Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

### Membres effectifs:

Angel Marc (LSAP), Président de la délégation

Baum Gilles (DP)

Bernard Djuna (déi gréng)

Gibéryen Gast (ADR)

Reding Viviane (CSV)

## Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

### Membres effectifs:

Empain Stéphanie (déi gréng), Présidente de la délégation

Angel Marc (LSAP)

Baum Gilles (DP)

Gloden Léon (CSV)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Kartheiser Fernand (ADR)

## Conseil parlementaire interrégional (CPI)

### Membres effectifs:

Etgen Fernand (DP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office

Adehm Diane (CSV)

Arendt Guy (DP)

Baum Marc (déi Lénk)

Biancalana Dan (LSAP)

Di Bartolomeo Mars (LSAP)

Eicher Emile (CSV)

Hartmann Carole (DP)

Margue Charles (déi gréng)

Roth Gilles (CSV)

### Membres suppléants:

Back Carlo (déi gréng)

Baum Gilles (DP)

Bodry Alex (LSAP)

Elvinger Joëlle (DP)

Engelen Jeff (ADR)

Fayot Franz (LSAP)

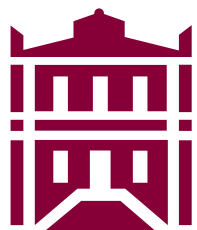
Galles Paul (CSV)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Mischo Georges (CSV)

<sup>1</sup> Sous réserve de l'acceptation des pouvoirs par l'APCE.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'acceptation des pouvoirs par l'Assemblée interparlementaire Benelux.



# NOUVELLES LOIS

## Lutte contre l'évasion fiscale

**7318 - Projet de loi 1) transposant la directive (UE) 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur ;**

**2) modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**

**3) modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial (« Gewerbesteuer-gesetz ») ;**

**4) modifiant la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 (« Steueranpassungsgesetz ») ;**

**5) modifiant la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung »)**

L'objet du projet de loi sous rubrique consiste à transposer en droit national la directive (UE) 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur, communément appelée directive ATAD (« Anti Tax Avoidance Directive »).

Le projet de loi prévoit, de plus, deux modifications supplémentaires, qui ne découlent pas directement de la directive, mais qui visent à accompagner les mesures de celle-ci. Il s'agit d'un côté d'une clarification apportée aux dis-

positions de la loi d'adaptation fiscale en ce qui concerne la détermination de la présence d'« établissements stables », ainsi que, de l'autre côté, d'un amendement des dispositions de la L.I.R. concernant la neutralité fiscale d'une opération d'échange de titres dans certains cas de figure.

La directive ATAD fait partie du paquet sur la lutte contre l'évasion fiscale de la Commission européenne, présenté en 2016, qui vise à renforcer le cadre légal européen pour rendre la fiscalité des entreprises plus juste, plus simple et plus efficace. Suite à la publication des rapports finaux sur les quinze actions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), le Conseil de l'Union européenne a souligné, dans ses conclusions du 8 décembre 2015, la nécessité de trouver des solutions communes au niveau de l'Union européenne pour répondre à la planification fiscale agressive des grandes entreprises et pour implémenter les normes internationales, notamment celles de l'OCDE, en la matière. Le paquet sur la lutte contre l'évasion fiscale, et en particulier la directive ATAD, vise par conséquent à harmoniser certains aspects du cadre réglementaire des États membres concernant l'imposition des sociétés et à coordonner leurs efforts pour contrecarrer l'évasion fiscale.

La directive prévoit des mesures dans cinq domaines différents, qui s'appliquent à tous les

contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés dans un État membre, ainsi qu'à tous les établissements stables dans un État membre d'entreprises ayant leur résidence fiscale dans un autre État membre ou un pays tiers.

Les cinq domaines visés par la directive sont les suivants : la limitation de la déductibilité des intérêts, l'imposition à la sortie, la clause antiabus générale, la règle relative aux sociétés étrangères contrôlées et la règle pour lutter contre les dispositifs hybrides.

En ce qui concerne l'imposition à la sortie et la clause antiabus générale, la législation luxembourgeoise comporte déjà des dispositions y relatives. Il est proposé de compléter et d'adapter ces dispositions en ligne avec les exigences de la directive et de maintenir leur champ d'application actuel, qui peut dans certains cas spécifiques aller au-delà du champ d'application tel que prévu dans la directive, ceci afin d'assurer la cohérence par rapport aux mesures existantes.

L'objectif des dispositions de la directive sur l'imposition à la sortie (« exit taxation ») consiste à garantir qu'un État membre perçoive des impôts sur la plus-value générée sur son territoire lorsqu'un contribuable transfère soit des actifs, soit sa résidence fiscale dans une autre juridiction. Cette disposition s'applique également dans les cas où la plus-value est encore latente au moment de la sortie. Puisqu'un dispositif similaire existe déjà au Luxembourg, le projet de loi y apporte seulement certaines modifications ponctuelles

pour l'adapter aux exigences de la directive. Ainsi, notamment une précision relative aux transferts temporaires est ajoutée.

La clause antiabus générale joue un rôle essentiel dans la prévention et la lutte contre l'évasion fiscale. Cette clause, qui est à appliquer à toutes les situations, nationales ou transfrontières, couvre ainsi également les cas qui ne sont pas visés explicitement par des dispositions antiabus spécifiques.

L'objectif de la règle de limitation de la déductibilité des intérêts (« interest limitation rule ») est de décourager le recours à des paiements d'intérêts excessifs sur des dettes envers des tiers ou des entreprises associées, contractées tant au niveau national qu'au niveau européen ou international. Ainsi, la directive introduit un ratio de déductibilité d'intérêts, qui prend en considération seulement les revenus impossibles avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements (EBITDA). En même temps, la directive prévoit un plafond jusqu'à concurrence duquel les surcoûts d'emprunt peuvent être déduits, indépendamment de la limite résultant du ratio. Cependant, la règle de limitation de déductibilité des intérêts ne s'applique pas aux entités autonomes ou aux entreprises financières, étant donné qu'une approche adaptée à ces secteurs n'a pas encore été élaborée aux niveaux international et européen. La directive donne l'option aux États membres de ne pas appliquer la disposition aux surcoûts d'emprunts de financement de projets d'infrastructures publiques à long terme





et aux prêts conclus avant le 17 juin 2016 (clause de grand-père), options retenues par les auteurs du projet de loi.

L'option prévue par la directive de permettre à un groupe de sociétés sous régime d'intégration fiscale de calculer les surcoûts d'emprunt et l'EBITDA au niveau du groupe intégré n'a pas été retenue dans le projet de loi sous rubrique. Par contre, le Gouvernement s'est engagé à introduire cette possibilité ultérieurement avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Par l'introduction d'un nouveau dispositif concernant les règles relatives aux sociétés étrangères contrôlées (« controlled foreign companies ») en droit national, le projet de loi introduit en droit fiscal luxembourgeois une disposition qui permet de procéder à la réaffectation des revenus d'une filiale contrôlée ou d'un établissement stable situé dans une juridiction où ils bénéficient d'un faible niveau d'imposition, à la société faitière résidente au

Luxembourg, à condition qu'il s'agisse de revenus non distribués provenant de montages non authentiques mis en place essentiellement dans le but d'obtenir un avantage fiscal. Par ce fait, lesdits revenus faiblement imposés deviennent imposables dans l'État de la résidence fiscale de la société faitière.

Finalement, le projet de loi met en place des mesures pour lutter contre la réduction artificielle de la charge fiscale des entreprises par le biais de dispositifs hybrides (« hybrid mismatches »). Le champ d'application de ces mesures est limité pour le moment aux dispositifs hybrides entre États membres, à l'exclusion de dispositifs hybrides entre un État membre et un État tiers. De même, les dispositifs hybrides d'autres types ne sont pas concernés. Cet état de choses sera modifié par le biais de la transposition de la directive (UE) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 modifiant la directive (UE) 2016/1164 relative aux dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers.

## Douzièmes provisoires

### 7387 - Projet de loi

#### a) ayant pour objet :

**1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2019, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi ;**

**2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2018 d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception ;**

**3. de proroger certaines dispositions de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018**

**b) portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques**

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des quatre premiers mois de l'année 2019, les dépenses nécessaires au fonctionnement régulier des ministères, administrations et autres services publics. Il autorise également le pouvoir exécutif à recouvrer les impôts directs et indirects existants au 31 décembre 2018. Finalement, il vise à proroger certaines dispositions de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018.

Tout comme en 2013, il a été recouru à la procédure budgétaire d'exception qualifiée de « douzièmes provisoires », pratique législative imposée par les besoins de continuité en matière de gestion financière de l'État. L'idée de base consiste à se baser sur le dernier budget voté par la Chambre des Députés, en l'occur-

rence celui de l'année 2018, pour arrêter le montant maximum des crédits qui sont susceptibles d'être liquidés au cours de la période couverte par le projet de loi, en l'occurrence du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2018.

Il en résulte que les crédits provisoires ne peuvent être affectés au financement de dépenses nouvelles si celles-ci ne figurent pas dans le budget voté de l'exercice 2018. Si cela s'avère nécessaire, le Gouvernement peut néanmoins être autorisé à effectuer des dépenses nouvelles qui résultent de dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles.

L'approche consistant à fixer le montant des crédits provisoires d'après l'opération mathématique, pour les quatre premiers mois de l'année 2019, à quatre douzièmes du crédit voté de l'exercice 2018 ne peut cependant pas valoir dans tous les cas de figure. En effet, l'évolution d'une proportion importante des dépenses de l'État est directement déterminée par des facteurs ou des déterminants spécifiques qui sont généralement arrêtés par des dispositions législatives ou réglementaires et qui échappent de ce fait très souvent à l'emprise des départements ministériels. Tel est notamment le cas pour les crédits qui sont liés directement à l'évolution de l'échelle mobile des salaires.

Les montants qui sont inscrits au budget des recettes, à l'endroit des différents articles budgétaires, représentent uniquement une estimation des ressources à encaisser par l'État au titre d'une période déterminée et non pas, comme c'est le cas pour les crédits de dépenses, une limite à ne pas dépasser.

Il est précisé que les recettes et les dépenses ne se répartissent pas linéairement sur les douze mois de l'année, de sorte qu'il est impossible d'extrapoler les tendances des premiers mois sur l'ensemble de l'année 2019.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 19.06.2018

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

- 11.12.2018 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État et présentation des amendements gouvernementaux
- 14.12.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.12.2018

Loi du 21 décembre 2018

Mémorial A : 2018, n° 1164, page 1

## Adaptation des paramètres sociaux I

### 7381 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter le taux du salaire social minimum (SSM) à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2016 et 2017. Un rapport biennal sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus fait partie intégrante de l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En effet, selon le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article L.222-2 du Code du travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi ; le paragraphe 2 de l'article précité prévoit que, tous les deux ans, le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.

L'indicateur déterminé selon la méthodologie prévue fait état d'une progression du salaire moyen au cours des années 2016 et 2017 de 1,1 % - le taux du salaire social minimum sera donc augmenté de 1,1 % au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Ainsi, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le salaire social minimum mensuel passe de 2.048,54 à 2.071,10 euros (+ 22,56 euros) ; le salaire social minimum qualifié passe de 2.458,25 à 2.485,32 euros (+ 27,07 euros).

Quant au surcoût annuel total engendré par la revalorisation du salaire social minimum, celui-ci est estimé au total à 20,8 millions d'euros, dont 16,5 millions d'euros sont dus à la hausse des salaires, alors que 4,3 millions d'euros résultent de la hausse des cotisations imputées à l'employeur.

Le nombre des salariés (fonctionnaires exclus) rémunérés au voisinage du salaire social minimum est estimé à quelque 60.000 salariés, dont 57,6 % résident au Luxembourg.

À noter que selon l'exposé des motifs du présent projet de loi, l'adaptation du taux du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2016 et 2017 « ne préjudicie pas une augmentation structurelle du salaire social minimum ».

En effet, dans son accord gouvernemental le nouveau Gouvernement annonce une augmentation du « salaire net perçu par les bénéficiaires du salaire social minimum (SSM) (...) de 100 euros avec effet rétroactif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ». En attendant la détermination des modalités exactes de l'augmentation permettant d'atteindre les 100 euros prévus, le Gouvernement a fait le choix de faire voter dès à présent le présent projet de loi.

Le Gouvernement a décidé d'adapter parallèlement le revenu d'inclusion sociale (REVIS) ainsi que le revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) à l'évolution du salaire moyen (document parlementaire 7391) afin d'éviter ainsi que l'écart entre les revenus professionnels et le REVIS respectivement le RPGH ne se creuse davantage au détriment des personnes les plus vulnérables.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 24.10.2018

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

- 11.12.2018 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 13.12.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.12.2018

Loi du 21 décembre 2018

Mémorial A : 2018, n° 1166, page 1

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.11.2018

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

- 11.12.2018 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 14.12.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.12.2018

Loi du 21 décembre 2018

Mémorial A : 2018, n° 1162, page 1

## Adaptation des paramètres sociaux II

### 7391 - Projet de loi portant modification de :

**1° la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;**

**2° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ; et**

**3° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale**

Le projet de loi sous rubrique procède à une adaptation de 1,1 % des montants du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) par le biais d'une modification des articles 5 (1) et 49 (3) de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ainsi que par une modification de l'article 25 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

L'adaptation des taux du REVIS et du RPGH en parallèle avec l'augmentation du salaire social

minimum résultant de l'évolution du salaire social moyen pendant les années 2016 et 2017 fera en sorte de ne pas creuser davantage l'écart entre les revenus professionnels et le REVIS au détriment des citoyens les plus vulnérables.

Par ailleurs, le présent projet de loi vise également à redresser certaines erreurs matérielles contenues dans la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ainsi que dans la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale.

L'impact financier engendré par l'application d'un relèvement du salaire social minimum au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de 1,1 % au REVIS et au RPGH entraîne, selon les propositions budgétaires formulées par le Fonds national de solidarité (FNS) pour l'établissement du budget de l'État pour l'exercice 2019, une hausse du coût de ces prestations de 2.804.286 euros pour l'exercice 2019.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 05.12.2018

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président : M. Max Hahn) :

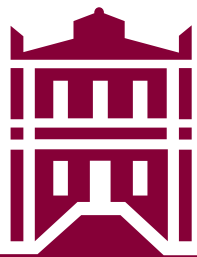
- 12.12.2018 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 13.12.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.12.2018

Loi du 21 décembre 2018

Mémorial A : 2018, n° 1165, page 1





## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Gast Gibéryen, Doyen

### 2. Clôture de la session ordinaire 2017-2018 et ouverture de la session ordinaire 2018-2019

- M. Gast Gibéryen, Doyen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

### 3. Hommage à la mémoire de M. Norbert Konter, Député honoraire

- M. Gast Gibéryen, Doyen

### 4. Vérification des pouvoirs

- M. Gast Gibéryen, Doyen

- Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des pouvoirs

- La séance publique est suspendue de 14.43 à 16.40 heures.

- Mme Diane Adehm

- Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs : Mme Sam Tanson

- Validation des élections législatives du 14 octobre 2018

### 5. Procédure d'assermentation

- M. Gast Gibéryen, Doyen

- Prestation de serment de 17 élus de la circonscription Sud

- Prestation de serment de 5 élus de la circonscription Est

- Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Centre

- Prestation de serment de 6 élus de la circonscription Nord

- M. Michel Wolter, Second Doyen

- Prestation de serment de M. Gast Gibéryen

- Proclamation des membres de la Chambre des Députés

### 6. Discours de M. Gast Gibéryen, Doyen

- M. Gast Gibéryen, Doyen

### 7. Élection du Bureau et nomination du Secrétaire général

- M. Gast Gibéryen, Doyen - M. Michel Wolter

### 8. Institution de la Conférence des Présidents

- M. Gast Gibéryen, Président

### 9. Institution et constitution de deux commissions parlementaires

- M. Gast Gibéryen, Président - M. Alex Bodry

### 10. 7384 - Proposition de loi relative au remboursement partiel des frais des campagnes électorales et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

- Déclaration de recevabilité : M. Gast Gibéryen, Président

### 11. Élection du Bureau et nomination du Secrétaire général (suite)

- M. Gast Gibéryen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres ; M. Guy Arendt et M. Claude Turmes, Secrétaires d'État.

(La séance publique est ouverte à 14.33 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Gast Gibéryen, Doyen.** - Kolleginnen a Kollegen, ech maachen d'Sitzung op a begréissen lech häerzlech an eiser éischter Chamberssitzung no de Parlamentswahl vum 14. Oktober dëst Joer.

### 2. Clôture de la session ordinaire 2017-2018 et ouverture de la session ordinaire 2018-2019

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 72 drëten Alinea vun eiser Verfassung gesäit Folgendes vir: « Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet. »

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 1. Oktober huet de Grand-Duc Henri dem Här Xavier Bettel, Premier- a Statsminister, d'Vollmucht ginn, d'Session ordinaire 2018-2019 opzemaachen.

Ech ginn duerfir dem Här Premierminister d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, jo, esou wéi Dir dat elo just gesot hutt, sinn ech duerch en Arrêté grand-ducal vum 1. Oktober 2018 vum Grand-Duc gebiede ginn, a sengem Numm d'Sessioun 2017/2018 vun der Chamber zouzemaachen, an duerch deeselwechten Arrêté grand-ducal vum 1. Oktober 2018 sinn ech gebiede ginn, fir d'Sessioun vun der Chamber fir 2018/2019 opzemaachen. An dat wier dann heimadder och gemaach.

► **M. Gast Gibéryen, Doyen.** - Merci. Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

D'Sessioun 2018/2019 ass domadder op.

Am Artikel 2 vum Chambersreglement steet Folgendes: « À l'ouverture de la première session d'une législature, le député le plus ancien en rang assure la présidence. Il est assisté des deux plus jeunes élus. »

Dat sinn déi Häre Sven Clement a François Benoy hei niewent mir.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

### 3. Hommage à la mémoire de M. Norbert Konter, Député honoraire

► **M. Gast Gibéryen, Doyen.** - Dir Dammen an Dir Hären, éier mer zur Verifikatioun vun de Pouvoire kommen, hunn ech déi traureg Flicht, engem vun eise fréiere Kollegen Äddi ze soen: Den Éierendeputéierten an Éierebuergermeeschter vu Gréiwemaacher Norbert Konter huet eis de 26. September am Alter vun 90 Joer fir émmer verlooss.

Vill vun eis heibannen erënnere sech nach gutt un den CSV-Politiker.

Den Norbert Konter huet laang gezéckt, fir sech politesch ze engagieren, well e sai Beruff als Gemengereceveur net wollt opginn. Eréischt a senger Pensioun ass hie politesch aktiv ginn. 1988 ass den Norbert Konter zu Gréiwemaacher mat an d'Gemengewahl gaangen an ass op de Buergermeeschterposte gewielt ginn, wou hien eelef Joer blouf.

1989 ass den Norbert Konter och am Bezierk Oste fir d'CSV an d'Chamber gewielt ginn, wou hien zéng Joer war. An där Zäit war hien a ville Kommissiounen aktiv, besonnesch an där vum Sport an der Jugend, an der Kommissioun fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung, an där vun de Kommunikatiounen an der Informatik an am Chambersbureau. Dernieft huet hie sech besonnesch fir d'Kommunalpolitik, de Wunnensbau, den Urbanismus, déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung an de Gesondheitssecteur interesséiert a war och Member an deenen duerfir zoustännege Chamberskommissiounen.

Vun 1994 bis 1998 war hien och President vum Gemengesyndikat Syvicol.

Um internationale Plang war hie Member vum Comité des régions vun der Europäescher Unioun a Member vun der Lëtzebuerger Sektoun vun der Assemblée internationale des parlements de langue française.

Den Norbert Konter war e ganz engagéierte Mënsch. Hien huet sech fir seng Gemeng, fir d'Interesse vun de Wënzer an dem Wäibau, fir seng Géigend a fir de Fussball engagéiert.

Den Norbert Konter war e Sportler an hie war dem CS Gréiwemaacher staark verbonnen. Hie war laang Joren, vun 1945 bis 1967, Golkipp vum CS Gréiwemaacher, mä hie war och Trainer, Betreier a Sekretär a schlussendlech President vum CS Gréiwemaacher an duerno President vun der nationaler Fussballfederatioun.

Den Norbert Konter wäert eis als e frëndlechen, jovialen an engagéierte Kolleg an Erënnung bleiwen.

Dem Norbert Konter senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber onst déifste Matgefill ausdrécken.

Ech géif lech bieden, lech ze erhiewen an eng Minutt dem Norbert Konter senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

### 4. Vérification des pouvoirs

Léif Kolleginnen a Kollegen, no de Parlamentswahl vum 14. Oktober 2018 kënt d'Chamber, déi aus dese Wahlen ervirgeet, esou wéi den Artikel 123 vum Wahlgesetz et virgesäit, den drëten Dënschden no de Wahlen zesummen, fir d'Wahlen ze validéieren an d'Verifikatioun vun de Pouvoire virzehuelen.

Folgend Texter sinn do ze beuechten:

Den Artikel 57 (1) vun der Verfassung: « La Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élevent à ce sujet. »

Den Artikel 118 vum Wahlgesetz: « La Chambre des députés se prononce seule sur la validité des opérations électorales. »

Den Artikel 119 vum Wahlgesetz: « Toute réclamation contre l'élection doit être faite avant la vérification des pouvoirs. »

Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt eng Reklamatioun iwwert d'Legislativwahl virläit.

Den Artikel 4 vum Chambersreglement seet:

Paragraphe 1: « À l'occasion de la réunion en séance publique prévue à l'article 1<sup>er</sup> (1), et le cas échéant de réunions ultérieures, la Chambre vérifie, en application de l'article 57 (1) de la Constitution, que les opérations électorales se sont déroulées de manière régulière, que les candidats élus remplissent les conditions d'éligibilité et qu'ils ne sont pas frappés par les incompatibilités liées à la parenté ou à l'alliance.

Une commission de sept membres, désignés par voie de tirage au sort, est constituée à cet effet en séance publique. L'ensemble des procès-verbaux d'élections sont, avec les pièces justificatives, transmis à cette commission, qui demeure compétente jusqu'à la constitution de la Chambre. »

Paragraphe 2: « La commission nomme en son sein, à la majorité absolue des votants, un président et un vice-président, ainsi qu'un ou plusieurs rapporteurs chargés de présenter ses conclusions à la Chambre. »

Paragraphe 5: « La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides. »

No der Verifikatioun vun hire Pouvoire ginn déi gewielte Kandidaten da vereedegt.

D'Chamber ass virun enger neier Regierungsbildung aberuff ginn. Déi Memberen aus der Regierung, déi no der Regierungsbildung net méi Minister wäerte sinn an an d'Chamber gewielt goufen, kënnen deemno eréischt an enger nächster Sitzung vereedegt ginn.

### Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des pouvoirs

Esou wéi et am Artikel 4 vum Chambersreglement steet, louse mer elo siwe Membere fir d'Kommissioun fir d'Iwwerpräiwung vun de Pouvoiren aus:

- den Här Reding,
- den Här Kaes,
- den Här Traversini,
- den Här Wolter,
- d'Madamm Reding Viviane,
- d'Madamm Adehm,
- d'Madamm Tanson.

D'Kommissioun setzt sech also folgendermoossen zesummen: d'Madamm Adehm, d'Madamm Viviane Reding, den Här Wolter, den Här Reding, den Här Kaes, den Här Traversini an d'Madamm Tanson.

D'Missioun vun deser Kommissioun besteet doran, fir d'Resultater vun de legislative Wahl vum 14. Oktober 2018 aus deene véier Wahlbezierker ze iwwerpräiwen, all d'Konditiounen, déi d'Wielbarkeet vun deene gewielte Kandidaten uginn, ze iwwerpräiwe souwéi d'Netbestoe vun Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis, an dann hir Konklusioone virzeleeën.

D'Kommissioun ass éffentlech a fënnt an enger hallwer Stonn am Sall 1-2 vum Haus Printz/Richard statt.

Fir der Kommissioun d'Méiglechkeet ze ginn, elo ze tagen, ënnerbrieche mer dann d'Sitzung fir ongeféier eng Stonn.

(La séance publique est suspendue à 14.43 heures.)

\*\*\*

(La séance publique est reprise à 16.40 heures.)

D'effentlech Sitzung geet weider. Ech ginn dann direkt d'Wuert un d'Presidentin vun der Kommissioun, déi mer elo grad konstituéiert hunn, d'Madamm Diane Adehm.

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesumgestallt gouf, setzt sech aus folgende Memberen zesummen: dem Här Roy Reding, dem Här Aly Kaes, dem Här Roberto Traversini, dem Här Michel Wolter, der Madamm Viviane Reding, mir selwer an der Madamm Sam Tanson.

D'Madamm Sam Tanson gouf zum Rapporteur vun der Kommissioun genannt an ech selwer zur Presidentin. Vizepräsident ass den Här Roy Reding.

Här President, mir hate laang an interessant Diskussiounen an eiser Kommissioun. An ech wëll all de Memberen, awer och dem Chamberspersonal villmools Merci soe fir déi interessant a kontrovers Diskussiounen.

Här President, ech bieden lech deemno, der Rapportrice d'Wuert ze ginn.

► **M. Gast Gibéryen, Doyen.** - Merci, Madamm Presidentin. An ech géif dat dann och maachen an der Madamm Rapportrice Sam Tanson d'Wuert ginn.

### Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

► **Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi designéiert ginn ass, fir déi legislativ Wahlen vum 14. Oktober 2018 ze iwwerpräiwen, huet eng nei Prozedur appli-





zéiert, déi agefuert ginn ass duerch d'Ofännerung vum Kapitel 2 vum Chambersreglement, déi d'Chamber den 19. Juli 2018 ugeholl huet, a kouw zu folgende Resultater:

1. D'Piëcen iwwert d'Wahlvirgänger, Reklamatioun a Wahlresultater

All d'Piëcë vun de Wahle sinn an der Chamber tëscht dem 15. Oktober an dem 29. Oktober 2018 erakomm:

D'Procès-verballe vun de véier Wahlbezierker sinn an der Chamber den 19., 22., 24. a 25. Oktober 2018 ukomm.

Déi gesamt Procès-verballe vun all de Wahlbüroe vun all de Gemenge sinn tëscht dem 19. an dem 25. Oktober 2018 an der Chamber ukomm.

D'Päck mat de Wahlziedele vun all de Wahlbüroe vun all de Gemenge sinn tëscht dem 15. an dem 18. Oktober 2018 an der Chamber ukomm.

An all déi aner Piëcen, déi mat de Wahlen ze dinn hunn, sinn tëscht dem 19. an dem 29. Oktober an der Chamber ukomm.

Unhand vun Tableauen ass e strikte Protokoll, fir den Empfang an d'Konformitéit vun de Piëcen ze kontrolléieren, agehale ginn.

E strikte Protokoll fir d'Klasséieren an d'Araume vun de Regaler ass och agehale ginn. D'Mass vu Piëcen iwwert d'Wahlen ass an engem securiséierte Raum vun der Chamber stockéiert.

Eng Kontroll vun de Procès-verballe vun all de Wahlbüroe vun all de Gemengen ass gemaach ginn.

Eng Reklamatioun ass an der Chamber vum Här Robert Mehlen agereecht ginn. D'Kommissioun huet iwwert dës Reklamatioun befonnt an huet folgend Decisioun geholl:

« Vu l'article 57 (1) de la Constitution ;

Vu le chapitre 2 du Règlement de la Chambre des Députés intitulé "De la vérification des pouvoirs", en particulier son article 4.

Sur la procédure applicable :

1. Considérant que la commission de vérification des pouvoirs, s'estimant suffisamment éclairée par les deux courriers du requérant qui lui ont été communiqués en date des 17 et 22 octobre 2018, a décidé de statuer sur la réclamation de M. Robert Mehlen sans l'entendre au préalable.

Sur le fond de la réclamation :

2. Considérant que la compétence de la commission de vérification des pouvoirs est strictement délimitée par le Règlement de la Chambre des Députés ; que la commission de vérification des pouvoirs ne saurait, dans le cadre de la vérification des pouvoirs des candidats élus aux élections législatives du 14 octobre 2018, être appelée à se prononcer dans d'autres cas que ceux prévus par l'article 4 (1) du Règlement de la Chambre.

3. Considérant que l'article 4 (1) alinéa 1 du Règlement de la Chambre des Députés donne à la Chambre des Députés mission de vérifier que "les opérations électorales se sont déroulées de manière régulière, que les candidats élus remplissent les conditions d'éligibilité et qu'ils ne sont pas frappés par les incompatibilités liées à la parenté ou à l'alliance" ; et que l'article 4 (1) alinéa 2 dispose qu'"une commission de sept membres, désignés par voie de tirage au sort, est constituée à cet effet en séance publique" ; que la commission de vérification des pouvoirs ne tient ni de son article 4 (1), ni d'aucune autre disposition de la Constitution ou du Règlement de la Chambre des Députés, le pouvoir de statuer sur la conformité à la Constitution de dispositions de la loi électorale.

4. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la commission de vérification des pouvoirs n'a pas compétence pour statuer sur la demande, par laquelle M. Robert Mehlen lui demande d'annuler les élections législatives du 14 octobre 2018 au motif que, d'une part, l'article 117 de la loi électorale (qui détermine le nombre de députés à élire dans chacune des quatre circonscriptions) et, d'autre part, l'article 160 de la loi électorale (qui détermine la méthode de calcul, après la première répartition des sièges telle qu'elle résulte de l'article 159 de la loi électorale, pour le ou les sièges éventuels qui resteraient) seraient contraires au principe d'égalité des Luxembourgeois devant la loi établi à l'article 10bis (1) de la Constitution.

5. Considérant, au surplus, que, dans le cadre de sa mission, la commission de vérification des

pouvoirs est tenue d'appliquer la loi ; qu'elle doit appliquer les articles 117 et 160 de la loi électorale, lesquels ont été adoptés par le législateur, constituent des normes juridiques en vigueur et doivent produire leurs effets ; qu'il ne lui appartient pas, par conséquent, de refuser d'appliquer la loi.

Par ces motifs, la commission de vérification des pouvoirs propose à la Chambre des Députés de rejeter la réclamation de M. Robert Mehlen. »

L'avis minoritaire d'un des membres de la Commission de vérification des pouvoirs est que celle-ci aurait dû poser une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle.

Eng Serie vun Elementer konnten am Kader vum Offlaf vun de Wahlvirgänger vum 14. Oktober 2018 festgestallt ginn. D'Kommissioun ass zur Schlussfolgerung komm, datt keng Elementer do sinn, déi en Afloss op d'Eierlechkeet vum Wahlresultat hätte kënnen hunn, an anere Wieder, datt se d'Resultat vun de Wahlen hätte kënnen a Fro stellen.

Opgrond vun dese Kontrolle ginn eng Rei vu Recommendatiounen un de Statsministère gericht:

- D'Onlineprozedur fir d'Ufro vun der Brëfwahl soll verbessert ginn.

- Et gëtt drop higewisen, datt eng besser Kommunikatioun vun den Uspréchen vum Wahlgesetz un d'Presidente vun de Wahlbüroe vun de Gemenge soll stattfannen: wat d'Begleede vu blannen oder invalide Wieler ueget, wat den obligatoresche Passage am Wahlbüro an an der Wahlkabinn ueget, wat d'Ennerschreiw vum de Procès-verballen ueget, wat d'Form vun Verschécken an d'Empfänger vun de Procès-verballen ueget, wat d'Versigelen vun den Enveloppë mat de Wahlziedelen ueget, wat d'Form vun Verschécken, d'Versigelen an d'Ofstempelen ueget, wat d'Form vum Verschécke vun den „Reschter“ ueget, wat all d'Piëcë sinn, déi mussen un d'Chamber geschéckt ginn, a wéi eng direkt mussen un d'Chamber geschéckt ginn a wat déi legal Mentioune sinn, déi op de Souscriptionne mussen stoen.

(Interruption)

Dir kritt och nach en detailléierte Rapport, dee weist, op wat all déi dote Saache sech bezéien, wéi eng konkret Beispiller heimat gemengt sinn.

- Eng Ofännerung vum Wahlgesetz, wat den Artikel 154 Alinea 1 a) ueget, fir datt d'Wahlentwicklung vun all de Wahlbüroe vum enger Gemeng net méi zesummen an engem Pak mussen verschéckt ginn, well dëst an der Praxis net machbar ass.

- A schlisslech, fir eng méi eenheetlech Prozedur anzeféieren, wat d'Begleede vu blannen oder invalide Wieler ueget, fir hinnen e besseeren Zougang zu de Wahlbüroe an de Wahlkabinnen ze erméiglechen.

D'Kommissioun huet decidéiert, datt aus all deem ervirgeet, datt d'Wahlvirgänger geregelt verlaft sinn an datt d'Resultater vun de Wahle kënnen validéiert ginn, besonnesch wat d'Identitéit vun de gewielte Kandidaten ueget an d'Reiefolleg vum Klassement vun de Suppleanten.

Da kommen ech zu de Resultater vun de Wahlen.

Resultater fir den éischte Wahlbezierk (Wahlbezierk Süden):

Table with 2 columns: Stëmmziedelen an den Urnen, Blank Stëmmziedelen, Ongültig Stëmmziedelen, Gültig Stëmmziedelen, Unzuel vun de gültege Stëmme, etc.

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (Piraten) - ee Gewielten: den Här Marc Goergen

Lëscht 2 (déi gréng) - dräi Gewielter: den Här Félix Braz, den Här Roberto Traversini an d'Madamm Josée Lorsché

Lëscht 3 (LSAP) - sechs Gewielter: den Här Jean Asselborn, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Dan Kersch, den Här Dan Biancalana, den Här Alex Bodry an den Här Georges Engel

Lëscht 4 (CSV) - siwe Gewielter: den Här Marc Spautz, den Här Félix Eischen, den Här Georges Mischo, den Här Michel Wolter, den Här Jean-Marie Halsdorf, den Här Gilles Roth an d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp

Lëscht 5 (KPL) - kee Gewielten

Lëscht 6 (DP) - dräi Gewielter: den Här Pierre Gramegna, den Här Claude Meisch an den Här Max Hahn

Lëscht 7 (ADR) - zwee Gewielter: den Här Gast Gibéryen an den Här Fernand Kartheiser

Lëscht 8 (déi Lénk) - ee Gewielten: den Här Marc Baum

Lëscht 9 (Demokratie) - kee Gewielten

Lëscht 10 (Déi Konservativ) - kee Gewielten

Resultater fir den zweete Wahlbezierk (Wahlbezierk Osten):

Table with 2 columns: Stëmmziedelen an den Urnen, Blank Stëmmziedelen, Ongültig Stëmmziedelen, Gültig Stëmmziedelen, Unzuel vun de gültege Stëmme, etc.

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

Table with 2 columns: Lëscht 1 (Piraten), Lëscht 2 (déi gréng), Lëscht 3 (LSAP), Lëscht 4 (CSV), Lëscht 5 (KPL), Lëscht 6 (DP), Lëscht 7 (ADR), Lëscht 8 (déi Lénk)

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (Piraten) - kee Gewielten

Lëscht 2 (déi gréng) - ee Gewielten: d'Madamm Carole Dieschbourg

Lëscht 3 (LSAP) - ee Gewielten: den Här Nicolas Schmit

Lëscht 4 (CSV) - dräi Gewielter: d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch, d'Madamm Octavie Modert an den Här Léon Gloden

Lëscht 5 (KPL) - kee Gewielten

Lëscht 6 (DP) - zwee Gewielter: den Här Lex Delles an den Här Gilles Baum

Lëscht 7 (ADR) - kee Gewielten

Lëscht 8 (déi Lénk) - kee Gewielten

Resultater fir den drëtten Wahlbezierk (Wahlbezierk Zentrum):

Table with 2 columns: Stëmmziedelen an den Urnen, Blank Stëmmziedelen, Ongültig Stëmmziedelen, Gültig Stëmmziedelen, Unzuel vun de gültege Stëmme, etc.

Table with 2 columns: Lëscht 1 (Piraten), Lëscht 2 (déi gréng), Lëscht 3 (LSAP), Lëscht 4 (CSV), Lëscht 5 (KPL), Lëscht 6 (DP), Lëscht 7 (ADR), Lëscht 8 (déi Lénk), Lëscht 9 (Demokratie)

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (Piraten) - ee Gewielten: den Här Sven Clement

Lëscht 2 (déi gréng) - véier Gewielter: den Här François Bausch, ech selwer - Sam Tanson -,

den Här François Benoy an den Här Charles Margue

Lëscht 3 (LSAP) - zwee Gewielter: den Här Étienne Schneider an den Här Marc Angel

Lëscht 4 (CSV) - siwe Gewielter: den Här Claude Wiseler, den Här Serge Wilmes, d'Madamm Diane Aehm, d'Madamm Viviane Reding, den Här Marc Lies, den Här Laurent Mosar an den Här Paul Galles

Lëscht 5 (KPL) - kee Gewielten

Lëscht 6 (DP) - fënnf Gewielter: den Här Xavier Bettel, d'Madamm Corinne Cahen, d'Madamm Lydie Polfer, d'Madamm Simone Beissel an den Här Guy Arendt

Lëscht 7 (ADR) - ee Gewielten: den Här Roy Reding

Lëscht 8 (déi Lénk) - ee Gewielten: den Här David Wagner

Lëscht 9 (Demokratie) - kee Gewielten

Resultater fir de véierte Wahlbezierk (Wahlbezierk Norden):

Table with 2 columns: Stëmmziedelen an den Urnen, Blank Stëmmziedelen, Ongültig Stëmmziedelen, Gültig Stëmmziedelen, Unzuel vun de gültege Stëmme, etc.

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

Table with 2 columns: Lëscht 1 (Piraten), Lëscht 2 (déi gréng), Lëscht 3 (LSAP), Lëscht 4 (CSV), Lëscht 5 (KPL), Lëscht 6 (DP), Lëscht 7 (ADR), Lëscht 8 (déi Lénk)

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (Piraten) - kee Gewielten

Lëscht 2 (déi gréng) - ee Gewielten: den Här Claude Turmes

Lëscht 3 (LSAP) - ee Gewielten: den Här Romain Schneider

Lëscht 4 (CSV) - hei steet „dräi Gewielter“, mä ech zielen der véier - véier Gewielter: d'Madamm Martine Hansen, den Här Marco Schank, den Här Emile Eicher an den Här Aly Kaes

Lëscht 5 (KPL) - kee Gewielten

Lëscht 6 (DP) - zwee Gewielter: den Här Fernand Etgen an den Här André Bauler

Lëscht 7 (ADR) - ee Gewielten: den Här Jeff Engelen

Lëscht 8 (déi Lénk) - kee Gewielten

Wat d'Suppleanten ueget, huet d'Kommissioun d'Reiefolleg vun de Suppleanten op deene verschiddene Lëschten an deene véier Wahlbezierker festgehalen. Dës Reiefolleg zielen ech lech elo net op. Déi ass an der Annex vun dem Rapport ze fannen an ass en integralen Deel vum Rapport.

2. Dann nach e Punkt zu de Piëcë vun de gewielte Kandidaten

Déi gewielt Kandidaten hunn tëscht dem 15. an dem 26. Oktober 2018 an der Chamber eng Kopie vun hirer Carte d'identité oder vun hirem Pass souwéi e Certificat de résidence ofginn. De Parquet huet der Chamber e Bilan mat de Konkusiounen iwwert déi fënnf Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, fir jiddwer eenzelne Kandidat zougestallt: fir 52 gewielt Kandidaten den 18. Oktober 2018 a fir déi 8 gewielt Kandidaten, déi iwwreg bliwwen sinn, de 24. Oktober 2018.

D'Kommissioun huet decidéiert, datt sech aus de geneeë Kontrollen op deene gesamte Piëcë vun de gewielte Kandidaten ergëtt, datt all gewielte Kandidat d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Wahlgesetz virgesi sinn, an datt kee gewielte Kandidat vun enger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Wahlgesetz steet.

D'Kommissioun stellt fest, datt näischt géint d'Vereedegung vun de gewielte Kandidaten schwätzt.

Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien !





► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci der Madamm Rapportrice fir dee laangen, awer ausfierleche Rapport.

#### Validation des élections législatives du 14 octobre 2018

Ech géif dann d'Chamber froen, ob si mat de Konkusioun vum der Kommissioun averstanen ass an deemno d'Legislativwahl vum 14. Oktober 2018 géif validéieren.

#### Vote

Ech géif lech ëm d'Handzeeche bieden.

#### (Assentiment)

Merci.

Wien enthält sech?

Wien ass dergéint?

D'Wahle vum 14. Oktober 2018 sinn also domadder eestëmmeg validéiert.

#### 5. Procédure d'assermentation

*(Les ministres du Gouvernement actuel ont été chargés par le Grand-Duc d'expédier les affaires courantes et de ce fait ne pourront prêter serment comme député que lors d'une séance publique ultérieure.)*

Mir kommen dann elo zu der Prozedur vun de Vereedegungen.

Ech wäert déi Gewielten aus deene verschiddene Wahlbezierker bieden, virun de Bureau hei ze trieden an den Eed ofzeleeën, esou wéi en am Artikel 57 (2) vun eiser Verfassung virgesinn ass.

Ech liesen lech d'Eedesformel vir. Duerno ruffen ech an alphabetescher Reiefolleg jiddwereen op, an déi opgeruffe Persoun hieft dann déi riets Hand an d'Luucht an äntwert mer: « Je le jure. »

#### Prestation de serment de 17 élus de la circonscription Sud

Als Éischt bieden ech déi Gewielt aus dem Wahlbezierk Süden, virun de Bureau ze trieden.

Ech géif dann den Eed virlesien: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Ech géif dann der Rei no froen:

D'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Dan Biancalana.

► **M. Dan Biancalana** (LSAP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Félix Eischen.

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn** (DP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. D'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Georges Mischo.

► **M. Georges Mischo** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Gilles Roth.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Marc Spautz.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini** (*déi gréng*).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Den Här Michel Wolter.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci.

Ech ginn lech Akt vun Ärem Eed. Ech géif lech da bieden, Plaz ze huelen.

#### Prestation de serment de 5 élus de la circonscription Est

An ech géif dann déi Gewielt aus dem Bezierk Oste bieden, virun de Bureau ze kommen.

Ech géif dann nach eng Kéier d'Eedesformel virlesien: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Här Gilles Baum.

► **M. Gilles Baum** (DP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Lex Delles.

► **M. Lex Delles** (DP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Léon Gloden.

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Madamm Octavie Modert.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci.

Ech ginn lech Akt vun Ärem Eed. Dir kënnt lech och erëm Plaz huelen.

#### Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Centre

##### (Concertation interne)

Ech géif dann déi Gewielt aus dem Bezierk Zentrum bieden, virun de Bureau ze kommen.

Ech géif dann och nach eng Kéier d'Eedesformel virlesien: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Madamm Diane Adehm.

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Marc Angel.

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här François Benoy.

► **M. François Benoy** (*déi gréng*).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Paul Galles.

► **M. Paul Galles** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Marc Lies.

► **M. Marc Lies** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Charles Margue.

► **M. Charles Margue** (*déi gréng*).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Laurent Mosar.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Madamm Lydie Polfer.

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Madamm Viviane Reding.

► **Mme Viviane Reding** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Madamm Sam Tanson.

► **Mme Sam Tanson** (*déi gréng*).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Serge Wilmes.

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci.

Ech ginn lech Akt vun Ärem Eed, an Dir kënnt lech och erëm Plaz huelen.

#### Prestation de serment de 6 élus de la circonscription Nord

Da bieden ech déi Gewielt aus dem Wahlbezierk Norden, virun de Bureau ze kommen.

Ech géif dann d'Eedesformel nach eng Kéier virlesien: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Här André Bauler.

► **M. André Bauler** (DP).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Madamm Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Emile Eicher.

► **M. Emile Eicher** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen** (ADR).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Aly Kaes.

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci. Här Marco Schank.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Merci.

Ech ginn lech Akt vun Ärem Eed, an Dir kënnt lech erëm Plaz huelen.

Ech géif dann elo den Zweetdängscheelsten, den Här Michel Wolter, bieden ze presidéieren, fir datt ech och ka mäin Eed leeschten.

#### (M. Michel Wolter prend la présidence.)

#### Prestation de serment de M. Gast Gibéryen

► **M. Michel Wolter**, *Second Doyen*.- Här Gast Gibéryen, ech géif lech bieden, och virun de Bureau ze trieden, fir dass Dir kënnt Ären Eed ofleeën, esou wéi en am Artikel 57 (2) vun eiser Verfassung virgesinn ass, an ech géif lech deen dann och virlesien: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Ech géif lech bieden, Är riets Hand ze hiewen an ze soen: « Je le jure. »

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Je le jure.

► **M. Michel Wolter**, *Second Doyen*.- Ech ginn lech deemno Akt vun Ärer Vereedegung. An ech géif lech bieden, nees Plaz hei ze huelen.

#### (M. Gast Gibéryen reprend la présidence.)

#### Proclamation des membres de la Chambre des Députés

► **M. Gast Gibéryen**, *Doyen*.- Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn d'Eier, folgend Leit zu Membere vun der Chamber ze proklaméieren:

- fir de Wahlbezierk Süden: d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp, den Här Marc Baum, den Här Dan Biancalana, den Här Alex Bodry, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Félix Eischen, den Här Georges Engel, den Här Gast Gibéryen, den Här Marc Goergen, den Här Max Hahn, den Här Jean-Marie Halsdorf, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Georges Mischo, den Här Gilles Roth, den Här Marc Spautz, den Här Roberto Traversini an den Här Michel Wolter,

- fir de Wahlbezierk Osten: den Här Gilles Baum, den Här Lex Delles, den Här Léon Gloden, d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch an d'Madamm Octavie Modert,

- fir de Wahlbezierk Zentrum: d'Madamm Diane Adehm, den Här Marc Angel, den Här Sven Clement, d'Madamm Simone Beissel, den Här François Benoy, den Här Paul Galles, den Här Marc Lies, den Här Charles Margue, den Här Laurent Mosar, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Roy Reding, d'Madamm Viviane Reding, d'Madamm Sam Tanson, den Här David Wagner, den Här Serge Wilmes an den Här Claude Wiseler, an

- fir de Wahlbezierk Norden: den Här André Bauler, d'Madamm Martine Hansen, den Här Emile Eicher, den Här Jeff Engelen, den Här Aly Kaes an den Här Marco Schank.

#### 6. Discours de M. Gast Gibéryen, Doyen

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mir opgrond vun eiser neier Kontrollprozedur vun de Pouvoiren iwwerpréift hunn, ob d'Wahloperatiounen dem Gesetz no richteg verlaf sinn, an nodeems gekuckt gouf, ob all eenzelne Gewielten d'Konditiounen erfëllt, fir säin Deputéiertemandat unzehuelen, hu 45 vu 60 Deputéierten hiren Eed ofgeluecht.

Wéi schonn an der Vergaangenheet ginn déi aner Kolleegen a Kolleeginnen eréischt da vereedegt, wa gewosst ass, wien an d'Regierung kënnt a wien noréckelt.

Mir hunn haut en etlech Kolleege vereedegt, déi fir d'éischte Kéier hei an der Chamber sinn. Dat sinn déi Häre François Benoy, Dan Biancalana, Sven Clement, Jeff Engelen, Paul Galles, Marc Goergen, Charles Margue a Georges Mischo.

Ech wëll lech als nei Volleksvertrieeder ganz speziell wëllkomm heeschen an lech vill Satisfaktioun beim Ausübe vun Ärem Mandat wünschchen.

D'Zesummesetzung vun der Chamber wäert Volleksvertrieeder vu siwe politesche Parteien hunn. Datt esou vill verschidde Parteien an der Chamber vertrauede sinn, war 1989 déi leschte Kéier de Fall.

Fir datt mir dëst Mandat iwwerhaupt ausféiere kënnen, hunn d'Bierger eis missen iwwert de Wee vu Wahlen hiert Vertrauen ausschwätzen. Fir dat Vertraue géif ech emol am Numm vun eis all de Wielerinnen a Wieler Merci soen.

Si kënnen gewëss sinn, datt mir eis voll a ganz bewosst sinn, wat fir Erwaardungen a Flichte mat der Ausféierung vun dësem Mandat verbonne sinn. An deenen heescht et elo gerecht ze ginn. Vun eis gëtt erwaart, datt mir eis den ënnerschiddlechen Erausforderunge vun eiser Zäit stellen.

Um internationale Plang si mir an enger onroueger Zäit, an där d'Antworten op en etlech Problemer op sech waarde looschen.

National gesinn heescht et, Lëtzebuerg esou opzestellen an d'Viraussetzungen ze schafen, fir och de kommende Generatiounen eng liebenswäert Zukunft an eisem Land ze erméiglechen, ouni datt den Zesammenhalt vun der Gesellschaft a Fro gestallt ass. Do sinn a verschiddene Beräicher déif gräifend Reformen erfuerdert. An do musse mir den néidege Courage opbréngen, fir dës unzegoen.

Mir sollen eis Missioun mat Wäitsicht, dem néidegen Aemooss an engem gesonde politeschen an och gesellschaftleche Gespier erfëllen. Och wa mir u keng Uweisung gebonne sinn, dierfe mer net vergiessen, datt mir no beschtmem Wëssen a Gewëssen handle mussen an datt mir nom Artikel 50 vun eiser Verfassung den allgemengen Interessi vum Land ni aus den Ae verléieren dierfen.

Erlaabt mer, an dësem Zesammenhang den Immanuel Kant ze zitieren, deen zu senger Zäit geschriwwen huet: „Handele so, dass die Maxime deines Willens jederzeit zugleich als Prinzip einer allgemeinen Gesetzgebung gelten könnte.“

Och wa mir d'Chance haten, vun de Leit gewielt ze ginn an d'Deputéiertemandat auszeüben, solle mir dem fréiere Bundestagspräsident Norbert Lammert seng Wierder net vergiessen: „Wir sind gewählt, nicht gesalbt.“ Mir sollen eis nieft eise Rechter also och a virun allem eise Flichte bewosst sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, während der Wahlcampagne hate 547 Kandidat sech op deenen zéng verschiddene Lëschten dem Wieler gestallt a sech domat bereet erkläert, sech politesch ze engagieren a Verantwortung ze iwwerhuelen.

Erlaabt mer, vun dëser Plaz aus all deenen, déi dese Schrëtt gemaach hunn, Merci ze soe fir hire politeschen Engagement an och déi net gewielten ze encouragéieren, sech och nach an Zukunft ënnert där enger oder anerer Form un der politescher Matgestaltung ze bedeelegen. Et ass wichteg, datt mir weider derfir suergen, datt et nach genuch Matbierger, Fraen a Männer, gëtt, déi sech der Allgemengheet verschreiwen.

Esou eng Wahlcampagne war fir eis all eng gutt Geleeenheet, méi intensiv mat eise Matbierger zesummenzekommen. Et huet eis d'Méiglechkeet ginn, hir Suergen, hir Erwaardungen an hir Meenungen erëm verstärkt matzekerien. Hautdesdaags geschitt dat duerch



den direkte Kontakt mam Bierger - deen ech perséinlech nach ëmmer als ganz wichteg an esouguer als onëmgänglech ugesinn - oder iwwert déi nei Medien, déi d'Meenungsäusserunge méi zerspläitern, wéi dat fréier de Fall war.

Et ass elo un eis, déi verschidden Interessen, Meenungen an Uleiessen, déi un eis erugedroegoufen, am Parlament zesummenzebréngen a se a kohärent politesch Iddien ëmzesetzen.

Mir müssen Deputéierter bleiwen, déi sech an der Mëtt vun der Gesellschaft bewegen, déi en oppent Ouer fir Suergen hunn, déi géint Onge-rechtegkeete virginn an déi sech de Problemer vun de Leit unhuelen.

Mir müssen alles Erdenkleches maachen, fir datt kee Gruef vum Genre „déi do uewen“ an „mir hei ënnen“ entsteet. Wa mir d'Wierklechkeet um Terrain aus den Ae verléieren, dann dierfe mir eis net doriwwer wonneren, wann de Wieler iwwert d'Politik verdrésslech gëtt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Gewielte vun der neier Legislaturperiode reie mir eis an an eng laang Rëtsch vun Deputéierten, déi an dëser Institutioun gewierkt hunn. Fir mech ass dat dann och d'Geleechenheet, fir deene Kolleeginnen a Kolleegen Merci ze soen, déi an de leschte fënnf Joer eng gutt a wäertvoll Aarbecht an dësem Haus am Dëngscht vun eise Land geleescht hunn, déi sech awer fir dës Wahlen entweder net opgesat hunn oder net méi erëmgewielt goufen.

Wann ech scho bei de Merci sinn, da wëll ech et och net mëssen, dem Här Mars Di Bartolomeo, dee bis haut de Mëtteg President vun eiser Chamber war, e grouse Merci ze soe fir déi kompetent, engagéiert a korrekt Aart a Weis, mat där hien d'Parlament an deene leschte fënnf Joer gefouert huet. Merci Mars!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an den nächste fënnf Joer hu mir d'Éier, un der Gestaltung vun eise Land deelzehuelen. Déi Missioun erfuerdert verschidde Viraussetzungen:

1. datt een déi Expérience an déi Kompetenz, déi een am Liewen op verschiddene Plaze gesammelt huet, optimal asetzt;

2. datt een derfir suerge muss, seng Kompetenzen a Kenntniser mat der Zäit auszubauen;

3. datt ee mat der néideger Zäit gerüst ass, fir deene villfältegen Aufgabebereicher, déi dat Mandat mat sech bréngt, gerecht ze ginn;

4. datt mir eis an eiser Aart a Weis, wéi mer schaffen, déi néideg Zäit ginn, fir déi verschidden Aarbechte mat där néideger Suergfalt unzegoen, Problematiken ze hannerfroen an dës an der Déift ze analyséieren. En allze séiert Reagéiere geet gären op d'Käschte vun enger wueliwwerleechter, nohalteger Léisung;

5. datt mir intern esou séier wéi méiglech eng Expertise op d'Bee setzen, déi eis et erlaabt, deenen ëmmer méi komplizéierte Problemer an Erausforderungen, déi sech eis als Parlament stellen, esou gutt wéi méiglech ze begéieren.

Well d'Parlament de Forum vun de politeschen Auseensetzungen ass, wäerte mir an deenen nächste Wochen a Méint an dësem Raum erëm Sträitgesprécher matenee féieren. Dat ass en entscheidende Bestanddeel vun eiser parlamentarescher Aarbecht. Als Häerzstéck vun der Demokratie ass e Parlament déi Plaz, wou déi verschidden Iddien an Usichte matenee konfrontéiert ginn.

Als Lëtzebuurger Parlament kënne mir houfreg sinn, datt mir et ëmmer fäerdegbruecht hunn, dës Auseensetzungen an enger dach korrekter Aart a Weis ze féieren. Et ass wichteg, datt eis sachlech Auseensetzungen am geigesäitege Respekt stattfannen, am Respekt géigen-iwwer dem Aneschtendenken.

Zënter ech mech erënnere kann, hu mir et ëmmer verstanen, déi téschemenschlech Bezéiungen net um Altor vun de politeschen Auseensetzungen ze afferen. Mir hu versicht, an de Kolleeginnen a Kolleegen vun deenen anere Parteien och de Mënsch ze gesinn. Doru soll eis och weider geleeë sinn.

A sollten an engem gewëssene Moment, wat och mënschlech ass, d'Gemidder emol méi héichkachen, dann, mengen ech, schuet eng gewësse Portioun Humor net, fir déi ganz Debatt erëm op e gesonden Niveau erofzefueren.

D'Beräicherung vun eiser Demokratie läit am pluralisteschen Denken an an der gemeinsamer Betuechtung vu Problematiken aus verschiddene Bléckwinkelen. An eise politesche Systemer hunn d'Oppositioun an d'Majoritéit jee-weils eng eegen a wichteg Roll ze spillen. Do-

bäi verfolge mir awer all ee gemeinsam Zil: dat Beschtméiglecht fir eist Land an déi Leit, déi hei schaffen, liewen, wunnen, ze errechen.

Fir dat ze maachen, wënschen ech eis all eng glécklech Hand a jiddwerengem vun lech vill Satisfaktioun an der Ausübung vun Ärem Mandat.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

## 7. Élection du Bureau et nomination du Secrétaire général

► **M. Gast Gibéryen, Doyen.** - Mir géifen dann elo, am Sënn vun der Kontinuitéit vun eiser Institutioun a bis mer komplett konstituéiert sinn, e Bureau asetzen. Eise Reglement no besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a siwe Memberen. Ech géif vorschloen, wéi dat de Gebrauch ass, de Bureau folgendermoossen ze besetzen:

als President de Rangeelsten, dat wär ech, an als Vizepresidenten den Zweeteelsten, Drëtteelsten a Véierteelsten vun der Ranglésch, dat heescht: den Här Michel Wolter, den Här Alex Bodry an den Här Laurent Mosar.

Fir déi siwe Membere géif ech déi siwe jéngst Gewielte proposéieren, dat heescht: déi Här Sven Clement, François Benoy, Marc Goergen, Lex Delles, Max Hahn, David Wagner a Marc Baum.

Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn. Dann ass dat esou decidéiert.

Da wëll ech d'Chamber froen, ob se och averstanen ass, den Här Claude Frieseisen als Generalsekretär ze ernennen, bis datt d'Chamber komplett ass a se hien da ka confirméieren.

(Assentiment)

Och dat ass de Fall an ass och esou decidéiert.

De Bureau vun der Chamber ass deemno folgendermoossen zesummegeat:

- President: den Här Gast Gibéryen,

- Vizepresidenten: déi Här Michel Wolter, Alex Bodry a Laurent Mosar,

- Memberen: déi Här Sven Clement, François Benoy, Marc Goergen, Lex Delles, Max Hahn, David Wagner a Marc Baum,

- Generalsekretär: den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc gëtt iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Stëmmt eppes net?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Wann et dem Alter no geet ...

► **M. Gast Gibéryen, Doyen.** - Neen, hei geet et net dem Dëngschalter no, hei geet et dem Alter no.

(Brouhaha)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Bei de Jéngsten ass et den Alter.

► **M. Gast Gibéryen, Doyen.** - Net den Dëngschalter.

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Da menge mir, dass den Här Wilmes ënnert deene sechs oder siwe misst sinn ...

(Concertation interne)

► **M. Gast Gibéryen, Doyen.** - Eise Generalsekretär seet mer, mir géifen dat nokucken a mam Averstännis vun der Chamber géife mer dat esou redresséieren, wéi et richtig wär. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat decidéiert.

(Hilarité et brouhaha)

D'Aufgab vum provisoeresche Bureau ass ofgeschloss an ech iwwerhuelen dann d'Presidence vum Bureau vun der Chamber.

(Concertation interne)

## 8. Institution de la Conférence des Présidents

Als nächste Punkt hu mir d'Institutioun vun der Presidentekonferenz.

Am Artikel 31 vum Chambersreglement steet:

« (1) Il est institué une commission dénommée Conférence des Présidents.

(2) Elle se compose du Président de la Chambre ainsi que du président de chaque groupe politique constitué conformément à

l'article 17 et du président de chaque groupe technique constitué conformément à l'article 18. »

Opground vun den Informatiounen, déi mir kritt hunn, presentéiert sech d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz folgendermoossen:

- Chamberspresident: den Här Gast Gibéryen,

- President vun der CSV-Fraktioun: den Här Claude Wiseler,

- President vun der DP-Fraktioun: den Här Lex Delles,

- President vun der LSAP-Fraktioun: den Här Alex Bodry,

- Presidentin vun der Fraktioun déi gréng: d'Madamm Josée Lorsché.

## 9. Institution et constitution de deux commissions parlementaires

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung, dem Asetzen an Zesummesetzung vun zwou parlamentaresche Kommissiounen.

Als Éischt komme mer zu der Konstitutioun vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Service de renseignement, déi duerch d'Gesetz virgesinn ass.

Et gëtt proposéiert, folgend Memberen an dës Kommissioun ze ernennen:

- fir d'CSV-Fraktioun: den Här Claude Wiseler,

- fir d'DP-Fraktioun: den Här Lex Delles,

- fir d'LSAP-Fraktioun: den Här Alex Bodry, an

- fir d'Fraktioun vun deene Gréngen: d'Madamm Josée Lorsché.

Da komme mer zu der Konstitutioun vun der Reglements-kommissioun.

Et gëtt proposéiert, folgend Memberen an dës Kommissioun ze nennen:

- fir d'CSV-Fraktioun: den Här Léon Gloden, d'Madamm Martine Hansen, den Här Marc Spautz, den Här Claude Wiseler an den Här Michel Wolter,

- fir d'DP-Fraktioun: d'Madamm Lydie Polfer, d'Madamm Simone Beissel an den Här André Bauler,

- fir d'LSAP-Fraktioun: den Här Alex Bodry an den Här Mars Di Bartolomeo,

- fir d'Fraktioun vun deene Gréngen: d'Madamm Josée Lorsché, an

- fir d'Sensibilité politique ADR: den Här Gast Gibéryen.

Ass d'Chamber ...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Den Här Bodry, wann ech gelift, huet d'Wuert gefrot.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, d'LSAP-Fraktioun huet dräi Leit zegutt. Ech géif den Här Marc Angel nach derbäiproposéieren.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Jo. Mir géifen dann den Här Marc Angel nach bei d'LSAP-Fraktioun derbäisetzen.

Ass d'Chamber mat der Zesummesetzung, wat déi zwou parlamentaresch Kommissiounen ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

D'Zesummesetzung vun dëse Kommissiounen gëtt am Compte rendu verëffentlecht.

D'Deputéiert aus dëse Kommissiounen si gebieden, no der Sitzung an der Salle des pas perdus zesummenzekommen, fir d'Bureau vum de Kommissiounen anzesetzen.

## 10. 7384 - Proposition de loi relative au remboursement partiel des frais des campagnes électorales et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

**Déclaration de recevabilité**

Dann e leschte Punkt. Als leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer nach iwwert d'Recevabilitéit vun enger Gesetzespropositioun ze befragen.

An hirer Reunion vum 26. Oktober 2018 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat.

Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7384 iwwert de Remboursement vun de Fraise fir d'Wahlcampagnen, déi de 26. Oktober 2018 vun den Här Marc Baum, Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Henri Kox, Gast Gibéryen a Claude Wiseler deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7384 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 11. Élection du Bureau et nomination du Secrétaire général (suite)

Mir géifen dann nach op déi kleng Korrektur zrëckkommen, wat de Bureau vun der Chamber ubelaangt. Nodeem datt d'Datumer genau nogekuckt si ginn, géif dee sech da folgendermoossen zesummesetzen:

- President: den Här Gast Gibéryen,

- Vizepresidenten: déi Här Michel Wolter, Alex Bodry a Laurent Mosar,

- Memberen: déi Här Sven Clement, François Benoy, Marc Goergen, Lex Delles, Max Hahn, David Wagner an den Här Serge Wilmes.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Ass d'Chamber mat där Zesummesetzung averstanen?

(Assentiment et hilarité)

► **Une voix.** - Elo ass et gutt!

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Här Baum, et deet mer leed, mä dann ass dat esou decidéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat si mer um Enn vun eiser éischter Sitzung ukomm.

Ech géif lech Merci soe fir dee flotten an disziplinéierte Verlaf vun der Sitzung an och e Merci un eise Generalsekretär, den Här Claude Frieseisen, a seng Mataarbechter fir déi gutt a kompetent Aarbecht, genauso wéi un d'Mataarbechter aus eisem Parteisekretariat, déi och gutt eng Hand mat ugepaakt hunn.

Domadder ass d'Sitzung opgehuewen.

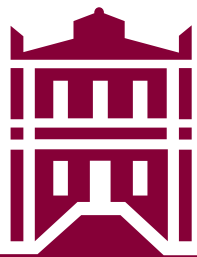
(La séance publique est levée à 17.30 heures.)



Suivez la  
Chambre des Députés  
sur Facebook  
et Twitter







## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
  - M. Gast Gibéryen, Président
2. Ordre du jour
  - M. Gast Gibéryen, Président
3. Vérification des pouvoirs
  - M. Gast Gibéryen, Président
  - Tirage au sort d'un nouveau membre de la Commission de vérification des pouvoirs
  - La séance publique est suspendue de 14.07 à 14.37 heures.
  - Mme Diane Adehm
  - Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs : M. Michel Wolter
4. Prestation de serment d'élus
  - M. Gast Gibéryen, Président
  - Prestations de serment
  - Proclamation des nouveaux membres de la Chambre des Députés
5. Élection du Bureau de la Chambre des Députés et nomination du Secrétaire général
  - M. Gast Gibéryen, Président
  - Élection du Président de la Chambre des Députés : M. Eugène Berger
  - Vote
  - Élection de trois Vice-Présidents de la Chambre des Députés : Mme Martine Hansen - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché
  - Vote
  - Élection des membres du Bureau de la Chambre des Députés : M. Gilles Roth - M. Mars Di Bartolomeo - M. Henri Kox - M. Fernand Kartheiser - M. Eugène Berger
  - Vote

- Nomination du Secrétaire général
  - Vote
6. Allocution du Président élu
    - M. Fernand Etgen, Président élu
  7. Changement de composition de la Conférence des Présidents
    - M. Fernand Etgen, Président - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
  8. 7388 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition des commissions parlementaires et aux pétitions publiques
    - Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry
    - Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
    - M. Gilles Roth - M. Fernand Etgen, Président - M. Eugène Berger
  9. Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes
    - M. Fernand Etgen, Président
  10. Constitution des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales
    - M. Fernand Etgen, Président
  11. Nomination du Comité de discipline
    - M. Fernand Etgen, Président
  12. Octroi d'un titre honorifique
    - M. Fernand Etgen, Président
  13. Communication du Président
    - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

**(La séance publique est ouverte à 14.03 heures.)**

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Gast Gibéryen, Président.**- Ech maa-chen d'Sitzung op.

### 2. Ordre du jour

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt de modifizéierten Ordre du jour virleien. Ech wollt d'Chamber drop hiweisen, datt d'Conférence des Présidents de Moien decidéiert huet, de leschte Punkt, wat d'Ernennung vun zwee Membere fir de Conseil national des finances publiques ugeet, op eng spéider Sitzung ze verleeën.

Gëtt et zu där Proposition oder zum Ordre du jour eng Wuertmeldung?

Ech gesinn, dat ass net de Fall. Ass d'Chamber da mat där ofgeännerter Form vum Ordre du jour averstanen?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

### 3. Vérification des pouvoirs

Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet an hirer Sitzung vum 30. Oktober d'Wahle vum 14. Oktober 2018 validéiert an d'Vérification des pouvoirs vun deene Gewielten duerchgeholl. Duerno goufen hei am Parlament 45 Membere vereedeegt. Haut géife mer deemno déijéineg vereedeegen, déi net méi an der Regierung sinn, an d'Suppléanté vun den neie Regierungsmembere.

Op Basis vun eiser neier Prozedur mussen awer nach virdrun d'Pouvoir vun deene 17 zukünftege Membere iwwerpréift ginn. Déi betreffen Artikelen sinn d'Artikelen 57 (1) vun der Verfassung an den Artikel 4 vum Chambersreglement.

D'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoir gouf an eiser Sitzung vum 30. Oktober 2018 ausgeloust. Si setzt sech aus folgende Membere zesummen: d'Madamm Diane Adehm, Presidentin; den Här Roy Reding, Vize-president; d'Madamm Sam Tanson, Rapportrice; den Här Aly Kaes, den Här Roberto Traversino, Traversini, ...

#### (Brouhaha)

... Roberto Traversini, den Här Michel Wolter an d'Madamm Viviane Reding.

Dës Kompositioun ass nach ëmmer zoustänneg fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoir vun deene 17 zukünftege Membere vun der Chamber. Et ass elo awer esou, datt d'Rapportrice, d'Madamm Sam Tanson, duerch Arrêté grand-ducal vum 5. Dezember an d'Regierung beruff gouf.

#### Tirage au sort d'un nouveau membre de la Commission de vérification des pouvoirs

Esou wéi et am Artikel 4 Paragraf 1 vun eisem Chambersreglement virgesinn ass, louse mer elo en neie Member fir d'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren aus.

Den Här Wagner David.

#### ► Plusieurs voix.- Ah!

#### (Brouhaha général et hilarité)

► **M. Gast Gibéryen, Président.**- Dës Kéier geet et besser wéi déi leschte Kéier!

Domat remplacéiert dann den Här Wagner David d'Madamm Sam Tanson als Member vun der Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren.

D'Missioun vun der Kommissioun besteet haut doranner, all d'Konditiounen fir d'Wielbarkeet vun de gewielte Kandidaten, déi nach net den 30. Oktober vereedeegt goufen, ze konfirméieren, respektiv all Konditiounen, déi d'Wielbarkeet uginn, ze iwwerprüfung vun de Kandidaten, déi fir Membere vun der neier Regierung an d'Chamber noréckelen, souwéi d'Netbestoe vun Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft a Bestietnis ze kontrolléieren an dann hir Konklusivounen virzeleeën.

D'Kommissioun ass effentlech a fënn a fënn Minutten am Sall 1-2 vum Haus Printz/Richard statt.

Fir der Kommissioun d'Méiglechkeet ze ginn, elo ze tagen, ënnerbriechen ech dann elo d'Sitzung.

**(La séance publique est suspendue à 14.07 heures.)**

\*\*\*

**(La séance publique est reprise à 14.37 heures.)**

Déi effentlech Sitzung geet da weider an ech géif direkt der Presidentin vun der Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren d'Wuert ginn, der Madamm Diane Adehm.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Merci, Här President. D'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegeallt gouf, setzt sech aus folgende Membere zesummen: dem Här Roy Reding, dem Här Aly Kaes, dem Här Roberto Traversini, dem Här Michel Wolter, der Madamm Viviane Reding, aus mir selwer an dem Här David Wagner. Hien ass als neie Member haut de Mët-

teg gezu ginn, fir d'Madamm Sam Tanson ze ersetzen, déi jo Member vun der Regierung ass.

Den Här Michel Wolter ass zum neie Rapporteur genannt ginn, den Här Roy Reding den 30. Oktober 2018 zum Vizepräsident an ech selwer och schon den 30. Oktober 2018 zur Presidentin vun dëser Kommissioun.

Mir waren dës Kéier wesentlech méi séier fäerdeg als Kommissioun, well mer net méi déi ganz Regularitéit vun de Wahlvirgänger hu missen nokucken. Dat war jo déi leschte Kéier, also den 30. Oktober, gemaach ginn. Déi Decision vum 30. Oktober ass definitiv an do dergéint ass och kee Recours méi méiglech. Dat heescht, dee ganzen Dénge hu mer de Mëtteg net méi misse kucken a mir konnten eis deemno drop beschränken, fir just d'Wielbarkeet an d'Netbestoe vun Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft a Bestietnis bei de Suppléanté vun de Membere vun der neier Regierung ze iwwerprüfung.

Här President, ech géif lech bieden, elo dem Rapporteur d'Wuert ze ginn, fir dass hien lech ka soen, wat mer dann alles festgestallt hunn.

► **M. Gast Gibéryen, Président.**- Merci, Madamm Adehm. Da géife mer dat esou maachen a mir géifen dann dem Här Michel Wolter als Rapporteur d'Wuert ginn.

#### Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

► **M. Michel Wolter (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci fir d'Wuert ...

Ech gesinn hei, d'Pult ass erof.

#### (Brouhaha et interruption)

Bon, ech Joossen et elo emol esou. Net dass ech deen Éischte sinn, deen hei ...

#### (Interruption)

Majo, et ass aneschtens wéi virdrun!

Wéi d'Madamm Adehm et elo scho gesot huet, hu mir en Deel vun eiser Aarbecht an der viregter Sitzung, näamlech an der Sitzung vum 30. Oktober gemaach, soudass mer eigentlech haut méi séier virukomm sinn. D'legislativ Wahle vum 14. Oktober si jo an der effentlecher Sitzung vum 30. Oktober validéiert ginn. An an darselwechter Sitzung goufe 45 Deputéierter, déi elo heibanne setzen, vereedeegt.

Den Här Xavier Bettel, den Här Étienne Schneider, den Här Félix Braz, den Här Jean Asselborn, den Här Romain Schneider, den Här François Bausch, den Här Pierre Gramegna, den Här Dan Kersch, den Här Claude Meisch, d'Madamm Corinne Cahen, d'Madamm Carole Dieschbourg an den Här Claude Turmes

sinn duerch de groussherzoglechen Arrêté vu gëschter, dem 5. Dezember, an hirer Funktioun als Regierungsmember weidergefouert ginn. D'Madamm Sam Tanson an den Här Lex Delles hunn duerch deeselwechten Arrêté hir Nominatioun als Minister kritt a scheeden deemno aus der Chamber aus.

Et ass duerno un der Chamber, fir d'Pouvoir vun de Suppléanté vun deene Gewielten ze kontrolléieren, déi an d'Regierung komm sinn, an d'Pouvoiren ze konfirméieren vun deene Gewielten, déi just nach den Eed ofzeleeën hunn.

D'Kommissioun huet Folgendes festgehalten: Den Här Fernand Etgen an den Här Guy Arendt hunn der Chamber matgedeelt, dass si hiert Mandat unhuelen. Den Här Nicolas Schmit par contre huet schréftlech matgedeelt, dass hien op sai Mandat verzicht.

Déi Gewielten hu gëschter, de 5. Dezember 2018, virun 18.00 Auer - dat gëtt hei präziséiert - an der Chamber eng Kopie vun hirer Carte d'identité oder vun hirem Pass, e Certificat de résidence souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, dass si net betraff si vun enger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft a Bestietnis, ofginn.

De Parquet général huet virun darselwechter Echeance a mat der Awëllegung vun deene betraffene Gewielten der Chamber e Bilan mat de Konklusivounen iwwert déi fënn Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ubelaangt, fir jiddwer eenzelne Kandidat gemaach an och zougestallt.

Et geet aus de Piëcen iwwert d'Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft a Bestietnis ervir, dass zwee Suppléanté betraff si vun enger vun den Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft, wéi se am Artikel 131 vum Wahlgesetz virgesi sinn. Et sinn dat déi Hären Henri Kox a Martin Kox. Si si Bidder an domat Parent au second degré, wat laut Artikel 131 vun eisem Wahlgesetz heescht, dass si net kënnen zesumme Member vun der Chamber sinn.

Op Basis vum véierten Abschnitt vum Artikel 5 vum Chambersreglement huet den Här Martin Kox d'Bréif, deen en un de Chambers-president adresséiert huet, matgedeelt, dass hien op sai Mandat verzicht. Duerch dese fräiwëllege Verzicht vum Här Martin Kox op sai Mandat verschwennt d'Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft, déi den Här Martin Kox mam Här Henri Kox betrëfft.

D'Kommissioun huet zréckbehalen, dass sech aus dem genaue Contrôle vun deene gesamte



Pièce vun de gewielte Kandidaten ergëtt, dass, éischtens, all betraffe Kandidaten d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ubelaangt, erfëllen, sou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun eiser Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Wahlgesetz virgesi sinn; zweetens, dass kee gewielte Kandidat vun enger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft a Bestietnis betraff ass, sou wéi dat am Artikel 131 vum Wahlgesetz steet.

D'Kommissioun stellt fest, dass d'Prozedur agehale ginn ass an de Regeln entsprécht an dass nëischt géint d'Vereedegung vun de Kandidate schwätzt.

Den Här Chamberspräsident huet dofir an d'Sitzung vun haut folgend Leit convoquéiert: den Här Guy Bernard (veuillez lire: Guy Arendt), den Här Carlo Back, den Här Eugène Berger, d'Madamm Djuna Bernard, d'Madamm Tess Burton, den Här Frank Colabianchi, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Joëlle Elvinger, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Etgen, den Här Fränz Fayot, den Här Gusty Graas, den Här Claude Haagen, den Här Marc Hansen - déi gréng -, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Henri Kox an d'Madamm Lydia Mutsch. D'Kommissioun recommandéiert à l'unanimité der Chamber, d'Pouvoir vun dese 17 gewielte Vertrieeder ze validéieren.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Une voix.** - Très bien !

**(M. Michel Wolter remet le rapport de vérification des pouvoirs au Président.)**

► **M. Michel Wolter (CSV), rapporteur.** - Dat ass eise Rapport.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Rapporteur Michel Wolter.

Ass d'Chamber mat de Konklusioun vum der Kommissioun averstanen, fir d'Pouvoir vun dem Här Guy Arendt, dem Här Carlo Back, dem Här Eugène Berger, der Madamm Djuna Bernard, der Madamm Tess Burton, dem Här Frank Colabianchi, dem Här Yves Cruchten, der Madamm Joëlle Elvinger, der Madamm Stéphanie Empain, dem Här Fernand Etgen, dem Här Fränz Fayot, dem Här Gusty Graas, dem Här Claude Haagen, dem Här Marc Hansen, der Madamm Carole Hartmann, dem Här Henri Kox an der Madamm Lydia Mutsch ze validéieren?

Ass d'Chamber averstanen?

**(Assentiment)**

Dat ass dann esou decidéiert.

D'Missioun vun der Kommissioun ass deemno eriwwer.

#### 4. Prestation de serment d'élus

Mir kommen dann elo zur Prozedur vun der Vereedegung. Mir géifen dann elo déijéineg vereedegen, deenen hire Pouvoir elo grad validéiert ass ginn. An ech géif eis Huissiere bieden, déi nei Memberen eranzebieden, a si invitéieren, virun de Bureau ze kommen, fir den Eed ofzeleeën, sou wéi en am Artikel 57 (2) vun eiser Verfassung virgesinn ass.

Gudde Mëtteg! Ech liese fir d'Éischt d'Eedesformel vir an da géif ech lech bieden, een nom aneren e Schraff no vir ze trieden an d'Wieder ze widerhuelen: « Je le jure. »

D'Eedesformel ass: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

**Prestations de serment**

Den Här Guy Arendt.

► **M. Guy Arendt (DP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Arendt.

Den Här Carlo Back.

► **M. Carlo Back (déi gréng).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Back.

Den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Berger.

D'Madamm Djuna Bernard.

► **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Madamm Bernard.

D'Madamm Tess Burton.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Madamm Burton.

Den Här Frank Colabianca.

**(Brouhaha général)**

Colabianca! Entschëllegt! Colabianca!

**(Hilarité et brouhaha)**

Colabianchi! Colabianchi! Et huet déi leschte Kéier schonn net geklappt.

**(Brouhaha général)**

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - Net dass elo dee Falsche schwiert heil!

**(Hilarité et brouhaha général)**

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et ass gläich eriwwer, Här President, et ass gläich eriwwer!

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Colabianchi.

Den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Cruchten.

D'Madamm Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Madamm Elvinger.

D'Madamm Stéphanie Empain.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Madamm Empain.

Den Här Fernand Etgen.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Etgen.

Den Här Fränz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Franz Fayot!

**(Hilarité)**

Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Fayot.

Den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Graas.

Den Här Claude Haagen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Haagen.

Den Här Marc Hansen.

► **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Hansen.

D'Madamm Carole Hartmann.

► **Mme Carole Hartmann (DP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Madamm Hartmann.

Den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Här Kox.

An d'Madamm Lydia Mutsch.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Je le jure.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci, Madamm Mutsch.

**Proclamation des nouveaux membres de la Chambre des Députés**

Ech ginn Akt vun Ärem Eed an ech hunn d'Éier, den Här Guy Arendt, den Här Carlo Back, den Här Eugène Berger, d'Madamm Djuna Bernard, d'Madamm Tess Burton, den Här Frank Colabianchi, ...

**(Hilarité)**

... den Här Yves Cruchten, d'Madamm Joëlle Elvinger, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Etgen, den Här Franz Fayot, den Här Gusty Graas, den Här Claude Haagen, den Här Marc Hansen, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Henri Kox, d'Madamm Lydia Mutsch zu Membere vun der Chamber ze proklaméieren.

Eis Felicitatiounen un lech all! An ech géif lech bieden, Plaz ze huelen.

**(Applaudissements)**

#### 5. Élection du Bureau de la Chambre des Députés et nomination du Secrétaire général

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wielen dann elo de Bureau vun der Chamber. Laut Artikel 7 vum Chambersreglement besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepräsidenten a maximal siwe Memberen an dem Generalsekretär.

**Élection du Président de la Chambre des Députés**

Mir wielen da fir d'Éischt de Chamberspräsident. Ech froen deemno d'Chamber, wéi eng Propose fir de Poste vum Chamberspräsident virleien.

Här Berger, wann ech gelifft.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Här President, ech hunn d'Éier an de Pleséier, fir am Numm vun der DP-Fraktioun den Här Fernand Etgen als neie Chamberspräsident ze proposéieren.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci. Ass nach eng Propositioun do?

Dat ass net de Fall.

Ech gesinn, datt dann also nëmmen eng Propos fir dee Poste hei virläit. De Paragraf 5 vum Artikel 7 aus dem Chambersreglement gesäit vir, dass d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann, wann et kee Géigekandidat gëtt, an dass deemno deen eenzege Kandidat zum Chamberspräsident proklaméiert ka ginn.

Ech proposéieren duerfir, e Vott duerch Handophiewen ze maachen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

**(Assentiment)**

**Vote**

Jo, da géif ech lech bieden ofzestëmme, andeem datt Der d'Hand ophieft fir d'Wiel vum President.

Ech mengen, ech brauch keng Géigeprouf ze maachen.

Dat ass d'Unanimitéit fir den Här Fernand Etgen.

**(Applaudissements)**

Den Här Fernand Etgen ass domadder zum President vun der Chamber proklaméiert. Ech felicitéieren him an eiser aller Numm. Merci.

**Élection de trois Vice-Présidents de la Chambre des Députés**

Mir kommen dann zur Wiel vun dräi Vizepräsidenten.

Gëtt et do iergendwéi Virschléi?

D'Madamm Hansen, wann ech gelifft.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Als CSV géife mer gären den Här Claude Wiseler als Vizepräsident proposéieren.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci. Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, d'LSAP-Fraktioun proposéiert den Här Mars Di Bartolomeo.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci. Madamm Lorsché!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - déi gréng proposéieren den Här Henri Kox.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci. Si soss nach Kandidaturen do?

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Mir gesinn also just esou vill Kandidaturen, wéi Poste ze verdeele sinn.

Ass d'Chamber dermat averstanen, den Artikel 7 Alinea 5 vum Chambersreglement ze applizéieren, fir datt mer kënnen iwwer Main levée ofstëmme?

**(Assentiment)**

Jo. Da géife mer doriwwer ofstëmme.

**Vote**

Wie mat deenen dräi Kandidature fir d'Vizepräsidenten averstanen ass, géif ech em en Handzeeche bieden.

Och hei, mengen ech, brauch ech keng Géigeprouf ze maachen. Déi dräi Vizepresidente sinn eestëmme gewielt. Eis Felicitatiounen u si. Dat ass d'Unanimitéit.

Et ginn also als Vizepräsident proklaméiert: den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Claude Wiseler an den Här Henri Kox.

**Élection des membres du Bureau de la Chambre des Députés**

Mir kommen dann zur Wiel vun de Membere vum Bureau. Fir d'Éischt muss d'Chamber d'Zuel vun de Membere vum Bureau festleeën. Nom Chambersreglement dierfen et héchstens siwe Leit sinn.

Ass d'Chamber domadder averstanen, siwe Memberen ze wielen?

► **Une voix.** - Jo, Här President.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Gëtt et Kandidaturen, fir déi siwe Poste ze besetzen? Här Roth!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. D'CSV-Fraktioun proposéiert d'Madamm Martine Hansen an den Här Marc Spautz.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci. Här Mars Di Bartolomeo!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - D'LSAP-Fraktioun proposéiert den Här Alex Bodry.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci. Här Kox!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Fir déi gréng proposéiere mir d'Madamm Josée Lorsché.

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci. Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, den technesche Grupp ADR/Piraten proposéiert lech selwer, den Här Gaston Gibéryen.

**(Brouhaha)**

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci. Ass nach eng Propositioun do? Jo? Här Berger, wann ech gelifft.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, nieft dem President, dee mer proposéiert hunn, proposéiere mir d'Madamm Lydie Polfer an d'Madamm Simone Beissel.

**Vote**

► **M. Gast Gibéryen, Président.** - Merci. Domadder wiere siwe Kandidate fir siwe Poste do. An och do géif ech da bieden em en Handzeechen, fir deene siwen zouzestëmme.

Merci. An och do, mengen ech, schéngt et, wéi wann dat eestëmmege uegheoll wier.

**Nomination du Secrétaire général**

Da géife mer nach zur Ernennung vum Generalsekretär kommen.

Da wëll ech déi Fro stellen, ob d'Chamber dermat averstanen ass, den Här Claude Frieseisen als Generalsekretär fir dës Legislaturperiode ze ernennen.

**Vote**

Sidd Der d'accord? Da géif ech och em en Handzeeche bieden.

Merci. Domadder ass och den Här Claude Frieseisen unanime a sengem Amt bestätegt. An och an eiser aller Numm, Här Frieseisen: bonne Chance!

Deemno ass de Chambersbureau elo komplett a setzt sech fir déi nächst Sessioun folgendermoossen zesummen:

- President: den Här Fernand Etgen,

- Vizepräsidenten: den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Henri Kox an den Här Claude Wiseler,

- Memberen: d'Madamm Simone Beissel, den Här Alex Bodry, den Här Gast Gibéryen, d'Madamm Martine Hansen, d'Madamm Josée Lorsché, d'Madamm Lydie Polfer an den Här Marc Spautz,

- Generalsekretär: den Här Claude Frieseisen.

Mir hunn elo grad decidéiert, datt de Bureau sech esou zesummesetzt. Sou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, ginn de Grand-Duc an d'Regierung iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder wier da meng Missioun als President vun der Chamber ofgeschloss. Ech wollt dat awer net maachen, ouni lech alleguer Merci ze soe fir déi flott Zesummenaarbecht, déi mer an deene puer Wochen haten, speziell de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Presidentekonferenz an aus dem Bureau.

Mir hu versicht, d'Chamber iwwert dës Zäit ewechzekeréien, wou mer am Fong keng richtig Prozeduren haten, fir d'Regierung ze kontrolléieren. Mä ech mengen, zesummen hu mer e Wee fonnt doduerch, datt mer zwee Hearingen organiséiert kruten, soudatt d'Chamber awer konnt beweisen, datt se zu all Moment konnt a ka funktionnéieren.

Nach eng Kéier duerfir Merci un lech alleguer. An dee Merci geet och un eise Generalsekretär, den Här Claude Frieseisen, an u seng ganz Verwaltung, déi wéi emmer ganz kompetent schafft.

Dat gesot, géif ech den Här Fernand Etgen als eisen neie Chamberspräsident eropbieden, fir hei weider ze presidéieren.





Merci.

**(Applaudissements)**

**(M. Fernand Etgen prend la présidence.)**

## 6. Allocution du Président élu

► **M. Fernand Etgen, Président élu.** - Merci villmoos. Dir Dammen an Dir Hären, Kollegeginnen a Kollegegen, haut de Mëtteg hat ech déi grous Eier, mat 16 anere Kollegee vereedegt ze ginn. Duerch diesen Akt ass eis Chamber elo erëm komplett. Och wann dat fir mech net déi éischte Keier war, war et dach fir mech en eenzegaartegen, emouvante Moment. Ech huelen un, dass meng Kollegen dat genaousou empfongt hunn. Hinnen, awer och all deenen, déi schonns vum 30. Oktober u Member vun diesem Parlament sinn, wëll ech vill Freed a Satisfaktioun an der Ausübung vun hirem Mandat wënschen.

Mir selwer ass et dank Ärem Vott vergonnt, an nächster Zäit d'Geschécker vun diesem Haus ze leeden. Fir dat Vertraue wëll ech mech fir d'Éischt emol bei lech ganz häerzlech bedanken. Ech kann lech versécheren, dass ech richtig begeeschtert sinn, fir dese Poste vum Chamberspräsident ze iwwerhuelen.

Wéi ech Enn 2007 no 28 Joer Engagement um kommunalpolitesche Plang als Deputéierte vereedegt gi sinn, hat ech grouse Respekt virun diesem héijen Haus. Ech hunn dese Respekt net verluer. Au contraire! Als Deputéierten an duerno als Minister, ënner anerem vun de Relatione mam Parlament, hunn ech hei Leit begéint, déi eng exzellente Aarbecht leeschten an de Bewäis vu Kompetenz a Sachkenntnis erbruecht hunn. Ech hu kompetent a loyal Mataarbechter begéint, déi motivéiert sinn, am Interesse vun engem moderne Parlamentarismus ze schaffen.

Och ech gi vollmotivéiert un des Tâche erun a freeë mech op eng gutt Zesummenaarbecht mat den Deputéiertekollegen, mat der Regierung, mam Statsrot, de Chambres professionnelles, de Mataarbechter hei am Haus an all deenen, déi um legislative Prozess bedeelegt sinn.

Mat lech all zesumme wëll ech alles drusetzen, fir dat Vertraue, mat mer vun Wieler kritt hunn, net ze enttäuschen. Ech zielen op lech all!

Erlaabt mer, virewech dem Här Gast Gibéryen e grouse Merci ze soen. Mat senger laangjäregger Erfahrung huet hien d'ëst Amt an deene leschte Woche mat vill Dignitéit ausgeübt.

Merci, Gast, dass du als gewiiften an ale Fuuss mir de Stull esou gutt waarmgehalen hues!

**(Brouhaha)**

Mengem Vörgänger, dem Här Mars Di Bartolomeo, deen déi lescht fënnf Joer un der Spëtzt vun der éischter Institution vun eisem Land stoung, wëll ech mäin déifste Respekt ausdrécken. Hien huet eis Chamber op eng äusserst kompetent Aart a Weis geleet an eist Parlament mat senger him eegener Oppenheet a senger Jovialitéit dobaussen, ob hei am Land oder am Ausland, gutt vertrauden. Mir si frou, dass mir hien och weiderhin an eise verschiddenen Organer a Kommissiounen hunn an op seng Experienz kënnen zielen.

Merci, Mars, fir deng wäertvoll Aarbecht an däin engagéierten Asaz fir d'Haus vun der Demokratie, wéi s du eist Parlament ëmmer gär genannt hues!

De Kolleg Mars huet d'Lat fir mech héich geluecht. Dat ass och gutt esou. Villmoos Merci, Mars, well da kommen ech gutt drënner erduerch!

**(Hilarité générale)**

Et läit mir awer och um Häerz, fir all de Regierungsmembere fir hir Nominationen ze gratuléieren an hinnen eng glécklech Hand bei der Ausübung vun hirem Amt ze wënschen. Ech kann lech elo schonns soen, dass de Fait, dass ech elo vis-à-vis vun lech sätzen, och säi Charme huet.

**(Hilarité)**

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegegen, déi nobel Aufgab vum Chamberspräsident ass fir mech keen Happy End vu menger politescher Carrière, eng Plaz, wou een et méi roueg huet, wéi eng Rei Kollegegen an deene leschten Deeg zu mir gesot hunn. Dat, mengen ech, ass déi Charge ënnerschat. An dat géllt och gläichzäitig fir d'Roll vun de Parlamentarier an eisen haitegen Demokratien.

Fir mech ass et en neien Ufank, eng Landung, déi gläichzäitig e Start zu neien Eerausforderungen, Flichten a Missiounen ass. Ech wëll e President sinn, dee sech an der Mëtt vum Vollek ophält, ee President fir unzepakten. Fir mech fënn d'Politik net um Schreifdësch, mä bei de Leit statt. Déi, déi mech kennen, wëssen, dass ech gären a vill ënnert de Leit sinn.

Wann ech esou mat de Leit schwätzen, da fällt mir op, dass an deene Gespréicher ëmmer eent ganz kloer eraskënt: D'Leit erwaarde sech, dass d'Politik hinnen an hirem Liewen eng Hand mat upéckt, do, wou et néideg ass. Si wëlle keng grous Rieden an Theorien héieren. Mä et ass eng konkret, praktesch Hëllef, déi d'Leit sech erwaarden. Si wëlle Politiker, déi no-lauschteren, déi fir d'Leit do sinn, Politiker, déi d'Suergen an d'Problemer vun de Leit erkennen an déi d'Leit eescht huelen a sech mat hinnen zesummesetzen a sech mat hiren Uleissen ausenansetzen.

Mir all hunn nëmmen een Zil virun Aen, an dat ass, dass et de Leit an diesem Land haut an an der Zukunft gutt geet. An deem Sënn wëll ech mat lech zesumme probéieren, zumindest en Ufank vun Äntwert op hir Suergen, Froen a Problemer ze ginn.

Mir all heibanne mussen awer och all méiglechen Effort maachen, fir eise Bierger Vertrauen an d'Politik ze vermëtelen, ee Vertrauen, wat an deene leschte Jore gelidden huet, souguer verluer gaangen ass, wann een d'Zuel vun deene Leit kuckt, déi, sief et, net wéile gaange sinn, sief et, e wäissen oder ongéltege Stëmmziedel ofginn hunn.

Dat ass ënner anerem ee Punkt, dee mer analyséiere mussen a géint dee mer eppes ënnerhuele mussen. Mir sollten also déi Analys, déi d'Uni Lëtzebuerg am Opdrag vun der Chamber iwwert d'Wahle mécht, genau studéieren an zesumme kucken, wéi mer d'Vetrauen an d'Politik erëmhierstelle kënnen.

Et huet sech awer och am Laf vun der Zäit erausgestallt, dass mir op verschiddene Punkten eist Wahlgesez an awer och d'internt Reglement vun der Chamber mussen iwwerschaffen, fir verschiddene Situatiounen, déi net esou glécklech sinn, entgéintzewierken. Ech denken do un déi verschidde Propositionen, déi während der Vérification des pouvoirs gemaach goufen, an déi Schwierigkeeten, déi sech während der Iwwergangszäit no de Wahle bis zur Zesummesetzung vun der Regierung gestallt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegegen, d'Zesummesetzung vun diesem Haus ass méi villfältig ginn. Siwe verschidde Parteie sinn hei vertrauden. D'Bestriewung vun all Parlamentspräsident muss et sinn, eng onparteiisch Leedung vun de Sitzungen ze garantéieren. Déi verschidde politesche Stréimunge mussen sech op eng korrekt a respektvoll Aart a Weis artikuléiere kënnen, fir dass mir dem Pluralismus vun eiser Gesellschaft gerecht ginn.

Jiddweree vun eis ass ee Puzzlestück vum legislative Pouvoir. Doduerch, dass mir et zouloosen, dass sech hei verschidde Meenunge fräi kënnen konfrontéieren, droe mir e wesentlech Stéck zu enger gudder, funktionéierender Demokratie bäi. Et ass hei am Haus, wou déi parlamentaresch Demokratie leeft, beliebt gëtt an erlieft muss ginn.

Fir mech huet d'Chamber dräi Funktiounen: eng Integrationsfunctioun, eng Kontrollfunctioun an eng Initiativfunctioun. D'Leit, déi eis hiert Vertraue geschenkt hunn, erwaarde sech e Parlamentarismus mat Ecken a Kanten.

D'Integrationsfunctioun soll der Akzeptanz vun de politeschen Decisionsprozesser dengen. Nëmme wann een d'Villfalt vun de Meenungen, d'Interessen, d'Iwwerzeegung vun der pluralistescher Gesellschaft erëmfënnt, ass eng Identifikatioun vu Majoritéit an Opposition vun mat eiser Aarbecht méiglech.

D'Kontrollfunctioun: Eng vun de Missiounen vun der Chamber ass et, der Regierung op d'Fangere ze kucken. De Premier an d'Ministere mussen geruedstoe fir dat, wat am Statsapparat geschitt. Déi Kontrollfunctioun soll derzou dengen, dass mir d'Garantien hunn, dass d'Statsgeschäfte richtig oflafen. Mä se sinn awer och do, fir Verbesserungen a Reformen unzestoussen.

An do si mer scho bei der Initiativfunctioun. Et gehéiert zu den Aufgabe vun engem Parlament, derfir ze suergen, dass déi grous gesellschaftlech Orientatiounen an deser Enceinte mussen diskutéiert a festgehalde ginn. Hei ass d'Plaz, wou déi wierklech relevant Theme mussen intensiv analyséiert ginn. Den Austausch vun Iddien, Argumenter a Propositionen ass d'Käraufgab vun engem Parlament. D'Wuert „Parlament“ kënnt aus dem Franséischen „parler“. Hei mussen d'Politiker Ried an Äntwert stoen. Hei mussen d'Diskussiounen an aller Transparenz stattfannen.

D'Effentlechkeet vun de verschiddene Meenungen ass ee wichtige Grundprinzip vum Fonctionnement vun der Demokratie an eng wesentlech Viraussetzung, fir dass de Wieler bei de Wahlen eng bewusst Decisioun kann treffen. An der Mediegesellschaft vun haut gëtt dat och ëmmer méi wichteg. Wichteg ass et mir awer, dass d'effentlech Sitzunge këng Inszenéierung

sinn, net un en Theater erënnere. Duerfir huet de Wieler kee Versteesdemech.

Den Internet an déi sozial Netzwierker kënnen op där enger Säit eng grous Chance fir déi politesche Kommunikatioun sinn, pour autant, dass mer et fäerdegbréngen, dass elementar Regeln agehale ginn. Do, wou déi etabléiert Institutionen ze vill eng grous Distanz zu de Bierger anhuelen, oder do, wou Strukturen net méi optimal funktionéieren, kënnen d'Zivilgesellschaft an d'Bierger iwwert dese Wee Verännerungen a Verbesserungen um politesche System oder vu gesellschaftleche Belaanger bewierken.

Op där anerer Säit feelt deenen neie Medien awer eng direkt téschemenschlech Form vu Kommunikatioun, déi fir eng Politik vum Mateeneschwätzen a Mateneenhandelen als wesentlech ugesi gëtt. An deem duerch d'Netz hiergestallte Raum, wat ee virtuellen ass, feelt d'Komponent vum direkten Austausch „face to face“, dee fir d'Meenungs- an d'Entscheidungsprzesser noutwendeg ass. Nichtsdestotrotz sinn déi sozial Netzer zu engem wichtige Element an der politescher Informatioun, Orientéierung a Wëssensbildung ginn. Mir dierfen eis also den digitalen Netzwierker net verschléissen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegegen, an deenen nächste Méint a Jore wäerten nach esou munch Eerausforderungen an Diskussiounen op nationalem Niveau op eis zoukommen. Fir dass mir mat Wäitsicht a Kompetenz eisen Deel derzou bäidroen kënnen, ass et wichteg, dass d'Chamber sech déi noutwendeg zousätzlech Mëttele gëtt, fir eng Evaluatioun an e Suivi vun der Émsetzung vun de Gesetze ze garantéieren. Déi Decisioun huet de Bureau virun enger Zäit geholl an déi heescht et, weider ze verdéiwen an émsetzen.

Well d'Gesetze an d'Reglementer an alle Beräicher ëmmer méi technesch a méi komplex ginn, mussen mer eis duerfir an der Chamber spezialiséieren an eis déi néideg intern an extern Expertise ginn, fir d'Aarbecht an de Kommissiounen ze ënnerstëtzen.

Bei all deem solle mer awer net déi europäesch Dimensionen vun eisen Aarbechte vergiessen. Wéi an der Vergaangenheet sinn de Gros vun eise Kommissiounen nient den nationalen Dossierer och fir déi europäesch Dossierer an hire jeeweilege Gebidder zoustänneg. Fir och hei eng gutt Aarbecht ze leeschten, ass et d'iewesch Gebot, dass d'Regierung d'Chamber proaktiv a fréizäitig iwwer wichteg international Dossierer an iwwert d'Lag an internationale Gremien opläert an esou der Chamber och d'Méiglechkeet gëtt, sech zäitlech korrekt anzubannen.

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass mir eis an Zukunft nach méi konsequent a professionell mat deenen europäeschen Dossierer ausenansetzen mussen. Ee gutt Beispill ass hei déi europäesch Agrarpolitik. D'PAC gehéiert net nëmmen zu deenen eelsten, mä och zu deenen am stärksten integréierten a finanziell bedeiendste Politikfelder. D'Landwirtschaftspolitik ass a bleift haut dee sektorielle Beräich, wou et eng gemeinsam an harmoniséiert europäesch Politik gëtt.

Dat zielt awer och an allen aneren europäeschen Dossierer. An duerfir plädéieren ech ganz staark derfir, dass eis Chamber vun Ufank un an déi jeeweileg Diskussiouns- a Reflexiounsprzesser agebonne gëtt.

Och gëtt am internationalen Zesummenhang dobaussen oft vergiess, dass d'Chamber och an enger Abberzuel vun internationale parlamentaresche Gremie vertrauden ass an dass an deene leschte Jorzengten déi parlamentaresch Diplomatie ëmmer méi eng wichteg Roll gespillt huet. D'Chamber huet op deem europäeschen, mä och op deem erweiderten internationalen Parkett ee ganz gutt Bild hannerlooss.

D'Chamber war, nient der Presidence vun 2015, an deene leschte Joren am Mëttelpunkt vu grouse parlamentaresche Versammlungen, wéi d'Versammlung vum NATO-Parlament, vun der Frankofonie, a vu manner groussen, awer net manner wichtige Versammlungen, wéi dem interregionale Parlamentarierrot, wou mer elo zwee Joer d'Presidence haten, oder och der Konferenz vun deenen däitschsproochege Parlamentspräsidenten, fir nëmmen des ze nennen.

An d'ëst Parlament kann houfreg sinn, well et dobaussen an der Welt fir d'Organisatioun vun desen Evenementer grouse Luef an Unerkennung kritt huet. Mir hunn et iwwert d'Organisatioun vun desen Evenementer fäerdegbruecht, eist Land no baussen esou duerzestellen, wéi mir eis och selwer gesinn: zuverlässig, dynamesch an oppen. An déi Presentatioun ass och eng Form vun Nation Branding.

Och d'nächst Joer wäerte mir erëm nieft der Presidence vum Benelux-Parlament ee Rendez-

vous mat enger grousser internationaler Institution hunn, näamlech wann d'OSCE hir Fréijoerssessioun hei zu Lëtzebuerg ofhält. Net manner wéi 700 Leit wäerten an deser Konferenz deelhuelen, eemol méi e Moment, fir eist Parlament an eist Land gutt dobaussen ze verkafen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegegen, mir hunn an deene leschte Joren eist Parlament weider opgemaach fir déi Jonk an eis ganz staark an d'politesche Bildung investéiert. Ech mengen, dass dat eng gutt Initiativ war. Et ass näamlech enorm wichteg fir d'Zukunft, an eis jonk Matbierger ze investéieren, hinnen de Fonctionnement, d'Prinzipie vun eiser Demokratie ze erklären a si zu interesséieren, engagéierten an - jo! - och kritisches hannerfroende Bierger ze erzéien. Dovun hänt d'Zukunft vun eise politesche Regimier of. Duerfir ass et wichteg, déi ageschloe Weeër weiderzegeen.

Eist Parlament soll awer och allen anere Leit, ob Jonk oder Al, eng Stëmm ginn an d'Méiglechkeet ginn, mat eis a Kontakt ze trieden. Mir mussen weider derfir suergen, dass mir en inklusivt Parlament sinn. Mir hunn an deene leschte Joren an deem Sënn vill Initiative geholl, zum Beispill, fir déi wichteg Debatten a Gebärdesprooch ze iwwersetzen. Mir hunn eise Plenarsall an der Sommervakanz ganz handicapéiertegerecht ausgestatt.

Mir sinn amgaangen, eis Gedanken um Niveau vun eiser Internetsite iwwer eng besser Accessibilitéit ze maachen. An duerch de Fait, dass mir eis Comptes rendus an eis Archive vu virum Zweete Weltkrich numeriséiere wäerten an der breeder Effentlechkeet zur Verfügung stellen, schreiw mir och hei en neit Kapitel vun Accessibilitéit an Transparenz vun eiser Institution.

Wa mir d'nächst Joer eng gemeinschaftlech Ausstellung mam Musée national d'histoire et d'art iwwer honnert Joer allgemengt Wahlrecht hunn, dann ass dat eng gutt Geleeënheet, fir méi enk mat eise Biergerinnen a Bierger a Kontakt ze trieden an iwwert de Fortgang vun eiser Demokratie ze schwätzen. Dee Rendez-vous wäerte mer op jidde Fall weider gutt virebereeden.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegegen, et géif eis haut ze wäit féieren, all d'Facettë vun eisen Aarbechten ze belichten. Mä mir sinn eis all bewusst, dass vill Eerausforderungen op eis wäerten. Dat wëlle mir mat vill Energie a Motivatioun am géigesäitige Respekt ugoen, fir dem Opdrag vun eise Bierger gerecht ze ginn.

Ech wier frou, wa mir zum Schluss vun deser Legislaturperiode gemeinsam, jiddweree a sengem Rôle, derzou bäigedroen hätten, d'ëst Land zur Zefriddenheet vun de Leit ee Stéck weiderbruecht ze hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

**(Applaudissements)**

## 7. Changement de composition de la Conférence des Présidents

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, als nächste Punkt hu mer de Changement vun der Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents.

Am Artikel 31 vum Chambersreglement steet: « Elle se compose du Président de la Chambre ainsi que du président de chaque groupe politique constitué conformément à l'article 17 et du président de chaque groupe technique constitué conformément à l'article 18. »

An der effentlecher Sitzung vum 30. Oktober 2018 hu sech d'Fraktiounen vun CSV, DP, LSAP an déi gréng instituéiert. Ech informéieren lech heimat och offiziell, dass sech de 16. November 2018 e Groupe technique instituéiert huet, dee sech aus de politesche Sensibilitäten ADR a Piraten zesummesetzt. De Coordonnateur vun diesem Groupe technique ass de Moment den Här Fernand Kartheiser. Vum 1. Januar 2019 un ass den Här Gast Gibéryen de Coordonnateur.

Opgrond vun den Informatiounen, déi mir kritt hunn, presentéiert sech d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz folgendermoossen:

- de Chamberspräsident, ech selwer,
- de President vun der CSV-Fraktioun, d'Madamm Martine Hansen,
- de President vun der DP-Fraktioun, den Här Eugène Berger,





- de President vun der LSAP-Fraktioun, den Här Alex Bodry,

- de President vun der Fraktioun déi gréng, d'Madamm Josée Lorsché,

- de Coordonnateur vum Groupe technique, dee sech zesummesetzt aus de Membere vun der ADR a vun de Piraten, den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President!

► **M. Fernand Etgen**, *Président.*- Här Premierminister!

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann Der mer just ganz kuerz erlaabt, ech wollt wierklech am Numm vun der Regierung - mir hu jo och bis elo näischt gesot - lech awer bonne Chance wënschen an eng konstruktiv Zesummenaarbecht!

An och deenen zwou neie Fraktiounschefinnen, der Madamm Lorsché an der Madamm Hansen als nei Fraktiounschefinnen - deenen anere wënsche mer dat selbstverständlech och, mä déi sinn net nei am Amt -: Fir déi nei Legislativperiod lech zwee eng konstruktiv Zesummenaarbecht, och mat deenen anere Fraktiounen!

An lech, Här President: Mir freeën eis och op eng gutt Zesummenaarbecht fir déi nächst fënnef Joer a konstruktiv Debatten hei an dësem - sou wéi Der et gesot hutt - Haus vun der Demokratie.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président.*- Merci villmools, Här Premierminister.

## 8. 7388 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition des commissions parlementaires et aux pétitions publiques

Deen nächste Punkt vun eise Ordre du jour ass den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 7388, deen den 9. November 2018 deposéiert gouf a vun der Conférence des Présidents deesewechten Dag an d'Reglementskommissioun verwise gouf.

Den Objet vun där Ännerung ass engersäits, d'Zuel vun de Membere vun de parlamentaresche Kommissiounen eropzesetzen, an anerersäits, bei de Pétitions publiques eng Modifikatioun ze maachen, wat d'Publikatioun ueget vu verschiddenen Donnéeën vum de Petitionären.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert géif och dann an de Rapporteur vum Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement, den honorabelen Här Alex Bodry, ginn. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Alex Bodry** (LSAP), *rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Här President, Dir hutt scho praktesch an der Aleeungsried alles gesot, wat den Inhalt vun dëser Reglementännerung ueget. Mir hate se abuecht den 9. November an déi Proposition ass matënnerschriwwen gi vun der Kollegein Josée Lorsché, mir selwer, dem Här Lex Delles an dem Här Gast Gibéryen.

Et geet drëm, dass mer et hei méi einfach maachen, eng proportionell Representatioun vu sämtleche politesche Stréimungen ze garantéieren, déi hei an der Chamber vertritt sinn. Dat sinn der des Kéier siwen, wat et net einfach mécht, zu eise Reglement konform ze sinn, dat eis eigentlech virschreift, fir eng absolut Proportionalitéit ze gewärleschte pro Kommissioun.

Wéi mécht een dat, wann ee vu 60 op méi eng kleng Zuel vu Membere muss erofgoen an et huet een hei Sensibilitäten, déi mat engem oder zwee Deputéierte vertritt sinn? Dat ass onheemlech schwéier. Et ass bal net ze maachen. A wéinst deem Objektiv awer, fir sämtlech Stréimungen hei uerdentlech an all Kommissioun vertritt ze hunn, a fir och gläichzäiteg awer ze garantéieren, dass d'Majoritéit an der Chamber och nach eng Majoritéit an deenen eenzelne Kommissiounen huet, hu mer eis decidéiert, fir d'Méiglechkeet ze schafen, fir déi maximal Zuel vun de Membere an eise Commission-permanenté vum elo 14 op 15 eropzesetzen.

15, dat léisst sech ganz gutt par rapport zu 60 definéieren. Mat 4 Deputéierten huet ee praktesch 1 Member an all Kommissioun. Mat 2 Deputéierte pro Sensibilitéit huet een dann u

sech an all zweeter Kommissioun 1 Member dran. An et ass an deem Sënn, fir ebe konform ze sinn zum Geescht vun eise eegene Reglement, dat d'Suerg huet, dass all Sensibilitéit uerdentlech pro Kommissioun vertritt ass, wou mer mengen, dass mer mat 15 Deputéierten deem doten Zil daitlech méi no kommen.

Duerfir proposéiere mer also, déi maximal Zuel vun elo 14 op 15 eropzesetzen. Dat géllt selbstverständlech och fir d'Petitionskommissioun, déi en extraen Artikel huet an eise Reglement, wou mer och kéinten dann op 15 eropgoen.

Déi zweet Ännerung, déi hei dran ass, déi betrëfft u sech d'Fro vun de Petitiounen an d'Repercussioune vun den neie Bestëmmungen, wat den Dateschutz ueget. Bis elo war et esou, dass d'Signatairë vun enger Petitioun automatesch mat Numm, Virnumm a mam Wunnuert op eise Site publizéiert gi sinn. Dat ass awer net konform zu den neien, méi strengen Dateschutzbestëmmungen. Duerfir gétt de System eigentlech elo ëmgekéiert. Elo ass et an Zukunft esou, wann dat Reglement dann esou verabschit gëtt, wéi mer et hei proposéieren, dass et de Prinzip ass, dass Numm, Virnumm a Wunnuert net méi publizéiert ginn, ausser et ass den ausdréckleche Wonsch vum Signatairë, dass déi doten Donnéeën och solle verëffentlecht ginn. Domadder wäere mer dann och konform zu eise Dateschutzbestëmmungen.

A schliisslech, fir et méiglech ze maachen, dass mer déi heiten Ofännerunge vum Chambersreglement direkt kënnen applizéieren, hu mer an eis Proposition och eng Dispositioun agebaut, déi seet, dass déi Ännerung hei en Effet immédiat huet. Dat heescht, soubal se gestëmmt ass, trëtt se a Kraaft a kann dann och direkt ugewannt ginn, wa mer herno d'Kommissiounsmembere bestëmmen. Ech géif lech also bidden, wéi d'Majoritéit an der Kommissioun dat och gefrot huet, dass déi heite Modifikatiounen géifen uegholl gi vun der Chamber.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président.*- Merci villmools, Här Bodry.

Ass een, deen d'Wuert zu dësem Ännerungsvorschlag freet?

(*Négation*)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. D'Diskussioun ass also ofgeschloss.

### Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7388

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvorschlag zum Chambersreglement 7388. Den Text steet am Document parlementaire 7388<sup>1</sup>.

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Duerno d'Votes par procuration.

D'Resultat ass wéi folgt: Et si 60 Leit, déi um Vott deelgeholl hunn; 39 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm an 21 Abstentiounen.

Den Ännerungsvorschlag ass domadder mat 39 Jo-Stëmmen bei 21 Abstentiounen uegholl.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dat do kann net sinn!

(*Brouhaha*)

(*Concertation interne*)

► **M. Fernand Etgen**, *Président.*- Et ass keng Nee-Stëmm.

(*Interruptions*)

39 Jo-Stëmmen, 21 Abstentiounen, bei 60 Leit, déi um Vott participéiert hunn.

(*Interruptions*)

Här Roth, dat schéngt ze stëmmen.

(*Brouhaha*)

Et waren null Nee-Stëmmen.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President, Dir hat virdrun „eng Kéier Neen“ gesot an 21 Abstentiounen, plus 39-mol Jo: Dat wier net opgaangen, well da wiere mer zu 61.

(*Interruptions*)

Mä et ass an der Rei.

► **M. Fernand Etgen**, *Président.*- Ech widderhuelen nach eng Kéier: ...

► **M. Eugène Berger** (DP).- Den Här President hat gesot: „Keng Nee-Stëmm“!

► **M. Fernand Etgen**, *Président.*- ... 60 Leit hunn um Vott participéiert; 39 Jo-Stëmmen, 0, déi dergéint gestëmmt hunn, an 21 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger,

MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth).

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

## 9. Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes

► **M. Fernand Etgen**, *Président.*- Mir kënnen dann zur Konstitutioun vun deene parlamentaresche Kommissiounen kommen. Am Artikel 20 vum Chambersreglement steet: « Après chaque renouvellement de la Chambre, celle-ci forme dans son sein des commissions permanentes, dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. » No der Ännerung vun eise Reglement liest de Paragraf 2 sech elo folgendermoossen: « Les commissions permanentes sont composées de cinq membres au minimum et de quinze membres au maximum. » An den Artikel 23 éischte Paragraf präziséiert: « Toutes les commissions nomment dans leur sein, à la majorité absolue des votants et pour la durée de la session, un président et deux vice-présidents. »

Et läit eng Proposition vir iwwert d'Ätze vu véier reglementareschen an 21 permanente Kommissiounen. D'Zuel vun de Kommissiounsmembere soll op 15 festgeluecht ginn, dovu 5 Membere fir d'CSV-Fraktioun, 3 Membere fir d'DP-Fraktioun, 2 oder 3 fir d'LSAP-Fraktioun an och 2 oder 3 Membere fir d'Fraktioun vun deene Gréngen - d'Zuel wiesselt jee nodeem, wie vu béiden de Minister stellt -, 1,5 Member fir de Groupe technique, deen ADR a Piraten forméieren, an 0,5 fir déi Lénk.

Ech wéilt hei nach präziséieren, dass d'ADR, d'Piraten an déi Lénk sech déi zwee Sätz folgendermoossen opdeelen: D'ADR huet ee Sätz an all Kommissioun zegutt, während deen zweete Sätz ofwiessend un d'Piraten respektiv un déi Lénk geet.

Ech zielen elo déi verschidde Kommissiounen op, fir d'Éischt d'Commissions réglementaires, dat sinn dann: d'Commission des Comptes, d'Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État, d'Commission des Pétitions an d'Commission du Règlement.

Dann d'Commissions permanentes: d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, d'Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, d'Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes, d'Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace, d'Commission de la Santé et des Sports, d'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, d'Commission des Classes moyennes et du Tourisme, d'Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, d'Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications, d'Commission de la Famille et de l'Intégration, d'Commission des Finances et du Budget, d'Commission de la Fonction publique, d'Commission de la Mobilité et des Travaux publics, d'Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, d'Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense, d'Commission du Logement, d'Commission de la Culture, d'Commission de la Justice, d'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire an d'Commission de vérification des pouvoirs.

Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

(*Assentiment*)

Et ass also esou decidéiert.

D'Lëscht vun de Kommissiounen mat hirer Zesummesetzung gouf un lech verdeelt a gëtt am Compte rendu verëffentlecht.

Ech wéll awer just ausdrécklech drop hiweisen, dass d'Kompositioun vun deenen zwou Kommissiounen, déi mer den 30. Oktober 2018 decidéiert haten, geännert huet.

Bei der Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État: Fir d'CSV remplacéiert d'Madamm Martine Hansen den Här Claude Wiseler a fir d'DP remplacéiert den Här Eugène Berger den Här Lex Delles. Nei derbäi kënnert den Här Fernand Kartheiser vun der ADR.

D'Kompositioun vun der Reglementskommissioun huet och geännert: Bei der CSV remplacéieren d'Madamm Diane Adehm an d'Madamm Octavie Modert den Här Claude Wiseler an den Här Michel Wolter. Bei der DP remplacéiert den Här Eugène Berger d'Madamm Lydie Polfer. Fir d'LSAP ass den Här Marc Angel net méi derbäi. Fir déi gréng kommen nach déi Häre Carlo Back an Henri Kox derbäi. Fir d'ADR remplacéiert den Här Roy Reding den Här Gast Gibéryen. A fir d'Piraten ass den Här Sven Clement Member vun der Kommissioun.

Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

(*Assentiment*)

Et ass also esou decidéiert.

D'Lëscht vun de Kommissiounen mat hirer Zesummesetzung gëtt am Compte rendu verëffentlecht.

Sämtlech Deputéiert si gebieden, no der Sitzung hei am Sall ze bleiwen, fir d'Bureau vun deene verschidde Kommissiounen anzusetzen.

## 10. Constitution des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales

D'Chamber muss ebenfals hir Delegéiert fir déi verschidde international parlamentaresch Versammlungen designéieren. D'Presidentskonferenz huet sech an hirer Sitzung vun de Mueren iwwert d'Zesummesetzung vun deene verschidde Delegatiounen prononcéiert. D'Lëscht vun den Delegatiounen mat hirer Zesummesetzung gouf un lech verdeelt.

Ech froen d'Chamber, ob si mat de Virschléi, déi hei gemaach gi si fir d'Assemblées parlementaires internationales, averstanen ass.

(*Assentiment*)

Et ass also esou decidéiert.

D'Lëscht vun de Lëtzebuerger Verrieder an deene verschidde internationale parlamentaresche Versammlunge gëtt am Compte rendu verëffentlecht.

## 11. Nomination du Comité de discipline

Esou wéi den Artikel 54 vum Statut vun de Chambersfonctionnaires et virgesäit, muss d'Chamber um Ufank vun der Legislativperiode e Comité de discipline zesummestellen, deen aus fënnef Deputéierte besteet. Als Membere vun dësem Comité gi virgeschloen:

- fir d'CSV: den Här Léon Gloden,

- fir d'LSAP: den Här Yves Cruchten,

- fir d'DP: den Här André Bauler,

- fir déi gréng: den Här Roberto Traversini,

- d'ADR huet kee Member do, gradesou wéineg wéi och d'Piraten, an

- fir déi Lénk: den Här David Wagner.

Ass d'Chamber mat dëser Zesummesetzung averstanen?

(*Assentiment*)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 12. Octroi d'un titre honorifique

Opgrond vun enger Decisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 43 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt dem Här Jean Grotz, Inspecteur principal premier en rang, deen dëst Joer d'Administration parlementaire pensiounshalber verléisst, den Éierentitel vu senger Funktioun zouerkant.

## 13. Communication du Président

Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen: An hirem Bréif vum 22. November 2018 huet d'Directrice vum Centre pour l'égalité de traitement matgedeelt, dass d'Mandat vun de Membere vum Collège vum Centre pour l'égalité de traitement Ufank





nächst Joer zu Enn kënn. Esou wéi et festgehalten ass am Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement souwéi an den Artikelen 138 bis 140 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, ee President a véier Membere vun dësem Centre ze proposéieren, déi duerch de Grand-Duc ernannt ginn.

Déi interesséiert Persounen kënnen hir Kandidatur oder Erneuerung vun hirer Kandidatur fir d'Mandat vum President oder fir d'Mandat

vum Member vun dësem Centre per Bréif un de Chamberspresident riichten.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bälzeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Fir datt d'Kandidaturen als recevabel erkläert kënnen ginn, mussen se bis spëtstens den 11. Januar 2019 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleeeën, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfüllt sinn an datt d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Statsrot a vun der Regierung.

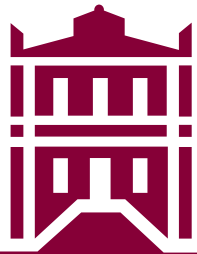
Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm.

D'Chamber kënn den 11. Dezember um hallwer dräi nees zesumme fir d'Presentatioun vum Regierungsprogramm.

D'Sézung ass opgehewen.

**(La séance publique est levée à 15.39 heures.)**



## SÉANCE 3

MARDI  
11 DÉCEMBRE 2018

Présidence: M. Fernand Etgen, Président

## Sommaire

- Ouverture de la séance publique  
- M. Fernand Etgen, Président
- Déclaration du Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental  
- M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider et M. Félix Braz, Vice-Premiers Ministres ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

**(La séance publique est ouverte à 14.33 heures.)**

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sézung op.

## 2. Déclaration du Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental

Mir kommen dann elo zur Deklaratioun vum Här Premier- a Statsminister Xavier Bettel iwwert de Regierungsprogramm. Ech ginn dem Här Statsminister d'Wuert, fir de Regierungsprogramm vun der neier Regierung virzestellen.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, Här Hofmarschall, léif Kollegen aus der Regierung, de Programm fir d'Legislaturperiode 2018 bis 2023 ass en ambitiöse Programm. Et ass e Programm vun der Wäitsicht, der Gerechtegkeet, der Nohaltegkeet, der sozialer Kohäsion an der Kompetitivitéit vun onsem Land.

Dat Dokument, wat déi dräi Koalitionspartner ausgeschafft hunn, setzt déi richteg Akzenter, fir den Erausforderunge vun haut an och vu muer gerecht ze ginn. Et ass e kloert, en däitlech, e präziist Konzept, wéi mer Lëtzebuerg déi nächst fénnef Joer an doriwwer eraus gestalten, wéi eng Richtung mer aschloen, fir dass mer och an Zukunft eng staark Natioun an e wichtege Partner sinn an Europa an op internationalem Plang.

Et ass e Regierungsprogramm, deen eng sozial, liberal an ökologesch Handschreift dréit. An ech sinn houfreg a geéiert, fir d'Prioritéiten och haut kënnen ze presentéieren.

Et sinn elo knapp zwee Méint vergaangen zanter de Chamberwahl vum 14. Oktober. D'Wahlresultat ass ausféierlech kommentéiert ginn an d'Parteien zéien éischt Konklusioenen aus hiren eegenen Analysen.

Eppes ass awer sécher: D'Resultat huet virun allem gewisen, dass net d'Émfroen zielen, mä d'Wahlen, dass net d'Demoskopen dat lescht Wuert hunn an eise demokratesche Prozess, mä d'Wieler. An et ass och gutt a richtig esou.

Ech erlabe mer, lech dofir haut fir d'Alleréischtmäin déifste Respekt auszudrécken. Ech stinn haut als Statsminister virun lech, de Vertrieder vum Vollek, vun der Gesellschaft, vun de Leit, déi lech gewielt hunn, a vun all de Mënschen, déi zu Lëtzebuerg wunnen, liewen, schaffen,

déi hiren Alldag hei verbréngen an en Deel vun deem sinn, wat eis esou staark och mécht.

Dir hutt eng grouss Verantwortung. An Dir verdéngt Respekt an Unerkennung fir deen Engagement, fir Ären Asaz am Interêt vun onsem Land. Den Dialog mam Bierger ass haut méi intensiv, nach méi direkt an d'Vitesse vun den Echangingen huet duerch déi sozial Medien och zougeholl. Déi politesch Fonctioun ass doduerjer net méi einfach ginn an d'Erausforderunge sinn och net méi kleng ginn.

Et ass berouegend an och encourageant ze gesinn, dass Lëtzebuerg och weider eng Plaz ass, wou déi politesch Kontrahenten op den Iddien diskutéieren an och streiden, wou mer eis mat Themen ausersetzen, mat verschidene politeschen a philosopheschen Iddien an, meeschtens, deene perséinlechen Attacken an der Demagogie keng Plaz offréieren. Dorop kennt Dir, dorop kënnen mir alleguerten och houfreg sinn.

De Programm, deen eis déi nächst fénnef Joer laang de Wee weist, ass méi wéi e Kompromëss téschent dräi Parteien. Et ass e staarkt Stéck Eisen aus engem Goss. D'Prioritéiten, wéi de Schutz vun eise Ressourcen, d'Erhalen an d'Stärke vun der Liewensqualitéit, dat kloert Bekenntnis zur Diversitéit, der Méisprochegekeet an zu eise Patrimoine, eise Geschicht an eise Sprooch, si Piliere vun deenen dräi Parteien. Eng familljefrëndlech Politik, e staarke Sozialstat an eng méi gerecht Verdeelung vun deem, wat mer zesummen erwirtschaften, si Prioritéiten vun der Koalitioun an net just vun enger Partei.

D'Diversifikatioun vun onser Wirtschaft, den Effort bei der Digitaliséierung an den Invest an d'Mobilitéit an an d'Infrastrukture sinn Elementer, déi net enger Partei gehéieren, mä zu de Fundamenter vun dëser Koalitioun.

Datselwecht gëllt fir den Éiergäiz, fir mat vill Energie dat Beschte ze gi fir d'Land a seng Bierger. Et bleiwe ganz bestëmmt och Énnerscheeder, an all eenzel Partei eleng hätt déi thematesch Gewiichtung vläicht anescht gesat, mä déi generell Ausrichtung, dat, wat eis verbëent, ass wesentlech méi staark an et iwwerwëent.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eleng an de leschte 15 Joer sinn iwwer 160.000 Leit op Lëtzebuerg bäikomm. D'Populatioun huet sech zanter de 70er Jore quasi verduebelt. An et kommen all Dag ronn 200.000 Frontalieren iwwert d'Grenz bei eis an d'Land schaffen. D'Evolutioun huet iwwer Jorzénge mat derfir gesuergt, dass eise Liewensstandard héich, eis Infrastrukturen intakt an eise Sozialsystem ee vun deene beschten op der Welt ass. Déi Entwécklung hannerléisst awer och Spuren.

An zwar iwwerall: an der Schoul, am Gesondheetssecteur, am Logement an och an der Mobilitéit.

Am Wahlkampf goung et an der Haaptsaach ëm déi Froen. An, jo, Lëtzebuerg steet am Stau a mir mussen all Efforte maachen, fir dee Knuet och opzeléisen. Et gëtt keen eenzegt Wonnermëttel, mä en Zesummespill vu verschidene Mesuren. An do gëtt an dëser Legislatur ferm ugepaakt, fir dass sech nach méi beweegt an der Mobilitéit.

Mir hunn an de leschte Jore scho ganz grouss Efforte gemaach. An déi Ustrengeunge mussen weider verstärkt ginn. D'Regierung schafft dofir och en nationale Mobilitéitsplang fir d'Zäit bis 2035 aus an ënnerstëtzt an deem Kader dann och d'Gemengen an d'Entreprises, wa si Initiativen huelen, déi am Sënn vu manner Traffic a méi Effikasitéit sinn. Et gi Pläng ënnerstëtzt, fir Aktivitéitszonen a Plazen, wou méi Betriber beienee sinn, besser un den öffentliche Transport och unzabannen, an och privat Konzepter ginn ënnerstëtzt. Esou maache mer notament Subsidien iwwert de Klimafong fräi, wann eng Firma hiren ekologesche Footprint iwwert de Wee vun der Mobilitéit fir d'Mataarbechter och verbessert.

Fir de Verkéier zu de Spëtzenzäiten ze reduzéieren, brauch et och eng Rei vu Mesuren. Dozou gehéiert, dass d'Capacités vu Park & Ride kuerzfristeg an d'Luucht gesat a laangfristeg verduebelt ginn. Mir schafen intelligent Verkéiersleesystemer op den Autobunnen an ënnerstëtzen och de Covoiturage.

D'Investissementer an den öffentliche Transport gi weider op ganz héijem Niveau gehalen an iwwert déi ganz Legislaturperiode nach an d'Luucht gesat. Et gëtt gepréift, fir Projeten och méi séier ze realiséieren, wéi dat bis elo geplangt ass. Den Tram soll virum Enn vun der Legislaturperiode vun der Cloche d'Or bis op de Findel féieren. A mir integréieren de Projet vun engem séieren Tram téschent Esch an der Stad an all déi verschidde Mobilitéitspläng, déi ausgeschafft sinn an ausgeschafft ginn.

D'Regierung dreift an den nächste Joren och d'Elektromobilitéit virun, fir mëttelfristeg d'Luftqualitéit zemoos an deene méi urbaniséierte Géigenden ze verbessern. Esou gëtt d'Zuel fir d'Bornen, fir ze lueden, weider an d'Luucht gesat. An et ginn direkt Virdeeler agefouert fir Leit, déi als Déngschtwon och en Elektromobil uschaffen.

Mir maachen den öffentliche Transport méi attraktiv. An dozou gehéiert och, dass vum Joer 2020 u Bus, Tram, Zuch zu Lëtzebuerg gratis wäerte sinn. D'Annonce vun där Nouvelle huet an de leschten Deeg schon international fir ganz vill Opmierksamkeet gesuergt. A genee dat och wor eng Iwwerleeung vun dëser Regierung, wéi mer dës Mesure decidéiert hunn. Et ass nämlech nieft dem ëmweltpoliteschen an deem sozialen Aspekt, deen een och wëll ervirsträchen, eng Moosnam, déi eis och als Land méi attraktiv mécht.

Et stellt ee sech vir, wéi een an e Land reest an am Virfeld oder beim Ukomme mierkt een op der Gare oder beim Fluchhafen, dass een net muss erausfannen, wou een e Ticket ze kafe kritt, wéi vill et kascht a wat d'Modalitéit sinn. Et ass net méi einfach ze maachen, wéi doduerch, dass mer de System vun engem Ticket ganz einfach ofschaffen. Lëtzebuerg gëtt dat éischt Land op der Welt, wou een den öffentliche Transport spontan oder geplangt kann notzen, eran- an erausklammen, wou ee wëllt, ouni dass ee sech muss Gedanke maachen, wéi een Abonnement een am beschte muss hunn.

Et steet eis ganz einfach gutt zu Gesiicht an et ass och en enormen Atout fir den Image a fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg.

Mir wëssen natierlech, dass d'Gratuitéit vum öffentliche Transport net alles ass. An dofir agéiere mer net eleng um Niveau vum Präis, mä och op deem vun der Qualitéit. An zu där gehéiert net zulescht d'Pünktlechkeet an d'Previsibilitéit vun den öffentliche Verkéiersmëttelen. Et ass hei, wou eis Investissementer prioritär agesat ginn, fir den Drock vun engem dacks iwwerlaaschte Reseau kënnen erofzehuelen an de Leit e Service unzabidden, op dee se sech och kënnen verlossen.

Mir hunn awer net eleng e Problem mat iwwerfëllte Stroossen. Mir hunn och en iwwerhëtzte Wunnengsmaart. Dat ass net nei an et ass keng Iwwerraschung. Et ass awer eng reell Erausforderung fir vill Mënschen an onsem Land, fir jonk Familljen, fir Jonggesellen a fir Koppelen, mä och fir eeler Leit, déi e groussen Deel vun hirer wuelverdengter Rent oder Pensioun fir d'Wunne mussen ausginn.

D'Problemer am Logement sinn och eng Erausforderung fir ons Économie an och fir ons Kompetitivitéit. Et ass eng Situatioun nämlech mat ville Widerspréich. Esou sinn déi héich Präisser zum engen eng direkt Konsequenz vum Succès och vun onser Wirtschaft. Et gouf an der Vergaangenheet net genuch anticipéiert a preparéiert. Dat ass e Fait. Et wëlle weider vill Leit bei ons schaffen an och wunne kommen an dat dréckt d'Demande och an d'Luucht a mat hir d'Präisser, well d'Offer net nokënn.

Zum anere sinn ebe just déi héich Präisser awer och e Facteur, de méiglech Investitiounen zu Lëtzebuerg bremsen. E Betrib muss nämlech senge Mataarbechter exzeptionell héich Salären och bezuelen, well duerch de Logement d'Liewe bei ons méi deier ass wéi iwwert der Grenz. An dat schreckt och muncher of.

D'Problematik am Logement kann net mat Schlagwierder geléist ginn. Genee wéi an der Mobilitéit gëtt et och hei kee Wonnermëttel, mä et ass en Zesummespill vun enger ganzer Rei vu Mesuren, déi néideg sinn an déi och aneneegräifen.

D'Koalitionsparteie si sech eens, dass ee muss mat Entlaaschtunge schaffen, de Leit also indirekt hëllefen an d'Charge, déi fir en Haushalt duerch d'Wunnen entsteet, erfsetzen. Mir hunn do an der leschter Legislaturperiode scho Mesurë geholl, déi weider mussen suivéiert an och ausgebaut ginn. Dat geet vu Subventiounen um Loyer iwwer steierlech Entlaaschtungen oder eng insgesamt finanziell Entlaaschtung duerch d'Aféierung vu Sachleeschtungen, wéi zum Beispill déi gratis Kanerbetriegung, d'Gratuitéit vun de Schoulbicher an eben an Zukunft och den öffentliche Transport.

An den nächste fénnef Joer gëtt awer virun allem och weider un der Offer geschafft an am soziale Wunnengsbau gëtt weider massiv investéiert. Mir gi verstärkt op de Wee, fir erschwénglech Wunnengen och an der öffentliche Hand ze halen, der staatlecher souwéi och der kommunaler. D'Vente soll d'Ausnam sinn, fir esou och eng Spekulatioun ze verhënnere.

Fir séier an effikass virunzecommen, brauche mer déi privat an déi öffentliche Akteuren a mir brauche virun allem och d'Gemengen, déi méi





agebonnen a méi an d'Veantwortung geholl ginn. Esou gëtt eng Neioplo vum Pacte Logement ausgeschafft, wou en Akzent op de Locatif geluecht gëtt a wou mer och en Akzent op d'Landesplanung leeën, fir an der Haaptsaach do ze investéieren, wou et och sënnavoll ass.

Et soll och garantéiert ginn, dass Stat a Gemengen net selwer zu Akteure ginn, déi d'Präisser an d'Luucht driewen. Net de Marché decidéiert eleng, mä och déi individuell Situation vum de Bierger, vun de Leit, déi vum subventionéierte Wunnensbau solle profitéieren.

D'Regierung schafft mat de Gemengen, mat de Syndikater an och mam Privatsecteur un engem Plang, fir Bauprojekte séier ëmzesetzen, an dobäi sollen d'Hëlfele an d'Subventionen och erweidert ginn. Mir wäerten deenen ënnert d'Äerm gräifen, déi um Ufank sti vun hirem Liewen an en éischt Haus oder en Appartement wëlle kafen. D'Garantie vum Stat bei enger éischer Acquisitioun gëtt an d'Luucht gesat a mir plangen d'Eropsetzen och vum Credit d'impôt, also eng Erweiderung vum sougenannten „bëllegen Akt“.

Iwwer Mesuren am Logement lancéiere mer awer och Projeten, déi an d'Mëtt vun der Gesellschaft wierken, déi innovativ sinn a wou d'Wunne just en Deel vun deem Ganzen ass. Esou schafe mir méi Wunnumraum, dee speziell fir Studenten ass an awer och fir Jonker, déi amgaange sinn, eng Léier ze maachen. Mir gi verstärkt op de Wee, fir intergenerationell Wunne ze férdere. Hei geet et net eleng drëm, e Bäitrag ze leeschten, fir de Leit ze hëlfele, en Ënnerdach ze hunn, mä et geet ëm méi. Et geet ëm déi sozial Kohäsioun, ëm d'Zesummeliewen an ëm den Dialog an onser Gesellschaft. Den Dialog tëscht de Generatiounen an den Dialog tëscht deenen, déi en akademische Wee aschloen, an deenen, déi zum Beispill en Handwierk léieren.

De Stat wäert och an den nächste Jore iwwer Akteure wéi de Fonds du Logement an d'SNHBM weider direkt investéieren an och d'Gemenge staark derbäi ënnerstëtzen, fir d'Offer um Wunnensmaart an d'Luucht ze setzen. Bei der Aart a Weis, wéi do gebaut gëtt, gi mer och mam gudden Beispill vir a respektéiere verstärkt Ëmweltekritären.

De Klimawissel ass eng vun de groussen, wann net déi gréissten Erausforderung vun der Mënschheit an dësem Jorhonnert. D'Konsequenze vun der Aerderwärmung sinn iwwerall spierbar a se sinn dramatesch. Wa mir net haut séier a couragéiert virginn, riskéiere mer an den nächste Jorzéngten, mat Situatione konfrontéiert ze ginn, déi net just de Klima direkt betreffen: Dréchten, Iwwerschwemmungen, Stierm an extrem Wiederkonditiounen an anerene Deeler op der Welt kënnen d'Gläichgewicht op onsem Planéit duerjeneréieren a souguer Konflikter verursaachen.

Lëtzebuerg war, ass a bleift bei enger couragéierter Politik, wann et ëm d'Lutte géint dee vun Mënsch verursaachte Klimawissel geet. Mir dierfen net kuerzfristeg denken, wa mir onse Planéit weider liewenswäert wëllen halen. Dat si mer net nëmme ons selwer schëlleg, mä och de Generatiounen, déi no eis kommen.

Et ass eng Realitéit, dass verschidde Länner dat den Ament anesicht gesinn, respektiv Regierung vum enger Rei Länner. Op der Klimakonferenz zu Katowice a Polen gëtt nach vun haut bis de Freideg probéiert, no Léisungen ze sichen an déi méi skeptesch Regierungen ze iwwerzeegen. Dat ass keen einfachen Exercice, mä mir dierfen ons net discouragéiere loosse. Grouss Nationen a wichteg Akteuren, wéi China, Indien, Russland oder Kanada, sti weider konsequent hannert den Ziler vum Accord vu Paräis. An och an de Vereenegte State sinn 38 Bundesstaaten, déi sech zu dësem Accord bekennen an decidéiert hunn, weider un der Ëmsetzung ze schaffen, onofhängeg vun den Decisiounen vu Washington.

Lëtzebuerg steet och zum Accord vu Paräis. Bis deen ëmgesat ass, läit awer nach vill Aarbecht virun ons a vill Efforte sinn ze maachen. Dofir hu mer och decidéiert, en eegene Ministère ze beoptragen, fir déi Aarbechte konsequent ëmzesetzen. Mir fänken allerdéngs och net eréischt elo domat un. Schonn an der vieregter Legislaturperiode gouf et massiv Ustrengungen an och eng Politik vun der Viraussicht. Déi Politik wëlle mer weiderféieren, op nationalem an op europäeschem Niveau.

Nach dëst Joer schéck mir e Projet vun onsem nationale Plang an der Energie- a Klimapolitik un d'EU-Kommissioun op Bréssel. Nieft den EU-Ziler, fir op „net zero“-Emissiounen bis 2050

ze kommen, hu mer doranner och bis 2030 ons Objektiv festgehalen a mir ginn ons och Methoden, fir déi ze erreechen. Dat betrëfft zum engem d'Aspuere vun Energie an zum anerem d'Transitioun op erneierbar Energiequellen.

Fir d'Consummation erofzesetzen, wäert de Stat weider investéieren, fir Gebaier, déi an effentlecher Hand sinn, ze renovéieren an d'Verbëtze vun Energie esou erofzesetzen. Nei Gebaier, déi fir Verwaltungen an effentlech Institutione gebaut ginn, sollen dann a Richtung vun no un null Emissiounen goen. Déi privat Stéit ginn dernieft weider finanziell ënnerstëtzt bei Aarbechten, déi d'Energieeffizienz eropsetzen.

E wichtegen Deel vun onsen Efforte géint de Klimawissel ass den Iwwergang vu fossilen Energiequellen op déi erneierbar. D'Atomenergie ass do keng Alternativ an d'Koalitioun bleift kloer kritesch géintwärt dem Nucleaire. Mir setzen ons déi nächst Jore weider intensiv derfir an, dass d'Atomzentralen an onsen Nopeschlänner, déi schonn eng etlech Jore um Bockel hunn, net weider ausgebaut, mä zougemaach solle ginn. Tihange an Doel an der Belsch a Cattenom a Frankräich sinn eng Gefor fir d'Sécherheet vun onsem Land. Mir loosse do net lass a schaffe mat de Regierung vu Paräis a vu Bréssel och un Alternativen.

Den Asaz fir eng méi nohalteg Energiepolitik ass kee reng national, mä mir mussen och bei eis selwer ufänken. Et ass eng Fro vun der Verantwortung, wa mir ons engagéieren, dass ons Ressourcen, ons Ëmwelt geschützt an erhale bleift. D'Koalitioun geet do an aller Konsequenz vir a mécht Lëtzebuerg zu engem Leader, wann et ëm d'Lutte géint d'Veknaschtung vu Loft, Waasser a Buedem geet. Esou wäert de lichtfankengen Ëmgang mat Plastik zu Lëtzebuerg ofgeschafft ginn. Mir schafen Ureizer, fir dat ze erreechen. Déi gratis Plastikstute sollen der Vergaangenheet ugehéieren, genee ewéi all iwwerfléssig Verpackungen. Mir wëlle mam Commerce u sënnavollen Alternative schaffen a virun allem och derfir suergen, dass d'Schoukantinnen an d'staatlech Betriber e Modell fir de Privatsecteur solle ginn.

Allgemeng gëtt d'Zesummespill vun deene verschidde Ministère an awer och de Gemenge verbessert, fir dass d'Ëmweltpolitik net vun uewen erof, mä an der Breet vun der Gesellschaft stattfënn. Et gëtt, wéi och schonn an der leschter Legislaturperiode, weider a Kläranlagen investéiert. Mir schaffe mat der Landwirtschaft u Mesuren, déi den Asaz vu Pestizide reduzéieren. An et ginn och Efforte gemaach, fir de Waasserverbrauch an der Ækonomie ze reduzéieren, wou dat och méiglech ass.

Mir wëllen och d'Biodiversitéit erhalen an derfir suergen, dass d'Aartevillfalt vun Déieren a Planzen zu Lëtzebuerg geschützt ass. Dat gëtt et net fir näischt. Et verlaangt, dass mir ons aktiv derfir asetzen, wa mer wëllen, dass och ons Kanner eng intakt Natur virfannen an déi heemesch Déieren a Planzen net just aus de Bicher oder vum iPad nach kënnen entdecken.

D'Landwirtschaft ass hei e wichteg Partner. De Bauer ass vu senger DNA hier naturverbonden. E leeft net just an a mat der Natur, mä och vun der Natur, vu senger Aarbecht a manner vu senger Subsidien. Mir wëllen d'Roll, déi d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg huet, stäerken an de Leit, déi all Dag mat derfir suergen, dass mer gesond a qualitativ héichwäerteg Produiten um Teller an am Glas hunn, och déi Unerkennung ginn, déi se verdéngen.

Déi jonk Bauere ginn an Zukunft aktiv vum Stat ënnerstëtzt a mir plangen ënner anerem d'Afëiere vun enger finanzieller Garantie fir Jonker, déi sech an de Beruff vum Landwirt wëlle lancéieren. Mir wëllen dee Beruff méi attraktiv maachen a virun allem hëlfele bei der Sensibiliséierungsarbeit. D'Leit solle verstärkt drop higewise ginn, dass regional Produkter net just héichwäerteg, mä och méi nohalteg a ganz oft méi gesond sinn.

An Zukunft sinn déi landwirtschaftlech Produiten hei am Land dann och fräi vun deem ëmstridde Spréizmëttel Glyphosat. Op den 31. Dezember 2020 sinn ons Felder fräi vun dësem Herbizid, obwuel et anerwärts an der EU fir weider fënnf Joer erlaabt bleift.

Mir hunn als Land eng grouss Opportunitéit, fir ons international ervirzedoe mat deenen héichwäerteg Produkter, déi ons Landwirtschaft an och onse Wäibau produzéieren. Bis 2025 soll déi éischt Hürd gepackt si mat 20 % biologescher Landwirtschaft zu Lëtzebuerg.

D'Zil ass et, dass hei am Land keng Labelen am Fong méi gebraucht géife ginn, déi zertifizéieren, dass eppes gesond ass, fräi vu Chimie, regional oder hausgemaach. Eleng de Fait, dass et vu Lëtzebuerg ass, muss an Zukunft duergeen, fir dass d'Vetraue grouss genuch ass an de Verbraucher weess, dass en eppes qualitativ Héichwäertegs offéiert kritt.

Mir verstärken dat Vertrauen och duerch d'Schafe vun engem neie Verbraucherschutzministerium, wou net eleng, awer och den Deel vun der Liewensmittelsécherheet an der Kontroll vun der Qualitéit eng nei Wichtigkeet kritt. Mir féieren e verstärkt Recht op Informatioun an a stelle sécher, dass de Verbraucher genee novollzéie kann, wat e keeft respektiv wat en zerwéiert kritt.

D'Vertrauen an d'Stärke vu lokale Produkter setze viraus, dass mer responsabel ëmgi mat deem, wat mer hunn, mat der Natur a mat deem Land, dat ons fir d'Landwirtschaft zur Verfügung steet. Mir hunn an de leschte Méint driwwer diskutéiert, wéi onst Land sech soll weider entwéckelen, wéi mer ëmgi mat onsem Ressourcen- a Landverbrauch. Déi Fro solle mer ons och stellen. An d'Antworten, déi mer ginn, solle regelméisseg op de Préifstand geholl ginn. Et dierf keen Automatismus ginn an der Aart a Weis, wéi Lëtzebuerg sech entwéckelt, an der Fro, wou ons Prioritéite leien a wéi mer sécherstellen, dass d'Liewensqualitéit erhale bleift.

Mir hunn an de leschte Jore och vill dru geschafft, Lëtzebuerg aus deene groen an däischeren Ecken erauszehuelen an derfir ze suergen, dass mer als innovativ, weltoppen a modern ugesi ginn, als Land, dat op seng Kompetenz ka verweisen, op déi gutt Infrastruktur a staark Verwaltung.

Wa mer wëlle vun de groen a schwaarze Lëscht erofbleiwen, awer un der Spézt stoe vun de Rankingen, wann et ëm Liewensqualitéit geet, ëm déi finanziell Situation vun de Bierger, d'Héicht vun de Pensionen oder d'Stärkt vum Sozialsystem oder vum Budget, da brauche mer och weider eng Wirtschaft, déi wuesse kann. A mir sinn op e kompetitiivt Ëmfeld ugewisen.

D'Koalitionspartner hu sech drop geeenegt, dass mer weider staark investéieren, fir de Standuert Lëtzebuerg a laangfristeg attraktiv ze maache fir Investitiounen an d'Schafe vun Aarbechtspulzen. Ons Ækonomie gétt weider diversifiéiert a mir entwéckelen nei Secteuren, nei Piliere, op deenen ons Wirtschaftsleschtunge kënnen opgebaut ginn.

Den digitale Secteur ass do sécherlech e besonnesch wichtige Beräich, wou mer zu de Leader op der Welt wëlle gehéieren. Mir fänken och hei net bei null un. Am Contraire! Et ass an deene leschte Jore viles richtig gemaach ginn. Et ass net vun ongefëier, dass déi gréisst a wichtegst Akteuren aus dem Secteur vun den neien Technologie sech Lëtzebuerg erausgesicht hunn, fir sech ze etabléieren oder fir ze investéieren.

Besonnesch am digitale Secteur geet et awer net, fir och nëmme kuerz d'Hänn an de Schouss ze leeën an nozekucken, wéi eppes geschitt, well wann dat de Fall ass, da geschitt ganz séier guer näischt! Mir bliwen dofir un den Hiewelen a schafen de Kader fir weider Innovatioun op Weltpéizenniveau.

Esou ass Lëtzebuerg eent vun den éischte Länner, dat sech eng déif gräifend Strategie am 5G ginn huet an éischt Pilotprojeten ausgeschafft huet. De Privatsecteur gëtt och hei mat agebonnen.

Mä mir wëssen haut, dass et schwierig ass fir d'Operateuren, an de 5G ze investéieren, well et nach kee grouss Marché gëtt, fir déi Technologien och ze notzen. Mir waarden awer net, bis dass de Marché entsteet. Mir ginn direkt aktiv a wäerten an der nächster Legislaturperiode esou e 5G-Reseau oprichten. Dat gëtt ons enorm Opportunitéiten a wäert ganz nei Aktivitéiten och zu Lëtzebuerg méiglech maachen.

5G bedeit, dass eng interaktiv Konnexioun virgesinn ass, zum Beispill am Gesondheitssecteur, an der Agrarwirtschaft, mä och am Verkéier oder an der Industrie.

Mir schaffen eng national Strategie aus och an der kënschtlecher Intelligenz a wëllen europäesche Virreider ginn an dëser Technologie vun der Zukunft. Et gëtt ganz bestëmmt Bedenken a Risiken, wa mer op de Wee ginn, fir Computeren Aufgaben ze iwwerdroen, déi haut exklusiv dem Mënsch virbehale sinn. Mir hunn do awer nëmme ee Choix an dat ass, entweder nokucken, wéi et laanscht ons geet, an da laangfristeg bestëmmt ginn, oder kuerzfristeg selwer bestëmme, a wéi eng Richtung et geet a wou d'Limitten dann och solle sinn.

Den High-Performance-Computer ass esou e weidere Projet, wou d'Koalitionsparteie sech drop geeenegt hunn, ze investéieren an domadder besonnesch onser Ækonomie, awer och der Recherche Opportunitéiten ze ginn, mat deene mer ons ofgrenze vun aner Länner.

Lëtzebuerg wäert weider op ville Felder aktiv sinn an och aktiv Promotioun derfir maachen. Een zentrale Secteur ass a bleift awer ganz sécher och ons Finanzplaz, déi haut an och an

Zukunft e feste Piler ass. Och hei gëtt d'Digitaliséierung weider virgedriwwen. A besonnesch de legislativen a regulatorische Kader gëtt esou opgestallt, dass mer bei FinTech an neien Technologien, wéi Blockchain, onsem Ruff als First Mover gerecht ginn.

Mir mussen awer och kompetitiv bliwen. An dofir engagéiere mer ons, dass an den nächste fënnf Joer d'Taxe d'abonnement op den Investitiounsfongen net gehéicht gëtt, an déi allgemeng steierlech Belaaschtung fir d'Betriber gëtt scho vum nächste Joer un ëm 1 % erofgesat.

Dat huet net nëmme en Impakt op de Finanzsecteur, mä ass allgemeng e Signal un ons Wirtschaft, dass mer en attraktive Standuert sinn an och bliwen. Och wann d'Berechnungsbasis duerch de BEPS riskéiert, méi breet ze ginn.

Onsen Engagement ass do eendeiteg. Mir suergen derfir, dass déi steierlech Belaaschtung fir d'Betriber aus alle Secteuren zu Lëtzebuerg net eropgeet, onofhängeg vun deem, wat international op ons duerkënn. Dat gëtt fir d'Betriber selwer wéi och fir d'Kadere vun den Entrepreneuren, déi op Lëtzebuerg kommen.

Den éischer onduerchsichteg System vun de Stock-Options soll tendenziell ofgeschafft an duerch méi transparent a gerecht Mesuren ersat ginn. Den aktuelle Regimm vun den Impatriés gëtt deementspreechend reforméiert a méi attraktiv gemaach.

Déi Kleng- a Mëttelbetriber solle speziell vu weideren Entlaaschtungen profitéieren, ewéi nottamment dem Erwidere vun der Tranche, wou deen attraktivste Wäert vum Taux d'affichage vu 15 % géllt. Bis elo huet dee bis zum Revenu vu 25.000 Euro gellot an gëtt elo eropgesat op e Benefiss vu bis zu 175.000 Euro.

Mir brauchen déi mëttelstännesch Betriber, well si d'Stäip si vun onser Ækonomie an déi meeschte Leit och hei zu Lëtzebuerg beschäftegen. De Commerce esougutt wéi d'Handwierk mussen dofir och weider gefërdert ginn. Mir wëllen hei déi gréisstméiglech Flexibilitéit schafen an de Betriber d'Méiglechkeete ginn, esou ze schaffen, wéi et fir hir Aktivitéit am beschten an am sënnavollsten ass. D'Legislatioun iwwert d'Ouvertureszäite soll deementspreechend och adaptéiert ginn.

D'Handwierk huet sech an de leschte Jore gutt entwéckelt zu Lëtzebuerg. Mä et feelt leider nach ëmmer u gutt forméierte Leit. Hei gëtt verstärkt den Akzent op eng dual Berufsausbildung geluecht an esou de Betrib an d'Schoul, d'Praxis an d'Theorie méi no uneneen erugefouert.

Dernieft entstinn awer och nei Modeller. Esou ass et an Zukunft zum Beispill méiglech, dass jonk Leit en duebelen Ofschloss am Secondaire maachen. Esou kann een dann nieft dem Diplome am Lycée och en Diplome an der Berufsausbildung, en DAP, also eng Geselleprüfung, maachen.

Mä et geet net just ëm déi jonk Leit, déi an der Ausbildung sinn oder grad domadder fäerdeg sinn. Onsen Aarbechtsmarché ass och drop ugewisen, dass Leit mat Expérience disponibel sinn a sech och kënnen weiderbilden.

D'Aarbechtswelt ass amgaangen, sech fundamental ze verännere. A mir wëlle weider erfollegräich géint de Chômage kämpfen an derfir suergen, dass d'Leit Schrétt hale mat der ëmmer méi séierer Welt, mat der technescher Entwécklung an der Digitaliséierung vun Aarbechtsprozesser.

Et bleift eng Erausforderung, derfir ze suergen, dass déi jonk an déi manner Jonk eng Formatioun maachen. Ronn d'Halschent vun de Mënschen, déi zu Lëtzebuerg als Demandeurs d'emploi gemellt sinn, hu keng oder eng schwaach Ausbildung. Mir mussen dat änneren. Dofir gëtt an dëser Legislaturperiode eng Strategie vun de Kompetenzen och ëmgesat. D'Formation continue gëtt reforméiert a kritt méi Moyenen. Mir schafen e System vu Chèques-formation, déi erlaben, dass een u Weiderbildungen deelhëlt, ouni dass ee selwer oder en eventuelle Patron dofir muss bezuelen.

Et geet laangfristeg dorëms, de Leit eng Aarbecht ze ginn a si an der Aarbecht ze halen. Dat ass d'Grundlag, well et an eiser Gesellschaft d'Aarbecht ass, déi d'perséinlech Situation vun all Einzelne substanzuell beaflosst. Duerch verschidde Ëmstänn kann awer jiddweree seng Schaff verléieren. Hei leeë mir Wäert drop, dass déi Leit begleet an net eleng-gelooß ginn.

D'ADEM ass scho méi laang net méi just eng Plaz, wou een higeet, fir eng Aarbecht ze fannen. Et ass eng zentral Agence, déi och eng berodend Fonctioun huet an de Lien mécht tëscht der Demande um Aarbechtsmarché an deene Leit, déi op der Sich no enger neier Plaz sinn. Mir wäerten d'ADEM deementspreechend och stäerken an hir méi Moyene ginn, fir





d'Kompetenzen an d'Defiziter vun hire Clienté besser ze identifizéieren an dann och kënnen aktiv ze ginn.

D'Leit sollen och incitéiert ginn, selwer aktiv ze ginn a selwer Efforten ze maachen, fir nees um Aarbechtsmaart integréiert ze ginn.

Op där anerer Säit reforméiere mer awer de System esou, dass et an Zukunft och méiglech ass, e Recht op eng Indemnitéit ze hunn, wann ee selwer kënneg an net just, wann ee gekënneg kritt. Et gi Situatiounen, wou de Choix, ob ee seng Aarbecht opgëtt oder net, just op den éischte Bléck e Choix ass. An esou Fäll soll een d'Recht hunn, och säi Kontrakt opzelen an dann iwwergangsweis am Chômage kënnen ze sinn.

Mir droen och deenen neie Forme vun Aarbecht Rechnung a ginn den Ufuerrunge vun der Realitéit gerecht. Esou muss d'Aarbechtsrecht op verschiddene Punkte reforméiert ginn a mir schafe méi Flexibilitéit, ouni dass dat d'Ofsicherung vun de Beschäftegten a Gefor soll bréngen. D'Organisatioun vun der Aarbecht an der Aarbechtszäit gëtt deem gerecht, wéi et haut schonn a ville Betriber verlaangt an zum Deel och ëmgesat ass.

Dernieft si mer och der Meenung, dass een der Entwécklung vun der Aarbechtszäit muss Rechnung droen an dass déi ëmmer méi grous Flexibilitéit an aner Facteuren och e weidere gesetzleche Congésdag rechtfertegen, dee vum nächste Joer u soll gëllen. Dat ass e wichteg Zeechen a weist, dass Lëtzebuerg e Land ass mat enger staarker sozialer Responsabilitéit.

D'Famill, d'Zäit fir déi, déi engem am wichtegste sinn, gëtt en zentraalt Element vun der Politik och an dëser Legislaturperiod. Mir ginn de Wee, dee mer déi lescht fënnf Joer ageschloen hunn, weider a suergen derfir, dass d'Kanner déiselwecht Zukunftschancen hunn, onofhängeg dovun, a wéi engem sozio-ekonomeschen oder familiären Umfeld se grous ginn. Mir ginn den Eltere méi Zäit mat hire Kanner a maachen d'Konditiounen esou, dass Beruff a Famill besser aneneegräife kann. Mir setzen eis géint d'Kanneraarmut an a stærke besonnesch déi elengerzéiend Mammen oder Pappen.

Mir erweidern de System vun de Sachleeschtungen an ënnerstëtzen domadder besonnesch déi Familljen, déi manner finanziell Moyenen hunn, fir den Alldag ze bewältegen. Nieft der Gratuitéit vun der Kannerbetreuung während de Schoulstonne ginn och d'Maisons relais an Zukunft gratis op de Schouldeeg.

Mir féieren also weider Sachleeschtungen an. A wann déi ëmgesat sinn, ginn um Enn vun der Legislatur och d'Familljereprestatioune, also d'Kannergeld indexéiert an domadder laangfristeg no uewen ugepasst.

De Congé parental, deen haut scho substanzieel méi attraktiv ass ewéi an der Vergaangeneheet, gëtt weidergefuert, an no iwwer zwee Joer, wou deen neie System a Kraaft ass, maache mer eng déif gräifend Analys, fir ze kucken, wou Adaptatiounen néideg an noutwendeg sinn.

Mir denken de System awer och weider a wëlle mat de Sozialpartner zesammen e Modell aféieren, dee Flexibilitéit erlaabt och iwwert déi Zäit vum éischte Congé parental ewech. Esou sollen déi Elteren, déi zu zwee de Congé parental kënnen an Usproch huelen.

Mir proposéieren och d'Aféiere vun engem Recht op Deelzäitaarbecht aus familiäre Grënn. Am Kader vun dësem neie System, wou d'Mammen oder d'Pappen am Accord mat hirem Patron während enger festgeluechter Zäit am Temps partiel schaffen, iwwerhëlt de Stat déi sozial Bättrig, soudass een och kee Verloscht bei de Pensiounsuspréich duerno huet.

Allgemeng soll laangfristeg méi Gerechtegkeet hiergestallt ginn tëschent de Partner, och op steierlechlem Niveau. D'Zil ass et, fir eng steierlech Neutralitéit hierzestellen, onofhängeg dovun, ob et eng bestuete Persoun ass oder net. Mir ginn also op de Wee vun enger Individualiséierung. Dat ass e Prozess, dee mer mat der leschter Steierreform ugestouss hunn, andeems d'Méiglechkeet iwwerhaupt geschaaft gouf, dass bestuete Koppelen och kënnen eenzel besteiert ginn. Dee Wee gi mer also weider a stellen dobäi sécher, dass et keng Diskriminatioone gëtt.

Et soll en Iwwergang gi vun deem engen an deem anere System a mir verhënnere laangfristeg, dass Leit Nodeeler hunn, wann hir eege perséinlech Situatioun sech am Laf vun hirem Liwien ännert. E Stot mat Kanner soll dobäi weider steierlech entlaascht ginn an och aner familiär oder sozial Kritäre ginn dobäi respektéiert.

Mir sti fir d'Stärke vun de Kanner. Dat war an der leschter Legislaturperiod esou an et bleift och eng Prämiss vun dëser Koalitioun. Et ass eis

Zukunft. Mir schaffen och déi nächst fënnf Joer intensiv drun, eng Chancéglichheit hierzestellen an der Famill an och an der Schoul.

Déi effentlech Schoul gëtt nach méi oppen an och méi adaptéiert un déi konkret Besoinen an onsem Land. Mir hunn eng grous Diversitéit. Et ass en Atout vu Lëtzebuerg, dass mer méisproocheg sinn an dass déi verschidde Sproochen a kulturell Ënnerscheeder an der effentlecher Schoul zesummekommen.

Hei sinn an de leschte Joren eng Panoplie u Reformen a Projeten op de Wee bruecht ginn, déi d'Offere vu verschiddene Modeller an d'Luucht setzen. Dat betrëfft esouwuel d'Klassen, déi op Englesch oder Franséisch fonctionnéieren, ewéi awer och zum Beispill speziell Projeten, wou an der Haaptsaach mat Logicielle geschaaft gëtt.

Mir hunn e Kader geschaaft, wou och déi individuell Fäegkeeten an Talenter vun de Schüler gefërdert ginn. Déi Projete ginn an den nächste Joren ëmgesat a weidergefuert a begleet. Mir si weider innovativ a schaffen un Adaptatiounen, wou et néideg ass. Dat maache mir awer net eleng.

Et gëtt eng ganz nei Aart a Weis vu Governance an der Schoulpolitik agefuert. Den Debat iwwert déi richteg Form vun Unterrecht an iwwert déi verschidden Approchë gëtt an den nächste fënnf Joer virun allem um Niveau vun engem „Bildungsdësch“ gefuert. Hei sinn déi Professionell aus dem pädagogesche Beräich, Vertrieeder vun den Enseignanten, de Schüler, den Elteren, de Gewerkschaften an der Zivillgesellschaft beieneen, fir iwwer Mesuren an der Education nationale ze beroden an ze decidéieren.

D'Bedeutung vum Sport an eiser Gesellschaft ass enorm grous. An deem wëlle mer net just Rechnung droen, mä seng Wichtigkeet nach weider ervirhiewen. Dat maache mer op deene verschiddene Niveaue: vum Sport an der Schoul iwwert d'Fräizäit, de Veräinssport, mä och den Héichleeschtungs- a professionelle Beräich souwéi de Sport mat a fir d'Leit mat spezielle Besoinen. D'Konzept, dat de COSL virgestallt huet, wäert eis hei eng wichteg Inspiratioun ginn, an et gëtt och an den nächste fënnf Joer massiv investéiert.

Am Sënn vun enger Populatioun, déi a Bewegung ass, ënnerstëtze mer weider intensiv déi lokal Veräiner bei hirem Aarbecht. Dobäi hëllefen och nei innovativ Mesurë wéi zum Beispill d'Schafe vun engem „Kannerclubbus“, deen all de Veräiner an eben och de Sportsklibb hëllef, Memberen ze fannen an den Nowuess opzebauen. Leider ass et näamlech dacks esou, dass den Interêt bei deene Klengen a Jonke grous, mä déi logistesche Erausfuerrung fir d'Elteren, d'Betreiungsstrukturen nach méi grous ass. Deem wierke mer entgéint a maachen den Accès op Training oder Prouwen domadder och méi einfach.

Mir verschléissen eis och net deene ganz neie sportlechen Disziplinen. Am Sënn vun engem Land, wat am digitale Secteur Virreider ass, ginn déi sougenannten E-Sportaarten och an Zukunft unerkannt a mir schafen e Kader, deen d'Entwécklung vun deem Beräich weiderbréngt. Gläichzäiteg setzt d'Regierung sech awer och derfir an, dass näischt vergiess a verluer gëtt, wat déi sportlech Geschicht vun onsem Land ausmécht. D'Kollektioun vun Objekten a Material an och vun audiovisuellen Inhalter, déi eis hei déi lescht Jorzéngte markéiert hunn, soll an engem Musée iwwert de Sport dem Public zougänglech gemaach ginn.

De Sport ass e wichtege Facteur, wann et ëm d'Gesondheet vun der Populatioun geet. Dat gëllt fir d'Kanner, fir déi d'Gefor vun der Obesitéit leider nach ëmmer besteet, an och fir déi eeler Leit, fir déi d'Bewegung net méi esou leicht awer ëmsou méi wichteg ass. Zu Lëtzebuerg soll een am Alter déi beschtméiglech Konditiounen hunn, fir gesond ze liwien a wann néideg och adequat versuergt ze ginn.

Déi eeler Leit leeschten e wichtege Bättrig fir eist Zesummeliewen an hunn eng wichteg Roll an hirem Famill, mä och fir d'Gesellschaft am Allgemengen. D'Koalitiounsparteien droen deem Rechnung a schaffen un enger Strategie am Sënn vun Active Ageing, also al ginn an awer aktiv bleiwen, gefuerrt a gebraucht ginn.

Esou soll den Iwwergang vum Berufsliewen an d'Pensioun begleet ginn, de Benevolat soll gestärkt ginn a mir schafe Mesuren aus, fir ze verhënnere, dass eeler Leit ze vill Zäit eleng verbréngen müssen. Mir wëllen dat an enker Zesummenaarbecht mat de Gemenge maachen, déi hei och e ganz wichtege Bättrig leeschten. Et sinn dacks d'Gemengen, déi kënnen eng Offer schafen an och eng Plattform bidden, wou ee sech begéien kann a wou och déi verschidde Generatioune mateneen hir Zäit verbréngen a vuneneen och eppes léieren.

De Stat investéiert och an den nächste Jore weider massiv a Strukturen an Haiser, wou eeler

Leit encadréiert sinn an och an aller Dignitéit kënnen al ginn. Mir leeën e besonneschen Accent op Leit, déi och un enger Demenz leiden.

Mir sinn zu Lëtzebuerg mat deemselwechte Problem konfrontéiert wéi all industrialiséiert Land: Déi demografesch Entwécklung geet an déi Richtung, dass d'Liewenserwaardung an d'Luucht geet. Doriwwer kënnen mer eis freeën. Et huet awer och d'Konsequenz, dass d'Ufuerrungen un eise Sozial- a Gesondheetsystem och méi grous ginn. Mir huelen hei déi néideg Adaptatiounen, fir dass mir och an Zukunft déi beschtméiglech Prise en charge kënnen garantéieren. Dat bedeit ënner anerem, dass d'Präventioun an den Depistage vun heefege Krankheete verbessert ginn. D'Efforten, fir de Service an den Urgencé méi effikass ze maachen an d'Waardezäiten erofzesetzen, gi konsequent weidergefuert. A mir suergen och derfir, dass d'Spideeler nach besser equipéiert solle ginn.

Mir wëssen och, dass et fir eng Rei Leit schwieereg ass, fir all Mount d'Doktesrechnungen ze bezuelen, a wëllen och un engem System schaffen, deen am Fong jiddwerengem entgéintkënt an deen och an onse méi digitalen Alldag passt. Eng Méiglechkeet, déi analyséiert kéint ginn, ass déi, dass de Patient an Zukunft kéint mat enger Kaart den Dokter bezuelen, wou den Dokter dann den integrale Montant vun der Consultatioun kritt an de Patient just säin Deel debitéiert kritt. Dann ass et eriwir mam Eräschécken a waarden, souwuel fir de Patient wéi fir den Dokter. Et ass och eng richteg Simplification administrative fir jiddwereen. Wéi gesot, dat muss iwwerpréift ginn. Mä de But ass, dass mer wëlle verhënnere, dass d'Leit d'Rechnunge mussen eräschécken an op Sue waarden, an op där anerer Säit awer och net wëllen hunn, dass d'Dokteren duerno och mussen op hir Sue waarden. Dofir muss mer eng Léisung fannen, déi, ech mengen, am Interêt vu jiddwerengem och ass.

Mir wäerten och an der Behandlung vu verschiddene Krankheeten a bei der Lutte géint d'Péng nei Weeër goen. Esou soll de medezinesche Cannabis eng fest Plaz an der Schmäerztherapie kréien, an d'Doktere kënnen och Formatioune maachen, fir den Émgang mat dëser Behandlung besser kënnen ze léieren.

De Cannabis gëtt an dëser Legislaturperiod awer och allgemeng legaliséiert. Déi Mesure ass net d'Verharmlose vun de Risiken, déi de rekreative Konsum vu Cannabis huet. Dass Cannabisproduite consomméiert ginn, ass eng Realitéit. De Problem ass awer, dass déi Produiten haut dacks schwéier belaauscht sinn an d'Konzentratioun vum THC kënschtlech an d'Luucht gesat gëtt an esou d'Geforen nach méi grous sinn.

Mir huelen de Marché aus dem däischteren Eck eraus a protegéieren domadder déi Leit, déi och Cannabis consomméieren. Parallell zu der Legaliséierung ginn och Sensibiliséierungscampagnë gemaach, fir kloerzemaachen, dass et, och wann et legal ass, awer nach laang net onbedenklech ass, Marihuana wëllen einfach auszeprobéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net just an de leschte Joren, mä méi wéi e Jorzéngt un enger immens wichtiger Reform geschaaft ginn, déi fir eist Land, fir eist Zesummeliewen a fir eist Demokratie vu grousser Bedeutung ass.

Mir stinn elo kuerz virum Enn vun der Reform vun eiser Verfassung. An deem Gesetz, dat iwwer all deenen anere steet, ass definéiert, wéi eist Land fonctionnéiert, wat déi fundamental Prinzipie sinn, déi eis ausmaachen, déi eis Geschicht och reflektéieren, eis Kultur an d'Bedeutung vun onsen Institutionen. Et gëtt eng modern Verfassung, déi d'Fräiheet vun de Bierger festegt an d'fundamental Prinzipie respektéiert, wéi dee vun der Onofhängegkeet vun der Justiz.

Et gëtt op deem aktuellen Text e breede Konsens tëschent de politesche Parteien. A mir respektéieren dee Konsens.

Déi nei Constitutioun soll an dëser Legislaturperiod zum Vott gestallt ginn an zwar och iwwert de Wee vun engem Referendum. Dëse fundamental demokratesche Prozess gëtt vun der Chamber organiséiert an et soll do eng breet Consultatioun am Virfeld stattfannen. Als Zäitschinn ass envisagéiert ginn, no den Europawahle vum Mee unzefänken.

E Land definéiert sech duerch méi ewéi duerch seng Leit, seng Landschaft, seng Geschicht, seng Economie oder seng Roll an der Welt. Zu deem, wat eis zesummehält, wat eis matenee verbënt, gehéieren eis Traditionen, eis Geschicht an och eis Sprooch.

D'Promotioun vum Lëtzebuergesche gëtt weider virugedriwwen. Esou gëtt d'Léiere vun eiser Sprooch systematesch an deene privaten inter-

nationale Schoulen agefuert. Mir schaffen un adaptéiertem Unterrichtsmaterial, fir an der effentlecher Schoul och dat Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch an de Vierdergrond ze setzen. An et ginn och Initiative geholl, fir dem Lëtzebuergeschen och méi Uwendungsméiglechkeeten ze ginn, zum Beispill dass verschidde Logiciellen an Zukunft och eis Sprooch verstinn.

Esou wéi d'Méisproochegkeet en Deel vun eis ass, esou wéi dat Franséisch eis am Alldag begleet, wéi d'däitsch Sprooch déi Sprooch ass, déi an der Press dominiert, an d'Englescht ëmmer méi zum Alldag gehéiert, si mer och houfreg op eis eege Sprooch. Mir hunn awer och e formidabele kulturelle Patrimoine, dee méi en valeur muss gesat ginn.

De Projet vun enger Nationalgalerie gëtt an dëser Legislaturperiod realiséiert. Dëse Projet gëtt de Lëtzebuergesche Artisten d'Méiglechkeet, hir Wierker dem breede Public zougänglech ze maachen, nei Talenter gi gefërdert an d'Geschicht vun eise kënschtleresche Patrimoine gëtt promovéiert. De Projet soll begleet ginn duerch eng Kontextualiséierung vun deem, wat zu Lëtzebuerg kënschtleresch geschaaft a geschaaft ginn ass. D'Nationalgalerie kritt och e Centre de documentation. De Projet gëtt wëssenschaftlech begleet.

Den Aspekt vun der Digitaliséierung soll och an dësem Kontext eng Roll spillen. A mir kënnen do op d'Erfahrungswäerter aus eiser Zesummenaarbecht mam Institut fir Zäitgeschicht zielen, fir och déi zäitgenössesche lëtzebuergesch Konscht op eng nei Aart a Weis opzeschaffen an ze presentéieren. Déi digital Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich ass hei en immens gelongene Projet, deen e grouse Succès huet an als Modell fir aner Beräicher kann déngen.

Kultur ass och eng Méiglechkeet, fir eis ze presentéieren. Et ass net dat éischt Uleies vun engem Artist, fir d'Land virzestellen oder ze verrieden. Déi kulturell Villfalt ass awer als Ganzt en Deel vu Lëtzebuerg a mir kënnen houfreg sinn op déi extrem héichwärtig, professionell, ofwiesslungsräich an dynamesch Kulturzeen.

An an dräi Joer schonn, an dräi Joer scho kuckt de Rescht vun der Welt op Lëtzebuerg. A virun allem op de Süde vum Grand-Duché. Mat Esch 2022 als europäesch Kulturhaaptstad steet eis Aarbecht an d'Haus, wou déi Gemengen, déi dorunner bedeelegt sinn, besonnesch gefuerrt sinn. Mir sinn eis awer eens driwwer, dass dat och op nationalem Niveau eng enorm Chance fir eis ass. An dofir ass de Stat och enke Partner a steet der Equip, déi fir de Projet zoustänneg ass, zur Säit, dat souwuel mat Personal wéi och logistesche a finanziell. De Minett gëtt och iwwert de Rendez-vous vun 2022 eraus nohalteg als Plaz vun kulturelle Schafe gestärkt.

Allgemeng gëtt d'Kulturpolitik méi konstant a se réckelt méi an den Zentrum. Mam Kulturentwicklungsplang, deen an der leschter Legislaturperiod an aller Transparenz an no intensivem Dialog mat de Kulturschafenden opgestallt gouf, hu mer elo en Outil zur Hand, deen eis et erlaabt, an d'Defien ze goen an d'Akteuren am Secteur och ze begleeden, si an hirem Fräiheet ze ënnerstëtzen an derfir ze suergen, dass d'Kreativitéit dee Fräiraum an déi Méiglechkeete kritt, déi se och brauch. Dernieft gëtt d'Populatioun méi op déi kulturell Offer sensibiliséiert a mir féieren dat kulturell Verständnis, virun allem och an de Schoulen.

D'Kultur an d'Kreativitéit sollen awer och méi eng wichteg Roll an de Medien zu Lëtzebuerg spillen. D'Regierung wëllt de Stellwäert vun der Kreativitéit nach méi erausträichen an eng Präsenz an den Dagesmedie schafen, fir dat och ze valoriséieren. Et ass dat en Deel vun der Qualitéit vun der Informatioun, wat eng Prioritéit vun dëser Legislaturperiod am Beräich vun de Medien ass.

Et gouf an der leschter Legislaturperiod eng Viraarbecht gelescht, fir d'Qualitéit an der Press ofzesécheren. Et ass wichteg, dass an enger Zäit, wou Informatiounen iwwer vill verschidde Kanäl diffuséiert ginn, wou d'Novellé séier ronderëm d'Welt ginn an net vill Zäit bleift, fir dat ze präwien, wat mer zerwéiert kréien, Vertraue besteet an eng Berichterstattung, déi onofhängeg a professionell ass.

Et muss een do munches auserneenhalen a keng falsch Virstellungen hunn. Et ass kloer, dass eng Berichterstattung net kann ëmmer zu 100 % neutral an objektiv sinn. Soulaang Mënschen zoustänneg si fir d'Verschaffe vun Informatiounen, ass och eng gewësse Subjektivitéit domadder verbonnen. An dat ass och





gutt esou. D'Journalisten hunn dofir och eng Deontologie an eng Berufsethik, déi si zu der Wourecht verflucht a garantéiert, dass Informatiounen, déi an d'Effentlechkeet ginn, och d'Strooss halen.

Dat ass et, wat d'Qualitéit garantéiert. An dofir geet d'Regierung de Wee weider an ënnerstëtzt de professionelle Journalismus. Am Kader vun enger Reform vun der Aide à la presse soll déi Aarbecht, déi vun enger Redaktioun gemaach gëtt, als Hauptbestanddeel unerkannt an dofir och bei der Berechnung vun der Pressehällef determinant ginn. D'Press ass zu Lëtzebuerg op effentlech Gelder ugewise. Ouni finanzielle Support hu mer keng Diversitéit an domadder och e Risk vu manner Qualitéit.

Um Enn vun der leschter Legislaturperiod gouf d'Fro opgeworf, ob dee Modell, dass mat Hëllef vun effentleche Suen d'Meenungsvillfalt an den onofhängege Journalismus garantéiert gëtt, dee richteg wier. Déi Fro solle mer an den nächste Méint diskutieren. Mä d'Koalitionsparteien hunn an hirem Programm ganz däitlech eng Reflexioun iwwert de Rôle an och d'Missiounen an de Finanzement an d'Gouvernance vum effentlech-rechtliche Radio proposéiert. Deen Debat gëtt organiséiert, esou wéi mer och iwwert déi effentlech-rechtlich Missiounen an der Televisioun wëllen diskutieren. Dat geschitt zesumme mat der Chamber a mat deene verschiddenen Akteuren an internationalen Experten. An et geschitt an aller Transparenz.

Mir hunn dat gemeinsam Zil vu Pluralismus an enger staarker, onofhängeger Press. Dozou gehéiert och den Zougank zur Informatioun. Mir hunn, ewéi annoncéiert, esou e Gesetz agefouert, nodeems virdu wärend Jorzéngte just driwwer geschwat ginn ass. Dat Gesetz trëtt den 1. Januar a Kraaft. A mir wëllen den Impakt dovunner an den nächste Méint präiwen an och Adaptatiounen um haitegen Text da proposéieren, wann dat sech als néideg sollt erausstellen.

D'Koalition vun deenen dräi Parteien huet an der leschter Legislaturperiod gewisen, dass si fir méi Transparenz steet, fir méi Biergerbedeelegung, an dass se méi oppen ass vis-à-vis vun der Effentlechkeet. Déi Transitioun geet net vun haut op muer, mä et si grouss Schrëtt ënnerholl ginn a mir sinn decidéiert, déi och weiderzeféieren.

Lëtzebuerg soll och an deem Beräich an internationale Virreider ginn a sech vis-à-vis vu senger Partner an Europa positiv ervirdoen.

Eist Land huet sech an deene leschte Jore verännert. Mir si gesellschaftspolitesch e gudden Schratt no vir gaangen an hunn a verschiddene Beräicher de legale Kader an de System un d'Liewensrealitéit vu ville Bierger ugepasst. Dat gëllt fir d'Familljen zum Beispill, et gëllt awer och fir d'Relatioun mat de Reliounsgemeinschaften oder d'Aart a Weis, ewéi d'Aarbecht haut organiséiert gëtt. Dee Wee gi mer weider a mir moderniséieren Lëtzebuerg esou, dass mer der Realitéit gerecht ginn.

Déi europäesch Initiativ fir d'Protektioun vun de Lanceurs d'alerte, de sougenannte Whistleblowerschutz, gëtt vun eis ënnerstëtzt a virgedriwwen. Mir wëllen déi Direktiv séier an d'nationaalt Gesetz ëmsetzen. Mir huelen doriwwer eraus och eng Initiativ, fir e Lobbyregister anzeféieren, a schafen esou och méi Transparenz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, international gëtt den Drock op eist Land an den nächste Joren net manner grouss. Et gouf op dës Plaz scho méi wéi eng Kéier thematiséiert: An den nächste Méint verléiert d'Europäesch Unioun e Memberland. Den decisive Vott vu Westminster am Parlament gouf verreckelt a steet ënner kengem gudden Stä. Mir elo an den nächsten Deeg an der Europäescher Unioun decidéieren, wéi mer weiderginn.

Dir wësst jo, dass ech des Woch och e Conseil hunn. Eent ass fir eis als Lëtzebuerg evident a kloer: De Brexit huet laangfristeg keng positiv Auswierkungen op d'EU an och net op onst Land. Mir verléieren en Alliéierten zu Brüssel, wann et drëm geet, déi europäesch Finanzplaz weider kompetitiv ze hale par rapport zu anere Finanzplazen an den USA oder an Asien. Mir verléieren awer och e Marché an der EU, dee fir Lëtzebuerg extrem wichteg war an an Zukunft nach méi a Konkurrenz zu eis wäert stoen. Mir bedauern also d'Sortie vu Groussbritannien, mussen eis awer beschtméiglech dorobber astellen.

An de leschte Jore gouf dat gemaach an et si weider Ustregunge méiglech, notament um legalen a regulatorischen Niveau. Déi aller-

meeschten Aarbecht awer maache mer an enger Kooperatioun mat eisen direkten Nopeschlänner, am Kader vum Benelux a mat all eisen da 26 Partner an der Europäescher Unioun.

Lëtzebuerg bleift och weiderhin e Land mat enger Regierungskoalitioun, déi decidéiert proeuropäesch ass a sech zu de fundamentale Wäerter vun deem Friddensprojet bekennt. Mir schaffen och weider drun, fir dass déi europäesch Iddi an dat, wat eis matenee verbënnt, net laanscht, mä mam Bierger geschitt. D'Participatioun an den Dialog mat de Leit sollen an den nächste Joren och verstärkt ginn. Dozou gehéieren och Debaten um Niveau vun de Sozialpartner an och ganz kloer hei an der Chamber.

Eng Geleeënheet, fir zesummen dat ze feieren, wat Europa eis bréngt, wat d'Atouten an déi grouss Errongenshafte vun der Europäescher Unioun sinn, hu mer den 9. Mee festgehalten. D'Koalitionspartner hu sech drop géeneegt, deen Dag hei zu Lëtzebuerg zu engem gesetzleche Feierdag ze maachen. Mir sinn awer virun allem der Meenung, dass deen Dag et wäert ass, sech méi dermat ze beschäftegen, wat et bedeit, en Deel vun enger Vëlkergemeinschaft ze sinn. Mir sollen eis all bewosst sinn, dass näischt selbstverständlech ass an de Fait, dass mir heibannen zu enger Generatioun gehéieren, déi kee Krich - kee Krich! - méi bei eis erlieft huet, schonn eleng eng Ursaach ass, fir déi europäesch Iddi héichzehalen.

Lëtzebuerg bleift e solidarescht Land an hält dofir och un deem héijen Niveau vun eiser Kooperatiounspolitik fest. Eis Ziler an der Entwécklungshëllef orientéiere sech un den Objektiver, déi mer eis virun allem am Kader vun de Vereenten Natiounen zesumme ginn hunn. Um Grondprinzip, dass mer virun allem do agéieren, wou et am néidegsten ass a wou mer mat verlässleche Partner schaffen, ännert sech näischt. Mir wëllen an den nächste Joren awer, nieft deene Länner, mat deene mer den Ament bilateral enk zesummeschaffen, eis opmaache fir weider Regiounen, déi méi an de Fokus geréckelt sinn, sief et duerch humanitär oder naturbedéngte Katastrophen.

Entwécklungshëllef, Kooperatiouns- a Klimapolitik ass och ëmmer Präventioun. Wa mir de Mënschen a méi armen a menacéierte Regiounen op der Welt hëllef an si ënnerstëtzen, wa mer hinne Perspektive bidden, dann evitéiere mer laangfristeg och Konflikter a grouss Migrationsfluxen, déi ëmmer mat Misär, mat Liewensgeför a mat Frustratioun zesummenhänken.

Mir wëlle Kricher evitéieren an eis schützen virun arméierte Konflikter, ier se iwwerhaupt entstinn. Emmer geléngt eis dat ganz bestëmmt net. Mir brauchen, nieft eiser Kooperatiounspolitik, och eng national Verdedegung a mir stinn och fest an onëmstéisslech zu eisen Engagementer an der EU an um Niveau vun der NATO. Lëtzebuerg kann haut net 2 % vum PIB an d'Defense fléisse loosser. Mir wäerte weiderhin awer eisen haut scho substanzialen Effort ausbauen, op eng Aart a Weis, déi eiser Arméi an eise Partner nézt a gläichzäitig sennvoll och ass fir eis Wirtschaft, am Aklang mat de Constraints, déi e Land vun eiser Gréisst an deem Kontext nun emol huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst fénnef Joer ginn intensiv an der Aarbecht. Et gëtt eng Panoplie vu Mesuren, déi mussen ëmgesat ginn. Et geet drëm, den Erfollegmodell Lëtzebuerg weider ze stäerken, d'Interête vun onsem Land ze verrieden. Et geet dorëms, d'Liewensqualitéit fir eis Bierger ze erhalen.

Et geet ëm d'Sécherheet vun de Mënschen, déi hei liewen an hiren Alldag verbréngen. Et geet awer och ëm déi sozial Ofsicherung, ëm d'Zukunft vun eise Kanner. Et geet ëm eis Ressourcen, ëm d'Ëmwelt, et geet ëm d'Stärke vun onser Demokratie.

Fir dat ze errechen, si mer och drop ugewise, dass all Dag motivéiert Leit am a fir de Stä

schaffen, fir d'Gemengen a fir de parastaatleche Secteur. Ob an der Educatioun, an der Justiz, an der Fleeg, am Gesondheessektor, bei der Police, an der Arméi, an de Verwaltungen, an de Kulturinstituter, an de Ministère, an de Biergerzentren an iwwerall do, wou Leit schaffe fir d'Allgemengheet, brauche mer motivéiert a gutt ausgebildete Leit.

Dat ass eis als Regierung bewosst a mir sinn decidéiert, dat och unzëerkennen, esou wéi mer dat an der leschter Legislaturperiod och bewisen hunn. Mir verbessern d'Konditiounen an der Fonctioun publique a schaffen do op e puer Achsen. Engersäits soll d'Formatioun vun de Leit verbessert ginn. Dat bedeit, dass d'Stagiaren eng cibléiert Formatioun kréien, déi deem gerecht gëtt, wat si herno am Déngscht och vum Bierger schaffen. Déi generell Basis iwwert de Fonctionnement vum Stä gëtt dobäi net vernoléisst. Mir wëllen awer d'Permeabilitéit tëschent dem effentlechen an dem Privatsektor verdeiwen. Et soll méi einfach a méi selbstverständlech ginn, dass Leit, déi sech am Privatsektor verdéngt gemaach hunn, en Accès op den effentlechen Déngscht hunn an och ëmgedréit. Déi Dynamik bréngt en natierleche Wëssensaustausch, dee fir béid Secteure vu Virdeel ass, de private souwéi den effentleche Sector.

Den Teletavail souwéi eng allgemeng Flexibilitéit an der Aart a Weis, wéi an der Fonctioun publique geschaff gëtt, si weider Elementer, déi eis déi nächst Jore beschäftegen, an déi Diskussione féiere mer weider mat de Sozialpartner an deene Concernéierten um Terrain.

Et geet finalement drëm, den Déngscht um Bierger ze verbessern. An och do spillt natierlech d'Digitalisierung eng zentral Roll. Mir hunn deen neie Ministère net just geschaaft, fir déi allgemeng technesch Entwécklung an de Beräicher, déi fir eis Economie wichteg sinn, virunzedeiwen a fir nei Strategien ze entwéckelen, déi eist Land no vir bréngen, mä och fir den Alldag an déi eenzal administrativ Prozeduren ze verbessern.

E groussen Deel vun deem, wat am Ministère vun der Digitalisierung geschitt, huet als Haaptzil, d'Liewe vun de Leit méi einfach ze maachen.

Et stinn eng ganz Rei vun Demarchen, wou et technesch méiglech ass, fir se digital ze maachen an esou vill Zäit a Méi ze spueren, wou awer de legale Kader et net erlaabt oder aner Koordinatiouns- a Gestionsproblemer bestinn. Déi Schwierigkeete léise mer an der nächster Legislaturperiod a maache Lëtzebuerg zu enger wiereklecher sougenannter Smart Nation.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn de Mëtteg hei en Iwwerbléck gi vun de Prioritéiten, déi des Regierung an den nächste Joren huet. Dobäi ass net alles thematiséiert ginn an och net alles an der Déift beschriwwen. De Programm, deen zënter enger Woch effentlech zougänglech ass, geet do e gudden Schratt méi wäit a beschreift zum Deel ganz detailléiert, wéi Mesuren an hirem Ëmsetzung wierken a fonctionnéieren.

Et ass dann an de leschten Deeg och scho munches kommentéiert ginn. Eng Fro, déi awer ëmmer nees gestallt gouf, ass déi vum Finanzement.

Jo, et ass richtig: De Programm, dee mer eis ginn hunn, huet e finanziellen Impakt, an däers si mer eis ganz gutt bewosst. Ons aktuell Situatioun erlaabt eis dat awer, well den Terrain preparéiert ass. A mir sinn der Meenung, dass et de Bierger elo soll zeguttkommen, wann d'Statsfinanze sech positiv entwéckelen.

Mir hunn um Ufank vun der leschter Legislaturperiod eng Situatioun virfonnt, déi de geneeë Contraire war. Am Joer 2013 ware mer mat enger finanzieller Noutsituatioun konfrontéiert, déi net zulescht doduerch verursaacht war, dass eng Recette vun iwwer enger Milliard Euro duerch de Commerce électronique ewechgefall ass an dës net anticipéiert gi war. Et ass eis gelongen, dat an de leschte fénnef Joer opzefän-

ken an d'Entwécklung ëmzedreien. De Chômage ass och konstant erofgaangen op elo knapp iwwer 5 %. Mir sinn also net méi wäit ewech vun deem, wat se an eisen Nopeschlänner Vollbeschäftegung nennen.

Den aktuellste Projektiounen no hu mer fir dës a fir d'nächst Joer e Wirtschaftswuesstum vun iwwer 3 % an de Sold vun der Administration publique läit fir 2018 bei engem Plus vu bal enger Milliard.

Als Erënnerung wëll ech lech soen, dass dat bal dräimol méi ass, wéi mer am Budget fir dës Joer virgesinn haten, mat 333 Milliounen Euro. Beim Zentralstat gëtt en Defizit vun ënner 350 Milliounen Euro geschat; also nëmme een Drëttel vun deem, wat am Budget 2018 och ageschriwwen gouf.

Déi effentlech Schold läit aktuell bei 21,6 % vum PIB an ass domadder wäit ënnert deenen 30 %, déi mer eis an der leschter Legislaturperiod virgeholl haten, an nach méi wäit ewech vun deene 60 % vum PIB, déi de Stabilitéitskritäre vu Maastricht no erlaabt sinn.

Déi effentlech Finanze sinn also gesond a mir bleiwen och weider vigilant, wat dat betrëfft. Mir engagéieren eis och fir déi nächst Legislaturperiod, d'Schold ënner 30 % vum PIB ze halen. Mir sinn op eng stabil Budgetpolitik ugewise, well dat Vertraue schaaft. Et schaaft Vertraue bei de Bierger, bei den Entrepreneuren a virun allem och bei den Akteuren vun dem Finanzsektor.

Dat, wat déi dräi Koalitionäre fir déi nächst Jore plangen, ass eng Politik am Interêt vun onsem Land a senger Bierger.

Et ass eng Politik, déi den Erausforderungen, virun deene mer stinn, gerecht gëtt. Et ass eng Politik, déi Lëtzebuerg a seng Roll an der Welt weider stäerkt.

Mir hunn och decidéiert, eng Politik ze maachen, déi d'Leit zum enge finanziell entlaascht an zum aneren deenen, déi manner gutt do stinn, méi Kafkraaft gëtt. D'Erhéije vum Mindestloun vun 100 Euro an d'Entlaaschtunge bei der Kannerbetreuung, dem effentlechen Transport, si Mesuren, déi de Mënschen direkt zeguttkommen.

Mir sinn der Meenung, dass Politik kee Selbstzweck ass an dass mer Verantwortung fir haut a fir muer hunn. Dofir hu mer festgehalten, weider massiv an d'Zukunft ze investéieren an esou déi néideg Konditiounen ze schafen, fir dass et och weiderhi liebenswäert ass, zu Lëtzebuerg ze wunnen, ze liewen, ze schaffen an ze studéieren.

Et ass awer och e permanenten Effort vu jiddwerengem gefrot. Mir mussen als Gesellschaft an als Politik och weider Verantwortung droen, bereet an oppe si fir Neies an houfreg sinn op dat, wat mer zesummen erreecht hunn.

No deene leschte fénnef Joer, wärend deenen des Koalitioun vun DP, LSAP an déi gréng an der Verantwortung war, ass vill beweegt ginn. Et ass awer net esou, wéi wann ee sech elo kéint ausrouen. De Programm, op dee mer eis géeneegt hunn, ass nach méi ambitiéis ewéi dee vun der viregter Legislaturperiod. D'Erausforderunge sinn net manner ginn an eis Motivatioun an de Wëllen, fir Lëtzebuerg weider ze stäerken, si grouss. Déi nächst fénnef Joer an d'Aarbecht vun dëser Koalitioun wäerte markéiert si vun intensivem Asaz fir d'Zukunft vun onsem Land.

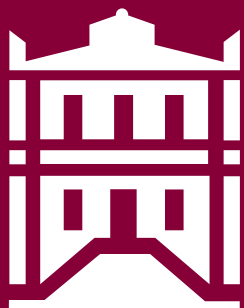
► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer de Moien um néng Auer nees zesumme fir d'Debatt iwwert de Regierungsprogramm.

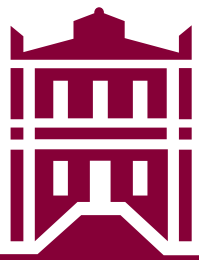
D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.37 heures.)



d'Chamber online op  
www.chd.lu





Présidence: M. Fernand Etgen, Président

## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
  - M. Fernand Etgen, Président
2. Communications
  - M. Fernand Etgen, Président
3. Débat sur le programme gouvernemental

- Débat : Mme Martine Hansen (interventions de M. le Ministre Xavier Bettel, Mme Josée Lorsché, M. le Ministre François Bausch, Mme Octavie Modert, M. Gast Gibéryen, Mme Octavie Modert, M. Gilles Baum, M. le Ministre Étienne Schneider, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Étienne Schneider, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. le Ministre François Bausch, M. Gast Gibéryen, Mme Josée Lorsché, M. le Ministre François Bausch, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Gast Gibéryen et M. Fernand Kartheiser) - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de M. Laurent Mosar et Mme Octavie Modert) - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler, M. Laurent Mosar, M. Gast Gibéryen et Mme Octavie Modert) - M. Gast Gibéryen (parole après ministre) (interventions de M. Claude Wiseler, M. Roy Reding, M. Eugène Berger et M. Fernand Kartheiser) - M. Eugène Berger (interventions de Mme Octavie Modert et M. Henri Kox) (dépôt de la motion 1) - M. Alex Bodry (interventions de Mme Martine Hansen et Mme Octavie Modert)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider et M. Félix Braz, Vice-Premiers Ministres ; M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.04 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

► M. Fernand Etgen, Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

### 2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit dem 24. Juli bei der Administration parlementaire deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen, un de Groupe technique an un d'Sensibilité politique verdeelt ginn.

3) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit dem 24. Juli deponéiert goufen, ass och un d'Fraktiounen, un de Groupe technique an un d'Sensibilité politique verdeelt ginn.

#### Communications du Président - séance publique du 12 décembre 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, les projets de règlements grand-ducaux, la proposition de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

**7346** - Projet de loi portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs et portant abrogation de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 27.07.2018

**7347** - Projet de règlement grand-ducal modifiant

1. le règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables ;

2. le règlement grand-ducal modifiée du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz ;

3. le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 fixant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 02.08.2018

**7348** - Projet de loi relative aux comptes inactifs, aux coffres-forts inactifs et aux contrats d'assurance en désherence et modifiant :

1. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier ; et

2. la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.08.2018

**7349** - Projet de loi portant

1. mise en œuvre du règlement (UE) n° 345/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2013 relatif aux fonds de capital-risque européens ;

2. mise en œuvre du règlement (UE) n° 346/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2013 relatif aux fonds d'entrepreneuriat social européens ;

3. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/760 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux fonds européens d'investissement à long terme ;

4. mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires ;

5. mise en œuvre du règlement (UE) 2017/2402 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées, et modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE et 2011/61/UE et les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 648/2012 ; et

6. modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.08.2018

**7350** - Projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règlement (CE) n° 1102/2008 ; b) abrogeant la loi du 23 février 2010 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 08.08.2018

**7351** - Projet de loi relative à l'accessibilité des sites Internet et des applications mobiles des organismes du secteur public

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 10.08.2018

**7352** - Projet de loi sur certaines utilisations autorisées de certaines œuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 13.08.2018

**7353** - Projet de loi sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 13.08.2018

**7354** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés

Dépôt : Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 17.08.2018

**7355** - Projet de loi portant approbation des amendements à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale adoptés le 14 décembre 2017 par l'Assemblée des États parties du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, lors de sa 12<sup>e</sup> séance plénière, à New York, et portant modification de l'article 136quater du Code pénal

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2018

**7356** - Projet de loi modifiant le Code pénal aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 13.09.2018

**7357** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 17.09.2018

**7358** - Projet de loi portant modification de la loi du 16 décembre 2011 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et mélanges chimiques

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 17.09.2018

**7359** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 21.09.2018

**7360** - Projet de loi modifiant la loi du 4 août 2014 relative à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des sciences à Belval

Dépôt : M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.09.2018

**7361** - Projet de règlement grand-ducal modifiant

1. le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation ; et

2. le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 26.09.2018

**7362** - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2017 ;

2) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994

Dépôt : M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.09.2018

**7363** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2001 concernant la circulation de titres

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.09.2018

**7364** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Dépôt : M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2018

**7365** - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;

2) de la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile

Dépôt : M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2018

**7366** - Projet de loi relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (UE) 2018/302 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2018 visant à contrer le blocage géographique injustifié et d'autres formes de discrimination fondée sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'établissement des clients dans le marché intérieur, et modifiant les règlements (CE) n° 2006/2004 et (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 10.10.2018

**7367** - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et 2° de la loi du 1<sup>er</sup> août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 10.10.2018

**7368** - Projet de loi portant approbation de la modification du texte et des annexes II à IX du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique et de l'ajout de nouvelles annexes X et XI, faits à Genève, le 4 mai 2012

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.10.2018

**7369** - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Corée, faite à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2018

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 10.10.2018

**7370** - Projet de loi concernant la gestion durable des biens ruraux

Dépôt : M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 12.10.2018

**7371** - Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux et la loi du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un Fonds des routes

Dépôt : M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.10.2018

**7372** - Projet de loi du [--] relative aux institutions de retraite professionnelle et portant :

1. transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la supervision des institutions de retraite professionnelle (IRP) (refonte) ; et

2. modification de :

a) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) ;





b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle ; et de

c) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2018

**7373** - Projet de loi [...] concernant la limitation de la portée de certains droits et obligations dans le cadre du règlement général sur la protection des données et portant :

1. exécution, en matière de surveillance du secteur financier et des assurances, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier ; et

3. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.10.2018

**7374** - Projet de loi portant

1° approbation de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, faite à New York, le 20 décembre 2006 ;

2° modification du Code civil ;

3° modification du Nouveau Code de procédure civile

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

**7375** - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009, et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

**7376** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

**7377** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008, et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

**7378** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

**7379** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

**7380** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

**7381** - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du travail

Dépôt : M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 24.10.2018

**7382** - Projet de loi relatif à la rénovation et à la mise en conformité du Domaine thermal Mondorf

Dépôt : M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.10.2018

**7383** - Projet de loi modifiant :

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments ;

2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

3. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;

4. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments

Dépôt : Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 25.10.2018

**7384** - Proposition de loi relative au remboursement partiel des frais des campagnes électorales et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt : MM. Marc Baum, Eugène Berger, Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Gast Gibéryen, Henri Kox et Claude Wiseler, Députés, le 26.10.2018

**7385** - Projet de loi portant modification de l'article 295 de la loi électorale modifiée du 18 février 2018

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 31.10.2018

**7386** - Projet de loi portant modification :

- du Code de procédure pénale ;

- de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

- de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.10.2018

**7387** - Projet de loi

a) ayant pour objet :

1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2019, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi ;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2018 d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception ;

3. de proroger certaines dispositions de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

b) portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.11.2018

**7388** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition des commissions parlementaires et aux pétitions publiques

Dépôt : MM. Alex Bodry, Lex Delles, Gast Gibéryen, Mme Josée Lorsché, Députés, le 09.11.2018

**7389** - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.12.2018

**7390** - Projet de loi portant approbation

1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République

d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;

2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;

3° de la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;

4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.12.2018

**7391** - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

2. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 05.12.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

**1078** - Plan de travail de 6 mois en avance pour employé(e)s du secteur soins/santé

Dépôt : M. Morgan Lichtfouse, le 23.07.2018

**1080** - Empêchement de la pétition de l'interdiction de fumer aux terrasses des restaurants

Dépôt : Mme Maria Carella, le 24.07.2018

**1082** - Hospitalisation enfants

Dépôt : Mme Teresa Ganino, le 25.07.2018

**1084** - Le dépassement d'une température de 30 °C sur le lieu de travail octroie au salarié / fonctionnaire (tous secteurs confondus, c.-à-d. privé et public) le droit à un congé spécial respectivement un droit de retrait non imputable sur la rémunération fixe et variable (en l'espèce primes, treizième mois, etc.)

Dépôt : M. Gilles Barbabianca, le 31.07.2018

**1086** - Vëlosfuerer, déi de Code de la route net uwenden, z. B. duerch rout fueren, lénks iwwerhuelen, op Kräizungen net stoe bleiwen asw., mat Punkte vum Autoführerschäin an enger ugepassster Amende bestrofen

Dépôt : M. Gerard Schneider, le 08.08.2018

**1087** - Interdiction totale de l'importation, la commercialisation et l'usage de sachets plastiques non recyclables et le remplacement par des sachets biodégradables et compostables

Dépôt : M. Baudouin Schinker, le 10.08.2018

**1088** - Réaménagement des lieux publics en cendriers et poubelles tri sélectif

Dépôt : Mme Morgane Lemaire, le 10.08.2018

**1089** - Interdiction de consommation d'alcool aux cafés et restaurants quand il y a des enfants de moins de douze ans

Dépôt : M. Andy Humbert, le 18.08.2018

**1091** - Déménager toutes les surfaces administratives ministérielles n'ayant pas un intérêt géographique d'exercer leurs activités dans le canton de la ville de Luxembourg à un nouvel endroit « Admin-City » (1<sup>er</sup> volet)

- centraliser tous les guichets ministériels ouverts aux citoyens et aux entreprises sous un seul toit (2<sup>e</sup> volet)

Dépôt : M. Laurent Fehlen, le 19.08.2018

**1092** - Obtenir deux jours de congé par an pour le partenaire ou conjoint malade ou immobilisé - Get 2 days off per year for sickness or immobilized conjoint or partner

Dépôt : Mme Hélène Hertgen, le 20.08.2018

**1093** - Fir een Déierenasyl am Norde vum Land

Dépôt : M. Pascal Kemp, le 20.08.2018

**1094** - Pour une introduction généralisée et obligatoire du Fastjekt (injection d'adrénaline) dans les crèches, écoles et lieux de travail en cas de choc anaphylactique dû à un allergène (alimentaire, piqure d'insecte, médicament)

Dépôt : Mme Caroline Lauer, le 22.08.2018

**1096** - Gratis Krunnewaasser am Restaurant

Dépôt : M. Claude Paquet, le 23.08.2018

**1097** - Fir eng obligatoresch Visitt vun all Lycées-Schüler am fréiere Konzentrationslager zu Hinzert / Pour une visite obligatoire de chaque lycéen à l'ancien camp de concentration de Hinzert

Dépôt : MM. Eric Meyers et Luc Scholtes, le 28.08.2018

**1098** - Prohibition aux cyclistes de rouler en parallèle sur les routes dans les agglomérations et hors agglomération

Dépôt : M. Paulo Pinto Rebelo, le 30.08.2018

**1101** - Suppression des frais de route mensuels des travailleurs. Remplacement de ces frais mensuels par le remboursement d'un abonnement train/bus

Dépôt : M. Jean-Luc André, le 05.09.2018

**1102** - Baisse d'impôts pour les célibataires

Dépôt : M. Giancarlo Sartori, le 05.09.2018

**1104** - Pour l'intervention du Gouvernement luxembourgeois auprès des instances des États-Unis d'Amérique en faveur de la préservation de l'Arctic National Wildlife Refuge

Dépôt : M. Luc Hinterscheid, le 06.09.2018

**1105** - Abhaltung eines Referendums zur Einführung der Bürgergesetzgebung von unten in Luxemburg

Dépôt : M. Alfred Groff (au nom de « Initiativ fir Demokratie-Erweiterung asbl »), le 12.09.2018

**1106** - Passage piéton à hauteur du 291, route d'Arlon à Strassen

Dépôt : M. Fabien Frischmann, le 12.09.2018

**1107** - Restreindre l'usage des emballages plastiques au Luxembourg

Dépôt : M. Philippe Paul, le 17.09.2018

**1109** - Échelonnement des conditions d'octroi de la préretraite relative au travail de nuit et autres conditions de pénibilité

Dépôt : M. Rolando Chou Rivero, le 18.09.2018

**1110** - Rücknahme des Nichtraucherchutzgesetzes in der aktuellen Fassung und sich einsetzen für eine gesetzliche Rahmgebung, die der Entscheidungsfreiheit der Bürgerinnen und Bürger näher kommt

Dépôt : M. Michel Lee Baseggio, le 19.09.2018

**1111** - Prolongation des vacances scolaires en période de carnaval

Dépôt : M. Christian Guillaume, le 23.09.2018

**1113** - Pour une juste rémunération des créateurs et une mise à contribution des plates-formes numériques

Dépôt : M. Claude Eich, le 24.09.2018

**1114** - Adaptation de l'article 234-52, 1<sup>er</sup> alinéa, 3<sup>e</sup> tiret du Code du travail pour que les deux parents d'un enfant handicapé de plus de 13 ans puissent profiter davantage du congé familial

Dépôt : M. Cyril Perrichon, le 27.09.2018

**1115** - Fir eng besser Surveillance an de Schülerbussen

Dépôt : Mme Mélanie Krecké, le 19.09.2018

**1116** - D'Rettungsgaass verbessern

Dépôt : Mme Aurélie Marochi, le 29.09.2018

**1117** - Interdiction des couverts jetables en matière non biodégradable

Dépôt : M. Vincent Legeux, le 05.10.2018

**1118** - Pour le développement du sens critique par l'éducation aux médias face aux « fake news »

Dépôt : M. Claude Eich, le 06.10.2018

**1119** - Congés extraordinaires suite aux catastrophes naturelles

Dépôt : M. Laurent Leclère, le 07.10.2018

**1120** - Pour la création d'un cadre juridique régissant l'établissement et le fonctionnement de la DLT (Distributed Ledger Technology), la blockchain, les cryptocurrencies et autres services et produits y afférents accompagné d'une campagne d'information

Dépôt : MM. Franz Schilling et Fabien François, le 10.10.2018

**1121** - Pour l'obligation de l'introduction de cours de premiers secours dans les écoles publiques dès l'enseignement fondamental

Dépôt : M. Nuno Da Silva Lopes, le 11.10.2018

**1122** - Uertschaftsschelder op Lëtzebuergesch

Dépôt : M. Noah Hoffmann, le 11.10.2018

**1123** - Élargir la loi de résidence à des résidences secondaires « Nebenwohnsitz »

Dépôt : M. Armand Marx, le 14.10.2018





**1125** - Fir 1 Wahlbezirk

Dépôt: M. Denny Kanizsa, le 15.10.2018

**1126** - Für eine Lohnerhöhung

Dépôt: M. Erdin Rastoder, le 15.10.2018

**1127** - Reconnaissance de la famine de 1932-33 comme génocide du peuple ukrainien

Dépôt: M. Nicolas Zharov, le 15.10.2018

**1129** - Immatriculation luxembourgeoise

Dépôt: M. Daniel Carvalho Pereira, le 19.09.2018

**1130** - Fir dass d'Leit am Privatsektor net benoeddelegt ginn, wat d'Congésdeeg ubelaangt

Dépôt: Mme Sandie Spranck, le 19.10.2018

**1131** - Fir d'Obligatioun, datt déi Partei mat de meeschte Stëmme an d'Regierung kënn - d'Verfassung an d'Wahlgesetz änneren

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 20.10.2018

**1132** - Een Ennerdaach fir all Obdachlose während dem Wanter!

Dépôt: Mme Renée Arenz, le 23.10.2018

**1133** - Mieux protéger le consommateur contre l'obsolescence programmée

Dépôt: M. Stefano Natale D'Agostino, le 24.10.2018

**1134** - WC public

Dépôt: Mme Mandy Michels, le 26.10.2018

**1135** - Réforme du système électoral

Dépôt: M. Stéphane Marnach, le 26.10.2018

**1136** - Fir méi Sécherheet an de Busser, speziell fir d'Buspersonal, a Sanitäranlagen op all Termin

Dépôt: M. Alain Gales, le 27.10.2018

**1137** - Chèques-services - Nouvelle réforme - Calcul de prise en charge en prenant en compte le loyer ou le prêt pour l'habitation principale des conjoints ou concubins et pas uniquement leurs revenus

Dépôt: M. Carlos Matias Dos Reis, le 28.10.2018

**1138** - L'utilisation de l'uniforme dans les écoles municipales du Luxembourg

Dépôt: Mme Meriguila Romko, le 28.10.2018

**1139** - L'interdiction de la chasse dans les forêts de Luxembourg

Dépôt: M. Rafael Caetano Ferreira, le 30.10.2018

**1140** - Appellation du nouveau stade national

Dépôt: M. Alain Gobbo, le 30.10.2018

**1141** - Accès aux halls sportifs des établissements scolaires (lycée, école primaire) après les cours ordinaires pour les associations et clubs sportifs qui sont dans le besoin

Dépôt: M. Domenico Laporta, le 30.10.2018

**1142** - Réduction du taux d'imposition à 3 % sur tous les produits d'hygiène féminins comme tampons, serviettes et autres coupes menstruelles. Ces produits doivent être taxés comme des produits de première nécessité, car ils le sont.

Dépôt: Mme Cathy Clement, le 30.10.2018

**1143** - Création de zones pour voitures électriques à Luxembourg-ville

Dépôt: M. Roberto Bava, le 02.11.2018

**1144** - Modification d'horaires des bâtiments en construction dans les alentours des établissements scolaires

Dépôt: Mme Ana Carolina Varela Gonçalves, le 07.11.2018

**1145** - Statut du divorcé

Dépôt: M. Hervé Wohl, le 07.11.2018

**1146** - Interdiction des machines à sous dans tous les cafés au Luxembourg

Dépôt: Mme Natacha Lavinas, le 08.11.2018

**1147** - Stoppt de Migratiounspakt!

Dépôt: M. Kris Burghardt, le 09.11.2018

**1148** - UN-Migrationspakt stoppen!

Dépôt: M. Steve Melmer, le 12.11.2018

**1149** - Protection des parents contre le licenciement abusif après un congé de maternité ou un congé parental

Dépôt: Mme Liliana Rodrigues, le 12.11.2018

**1150** - Wealth Playgrounds

Dépôt: M. Hugo Costa Araujo, le 13.11.2018

**1151** - Interdire la commercialisation des capsules de café

Dépôt: M. Antonio Do Rego, le 15.11.2018

**1152** - Lettre d'excuses officielles auprès du Gouvernement d'Autriche

Dépôt: M. Gustavo Strassener, le 16.11.2018

**1153** - Nee zum „UNO-Migratiounspakt“

Dépôt: M. Gustavo Strassener, le 20.11.2018

**1154** - Égalité des Dagesmammen et Structures d'accueil de l'État (crèches, maisons relais) au niveau de la tarification horaire

Dépôt: Mme Pascale Heinesch, le 20.11.2018

**1155** - Mandat de vente / Commission d'agence (marché immobilier au Luxembourg)

Dépôt: M. Marc Kreitz, le 20.11.2018

**1156** - Fir e Verbuet vun der Klappjuegd

Dépôt: M. Mike Clemens, le 23.11.2018

**1157** - Zousätzleche Marquage op der Autobunn, fir d'Rettungsgaass ze signaliséieren

Dépôt: M. Kevin Bück, le 24.11.2018

**1158** - Fir méi Bewegungsjuegten!

Dépôt: M. Roland Grotz, le 26.11.2018

**1159** - Droit à l'adoption même en tant que célibataire

Dépôt: Mme Irma Ajdarpasic, le 27.11.2018

**1160** - Souscrire à Pewdiepie

Dépôt: M. Patrick Rodrigues, le 03.12.2018

**1161** - Pour la création d'un congé spécial pour les personnes malades recevant un traitement régulier

Dépôt: Mme Emeline Di Carlo, le 05.12.2018

### 3. Débat sur le programme gouvernemental

Mir kommen elo zur Debatt iwwert de Regierungsprogramm, deen de Statsminister Xavier Bettel gëschter hei virgestallt huet. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Ech mengen, Dir wësst, wat dat heescht. Et hu sech schon ageschriwwen: fir d'CSV d'Madamm Hansen, fir d'DP den Här Berger, fir d'LSAP den Här Bodry a fir déi gréng Fraktioun d'Madamm Lorsché.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op de Koalitiounsaccord an d'Regierungserklärung vum Statsminister ze schwätze kommen, wëll ech awer fir d'Alleréischte eise franséischen Nopere a speziell eise Frënn an der Europahaaptstad Stroossbuerg eis Solidaritéit an eis Sympathie soen. Mir wëllen natierlech virun allem a besonnesch de Famillje vun den Affer eist oprichtegt Bäileed ausdrécken. Terrorismus ass ëmmer ze veruerteelen. Et ass inakzeptabel a mir veruerteelen dës Uschlei op dat Allerschäerfst!

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

#### Débat

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Dann awer zur Regierungserklärung. Dir Dammen an Dir Hären: „Wann et dem Land gutt geet, da soll et och de Leit gutt goen“, dat ass en Zitat vum Här Bettel aus der Präsentatiounspressekonzferenz vum Koalitiounsaccord.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**.- Dat hu mir gesot.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Mat dësem Leitmotiv aus dem DP-Wahlprogramm hutt Dir, Här Statsminister, als Formateur dem Land Enn November de Koalitiounsaccord vun dëser Regierung an och vun dëser blo-rout-grénger Majoritéit virgestallt. A géint dës Slogan huet jo prinzipiell keen eppes, mir jiddefalls net. Mä e Slogan ass nach laang keng global Visioun fir d'Zukunft. An do kommen ech gläich nach eemol drop zrëck.

Fir d'Éischt wëll ech nach ee Moment bei Ärem Saz bleiwen, dee jo bei Ärer Virstellung vum Koalitiounsaccord vun engem DP-Slogan u sech zu engem Gambia-Leitmotiv ginn ass. Mä ech mengen, do musst Dir ennereneen eens ginn.

Wat eis interesséiert, dat sinn zwou Saachen.

Wat heescht: „Wann et dem Land gutt geet“? Hei geet et jo eendeiteg em Wuesstum, mä leider, esou ass zumindest eisen Androck, just em quantitative PIB-Wuesstum, dee mer als Land sécher brauchen a mir als CSV och wëllen. Virun allem awer brauche mer produktiven, qualitative Wuesstum, och vun der Liewensqualität.

An domadder wär ech dann och scho beim zweeten Deel vum Saz: „... da soll et och de Leit gutt goen.“ Och hei muss ee sech d'Fro stellen: Wat menge mer domadder? Och just „méi Suen“, géint déi jo déi allermannst eppes hunn? Mä hei muss een awer vläicht e bësse méi eng breet Approche hunn.

Wéi deem och ass, et trifft sech jiddefalls gutt.

Ech wëll och de Wuesstum als Leitmotiv de Moien a menger Ried abauen, allerdéngs net nëmmen e quantitativ, mä e qualitativ, inklusiven, nohaltege Wuesstum mat engem kloer Mehrwärt fir d'Leit. An dat erfuerdert eng Visioun, déi méi wéi e Slogan ass.

Ären Accord, Här Statsminister, ass iwwerschiww mat „Ambitieux, équitable et durable“. Grad de vermeintlichen ambitiöse Charakter hutt Der dacks betount. An Dir hutt och gëschter Är Deklaratioun domadder ugefaangen, a fir da weider ze soen: „Et ass e Programm vun der Wäitsicht, der Gerechtegkeet, der Nohaltegkeet, der sozialer Kohäsion an der Kompetitivitéit vun eise Land.“ Mä wou Dir „Wäitsicht“ sot, gesi mir haaptsächlech kuerzfristegen Aktionismus. Wou Dir „Gerechtegkeet“ sot, gesi mir virun allem d'Verdeele mat der Strenz. Wou Dir „Nohaltegkeet“ sot, gesi mir praktesch nëmme Symbolpolitik. Wou Dir „sozial Kohäsion“ sot, gesi mir praktesch keng sozial Selektivitéit. A wou Dir „Kompetitivitéit“ sot, gesi mir virun allem e puer Mesuren.

Dobäi steet an Ärem Accord als Ambitioun „construire l'avenir du Luxembourg“, mä aus all deem, wat ech elo direkt schon am Ufank gesot hunn - an ech kommen nach eemol drop zrëck -, ass dësen Accord alles, awer sécher keng Zukunftsvisioun fir Lëtzebuerg, an iwwregens och keen „staarkt Stéck Eisen aus engem Goss“. Sou vill versteet och en Éisleker vum Eisen.

#### (Hilarité)

Wéi gesot, et ass virun allem e Kaartenhaus aus 38 Einzelkapiteln, dat beim éischte Wandstouss riskéiert ëmzefallen. An och, wann Der vun enger „Koalitioun vun der Gerechtegkeet an der Wäitsicht“ schwätzt, am Ofkommen fanne mer dëst net. Et ass beschtefalls - d'„Tageblatt“ hat dat esou kommentéiert - „pure Pragmatismus“. An et ass och de Beleg vun enger gewëssener Entzauberung op vagem an „dënnem Äis“, wéi d'„Wort“ geschriwwen hat. Mir sinn also net eleng mat eiser Kritik.

Dir sot nämmlech zu kengem Moment, a wat dann elo Är Visioun besteet. Et gëtt kee kloert Zil. Äre sougenannten „ambitiösen“ Accord ass virun allem just e Katalog vun Einzelmesuren, déi zwar - an dat gi mer gären zou - fir sech eleng geholl, ganz dacks positiv a begrëssenswäert sinn, ...

#### (Interruption)

...mä e Sammelsurium vun Einzelmesur mécht nach keng zesammenhängend Politik aus. An insofern ass dës Programm sécher net ambitiös, well en eigentlech net op déi grouss Zukunftsfroe vun de Leit zefriddestellend äntwert, a virop net op déi dach zentral Fro, déi Der lech jo selwer och als Leitmotiv ginn hutt: „Gambia, wéi häls Du et da mam Wuesstum?“

An do kënnen dann och déi flottste Gratiemesuren de politesche Vide vun dësem Schéiwiederpak net méi verstoppen. Am Géigendeel, si verdäitlechen u sech d'Konzeptlosegkeet just nach, amplaz se ze verstoppen.

An anere Wieder: D'Stuff vum Haus gëtt zwar schéin dekoréiert an et gëtt vläicht och nach tapezéiert, mä et gëtt net gekuckt, ob vläicht e Lach am Daach ass oder ob d'Haus op de Wuesstum vun der Zukunft virbereet ass, an och net, ob d'Haus Lëtzebuerg wiederfest ass fir eng Zäit, an där et vläicht net esou gemittelt ass wéi haut. Ech kommen nach drop zrëck, mä d'Haaptsaach ass hei, wéi gesot, d'Fassad an den Dekor an der Stuff.

Sou! „Stuff“ ass e gutt Stéchwuert, Här President, well ier ech mech elo weider mam Koalitiounsaccord beschäftegen, wëll ech fir d'Éischt lech als neie Chamberspräsident vun dëser Plaz am Numm vun der CSV-Fraktioun an och a mengem perséinlechen Numm all Guddes wënschen an eng gutt Hand a bonne Chance!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools!

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- President vun der Chamber ze sinn, heescht net nëmmen, éischte Bierger vum Land ze sinn, mä och éischte Moderator vun der Demokratie an eise Land a méi präzis an der Chamber, der gudder Stuff vun eiser Demokratie, an dat natierlech op eng méiglechst iwwerparteilech an duerchaus op eng „volleksno“ - wéi Der dat alt emol esou sot - Aart a Weis. Duerfir wënsche mer lech eng glécklech Hand, an der Hoffnung, datt mer wierklech alleguer heibannen eis gutt Kannerstoff net virun der Chambersdier vergiessen!

Mir hoffen doriwwer eraus och op eng fair Behandlung vun der Oppositioun a vun Zäit zu Zäit ...

► **Une voix**.- A mir och!

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- ... och op dat néidegt Fangerspëtzegefäll ...

Hat nach ee gesot: „Mir och!“?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Ma mir hoffen dat och, dass mer gutt behandelt ginn.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- „Vun der Oppositioun“, hat ech gefrot. Dir sidd jo an der Majoritéit.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Dat zielt och vice versa.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- ... op dat richtegt Fangerspëtzegefäll dann och beim Ausleeë vun eise Reglement, wann d'Debatt an der gudder demokratescher Saach wierklech drénglech ass. An an dësem Sënn nach eemol: bonne Chance an op eng gutt Zesummenaarbecht!

Bonne Chance wëll ech awer och, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Statsminister an all senge Ministere wënschen. Mir wäerten, Här Statsminister, bei lech sinn, wann Dir mat Ärer Politik bei de Leit sidd.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**.- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Dat ass dee konstruktiven Deel vun eiser Oppositioun.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**.- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Mä mir wäerten lech ...

#### (Hilarité)

Mä - ech halen elo net op - mir wäerten lech awer och genesou kloer kritiséieren, wann Der eiser Meenung no mat Äre Mesurë manner no bei de Leit sidd an an eisen Aen eng schlecht Politik fir d'Bierger an dësem Land maacht. Dat ass eis Aufgab als gréisst Oppositiounspartei, mä och als gréisst Fraktioun insgesamt an dësem Haus. An dës Aufgab/Erausfuereung huele mer zwar net ganz fräiwëlleg un, mä mir huele se un a mir maachen déi mat deem noutwendege Verantwortungsgéfill, esou wéi dat sech enner Demokraten an enger Demokratie och gehéiert.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- An ech hunn et grad scho gesot: Et wäert eng konstruktiv-kritesch an och eng fair Oppositioun sinn, gläichzäiteg awer och - a wann ee mech kennt, da weess een et - eng Oppositioun heiansdo mat oppenem Visiër an engem direkten an däitlechen Toun. Dat ass da vläicht mäin Éisleker Blut, wat ech mat op de Krautmaart bréngen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Nach wäerte mer, Här President, och a grad an eiser Oppositioun eise Wäerter a Prinzipien trei bleiwen. Mir wäerten no bei de Leit an hiren Alldagssuerge sinn, well bei eis stinn d'Leit an hir Familljen ëmmer am Mëttelpunkt. An duerfir sti mer och fir eng Politik vu Fräiheet, vu Gerechtegkeet, Solidaritéit, Wäitsicht, Verantwortung, Oppenheet an Toleranz.

A fir dës genannte Wäerter - an nach vill méi - sti mer! An dat heescht fir eis „chrëschtlech-sozial“! A mir bedauere wierklech ausdrécklech, datt mer dowéinst um LSAP-Kongress als „Pafen“ diffaméiert gi sinn.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Eng Bezeichnung, déi jo laut Duden eendäiteg ofwärtend gemengt ass!

► **Une voix**.- Wat war domat gemengt?

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Très bien ? Meng Ausso war „très bien“, datt mer dat bedauern.

#### (Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Esou schaaft ee jiddefalls keng gutt Ausgangssituatioun fir dës Regierung an och kee gutt Klima vun Zesummenaarbecht an dësem Haus, a scho guer net, wann een och nach ënnert dem Sigel vum „Zesummen“ an d'Wahle gaangen ass.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Oppositioun ass fir eis kee Prinzip, fir d'office alles schlechtzemaachen. Et ass vill méi en Auftrag, fir Guddes ze ennerstetzen a Schlechtes méiglechst ze verhënnern, bëides, wéi gesot, am Interess vun de Leit an iwwregens och vum Regéiere selwer, well wéi eis franséisch Nopere soen: « du choc des idées jaillit la lumière ». Am beschte Fall wär dës eng konstruktiv-kriteschen Echange dann u sech eng Win-win-Situatioun fir jiddwieren hei am Land. An dat hätte mer alleguer gären. An dann hätte mer gutt heibanne geschafft.





Här President, gutt geschafft huet bei de leschte Wahlen, aus deenen dës Chamber jo ervirgeet, net jiddwereen. Vill vun eis, mir inklusiv, sinn hanner hire Wahlziler zrëckbliwwen. An dat gëllt och fir zumindest zwou vun deene sougenannten „Gambia“-Parteien, déi haut dës Regierung an dës Majoritéit stellen: d'DP a méi nach d'LSAP. Just déi gréng hu kloer an daitlech gewonnen. An duerfir wëll ech och deene Gréng gratuléieren.

Mä dat gëllt, wéi gesot, net fir jiddwereen. An och wann ech jo gär géif Gambia als Ganz gratuléieren - ech ginn awer éierlech zou, „gären“ ass e bëssen iwwerdrifwen -, ...

**(Interruption)**

... esou kann ech et awer och souwisou net, well Gambia huet als Ganz net gewonnen. Si hunn als Ganz och verluer a sinn och net gestärkt ginn, och wann dat emol heiansdo behaupt gëtt.

Well obschonns déi gréng d'Koalitioun gerett hunn, esou huet dach awer Gambia verluer an huet elo just nach zu dräi Parteien 31 Sëtz an dësem Parlament. An dat ass eng denkbar knapp Majoritéit.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Här President, wannechgelift, kann ech eng Remark maachen oder eng Fro stellen?

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Bausch, wannechgelift.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Entschëllegt, Madamm Hansen, datt ech lech ënnerbriechen. Ech wär wierklech frou, wa géif opgehale ginn, d'Regierung als „Gambia“ ze bezeichnen. Mir sinn eng demokratesch gewielte Regierung.

**(Exclamations)**

Jo, wann dat an der Press, an der Öffentlechkeet ass ...

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- D'CSV dierf een awer als „Pafen“ bezeichnen? Jo, jo!

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Wa mer virdrun diskutéiert hunn iwwert déi Terminologie vun den „Pafen“, da verlaangen ech genausou respektvoll, datt och d'Regierung als eng demokratesch gewielte Regierung besteeënd aus CSV, DP an - pardon -, ...

**(Hilarité)**

... LSAP, DP an déi gréng ...

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Also, CSV/DP ass déi nei Regierung!

**(Hilarité)**

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Madamm Hansen, ech wär frou - dat wier eng Demande un ech -, wa mer an der Zukunft géifen hei am Parlament d'Regierung als dat gesinn, wat se ass, näamlech eng gewielten, demokratesch legitiméiert Regierung!

**(Brouhaha)**

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Här Bausch, ech sinn een oppene Mënsch an ech probéieren, datt mer dat Wuert dann haut net nach eng Kéier erausrutscht. Mä wann et mer erausrutscht, da wëll ech mech dann elo schonn eng Kéier entschëllegen. Ech soen dann „Rout-blo-gréng“ ...

**(Brouhaha)**

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat gëllt och fir d'„Pafen“.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ben, ech sinn u sech méi en oppene Mënsch wéi dann d'LSAP, déi sech net entschëllegt huet.

Sou! Rout-blo-gréng huet am Ganzen net gewonnen. Si hu just nach 31 Sëtz, déi denkbar knappste Majoritéit. A mat dëser knapper Majoritéit vun 31 Sëtz wëllt dës Regierung jiddefalls eist Land an Zukunft regéieren. Do kënnt et definitiv net nëmmen op all Sëtz un, mä och op all Stëmm! Do ass keng Plaz fir Spillereien an Egotrippen.

Gläichzäitig huet awer all Deputéierten hei vun der Majoritéit eng enorm Muecht! Am Prinzip huet all Deputéierten e Vetorecht. A mir kënne just hoffen, datt dat net wéi op anere Plazen an der Welt zum absolute Stëllstand féiert, well dat wär schlecht fir eist Land!

A wann ech scho bei deenen eenzelnen Deputéierte sinn, da wëll ech och hei soen, datt u sech d'Majoritéit wierklech frou ka sinn, datt d'Madamm Tess Burton vun der LSAP nu wierklech net empfindlech ass an hirer Partei awer trei bleibt, an dat obschonns datt si net

ganz fei behandelt ginn ass. Esou ass zumindest den Androck vu baussen.

An der Öffentlechkeet seet den Här Schneider zwar, si hätt x Ressorten ugebuede kritt an hätt kee gewollt. Den Här Kersch seet sengersäits, si wär eng jonk Mamm an hätt elo aner Saachen ze dinn, wéi Minister ze ginn. Elo just eng Klammer: Déi Ausso fannen ech definitiv, wa mer iwwer Chancégerechtkeet schwätzen, net grad richtig op der Plaz!

Abee, wann d'Madamm Burton sech dat net hätt wëlle gefale loosse a géif als onofhängeg Deputéiert an der Chamber bleiwen, da wär et dat schonns gewiescht mat ... Ech soen d'Wuert dann elo net.

Dat war elo keen Opruff! Dat war just eng Illustratioun vun der potenzieller Wackelgefor.

**(Brouhaha général)**

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Si schéngen Angscht ze hunn!

► **M. Gilles Baum** (DP).- Macht lech keng Hoffnungen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Madamm Hansen! ... well da géif et se jo net méi ginn.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Jo, richtig. Richtig, Här Gibéryen!

Sou! Dat war also just eng Illustratioun vun der potenzieller Wackelgefor vun der Majoritéit. An ob dat gutt ass fir dëst Land, dat sief dohigestallt.

Ech bleiwen awer nach e bësse bei der LSAP.

**(Brouhaha général)**

An u sech, Här Chamberspräsident, wär ech och frou, wann Der vläicht eng Kéier géift zu den Hären a Madammen och an der Regierung an den Deputéierte soen, si solle mer nolauscheren.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Kolleginnen a Kollegen, ech bieden lech, zu där gewinnter Souveränitéit zrëckzekommen.

**(Plusieurs voix.- Ooh!)**

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Sou! D'LSAP wollt mat hirem Spëtzekandidat de Premier stellen. Dese Spëtzekandidat huet am Zentrum 14 % verluer. Ech hat opgepasst am „Kloertext“.

► **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*.- ... iwwer Äre Spëtzekandidat, Madamm Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Dir kënnt dat nach alles maachen, Här Schneider.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- En huet zwar méi Stëmme kritt wéi Dir!

**(Brouhaha)**

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech schwätzen elo emol iwwert d'LSAP.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Et ass onméiglech, wéi hei ënnerbrach gëtt!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Eise Spëtzekandidat huet ganz kloer gewonnen. En huet bäigewonnen.

► **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*.- Bei der ADR, do ass keng ...

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Sou! Also, an de Spëtzekandidat vun der LSAP huet ganz genau zwielef Stëmme méi ...

**(Interruption par M. Étienne Schneider)**

Jo, dozou komme mer nach, bei de Wielerwëhlen. Dozou komme mer nach!

**(Brouhaha)**

En huet ganz genau zwielef Stëmme méi wéi eis jonk Kandidatin, d'Elisabeth Margue, wat esou just net erakomm ass.

En huet och manner Stëmme wéi de Paul Galles, eisen Newcomer hei an der Chamber. D'LSAP huet dräi Sëtz verluer. Si ass op engem historieschen Déif ukomm mat zéng Sëtz.

► **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*.- Dir dach och!

**(Brouhaha)**

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech kommen nach dozou.

Den Här Bodry, deem seng Analysen ech meeschtens schätzen - Här „Boodry“, pardon! -, hat iwwerregens virun de Wale gesot, datt, wann d'Unzuel vu Sëtz fir seng Partei géif eelef oder manner ginn, da wär et ubruecht, an d'Oppositioun ze goen. Sou, meng mathematesch Kenntniss soe mer: zéng ass manner wéi eelef!

**(Plusieurs voix.- Très bien !)**

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Do ginn et da bei der LSAP aner Interpretatiounen, mä do hate mer jo schonn aner Problemer mat den

Zuelen. Do gëtt et jo nach Beispiller vu virun de Wahlen.

D'CSV huet, wéi gesot, och net gewonnen. Och mir hunn zwee Sëtz verluer. Dat ass esou, mä mir hunn awer 21 Sëtz. Dat ass esou vill wéi DP an déi gréng zesummen. Mir sinn also bei Wäitem déi stärkeste Partei hei an der Chamber an och déi Partei, déi déi meeschte Wieler hanner sech huet.

**(Plusieurs voix.- Très bien !)**

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- U sech krut d'CSV doduerch och e Regierungsoptag, mä och do huet Blo-rout-gréng de Wielerwëllen anescht interpretéiert. Ben, dat ass hiert gutt Recht, mä politesch war an ass et eiser Meinung no awer net wierklech dat, wat d'Leit wollten! Mir haten ebe just keng „minorité de blocage“ fir Gambia II - pardon! - ze verhënnere.

**(Hilarité)**

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Et steet nun emol eben esou do.

**(Hilarité)**

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Sou! Mä elo keng Angscht! Dat hei gëtt keng Leier, weder an dëser Ried nach an deenen nächste fënnef Joer. Ech wollt et just eemol kuerz soen, datt et elo nach eng Kéier an dem Verbatim an Erënnerung eruff gëtt! An ech wollt nach eemol widerhuelen, datt mer och an der Oppositioun eise Wieleroptrag eescht huelen.

Eng Oppositioun ass fir eis keng „traversée du désert“, esou wéi et alt schon emol genannt ginn ass, well ech hunn et definitiv méi mat de Leit wéi mat der Wüüst. Also, et wäert eng Oppositioun sinn no bei de Leit. Mir wäerte vun Ufank un eis Oppositiounsaarbecht, eis Kontrollfunktoun vun der Regierung, déi jo während deene leschte Wochen nu wierklech net zu eiser Zefriddenheet konnt gemaach ginn, mat voller Energie am Sënn vun eisem Land an och vun eise Wieler maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech elo op de Regierungsprogramm u sech ze schwätze kommen, wëll ech awer nach kuerz op d'Zesummesetzung vun der Regierung kommen, well och hei hu mer et jo mat engem gewëssene Wuesstum ze dinn, zumindest net mat enger Decroissance.

A schonn erëm eng Kéier hat d'LSAP an hirem Wahlprogramm stoen, d'Regierung soll sech aus maximal 15 Regierungsmemberen zesummesetzen. Den Här Bettel hat op RTL - ech hunn dat nach eng Kéier nogelauschtert - am „Kloertext“ mam Claude Wiseler gesot, wéi d'Madamm Mart de Claude Wiseler gefrot huet, wéi eng Regierung sollt zesummesat ginn, mat wivill Leit, a wou de Claude Wiseler sot: „12 bis 15“, du sot den Här Bettel: „Dat wäert lech elo net gefalen, mä datselwecht!“

Ben, ech géif emol soen: Eng kloer Ausso virun de Wahlen! Mä kuckt lech déi zweet Rei un! Si ass net geféelt, well do feelen e puer Leit. Et stinn näamlech manner Still do, wéi Leit an der Regierung sinn. Mir hätte bal misse bäibauen, wa se ëmmer alleguer hei wäeren.

Fakt ass op jidde Fall, datt d'Politik no de Wahlen dacks de Contraire ass vun där virun de Wahlen. Bekämpfung vun der Politikverdrossenheet jiddefalls gesäit anescht aus! Elo hu mer also eng Regierung mat 17 Ministere. E klinge Verglach: An Däitschland mat knapp 83 Milliounen Awunner hunn eis Noperen deisäit der Musel eng Regierung mat just 15 Ministere, ...

**(Interruption)**

... mä bei dräi Parteien an enger Regierung muss ee warscheinlech vill Posten hunn, fir jiddweree placéiert ze kréien.

**(Interruption)**

Et ass eng Regierung also vun der Erweiderung, fir mat manner Stëmmen eng kleng Erneuerung op allen Niveaue kënnen ze maachen.

**(Brouhaha)**

„Méi mat manner“, wéi dat bei der DP emol housch, ass jiddefalls out.

An nach eppes kënne mer ënnert d'Rubrik vum negative Renouveau verbuchen, näamlech de Fait, datt mer zwee Vizepremierer hunn. Ech weess net, wéi dat ze erklären ass. Packt ee Vizepremier hei zu Lëtzebuerg d'Aarbecht net méi eleng? Mä dat kënnt Dir eis jo erklären.

**(Interruption)**

An da kommen ech och nach eng Kéier bei d'Besetzung vun de Posten.

► **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*.- Et ass ee méi schéi wéi deen aneren, Madamm Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Esou wéi ech am Ufank där ganzer Regierung gäre feliciteiert hätt, wou ech et awer net konnt, well se

jo awer net gewonnen huet, géif ech och elo gäre behaupten, datt d'Regierungszesummesetzung ganz kloer géif dem Wielerwëllen entsprechen, mä och dat kann ech net maachen: Et ass zum Deel näamlech genau de Contraire. An dat spigelt dat allgemengt Demokratieverteesdemech vun deenen dräi Parteien erëm.

Ech weess, et stëmmt, datt mer formal-juristesche de 14. Oktober eng Chamber gewielt hunn a keng Ministere gewielt hunn. Mä ech wëll awer nach eng Kéier e puer Remarken dozou maachen: Mir waren a sinn nach ëmmer der Meenung, datt ee Minister wuel ka vu baussen erageholl ginn. Do kann ech jo schlecht dergéint sinn.

**(Plusieurs voix.- Aah!)****(Une voix.- Très bien !)**

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech ginn elo léiwer net drop an, ech hat do näamlech deemools ... Ech kann dat awer soen: Ech hat näamlech dunn deemools och ganz haart Kriticken awer kritt. Ech war als „drëtte Choix“ deklasséiert ginn. Also, ech komme jo aus der Landwirtschaft ...

► **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*.- Dat war awer net fein.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- ... an den drëtte Choix, dee gëtt definitiv, mengen ech, iergendzwousch entsuert. Mä wéi ee gesäit: En drëtte Choix kann och nach iwwerliewen!

Sou! Mir soen also: „Leit vu baussen ass gutt“, mä spéitstens wann d'Ministere mat an d'Wahle ginn, da seet de Wieler eis awer, ob déi Leit sollen an der Regierung bleiwen oder net. An hei war de Message jo awer deelweis méi wéi kloer!

Well wann de Wieler een net an der Chamber wëllt, da wëllt en ee sécher och net an der Regierung. Dat ass keng Verfassungsfro, datt ass just eng politesch Fro. Eng Fro vum Respekt virum Wieler.

De Wieler huet säi Wëllen de 14. Oktober och kloer ausgedréckt; zum Beispill betreffend d'Madamm Closener oder och d'Madamm Mutsch oder och den Här Hansen. A gëscht hunn ech de Radio gelauschtert. Den Här Hansen sot, en hätt esou vill Stëmme bäigewonnen. Da muss ech awer soen: Wann en elo net esou vill Stëmmen hat an et gewënt een der vill bäi, dann huet een der awer nach net onbedéngt vill an dann ass een awer nach net onbedéngt an d'Chamber gewielt.

**(Interruption)**

De Wieler huet dann och verschidden Deputéiert net méi zrëckgewielt. Natierlech ass et och ...

► **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*.- Madamm Hansen, hutt Dir eng Bezirkskongressried hei?

**(Brouhaha général)****(Plusieurs voix.- Här President!)**

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- D'Madamm Hansen huet dach d'Wuert an net d'Regierung! Si froe sech d'Wuert emol net!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift!

**(Une voix.- Mir hunn e Plang!)**

► **Une autre voix.-** Kënnst Der d'Madamm Hansen schwätze loosse?!  
► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Jo, neen. Ech wëll hei drun erënneren, datt mer hei an der Chamber sinn ...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Aah!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... an net op engem Parteikongress an och net op engem Joermaart. An et wier am Fong geholl ze wënschen, datt d'Riednerin géif ausschwätze gelooss ginn. Jiddwereen huet herno nach genuch Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Merci villmools!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Aah!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... an net op engem Parteikongress an och net op engem Joermaart. An et wier am Fong geholl ze wënschen, datt d'Riednerin géif ausschwätze gelooss ginn. Jiddwereen huet herno nach genuch Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Merci villmools!

**(Plusieurs voix.- Très bien !)**

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President. Sou! De Wieler huet dann och verschidden Deputéiert net méi zrëckgewielt. An et ass natierlech Är Decisioun, wéi Der domadder emgitt, ob Der op de Wieler lauschtert oder ob Der bewusst net op de Wieler lauschtert. Bei deenen engen hutt Der drop gelauschtert, bei deenen aneren net. Esou oder esou ass et méi wéi gelungen, datt Ministere, déi emol net erëm an d'Chamber gewielt goufen, awer an eng Regierung kommen. Eng modern parlamentaresch Demokratie gesäit op jidde Fall anescht aus. Si fënn an der Wahlkabinn statt an net an den Hannerzëmmere vu verschiddene Parteien!

Dobäi héiert ee leider a leschter Zäit vu ganz ville Leit, an dat net nëmmen op de soziale Medien: „Ech ginn net méi wielen. Déi maache





souwisw, wat se wëllen.“ A mat all deem, wat ech grad beschriwwen hunn, stærkt een dës Politikverdrossenheet, jo, de Politikfrust. An dat ass net gutt fir eist Land! An et ass allemol kee gudder Start fir dës nei Regierung, wa Parteien, déi vermeintlech gäre méi Participatioun vum Wieler hätten, vun Ufank u bewosst de Wielerwëllen ignoréieren. Mä et geet jo awer anscheinend net ëm d'Käpp, mä ëm d'Inhalter. Oder hunn ech eppes falsch héieren?

An da wëllt Der wierklech analyséieren, firwat esou vill wäiss Ziedele bei de Wahlen derbäi sinn! Ech mengen, hei kënt Der lech emol eng kéier selwer mat der eegener Nues huelen. Hei géif e bësse Selbstkritik verbonne mat e bëssen Nolauscheren duerch déi oppe Fënsteren duergoen, well Participatioun - dat hunn ech an der leschter Legislaturperiod schonn heiansdo dem Här Meisch gesot, mä dat soen ech dann haut der ganzer Regierung - heescht net nëmme, d'Leit matschwätzen/matstëmme loossen. Dat heescht och, op d'Leit lauscheren, op de Wieler lauscheren an och deementspriedend handelen, grad wann een och d'Demokratie an engem Parteinumm huet.

Dann awer elo zum Koalitionsaccord.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - An hei hu mer et jo mat engem zolitte Wuesstum ze dinn, zwar just an der Säitenunzuel vum Programm - vun 204 op 246 Säiten -, mä nach laang net an der Qualitéit. An hei si mer eis definitiv net eens. Ech widderhuele mech: Dir sot, Äert Ofkommes wär „ambitiéis“. Mir soen: „Et ass zwar en décke Pak, awer nëmme kleng Visiounen.“ Dir sot, Ären Accord wär „ambitiéis“. Mir soen: „Ambitiéis ass e just, wat d'Zuele vum Budget ugeet.“

En ass virun allem voluminéis, Stéchwuert „Wuesstum“, awer dacks e Wuesstum vum Belibgeket: Esou gëtt am Accord 120-mol „analyséiert“, 90-mol ginn „Etüden“ an d'Gespréich bruecht, 26-mol „le cas échéant“, 20-mol „eventuell“, 19-mol „examinéiert“, 18-mol „refléktéiert“ an esou weider. Am Kloertext: Et gëtt also nach ganz vill Punkten, wou mer nach net wëssen, wou de Wee wäert higoen.

Da sinn awer eng Partie ganz sympathesch Ukënnegungen am Accord dran. Dat mussen a wëlle mer och kloer unerkennen. Genee dës Ukënnegung si jo och direkt an d'Press komm. Ech denken hei un de gratis ëffentlechen Transport, gratis Maison-relais, gratis Museksunterrecht, de Club-Bus a last but not least och un déi ugekënnegt nei Steuerreform mat just enger Steuerklass a kee verléiert, och wann dat e bëssen no der Quadratur vum Krees ausgesäit.

Ech hunn et ganz am Ufank scho gesot: Och als CSV begrësse mer de Prinzip „Wann et dem Land gutt geet, soll et och de Leit gutt goen“. Dat ass gutt a richteg esou, mä wéi esou dacks läit den Däiwel bekanntlech am Detail. An do liese mer, trotz deenen 246 Säiten, ganz wéineng. Mir sinn allerdéngs ëmmer vum Prinzip ausgangen, datt et de Leit och nach soll gutt goen, wann et dem Land eng kéier méi schlecht geet. Dat versti mir emol ënner verantwortungsvoller antizyklischer Politik: de berüümtberüchtgten „Apel fir den Dusch“ op d'Säit leet fir méi schlecht Zäiten.

De laangjäregen Direkter vun der Steierverwaltung, den Här Heintz, sot jiddefalls op RTL, d'Steierklass 2 fir jiddwereen, dat wär den Idealfall, mä dat wär finanziell net denkbar. Dës Regierung geet awer an déi Richtung. Déi allgemeng Fro, déi sech haut dann hei stellt, ass ganz einfach: An där leschter Legislaturperiod hate mer en duerchschnëttleche Wuesstum vun 3,5 %. Eis Statsschold huet awer an absoluten Zuelen nach zougoholl. Direkt no de Wahlen - et war kee ganz schlechten Timing - sinn dunn d'Prognose fir de Wirtschaftswuesstum no ënne revidéiert ginn. Dës Koalitionsaccord gesäit elo awer virun allem nei Depensen ouni erkennbar Géigefinanzéierung vir. A fir et gedam ze soen: D'Zil, fir d'Statsschold ënner 30 % ze halen, ass nu wierklech alles, mä net ambitiéis!

D'Fro, déi sech dann natierlech stellt, ass vereinfacht gesot: ...

**(Interruption)**

Hëlt dës Schold an den nächste Joren ...

Ech schwätzen elo emol virun, Dir hutt herno Zäit.

Hëlt dës Schold dann elo an den nächste Jore weider zou? Oder brénge mer et vläicht fäerdeg, een Deel vun der Schold zréckzebezuelen?

Mä souwuel d'Äntwert wéi och d'Dalieren heifir si vermutlech an der „kopernikanescher Virwëtzut“, wéi mäi Fraktiounskolleeg Gilles Roth dat nennt. An hie wäert och duerno am Detail op d'Finanzen, de Budget an och d'Steierpolitik agoen.

Vu mir duerfir just ee Saz: Fir d'CSV-Fraktioun bleift de Grondprinzip vun der Gerechtegheet bei all Steuerreform zentral. Doraus ergëtt sech eng Prioritéit, fir déi kleng Akommissen ze entlaaschten, an datselwecht géllt och fir de Mëttelstand an och fir d'Mëttelschicht. Mir verschléissen eis also kengesweegs enger Entlaaschtung vun de Leit, do, wou se ubruecht ass, ganz am Géigendeel!

E weidere Kritär ass dee vun der ekonomescher Kompetitivitéit, déi mer wëllen oprechterhalen. An idealerweis sinn all dës Elementer an engem méiglechst optimale Gläichgewicht ausbalancéiert. Mä wéi gesot, den Här Roth an duerno och nach den Här Léon Gloden wäerten hei nach am Detail drop agoen.

Verantwortungsvoll Politik heescht awer och: Wann et dem Land gutt geet, muss Lëtzebuerg och zukunftsfit gemaach ginn. An ech weess u sech aus eegener Fitnesserfahrung, datt dat net vum selwe geet. Zukunftsfit ass awer wichteg, well wann emol den „wirtschaftleche Klimawandel“ kënt, an dee kënt genausou sécher wéi dee vun eiser Ëmwelt kënt, da kann et net sinn, datt mer dann eréischt feststellen, datt eis Zukunft op konjunkturellem Sand gebaut ass.

Duerfir ass et wichteg, jo zentral, Här President, datt mer eis nieft der Fro vun der kuerzfristeger Finanzéierung och d'Fro stellen: Wou wëlle mer histeieren?

Als e weidert Leitmotiv huet dës Regierung jo och d'Wäitsicht zumindest als Begrëff genannt. Mä vläicht sinn ech jo och nëmme ze vill kuerzsiichteg - ech hunn zwar schonn ee Brëll un -, well, wouhinne dës Wäitsicht da soll féieren a wouranner se iwwerhaapt besteet, ass fir eis beim beschte Wëllen net ze erkennen.

Keen aneren awer wéi de François Bausch sot 2009 richtegerweis - an dat soen ech elo net ironesch -, datt mer an deemem Land net nëmme eng iwwerflächlech Diskussioun iwwert d'Wirtschaft am enke Sënn bräichten, mä och grad eng méi fundamental Debatt iwwert de Wuesstum; fir domadder dann och d'Fro zumindest am Usaz ze beäntweren: Wou wëlle mer histeieren? Wéi ee Wuesstum wëlle mer?

Keng kloer Äntwert awer an deemem Koalitionsaccord! An deem Kontext wëll ech, Här Staatsminister, och un Är viregt Regierungserklärung erënneren, wou Der gesot hutt, datt elo endlich Schluss wär mat der Politik mat der Strenz an datt elo géif zilorientéiert Politik gemaach ginn.

Mä wou, wannechgelift, sinn dës Ziler konkret? Mä vläicht sinn déi wierklech Ziler jo mat deem ganzen „Gestrenz“ ënner Waasser gesat ginn. Zumindest si se net direkt erkennbar.

Bei deemem Schéiwiederpak fanne mer op jidde Fall keng kloer, kohärent Aussoen zu de gesaten Ziler an dem Wuesstum. Wéi will Wuesstum brauche mer? Wéi vill Wuesstum wëlle mer? Wéi kënnen mer dese Wuesstum steieren? A virun allem: Wéi kréie mer méi produktiven, qualitativen an inklusive Wuesstum?

Mä wéi och ëmmer déi eenzel Äntwerte wäerten ausfalen, mat deemem Schéiwiederpak ass zumindest eppes kloer: Mir brauchen och an den nächste Joren ee ganz zolitte Wuesstum, fir dës „Dräier“-Katalog - sou nennen ech et dann - kënnen ze stemmen.

Här President, och an där zentraler Wuesstumsfro hu mer jo och Gemeinsamkeeten. Mir sinn eis eens, datt mer musse wuessen, mir soe just: virun allem an eiser Produktivitéit.

An do bedauere mer ausdrécklech, datt laut EU-Kommissioun d'Produktivitéit an den nächste Joren hei zu Lëtzebuerg wäert ofhuelen an net zouhuelen. An esou erreche mer iwwergens och kee qualitative Wuesstum, deen eis Visioun als CSV ass an deen e méi breede Wuesstum vum gesellschaftleche Wuelstand ëmfaasst, an net nëmme dee vum PIB.

A mir gesinn net, wéi dës Regierung dat mat hirem Schéiwiederpak kéint ëmdreien, emol virausgesat, si géif et iwwerhaapt wëllen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun de Wahlen goufen d'Leit gefrot, a wéi enge Punkte si sech Äntwerte vun der Politik géifen erwaarden. Nu kann een natierlech vun Ëmfroen halen, wat ee wëllt, ...

**(Hilarité)**

... an Dir hutt recht, datt se de 14. Oktober definitiv falschlouchen, mä grad awer a Prioritéitsfroen, mengen ech, si se awer en Indikator. An op alle Fall stoungen hei op éischer Plaz - wie wonnert et? - de Logement, d'Mobilitéit an d'Education. A keng Lëtzeburger Zukunftsvisioun, déi d'Strooss hält, kënt ouni dës Punkten aus.

Ufänke wëll ech mam Logement. An hei wënschen ech eis - well et ass jo elo geschwé Chrëschttag - e bessere Logementsbilan wéi bei der leschter Regierung. Mir wäerten d'Regierung jiddefalls un hire Resultater moossen a

mir erwaarden eis, datt dës kéier definitiv Tatsaache geschafe ginn an net mat falschen Zuelen operéiert gëtt, déi e bëssen zumindest ze vill blo a schéigemoolt waren. Mir wënschen dann do der grénger Ministesch eng gutt Hand.

Tatsaach ass op jidde Fall, datt duerch eisen demografesche Wuesstum, deen Dir, Här Staatsminister, jo och gëschter beschriwwen hutt, d'Nofro nach weider wäert klammen, an dat rapid. D'Offer klëmmt dogéint net esou séier. An dofir klammen natierlech och eis Präisser. Ech mengen, dat ass relativ einfach verständlech.

En normal verdéngende Mënsch, eng normal verdéngend Famill ka sech kaum nach en Eegenheim hei zu Lëtzebuerg leeschten. An dat ass dramatesch! Well grad zu Lëtzebuerg gehéiere jo awer déi véier Maueren och zu eiser Kultur an u sech net nëmme zu eiser Kultur vum „Hunn“, mä och zu eiser Kultur vum „Sinn“. Et muss also u ganz ville Riedercher gedréit ginn. Fir d'Éischt musse mer eist Ugebuert erhéien a virun allem och méi séier bauen.

Mir begrëissen, datt dës Regierung weider Moosnamen annoncéiert huet. Dobäi fanne sech gutt an och manner gutt Iddien am Koalitionssofkommes. Ech kann net op all Detail agoen. Mir hu ganz vill an eisem Wahlprogramm stoen. Ech wäert deen awer elo sécherlech net hei virliesen.

Mir begrëissen, datt nieft de bestoenden Akteuren, dem Fonds du logement, der SNHBM, och d'Gemenge méi Verantwortung sollen iwwerhuelen, och datt si an deem Sënn sollen iwwer eng Cellule vum Ministère Berodungshëllef kréien. Eppes Aänlech hate mir och an eisem Wahlprogramm virgeschloen.

Am Allgemenge soll méi Logement locatif geschafe ginn. Och domadder si mer als CSV averstanen. Allerdéngs musse mer gläichzäiteg de jonke Familjen, déi en Eegenheim wëlle kafen, och Ënnerstützung bidden. Mir brauchen u sech e gudder Mix tëschent Locatif a Vente.

Iwwert de Pacte Logement sollen d'Gemengen an deem Sënn verstärkt ënnerstützt ginn. Och dat begrësse mer. Mir wëssen elo do nach keng Detailler. Mir sinn da gespaant, wann déi kommen.

Weider wëlle mir als CSV, an Dir och, weider Forme vu Logementer fërderen. Do ware mer als CSV souguer méi wäit gangen. Mir hate gefrot, fir eng gesetzlech Basis ze kréie fir d'Wunngemeinschaften.

Dann daucht awer Äre Koalitionsaccord erëm plazeweis an de vagen Niwwel an. Onkloer ass zum Beispill: Wéi soll déi méi dicht Bauweis am Aménagement communal erreecht ginn?

D'Méiglechkeet, fir d'Statsgarantie eropzesetzen, soll analyséiert ginn. Ech mengen, den Här Staatsminister sot gëschter, se géif eropgesat ginn. Dat heescht, ech denken, d'Analys ass scho gemaach?

Wat heescht « location temporaire (veuillez lire : location temporaire de terrains) à bâtir en friche »? Déi soll analyséiert ginn. D'Opportunitéit, fir de bëllegen Akt beim Kaf vun enger Éischtwunneng eropzesetzen, soll analyséiert ginn. An esou weider.

Da vläicht just ee Wuert zur Ëmännerung vun der Grondsteier, fir géint d'Spekulatioun virzegoen. Ech wonnere mech, datt d'DP elo mat dëser, ech nennen et awer „Spekulatiounstax“, averstanen ass. Ech ka mech do nach un Table-ronde erënneren, wou gesot ginn ass, mat enger DP kéim dat op kee Fall a Fro.

Als CSV hu mer ëmmer gesot, datt mer esou eng national Tax, fir géint d'Spekulatioun virzegoen, bräichten. Allerdéngs hätte mer och gären Ausname gehat fir Flächen, déi d'Eltere fir hir Kanner hunn, oder och fir d'Flächen, déi an der Landwirtschaft sinn. Dës Ausname gesi mer elo hei net. Vläch kommen déi nach. Mir wäerten dat jiddefalls am A behalen.

An dann nach kuerz zum Virkafsrecht. Datt e Stat e Virkafsrecht brauch, fir virunzekommen, dat ass fir eis evident. Mä wat heescht: „De System soll vereinfacht ginn a falls noutwendeg adaptéiert ginn“? Wat heescht „falls noutwendeg“? Wéini ass dat?

Als CSV ass et fir eis wichteg, datt dat Virkafsrecht just fir déi Terrainen zielt, déi tatsächlech gebraucht ginn, an net ëmmer fir déi ganz Parzellen, an dat och net nëmme am Beräich vum Logement.

Am Accord steet dann och vill iwwert déi bestoend Projet-d'enverguren, wéi d'„Wunne mat der Wootz“. Ech wëll do just nach eng kéier drun erënneren: Dat hat de Marco Schank scho lancéiert. Et steet awer elo hei näischt dran iwwert d'Erweiderung vun de PAgen, wann d'PAGen emgéännert ginn. Mir soen, datt mer u sech awer méi Terrainen brauchen, fir d'Problemer an de Grëff ze kréien.

Mir bedauern och, datt d'Regierung d'Plus-value-Steier beim Verkauf vun Terrainen an Haiser erëm op 20 % eropsetzt an datt do eisen Amendement, deen de Gilles Roth gëschter abruecht huet an der Finanzkommissioun, vu Rout-blo-gréng refuséiert ginn ass. Dat ass dat falscht Zeechen, wann een Terrainen brauch.

An ech wëll och just drun erënneren: Et gi bestëmmt Leit, déi vläch scho virun zwee Joer wollten Terrainen verkafen. Mä mat eisen éweege Prozeduren hunn déi déi Terrainen warscheinlech elo nach net verkaaft. Déi Leit ginn awer elo direkt bestrooft.

**(Interruptions)**

Mir wäerten op jidde Fall ...

Ma viabiliséiert si se net onbedéngt innerhalb vun zwee Joer!

Mir wäerten op jidde Fall als Opposition dës ganz wichtegen Dossier am A behalen a besonnesch hei konstruktiv kritesch un neie Léisungsvirschléi matschaffen.

Här President, de Statsminister huet gëschter och nach emol plakativ gesot, datt Lëtzebuerg géif am Stau stoen. Ech kann dat u sech all Dag bestätegen. Ech hunn och haut erëm eng kéier annerhallef Stonn gebraucht, fir heihinnerzekommen.

De Problem vun der Mobilitéit léist een awer net iwwert d'Gratuitéit vum ëffentlechen Transport. Mä de Premier ass frou, datt elo déi ganz Welt iwwer eis schwätzt. Soulaang den ëffentlechen Transport keng reell Alternativ fir d'Leit ass, wäerte si sech an de Stau stellen. An do wäerten eis keng kuerzfristeg international Medienoptrëter weiderbréngen.

An nach eppes ass kloer: Mat deem Wuesstum, dee mer brauchen, fir dese Schéiwiederpak iergendwéi géigenzefinanzéieren, wäerte mer dese Stau och an nächster Zäit sécher net Meeschter ginn. Mir mussen den ëffentlechen Transport méi attraktiv maachen. All 40. Zuch fällt aus. Dat ass dramatesch vill!

Gëschter - de Marco, erëm eng kéier e gutt Beispill -, mir hate Fraktiounssetzung, ech mengen, en ass um zwielf Auer ukomm, well e stoung op der Gare an et ass keen Zuch komm. Verspéidunge sinn u sech normal. Hei musse mer dru schaffen an hei hunn déi Leit, déi um ëffentlechen Transport schaffen, definitiv keng Schold.

De Reseau gëtt elo ausgebaut. Dat ass gutt! Et geet awer u sech nach net duer! Mir haten zum Beispill gesot, mir missten d'Stater Gare nach zousätzlech entlaaschte mat engem Bypass. Den Ausbau vun der Nordstreck war fir eis eng Prioritéit. Mir begrëissen och den Ausbau vun de Park & Riden, grad wéi d'Promotioun vum Vélo an och den Ausbau vum Tram. De Ruffbussystem gëtt analyséiert. Hie gëtt elo schonn zwee Joer laang analyséiert. Dee soll endlich kommen! Och d'Elektromobilitéit soll verstärkt ënnerstützt ginn. Och dat begrësse mer.

Awer den Ausbau vum ëffentlechen Transport eleng geet nach net duer. Mir mussen och verstärkt an de Stroossebau investéieren, wéi zum Beispill an den Ausbau vun den Autobunnen op zweemol dräi Spuren, wéi mer dat gefrot hunn.

Ech kommen awer nach eemol zréck op d'Gratuitéit. Et ass net d'Léisung fir eise Mobilitéitsproblem, an awer gëtt et gemaach. Da kann ee sech awer emol d'Fro stellen: Wer soll das bezahlen?

Wien et bestallt huet, wësse mer: d'Regierung! An ech hoffen, datt net herno d'Gemengen - ënner anerem och d'Gemengen - hei musse matbezuelen.

Fir een Deel géigenzefinanzéieren, reduzéiert d'Regierung elo d'Kilometerpauschal.

**(Interruption par M. François Bausch)**

Dat heescht, ...

Här Bausch, loosst mech ausschwätzen!

Si reduzéieren d'Kilometerpauschal ...

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Dat ass net richteg! Liest emol, wat am Koalitionssofkommes steet! Dat steet net do.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech liesen et, a loosst mech einfach ausschwätzen!

**(Interruption par M. François Bausch)**

Lauschtert einfach!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Bausch!





► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Ech hunn och schonn heiansdo geléiert, et muss ee lauschteren an dann ...

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**.- Jo, mä wësst Der, Madamm Hansen, ech lauschteren lech elo schonn eng ganz Woch no an Dir zitëiert et schonn eng ganz Woch falsch!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Wannechgelift!

**(Interruption)**

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Also, wannechgelift, si reduzéieren d'Kilometerpauschal, soen ech dann, a si wëssen nach net esou richtig firwat.

**(Interruption par M. François Bausch)**

Well déi gréng soen: „Et ass net, fir de gratis öffentliche Transport ze finanzéieren.“

**(Interruption)**

Vu roudier Säit héiere mer genau de Géigendeel. An den Här Gramegna hat op RTL gesot: „Et ass esou eppes an der Mëtt.“

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- An deem Fall mengen ech awer, datt déi rout Säit recht huet, well wann ech et awer do am Koalitionsaccord liesen, da steet dat beieneen. A wann dat beieneesteet, da wäert dat jo, soen ech elo einfach, net sinn, fir d'Tamponssteuer herno ze finanzéieren, mä dann ass et, fir dat hei ze finanzéieren. Et ass och egal: Se gëtt agefouert!

An dat ass net de Wee. Well wien treffe mer hei un éischer Stell? De ländleche Raum! Leit mat Kanner, déi flexibel musse sinn! A mir begrëssen och - an ech si jo och éierlech, ech hunn de Koalitionsaccord gelies -, datt Ausnamen drasti fir Leit, déi op Schichte schaffen. Mä wat ass mat deenen aneren?

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**.- Et steet „entre autre“ do, Madamm Hansen, fir déi Leit.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Ma ech si jo frou, wann Der elo schonn annonciert, datt Der dat ännert.

**(Brouhaha général)**

Sou, Här President, misst net eng Kéier ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dir sidd net méi an der Regierung, Här President. Ma neen, et ass dach wouer!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Kolleginnen a Kollegen, ech bieden lech, zu deenen normale Gepflogenheeten zréckzekommen. An dat beinhalt, datt een deen aneren ausschätze léisst an datt mer keng Zwgesprécher féieren. Madamm Hansen, Dir, an Dir eleng hutt d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Merci, Här President.

**(Interruption)**

Sou! Ech hunn also gesot, dat wär net de Wee. An ech géif lech einfach eng Kéier opfuere, alleguer emol eng Woch an de ländleche Raum wunnen ze goen oui Auto.

Also, mir sinn dergéint, de Leit op där enger Säit eng Gratuitéit op eppes ze ginn, wat net funktionéiert. Dës Leit am ländleche Raum, virun allem déi, déi ginn u sech dräimol bestrooft: Si profitéieren net vun der Gratuitéit, se kréien d'Kilometerpauschal gekierzt a si mussen herno och nach iergendwann eng Kéier extra op der Pompel berappen.

Här President, dann zur Bildung, déi jo, wéi Der vläicht wësst, zu menge Liiblingstheme gehéiert. D'Madamm Loschetter (veuillez lire : D'Madamm Lorsché) hat mech scho virun enger hallwer Stonn opgefouert: „Ah neen, neen, iwwert d'Landwirtschaft“ sollt ech schwätzen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Oh, Madamm Hansen!

**(Brouhaha)**

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Den Här Minister Meisch huet et an de leschte fënnf Joer färdgebruecht, fir hei fir vill Chaos an Onzefridenheet ze suergen.

► **Une voix**.- Richtig!

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- An dat duerch eng Abberzuel vu Reformen, déi net bis zum Schluss duerschducht waren a bei deenen een net op d'Leit gelauschtert huet. Hien huet an de leschte fënnf Joer genau dat gemaach, wat hie wollt. D'Educationspolitik war u sech

nach ni esou parteipolitesch gepräagt wéi an där leschter Regierung.

De Minister huet alles duerchgeboxt, wat e wollt. An elo, wou en alles huet, wat en duerchgeboxt huet, wëllt en op eemol Rou hunn an hie wëllt mat de Leit schwätzen: Hie wëllt e Bildungsdësch hunn. Dat ass jo awer wierklech Moschter beim Dessert zerwéiert. Mä trotzdem, grad an der Educationspolitik ass de Matenee wichteg, mä net nëmmen do. Hei ass awer vill Parzelläin zerbrach ginn a viles muss gefléckt ginn. An ech hoffen, datt mer dat erëm hikeréien.

Als CSV läit eis op jidde Fall d'Education nach wie vor staark um Häerz. Et sinn nach vill Defien do. A mir wäerten déi puer annonciert Ännerungen am Sënn vun der Chancégerechtgeet fir all Schüler, am Sënn vun enger besserer Zukunft, am Sënn vun enger Education, déi virbereet op d'Zukunft, am Sënn vun enger attraktiver Berufsausbildung ganz genau suivéieren. An all Kéiers wäerte mer eis mellen, wann dat an déi falsch Richtung geet.

An dat ass zum Beispill beim sozioökonomeschen Hannergrond de Fall, deen hei zu Lëtzebuerg vill méi wéi an anere Länner d'Chance op e schouleschen Erfolleg beaflosst. Dese ganz grouse Problem gëtt net ugepaakt. Ech fannen näischt an deenen 246 Säiten. Mir schéngen eis weiderhi mat den Etüden zefriddenzstellen, déi dat bestätegen. Mä Konsequenzen zéie mer keng. Ech sinn duerfir gespaant op de Bildungsbericht, dee jo leider och net konnt virun de Wahle publizéiert ginn.

A vun der Schoul ass et dann och net méi wäit bis bei d'Kannerbetreuer. Hei ass d'Qualitéit den A an den O an och hei muss déi Qualitéit och anstänneg kënnen kontrolléiert ginn.

Nieft der gratis Kannerbetreuer (veuillez lire : an de Crëchen) kënn elo och d'Gratuitéit vun der Kannerbetreuer an de Maison-relais. Mir wäeren hei e bësse méi virsichteg gewiescht. Mir wollt fir d'Éischt emol eng flächendeckend Kannerbetreuer ubidden an ausbauen. Zweetes hätte mer dann eng gratis Hausaufgabenhëllef gemaach. Dat wär zilorientéiert Politik gewiescht, hätt deene Kanner gehollef, déi definitiv Hëllef gebraucht hätten. An dann no an no, wann de Budget et erlaabt hätt, hätte mer d'Kannerbetreuer och gratis gemaach an der Grondschoul.

Hei stelle sech op jidde Fall elo eng Rei Froe bei deser Annonce vun der Regierung: Wat heescht „gratis“ genau? Fir wéi vill Stonne gëtt eng sozial Selektivitéit gemaach? Wéi maacht Der et, fir eng flächendeckend Offer ze kréien? Wëllt Der hei nieft de Strukture vun de Gemengen erëm virun allem op déi privat Strukture setzen? Wat kascht dës Mesure d'Gemengen? Wéi gi si entschiedegt? An esou weider.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vu Kanner schwätzt, schwätzt een och vu Famill, an d'Famill steet fir eis ëmmer am Mëttelpunkt. Natierlech ginn et hei och eng Partie sympathesch Annoncen, zum Beispill, wat d'Recht op en „temps partiel pour raisons familiales“ ugeet. Mir sinn hei emol gespaant op d'Diskussionen.

De Congé parental soll evaluéiert ginn an diskutéiert ginn. Dat ass och gutt. Mir hoffe just, datt hei déi Amendementer, déi d'Madamm Hetto beim leschte Gesetzesprojet erabruucht hat, déi dunn anscheinend ze spéit erakommen waren, datt déi dann dës Kéier mat an d'Diskussion erafleissen. Dat géife mer natierlech begrëssen a mir géifen do och gäre matdiskutéieren.

Fir eis als CSV ass et awer nach wie vor och wichteg, datt déi Elteren, déi bewusst doheem bleiwen, och eng Ennerstëtzung kréien.

D'Kanner sinn d'Zukunft vun engem Land, mä eis eeler Matbirger sinn d'Memoire vun eiser Gesellschaft. An och si sinn eis wichteg a mir bedauern, datt si net ëmmer dee Stellwäert kréien, dee si verdéngen. Fir eis als CSV ass op alle Fall kloer: D'Seniorepolitik zu Lëtzebuerg verdéngt nach méi en héije Stellwäert.

Fir et op de Punkt ze bréngen: Mir brauche ganz einfach genuch a bezuelbar dezentral Strukture fir all eis Matbirger an hei muss virausschauend geplangt ginn. Et steet ee gudden Deel am Koalitionsaccord. Och dat wäerte mer am A behalen.

D'Santé - ee weidere wictege Beräich, deen eis um Häerz läit. Wann eng Regierung eng Pressekonferenz mécht, fir eenzel Mesur vum Koalitionsaccord virzustellen, da stellt se jo dat Wichtigst vir. An eisen Ae misst dat zumindest esou sinn. Dat wär emol logesch.

Abee, am Secteur vun der Gesondheet ass deser Regierung deemno virun allem d'Legaliséierung vum Cannabis wichteg. Mä do ass nun definitiv net de Problem bei eis am Gesondheitswiesen. Déi wierklech Urgence an eise Gesondheitswiesen ass grad déi vun der Urgence.

Op bal all eise Wahlversammlungen an der Wahlcampagne si mer op d'Gesondheitswiesen ugeschwat ginn, op déi feelend Better an de Klinicken, op déi onméiglech Waardezäiten, fir e Rendezvous fir eng IRM ze kréien, op d'Waardezäiten, fir e Resultat vun enger IRM ze kréien, op d'Waardezäiten, fir e Resultat vu soss enger Analys ze kréien, op d'Organisation vun den Dëngschter, d'Versuergung vum ländleche Raum an esou weider. Mä et huet awer definitiv keen eis eppes iwwert d'Legaliséierung vum Cannabis gefrot. Dat ass fir eis evident net onbedéngt d'Prioritéit.

Mir müssen eise komplette System optimiséieren a verbesseren. A mir brauche méi wéi just e Spidolsplang, mir brauchen e globale Gesondheitsplang mat engem kohärente Konzept, an dat vun der Präventioun iwwert déi medezinesch Basisversuergung, de Spidolsplang, d'ambulant Versuergung bis hin zur geriatrescher Versuergung.

Genuch Dokteren a genuch Personal an de Gesondheitsberuffer sinn ee weideren Challenge. A grad am Kader vun demografesche Wuesstum muss dese Gesondheitsplang och eiser wuessender Bevëlkerung Rechnung droen. Eenzel Punkten heivunner sinn am Koalitionsaccord dran. Mä wéi bei ville Politikberäicher ass dee richtigen Zesammenhang net ëmmer direkt erkennbar.

Mir begrëssen all d'Efforten, déi am Beräich vun der Digitaliséierung gemaach ginn, wéi eSanté an den elektronische Patientendossier. Averstane si mer och mat der Léising fir den Tiers payant. Hei huet d'LSAP e bësse Waasser an hire Wäi misse schëdden, mä si hat dat virausschauend jo och net als rout Linn definiert. Den Tiers payant gëtt erweidert. Dat stoung esou och an eise Wahlprogramm. A wéi eng Richtung e soll erweidert ginn, steet net am Koalitionsaccord, mä an eise Wahlprogramm. Dir kënn lech also gären inspiréieren.

Dann awer zréck zum Cannabis, dem wichtigste Santéspunkt aus Siicht vun der Regierung. Wat de Cannabis fir medezinesch Zwecker ugeet, gëtt et ee ganz klore Jo vun der CSV. D'Gesetz ass gestëmmt. De Cannabis huet - an ech hunn definitiv a menger beruflecher Carrière scho vill iwwert de Cannabis géleiert - zwee Haaptwirkstoff: den THC, Tetrahydrocannabinol, ee psychoaktive Wirkstoff. Et ass u sech deen, deen een och hëlt, fir eng ze dämpfen. Et ass awer och deen, deen och fir medezinesch Zwecker gutt ass. An den CBD, de Cannabidiol, deen ass net psychoaktiv, kann awer och fir medezinesch Zwecker genotzt ginn.

An u sech fannen ech et traureg, datt d'Regierung et net färdgebruecht huet respektiv net interesséiert ass, fir de Produzenten, de Pionéier, déi mer hei zu Lëtzebuerg bei der Hanfproduktioun hunn, wou een de Wirkstoff CBD kann extrahéieren, e richteg legale Kader ze schafen. Deen importéiere mer elo. Dat ass wahrscheinlech méi einfach. An dee CBD ass wahrscheinlech och manner mediewirksam wéi de rekreative Cannabis.

Dann awer zum rekreative Cannabis. Wéi deen elo mam allgemengen Zil vun deem Kapitel Santé «promotion des modes de vie sains» ze verbannen ass, dat ass mer nach e bësse schleierhaft. Mä egal wéi stinn hei nach vill Froen op.

Ass et nëmmen depenaliséieren? Oder ass et allgemeng legaliséieren? Wéi gëtt d'Produktioun geregelt? Wie kritt Lizenzen, fir ze produzéieren? Vläch ass et jo eng gutt Alternativ fir eis Landwirtschaft. A wéi ass et mat der Begrenzung vum Kaf, dem Besëtzen an der Consumatioun just fir d'Residenten? Ass dat wierklech esou machbar, schonns eleng wéinst eise ville Frontalieren, déi mer hunn?

Wéi gëtt et op der Schaff geregelt? Ech kann lech just soen, datt d'ITM zu mir gesot huet, datt, wann ech als Schouldirekter weess, datt e Schüler bedämpft an de Bësch schaffe geet, an et geschitt dann eng, dann hänken ech.

Datselwecht ...

**(Interruptions)**

Majo, d'selwecht! Majo, ech kann och elo iwwert den Alkohol schwätzen. Dir maacht e Plang, Dir maacht ee Plang géint den Alkohol.

**(Hilarité)**

Ech wëll just soen: Dir musst oppassen, de Patron misst dat dann och am Noutfall vläch kënnen eng Kéier kontrolléieren.

Souwéi d'Regierung des Annonce gemaach hat, krut ech direkt eng SMS vun engem jonke Meedchen, do stoung dran: „Gëtt de Cannabis legaliséiert?“ Ech ka soen, do si bei mir zimlech vill rout Luuchten ugaangen! „Merde“, hunn ech geduecht. Jo, ech hu geduecht: „Merde alors, wat kënn elo?“

An dunn hunn ech gesot: „Jo, mä dat geet awer nëmmen ..., da musst de 18 Joer hunn an

dat kritt een net iwwerall ze kafen.“ An esou weider. D'Antwort, déi ech du kritt hunn, huet mech zwar op den éischte Bléck u sech e bësse berouegt, well et war dunn: „Jo, hunn déi se dann nach all?! Da kommen ech jo elo nach vill méi einfach drun, wann ech gären eppes hätt.“

**(Interruption par M. Gast Gibéryen)**

Dat soen ech elo net.

**(Hilarité)**

„Da brauch ech elo jo just nach een ze fannen, deen 18 Joer huet.“

Sou, op den zweete Bléck huet dat Ganzt mech awer definitiv net berouegt, well an de Schoulen ass zimlech direkt de Message ukomm: „Dir dierft elo allegueren dämpfen, legal.“

D'Antenne vun de jonke Leit si ganz sensibel heidrop an duerfir soen ech dat wierklech hei. An ech soen dat och, well ech weess, wat geschéie kann, wann een ze vill Cannabis hëlt, net aus eegener Erfahrung, mä well ech vill Jugendlecher kennegeleiert hunn, a leider kennegeleiert hunn, déi richteg Problemer domadder haten, vill Echecs scolaires duerch de Cannabis.

Also, passt wannechgelift op, datt dee Message net eriwverkennt: „Dat do ass eng banal Saach!“ Also, de Cannabis net banaliséieren, passt op de Message op, deen Der de Jugendleche gitt!

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, vun deser Verantwortungsfro fir jonk Leit zu enger ...

**(Interruption)**

Och wann de Cannabis just dierft vun deenen iwwer 18 Joer kaaft ginn, da gëtt et awer ee Message, an dee Message lauschtere jo net nëmmen déi vun 18, mä d'Gehir fonctionnéiert och schonn ënner 18. Dat heescht, déi kréien och e Message mat.

**(Interruptions)**

Elo vun deser Verantwortungsfro fir eis jonk Leit zu enger anerer Verantwortungsfro, enger komplett anerer Verantwortungsfro ...

**(Brouhaha général)**

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Madamm Hansen, loosst lech net méi beiren! Fuert derduerch!

**(Hilarité générale et interruptions)**

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Also, fir déijéineg, déi et nach net matkritt hunn: Mir sinn elo bei der Fleegeversécherung. An hei sinn - et ass ze vill eescht, fir Dommheeten domadder ze maachen -, hei sinn um Bockel vun de Leit Spuermesuren duerchgezu ginn, um Bockel vun den eelere Leit. An no laangem Hin an Hier ass du probéiert ginn, dese Feeler duerch eng nei Gesetzesännerung ze behiewen. Dese Regierungsprogramm gesäit elo Evaluatioune vir, an des wäerte mer ganz genau suivéieren. Definitiv schéngt et hei jo néierens u Suen ze feelen! Dann, wannechgelift, och net an deem Beräich! Mir dierfen net hei bei eise Fleegefäll spueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee weidere Fleegefäll vun eise Land ass leider Gottes och eis Landesplanung. Ganzer zwou an eng hallef Säite ginn hir am Koalitionsaccord zougemooss.

Ambitioun ... - ech wollt elo dem Här Statsminister, ...

Ambitioun, Dir Dammen an Dir Häre vun der Regierung, ... Ah, ech hat lech verluer! Ambitioun, Här Statsminister, gesäit an deem Fall anescht aus. Et steet bal méi an deem ganze Koalitionsaccord iwwert de Cannabis dra wéi iwwert d'Landesplanung. D'Regierung schéngt hei hir Prioritéiten ze setzen. Dobäi ass d'Landesplanung virum Hannergrond vun rasanten demografesche Wuesstum ee vun deene wichtigste Politikberäicher iwwerhaapt. Sou sollen d'Plan-sectoriellen endlech esou séier wéi méiglech ëmgasat ginn. Ben, genau datselwecht stoung viru fënnf Joer dran!

D'Landesplanung ass a bleift dat absolut Kärstéck vun eiser Entwécklung. Den Numm seet et jo schonns. Hei müssen elo definitiv déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt ginn. An ob sech do eppes ännert, dat steet wahrscheinlech an de Stären. Op jidde Fall an deem Accord fanne mer net direkt eng Antwort dorop.

Gutt fanne mer awer allemol, datt soll méi dezentraliséiert ginn, well eng vun de Grondidee vun eiser Landesplanung ass jo déi dezentraliséiert Konzentration. An ee Musterbeispill hei ass d'Nordstad, déi lues a lues och konkret Formen unhëlt. D'Nordstad soll sech weiterentwéckeln, an hoffentlech kritt se an deser Legislaturperiod méi Ennerstëtzung wéi an där leschter.





Mä eist Land besteet net just aus zentrale Polen, mä och aus liewege Regiounen. An hei gëtt et nach ëmmer kee Wuert zu deene Regiounen, déi sech aus landesplanerescher Siicht net sollen entwéckelen.

Als CSV soe mer kloer, an dat steet och an eiselem Wahlprogramm, datt dës Gemengen, well si déi gréng Long sollen duerstelle fir den urbane Raum, solle finanziell unterschiedeg ginn an net wéi bei dëser Gemengefinanzreform trotzdeem bestrooft ginn. En intakte ländleche Raum gëtt et net zum Nulltariff!

D'Gemengefinanzreform ass iwwregens e gutt Stéckwuert: Si soll elo evaluéiert ginn. Ech ginn emol dovunner aus, datt Der selwer gemierkt hutt, datt se awer net esou gutt war. An do hoffe mer dann elo, datt déi nei Ministesch méi eng sozial Oder huet wéi hire Virgänger, am Sënn vum ländleche Raum.

#### (Interruption par M. Dan Kersch)

Mir brauchen hei eng direkt Upassung am Sënn vum der Chancégerechtigkeit fir all Bierger hei am Land.

Här President, ech kommen zu engem weidere Punkt, deen, wie wonnert et, och mam Wirtschaftswuesstum zesammenhängt, an zwar mat den negativen Auswierkung vum dësem Wuesstum. Ech schwätze selbstverständlech vum Klimawandel, deen effektiv - an de Premier huet recht - eng vun de groussen Eerausforderunge vum eiser Zäit ass, och wa mer dat vläicht heiansdo verdrängen.

Mä grad an de Beräicher nohalteg Entwécklung, Klima- an Naturschutz an och am Volet Energiepolitik ass de Koalitionsaccord zu groussen Deeler och deckungsgläich mat eiselem Wahlprogramm. Dat begrësse mer.

Ee vun dësen deckungsgläiche Punkten ass zum Beispill d'Kreeslafwirtschaft. Dir fannt an eiselem Wahlprogramm vill Detailer, u sech nach méi wéi am Koalitionsaccord. Vlächent kënt Der lech och inspiréieren. Fir eis ass dat op jidde Fall eng Prioritéit.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Da soll och den Undeel vun erneierbaren Energie staark zouhuelen. An deem Kontext mussen elo déi gesetzlech Bestëmmungen a Bähilëfen op de Leescht geholl ginn. Och do kucke mer, wat kënt. Et ass wichteg, datt mer an deem Beräich virukommen.

Et stinn awer och nach relativ onpräzise Saachen dodran. De Koalitionsaccord schreift, datt zum Beispill alles soll „en œuvre“ gesat ginn, fir d'Klimaziler ze errechen. Wat elo „alles“ ass, dat wësse mer nach net genau. Do waarde mer dann op Detailer, wa se da kommen.

Et gëtt en neit Klimagesetz geschaaft. De Klimapakt - iwwregens ass och dat eng Iddi vum Marco Schank - gëtt nach ausgebaut. Alles dat fënt eisen Accord.

A wourobber mer nach méi gespaant waarden, Här President, ass, wat dann elo a puncto Pompel an Tanktourismus soll geschéien. Ech menge jo ...

#### (Interruptions)

Här President, ech mengen, d'Regierung amesiert sech relativ gutt iwwert den Tanktourismus.

► **Une voix.** - Dat do ass Fuesent.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Et huet awer elo keen lech gestéiert beim Schwätzen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Hansen ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Also ech hu virdu gesot: „Respekt virun der Chamber“, hätt den Här Premier gëschter a senger Ried gesot.

► **Une voix.** - Jo.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Da fannen ech och Respekt virun der Chamber, datt ee sech net onbedéngt kranklaacht, wann een eng Ried hei hält!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

#### (Brouhaha)

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).** - Et ass penibel. Also esou eng Regierung hate mer nach net.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Da fannen ech, hunn ech gesot, mir sollen eis gutt Manéiere mat an d'Chamber bréngen. An och dat gehéiert zu de gudde Manéieren. Ech hunn zumindest ëmmer an der Schoul gemengt, datt et zu de gudde Manéiere gehéiert, datt een dann am Prinzip zumindest mécht, wéi wann ee géif oppassen. Dat maachen och vill Schüler, si passen net onbedéngt op, mä et mécht een zumindest esou.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä wann ee keng huet, kann ee keng matbréngen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Gambia ass e bëssen infantil.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech fueren also virun. Ech si gespaant, wat dann elo genau op der Pompel a Saachen Tanktourismus soll geschéien. An ech mengen, do hat den Här Turmes schon e bëssen Angscht viru sengem eegene Courage, wéi en elo déi lescht Woch gesot huet, et kéim, awer elo nach net direkt, an et kéim och net esou vill. Mir wëssten einfach gären, wat kënt.

An eng weider Ausso, wou mer eis och vill Froe stelle respektiv wou näischt drasteet, wou just ee Saz drasteet: « (...) réduction rapide et substantielle de la part du diesel dans le parc automobile. » Wat heescht dat genau? Ginn elo d'Taxen op Dieselautos wesentlech gehéiert? Ginn d'Dieselautos plazeweis verbueden?

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Nee!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech weess et net, mä et wär zumindest net schlecht, de Leit hei och Kloerheet ze verschafen. Ech mengen, deen nächsten Autofestival steet virun der Dier. D'Leit mussen Decisiounen huelen. Da solle se wëssen, wat do kënt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ee weidert Element, virun deem ee Respekt muss hunn an dat och ënner engem iwwerzunnene Wuesstum leit, dat ass eist Waasser. Duerfir ass de Waasserschutz och fir eis immens wichteg. An ech géif soen, eis ënnerscheet virun allem d'Aart a Weis, wéi mer dës Problematik upaken. An ech géif behaupten, datt Der nach méi kéint errechen, wann Der Ar Aart a Weis géift änneren.

Wat dann awer eng méi spezifesch gréng Handschréft dréit, dat ass d'Erausklammen aus dem Glyphosat fir Enn 2020. Mä dat ass awer och näischt Revolutionäres, well 2022 mussen mer dat souwisou.

#### (Interruption)

Méi wichteg an eisen Aen ass: Wéi maache mer et? An do waarde mer dann op Léisungen. Wéi gesäit d'Exit-Strategie aus? Déi war schon nononcéiert gi vum leschte Landwirtschaftsminister. Mir waarden also hei och op Léisunge fir d'Landwirtschaft.

Als CSV begrësse mer dann och, datt d'Landwirtschaft en eegestännege Landwirtschaftsministerium behalen huet. Mir hateren Angscht virun. Et war och eng Fuenderung vun de Baueren. D'Landwirtschaft ass ee wichtige Sektour vun eiser Ekonomie a soll och als deen ugesi ginn.

Zum qualitative Wuesstum gehéiert och d'Produktioun vu qualitativ héichwäerteg Liewensmëttel. An déi nächst Agrarreform steet virun der Dier. A mir hoffen, datt et net erëm esou laang schleeft wéi déi leschte Kéier. Well wa mer dee Rekord nach eemol brieden, da kënnen mer, mengen ech, eng Etapp iwwersprangen.

Eis Landwirtschaft soll méi villfältig ginn, Landwirtschaft a Konsument solle méi no beienekommen. Hei mussen, mä net nënnen an der Landwirtschaft, iwwerall mussen nach zousätzlech Ëmweltefforte gemaach ginn. An och an der Landwirtschaft soll d'Digitalisierung gefërdert ginn. Mat all dëse Punkte si mer als CSV averstanen. Si sti bei eis am Wahlprogramm a mir kucken, wéi et am Detail ëmgesat gëtt.

20 % vun der landwirtschaftlecher Fläch soll 2025 biologesch bewirtschaft ginn. Och dat ass fir eis an der Rei. Mir wëlle just gäre wëssen, wéi mer dohinnerkommen. Dat ass nach net kloer.

Net averstane kënnen mer dann awer mat verschiddene Punkte sinn, wéi se zumindest am Koalitionsaccord stinn. Ob se elo esou gemengt sinn, wëll ech lech net ënnerstellen, mä se stinn esou do. Et steet zum Beispill op der Säit 200: D'Veraarbechtungs- an d'Veermaarungsstrukture gi fir biologesch Produkter gefërdert. Dat kann net sinn. Domadder si mer net averstanen. Déi mussen fir déi regional Produkter am Allgemenge gefërdert ginn. An op deene Punkte wäerte mer lech am A behalen.

Mir mussen eis gesamt regional Landwirtschaft - regional biologesch a regional integréiert - féerden.

Här President, ee weidere Beräich, deen och e rasante Wuesstum am Sënn vun enger ëmmer méi grousser Beschleunegung vun de geopolitischen Ëmwälzung matmécht, ass d'Europäan d'Aussepolitik. Net méi spéit wéi virgëscht ass jo eréischt de Brexit-Vott am brittesche Parlament verréckelt ginn a kee weess elo, wéi et genee weidergeet.

Fir eis als bekennend Europapartei bleibt jiddefalls kloer, datt onofhängeg vun der Tragedie vum Brexit Europa an d'Europäesch Union eis eischt aussepolitisch Prioritéit wäerte sinn an

deenen nächste fënnf Joer. A mir hoffen, datt dat och wäert de Fall fir dës Majoritéit sinn. Europa als aussepolitisch Prioritéit heescht och, fir en Europa ze sinn, dat Resultater fir d'Leit liwwert.

Mir sinn der Meenung, datt d'Kommissioun Juncker hei eng gutt Aarbecht gelescht huet, an op dësem Wee mussen mer weiderfueren.

Festhalen, Här President, wëlle mer och un deem 1 % vum RNB fir eis Kooperatiounshëllef. Dat gëtt méi dringend gebraucht wéi jeemools virun. Well wa mer scho vu Wuesstum hei bei eis schwätzen, da muss een awer och gesinn, datt an aneren Deeler vun eiser Welt den Honger rasant klëmmt, virun allem och elo zum Beispill am Jemen. Dee wëll ech einfach just stellverriedend erauspicken, och well d'UNO net méi spéit wéi gëscht en neien Appell lancéiert huet.

Ech kommen awer dann elo erëm zrëck op Lëtzebuerg, zrëck bei dësem Koalitionsaccord. An och no der Analys vun de 36 Punkten an den zwou Annexe vum Koalitionsaccord muss ech leider soen: Et ass en Zweckoffkommis fir eng Zweckkoalitioun. Am Fong, an dësem Koalitionsaccord weist dat, hat den Här Bodyr schon erëm eemol recht: „Et gëtt keen ...“

#### (Interruption)

Ech mengen awer, wann den Här Bodyr dat gesot huet, da kann ech dat och zitieren: „Et gëtt kee Gambia-Projet méi“, just nach eng Gambia-Regierung - dat hat en net gesot, dat soen ech elo - ouni Projet an ouni Visioun. An iwwregens steet dës Kéier dat Wuert „projet commun“ och net méi am Text dran. 2013 stoung et nach dran.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV-Fraktioun huele mer - ech widderhuele mech - eis Oppositionsaarbecht, eise Wieleroptrag ganz esocht a mir wäerten eisen Deel dozou bäidroen, datt eist Land zukunftsfit gemaach gëtt, dat mat enger konstruktiver a kritescher Oppositionsaarbecht, fir déi mer alleguer heibannen, déi 21 Deputéiert, stinn.

Fir eng nohalteg Zukunft fir d'Leit opzebauen, brauch een e ganz staarkt Fundament. Ee Schéiwiederpak ouni Visioun fir d'Leit geet do net duer.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hansen. Mir als Chamber schléissen eis der Solidaritéitsklärung fir d'Affer vu Stroossbuerg un a veruerteelen an aller Schäerft all Gewalt géint onschëlleg Mënschen, ob zu Stroossbuerg oder soss op der Welt.

Den Här Bausch hat nach d'Wuert gefrot.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Jo, Här President, ech wollt d'Madamm Hansen virun net méi ënnerbrieden. Ech wëll hir awer nach eng Kéier soen, éischtens, am Zesammenhang mat der Kilometerpauschal oder och, wat se gesot huet iwwert de Verbuet vum Diesel an aner Saachen: Wa mer an d'Koalitionssoffkommis alles drageschriwwen hätten, wat mer net wëlle maachen, dann hätt et 5.000 Säiten. An donc huet et kee Wäert, Saachen ze zitieren, déi net drastinn. A vill Saache sinn hei zitéiert ginn, déi net drastinn. Zum Beispill steet net am Koalitionssoffkommis dran, datt mer op der Kilometerpauschal „eng Reduktioun“ wëlle maachen, et steet „eng Reform“ do.

#### (Interruption et brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Bausch, fir dee Commentaire. Ech mengen, d'Regierung huet herno nach genuch Zäit, fir op déi verschidden Aspekter vun de Riedner anzegoen.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Dat ass richtig! Här President, ech wollt just froen, ...

#### (Interruptions)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et ass elo um Här Berger!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Hansen, loosst Der eng Fro vum Här Bausch zou?

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - ... normalerweise wënscht d'Opposition sech e liewegen Echange mat der Regierung, mä dee schéngt bei der CSV net gewënscht ze sinn! Merci.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - E steet net am Reglement dran, Här Bausch, wann et dorëm geet. Wann de President dat géif kennen, bräichte mer déi Diskussioun net ze féieren.

► **Une voix.** - D'Regierung schéngt nawell ganz nervös ze sinn.

#### (Brouhaha)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, wann Der erlaabt. Entweder mir wëllen hei en Echange kënnen hunn. An ech mengen, wann e Minister freet, ob en eng Fro ka stellen, ass dat eng Saach, esou wéi den Deputéierten och d'Recht huet, engem Minister eng Fro ze stellen. Mir huelen dann eben zur Kenntnis, dass hei verschidde Froen net ugeholl ginn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wësst Der, Här Bettel, et gëtt eng Uerdnung hei an der Chamber.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech wëll net, Här President, zum Schluss ..., d'CSV huet eis ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - D'Madamm Hansen steet net méi do.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, wa mer elo do soen, et hëlt ee keng Froen un an et soll ee bis zum Schluss waarden ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech froen d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Bettel, mir hu gëschter och keng Froe gestallt.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ... an duerno kréien ech vum Här Mosar gesot, dass een net méi dosteet an duerfir keng Froe méi gestallt ginn, da soen ech just, dass déi Perspektiv, fir en Echange hei an dëser Chamber ze hunn, fir déi nächst fënnf Joer wäert schwéier sinn, éischtens!

► **Une voix.** - Da wësst Der et net méi.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also mir wäerten lech bei Ären Discoursen och Froe stellen, dat kann ech lech awer soen!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Zweetens, Här President, wëll ech lech just soen, dass mer matgedeelt kritt hu vun der Madamm Hansen, ...

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Här President, wien huet dann elo hei d'Wuert? Wien huet elo hei wéi eng Riedezäit?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Madamm Hansen huet d'Wuert, wann ech gelift!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Nee, mä Här President, mir krute vun der Madamm Hansen matgedeelt ...

#### (Protestations et brouhaha général)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir hutt d'Wuert dach elo net. Wou si mer hei drun?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech sinn nach net färdig! Den Här President huet mer d'Wuert ginn, ech sinn nach net färdig! D'Madamm Hansen huet eis ugekënnegt, dass bei der CSV zwee oder dräi ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da kréie mir et awer och elo! Parole après ministre !

#### (Protestations)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'Madamm Hansen huet eis matgedeelt, dass et zwee oder dräi Riedner wieren!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Parole après ministre, Här President!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech mengen, dass et gerecht ass, wa mer dat wëlle respektieren, wat d'Deputéiert hei soen, dass, wann den Deputéierten eng Fro stellt oder Saache seet, dass een och kann dorop äntweren.

#### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

An ech wëll verhënnern, dass duerno d'ganz Regierung op zéng Riedner soll reagieren, ...

► **Une voix.** - Konform zum Reglement, net esou!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ... mä dass een dat au cas par cas och ka maachen. Ech mengen, dass et am Interêt ass vun engem Echange!

#### (Brouhaha)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Mir hunn eng Prozedur, Här President!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Parole après ministre !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Statsminister. Ech mengen, mir kommen erëm zum normalen Ordre du jour an ech ginn dem Här Berger d'Wuert.

► **Plusieurs voix.** - Nee!





► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Parole après ministre ! Nee, eist Reglement, Här President! Parole après ministre !

(Interruptions)

Dir musst mer et ginn!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Awer ganz kloer!

► **Une voix.**- Jo richtig, Parole après ministre.

► **Une autre voix.**- Voilà!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir musst mer et ginn!

(Interruptions)

► **M. Roy Reding (ADR).**- Hei sinn zwee fréier Chamberspräsidenten, déi dat bestätegen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wie wëllt d'Wuert?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech hunn et gefrot, Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Gibéryen, wannechgelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech verstinn, Dir sidd nach e bëssen nei am Amt an Dir waart elo laang net an der Chamber, mä an der Regierung. Mä an eisem Reglement steet, wann e Minister d'Wuert ergräift, dann huet all Deputéierten - all Deputéierten! - d'Recht, fir Parole après ministre ze froen, an zwar fënnef Minutte laang. Dat heescht, wann den Här Statsminister d'Wuert ergräift, kënnen déi 60 Deputéiert duerno Parole après ministre froen! A wann en do-rober erëm äntwert, hunn déi 60 erëm d'Recht, fir fënnef Minutte Parole après ministre ze schwätzen. Well an engem Parlament ...

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Eugène Berger (DP).**- Dann ännere mer dat.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Well an engem Parlament huet d'Parlament dat lescht Wuert an net eng Regierung!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Voilà!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Duerfir steet dat am Reglement dran.

An da wëll ech zum Fong kommen. Mir hunn eis eng Prozedur ginn an en Ordre du jour ginn. An do hat d'Regierung gëschter eng Deklaratioun gemaach. A souvill wéi ech mech kann erënneren, huet keen Deputéierten de Statsminister ennerbrach! An haut ass d'Wuert un den Deputéierten! An dann hätt d'Regierung op d'mannst esou vill Respekt ze hunn, fir net permanent den Deputéierten hei an d'Wuert ze fale respektiv fir sech d'Wuert der-tëschtent ze froen, wéi den Här Bausch dat gemaach huet, well hie mengt, elo kéint hie schonn drop äntweren!

An eisem Programm ass virgesinn, dass d'Regierung no den Deputéierten, ech mengen, 120 Minutten - oder vill Zäit - huet, fir kënnen drop ze äntweren. Dat ass eis Regel.

Wann den Här Statsminister awer elo mengt, hie kéint elo dertëschtenschwätzen, dat wier gutt fir den Dialog, da maache mer dat!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Da maache mer dat, jo.

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Awer da maache mer dat permanent! Da gëtt awer och all Minister, dee schwätzt, permanent ennerbrach, wann en Deputéierte sech mell! Dir hutt de Choix: dat eent oder dat anert.

Mir hunn eis gëschter un d'Spillregele gehalen, et huet keen de Statsminister ennerbrach. Entweder ass dat d'Regel, oder dat anert. Et ass unlech, ze decidéieren! Mir sinn op jidde Fall fir dat Zweet bereet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Gibéryen. Ech mengen, elo geet et hei erëm ziviliséiert zou. An duerfir ginn ech dem Här Berger d'Wuert.

(Protestations)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President! Här President, moosst Är Wieder!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- War ech elo net ziviliséiert?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dat hat ech net gesot, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir hutt awer no mir gesot: „Elo geet et erëm ziviliséiert zou“!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech mengen, ech hätt elo d'Wuert kritt, da géif ech dat och elo an Usproch huelen.

► **Une voix.**- Nee, nee, nee.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Dach!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Kolleginnen a Kollegen, den Här Berger huet elo d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).**- An ech géif elo domadder ufänken. Ech wier och frou, wa mer eis alleguerten erëm géife berouegen, ech mengen, fir datt mer och d'Serenitéit erëm hunn hei am Haus, fir déi Debatten ze féieren. Effektiv wäerte mer elo dann als Deputéiert hei zu der Regierungserklärung Stellung huelen. An ech mengen, wéi übblech wäerte mer dann och duerno nach sécherlech kënnen en Echange hunn.

„Dës Regierung verschwent keng Zäit mat sterillen Diskussiounen iwwert de Besëtz vun de Räichen, mä zitt et vir, d'Aarmut an de Misär vun de Benodeelegten ze bekämpfen. Mir si realistesch genuch, fir net jiddweringem dat nämlecht Gléck kënnen ze versprechen, mä mir versprieche jiddweringem méi Gerechtheit, dee vum Ongléck an de Gefore vun eiser Zäit menacéiert ass.“

Här President, léif Kollegen, dat hei ass en Zitat vun 1974. Et ass en Zitat vum Gaston Thorn, wéi den deemools d'Regierungserklärung virgestallt huet. A wat deemools dem éischte liberale Premier hei zu Lëtzebuerg wichtig war, ass haut dem Premier Xavier Bettel, dem éischte liberale Premier, den en zweet Mandat untrëtt, genauso wichtig. Well d'Gerechtheit, dat ass dat, wat eng Gesellschaft, wat eis all hei am Land zesammenhält. A Gerechtheit heescht och, dat jiddweringem hei am Land déiselwecht Chancé muss hunn, fir ze reusséieren. A genee duerfir ass dës Koalitioun gewéilt, fir och déi nächst fënnef Joer keen um Rand vun der Strooss stoen ze loosse, mä fir jiddweringem déi beschtméiglech Chancen ze ginn, fir sech d'Zukunft opzebauen.

An dat, Madamm Hansen, ass fir eis déi Visioun, déi d'Koalitioun huet an déi mer och wäerten an deene fënnef Joer, déi elo kommen, emsetzen. An d'Viraussetzungen duerfir sinn och ganz exzellent. Si sinn exzellent, well d'Equipp ronderëm de Statsminister Xavier Bettel op hiren eegene gudden Bilan kann opbauen. An an deene leschte fënnef Joer hu se d'Jalone gesat, fir datt mer och kënnen weider op deem Wee vun der Gerechtheit fueren.

Mir hu schonn an de leschte fënnef Joer - mir sinn also net nei hei - an der Koalitioun eng Politik gemaach mat ville Verbesserung fir d'Familjen, fir Jonker an Aler, déi sozial méi Schwaach. An duerch déi responsabel Budgetpolitik hu mer eis och déi finanziell Basis geschafen, fir och déi nächst fënnef Joer kënnen mat eiser Politik weiderzefueren.

A wann ech d'Wahlresultater kucke vum 14. Oktober, kann ech feststellen, dass de Wieler dese Bilan an och déi Politik vun der Koalitioun bestätegt huet. An ech verheemlechen et net: Méi speziell sinn och ech a meng Kollegen zefridden, dass och d'DP mat hirer Politik vum Wieler bestätegt ginn ass. Dir wësst jo, wat haten d'Sondagen deser Koalitioun an och menger Partei net alles do schwaarz un d'Mauer gemoolt, vu Schwaazem virausgesot! Mä et ass awer berouegend festzustellen, dass Wahlen net mat Sondagen, mä mat konkreter Politik an Inhalter gewonne ginn. An ech mengen, dat soll eis alleguerten hei, all wéi mer hei sinn, eng gutt Lektion sinn.

Fir eis ass et op alle Fall kloer: De Wieler huet d'DP, huet d'Koalitioun bestätegt an eis en Optrag ginn, fir mat eiser Politik weiderzefueren. An dat wäerte mer och maachen!

Dës Koalitioun huet en ambitiöse Projet, dee se zesammenhält, den d'Visioun ass: dee vun der Gerechtheit fir jiddweringem an dee vun der Nohaltegkeet fir eis Gesellschaft.

An eent ass och sécher: D'Iddien an d'Virschléi sinn och deser Koalitioun net ausgaangen. Ech mengen, am Géigesaz zu deenen, déi anonciéiert hunn, si hätten e klore Plang fir déi nächst Joren, hu mir konkret e klore Plang. Mir hunn net nëmmen dovunner geschwat, mä mir hunn e konkrete Plang, dee mir hei virgeluecht kruten. De Premier huet e gëschter virgeluecht.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- An eisem Plang stoung méi dra wéi an Ärer ganzer Regierungserklärung.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Et si jo ronn 236 Säiten. Dat ass en absolutte Rekord u sech, net nëmme fir Lëtzebuerg, mä an Europa. Mä do

daerf ee sécher soen, et ass net d'Säitenzuel, déi ausschlaggebend ass vun engem Regierungsprogramm, mä d'Inhalter. An dat ass och hei esou. Hei sinn d'Inhalter an och d'Zuel vun den Inhalter, déi des Säite mat Liewe fëllen, mengen ech, an hirer Quantitéit, awer virun allem an hirer Qualitéit aussergewéinlech am Verglach mat fréiere Regierungsprogrammer.

Bon. Wann ech der Madamm Hansen, der Spriecherin vun der gréisster Oppositionspartei, nogelasschert hunn, dann hunn ech eigentlech och vill Zoustëmmung héieren. Ech hat se de leschte Samschdeg am „Background“ gelauschert, do hat se gesot, de Pak wier prinzipiell gutt. Si huet en dunn nach vläicht net komplett kennt. Awer och haut de Moien, wann ee gutt nogelasschert huet, huet een awer déi eng oder aner Kéier héieren, dass d'Spriecherin gesot huet, dass awer déi Punkten an der Rei wieren, vläicht och kéinte souguer begréisst ginn.

Op alle Fall, iwwer esou eng Zoustëmmung vun der CSV, do freeë mer eis natierlech alleguerten. An d'Haaptbedenke bei der CSV, dat schéng jo déi ze sinn, dass verschidde Mesuren aus dem Koalitiounsaccord net chiffriert oder net ze bezuele wieren. Bon, déi Kritik ass och net nei. Déi hu mer déi lescht fënnef Joer regelméisseg bei all Projet praktesch héieren, bei all Budget héieren.

All Joer gouf et Kritik vun der CSV, dass gesot ginn ass, d'Ausgabe wieren ze héich, d'Provisiounen fir de Wirtschaftswuesstum net realistesch, d'Regierung ze optimistesesch, eis Mesuren net ze finanzéieren, mä, dat gesäit ee jo, wa mer de Bilan maachen: Mir hunn an der leschter Legislaturperiod Joer fir Joer e Budget virgeluecht, mat deem mer eis Versprechen aus dem Koalitiounsaccord vun 2013 konnte quasi alleguerten emsetzen. A Joer fir Joer hat sech do d'Opposition geiert. Eis Budgete sinn opgaangen a mir konnten all eis Projeten emsetzen, ouni eis Statsfinanzen ze strapazéieren, an nach méi eigentlech.

Nieft deene Mesuren, déi mer konnte finanzéieren, hu mer et och fäerdgebruecht, Defizite ofzebauen, a mir hunn och eis Statsschuld par rapport zum PIB kënnen stabiliséieren, respektiv - wann ech déi lescht Zuele kucken, si mer bei knapps 21 % - konnte mer et eigentlech och nach souguer liicht reduzéieren.

Ech mengen, och all déi Projeten, déi mer gemaach hunn, konnte mer finanzéieren an déi sinn och weider finanzéierbar. Well wann ech nach eng Kéier nokucken, wat d'CSV am Wahlkampf gesot huet, huet se eigentlech keng vun deene Mesuren, déi mer déi lescht Legislatur geholl hunn, a Fro gestallt. Dat heescht, dass si also eigentlech och keng där Projete wollt réckgängig maachen an also och dann nach nodréiglech dermat d'accord war, dass se finanzéierbar waren.

Här President, ech mengen e Koalitiounsaccord, dee spigelt eng Visioun erëm, déi mer hunn, wéi mir eis d'Land a fënnef Joer virstellen. A mir hunn déi lescht fënnef Joer derfir gesuergt, dass mer och elo de finanzielle Spillraum hunn, fir dat ze maachen.

Ech sinn duerfir och ganz zouversichtlech, an ech kucken do och méi speziell op de Finanzminister, dass d'Koalitioun - an eben och de Finanzminister - et och des Kéier erëm wäert fäerdgebréngen, de Koalitiounsaccord op eng finanziell responsabel Aart a Weis dann ze realiséieren.

Ech mengen iwwerregens, och d'CSV hat an hirem Wahlprogramm eng ganz Rei Punkten oder Visiounen - egal, wéi een et da wëll nennen -, déi och eppes kascht hätten, och net där mannster. Ech kéint elo e puer Beispiller zitieren. Ech mengen, d'Erofsetze vun der Betriebssteuer oder den Ausbau vu viller Stroossen, dat hätt och ganz vill kascht. An do hätt een also och kënnen da froen: Wivill kaschten all déi eenzel Mesuren?

Dann ass och nach gesot ginn, e puermol, dat hei wier en „Schéiwiederpak“. Madamm Hansen, ech soen lech ganz éierlech, dass ass fir mech kee Reproche, wann Dir sot, et wier en „Schéiwiederpak“.

Ech mengen, et ass eis Pflicht an et ass och en Zeeche vu Wäitsicht, wa mer déi gutt Konjunktur notzen. Mir notzen déi gutt Konjunktur, fir ze investéieren, amplaz dass mer d'Suen an enger Strémp iergendwou am Keller énnert d'Matras leëen. Mir maache keen „Schlechtwiederpak“, mä mir notzen déi gutt Konjunktur, fir an d'Infrastrukturen ze investéieren, fir d'Sozialpolitik nach ze verbessern, fir de Leit einfach d'Liewe méi einfach ze maachen. A wa mer dat maachen, da si mer och gutt gestiwelt, wann dann emol eng Kéier eng Reeschauer sollt kommen.

A fir datt d'Konjunktur och weider gutt dréint, duerfir muss mer och suergen. An do, wou mer et an der Hand hunn, wäerte mer dat dann och maachen. Wéi maache mer dat? Ma

andeems mer en ekonomesch favorabelt Émfeld schafen, andeems mer - dat soen ech och hei ganz kloer an däitlech - och op en nohaltege Wuesstum setzen.

Mir brauche Wuesstum. Wuesstum mécht eis, Här President, keng Angscht. Ech mengen, dass ass d'Viraussetzung eigentlech, fir datt et och an Zukunft dem Land nach gutt geet, fir datt mer och an Zukunft kënnen fir Gerechtheit hei am Land suergen.

Well wa mer Wuesstum hunn, wann et eis gutt geet, dann hu mer och déi néideg Moyene fir eng gerecht Sozialpolitik. Da kënnen mer och domadder de soziale Fridden an d'Stabilitéit garantéieren. An ech mengen, wa mer an d'Ausland kucken, wësse mer, wéi wäertvoll dat ass, wann ee soziale Fridden am Land huet an d'Leit net op d'Strooss ginn.

Här President, „ambitiéis, gerecht an nohalte“, esou gouf de Regierungsprogramm virgestallt. Dobäi steet fir eis zentral an der Métt d'Gerechtheit.

D'DP, déi fënnst sech an deem Programm, an dese Ziler erëm. Ech géif soen, méi wéi erëm fanne mer eis do. Mir sinn net nëmmen zefridden, mä ganz zefridden, dass quasi och all wichteg Haaptakzenter aus eisem Wahlprogramm hire Wee an den Accord fonnt hunn an, wat awer och wichteg ass fir eis, dass mer eis kënnen wierklech mat deene Grondprinzipien, e bëssen deem Spirit, den dese Accord patronnéiert, dass mer eis domat als Partei och kënnen ganz staark identifizéieren.

Wat sinn dat fir Grondprinzipien? Ech mengen, dass ass éischtens d'Striewen no permanenter Innovatioun, fir d'Land besser opzestellen. Dass ass eng responsabel Politik, net a court terme, mä wou een och kuckt, dass een de Bléck op déi zukünftige Generatiounen och behält. An dat ass natierlech och, pragmatesch Weeër goen, déi op d'Suergen, déi konkret Suerge vun de Leit aginn, an dass een net an ideologesch Sakgasse sech erasteiert.

De Premier huet gëschter eng ganz Rei, ganz vill Mesuren aus dem Programm opgezitt. Ech wëll se net alleguerten hei nach eng Kéier opzählen oder drop agoen. Dir verstitt, dass ech éischer aus der Siicht vun der DP, vu menger Fraktioun, hei wäert e puer wichteg Akzenter dann nach eng Kéier kommentéieren.

Der DP, där leien d'Familje besonnesch un Häerz, an dat hu mer och scho konkret déi lescht fënnef Joer bewise mat der Politik, déi mer gemaach hunn. Ech erënneren nach eng Kéier un den neie Congé parental, d'gratis Kannerbetreuung, de Pappecongé, d'Qualitéitsstandarden an der Kannerbetreuung a villes méi.

Wat ass d'Zil vun där Politik? D'Zil ass, dass mer et de jonken Elteren erméiglechen, Beruff a Famill enner en Hutt ze kréien, dass se op där enger Säit kënnen Carrière maachen an op där anerer Säit awer méi Zäit hunn ebe fir d'Kanner, fir d'Frënn, fir hir Hobbyen. An do, genau do wëlle mer och an der Familljepolitik weiderfueren, well dat ass och fir eis eng Fro vu Gerechtheit, dass déi Mënschen, déi sech an der, wéi een dat esou schéin nennt: „rush hour“ vum Liewe befannen, och déi Ënerstëtzung kréien, fir hiert Liewen da kënnen erfollegräich ze gestalten. Mir hunn dat och am Wahlkampf gesot gehat, mir géifen deene jonke Famillje virun allem méi Zäit schenken. Elo maache mer et. Dir kennt mäi Sproch: „Gesot, gemaach!“

Wat kënnst elo? Nom méi flexibele Congé parental kënnst dann elo de Congé parental plus respektiv d'Recht op Deelzäitarbecht fir jonk Elteren, awer och fir Leit, déi doheem bleiwen, fir Familljememberen ze versueren. A wa mer soen: „den Eltere méi Zäit ginn“, ass dat jo och eppes, wou d'Kanner letztendlech dervu kënnen profitéieren, well Elteren a Kanner méi Zäit kënnen matenee verbréngen. Op där anerer Säit - dat ass och kloer - muss d'Suerg sinn, wann dann d'Mamm oder de Papp net do sinn, well se schaffe ginn, dass een awer och muss kucken, dass all Kand - all Kand; dass eng Saach vu Gerechtheit - dann d'Recht huet, fir beschtméiglech a gutt betreit kënnen ze ginn.

Wa mer also vu Gerechtheit schwätzen, heescht dat, dass all Kanner mussen Zougang zu enger qualitativ héichwärtiger Betreuung kréien. An dat dierf net um Geld oder un der Pai oder un de Revenue vun den Eltere scheitieren. Duerfir wäert elo, no den 20 Stonne gratis Kannerbetreuung, och d'Maison relais während de Schoulwoche gratis ginn. D'Maisons relais si méttlerweil e feste Bestanddeel vum Schoullewen a sollen duerfir och näischt kaschten. Och dat ass an eisen Aen eng Fro vu Gerechtheit. Egal aus wat fir Verhältnissen d'Kand ebe kënnst, muss et déiselwecht Startchancen am Liewen hunn.

Dat gëllt och deklinéiert op de Museksunterrecht. Et ass erwise, dass d'Musek e wichteg Element an der Frëifërderung vun de Kanner ass.





► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Eugène Berger (DP).** - An der Realität gesi mer awer, datt vill dervun ofhänkt, vun der Gemeng, de finanzielle Mëttele vun den Elteren, ob e Kand ka vun engem Museksunterrecht profitéieren oder net. Dat fanne mer och net gerecht. Duerfir hate mir an eise Wahlprogramm gefuerdert, datt de Museksunterrecht fir all Kand gratis soll gemaach ginn. A genau dat wäerte mer elo maachen.

Mir wäerten doriwwer eraus derfir suergen, datt d'Méiglechkeete fir d'Kanner, vun der Schoul an de Maisons relais an de Museksunterrecht oder och an aner Veräiner ze goen, datt déi Méiglechkeete musse kreéiert ginn, och egal eigentlech, ob d'Eltere schaffen oder net.

Duerfir hu mer dee Kannerveräinsbus och an de Koalitionsaccord ageschriwwen. Dat ass, Dir wësst et, eng Iddi vun der DP. Dee Kannerveräinsbus, dee soll an all Gemeng fonctionnéieren. En entlaascht engersäits d'Elteren an e fërdert op där anerer Säit awer dann och souwuel de Museksunterrecht wéi och aner lokal Veräiner, déi natierlech och do kënnen dann ugefuer ginn.

Wa mer soen: „den Eltere méi Zäit ginn, fir Famill a Beruff ënner een Hutt ze kréien“, da muss een och de Schrëtt vu méi Flexibilitéit goen. Duerfir musse mer bei der Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten nach eemol upaken, datt souwuel d'Elteren op där enger Säit, d'Salariéen, awer op där anerer Säit d'Betribler sech hir Aarbecht am Endeffekt kënnen besser organiséieren. Dat ka jiddwereen arrangéieren, souwuel deen ee wéi deen aner.

Wat si wichteg Instrumenter fir méi Flexibiliséierung? Dat sinn ënner anerem den Teletravail an och Aarbechtszäitkonten. Och dat si béides Punkten aus eise Programm, déi fir däitlech Zäiterspuermissen, fir méi Flexibilitéit wäerte suergen an de Familljen, fir d'Elteren, respektiv datt se dat och fir d'Kanner hunn oder fir d'Frënn.

Mat esou enger Mesure vu méi Flexibilitéit, Teletravail insbesonnesch, do komme mer och enger Demande vun der Gesellschaft no. Dat ass eppes, wann ee kuckt, zesumme mat der TNS ILReS hate mer d'lescht Joer e Sondage gemaach - et kann och schon annerhällft Joer hier sinn -, du souz den Här Margue nach op enger anerer Säit. Mä dunn hate mer e Sondage maache gelooss an iwwer 70 % vun de Befroten - dat waren haaptsächlech jonk Elteren oder Mammen, Pappan -, déi waren eigentlech Demandeur, fir méi Flexibilitéit kënnen ze hunn an do, wou se eventuell d'Méiglechkeet hätten - dat ass, mir wëssen dat, net iwwerall méiglech -, eben och Teletravail kënnen ze maachen.

Mir soen awer och gradesou kloer: All dës nei Mesuren, vun deenen d'Salariéen kënnen profitéieren, déi dierfen net op där anerer Säit op d'Käschte vun de Betribler goen. Wa mer vu méi Gerechtegkeet schwätzen, heescht dat net, deem engen eppes ginn, fir deem aneren eppes ewechzehuelen. Wa mer dat soen, da muss jiddwereen, déi eng Säit an déi aner Säit, eppes dovunner hunn. Dat heescht, souwuel de Salaré wéi awer och d'Betribler musse eppes dovunner hunn.

D'Betribler brauchen d'Salariéen, an d'Salariéen a mir allegueren brauchen och d'Betribler, fir datt et eis weiderhi gutt geet. An ech mengen, duerfir konnte mer dermat d'accord sinn, datt de Mindestloun netto ëm 100 Euro erhéicht gëtt, mä et war eis awer wichteg, datt do net d'Betribler déi ganz Charge missten droen. Dat heescht, datt mer also déi Solutioun fonnt hunn, datt d'Erhéijung zu engem Deel vun de Betribler och gestiwelt gëtt, datt déi sech un de Käschte bedeelegen, mä op där anerer Säit ginn awer ronn zwee Drëttel vun de Käschten iwwer steierlech Mesuren ofgedeckt.

Mir musse wëssen, d'Betribler, déi sinn d'Reckgrat vun eiser Wirtschaft. Si suerge fir de Wuesstum, dee mer brauchen, a si musse och kompetitiv bleiwen. An et si jo och d'Betribler, déi d'Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen, déi eigentlech de Leit Aarbecht verschafen.

Duerfir hat d'DP och drop gehalen, datt am Koalitionsaccord eng Rei Mesuren drasti fir haaptsächlech d'Kleng- a Mëttelebetribler, datt deenen dat soll zegutkommen. Dat sinn der e puer Stéck. Dat ass ënner anerem den affichéierte Steiersaz, dee wäert fir all Betrib ëm 1 % erofgoen. Beim IRC gëtt de Seuil vum Taux minimal vu 15 %, fir datt een déi ka kréien, vu 25.000 op 175.000 Euro eropgesat. An d'staatlech Hëllef fir Betribler, déi si steierfräi.

Mir wëllen och d'Handwierk generell méi valoriséieren a Jonker dozou motivéieren, fir de Wee an d'Handwierk anzuschloen. Mir wëssen, leider gëtt dat haut oft nach als zweete Choix ugesinn. Dat ass, kéint ee scho bal soen, e

Mentalitéitsproblem. Dat ass net gutt. An duerfir setze mer - ënner anerem, dat ass e Beispill - op d'Dualausbildung. Mir schafen also eng nei Méiglechkeet, ënner anerem, datt mer en duebeln Diplom aféieren, wou een dann niest senger Première och kann en DAP zertifizéiert kréien. Eng ganz flott Mesure eigentlech, fir och dann do déi Jonk erëm méi ze motivéieren, e Choix ze huele fir d'Handwierk, well d'Handwierk huet och nach haut gëllene Buedem a mir brauchen och do gutt Leit.

Mir wäerten d'Öffnungszäite weider liberaliséieren, fir aus deene villen Ausnameregulungen, déi mer de Moment hunn, och dann eng kloer Linn ze kréien. An ech mengen, ënner dem Stréch wäerten dovunner d'Betribler, mä och d'Clienté profitéieren. An déi Leit, déi och méi flexibel wëlle schaffen, Salariéen, déi wëlle méi flexibel schaffen, wäerte sech och doranner kënnen erëmfannen.

Här President, dës Regierung setzt ganz kloer op Nohaltegkeet, net nëmme am Titel. Dat gëtt ënnermauert mat deene ganz ville Mesuren an Initiativen an deem Sënn. Vill Iddie vun der DP hunn hire Wee an d'Ëmweltkapitele vum Koalitionsaccord fonnt. Wéi Der wësst, mir hunn an eise Logo vun der DP dee gréng Punkt, an ech mengen och, datt hei esou vill, ech soen emol „Gréngs“ an deem Koalitionsaccord ass respektiv och Iddien, ekologesch Iddie vun der DP, dat beweist, datt dee gréng Punkt an eise DP-Logo net einfach do ass, fir schéin ze maachen. Mä dee steet och do, dee stoung och ëmmer do, well d'DP zu enger ambitiöser Ëmweltpolitik ëmmer stoung. Här Kox, Dir kënnt dat bestätegen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Exzellent!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci.

Firwat? Well dat ass jo och fir eis eng Fro vun essenzieller Gerechtegkeet vis-à-vis vun eise Kanner, Enkelkanner, wéi mer hinnen eise Planéit hannerloossen. Dee solle mer hinne beschtméiglech intakt hannerloossen. An ech mengen och, Här President, wie mä politesch Engagement, mä Parcours kennt, dee ka jo och verstoen, datt et mech perséinlech besonnesch freet, wann ech och d'Satisfactioun hunn, wann ech feststellen, datt hei ganz vill nohalteg Akzenter an deem Koalitionsaccord stinn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Eugène Berger (DP).** - An Zäite vu Klimawandel, deen och zu Lëtzebuerg Spuren hannerléisst, an Zäiten, wou en amerikanesche President seet: „Et ass jo e Beweis, wann de Schnéi am Wanter fällt, datt et guer keng Äerdwärmung gëtt, déi de Mënsch verursaacht huet“, Ech mengen, grad an esou Zäiten ass d'Politik gefuerdert, fir datt mer eis deem couagéiert an ambitiéis entgéintsetzen.

Wann een „Klimaschutz“ seet, seet een „CO<sub>2</sub> reduzéieren“, an da kënnt een och net laansch déi kruzial Fro vun der Mobilitéit. Dës Koalition setzt weider op den öffentliche Transport. Et brauch een nëmme déi ganz héich Investissementer ze kucken, déi virgesi sinn. An da musse och Ureizer geschafe ginn, fir datt d'Leit verstärkt den öffentliche Transport - de Bus, den Tram, den Zuch - benotzen, fir datt se do eraklennen. Duerfir maache mer den öffentliche Transport gratis ab 2020. Mir sinn domadder dat éischt Land op der Welt. Et kann ee soen, dat ass och e gudden Nation Branding, wann ee kuckt, wat dat iwwerall weltwäit och fir eng Resonanz huet.

Mä et ass virun allem en Ureiz duerfir, datt d'Leit sollen awer den öffentliche Transport huelen. Ech ka mech erënneren, wéi elo d'Schueberfouer war, wéi d'Méiglechkeet war, fir den Tram gratis ze huelen, wivill Leit dunn déi Méiglechkeet genotzt hunn an net mam Auto an d'Stad gefuer sinn, souguer de Bus geholl hunn, well se soten: „Jo, da kommen ech dann einfach mam Tram a gratis en plus bis dohinner.“ Ech war och du gefuer a jiddwereen, dee mat mer geschwat huet, huet du gesot: „Ma ech huelen den Tram emol eng kéier, well en ass gratis an dat ass dann esou praktesch.“

Et ass also, fir en Ureiz ze schafen, datt mer den öffentliche Transport gratis maachen. Mir sinn eis awer och eens: Den öffentliche Transport gratis maachen eleng geet net duer. Dat geet net duer!

► **Une voix.** - Ganz richtig!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et muss och esou sinn, datt d'Leit sech op den öffentliche Transport verlosse kënnen, datt e pünktlech ass, ...

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Eugène Berger (DP).** - ... datt e bequeem ass. An do wësse mer och allegueren, mir sinn nach net perfekt, mir schaffen all Dag drun, datt dat awer all Dag besser gëtt, fir datt mer et verbesseren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Eugène Berger (DP).** - Duerfir starte mer awer och aner Mobilitéitsoffensiven. Ech denken do zum Beispill un déi nei Expressbuslinien, fir datt een op enger Plaz eraklëmmt an de Bus net an all Duerf stoe bleift, mä datt een zack poulricht bis an d'Stad oder duer, wou een dann hifiert, ka fueren. Dat ass eppes ganz Wichtige, wou d'Leit ëmmer erëm gesot hunn: „Firwat musse mer dann iwwerall do den Tour duerch d'Ländche maachen? Do verléiere mer nëmme Zäit!“

Mir wäerten och kucken, datt déi zousätzlech Tramextensiounen, de schnellen Tram op Esch, datt dee schnell realiséiert gëtt. Dir verstitt jo, datt ech hei - ech soll d'ganz Land natierlech verrieden -, mä datt ech awer als Süddeputéierten och do besonnesch de Bléck drop hunn, datt mer dee schnellen Tram op Esch schnellstméiglech kréien.

Gratis öffentliche Transport heescht och net, datt do elo keng Kontrolle méi wäerte sinn. Ech mengen, déi wäerten och weiderhi bleiwen, ënner anerem, fir d'Sécherheet ze garantéieren.

Här President, mir soen awer och gradesou kloer, datt net ee Verkéiersmëttel géint en aner ausgespillt soll ginn. Gerechtegkeet an der Mobilitéit, datt heescht fir eis och, datt all Bierger, egal wou e wunnt, wou e schafft, muss d'Méiglechkeet hunn, mobil ze bleiwen. An do bleiwen op enger Rei Plazen hei am Land, dat ass esou, do bleiwen nach op verschiddene Plazen eenzeg den Auto oder dann de Vëlo.

Mä och do, wann ee ganz wäit iergendwou an engem Dall am Éislek wunnt, da bleift awer am Endeffekt den Auto déi eenzeg Méiglechkeet, fir mobil ze sinn. Dat muss een also berücksichtigen.

An dat wäerte mer och - fir kuerz e Wuert ze soen iwwer d'Kilometerpauschal, well d'Oppositionspriecherin dat och virdrun erwänt huet - berücksichtige bei der Kilometerpauschal. Déi wäert net generell ofgeschafft ginn, dat ass emol dat Éischt, wat ee muss soen. An eben och am Zeeche vun der Gerechtegkeet, a fir datt jiddweree ka méi mobil sinn, wäerte mer genau kucken, wa mer de Projet ausschafen, wou net esou eng grouss Offer ass vum öffentliche Transport, wou e Service réduit ass an esou weider, soudatt mer also dat wäerte mat erandenken.

An deem Kontext muss een och weider an der Landesplanung dezentral denken. Et muss een zum Beispill nach méi kucken, wou ee kann Aarbechtsplazen dezentral organiséieren respektiv an de Regiounen kréieren, fir datt dann d'Leit méi no bei der Aarbechtsplaz sinn. An och hei an där ganzer Fro vun der Mobilitéit spillt natierlech den Teletravail eng ganz wichteg Roll, well beim Teletravail, do brauch een e puer Deeg - oder wéi dann de Modell kéint sinn, wéi déi eenzel Leit de Choix maachen - eigentlech net méi den öffentliche Transport oder den Auto ze huelen. Et spuert een dann och ganz vill Zäit an et huet ee méi Zäit, fir aner Saachen dann ze maachen, amplat am Stau ze stoen.

Et wäert och weider an eis Stroosssystemer investéiert ginn. Geplangte Contournement wäerte mer kucken, esou schnell a kohärent wéi méiglech dann och ëmzesetzen, fir d'Liewensqualität an den Uertschaften ze verbesseren. Ech denken ënner anerem un de Contournement vun Dippech, ech denken awer och un d'Contournement Ettelbréck-Feelen, Housen-Hengescht am Norden.

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dann och déi Iddi vun den intelligente Verkehrsleitsystemer a variable Fuerbunne moies an owes. Dat si jo Systemer, déi et am Ausland ginn, wou ee moies da méi Spuren opmëcht an déi eng Richtung an dann owes an déi aner Richtung. Dat sinn alles Konzepter, déi mer och kucken an deenen nächste Joren ëmzesetzen, fir datt mer also manner Zäit am Stau verbréngen.

D'Fro ass fir eis schlussendlech awer och net „keen Auto“, mä éischer ass fir eis d'Fro: Wat fir en Auto? D'Zukunft läit an der E-Mobilitéit an duerfir ginn et dann och nei Hëllef respektiv wäerte mer de System do ëmänneren, wann ee sech en Elektroauto uschaft, a wahrscheinlech och dat beim Vëlo. Mir hate bis elo Abattementer. Do konnt ee soen, datt dat vläicht net ëmmer gerecht war, a mir wäerten also d'Abattementer duerch konkret Subsidien ersetzen.

Här President, wann ee Klimaschutz seet, wann een Nohaltegkeet seet, da muss een och konsequent d'Fro vun der Energie ugoen. Dës Regierungsprogramm huet sech och eng ganz Rei ambitiéis Ziler gesat. Ech ginn net op se allegueren an. A mir wäerten och lues aus dem Tanktourismus erausklammen. Mir

mussen ebe kucken, wéi mer déi Verloschter dann duerch Steierrecetté kënnen offiedereen an aner Saachen amplat kréien.

D'Koalition widderhëlt nach eng kéier hire klore Neen zur Atomkraaft. A mir wäerten och an Zukunft alles maachen, souwäit et méiglech ass - do sinn eis d'Hänn zum Deel gebonnen -, mä mir wäerten awer alles maachen, fir datt Cattenom an Tihange hir Dieren zoumaachen.

D'Klimabank, eng Ur-DP-Iddi, géif ech emol soen, déi gëtt ausgebaut, fir datt jiddweree ka profitéieren, wann e säin Haus energetesch assainéiert, fir do net musse Zënsen op de Prêt ze bezuelen - wann en e Prêt hëlt, fir dat ze maachen.

Nei ass och hei de reduzierten TVA-Saz vun 3 %, wann ee säin Haus energetesch assainéiert, an datt een dat elo schonn no zéng Joer kann ufroen. Ech mengen, och dat ass fir eis eng Saach vu Gerechtegkeet, fir datt een de Leit hëllef ze evitéieren, datt se eventuell kéinten an Energiearmut rétschen - déi kéint ganz schnell kommen, wann emol eng kéier de Präis vum Barrel Uelech en anere gëtt.

Här President, wien „Nohaltegkeet“ seet, seet och „schounenden Ëmgang mat eise Ressourcen“, mam Waasser, mat de Planzen, mat den Déieren - alles dat, wat eigentlech awer am Endeffekt déi Äerd hei eis als Liewensbasis erméiglecht a wat an Harmonie sollt sinn.

Duerfir wäert d'Regierung konsequent de Quellschutz virundreiwen, d'Gréngflächen - déi jo och gläichzäitig déi gréng Longe sinn, wou mer och eis Fräizäit oft dra verbréngen - an d'Biodiversitéit schützen. Dat neit Déiereschutzgesetz wäert konsequent ëmgesat ginn a mir wäerten och progressiv de Glyphosat ersetzen. Mir fänken elo net bei null un. Mir wäerten do, wou de fréiere Landwirtschaftsminister - dat ass elo eisen éierewäerte President - ugefaangen huet, weiderfueren.

Mir wëssen awer och allegueren, datt mer bei all deene Mesurë musse e wichteg Akteur mat an d'Boot huelen: d'Landwirtschaft. D'Bauer, d'Landwirt, mir musse mat deene schaffen, amplat géint déi ze schaffen.

Mer wëssen och, datt mer musse an eiser Ökonomie kloer op Nohaltegkeet setzen, an dat ass jo ... Ech war ëmmer dervun iwwerzeegt, Ökonomie an Ökologie, déi schaffen net géinteneen, mä déi kënnen matenee schaffen. Ech hat vläicht kënnt Der lech erënneren, déi, déi deemools schonn hei waren - a mengem Budgetsrapport 2014 esou „zehn Gebote“, zéng Ziler, an dat aacht Zil war deemools „Écologie rime avec économie“.

Jo, ech hat deemools gesot, datt dat méiglech ass. An ech mengen, hei an deem Koalitionsaccord bewiese mer, datt dat méiglech ass. Mir schaffen zum Beispill un engem Kader fir d'Ökonomie circulaire.

A wann ech „nohalteg“ soen, da muss een awer och kloer an däitlech soen: „Eis Finanzplaz ass e wichteg Element vun enger nohalteger Ökonomie hei zu Lëtzebuerg.“ Déi musse mer duerfir halen a stäerken. Ech wäert herno nach eng kéier kuerz zum Schluss op d'Finanzplaz zréckkommen. Mä d'Finanzplaz ass och eng Ökonomie, wou mat wéinege Leit a mat héich qualifizéierte Leit eng ganz grouss Plusvalue geschafe gëtt a wou mer och doduerjer kënnen an Nohaltegkeet investéieren. Ech kommen nach eng kéier spéider drop zréck.

Nohaltegkeet ass och d'Quintessenz vum Tourismus, deen a ville Regiounen dezentral Aarbechtsplaz schaaft an deen och da kann zur neier Relance vun dëser Ökonomie bäidroen. De Fokus wäert do eigentlech verstärkt op neie Formen vum Tourismus leien. Bon, ganz nei si se och net, mä déi et vläicht schonn am Ausland méi ginn. Ech denken un Aktivurlaub: Vëlo, Wandern, Sportaktivitéiten. Dat gëtt et schonn. Mir wäerten dat nach weider ausbauen.

Kulturtourismus: Mir vergiessen et am Hannerkapp, d'Kulturhauptstad 2022 am Süden. Och do weess een, datt dann den Tourismus sech op dat Event muss stellen. D'Valoriséierung generell vun eise ländleche Géigende mam Tourismus ass wichteg, an awer natierlech och, aktuell Nischen oder Nischen, déi mer schonn hunn, nach auszebauen, zum Beispill de Kongresstourismus.

Här President, wann eng Institutioun hei am Land fir Gerechtegkeet muss suergen a stoen, dann ass dat eis öffentliche Schoul. An der Schoul, do gëtt d'Basis geluecht fir d'Liewen, an et ass do, wou mer jiddwer Jonkem hei am Land déiselwech Startchancë musse bidden. Et geet an der Schoul ëm d'Chancégerechtegkeet





fir all Kand, onofhängeg vun Hierkonft oder Revenu vun den Elteren. An dat ass eppes, wat d'effentlech Schoul muss garantéieren, duerfir muss se stoen.

Wéist Der, op där anerer Säit, d'Kanner sinn net alleguerten d'selwecht. Si hu verschidden Talenter, si hu verschidde Stärkten. An duerfir gi mer och dee Wee, dee mer ageschloen hunn, fir ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler unzebidden, dee Wee gi mer weider, fir datt mer ebe kënnen déi verschidden Talenter a Kompetenzen och maximal férdere an deene gerecht ginn.

D'Offer an der effentlecher Schoul wäert duerfir an där Logik, an där Konsequenz weider ausgebaut ginn.

Den Educatiounsminister huet an deene leschte fënnel Joer eng Rei noutwendeg Reformen ëmgesat, denkt un d'Lycéesreform, eng Rei Neierungen am Fondamental. Jo, déi Reformen hate vläicht nach net all Zäit, voll ze gräifen, an et ass, mengen ech, elo eng wichteg Aufgab a wäert elo d'Aufgab sinn, fir d'Ëmsetze vun deene Reformen, déi gestëmmt sinn, genau um Terrain ze begleeden. Ech mengen, do ass d'Stéchwuert Kontinuitéit a Qualitéit. A wa sech an der Praxis um Terrain onerwaart Schwieregkeeten eventuell opdinn, da muss een och prett sinn, fir eventuell déi eng oder aner Adaptatioun ze maachen.

A schliisslech gëtt och e Bildungsdësch agefouert, fir d'Evolution vun der Schoul onofhängeg vun der Politik ze suivéieren. Hei sollen all déi betreffen Akteuren, Experten zesumme kommen, eigentlech ouni parteipolitesche Bléck. Hei sinn et d'Experten, d'Akteuren, déi sollen zesummekommen, fir ebe déi grouss Iwwerleeungen ze maachen, fir ze kucken, wat déi grouss Érausforderunge sinn, déi eise Bildungssystem huet, an dann och do Froen an Äntwerten auszeschaffen.

Här President, ech kommen zur Gesondheet. Ech mengen, et ass eigentlech iwwerflësseg ze soen: Eis Gesondheet ass dat Wichtigst, wat mer alleguerten hunn. Duerfir ass et och wichtig, datt den Ausbau vun engem performante Gesondheetssystem fir all d'Regiounen am Land eng ganz wichteg Aufgab vun all Regierung muss sinn, och vun dëser. Si ënnersträicht dat zwar och domadder, datt se eng ganz Rei Saachen an de Koalitiounsaccord ageschriwwen huet.

Dat ass och eng Fro vu Gerechtegkeet, datt d'Bierger och iwwerall am Land, och am ländleche Raum, vun enger gudder Gesondheitsversuierung profitéieren kënnen. Et ass eigentlech net ze verrieden, datt, wann emol en Ongléck passéiert ass a wann e Mënsch an Nout ass, een am Eislek do muss eng Stonn oder méi op en Dokter waarden an datt op där anerer Säit, ech huelen da Réiser - well ech do wunnen, duerfir kann ech dat soen -, datt do praktesch an zéng Minutten oder manner wéi zéng Minutten den Dokter kann do sinn. Dat dierf et eigentlech net sinn!

Duerfir hu mer och d'DP-Fuerderung vu Gemeinschaftspraxe vun Dokteren an de Koalitiounsaccord ageschriwwen. Dat heescht, am ländleche Raum besonnesch oft, mä net nëmmen do sollen dann also d'Doktere gehollef kréien, fir sech besser zesummen ze organiséieren an dann eben och méi schnell kënnen hire Patienten ze hëllefen.

Mir wäerten och eng nei ... oder mir soen einfach, mir wäerten elo eng Gesondheitskaart aféieren, fir datt jiddweree vun där Gesondheitskaart ka profitéieren. Dat ass eng Kaart esou am Stil vun enger Kreditkaart, an dat ass dann eng Kaart, ma d'geet ee bei den Dokter, domadder gëtt den Dokter direkt bezuelt, mä - an dat mécht haut d'digital Welt méiglech - déi gëtt dat awer och direkt weider un d'Gesondtheitskeess, wou een dat dann direkt kann an d'Weeër leeden, fir datt ee säin Deel zrëckkritt.

D'Digitaliséierung wäert dat méiglech maachen. Mir haten dat och esou, déi do Kaart, an eise Wahlprogramm stoen. Mir si ganz zefriden, datt dat esou an de Koalitiounsaccord komm ass. Da mussen also an Zukunft d'Leit, wa se esou eng Gesondheitskaart hunn, net méi herno nach d'Rechnung an d'Enveloppe maachen, déi bei d'Gesondtheitskeess schécken an dann herno nach drop waarden, fir d'Suen erëmzekeréien. Op där anerer Säit huet den Dokter awer och direkt seng Suen, wann de Patient bei e kënnt.

Wann ee vu Gerechtegkeet schwätzt, kënt een och net laanscht eise Pensiounssystem. Deem geet et de Moment net gutt, mä exzellent. D'Pensiounsreserve sinn esou héich

wéi nach ni, ronn 4,5-mol méi héich wéi déi järelech Ausgaben.

Ech mengen, och da kann ee soen „Schéiwieder“, mä trotzdem kuckt awer d'Regierung, d'Evolution vun eise Pensiounssystem am A ze behalen. Regelméisseg ginn Analyse gemaach. Et gëtt gekuckt, wann do Clignotante géifen ugoen, datt een da ka séier reagieren.

Ech mengen, och dat ass eng Fro vu Gerechtegkeet tëschent de Generatiounen. Eis Generatioun dierf elo net op d'Käschte vun där nächster Generatioun de Pensiounssystem plëmmen. Mir mussen kucken, datt mer deen esou erhalen, datt och nach eis Kanner, eis Enkelkanner kënnen op eise Pensiounssystem zielen.

Wann ee vu Gerechtegkeet schwätzt, da komme mer och net laanscht d'Wunnen. Wunnen huet e fundamentalen Afloss op d'Liewen an och zum Deel op d'Gerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg. Mir wëssen, e groussen Deel vun dem Akommes hautzedaags, dee ginn d'Leit fir eng eege Wunneng oder fir de Loyer. Mir wëssen och, datt et um Wunnengsmarché net ëmmer ganz gerecht zougeet. Do wéist Der alleguerte Geschichten, déi Der kéint hei vzielen.

Am Logement setzt de Regierungssaccord op d'Kontinuitéit, op dat, wat mer déi lescht fënnel Joer an d'Weeër geleet hunn, fir d'Offer u Logementer - ech mengen, et geet wierklech dorës - méi unzekuerbelen. Wat méi do ass, wat natierlech d'Präisser kënnen „stabiliséiert“ ginn, soen ech emol, ouni ze soen, datt se vläicht eng Kéier géifen erofgoen.

An ech hunn och méi wéi eng Kéier hei op dëser Tribün gesot - fir déi, déi scho virum Oktober heibanne souzen -, ech hunn ëmmer erëm gesot: „Et gëtt keen Zauberstaf am Logement.“ Fir mat engem Coup de baguette magique do all Problemer ze léisen, dat ass illusoresch. Do sinn och nach esou vill Jorzéngten opzeschaffen, dat kann een net maachen.

Op där anerer Säit huet een eng ganz Rei Akteuren, déi een do muss zesummekréien, soudatt een do also nëmme kann zesumme Solutiounen fannen. Duerfir kréie virun allem och d'Stad, d'Gemengen déi néideg Moyenen an d'Hand geluecht, fir awer kënnen selwer och méi aktiv ze ginn am staatleche Wunnengsbau.

Dat sinn Instrumenter wéi Baulandvertrag, en neie Biergerfong, Loune vu privaten Terrainen an esou weider. Och d'Aides au Logement ginn no uewen ugepasst a solle méi gerecht verdeelt ginn. Ech soen awer och, datt mer als DP - Dir wéist dat - ganz zefridde sinn, datt keng zousätzlech Enteenungsinstrumenter geschaf ginn.

Ech kommen awer dann och net derlaanscht, e Wuert iwwert d'Grondsteuer ze soen. An dëser Legislatur si mer gewëllt, fir dann endlech d'Reform vun der Grondsteuer op en Enn ze bréngen. Et gëtt schonn an Aarbechtsgruppen dru geschaff. Ech hat och héieren, datt de Finanzminister dat schonn am Radio gesot huet.

An ech mengen, mir sinn eis jo awer all eens heibannen - an ech kucken hei och op meng riets Säit, op d'CSV -, wann ech ëmmer drun denken, wat awer och an deene leschte fënnel Joer gesot ginn ass vun Äre Spriecher. Mir sinn eis eens heibannen, datt mer wëllen d'Grondsteuer reforméieren, datt do also muss eppes geschéien. Mir freeën eis dann drop, datt dann och d'Opposition, se alleguerte vun der Opposition do dann äiffeg wäerte matschaffen, fir datt mer eng gutt Solutioun fannen.

Just eng Remark, eng Guideline, wa mer d'Grondsteuer reforméieren: D'Grondsteuer wäert minimal bleiwe bei dem Eegenheim. Dat heescht, wann een a sengem Haus wunnt, bei sengem Heem, do gëtt d'Wunnen net méi deier, do dierf d'Wunnen net méi deier ginn duerch d'Grondsteuer. Bei Leit, déi mat de Wunnenge Commerce maachen, mat Terrain Commerce maachen, ass dat eng aner Saach.

Här President, déi digital Technologien hunn an de leschten 20 Joer eis Gesellschaft, eis Économie, eis Aarbechtswelt fundamental verännert. Wéi ech viru 25 Joer, dat ass schonn eng Zäitchen hier, déi éischte Kéier hei an der Chamber vereedeget gi sinn, du war den Handy eigentlech nach eppes ganz Exzeptionelles. Et hat bal keen en Handy. An, pour la petite histoire - den Här Bodyr ka sech vläicht erënnere: 1993 war hie Postminister, a wat war dann? Meng Mamm hat beim „Hei Elei Kuck Elei“ bei engem Concours matgemaach a si hat deen éischten Handy vun der Post gewonnen a si hat deen deemools vum Postminister Bodyr iwwerreicht kritt.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Une voix.** - Très bien !

(Interruption)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Voilà, Klammer zou! Nëmme fir ze soen, also dat war eppes

Exzeptionelles, datt et deemools en Handy ginn ass. Haut ass dat jo Alldag. Mir wëssen, dee begleet eis. De Computer, den Handy: Mir kënnen jo net méi ouni dat liewen.

Heiansdo ass et och ze vill, wa mer alleguerten dann dorobber net spillen, mä schaffen, well et ass wierklech och en Aarbechtsinstrument ginn, e Kommunikatiounsinstrument ginn. Dat mécht d'Leit heiansdo skeptesch. Mä et muss een déi digital Technologien och oder virun allem als Chance gesinn. Mir gesi se als Chance. Ech hat och am Summer zwee, dräi Artikelen, esou eng Serie am „Lëtzeburger Wort“ gemaach, déi ech mat „#digital-Chance“ ënnerschriwwen hat. D'digital Technologien, déi sinn eng Chance an déi muss een notzen.

Mir hunn och duerfir den Digitalminister gefuerdert an deen ass jo och elo feste Bestandteil vun der Regierung.

A mir sinn iwwerzeegt, datt d'Digitalisatioun eis op ville Plaze wäert hëllefen, Lëtzebuerg méi gerecht ze maachen: an de Schoulen, an eise Gesondheetssystem - ech hat viru vun der Gesondheitskaart geschwat -, an de Verwaltungen, op der Aarbecht. Mir mussen awer och wëssen, d'Aarbechtswelt vun haut ass net méi déi vu gëschter, mä déi vun haut ass och net déi vu muer. Mir mussen also och déi Jonk an de Schoulen op déi nei Berufsprofiler, wou d'digital Technologie wäerten eng Haaptroll spillen, virbereeden.

Mir liewen awer och an enger globaliséierter medialer Kommunikatiounszäit. Duerfir mussen mer op där anerer Säit déi Jonk net nëmmen d'Technik vun der Digitalisatioun léieren, mä mir mussen se och léieren, opmierksam a kritesch mat den digitale Medien ëmzegoen. Dat ass och gradesou wichteg.

Mir mussen weiderhin eisen ICT-Standuert hei zu Lëtzebuerg ausbauen. Dat ass eng enorm Chance fir Lëtzebuerg. Dozou gehéiert den Ausbau vum séieren Internet. Dozou gehéiert, datt mer wäerten als eent vun den éischte Länner d'5G-Technologie offréieren.

Mir hunn ee vu ganz puer HPC-Computeren (High Performance Computing) hei op Lëtzebuerg kritt. Dat sinn, ech géif emol soen, esou Monstercomputeren, déi enorm vill a ganz schnell kënnen rechnen; fir et vereinfacht duerstellen. Mir hunn ee vun deene weinegen an Europa hei op Lëtzebuerg kritt. Dat ass eng riseg Chance. Dat si Méiglechkeeten hei natierlech fir d'Fuerschung, mä awer och fir d'Économie, fir dat ze notzen.

Ech soen einfach, d'digital Technologien, dat sinn déi nei „Minettsteng“ vu Lëtzebuerg. Wa mer alles drusetzen, fir déi Méiglechkeete vun den digitalen Technologien ze notzen, wéi eis Virgänger deemools an de Schmelzen et mat der Minett gemaach hunn, wa mir also esou dann och haut déi digital Technologien notzen, da kënnen mer den Erfollegmodell Lëtzebuerg, no dem Stol, no de Banken, da mat den digitalen Technologie weiderschreien.

E modernen an effikasse Service public am Déngscht vum Bierger heescht och, datt d'Fonction publique weider muss digitaliséiert ginn. An do huet d'DP respektiv de Koalitiounsaccord den Usprouch, datt an Zukunft all administrativ Demarche soll online méiglech sinn. Dat hu mer och esou an de Koalitiounsaccord ageschriwwen.

An dann, wann ech bei der Fonction publique sinn, wéll ech awer och een, zwee Sätz do verléieren. Mir brauchen natierlech och an Zukunft - haut, mä och an Zukunft - kompetent Beamten. An duerfir ginn d'Atellungsprozeduren an d'Formatioun vun de Beamten op de Leescht geholl. Mir wëssen och, de Stat huet vill Missiounen, vill wichteg Aufgabe fir d'Bierger am Land. Et ass e Service public an duerfir brauche mer och gutt a kompetent Leit. Mir wëssen, datt dat ëmmer méi knapp gëtt. An duerfir, mengen ech, komme mer net derlaanscht, datt mer och de Wiessel vu kompetente Leit aus dem Privatsecteur an de Secteur public brauchen an datt och déi Prozedure mussen vereinfacht ginn.

Här President, d'Steierpolitik ass an enger Gesellschaft eigentlech en essenziell, ech géif wierklech soen en essenziell politesch Instrument, fir méi Gerechtegkeet ze schafen. Duerfir hu mer schonn an der leschter Legislaturperiode eng sozial selektiv Steuerreform gemaach. D'Mëttelschicht a jonk Familljen hu mer däitlech entlaascht. De Monoparentallen hu mer ënnert d'Äerm gegräff. Déi ënnescht Gehälter kruten de Steierkredit verduebelt, an nach e puer aner Mesuren.

An elo geet et drëms, fir op deem Wee vun der Steiergerechtegkeet do weiderzefueren. Duerfir, dat ass kee Geheimnis, setzt sech d'DP säit Jore fir d'Individualiséierung vun der Besteuerung an. An duerfir si mir och ganz zefriden, datt elo déi Iddi konkret de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt huet. D'Zil ass et eben, fir

datt an Zukunft iwwert d'Individualiséierung eise Steiersystem nach méi gerecht gëtt.

Eiser Meinung no ass et net um Stat ze entscheeden, wat fir deen Einzelnen de richtige Liewensmodell ass. Dat ass Privatsaach. Ob bestuet, gepacst oder celibataire, d'Besteuerung dierf net vum Liewensmodell ofhängeg sinn.

Haut, elo um 11.05 Auer, hu mer kee Modell vun deem neie System vun der Individualiséierung fäerdeg hei um Dësch leien. Mir hunn awer e puer Guidelinen. Ech géif der dräi soen:

Éischtens wëlle mer eng nei Classe unique schafen; zweetens soll keen eppes par rapport zu senger aktueller Situatioun verléieren, an drëttens, d'Kanner mussen awer onbedéngt berücksichtegt ginn.

Dat sinn eigentlech déi dräi grouss Guidelinen, wou mer dann dorobber wäerte schaffen. An da kënt natierlech och erëm d'Fro vun der Finanzéierung. An deene leschte fënnel Joer hu mer eis d'Moyene geschafft, fir ebe elo esou eng Steuerreform kënnen unzegoen.

Här President, ech kommen dann nach zu engem Punkt, engem wichtige Punkt, deen ech eigentlech traditionell ëmmer, wann ech zum Budget geschwat hunn, als éischte Punkt geholl hunn an deen ech dës Kéier dann nëmme kuerz zum Schluss wäert soen. Dat ass souzesoen d'Rumm, déi dat Ganz zesummenhält an eigentlech all déi Politik, déi mer aschreien an de Koalitiounsaccord, erméiglecht.

Ech schwätze vun de Statsfinanzen! Et ass eigentlech net vill (veuillez lire : Et sinn eigentlech net vill Wieder) ze verléieren doriwier, well se esou gutt sinn. Vill Länner op der Welt, d'ganz Welt beneit eis. Mä et ass eigentlech d'Basis, eng gutt zolidd Basis, fir datt mer kënnen eis Politik weiderféieren. Mir hunn eis awer kloer Ziler gesat am Koalitiounsaccord, datt mer wäerte strikt déi europäesch Kritäre vum Stabilitéitspakt respektéieren an datt mer natierlech och d'Maîtrise vun eiser Schold wäerte weiderverfollegen. Mä wa mer dee leschte Stand kucken, da si mer do op alle Fall elo scho ganz gutt um Wee.

A mir wëssen awer och, datt mer vun der Konjunktur net ganz ofhängeg (veuillez lire : onofhängeg) sinn. Mir kënnen dat och e bësse steieren, mä mir mussen der Konjunktur duerfir hëllefen. Mir hunn also eng Rei Mesurë geholl, ech hunn och verschiddener opgezielt, wéi ech viru vun de Betriber geschwat hunn a vun der Finanzplaz. Mir mussen also kucken, datt mer deenen Akteuren, déi zu där gudder Konjunktur bäidroen, hëllefen.

An ech wëll nach eng Kéier hei kloer ënnersträichen, datt mer Wuesstum brauchen, nohaltege Wuesstum, fir datt et och an Zukunft dem Land a jiddweregem hei ka gutt goen, datt mer do Gerechtegkeet kënnen schafen. An duerfir brauche mer och an Zukunft eng Finanzplaz, déi gutt fonctionnéiert. An ech muss do och nach eng Kéier soen, datt an deene leschte fënnel Joer trotz verschiddene Schwieregkeeten, trotz oder mat Brexit, mä awer och trotz LuxLeaks, mer et fäerdegbruecht hunn, mam Finanzminister Pierre Gramegna hei d'Finanzplaz op licht nei, mä awer wierklech nach méi zolidd Féiss ze stellen. Dat ass eng gutt Saach! Well och an Zukunft brauche mer eng Finanzplaz. D'Finanzplaz - ech hat dat jo gesot - ass eigentlech e Paradebeispill vun nohaltegem Wuesstum, vun nohalteger Économie.

Mat engem Zéngtel vun der aktiver Bevëlkerung, an dat sinn oft héich qualifizéiert Aarbechtspulzen, gëtt een Drëttel vum nationale Räichtum geschafft. Dat muss ee sech emol virstellen! An dee Räichtum, mat deem kënnen mer dann erëm investéieren an d'Nohaltegkeet, mat grénge Finanzprodukten. Mir kënnen mat deene Suen, déi mer do verdéngen, erëm an d'Natur an an d'Émwelt investéieren, déi jo eigentlech kee Präis hunn, mä déi awer eppes kaschten. Mat deene Suen, déi mer do hunn, kënnen mer an d'Nohaltegkeet an och an d'Gerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg investéieren.

Här President, ech sinn elo net op all einzelne Punkt aus dem Accord agaangen. Dir verstitt, datt ech méi spezifesch op déi Punkten, déi d'DP viru de Wahlen virgeschloen hat an déi dann och hire Wee an de Koalitiounsaccord fonnt hunn, agaange sinn. Ech verstopen dat net, datt mer als DP-Fraktioun natierlech ganz zefriden doriwier sinn. Ech sinn also net op all d'Punkten agaangen, op déi ech hatt kënnen agoen.

Et sinn der awer och eng Rei derbäi, déi mir net eleng haten. Et sinn och Koalitiounspartner, déi heiansdo änlecher haten, heiansdo hate mer och verschiddener. Mä et ass awer esou, datt mer eis dës le départ bei deene Koalitiounsgesprécher ni wäert aus de Féiss louchen. Do ass eigentlech ënnert dem Stréch zesummekomm, wat zesummegepasst huet. An dat huet sech och an där gudder Ambiance erëmgespigel,



déi mer haten tëschent deenen dräi Parteien an hiren Delegationen während de Koalitionsverhandlungen. Et war kee Géinteneen, et war e konstruktivt Mateneen. Et si leider nëmmen déi, déi hei op dës Sait sëtzen, déi dat kënnen bestätegen. Mä mir hunn et fäerdegbruecht, e gemeinsame Projet, jo, eng gemeinsame Visioun fir d'Zukunft vum Land op d'Been ze stellen, wouran déi dräi Parteien sech méi wéi erëmfannen.

Ech hat ugefaange mat engem Zitat vum eischte liberale Premier zu Lëtzebuerg, dann halen ech och domadder op: „Dës Regierung ass net géint iergendee gemaach ginn, mä fir eng Saach: fir de Fortschritt vum eise Land ze garantéieren. Dës Regierung ass gemaach ginn trotz ënnerschiddlechen Orientatiounen vum hire Parteien, animéiert vum gemeinsame Wëllen ze moderniséieren, de gesellschaftlechen Entwécklung Rechnung ze droen an d'Zukunft an d'Wuelergoe vum eise Land a senger Bierger ofzesécheren.“ Zitat Gaston Thorn.

Här President, deem ass eigentlech näischt bäizefügen. Dat gëllt ëmsou méi fir dës Koalitionsaccord, an duerfir steet d'DP voll a ganz hannert dësem Koalitionsaccord, well en ass ambitiéis, en ass nohalteg an en ass gerecht.

Här President, ech wëllt duerfir, fir dat nach eng Kéier zum Ausdruck ze bréngen, schréiftlech eng Motioun hei deposéieren, wou mer dat natierlech nach eng Kéier an dës Motioun ënnersträichen. Déi ass vu mir deposéiert, mä si ass matënnerschiwwig gi vu Kollegen an de Fraktiounspresidenten natierlech vum LSAP an deene Gréngen. Voilà, déi géif ech lech dann iwwerreechen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

*après avoir entendu la déclaration gouvernementale, y donne son approbation, fait confiance au Gouvernement pour sa réalisation et passe à l'ordre du jour.*

(s.) Eugène Berger, Gilles Baum, Alex Bodry, Georges Engel, Josée Lorsché.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Berger. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech fänken net mat engem Zitat un, ech ginn direkt an de Sujet eran, d'Debatt ronderëm de Koalitionsaccord an d'Regierungserklärung vum Premierminister, eng Regierungserklärung, déi sech scho wäert aschreiwene an déi parlamentaresch a politesch Geschicht vu Lëtzebuerg. Et ass déi eischte Kéier, wou eng Dräierkoalitioun, eng Dräierkoalitioun ouni Matwirkung vum der stärkster Partei, bestätegt gëtt, wou se fir weider fënnef Joer untrëtt.

Si verfüügt mat 31 Sätz, dat ass wouer, iwwer eng denkbar knapp Majoritéit. Mä d'Vergangenheet, och déi Zäit vun 1974 bis 1979, wou äänlech Majoritéitsverhältnissen waren, beweist, dass grad esou knapp Majoritéiten oft méi zesammenhale wéi grous Majoritéiten, a knapp Majoritéite kënnen och villes bewegen. Dat ass dat Zil, wat mer gemeinsam fir déi nächst fënnef Joer hunn.

Dës Koalitioun huet insgesamt iwwer 150.000 Stëmme bäikritt par rapport zu de leschte Wahlen. Si representéiert 31 Sätz, iwwer 49 % vun de Stëmmen. Bei den Europawahlen hunn déi dräi Parteien 42 % vun de Stëmme beieenebruecht.

Den Challenger CSV, dee jo ugetratt ass, fir eng nächst Regierung unzuféieren, wann net souguer eleng ze stellen, huet iwwer 100.000 Stëmme verluer, iwwer 100.000 Stëmmen. Si si relativ gutt ewechkomm mat nëmmen zwee Sätz manner. Dat ass eben d'Spill vum eise Wahlsystem. Si hunn iwwer 5 % Stëmme verluer, dat ass dee gréisste Stëmmeverloscht, deen eng Partei aus der Oppositioun eraus an der Geschicht vu Lëtzebuerg hat.

En Oppositiousbonus, deen normalerweis spillt an deen normalerweis besonnesch fir déi Partei spillt, déi am stärksten déi Oppositioun representéiert, huet dës Kéier net gegräff. En huet gegräff bei den Europawahlen, jo. Deemools hat d'CSV, wann ech mech net iren, 38 % vun de Stëmme kritt. Elo läit se bei manner wéi 29 %. En huet gespilt a sämtleche Sondagen, déi iwwert déi ganz Period gemaach gi sinn, wou d'CSV ni ënner 25 Sätz gefall ass an et souguer bis op 29 Sätz bruecht hat. De Premierminister hat recht, wéi e gesot huet, dass d'Demoskopie eben d'Demoskopie ass an net d'Wahlresultat ausmécht. Doriwwer solle mer allegueren - allegueren, net nëmmen eng Partei - meditieren an deenen nächste Joren.

Et ass also schon eng speziell Situatioun. Eise ganze politesch System ass amgaange sech ze veränneren doduerch, dass mer lues a lues aus engem System vum engem sougenannten „parti pivot“, ronderëm dee sech ëmmer d'Majoritéiten opbauen, erakommen an e wierklech multipolare Parteesystem mat wahrscheinlech méi mëttelgrousse Parteien, enger Partie klengere Parteien, och méi Parteien, wat d'Zusammestellung vum Majoritéiten net méi einfach wäert maachen an der Zukunft, wann déi dote Struktur sech sollt verfestegen an deenen nächste Joren.

Mä d'Diversitéit vum de Meenunge fënnt sech natierlech domadder erëm. An et gesäit een, dass all Variant vum duebele Koalitiounen u sech nach manner Stëmmen hanner sech bruecht hat, wéi dës Dräierkoalitioun elo huet.

Ech sinn duerfir frou, och wann dat nach e bëssen hei duergelungen ass an der Ried vum der neier Fraktiounspresidentin vum der CSV, dass deen „procès en illégitimité“, deen nach viru fënnef Joer hei gefouert ginn ass vum der CSV, dës Kéier zumindest net mat darselwechter Verve gefouert ginn ass.

D'CSV huet keen Optrag zur Regierungsbildung erhalen. Dat soen net nëmme mir, dat seet och e gudden Deel vum de politesch Observateuren a vum der Press no deem Wahlwend viru e puer Méint. Si huet keen erhalen, well da misst ee jo och d'Fro stellen: Wéi war et da bei de leschte Gemengerotswahlen? Wéi war et zu Schëffleng? Wéi war et zu Monnerch? Wéi war et zu Beetebuerg, wéi mer hei vum der grénger Schaffin zougefëlüstert gëtt? Wéi war et do mam Regierungsoptag vum de jeeweilige stärkste Parteien, déi souguer oft nach dee Kandidat derbäi haten, deen déi meeschte Stëmmen hat? Wat dës Kéier jo och net de Fall war, well weder am Zentrum nach am Süden, deenen zwee grouse Bezierker, sinn d'Spëtzekandidate vum der CSV als Eischt mat de meeschte Stëmmen erausgaangen.

#### (Interruption par Mme Martine Hansen)

Ech hu vun deenen zwee anere Bezierker geschwat. Wéi dat am Norde mat lech weidergeet, dat gesi mer dann eng nächste Kéier.

Et ass also ganz kloer esou, dass dës Koalitioun bestätegt ginn ass. An et kann een och net méi uféieren, wéi déi leschte Kéier, dass eenzel Parteien net zumindest schwach ugedeit hätten, a wat fir eng Richtung et géif goen no de Wahlen. D'Wieler woussten zumindest an deene leschte 14 Deeg, wou se dru waren. All relevant Leadere vum de Parteien hunn déi lescht Deeg an Interviewen an Deklaratiounen gesot, wat hir perséinlech Präferenz wär. Si hu gesot, dass, wa sech d'Méiglechkeet géif ginn, wann eng Bestätegung vum där Koalitioun géif kommen, da wär hir Präferenz, fir déi Koalitioun hei weiderzeféieren.

An d'CSV huet jo och hir ganz Campagne drop ausgeriicht, fir ze warnen: Passt op, wa se eng Majoritéit kréien, da fuere se weider! Also et ka kee soen, dass en net wousst, a wat fir eng Richtung et hei géif goen. Dat huet sech gekläert, wat de Wahltermin ëmmer méi no komm ass. Vill Leit hu sech jo anscheinend och an deene leschten Deeg eréischt entscheet. Déi Leit woussten also, wat se géife mat hirem Votum ausdrécken.

Woubäi, ech wëll awer hei direkt enger Thees entgéintwierken, déi och d'Madamm Hansen eng Kéier hei widerholl huet: Wann et „de Wielerwëllen“ géif ginn! Ech kann et scho bal net méi héieren! „De Wielerwëllen“ gëtt et net! Et gëtt Dausende vu Wielerwëllen. Jiddwereen huet aus aneren Ursachen, déi him eege sinn, an engem gewëssene Sënn ofgestëmmt. An d'Additioun vum deem Ganzen, dat ergëtt dann e Wahlresultat. Mä dorauer dann e Wielerwëllen ze interpretéieren, ech mengen, dat ass eppes, wou ee sollt d'Fangere wa méiglech dervuloossen.

Wat hei zielt an der Chamber ass d'Arithmetik vum der Sätzverdeelung. Mir wëssen, dass déi heiansdo ongerecht ass. Mir wëssen, dass déi eischer déi grouse Parteie favoriséiert. Mä wat zielt ass d'Arithmetik hei an der Chamber, eng Majoritéit an dës Chamber ze hunn an da schlussendlech och genuch Gemeinsamkeiten, fir e gemeinsame Programm an doriwwer eraus e gemeinsame Projet ze schmiden.

Dës Regierung ass entgéint deem, wat hei behaupt ginn ass - ech ka mech nëmme wonneren, et ass fir mech keen essenzielle Punkt -, méi kleng wéi déi viregt Regierung, well zu Lëtzebuerg gehéieren d'Statssekretären zu enger Regierung. De Gouvernement zu Lëtzebuerg - dat ass anescht wéi an anere Länner - setzt sech aus Ministere a Statssekretären zesammen, déi hunn deeselwechte Statut. Statssekretäre si keng Ersatzministere, déi nëmmen aktiv dierfe ginn, wann d'Ministere net do sinn. Et si vollwäerteg Memberen an dës Regierung huet awer zumindest zaghaft déi Tendenz gebrach, fir bei all Regierungsbildung

- iwwert déi lescht Jorzéngten ass dat esou gaangen - ëmmer een oder zwee Poste bäizeetzen. Dës Regierung huet manner Regierungsmembere wéi déi viregt Regierung.

Dat Zweet, wat ech wëll zu deem Ganze soen: Et ass vill hei geschwat ginn, an et sinn Nimm hei zitéiert ginn, wat ech net gutt fannen, iwwert d'Zusammestellung vum der Regierung. Do kann ee laang driwwer dozieren. Mä ech fannen et awer e bësse keck, muss ech soen, dass grad d'Madamm Hansen wëllt eng grous Intervention hei maachen, wien eigentlech dierft enger Regierung sinn opgrond vum sengem Wahlresultat. Wann ee selwer duerch en Telefongespräch an eng Regierung erakomm ass, dann ass ee méiglechschlecht placéiert, géif ech mengen, fir grous Interpretatiounen ze maachen, wien da soss mat wivill Stëmmen dierft an d'Regierung kommen. Dir hat null Stëmmen, wéi Dir an d'Regierung erakomm sidd.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech sinn awer duerno erëmgewielt ginn. Soss séiz ech net hei.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir sidd nëmmen erakomm, well den Här Juncker lech wollt an déi Regierung eranhuelen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Als Quereinsteiger.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat huet mat Sécherheet näischt, Madamm Hansen, mam Wielerwëllen ze dinn. Duerfir wannehgelift e bësse méi Retenue!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech si schon zweemol richtig gewielt ginn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - E bësse méi Bescheidenheet, wann Dir perséinlech ufänkt, hei e grousse Developpement ze maachen doriwwer, wien a wat een dierft an der Regierung sinn!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dat heescht, Dir sidd net fir Quereinsteiger?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'Regierungszusammensetzung ass eng politesch Entscheidung. Déi hëlt all Partei no hire Kritären an natierlech och mam Wonsch, dass dat déi richteg Persounen op der richteger Plaz sinn. Dat war nach ëmmer esou. Dat soll och esou bleiwen.

Et sinn ëmmer Leit vu baussen erakomm. An engem Interview hunn ech och gelies, dass souguer kritiséiert ginn ass, dass bei eis d'Madamm Innenminister hei nei besat ginn ass, well si net direkt gewielt gi war. Ech wëll lech drun erënneren: De Jean-Claude Juncker ass op enger hoffnungsloser Positioun bei de Chamberwahlen am Süde gewielt ginn an en ass direkt Statssekretär an enger Regierung ginn. Also wann een esou Vergläicher ustellt, esou Theesen opstellt, da muss ee seng Geschicht vum der eegener Partei kennen an dann ass een e bësse méi virsiichteg, ...

#### (Brouhaha)

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Dat war awer net direkt. Hien ass dat méi spéit eréischt ginn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ... dann ass ee méi virsiichteg, wann een esou Aussoe mécht.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Wann ee kritiséiert ...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - E war Fraktiounsekretär, e war ganz no an der Chamber.

#### (Brouhaha)

► **Une voix.** - D'Madamm Bofferding war an der Chamber.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, ech weess, Dir héiert dat do net gär. Mä ech soen nach eng Kéier ...

#### (Brouhaha)

► **Une voix.** - ... Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Nee, wann een esou eng Diskussioun ufänkt, an Dir hutt dat hei gemaach - ech weess guer net, ob dat hei déi richteg Plaz ass, fir esou Diskussiounen ze féieren -, da muss ee se awer bis zum Enn ausstoan an da muss een och kënnen op all d'Géigenargumenter schlësseg Äntwerte ginn. Dat kënnt Dir net.

Ech wëll och e Wuert soen, well hei eise Partei-kongress kommentéiert ginn ass mat engem Ausdruck, deem vum den „Pafen“. Ech wëll lech soen, dass dat net den normale Jargon ass, dee mir op Kongresser gebrauchen, oder net méi gebrauchen. Ech sinn opgewues, dat wëll ech soen, an engem Haus, wou och alt emol vum den „Pafen“ rieds gaangen ass. Wéi déi eng vun deenen „Rouden“ schwätzen an esou weider, ass bei eis emol vum den „Pafen“ geschwat ginn. Ech stinn dozou. Ech war och schon an enger Situatioun derbäi op Mëttel-

alterfester, wou den „Paf“ kee Problem hat, vun „Pafen“ ze schwätzen. Mä jiddweree muss sech senger eegener Vergaangenheet do stellen.

Ech wëll awer ganz kloer soen, dass dat u sech eng Persoun ass, déi deen Ausdruck do gebraucht huet, an da gëtt dat multiplizéiert, wéi wann dat elo d'Haaptthema gewiescht wär bei eis um Kongress. Mir hate wierklech, wëll ech lech soen, aner Sujeten ze behandelen, an ech sinn iwwer aner Aussoe vläicht nach manner frou wéi iwwert déi vun den „Pafen“, déi op eise Kongress gebraucht ginn ass. Mä jiddweree soll do viru senger eegener Dier kieren, wann en esou Saache mécht.

Op jidde Fall, ech kommen nach eng Kéier herno dorobber zrëck, a mir halen als LSAP drop: Mir ware laang Jore Partner a Regierung, a mir sinn net forcéiert ginn, fir Partner vum der CSV ze ginn an der Regierung. Mir hunn dat aus fräie Stécker decidéiert als Partei, an et ass an esou Koalitiounen och gutt Aarbecht gemaach ginn. An den Zoustand vum Lëtzebuerg Land, an deem mer eis haut befannen, deen esou schlecht net ass, ass natierlech och e gemeinsame Verdéngscht vu ganz villen, déi iwwer laang Jorzéngten do matgeschafft hunn. Ech hunn ni en Doute dorunner gelooss, dass dat eis Aschätzung vum der Situatioun a vun der politesch Debatt ass.

Ee Wuert awer och zu eis: Mir sinn elo déi véierte Kéier derbäi no der Oppositiouszäit vum 1999 bis 2004. Mir sinn derbäi mat engem Resultat, wat schlecht ass. Mir hunn net iwwer 5 %, mir hunn awer iwwer 2 % vun de Stëmme verluer, a mir hu mat deem Verloscht vum iwwer 2 % vun de Stëmme keng zwee Sätz verluer wéi d'CSV, mir hunn dräi Sätz verluer mat enger Halschent vum Verloscht. Dat ass dat schlechtest Resultat, wat mer hunn. Mir kënnen eis domadder tréischten, dass et däitlech besser ass wéi eist Resultat bei den Europawahlen viru véier Joer. Mir kënnen eis domadder tréischten, dass et besser ass wéi d'Resultat, wat d'Sondagë virausgesot hunn. Mä et ass e schlecht Resultat fir eis Partei.

Et ass ganz kloer, dass dat bedeit, dass mer eisen interne Fonctionnement a Fro musse stellen, dass mer eis Inhalter musse frësch diskutieren an dass mer eis personell mussen nei opstellen. Dat si mer och déck amgaangen. An duerfir sinn an der Regierungsequipp, no engem Renouveau, dee mer scho bei de leschte Wahle gemaach hunn, an no engem Remplacement an eiser Fraktioun vum der Halschent bei deene leschte Wahlen, d'Jalone gesat, fir och déi Erneuerung ze maachen. Een Drëttel vum eiser Regierungsequipp ass erneiert ginn. Un der Plaz vum Fraktiounspresident wäert an engem gudden Joer e Wiessel kommen an an eiser Parteispëtz wäerten déi Haaptposte vum eiser Partei och nei besat ginn. Dat ass den Ufank awer vum enger Verännerung, enger Afroststellung, déi natierlech méi wäit muss goen, wéi nëmmen e puer Leit Personal ze ersetzen.

Dat wäerte mer och konsequent duergesetzen, dat maache mer nieft der Regierungsarbeits selbstverständlech, wou och eise vollen Engagement gëllt. Mir sinn an eng ganz speziell Situatioun erakomm, mat där kee gerechent huet, dass an dës Koalitioun, der austriedender Koalitioun, wou mer mat Blut a mat Häerz eragaange ware viru fënnef Joer, bei engem Verloscht bei zwee vun deene Koalitionspartner dat kéint opgefaange ginn duerg d'Gewënner vum engem drëtten. Dat war eng Hypothese, déi eigentlech keen als relativ realistesches ugesinn huet. Et ass dozou komm.

An dat erkläert och, dass mer u sech, wéi mer gefrot si ginn, ob mer wéilte matmaachen ... Dat war d'Realitéit! Mir stoungen net an där eischer Rei ze soen: „Hei, mir wëllen an déi nei Regierung!“ A wéi mer gefrot gi si vum eise Partner: „Wëllt Der nach eng Kéier matmaachen? Mir hunn eng Majoritéit, wëllt Der nach eng Kéier dee Projet hei weiderféieren?“, hu mer no kontroversen Diskussiounen bei eis awer eestëmmege an der Parteileedung - an do sätzen net lauter Mandatsträger dran - a schlussendlech och op eise Kongress mat enger Zoustëmmung vum iwwer 95 % vun de Stëmmen decidéiert, de Koalitionsaccord guttzeheessen, dee mer gutt an haart verhandelt hunn an de leschte Wochen, an erëm mat an dës nei Regierungsmajoritéit eranzegoen.

Ech ka mech u Kongresser erënneren, mat Ausnam vum deem viregten, wou bal Eestëmmegeket war, wou alt bis zu engem Drëttel vum de Kongressdelegierten Nee gesot hunn, fir an eng Koalitioun deemools mat der CSV eranzegoen! Mir sinn hei also an engem ganz aneren Dréibuch mat dran. Mä selbstverständlech





wësse mer, wéi mer ze reagéieren hunn op déi dote Situatioun.

Mat dëser Koalitioun, dovunner si mer fest iwwerzeegt, gëtt déi Politik vu Moderniséierung, vu Reformen a vu sozialem Zesummenhalt och déi nächst Jore weidergefuert. Dat war fir eis immens wichteg, dat och ze garantéieren. Mir gesi keng aner politesch Konstellatioun, déi denkbar gewiescht wär opgrond vum Wahlresultat, wou esou e fortschrittliche Reformprogramm hätt kënnen ëmgesat ginn.

Fir eis ass et och wichteg, dass d'Rad vun der Geschicht net zréckgedréit gëtt, dass all dat, wat mer oft géint grouss Widderstänn vu Guddem, vu Richtegem, vu Moderniséierung, vu Reformen, besonnesch am gesellschaftleche Beräich déi lescht fënnef Joer gemeinsam duerchgezunn hunn, dass dat vu Bestand bleift, dass dat net ewechgeblose gëtt duerch eng aner Majoritéit, well mer vun der Richtegkeet vun där Politik iwwerzeegt waren, déi déi lescht fënnef Joer an deenen dote Beräicher gemaach ginn ass.

Dës Koalitioun geet eng Rei vun neie politesche Chantieren un a si intensivéiert a si acceleréiert hir Aarbechten op anere wichteg politesche Dossieren. De Premierminister huet se ugeschidden, dat sinn och déi, déi d'Leit am Dagdeeglechen hunn, an et sinn eis alleguerten, well mir gehéieren och zu de Leit: Dat ass d'Fro vun der Mobilitéit, et ass de Stau, et ass d'Fro vun den ze héije Wunnengspräisser, den och deelweis ze héije Loyereren. Dat alles brauch en neien Elan, dat alles brauch en neie Start, obwuel mer alleguerte wëssen, dass dee Match do net gewonnen ass, egal wien an der Regierung wär.

Dat weess och d'Oppositioun, well wann ech esou kucken, wat an den eenzelne Parteiprogrammer steet, do ass wierklech d'Solution magique sécherlech net derbäi. Duerfir soll och dës Koalitioun weider opbleiwe fir nei Iddien, déi vu baussen erakommen, an net soen: „Mir hunn nëmmen dat doten an Koalitiounsprogramm stoen, da maache mer och nëmmen dat, wat do drasteet.“ Do muss se sécherlech Ajustementer gemaach ginn am Laf vun der Zäit. Vlächicht erweist sech eng Iddi, déi zréckbehale ginn ass, als net esou licht ëmsetzbar. Par contre sinn nei Iddien, déi am Laf vun der Zäit vu baussen, och an der Debatt an der Zivillgesellschaft un eis eruntriiden, déi mer bereet sinn, da mat eranzehuelen. Dat ass immens wichteg, dass mer also do och opbleiwen, wann et un déi grouss Fro geet, déi grouss Problemfelder geet, deene mer eis als Verantwortlech mussen stellen.

Fir eis gehéiert natierlech och zu engem Gesellschaftsbild, wat mer ustriewen, wat mer weider wëllen erhalen, d'sozial Ofsecherung vun deem Einzelne bei der Aarbecht, beim Unfall, bei Krankheit, bei Alter oder Fleeg. Jo, mir sinn als Sozialisten - mir fäerten net, dat ze soen, an dat fënnst sech och an deem Programm erëm -, mir si fir e staarke Stat. Mir si fir besonnesch och e staarke Sozialstat, e Stat mat gutt organiséierten effentlechen Déngschtleeschungen. Mir si géint d'Privatiséierung vu Servicer fir de Bierger, well mer der Meenung sinn, dass eng Profitmaximéierung an deenen dote Beräicher nëmmen zu engem Verfall vun der Qualitéit vum Déngscht um Bierger ka féieren. Dat ass och eent vun de Fundamenter vun dëser Koalitioun.

Mir stinn also mat deem Programm fir d'Sozialofsecherung vun Einzelnen op engem zolitten Niveau. An et wäert net ënnert dëser Koalitioun zu enger Verschlechterung vun de Renteleeschungen kommen an et wäert net mat dëser Koalitioun zu enger Erhéijung vum legale Rentenalter kommen. Dat war fir eis eng Grundvoraussetzung, ob mer kéinten an eng Koalitioun egal mat wem eragoen oder net. Dovunner hu mer eis Mataarbecht ofhängeg gemaach: wa mer do géifen en Accord erzielen. Mir si souguer hei e Schrëtt méi wäit gaangen, well gesot ginn ass, dass, wann déi Berechnungen, déi jo all Joer, all puer Joer gemaach ginn, wann déi géifen erginn, dass en Handlungsbedarf méttelfristeg entsteet, da géife mer emol kucken, fir alternativ Finanzéierungsquellen ze fanne fir eise Rentensystem, ee Rentensystem, deen iwwerengs haut op enger Rekordzuel vu Reserven ukomm ass, déi géifen duergoen, fir véier an en halleft Mol d'Joresausgabe bei de Privatrenten ze finanzéieren.

Ech weess net, ob mat enger anerer Partei, mat all deenen Aussoen, déi se gemaach hunn am Virfeld vun de Wahlen, esou en Accord méiglech gewiescht wär wéi deen, dee mer hei zu dräi Parteien erreicht hunn op deem dote Punkt. Dat war fir eis immens wichteg.

Eng zweet Grondbedéngung, déi mer haten, wat eng Regierungsbedeelegung ugeet, dat war, dass mer net méi an déi leideg Diskussioun erakomme vun der Netindexéierung vu Léin, Gehälter a vu Pensionen. Dat ass keng reng stilistisch Fro gewiescht, dat Ganz!

Ech géif lech bieden, emol nach d'Wahlprogramm viru fënnef Joer ze kucken, wat déi eenzel Parteien dozou gesot hunn. Ech erënnere mech nach gutt un déi Diskussioun, déi mer viru siwen, aacht Joer hei haten. Dat war nach, wéi mer mat der CSV an der Regierung waren, wou d'CSV iwwert de Premierminister sech staarkgemaach huet fir u sech e Plafonéiere vun den Indextranchen, an et Stëmme bei der DP, bei deene Grénge gi sinn, déi sech, mengen ech, op engem gemeinsamen Text fonnt haten, fir eventuell emol d'Energiepräisser aus der Indexberechnung erauszekriegen.

Also, jiddwereen huet eng Vergaangenheet e bëssen an deem doten Dossier. Duerfir war et fir eis wichteg, dass mer kloermaachen, dass och an Zäiten, wou méiglecherweis d'Inflatioun méi staark wäert ginn - d'Projektiounen si jo awer elo éischter bei 2 % oder bei iwwer 2 % an net méi bei 1,5 %, wéi mer déi lescht Period pro Joer an der Moyenne haten -, wou also och d'Indextranche méi oft wäert erfalen, also och d'Indexéierung natierlech wäert méi staark spillen, dass et och an esou enger Zäit wichteg ass - wéinst dem soziale Friden, fir ze garantéieren, dass déi Leit, an dat sinn der vill, déi net un engem Kollektivvertrag hänken, och eng Erhéijung vun hire Léin kréien, fir gutt Rente weider ze garantéieren -, dass mer dee besteende Indexmechanismus, deen dës Koalitioun ënnert der vieregter Period erëm agefuert huet, och iwwert déi ganz Period déi nächst fënnef Joer erhalen.

An et ass jo net vun ongeféier, dass während de Koalitiounsverhandlungen en eminente Vertreter vun der Chambre de Commerce an engem Artikel op eemol d'Iddi lancéiert huet ënnert der Etikett vum Rifkin-Prozess, fir dann awer emol schnell drun ze denken, fir d'Energiepräisser aus der Indexberechnung erauszehuelen. Alles dat wäert net stattfannen. Mir hunn eis do zu dräi eens gemaach op deem dote Punkt.

Dann deen drëtte Punkt, deen huet e bësse méi laang Diskussiounen mat sech bruecht während de Koalitiounsverhandlungen: Dat ass dee vun der Erhéijung vum Mindestloun, als Direktmoosnam 100 Euro netto fir den 1. Januar dat nächst Joer. Dat hu mer kloer formuléiert gehat, dat hu mer och esou mat an déi Koalitiounsverhandlungen erabruucht. An och wann d'Technik nach genau festzleeën ass - dat wäert sécher nach Diskussiounen an den nächste Woche ginn -, ass et awer kloer, dass mer zu dräi wëllen op deen dote Wee goen, well mer der Meenung sinn, dass dat e Stéck och vu sozialer Gerechtheek ass, fir deen dote Geste ze maachen. Mat 1.750 Euro netto zu Lëtzebuerg uerdentlech ze liewen, dat ass schrecklech schwéier. Dat wësse mer alleguerten, dat brauch ech hei an enger Enceinte, wou lauter Leit sëtzen, déi e Multiple verdénge vun deem doten, net ze soen. Et kann ee sech, mengen ech, och als Politiker an d'Haut vun deenen eraversetzen, déi an esou enger Situatioun sinn.

Duerfir maache mer deen heite Geste. Mir maachen et esou, dass mer doduerjer d'Betriber net onméisseg belaachten. Si mussen hir Part vun deem Effort do droen. Mir maache viles iwwert d'Steieren, iwwert d'national Solidaritéit eigentlech. Mä et ass e wichteg Geste, dee mer do maachen. Dat géllt fir den einfache Mindestloun, dat géllt selbstverständlech och fir déi Leit, déi um qualifizéierte Mindestloun sinn: en daitleche Plus als Direktmoosnam fir am Ufank vun dëser Period. An da kommen natierlech déi normal Adaptatiounen am Laf vun der Legislaturperiod derbäi, opgrond vun deene Berechnungen, déi gemaach ginn iwwert d'allgemeng Lounentwicklung, respektiv opgrond vun der Entwicklung vun der Inflatioun, iwwert d'Indexéierung.

Dat ass e staarke Geste, dee mer hei maachen. Ech si frou, dass mer deen och gemeinsam droen, deen dote Geste. Dat ass elo net méi eleng sozialistesche Politik, dat ass d'Politik vun der ganzer Koalitioun. Dat géllt och fir aner Aspekter, déi vlächicht éischter vun anere Parteien erabruucht gi sinn, mä wou mer allen dräi hannert deenen dote Punkte stinn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass, mengen ech, den Zement vun deem Ganzen.

Et ass also fir eis, soen ech, méi wéi e symbolesche Geste. Et gehéiert eigentlech, denken ech, zur Mënschewürd an der Gesellschaft, dass mer dee schreckleche Phänomeen vun de Working Poor, deen och zu Lëtzebuerg deelweis besteet, agedämmt kréien. Dat ass eng vun de wichteg Moosnamen. A mir

erwaarden eis och ganz kloer doduerjer e Schub, dee kann op all déi méi kleng a mëttel Léin kommen. Doduerjer, dass een eppes um Mindestloun verännert, huet dat natierlech och eng Repercussioun op déi ganz Lounskala, net am ieweschte Beräich, mä sécherlech an deem ënneschten an an dem mëttlere Beräich. Dat ass also och eng Moosnam, fir d'Kafkraaft ze stäerken, fir den Aarmutrisiko erfzesetzen, an doriwwer eraus ginn dat och indirekt natierlech erëm eng Kéier iwwert de Konsum Impulser fir eis wirtschaftlech Aktivitéit.

2018 ass net 2013. Ech wëll domadder ufänken, well mer jo och sécherlech wäerten nach de Mëtteg méi eng Diskussioun ronderëm dee finanziellen Aspekt vun deem Regierungsprogramm féieren.

Ech hu mer eng Kéier d'Méi gemaach an ech sinn op déi Note au formateur zréckgaangen, déi bei de Verhandlungen am Hierscht 2013 ausgedeelet ginn ass un déi Leit, déi sengerzäit an den Delegatiounen waren. Deemools war Lëtzebuerg nach voll mat den Ausleever vun der Wirtschafts- a Finanzkris vun 2008 beschäftigt. De Chômageaux louch deemools bei ronn 7 %, de PIB bei 2 %, den Zentralstatsbudgetsdefizit louch bei 1,8 %, an ouni Géigesteuerung, esou huet dee Pabeier ausgesot, géif de Statsdefizit sech fir 2016 verduebele vun 800 Milliounen sengerzäit op 1,6 Milliarden am Joer 2016, de strukturelle Budgetsdefizit géif bei minus 2,2 % leien an d'Statschold géif ganz no un 30 % erukommen.

Dës Situatioun, dës Perspektiven hu sech komplett verännert, an ech géif soe glécklecherweis hu se sech komplett verännert, duerch sécherlech e méi gënschtegt internationaalt wirtschaftlecht Ëmfeld, mä awer och duerch déi Decisiounen, déi déi vieregter Regierung geholl huet am Laf vun deene leschte Joren, well se dohinnegaangen ass an d'Investitiounen héich gehalen huet, déi 2013 op engem absoluten Déifpunkt ukomm waren. Si huet de Sozialbudget héich gehalen, fir och eng sozial Offiederung vun enger Kris nach weider ze garantéieren. Si huet eng gutt virbereet, eng gerecht Steierreform duerchgezunn a si hat och de Courage, fir eng Rei vu Spuermoosnamen am Ufank vun der Period ze huelen.

Alles dat, zesumme mat deem verbesserten internationale wirtschaftlechen Ëmfeld féiert dozou, dass mer 2018 elo a folgender Situatioun sinn - dat ass den Ausgangspunkt vun deenen Diskussiounen, déi mer an der Koalitioun gefuert hunn an déi haut dann an der Chambersdebatt wäerte weidergefuert ginn:

Mir sinn haut bei engem Wirtschaftswuesstum, dee real ëm 3 % soll steigen dëst Joer an dat nächst Joer, a bei engem Chômage, dee vu 7 % op 5,2 % erfogaangen ass. Do si mer praktesch um Niveau vu virun der Kris ukomm. Du ware mer bei eppes Klenges manner wéi 5 %. Mir hunn e Solde structurel Statsdefizit, dee positiv ass, dee bei 2 % positiv läit, also keen Defizit, mä en Iwwerschoss.

A mir hunn eng Statsverschuldung, déi prozentual ënnert där läit vun 2013, dat heescht, en fait hu mer manner Schold a besonnesch manner Statschold, Zentralstatschold, wéi mer dat 2013 haten, wéi déi vieregter Regierung ugefaangen huet. Et ass souguer och eng Schold zréckbezuelte gi vu 400 Milliounen während där ganzer Zäit. An eis Zënslascht, déi mer beim Zentralstat hunn, ass méi niddreg 2018, wéi se 2013 war. Alles dat ass also eng verännert Positioun, déi et, mengen ech, och net als illusoresch erschéngt léisst, dass mer mat engem nei ze definéierenden Objectif à moyen terme, wat de Budget ugeet, ab 2020 vu plus 0,25 %, eventuell plus 0,50 % och géifen eens ginn.

Et gëtt kritiséiert, dass d'Regierung hire Programm net chiffriert huet. Ech stellen d'Géigefro: Wat fir eng Partei huet hire Programm chiffriert? Ass de faméise Plang fir Lëtzebuerg, dee wéineg hei zitéiert ginn ass bis elo an der Debatt, ass dee chiffriert ginn?

(**Interruption**)

Ech muss éierlech soen, dass, och wann ech mer elo déi éischter Ried hei vun der Hauptoppositiounspartei nach eng Kéier virun Ae féieren: Do hunn ech och vu Spuere wéineg héieren. Ech hunn héieren, dass se vlächicht dee gratis effentlechen Transport net géife maachen, mä gläichzäitig wéilte se awer natierlech och nächst ännere bei de Frais de déplacement dann. Dat heescht, dass also och do elo näischt géif méi an d'Statskeesen erakommen. A virun allem hunn ech nach héieren, dass se bei deene Stroosseprojeten nach méi Projete wéilte maache wéi déi, déi schonn am Regierungsprogramm stinn. Dat alles geet jo net hin, fir den Équiliber vum Statsbudget ze vereinfachen. Dat geet hin, fir deen eigentlech méi schwéier ze maachen.

Meng perséinlech Aschätzung ass - ech muss awer soen, dat ass awer och nëmmen iwwert

den Daum gekuckt -, dass den deierste Wahlprogramm warscheinlech dee vun der CSV war. Wann ech kucken, wat do alles virgesinn ass, fir nëmme jiddwereen zefriddenstellen! Jiddweree kritt da säi kleng Projete och mat erageschriwwen an den Trick ass dann, ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dir hutt nach e bësse méi am Koalitiounsaccord!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ... den Trick ass dann, fir ze soen: „Mir maache kee Programm op fënnef Joer, mir maachen et natierlech op eng laang Zäit“, well d'CSV natierlech ëmmer wäitsichteg ass. Just dass se dat kuerzsichteg Zil da verfeelt huet bei dese leschte Wahlen!

(**Interruptions**)

Duerfir mengen ech, dass een déi Kritik dierf uféieren, mä da muss een natierlech och tadellos si bei sech selwer!

Ech ka mech och net erënnere, ausser et seet ee mer elo hei de Contraire, dass jee an deene leschte Jorzéngten eng Regierung hei ugetratt wär mat engem chiffrierte Programm! Ech ka mech dorun net erënnere. Mir hate scho schwierig Zäiten, méi schwierig Zäite wéi haut, wou d'Perspektive méi negativ waren. Ech ka mech net erënnere, dass eng Regierung, och ënner esou dichtege Leit wéi dem Jacques Santer oder dem Jean-Claude Juncker, dohinnegaange wär a sech hei mat engem chiffrierte Regierungsprogramm presentéiert hätt.

Ech soen awer och als laangjäerege Spriecher vu menger Fraktioun, wat d'Budgetsroen ugeet - ech war zweemol Budgetsrapporteur -, dass dat doten awer kee Selbstläufer gëtt. Ech mengen, dat weess dës Koalitioun och. Dat hei gëtt kee Selbstläufer. Hei muss arbitréiert gi bei all Budget, deen opgestallt gëtt. All zwielef Méint wäerten et Diskussiounen ginn: Wat realiséiere mer vun eise Programm? Wou si mer prett, fir ze realisieren? Wat mécht Sënn, fir ze realisieren? A mir wäerten eng normal Entwicklung hunn, dass all Joers d'Diskussioun gefuert gëtt, wat zréckbehale gëtt a wat déi Margë sinn, déi mer hunn, fir kënnen do virunzekommen.

Ech soen och am Numm vun eiser Fraktioun, dass, wann et sollt zu enger Eintrübung vun der allgemenger wirtschaftlecher Lag kommen, wann also d'Recettë vlächicht net méi esou daitlech an d'Luucht ginn, wéi dat awer elo momentan trendweis nach ëmmer de Fall ass, da muss een och kënnen umsetzen, da muss ee kënnen eenzel Projeten zrécksetzen, muss een iwwert d'Akraaftrieden an iwwert d'Modalitéit vun eenzelne Punkte kënnen offen diskutéieren. Dat ass, mengen ech, e ganz normale politesche Prozess, deen eis net besonnesch muss opreegen, mä deen zum normale politesche Geschäft gehéiert.

Fir eis als LSAP-Fraktioun ass et wichteg, dass mer an esou enger Situatioun eis keen Investitionsdefizit leeschten. Mir muss grad déi produktiv Investissementer an Infrastrukturen, an effentlech Déngschtleeschungen op héijem Niveau halen, wéi mer dat och während deene leschte fënnef Joer an der leschter Period gemaach hunn!

Wa ma do spueren, da könne mer och aner Zilsetzungen net errechen, déi mer eis an eenzelne sektorielle Politicke ginn, wéi zum Beispill am effentlechen Transport, wou mer jo massiv nach weider wëllen investéieren, wéi och am Beräich vun der Santé mat deene Spidolsprojeten, déi elo amgaange sinn an déi sollen an nächster Zäit ëmgesat ginn, fir eng optimal Versuergung am Beräich vun der Gesondheet hei am Land ze garantéieren. All déi Investissementer muss gemaach ginn. Et kann ee sécherlech dat eent oder anert Verwaltungsgebai méi spéit bauen. Dat si fir mech keng produktiv Investissementer.

Et muss eis kloer sinn, dass mer eis net dat leeschte kënnen, wat eis daitsch Nopere sech gelescht hunn a wou se häut nach dru knaen: dass se eigentlech während Jore gespuert hunn un den Investissementer an hiren effentlechen Infrastrukturen - wou se haut nach dru knaen! - an haut natierlech méi mussen dropleeën, well alles vrecktgaangen ass, wéi wa se et sengerzäit gemaach hätten a bereet gewiescht wäeren, e bësse méi vun hirer Orthodoxie budgétaire ewechzegoen.

Mir hu souwisou hei déi europäesch Regeln, déi spillen, wat d'Opstellung vum Budget ugeet. Déi surgen derfir, dass do gewisse Limiten agebaut sinn. An ech mengen, dat ass dat Zil, wat dës Regierung confirméiert huet, wat si awer net erfount huet, dass ee wéilt ënnert der Limit vum 30 % Verschuldung vum PIB bliwen. Dat ass sengerzäit 2009 definéiert gi vun enger CSV/LSAP-Regierung, wou mer Verhandlungen haten, ech ka mech erënnere, wou mer zesummesouzen a gesot hunn: „Wou setze mer eis Lat un?“, well déi offiziell europäesch Lat, déi ass bei 60 %. Do hu mer gesot: „Dat ass awer fir e klengt Land ..., fir eng kleng





Economie kënn mer eis dee Luxus net leeschten, bis op 60 % effentlech Verscholdung eropzegen, gemooss um PIB“, an et ass sech op e mëttel- a laangfristeg Zil vun 30 % geeeneg ginn.

Abee, dës Regierung mécht näischt aneschtens. Si widerhëlt, wat och viregt Regierunge sech als Limitt gesat hunn, wat déi staatlech respektiv déi effentlech Schold ueegt.

Vu verschiddene Säite gëtt och d'Litanei vun der feelender Visioun erëm eng kéier opliewe gelooss. Ech mengen, dass schlussendlech all Oppositionspartei dat do mécht. Ech mengen, mir hunn et och gemaach, wéi mer 1999 bis 2004 an der Opposition waren. D'Visiounen hunn anscheinend ëmmer déi, déi grad net um Zuch sinn, an déi um Zuch sinn, déi hu keng Visiounen méi. Et ass e bësse komesch! Duerfir mengen ech, et soll een och do net méi streng sinn, wéi ee soss war, och mat sech selwer. An och do kann ee soen, wann een anere Leit virwerft, si hätte keng Visiounen, da muss ech soen, bon: Wou sinn dann d'Visiounen vun deenen, déi deene virwerfen, si hätte keng Visiounen?

Ech mengen awer, ouni dat Wuert „Visioun“ hei wëllen ze gebrauchen, wat e bëssen oft strapazéiert gëtt, dass hei awer schlussendlech - dat war fir mech keng Evidenz - aus dräi Wahlprogrammer, wou déi dräi Parteien - an dat war jo och déi Kärausso, déi ech gemaach hunn e puer Méint virun de Wahlen - de Choix gemaach hunn: „Mir setzen op eis Kärkompetenzen, mir kucken eis Käriwierschaft ze bannen“ ... An dat huet dozou geféiert, dass natierlech déi Wahlprogrammer méi divergent waren an hirer Ausriichtung wéi d'Wahlprogrammer fënnf Joer virdru waren. Et war eng nei Situatioun. An awer, well de gemeinsame Wëllen do war, ass et fäerdegbruecht ginn an deenen Diskussiounen, déi mer haten, aus dräi verschiddene Wahlprogrammer schlussendlech e gemeinsame Projet ze maachen!

Et ass e Projet, deen awer elo nëmmen um Pabeier steet - dat soen ech och -, e Projet, dee mer gemeinsam mussen un d'Liewe bréngen, gemeinsam mussen lieweg maachen an deenen nächste Joren, sief et an der fester Iwwerzeugung, dass d'Grondastellung déi richtig ass, dass hei probéiert ginn ass, en Equiliber ze fannen, ouni awer a Kontradiktiounen ofzerutschen.

D'Gefor ass jo, wann s de et jiddwerengem wëlls recht maachen, dann hues de op eemol eng Wurrel an dengem Programm an dat eent klappt net méi mat deem aneren iwwereneen. Hei ass et fäerdegbruecht ginn, fir deen dote Jet hei ze maache vun engem Programm, deen awer u sech kohärent ass a wou ee gesäit, dass et an déiselwecht Richtung geet.

Fir eis ass et wichteg, dass een an deem dote Programm dräi Grondwäerter erëmfënt, dräi Grondwäerter, mat deene mer wëllen d'Zukunft vu Lëtzebuerg gestalten an och sécherstellen:

Et ass de Grondwäert vum allgemengen Interessi, dem Intérêt général, et kann een och soen, vum Bien commun. Dat heescht, op där enger Säit de gesellschaftleche Konsens sichen esou wäit wéi méiglech, mä sech virun allem net duerch Einzelinteressen, duerch Partikularinteressen oder duerch Gruppeninteresse leede loosse. Fir eis heescht dat als LSAP, dass mer eng Politik wëlle maache fir déi grouss Majoritéit vun de Leit an net fir „the happy few“! Dat ass immens wichteg, dass dat ganz kloer hei erëmfannen ass an där Notioun vum Intérêt général, deen un éischter Plaz genannt ginn ass.

Un zweeter Plaz ass genannt ginn an deem Accord de coalition d'Gerechtigkeit. Et soll fair zougouen an eiser Gesellschaft. Dat heescht fir eis natierlech haaptsächlech och Chancégerechtigkeit: Chancégerechtigkeit an der Schoul, do geet et un, dass de soziale Lift erëm fonctionnéiert, deen zu Lëtzebuerg wéi op anere Plazen net méi richtig vum Fleck kënt, Chancégerechtigkeit schliisslech am Beruff, Chancégerechtigkeit och an der Gesellschaft insgesamt.

A mir géifen och selbstverständlech gären d'Chancégerechtigkeit mat Solidaritéit verbannen. Dat eent ass enk mat deem anere verbannen. Duerfir also den Zesammenhalt an der Gesellschaft, d'Veerréngerung tëschent Aarm a Räich (veuillez lire : d'Veerréngerung vum Ennerscheid tëschent Aarm a Räich), eng besser Opdeelung vum Besët, d'Bekämpfung vun der Aarmut an all hire Formen.

Drëtte grouss Grondwäert, dat ass: Wéi gi mer mat eiser Welt hei ëm? Wéi gi mer mat der Natur ëm? Déi grouss Ëmweltfro! Grouss Erausforderungen och fir eis: de Klimaschutz, d'Erhaltung vun der Biodiversitéit, déi ganz Fro vun der Ernährung, vu wéi mer produzéieren, wéi mer dat Ganz opdeelen, den Zougang zum Drénkwaasser. An do mussen mir och ...

Ech kann dat Argument (veuillez lire : Ech kann dat Argument net méi héieren), ech hunn et esou oft héieren als Ëmweltminister, et ass scho laang hier: „Mir sinn dach esou kleng. Wat solle mir dann do maachen? Dat ännert dach näischt, wa mir eis änneren. Loosst emol déi aner virgoen!“

Neen! Mir hunn och eise Bäitrag ze leeschten! Mir hunn e vläicht souguer e bësse méi ze leeschte wéi anerer, well mer eis méi gelescht hunn an deene leschte Jorzéngten. Duerfir mussen mer eis Verantwortung an deenen dote Froen huelen. An ech kann och Theesen net akzeptéieren, déi ech nach viru Kuerzem hu missen noliese vun engem Parteimember vun eis, deem ech awer soss meng ganz Sympathie hei wëll ausdrécken: „Mir kënnen eis net dee Luxus leeschte vun enger Konfrontatioun vu soziale Froen an Ëmweltfroen.“

► **Une voix.** - Très bien !

(**Interruptions**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et gëtt keng Léisung vun den Ëmweltfroen, wa mer net och gläichzäiteg d'Sozialfroen mat léisen, an emgekéiert kann et keng dauerhaft Léisung vun de Sozialfroen ginn, wa mer d'Ëmweltfroen net och mat versichen ze léisen. Alles dat gräift aneene. Dat ass keng Konfrontatioun, déi mer mussen maachen, et ass e Mateneen, dat mer mussen sichen an all deenen dote Froen.

(**Brouhaha**)

An do spillt viles mat. Dat muss sech erëm-spigelen an der Wirtschaftspolitik. Dat muss sech erëm-spigelen an der Landesplanung, beim Verbraucherschutz, an der Kooperatioun. All déi Domäne si schrecklech wichteg. Dat kann och net eng Affär eleng vun engem Ministère a vun enger Blutgrupp an dëser Koalitioun sinn. Dat muss gemeinsam gedroe ginn, wéi déi sozial Fro muss gedroe ginn, wéi de Wëlle muss gedroe ginn, och an dëser Gesellschaft d'Liberalitéit weider ze stäerken. Alles dat gehéiert zueneen.

Et wär op jidde Fall an eisen Aen, ech soen et nach eng kéier, onzäitgeméiss a falsch, eng künstlech Konfrontatioun tëschent Ëmwelt- a Sozialfroen hei wëllen ze konstruieren. Et ass also e gemeinsamt Zil, wat mer hei hunn. An déi Viraarbecht ass jo och gelescht ginn duerch e Rifkin-Prozess, duerch d'Iddi vun enger Kreeslafwirtschaft, duerch d'Iddi vun enger Wirtschaft vum Deelen, vum Reparieren, vum méi Notzen, vum Upcycling; alles dat, mengen ech, muss sech transversal an alle Beräicher erëm-spigelen.

Ech kéint nach munches hei eraushuelen. Ech huele vläicht nach e puer Themen, déi eis um Häerz leien, déi mir och deelweis perséinlech um Häerz leien, nach eng kéier ganz kuerz ervir. Ech wëll nach eng kéier op déi sozial Fro kommen, well och gesot ginn ass: „Jo, d'Wuert vun „Aarmutsbekämpfung“ fënt net oft am Premier senger Deklaratioun erëm!“

Et ass awer e gemeinsamt Uleies, wat mer net elo zënter e puer Wochen hunn, mä wat mer och schonn déi lescht fënnf Joer haten. Mir hunn et gewise bei all deene Moosnamen, déi gemaacht si ginn, déi an déi dote Richtung ginn. An et kann een dat jo net mat enger Moosnam beäntweren, déi Erausforderung do: Wéi kënnen mer verhënnere, dass Leit an Aarmut ofrutschen?

Mir wësse jo, wat fir eng Dealer vun der Bevölkerung deenen dote Risiko besonnesch ausgesat sinn. Duerfir mussen mer gezielt Moosnamen hunn. Et muss e Bündel vu Moosnamen gemaach ginn, déi da gräifen.

Dat geet natierlech iwwert d'Erhéijung vun engem Mindestloun, d'Adaptatioun vun engem REVIS. Dat geet iwwert d'Loyerssubvention. Dat geet iwwert d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère. Dat geet iwwer eng Verännerung vum System vum Tiers payant, iwwer all déi Moosnamen, déi am Regierungsprogramm stinn am Schoul- a Familljebereich: d'gratis Kannerbetreiwung, déi ausgebaut gëtt a Richtung Ganzdagsschoul, wat mer ausdrécklech als LSAP begrëissen. Mir sinn der Mee- nung, dass, wann d'Kannerbetreiwung während der Schoulzäit zur Schoul gehéiert, da si mer an der Ganzdagsschoul. An eng Ganzdagsschoul soll wéi all Schoul hei zu Lëtzebuerg gratis sinn. Dat ass eng Logik, eng Thees, déi sengerzäit och e Mady Delvaux als Educatiounsministesch verteidegt huet.

Wat fir eis awer och wichteg ass, zemoos wann een dann heiansdo déi Kritik héiert: „Dat si jo alles Kaddoen!“ Fir d'Leit, déi déi Sue brauchen a kréien, sinn et keng Kaddoen, éischstens.

(**Interruption par Mme Françoise Hetta-Gaasch**)

Zweetens, Madamm Hetta, ass et esou, dass och déi dote Moosnamen, déi sozial Moosnamen, déi hei decidéiert ginn, dass déi eng Contre-partie hunn, dass déi ëmmer verbonne

si mat engem Engagement, dat deem Ganzen en zousätzleche Sënn gëtt. Dat gëllt zum Beispill bei der Kannerbetreiwung, well mer net nëmmen hei soen: „Mir wëllen elo ënner gewëssene Konditiounen déi Kannerbetreiwung iwwert d'Maisons relais och gratis maachen“, mä si ass verbonne mat enger Qualitéitsverbesserung an enger Qualitéitsofsécherung.

Wa mer soen: „Mir rembourséieren d'Verhiddungsmëttel, setzen d'TVA erof bei Hygiënartikelen a kommen de Leit also do entgéint“, dann ass dat och verbonne mat engem Engagement, méi ze maachen, wat d'Éducatioun an der Santé affective et sexuelle ueget.

Wa mer soen: „Mir féieren en neie Feiertag an“, wa mer soen: „Et kënt ee Congésdag bäi“, dann ass dat verbonne mat Verhandlungen, déi mer virgesinn hunn, fir e Recht op Deelzäitarbecht anzeféieren an e Recht och op en Zréck an d'Vollzäitarbecht mat engem Iwwerhuele vun de Cotisatiounen duerch de Stat.

Wa mer soen „gratis effentlechen Transport“, dann ass dat selbstverständlech verbonne mat dem kloren Engagement, fir en Ausbau ze maache vun der Offer, wat de ganzen effentlechen Transport ueget! Dat eent ouni dat anert mécht jo kee Sënn! Et muss een déi zwou Saachen ëmmer zesumme gesinn. An da gesäit een d'Kohärenz vun der Demarche, déi d'Koalitioun an d'Regierung an deem heite Beräich mécht.

Mir si frou konnte matzehëlfen, dass sech an der Gesellschaftspolitik an deene leschte fënnf Joer vill gedoen huet, och um rechtliche Plang. Mä vill Projekte sinn nach an der Maach. Si sinn zum Deel ugekuerbelt ginn an der leschter Period. Déi mussen mer elo zu engem gudden Enn féieren. Ech denken do un dee ganze Beräich vun dem Familljerecht, un déi ganz Fro vun der Procréation médicalement assistée, vun der Adoptioun, un d'Reform vum Regimm vun de Majeurs émancipés, also de Majeurs en curatelle, tutelle, alles dat. Do muss nach reforméiert ginn.

D'Gesetz iwwert de Whistleblower ass versprach ginn, net nëmmen d'Ëmsetzung vun dem europäeschen Text, mä spezifesch och, wat d'Lëtzebuurger Situatioun opgrond vun der Lëtzebuurger Jurisprudenz ueget.

De fräien Zougang zu der Justiz ass fir eis essenziell! Ech weess, dass do vill Diskussiounen lafen. Do mussen mer elo gemeinsam Neel mat Käpp maachen an deenen nächste Joren. D'Reform vun der Assistance judiciaire ass fir eis als LSAP-Fraktioun eng absolutt Prioritéit. Mir wëllen net, dass mer an eng nei Zweeklassengesellschaft erarutschen, wou d'Leit sech et net méi kënnen leeschten, zu hirem Recht ze kommen, well se sech d'Prozesskäschten, d'Affekotskäschten einfach net méi kënnen zoumuden.

Esou wäit d'äerf et net kommen! Duerfir ass et wichteg, dass mer do déi néideg Reforme maachen, dass mer och nach eng kéier schwätzen iwwert d'Veerdeelung vun de Prozesskäschten, iwwert d'Indemnités de procédure, wou ech ëmmer erëm héieren, dass dat esou gemaach gëtt, dass do nëmme Kinkerlitzchen eigentlech zouggesprach ginn u Leit, déi awer jorelaang Prozesser maachen. A Leit, déi net vill hunn, déi kënnen sech dat doten en fait net méi leeschten.

Jiddweree muss kënnen virum Geriicht zu sengem Recht kommen a muss sech net d'Fro stellen: „Oh, kann ech mer dat dote leeschten, fir zu mengem Recht ze kommen?“ D'Justiz muss fir all Bierger weider op sinn. Dat ass fir eis en essenzielle Punkt.

D'Strofvollzuchsgesetz ass gestëmmt. Elo muss et ëmgesat ginn. Gutt Iddie sinn dran: déi Traditionshaiser, och alternativ Strofen, déi méi staark müssen zur Geltung komme par rapport zu deene klassesche Prisongs- a Geldstrofen, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg kennen. Dat ass vill Aarbecht, dat ass vill Terrainsaarbecht, déi mussen gelescht ginn. Dat ass awer immens wichteg, wa mer e moderne Strofvollzuch wëllen hunn a wa mer och d'Recidive wëlle verhënnere.

Da parallel zu eiser Verfassungsreform kënt et zu engem Asetze vun engem nationale Justizrot. Et kënt och zu der definitiver Verankerung vun der Onofhängegkeet, net nëmme vun de Riichter, déi Recht sprächen, mä och vum Parquet.

Ech weess, dass et och hei am Haus Leit gëtt, déi dorunner zweifelen, ob dat déi richtig Iddi ass. Ech soen lech hei: Meng lescht Zweifel si behuwe ginn, wéi ech gesinn hunn, wat s ech an Ungarn ofdeet, a Polen ofdeet! Dat éischt, wat déi autoritär Regimier probéieren, déi wëllen e ganz Land accaparieren: Si attackéieren sech un d'Justiz!

D'Justiz ass am Endeffekt, wann et haart op haart geet, dat eenzegt Stabillt, wat nach do

ass! An duerfir mussen mer hinnen déi Onofhängegkeet ginn, déi se brauchen, wat hir Rechtsprechung ueget, mä mir müssen eis och drëm këmmere, dass se hir Aarbecht kënnen uerdentlech maachen!

Mir müssen eis ëm de Fonctionnement vun der Justiz bekëmmere, well den drëtte Pouvoir, dat betrëfft och eis! Do ass genuch Matière do! Wann ech all déi Punkten huelen, déi elo am Regierungsprogramm stinn, ass genuch Matière do, fir eng grouss Justizreform och an deenen nächste Joren hei zu Lëtzebuerg ze maachen. An et géif dëser Koalitioun ganz gutt zu Gesiicht stoen, deen dote Prozess hardi weiderzeféieren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Nationalpolitik ass enk verbonne mat Europapolitik. A wéi schonn eng kéier hei e Statsminister gesot huet: „Europapolitik ass och e Stéck Innenpolitik“. Alles gräift aneneen, well mer an enger Gemeinschaft sinn, e gemeinsame Bannemaart sinn, well vill Regele gemeinsam geregelt sinn. Virun allem awer sti mer mat dëser Koalitioun an och, géif ech soen, mat dësem Ausseminister fir eng engagéiert Europapolitik, eng Europapolitik, déi op Wäerter opgebaut ass an net op ausschliisslech national Interessen - eng Europapolitik, déi op Wäerter opgebaut ass!

Mir stinn zu enger Politik vum Konsenssichen. An enger Gemeinschaft muss een och virun allem de Konsens sichen, zemoos well jo och oft d'Eestëmmegkeet an d'qualifizéiert Majoritéiten néideg sinn. Mä virun allem awer mussen mer och weider de Courage hunn, fir eng Politik vum „Merde alors“ ze maachen, eng Politik vum „Merde alors“, fir ganz kloer ze soen: „Esou wäit an net weider!“ Och dat mussen mer eis kënnen leeschten an deenen nächste Joren.

Et ass wichteg, dass, wann et ëm grondsätzlech Froe geet, wann et ëm Grondwäerter geet, wann et ëm d'Grondrechter geet, wann et drëm geet, sech ze wieren, dass mer erëm hanner national Barrieren an national Mauerer a Grenzen zréckginn. Da muss ee kënnen soen: „Neen!“ An dat ass, mengen ech, och den Houfert vun enger Regierung vun engem klengen Land, dee Courage ze hunn, dat doten ze maachen! Dat ass déi Politik, déi mer och gären an deenen nächste Jore géife gesinn an eiser Aussen- a Europapolitik.

Wichtig ass et fir eis och, dass mer no deenen zaghaften Ufäng, déi an Europa bestinn, och dat soziaalt Europa weiderreien. Duerfir och d'Iddi, déi iwwerholl ginn ass an dësem Regierungsprogramm, sech anesetze fir en differenzierte soziale Mindestloun an Europa, fir en Aarbechtselosegeld oder eng Aarbechtsloseversécherung op europäeschem Plang a fir e gemeinsame Sockel vu soziale Rechter fir ganz Europa. Do kéint Lëtzebuerg a villem eigentlech als Beispill dënge fir vill anerer.

Entwécklungshëllef: Fir eis ass et wichteg, dass mer do eisen Engagement, fir mat 1 % vum Nationalakomes eis Entwécklungshëllef op héijem Niveau ze halen, bestätegen, besonnesch och am internationale Vergläich. Et ass e Bäitrag fir de Friden, et ass e Bäitrag géint d'Aarmut an de Misär, et ass awer och eng gezielt Hëllef, eng kohärent Hëllef, eng well mer se wëllen op ronn véier Schwéierpunkten opbauen, fir also net diffus ze hëlfen, mä konkret och no klore Richtlinnen a cibléiert kënnen Hëlfelefen ze maachen. A wat mer allegueren do am A hunn, ass selbstverständlech d'Agenda 2030 vun der UNO mat den Objektiv vum der nohalteger Entwécklung.

A wa mer Europa fest müssen am A behalen, d'äerfe mer och eis direkt Noperschaft net vernoléisegen. Dat ass fir mech scho bal e perséinlechen Engagement iwwer laang Joren: d'Groussregioun Saar-Lor-Lux. Déi Länner, Regiounen, déi un eis stoussen, dat ass kee richteg Ausland méi fir eis. Dat ass och am Alldag kee richteg Ausland méi. Et ass scho laang eisen natierleche Baseng fir d'Main-d'œuvre hei zu Lëtzebuerg. Et ass dat natierlech Ëmfeld, wou mer eis all Dag bewegen am berufflechen, mä awer och an anere Beräicher, am Schoulbereich zum Beispill. Wivill Leit ginn dëssäit, dëssäit a Schoulen, op Universitëten? Alles dat, mengen ech, ass eppes, wou mer méi Verantwortung müssen iwwerhuelen.

Ech mengen, déi Zäiten, wou eis Noperen neidesch op eis waren a versicht hunn, eis do eng zentral Roll streideg ze maachen, déi sinn definitiv eriwir. Si wëssen, dass déi ganz Groussregioun vu Lëtzebuerg gedroe gëtt. Mir si geografesch am Zentrum, mir sinn deen eenzegen Nationalstat, deen dran ass, a mir sinn an enger géigesäiteger Ofhängegkeet ee par





rapport zu deem aneren. Duerfir musse mer nach méi intensiv a systematesch versichen, fir bei eisen Decisiounen eis Nopere direkt mat-anzebannen, an émgekéiert muss dat selbstverständlech och vun hirer Säit geschéien.

Ech bleiwen der Meenung, dass mer näischt ze gewannen hunn als Lëtzebuerg, wann dat sozialt Gefäll tëschent eis an eisen nächsten Nopeschregiounen ëmmer méi grousst gëtt.

Deem Sogeeffekt, dee Lëtzebuerg dann ausübt op de Rescht, deem hale mir net stand. Dat ass meng fest Iwwerzeugung. Mir riskéieren eng Kéier, an eise eegene Succès, an eiser eegener Attraktivitéit ze erstécken. Duerfir musse mer och bereet sinn, méi ze deelen. Mir kucken, fir eis ze spezialiséieren, a kucken, fir eng gemeinsam Approche ze hunn, well vill vun deene Problemfelder, déi mer ugeschwat hunn, sinn nëmmen an deem Kader vun der Groussregioun ze léisen. An duerfir gëtt et och an deem Koalitionsaccord e staarken Akzent op enger weiderer Zesummenaarbecht op deem dote Plang.

E puer Wiederer vläicht zum Schluss iwwert déi Aart a Weis, wéi mir un déi Aarbecht an deenen nächste Joren eruginn. Ech gesinn déi Aarbecht net nëmmen an der Koalitioun, ech gesi se och méi breet. Ech soen dat ganz kloer hei.

Mir sinn e ganz klengt Land, sinn zwar staark gewuess a leschter Zäit, mä mir bleiwen e klengt Land. Bekannt franséisch Politiker hunn eis als „confetti“ op der Landkaart bezeechent. Jo, mir si kleng! Duerfir solle mer eis net och nach onnéideg zerstreiden op Punkten, wou et eigentlech net ubruecht ass, wou mer en fait d'arselwechter Meenung sinn, wou mer awer mengen, well déi eng an der Majoritéit sinn an déi aner an der Oppositioun sinn, mir missten eis do bekämpfen. Wann deen een eppes seet, dann ass et a priori schlecht fir deen aneren, well en op där anerer Säit sëtzt. Et wär gutt, wa mer bei aller Noutwendegkeet, fir kontrovers ze diskutéieren, et do géife maachen, wou et Sënn mécht, wou mer effektiv auserneeelen an der fundamentaler Analys vun der Situatioun.

Mir sollten dat awer wannechgelift net op deene Punkte maachen, wou och d'Wahlprogrammer weisen, dass mer en fait op d'arselwechter Linn sinn. An déi Stäerkt, fir als klengt Land och a wesentleche Punkten, déi fir

d'Land wichteg sinn, gemeinsam kënnen opzuetrieden, déi däre mer eis net futtimaachen!

An ech si frou, dass bei deem Wahleresultat, wat mer haten, eppes net agetraff ass, wat praktesch an all Land ageetraff ass, dat ass eng Stärkung vu radikalen, rietsen, nationalpopulistischen Iddien. Dat ass et zu Lëtzebuerg net ginn an ech sinn houfreg, dass dat esou ass.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass vläicht och geschitt, well mer nach ëmmer e gemeinsame Fundus hunn, trotz allen Divergenzen, déi mer beim Bléckfeld bei Problematiken, bei Léisungsusätz kënnen hunn. Mä mir wëssen awer, dass eis munches nach ëmmer hei verbënnt. An ech géif mer wënschen, dass mer dat och esou kënnen weiderféieren.

Dat bedeit natierlech, dass d'Majoritéit net hei seet: „Mir sinn elo an der Majoritéit, mir hunn ëmmer recht“, mä sech op d'Oppositioun hibeweegt an dass d'Oppositioun och bereet ass, trotz aller Kritik, déi ee brauch - an d'Oppositioun huet eng essenziell Roll an enger Demokratie ze spillen -, awer net nëmmen aus Prinzip ze opponéiert, mä dat mat Alternativen ze maachen, dass se dat mat Géigevirschléi mécht, mat konkrete Propositione mécht, fir dass mer dann effektiv déi Debatt vun den Iddie kréien, vun de Projekte kréien. Dat bréngt eis weider. Mä eng sterill Debatt mat Jo an Neen, dat bréngt eis Land net weider.

Duerfir ass dat fir mech och elo wichteg, well ech jo awer déi Kommentaren héieren: „D'CSV huet verluer, well se ze duuss war.“ Ech gleewen dat net. Et sinn aner Ursachen do, firwat dass d'CSV net gewonnen huet. Dat huet näischt mat der Radikalitéit vum Discours ze dinn. Ech mengen, dass dat eng falsch Antwort wär op déi dote Fro.

An et ass haut an der éischter Ausso net dat traditionell Wuert vun der CSV, dass se eng „Partei vun der Mëtt“ wär, gesot ginn. Ech hoffen, dass awer déi Iddi zumindest bei der CSV nach ëmmer gëllt. Mir hu genuch Gemeinsamkeeten, fir un déi wichteg Froen erunzuetrieden.

Dozou gehéiert och eis nei Verfassung. Ech muss e Wuert dozou soen. Dat ass ni e Projet gewiescht vun enger Partei, ni e Projet

gewiescht vun e puer Parteien. Et war ëmmer e Projet, dee vun Ufank un - a mir sinn elo 14 Joer amgaangen, intensiv un deem Text ze schaffen - vu vill méi Parteien gedroe ginn ass, wéi der an de jeeeweilege Regierungskoalitiounen mat darbäi waren. Dat wäert an Zukunft och esou bleiwen. Dat hu mer och doduerch dokumentéiert, dass mer véier Corapporteurs genannt hunn, e ganz aussergewöhnleche Schrëtt bei deem doten Text, fir och ze weisen, dass deen Text, déi Aarbecht vu mindestens véier Parteien während laange Jore gedroe ginn ass an nach weider gedroe gëtt. Duerfir wäerte mer och - an dat war klug, dat esou festzehalen - als Chamber de Lead an deem ganzen Dossier behalen. Mir wäerten eis gemeinsam iwwert déi Prozeduren ze eenegen hunn, déi do lafen.

An alle Wahlprogrammer vun deene Parteien, déi de Projet ënnerstëtzen, stoung dran, si wëilten et iwwer e Referendum maachen. Déi Fro, mengen ech, ass domadder gekläert. Mir mussen de Referendum gutt preparéieren. Duerfir hu mer och gesot, dass et kee Sënn mécht, elo an där Wahlcampagne fir d'Europawahlen, déi sech ofzeechent, unzefänken, parallel wëllen am Konsensus do e gemeinsame Projet ze presentéieren. Loosse mer weider nach Viraarbecht bedreiwen! Mir hunn nach eppes ze dinn an där Kommissioun, och op deem dote Punkt, an da solle mer zu deem Ganzen do iwwergoen.

Här President, ech kommen elo zum definitive Schluss vu menger Interventioun. Lëtzebuerg steet net oft an internationale Schlagzeilen, heiansdo emol duerch e bekannte Sportler, duerch e Kënschtler oder emol e Politiker, dee vu sech schwätze mécht.

A wa mer awer negativ dostoungen, da war et - an dat gi mer net méi esou richteg lass, hunn ech den Androck, et ass op jidde Fall ganz schwéier, dat vun haut op muer lasszeginn - duerch LuxLeaks an aner Skandalen, Skandalencher, duerch dat Bild, wat sech international gefestegt huet. A jiddweree mécht jo, denken ech, heiansdo déi Erfahrung perséinlech. Wann een an d'Ausland geet, gëtt een drop ugeschwat: „Majo, du wäers jo keng Steiere bezuelen?“ Da versichs de ze erklären, dass et net gradesou ass. D'Bild vun enger Steieroa, vun engem Land, wou och Geldwäsch stattfonnt huet an alles, dat haft alles u Lëtzebuerg drun.

An ech si frou, dass mer et gemeinsam fäerdegbruecht hunn, deem Bild entgëntzuetrieden. Et sinn eng ganz Rëtsch vu konkreten Aktiounen, déi gemaach gi sinn, och duerch déi Iddi vum Nation Branding, deen am Ufank vill belächelt ginn ass, mä wou een awer, mengen ech, elo gesäit, dass dat och deelweis gräift.

Duerfir war ech eigentlech frou, dass mer an der leschter Period heiansdo an internationale Schlagzeile stoungen als e Land, wat bereet ass, gesellschaftlech Reformen ze maachen. Ech géif mer wënschen, dass mer an deenen dote positive Schlagzeilen och déi nächst Jore kéinte bleiwen duerch eng Rei vu positiven Aktiounen, déi des Koalitioun vläicht och mat der Ennerstëtzung vun Deeler vun der Oppositioun géif maachen, als Land - wat elo scho geschitt ass - vum öffentleche Gratistransport, als e Land vun enger neier, couragéierter Drogepolitik, als e Land vun héije Sozialstandard. Dat géif ech mer wënschen.

An deem Sënn wëlle mir als LSAP-Fraktioun als Ganzt matschaffen an deenen nächste Joren, net fir d'Land weider ze verwalten, mä fir dat Land weider ze gestalten. Dat hu mer déi lescht Jore gemaach. Mir sinn net um Enn vun deene Reformen ukomm, déi mer eis gemeinsam virgeholl haten. Ech mengen, mir si gutt opgestallt, och mat deem staarken Bilan, dee mer haten an deene leschte Joren, mat där géigesäiteger Confiance, déi net méi schwach ginn ass, mä vläicht nach gestärkt ginn ass, fir dat doten och op e gutt Enn ze bréngen.

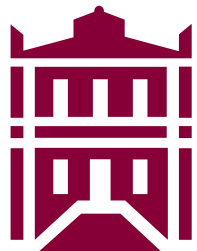
Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bodry. Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtt nees um zwou Auer zesummen. Als éischte Punkt um Ordre du jour hu mer zwou Questions urgentes vun den Häre Gilles Roth a Léon Gloden. Duerno fuere mer mat der Debatt iwwert de Regierungsprogramm weider.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(La séance publique est levée à 12.14 heures.)**



Présidence: M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

## Sommaire

- Ouverture de la séance publique
  - M. Fernand Etgen, Président
- Questions urgentes n° 0087 et n° 0088 de M. Gilles Roth et de M. Léon Gloden relative à la menace terroriste et relative au tireur fugitif après la fusillade de Strasbourg
  - M. Léon Gloden - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- Débat sur le programme gouvernemental (suite)
  - Débat (suite) : Mme Josée Lorsché (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Alex Bodry, M. le Ministre François Bausch, Mme Martine Hansen, M. le Ministre François Bausch et M. Laurent Mosar) - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - Mme Josée Lorsché - M. Gast Gibéryen (interventions de Mme Josée Lorsché et M. le Ministre François Bausch) - M. Marc Baum (interventions de M. le Ministre Étienne Schneider et M. le Ministre Félix Braz) - M. Gilles Roth (interruptions par M. Eugène Berger) (dépôt de la motion 2) (intervention de M. le Ministre Félix Braz) (dépôt de la motion 3) - M. Sven Clement (interventions de M. le Ministre Étienne Schneider et M. Eugène Berger) - M. Léon Gloden (interventions de M. Alex Bodry et M. le Ministre Étienne Schneider) - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Félix Braz, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, M. Alex Bodry et M. le Ministre Étienne Schneider)
  - Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
  - Motions : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interruption par M. Marco Schank) - M. Gilles Roth - M. David Wagner - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Gast Gibéryen - M. Gilles Roth (motion 2 retirée) - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Marc Baum - M. Sven Clement - M. Gast Gibéryen - M. Gilles Roth - M. Alex Bodry
  - Vote sur la motion 1 (adoptée)
  - Vote sur la motion 3 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider et M. Félix Braz, Vice-Premier Ministres ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

**(La séance publique est ouverte à 14.04 heures.)**

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

### 2. Questions urgentes n° 0087 et n° 0088 de M. Gilles Roth et de M. Léon Gloden relative à la menace terroriste et relative au tireur fugitif après la fusillade de Strasbourg

Kolleeginnen a Kolleegen, mir fänken haut de Mëtteg mat de Questions urgentes Nummer 87 an 88 un, déi vun den Häre Gilles Roth a Léon Gloden iwwert d'terroristesche Menace am Allgemengen an iwwert de presuméierten Täter vum Attentat zu Stroossbuerg gëschter Owend am Spezielle gestallt goufen.

Den Här Léon Gloden dréit déi zwou Froen vir an huet duerfir zéng Minutten Zäit. D'Regierung huet 20 Minutten Zäit, fir op d'Froen ze äntwerten.

Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Wéi ech gëschter Owend meng Ried virbereet hu fir d'Interventioun haut de Mëtteg hei an der Chamber méi spéit, hunn ech op mengem Handy d'Newsflash gesinn, datt eng Attack zu Stroossbuerg um Chrëschtmaart geschitt ass.

Ech wëll fir d'Éischt am Numm vun der CSV, an och a mengem perséinlechen Numm, mäi Bäileed un d'Äffer, un déi Blesséiert an un hir Familljememberen ausdrécken. Mir sinn alleguer concernéiert duerch des mäerderesch Attack.

Mir erënnere drun: D'lescht Joer ëm praktesch déiselwecht Zäit zu Berlin, och op engem Chrëschtmaart, war och eng Terrorattack.

Alles deit drop hin, datt et och hei zu Stroossbuerg eng Terrorattack ass. Zu Stroossbuerg - jiddweree kennt een, deen do studéiert, deen do schafft, deen do wunnt. Ech krut och nach haut de Moien d'Informatioun, datt d'Kolleeginnen a Kolleegen vun der DP-Osten gëschter zu Stroossbuerg waren, do um Chrëschtmaart, a si souze just fënnf Minutten am Bus, wéi déi Attack do geschitt ass.

Stroossbuerg, Här President, steet symbolesch fir Europa, steet fir d'Mënscherechter. Déi Attack hei ass och eng Attack op d'Mënscherechter, op d'Würd. Hei ware Leit um Chrëschtmaart, déi einfach wollte gemittlech an der Famill, zesumme mat de Frënn, e puer onbeschweiert Stonne verbréngen. Leider kommen elo op d'mannst dräi Leit net méi heem bei hir Familljen.

Et ass d'Zäit vun de Chrëschtmaert. An der Stad ass de grouse Chrëschtmaart. Eng Rei Uertschaften hunn hir Chrëschtmaert schon op. Verschidden Uertschaften, wéi bei mir zu Gréiwemaacher, wäerten de Chrëschtmaart iwwert de Weekend opmaachen. An da stellt ee sech natierlech insbesonders Froen iwwert d'Sécherheet. An als Buergermeeschter huet een dann ëmmer och e ganz speziell, ongutt Gefill, wëssend, datt dat, wat ee ka maachen, sécherlech keng 100%eg Sécherheet ka bidenden.

Eis Sécherheitsautoritéite musse prett sinn, fir enger Menace ze begéinen. Op RTL war ze liesen, datt och am Laf vum Moien eng Krisekonferenz vun de Sécherheitssewicer wor. Mam Gilles Roth hu mer zwou Question-urgenté gestallt. Ech wëll elo net all déi Froen eenzel hei opzielen, Här President, mä et geet



eis drëm, gewuer ze ginn: Wéi konkret ass eng Menace hei zu Lëtzebuerg? Gëtt den Niveau vun der Menace, elo no Stroossbuerg, an d'Luucht gesat? Gëtt et Informatiounen iwwert de Verbleif vum Täter? An der Press konnt ee liesen, datt moies eng Perquisitioun do war, mä den Täter war net do.

Mir sinn den direkten Noper zu Frankräich. Stroossbuerg ass dräi Stonne vun hei fort. Wéi ginn d'Kontrollen op de Grenzen elo gemaach? Hat den Täter eventuell Kontakter hei op Lëtzebuerg? Gëtt eng Täterfoto elo diffuséiert? Well en ass jo net onbekannt - nodeem, wat d'Press bericht huet. A wéi leeft d'Zusammenaarbecht tëschent deene verschiddeenen Autoritéiten zu Lëtzebuerg a Frankräich an, le cas échéant, och Däitschland zesummen?

Ech soen elo schon dem Premierminister Merci fir d'Antworten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gloden. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Gloden an dem Här Roth och Merci fir déi Fro, déi se gestallt hunn, déi ech och wëll direkt haut beäntweren, well ech mengen, dass et wichteg ass, och d'Leit ze informéieren, wéi eng Informatiounen een huet.

Ech hunn, wéi ech vun der Dot d'Noriicht matgedeelt kritt hunn, alles an d'Weeër geleet, fir dass de Moie sollt de GCT zesummekommen. Dat ass de Groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme, deen och, wéi Der et aus der Press gewuer gi sidd, de Moie getaagt huet. An ech hu se och gefrot, fir mer dann direkt d'Informatiounen ze gi vun den Diskussiounen, déi se haten.

De GCT huet och d'Analys gemaach. Et gëtt haut nach ëmmer keng konkret a vraisemblable Menace hei op eisem Territoire. Dat heescht, dass am Plan „Vigilnat“ den Niveau 2 och bleiwe soll, awer ... - Awer! An Dir hutt et och gesot: Wéinst der Proximitéit hu mer awer och gefrot, fir dass d'Präsenz vun der Police op de Stroosse soll méi präsent (veuillez lire : gross) sinn. Dat heescht, dass och méi Polizei op der Stroosse sollt sinn, bis dass den Täter géif gepéit ginn, dat och hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll lech matdeelen, dass den Täter och zu Lëtzebuerg 2012 mat der Justiz a Kontakt komm ass, wéinst engem Abroch, wou seng DNA-Spuren fonnt gi sinn. Mä, wéi gesot, d'Justiz ass d'Justiz an ech sinn den Exécutif. Mä dat sinn déi Informatiounen, déi mer och vun der Justiz kritt hunn, dass 2012 déi Persoun och zu Lëtzebuerg bei engem Abroch ..., dass op jidde Fall seng DNA fonnt ginn ass.

Am Niveau 2 ass et wichteg ze wëssen, dass d'Polizeipräsenz och op deenen ëffentleche Plaze scho reforcéiert ass a virun allem do, wou och vill Leit sinn. Dir wësst och, dass d'Police sech bereet erkläert huet, fir mat deene verschiddeenen Gemengen - well et ass den Organisateur, an et war eng Question parlementaire och vun 2017, déi den Här Kartheiser un den Här Schneider gestallt hat, wou ganz kloer definéiert gëtt, dass eben den Organisateur och déi néideg Mesurë muss huelen an dass d'Police awer zur Verfügung steet, fir déi Rotschléi kënnen ze ginn. Do ass et iwwert déi Bëtonsbléck gaangen an déi aner Méiglechkeeten. Deemoools ass dat och gesot ginn, an ech weess, dass d'Police dat regelméisseg mécht, wann Demandé si vun Organisateuren, fir Sécherheetsfroen och ze klären.

De Fait: Wat elo geschitt ass, Dir hutt mech gefrot - ech weess net méi do wéi dat, wat bis elo an der Press steet. Eis Lëtzeburger Autoritéit sinn awer a permanentem Kontakt mat de franséischen Autoritéiten, an dat säit geschter Owend schon an och haut de Moien. An dofir ass och déi Fro vun der Diffusivitéit vun der Foto eng, wou mer gréng Luucht vun de franséischen Autoritéiten och brauchen, fir dat kënnen ze maachen.

Mä, wéi gesot, hei gëtt et keng direkt konkret Menace op Lëtzeburger Territoire. Dofir bleiwe mer an der Menace-Stuf 2, awer mat enger Demande vun der Regierung, fir dass e Renforcement vun der Präsenz op de Stroosse sollt gemaach ginn. An et ass, wéi gesot, de Rappell, dass, wa Manifestatiounen sinn, och d'Police zur Verfügung steet, fir Informatiounen a Rotschléi kënnen ze ginn.

Ech schlësse mech och de Wieder vun lech un, fir lech ze soen, Här Gloden, dass all Attack - all Attack! - eng Attack géint eis alleguerten ass. Géint eis Fräiheet, géint eis Wäerter. An dass Doudeger, Blesséierter hiert ganz Liewe markéiert sinn, Famillje markéiert sinn, wéinst esou Strofdoten, déi net ze qualifizéieren sinn.

An dofir ass et wichteg, dass ee sech och d'Moyene gëtt, fir déi bescht Präventioun géint

Radikalisatioun och ze maachen. Mä d'Gedanke vun onser Regierung sinn haut bei de Victimmen a bei hire Familljen. A mir hoffen, wéi gesot, dass esou séier wéi méiglech den Täter fonnt gëtt an och bestrooft gëtt. Well fir esou Doten, muss ech lech éierlech soen, fanne ech keng Wieder. Et ass eng Attack géint eis alleguerten a mir sollten eis däers och bewusst sinn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Statsminister.

### 3. Débat sur le programme gouvernemental (suite)

Als nächste Punkt fuere mer de Mëtteg weider mat der Debatt iwwert de Regierungsprogramm. D'Riedezäit ass festgeluecht nom Modell 6. Fir de Mëtteg hu sech ageschriwwen: d'Madamm Lorsché, den Här Gibéryen, den Här Baum, den Här Roth, den Här Gloden an den Här Kartheiser.

Als éischte Riedner haut de Mëtteg ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché a gredroen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

#### Débat (suite)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Villmools Merci, Här President. Här Premierminister, Dir Dammen an Dir Hären, de 14. Oktober 2018 war fir eis Gréng en histoireschen Dag. Mat engem Plus vun dräi Sätz hu mir u Vertraue gewonnen. An elo geet et drëms, verantwortlech mat deem Vertrauen ëmzegoen.

Wat dat heescht, weist sech natierlech am Koalitiounsaccord, deen zu engem gudden Deel mat deene Gréngen ausgeschafft ginn ass. Mam Resultat, datt déi gréng Handschrëft am Accord onverkennbar ass.

Dat heescht natierlech net, datt den Accord eng Kopie vum gréngem Wahlprogramm wier. En ass d'Resultat vu faire Verhandlungen, vu Verhandlungen op Aenhéicht a vum gemeinsame Wëlle vun dräi Parteien, eist Land an eis Gesellschaft och an deenen nächste fënnf Joer no vir ze bréngen, dëst am Respekt vum Allgemenginteressi a vum Allgemengwuel, am Respekt vun der sozialer Gerechtegkeet, am Respekt vun eisen natierleche Liewensgrundlagen.

De Koalitiounsaccord ass awer och eng logesch Suite vum Accord vun 2013, op deen ech kuerz wëllt zréckblécken, well en d'Richtung virgëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, zu wat huet den Accord vun 2013 gefouert? D'Antwort läit op der Hand. Dee Koalitiounsaccord huet dozou gefouert, datt etlech Retarden an eisem Land opgeschafft konnte ginn an datt de gesellschaftspolitesche Stéllstand an eisem Land gebrauch konnt ginn.

Haut ass Lëtzebuerg net méi d'Land vum Pierre Werner, net méi d'Land vum Jacques Santer an och net méi d'Land vum Jean-Claude Juncker, deen - grad ewéi seng Virgänger, géif ech emol mengen - eng Zort national Pappfigur duergestallt huet an den Androck vermëttelt huet, wéi wa Lëtzebuerg ouni chrëschtlechen Iwwerpapp an ouni CSV un der Muecht géif ennergoen.

Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass net ennergaangen. Ganz am Konträr: Et huet sech emanzipéiert. Et ass erwuesse ginn a brauch keng omnipotent Pappfigur méi, fir sech intelligent weiderzuentwëckelen a fir sech och um europäeschen Niveau ze behaupten.

Zu dëser Emanzipatioun gehéiert zum Beispill, datt d'Kierch vum Stat getrennt ginn ass an datt de Kierchtuerm net méi déi Dominanz an den Dierfer behält.

Haut ass souguer d'CSV net onglécklech doruwwer, datt et net méi de Premier ass, deen an den Te Deum invitéiert, mä den Aërbëschof. An d'CSV ass och frou doruwwer, datt d'Regierung op Nationalfeierdag en zivilen Akt nieft déi klasesch Zeremonie vum Te Deum gesat huet an domat genee dat gemaach huet, wat de Jean-Claude Juncker sech am Joer 2013 op dëser Plaz gewënscht huet.

#### (Interruption)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ... iwwer wat mir frou sinn an iwwer wat net.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Also: Ech si jo nach net fäerdeg!

#### (Hilarité)

D'Dräierkoalitioun huet also net just mat Versprieche ronderëm sech geschloen, se huet gehandelt an huet a gesellschaftspolitesche Froe wéi dëser Neel mat Käpp gemaach.

Datselwecht gëllt fir d'Moderniséierung vum Scheedungsgesetz, fir d'Moderniséierung vum Gesetz iwwert d'IVG, fir d'Gesetz iwwert de Mariage pour tous, fir d'Reform vum Congé parental, deen e grouse Succès ze verzechnen huet, fir d'Reform vum Nationalitéitgesetz an natierlech och fir d'Gesetz, wat d'Rechter

vun transgender an intersexuelle Persoune massiv gestärkt huet.

De Gestaltungswëlle vun dëser Koalitioun, Dir Dammen an Dir Hären, mä och hire Courage, ze handelen, muss also net méi laang bewise ginn!

Dës Koalitioun ass och keng wackele „Anti-CSV-Dräier-Wischiwaschi-Koalitioun“, fir d'Wieder vum Jean-Claude Juncker ze gebrauchen, déi bestëmmt gradesou fein gemengt ware wéi Wieder vun anere Politiker.

#### (Interruption)

Dës Koalitioun huet sech zesumme fonnt, fir den Decisiounstau an eisem Land opzehiewen, an dëst op alle Pläng.

A schlussendlech huet se mam Rifkin-Prozess e Prozess un d'Rulle bruecht, deen en neit Zäitalter agelaut huet. En Zäitalter, dat sech de globalen Erausforderunge vun dëser Zäit endlech stellt.

En Zäitalter, an deem et drëms geet, vernetzt ze denken an ze handelen an deem strapazierte Wuert „Nohaltegkeet“ endlech déi Bedeutung ze ginn, déi et verdéngt.

An och a Zukunft, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wäert de Prinzip vun der Nohaltegkeet en entscheidende Facteur fir déi politesch Decisioun sinn - wa méiglech am Dialog mat alle Parteien, déi sech net als Rietspopuliste bekennen an och net zum Rietsextremismus tendéieren.

Wéi gesot, am Dialog an an der konstruktiver Zesammenaarbecht. Dat ass eise Wonsch.

Kuerz gesot, gehéiert dozou den Opbau vun enger inklusiver Gesellschaft an d'Stärkung vun der sozialer Kohäsion - déi schon de Mueren oft widderhall ginn ass.

D'Reduktioun vun der Schéier tëschent Aarm a Räich, d'Indexéierung vum Kannergeld, als eng vu ville Mesuren, eng modern Familljen- a Aarbechtspolitik, déi den Eltere méi Zäit fir hir Kanner gëtt, ouni datt ee vun den Elterendeeler riskéiert, an d'Aarmutsfal ze tappen, well e vun der Aarbecht ofgeschnidde gëtt.

Dozou gehéiert och e Bildungssystem, deen op Inklusioun setzt an op gläich Chancé fir all Kand, gradesou wéi op Diversitéit, déi an eisem Land groussgeschriwwé gëtt. Eng Berufsausbildung, an där d'Sprooch net weiderhin zum Exklusivfacteur gëtt, läit eis och um Häerz, gradesou wéi eng diversifizéiert gréng Economie mat enger Wirtschaftspolitik, déi net méi blannemännerchers op Wuesstum setzt, mä op eng qualitativ, sozial an ëmweltverträaglech Entwécklung vum Land.

An deem Sënn wäerten d'Betriben, déi sech an eisem Land usidele wëllen, engem Nohaltegkeetscheck ennerzu ginn - esou wéi mir als Gréng dat scho laang fuerderen.

Dat ass net just am Interessi vun eiser Ëmwelt a vum Klimaschutz, et ass och am Interessi vun de Betriben selwer, well e Betrib, dee mat mander Energie, mander Waasser, mander Material funktionéiert an dee keen Offall hannerléisst, dréit net nëmme zu der intelligenter Entwécklung vum Land bäi, e steigert och seng eege Konkurrenzfähgkeet an huet d'Nues laangfristeg vir.

Nohalteg Politik, Dir Dammen an Dir Hären, heescht awer nach vill méi. Se begräift och eng Gesondheetspolitik, déi d'Gesondheet vun de Mënsche schützt amplaz d'Krankheete just heelt. Dat bedeit, datt d'Präventioun an d'Gesondheetserzéiung ausgebaut wäerte ginn.

Et bedeit awer och, datt d'Gesondheetspolitik den Impakt vun ëmweltschiedlechen Afloss op d'Gesondheet an op d'Wuelbefanne vun de Mënschen net méi ignoréiert a Betreffenen eng adequat ëmweltmedezinesch Prise en charge wäert garantéieren.

An eviderterweis bedeit nohalteg Politik och de konsequente Schutz vun eisen natierleche Liewensgrundlagen a vun eiser Natur an domat verbonnen d'Produktioun vun onbelaaschte Liewensmëttel an Lëtzeburger Territoire.

Woumat ech e puer Wieder iwwert d'Landwirtschaft wëllt soen an iwwert d'Liewensmëttelproduktioun - zwee Beräicher, déi eis als Gréng ganz staark um Häerz leien.

Déi Lëtzeburger Liewensmëttelqualitéit ass gutt, dat stelle mer net a Fro, mä se kann nach verbessert ginn. Se muss esou wäit goen, datt mir zu Lëtzebuerg keng Label méi brauchen, well Lëtzebuerg de Label selwer ass. Dat ass d'Zil vun dëser Regierung.

Wat déi biologesch Liewensmëttelproduktioun an d'Transformatioun vu biologeschen Liewensmëttel ugeet, esou ass eng enk Zesammenaarbecht tëschent dem Groupement d'intérêt économique „Luxembourg for food and agriculture“ an der Akerbauschoul, mä och der Hotel- an Tourismusschoul virgesinn. Déi Approche ass interessant a bedeit, datt d'Em-

weltpolitik an d'Agrarpolitik a Zukunft méi no beiene wäerte réckelen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Mat der konsequenter Entwécklung vun der Biolandwirtschaft an der Ennerstëtzung vun de Biobauern, déi vun hirer Aarbecht musse liewe kënnen, an net vu Subventiounen.

Datt jonk Baueren a Quereinsteiger eng speziell Ennerstëtzung duerch e Garantiefong zougesécher wäerte kréien, ass an eisen Aen och e grouse Fortschritt, deen et erlaabt, de Beruf vum Bauer opzewäerten.

A fir och de Schutz vun der Natur a vum Grundwaasser méi konsequent ze förderen, kommen d'Bauern an de Genoss vun enger Gemeinwohlprämie, am Fall wou se op all Zort vu chemesche Mëttele verzichten. Dat ass e wichtige Schrëtt a Richtung gréng Landwirtschaft, deen dës Regierung sech virgeholl huet. Mir begrëssen dat.

Dir Dammen an Dir Hären, de Schutz vum Bien-être animal ass e weidere wichtige Punkt, deen ech am Numm vun der grénger Fraktioun wëllt ervirhiewen, grad ewéi och de Verbuet vum Glyphosat - et ass schon dobaussen ukomm -, dëst um gesamte Lëtzeburger Territoire ab dem 31. Dezember 2020.

E grouse Fortschritt, Dir Dammen an Dir Hären, ass mat dësem Koalitiounsaccord och um Niveau vum Konsumenteschutz ze verzechnen, vun deem haut nach kee geschwat huet.

Mat dëser Koalitioun kritt de Konsumenteschutz en eegene Ministère, esou wéi mir et och scho säit ville Jore fuerderen. De Schutz vun de Konsumente kënn endlech enner een eenzege politeschen Daach a gëtt domat méi staark a méi visibel an e wäert och net méi tëschent fënnf verschiddeenen Akteuren hin- an hiergeschoss ginn. Och a virun allem am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet, déi eng zousätzlech Verwaltung kritt.

Dir Dammen an Dir Hären, alles dat si konkret Moossnamen, déi am virleiede Koalitiounsaccord ermëzefanne sinn. Se liwweren de beschte Bewäis, datt et dës Regierung net un Iddien an Ambitioune feelt, wann et heescht, eis Zukunft nohalteg ofzesécheren. Dëst um Hannergrond vun enger europafreundlecher Politik, mat robusten Institutiounen, an um Hannergrond vun enger Politik, déi op international Solidaritéit setzt an net op Spaltung.

Zu dëser Solidaritéit gehéiert och d'Solidaritéit mat de Fraen a Krisegebidd, déi ganz oft Affer gi vun Ausbeutung, Gewalt a Mënschenhandel - a generell a ville Länner ginn d'Frae souwiso nach ëmmer ennerdréckt. Emsou méi begrëssenswäert ass et fir eis duerfir, datt dës Regierung eng sougenannte feministesch Aussepolitik ustrieft a mat wëllt hëllefen, déi sozial a politesch Roll vun de Fraen um internationalen Niveau ze verstärken ...

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ... an och hir Ausbeutung ze verhënneren.

Leider muss ee feststellen, datt eleng dëst Wuert a manche Kreesser belächelt gëtt. Mir fannen dat net esou witzeg!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat hunn ech just e klengen Tour duerch de Koalitiounsaccord gemaach a sinn emol op eenzel Resourcen aagen, déi an den nächste Joren net a grénger Verantwortung wäerte leien, mä trotzdem gréng ugehaut sinn.

Op déi gréng Ressorte kommen ech nach ze schwätzen, wëllt awer fir d'Éischt e puer Remarken zu der CSV hirer Kritik an dësem Koalitiounsaccord lassginn.

Natierlech ass et der CSV - wéi all anerer Partei - erlaabt, dës Koalitiounsprogramm ze kritiséieren, en als ze vag, als décke Pak ouni Visiounen oder als Katalog oder Sammelsorium vun onpräzise Mesuren duerstellen, esou wéi wann zu dësem Zäitpunkt schon e Gesetz fir all eenzel Moossnam misst virleien - ech mengen, dat huet nach keng Regierung fäerdegbruecht.

Woubäi ee sech muss froen, wat Begrëffer wéi Nohaltegkeet an Ëmwelt fir d'CSV iwwerhaapt bedeiten. Hire Plang war an där Hisiicht jo awer zimlech moer!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech weess awer net, ob Dir en da gelies hutt.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ma dach. Ech hu just net méi vill verhalen.

#### (Interruptions diverses et hilarité)

#### (Coups de cloche de la présidence)





► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Et gëtt eng Kuerzfaassung an et gëtt eng laang Faassung!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Et ass awer och der CSV hiert gudd Recht, den Däiwel, wéi ëmmer, un d'Mauer ze molen an d'Finanzierbarkeet vum Koalitiounsprogramm a Fro ze stellen. Och dat si mer gewinnt.

Dozou soen ech just eppes: All Euro, dee mir net an d'Mobilitéit investéieren, an all Euro, dee mir net an de Klimaschutz investéieren, kënnst eist Land ënnert dem Stréch méi deier ze stoe wéi all déi geplangten Investissementer zesummen, well wa mir all d'Retarden, déi mir mat der Zäit ugeheeft hunn duerch déi ganz fréier Regierungen, net weiderhin opschaffen, dann hänkt de ganze System sech fréier oder spéider selwer op.

**(Interruption)**

Ech woe souguer ze behaupten, datt d'Pläng vum Tram a Richtung Cloche d'Or oder Findel net esou séier aus dem Tirang géife geholl ginn an datt deen Tram am Joer 2023 net géif fueren, wann net e grénge Minister, oder en anere Minister aus deser Koalitioun, um Rudder wär.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- A well d'CSV nach ëmmer un der Legitimitéit vun deser Koalitioun zweifelt, kommen ech och net derlaanscht, ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Mir hunn dat net gesot.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ... dozou eppes ze soen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Mir hunn dat net gesot, mir géifen un der Legitimitéit zweifelen!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Wat hutt Der da gesot?

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Dat hu mer net gesot. Mir hu gesot: „Dat ass legitim an dat ass Aert gudd Recht.“

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dann hutt Der et ëmschriwwen.

**(Interruptions)**

Mir hunn et da falsch verstanen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech mengen dat awer och!

**(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)**

► **Une voix.**- Madamm Hansen, da sot de Contraire!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Da sot, et wär net wouer!

**(Hilarité et interruptions diverses)**

Dat heescht, Dir stellt d'Legitimitéit manner a Fro wéi eise Programm. Dann ass dat jo op d'mannst emol richtig.

Dozou just e puer Remarken awer: Am Kontext vun de Wahlen huet de ganz appreciéierten Historiker Michel Pauly Folgendes geschriwwen: „D'Verloschter vun der CSV leien am Laangzäitrend vun der gesellschaftlecher Entwécklung an d'Draierkoalitioun ass d'Resultat vun eise Wahlssystem.“

Dat schlecht Wahlresultat vun 2013 war fir d'CSV net just en Accident an hirer Geschicht, et ass zu engem Zoustand ginn. - Dat huet en net geschriwwen, mä dat hunn aner Journalisten an d'„Tageblatt“ geschriwwen.

► **Une voix.**- Da muss et stëmmen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Jo, dat ass och fir Wourecht a Recht.

► **La même voix.**- Wann d'Journalisten dat soen!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Deem ass net vill bäizefügen. Ausser, datt d'CSV an de Gemenge genee datselwecht mécht, wat se op nationalem Niveau condemnéiert. Do huet se d'Regele vun der Demokratie längst geléiert. Enner anere am der Gemeng vun der CSV hirem Nach-Generalsekretär.

**(Interruptions)**

Als Gréng si mir jiddefalls, grad ewéi de Michel Pauly, ...

**(Brouhaha)**

... dee jo keen onbeschriwwent Blat ass, ...

**(Coups de cloche de la présidence)**

... der Meenung, datt d'Bildung vu Koalitiounen téschent méi klunge Parteié komplett legitim ass. Dir jo och. Ganz einfach, well se der Logik vun eise Wahlssystem entsprechen.

Fir déi gréng stellt dese Koalitiounsprogramm jiddefalls en ambitiëst, gerecht an nohaltegt Fundament fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg duer. Déi nächst Etapp besteet dann ebe grad aus der Ausaarbechtung vun den néidege Gesetzestexten, déi et wäerten erlaben, de Programm op d'Schinn ze bréngen an ëmzesetzen.

Domat kommen ech da bei déi Ressourcen, déi un d'gréng Ministere falen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, um spéide Wahl-owend stoung den Optrag vun de Wielerinnen a Wieler un eis Partei fest. Ech hunn et scho gesot. Et war deen, méi Verantwortung ze iwwerhuelen. An et ass och dat, wat mir maachen.

D'Veantwortung féiert souguer esou wäit, datt den ale Friddenskämpfer François Bausch d'Ressorte vun der ënnerer Sécherheet a vun der Defense iwwerholl huet ...

► **Une voix.**- An d'Galaxie!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ... an domat fir eng gréisser Iwwerraschung gesuert huet.

► **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Dat ass déi nei gréng Sektioon!

**(Interruptions)**

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dës Ressorte si jo alles anescht wéi gréng Kärdhemen a gehéieren och net zum Wonschconcert vun de Membere vun eiser Partei, déi gradesou iwwerrascht ware wéi Dir heibannen.

Allerdéngs mécht des Opdeelung ebe grad kloer, datt déi gréng definitiv keng Verantwortung scheien, och net do, wou kee se erwaart huet.

An datt een och do kann eppes bewierken. Dir wäert staunen, d'Kasär vum Härebiereg kritt eng modern Sportshal, wat zwar scho méi laang geplangt ass, an d'Diecher vun der Infrastruktur wäerte mat Fotovoltaik ausgestatt ginn.

**(Interruptions)**

Den Här Minister Bausch wäert dann d'Awéiung virhuelen.

En anere Ressort, deen Neiland ass, ass dee vum Logement. Wahrscheinlech ass et ee vun deene schwierigste Ressourcen iwwerhaapt, well de Bauterrain zu Lëtzebuerg gehandelt gëtt wéi eng helleg Kou, an domat och seng Präisser.

Zu Lëtzebuerg gëtt de Buedem der Politik scho jorhonnertelaang, kann ee soen, ënnert de Féiss ewechgezunn, well relevant Flächen an d'Hänn vun der Spekulation gerode sinn. Vu Spekulanten och, déi net fir hir Leeschtung, mä fir hir Netleeschtung bezuelt ginn.

**(Interruption)**

U Verantwortung fir d'Allgemengheet a fir d'Allgemengwuel feelt et an deser Matière op alle Fall.

D'Voraussetzung sinn also net déi bescht, fir an deem Beräich grouss Spréng a Richtung Käschtesenkung ze maachen, an d'Voraussetzung sinn och net déi bescht, fir grad déi Flächen ze mobiliséieren, déi mat den Ziler vun enger nohalteger Landesplanung iwwerenee stëmmen.

An awer muss de Problem vu feelenden oder ze deiere Wunnenge weiderhin ugepaakt ginn, mam Stat a mat de Gemengen als Haaptakteuren, mä och mat der GENHBM an den Agences immobilières sociales.

E Fokus läit am Koalitiounsprogramm op de Locationswunnengen, an dat ass an eisen Ae ganz wichtig.

Vill Jonker, mä och gestane Familljen a Persounen, déi eleng liewen, wëlle sech, aus berufflechen oder private Grënn, net un eng Stad oder eng Uertschaft méi bannen an zéie Locationswunnenge vir, aus Grënn vu Mobilitéit. Woubäi een awer leider muss feststellen, datt d'Offer der Demande meilwäit an eise Land hannendruleeft.

Aus deem Grond si mir frou, datt de Regierungsprogramm an deem Beräich kloer Akzente setzt. Esou zum Beispill duerch eng geziilt Mobiliséierung vun eidel stoende Wunnengen, verbonne mam Iwwerschaffe vum Gesetz iwwert de Logement social an der Verstärkung vun der Gestion locative sociale fir sozial schwaach Familljen.

Iwwerschafft gëtt bekanntlech och de Pacte Logement, dee jo zréckgeet op d'Joer 2008 a weder op landesplaneresche Kritäre baséiert nach um Kritär, wivill Locationswunnengen an enger Gemeng geschafe ginn.

An Zukunft wäerten d'Gelder vum Pacte Logement net méi mat der Strenz iwwert d'Land verdeelt ginn, mä se wäerte just nach deene Gemengen zegutkommen, an deenen e Bevölkerungswuesstum vu 15 % a méi wëschenswäert ass a wou eng gewëssen Zuel u Locationswunnenge wäert entstoen.

A well d'Gemengen e wichtige Partner vum Stat um Niveau vum Logement sinn, ass et och positiv, datt de Gemengen engersäits méi eng héich finanziell Ennerstëtzung wäert zoukommen an anerersäits och eng méi grouss praktesch Hëllef. Dëst am Hibleck op d'Entwécklung vun neien an zäitgemësse Wunnformen, déi e legale Kader wäerte kréien.

Ech betounen: Stéchwuert Baugruppen, Wunnkooperativen, Colocatioun a Méigeneratiounenhaiser, déi pro Kapp manner Volumen, manner Fläche a manner Geld verschlängen an op där anerer Säit déi sozial Kohäsion stäerken an d'Mënschen zesummebréngen.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Mir bedauern, datt d'Madamm Hansen dat Kapitel an eise Programm leider verpasst huet. Si hat gemengt, duerfir géif et kee legale Kader ginn. An ech mengen, des kéier iren ech mech net.

Gestärkt ginn och d'Propriétaire vun Haiser am Fall, ...

**(Interruption)**

... wou se eng ekologesch Renovatioun no zéng Joer wëlle virhuelen. Dee Moment kënn se vun engem sougenannte Prêt climatique à taux zéro Gebrauch maachen, wat eng wichtige Konditioun ass an eng Motivatioun, fir de Wunnbestand zu Lëtzebuerg méi klimafreundlech ze gestalten, woubäi ee jo och muss wëssen, datt do massiv Energie wäert gespuert ginn, wat sech och positiv op de Portmonni wäert auswierken.

En anere wichtige Punkt, deen nach am Kontext vum Logement ervirgehewe muss ginn, ass dee vum encadréierte Wunne fir eeler Leit respektiv fir Mënsche mat engem Handicap, fir Mënsche mat enger Suchtproblematik, fir d'Affer vun häuslecher Gewalt, déi hirem Umfeld mussen entfléien, oder awer fir Flüchtlingsfamilljen.

Alles dat si ganz vulnerabel Gruppen, deenen et un adequate Logementer oder zumindest un zäitweiligen Opfangstrukture feelt. An duerfir wéilt ech grad hei eng Bréck schloen zu de Ressorte vun der Santé, der Famill, der Gläichstellung téschent Fra a Mann an dem Ministère vun der Aussepolitik, wou mer an de Koalitiounsverhandlungen eens gi sinn, datt déi Zesummenaarbecht muss verstärkt ginn, ebe just fir de Problem vun deene vulnerabele Gruppen ze léisen.

E leschten, net onwesentleche Punkt, deen ech am Beräich vum Logement nach wéilt uschneiden, ass d'Reform vun der Grondsteier. Spéitstens zanter dem Uerteel vum däitsche Verfassungsgericht am Joer 2017 wësse mir, datt eng Reform vun eiser Grondsteier sech och opdrängt. Et muss ee jo wëssen, datt déi 1941 agefouert ginn ass an nom selwechte Prinzip funktionéiert wéi déi vun eisen däitschen Noperen, just mam eenzege Ennerscheed, datt Däitschland d'Eenheetswäerter 1964 un d'Terrainspräisser ugepasst huet, während déi Lëtzebuerg Politiker déi Moossnam strääflech ënnerlooss hunn.

Dës Regierung wäert sech där Herkulesaarbecht unhuelen an de fiktive Besteuerungswäert vun den Terrainen an hire reelle Wäert upassen, ebe grad mam Zil, fir der Spekulation entgéintzewierken. Dat ass begreissenswäert.

E weidert Thema: d'Mobilitéit, den zweeten Themeblock, op deen ech wéll agoen an deem an eiser grénger Hand wäert leien - eng weider kéier. E läit scho fënnf Joer a grénger Hand an et stellt och haut keen a Fro, datt an de leschte Joren op deem Terrain ganz vill geschafft ginn ass. Mir wëssen awer och, datt nach vill Efforten ze maache sinn. A mir wëssen, datt d'Mobilitéitspolitik endlech an déi richteg Richtung geet an och weiderhi wäert massiv an d'Multimodalitéit, an den Ausbau vum ëffentlechen Transport an an déi duuss Mobilitéit investéiert ginn, ouni déi Stroossen natierlech ze vergiesen, déi gebraucht ginn, fir d'Multimodalitéit och hinzekréien.

Dozou gehéiert awer och den Ausbau vum Tram a Richtung Findel a Cloche d'Or, vun deem ech scho geschwat hunn, wou d'Gesetzter och scho gestëmmt sinn an nach just mussen ëmgesat ginn. Et kommen nei Projeten derbäi, déi nach am Detail ausgeschafft mussen ginn a wahrscheinlech och mat darselwechter Rapiditéit wäerten un d'Rulle kommen.

Eng nei Moossnam, déi mir an der Mobilitéitspolitik besonnesch begreissen, ass dann d'Schafung vum sougenannten „Observatoire de la mobilité“. Dësen Observatoire ass geduecht, fir all relevant Daten um Niveau vun der Mobilitéit zesummenzeféieren an e Mobilitéitsplang op Basis vu Fakten opzustellen an net op Basis vun irrealistesche Wënsch.

Begreissenswäert ass och, datt d'Administration des ponts et chaussées zu enger moderner Mo-

bilitéitsverwaltung ëmgekrempeelt soll ginn, déi sech net méi just op den Individualverkéier op de Stroosse wäert zentrieren, mä sämtlech Volete vun der Mobilitéitspolitik wäert geréieren.

Den Natur- an Ëmweltschutz, e Kärgebitt vun deene Gréngen. Et ass deen drëtte Beräich, an deem mir zesumme mat de Koalitiounspartner weiderhi gréng Akzente wäerten a mussen setzen. An deen ass eis wierklech extrem wichtig.

Mir brauchen eng éiergäizeg Politik an deem ganz breet gefächerte Beräich. A wat do néideg ass, dat wësse mer spéitstens säit der COP21 zu Paräis. An och op der COP24 a Polen steet den Handlungsbedarf am Klimaschutz eng weider kéier am Mëttelpunkt mat der konkreter Fuerderung, datt all Stat sech e Klimagesetz muss ginn.

Ëmsou méi positiv ass et, feststellen, datt an eise Koalitiounsaccord schon esou e Klimagesetz festgehale ginn ass.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Domat gëtt de Klimaschutz zu Lëtzebuerg zu enger Obligatioun mat kloer Virgaben a verléisst deen net verbindende (veuillez lire : net verbindliche) Status vun enger Absichtserklärung, well laanscht eng konsequent Klima-, Ëmwelt- an Energiepolitik féiert kee Wee méi. An duerfir hält d'Regierung och hei hir Verantwortung, mat engem couragéierte Programm, deen iwwer 16 Säiten am Accord féllt an deen alles aneres wéi vag ass.

Stéchwuert: Ausriichtung vun den ëffentleche Finanzen a Richtung nohaltegt Entwécklung, Ëmsetzung vun der Agenda 2030 vun de Vereenten Natiounen mat ganz konkreten Ziler, Entwécklung vun der Biodiversitéit a vun de Waasserschutzzonen, ebe wéi gesot mam definitive Verbuet vun Glyphosat, mat der Verhënerung vun Asaz vun allen anere chemesche Mëttel a mat der Definitivatioun vum Waasser als Bien universel. Eng Privatiséierung vum Waasser kënn mat deser Regierung also net a Fro.

Derbäi komme weider Punkten, wéi beispillsweis de Suivi an déi systematesch Evaluatioun vun de Moossnamen, mam Zil, hir Wierksamkeit ze analyséieren a se, de Fall gesat, och ze adaptéieren.

Dozou gehéiert d'Biergerbedelegung an der ekologescher an energetescher Transition. Wa mer d'Bierger net mat op de Wee kréien, da komme mer net wäit.

Dozou gehéiert d'Education fir eng nohaltegt Entwécklung vun eise Kanner an de Schoulen a Betreibungsstrukturen, mam Fokus op d'Ernährung, mä och d'Sensibiliséierung fir Ernährungsongerechtegkeeten op deser Welt.

D'Stärkung vun der Virreiderroll vum Stat um Niveau vun der ekologescher Konstruktioon a vun de Marchés publics ass e weidere wichtige Punkt, an domat verbonne d'Ausschaffe vun engem Gesetz iwwert déi sougenannten „Diligence raisonnable“, mam Zil, d'Bevölkerung vun den Entwécklungslänner virun Ausbeutung a Raubbau un Edelmetaller ze schützen, also eng vu villen internationalen Dimensione vum Klimaschutz a vun der internationaler Solidaritéit. Beim Gesetz iwwert d'Marchés publics hate mer op deser Plaz eng Motioun dozou gestëmmt.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Zum Ëmwelt- a Klimaschutz gehéiert och d'Weiderféiere vun enger Energiepolitik - ech kucken op den neien Här Energieminister mam Päerdschwanz. Déi Energiepolitik muss konsequent op erneierbar Energie setzen an d'Grenzregioun bei der Produktioun mat abezéien.

Dir Dammen an Dir Hären, wat mir éischer op 100 % erneierbar Energie kommen, wat et méi einfach géit, ze beweisen, datt mir Cattenom net méi brauchen ...

► **Une voix.**- Richtig!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ... an datt dat Wierk definitiv zougemaach muss ginn.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Onofhängeg dovun trëtt des Regierung fir d'Reform vum Euratom-Traité an, mam Zil, sämtlech direkt oder indirekt ëffentlech Subventionen an den Nucleaire ze stoppen.

Enk mat der Energie- a Klimapolitik verbonne ass d'Stärkung vun der Kreeslafwirtschaft, déi mat manner Produktioun, manner Transport, manner Ressourcen a manner Offall auskënn a vill Depensen iwwerflësseg mécht. Et geet an deem Programm also net just ëm Investitiounen. Et geet och drëms, ze spueren, zugschichte vun der Ëmwelt a vum Klima.

Enk domat verbonne ass och de Schutz vum Mensch virum Kaméidi. Am Regierungssaccord ass festgehale ginn, datt d'Gestioun vum Ka-





méidi schonn am Virfeld vun der Exekutioun vun engem Projet matgeplangt muss ginn a matinstalléiert muss ginn, fir dass am Nachhinein net um Kaméidisproblem erëmgepléischert muss ginn.

Datselwecht zielt fir de Schutz vun der Loftqualitéit a fir d'Verhënnung vun der Pollution lumineuse, wou gezielt Programmer wäerten ëmgesat ginn.

Léif Kolleginnen a Kollegen, dat si just e puer Punkten aus dem Kapitel Natur- a Klimaschutz, déi eis um Häerz leien a wou mir frou ware feststellen, dass eis Koalitionspartner mat eis un engem Strang zéien. Den Här Bodry huet et ënnerstrach: Sozialpolitik an Ëmweltpolitik gehéieren zesummen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Zu der Ëmweltsteuer. Et geet em deen onbequemen Domän vun der ekologescher Besteuerung, wou a gewëssene Kreesser regelméisseg mat Floskele wéi „Gréng gëtt deier“ oder „gréngt Steiergespenst mat Schreckenspotenzial“ - fir déi léif Wieder vun engem Journalist aus dem „Lëtzebuerger Wort“ ze gebrauchen - ronderëm sech geschoss gëtt.

Wahrscheinlech ass et awer deene wéinegste vun deene Kritiker bekannt, dass Lëtzebuerg, laut de Chiffere vun der OCDE, zu den europäesche Schlusslichter an der Ëmweltbesteuerung gehéiert. Nëmme 1,77 % vum PIB an nëmme 4,6 % vun de Gesamtrecettë vum Stat resultéieren aus där Zort vu Steuer. D'Kapitalbesteuerung mécht deemgëintwuer 21 % aus. An d'Besteuerung vun der Aarbecht läit bei iwwer 50 %, wat vun deemselwechten awer net als Schreckgespenst tituliert gëtt.

Léif Kolleginnen a Kollegen, wa mir wëssen, dass déi ekologesche Erausforderunge gewalteng sinn, déi gewaltéig iwwerhaapt, a viraussetzen, dass all Land méi responsabel mat den natierleche Ressourcë muss ëmgoen, da wësse mir och, dass de Prinzip vum Pollueur-payeur méi Gewicht muss kréien. Dozou gehéiert natierlech och d'Besteuerung vun ekologesche Sënnen.

Dat huet näischt mat Gréng-Rout-Blo ze dinn, mä eenzeg an eleng mat Verantwortung a Vernunft am Ëmgang mat eisem Planéit a mat senger Ressourcen.

D'Verhandlungsdelegatioun, déi huet sech där Verantwortung uegoholl. Fir Neel mat Käpp ze maachen an domat och de Klimaaccord vu Paräis méi konsequent ze respektéieren, hu se sech drop geeenegt, d'Präisser op Energie a Pétrol graduell no uewen ze adaptéieren, ouni dat dann ze iwwerdreiwen, fir d'Leit lues a lues drun ze gewinnen - vu méi Steieren op Dieselautos steet näischt an Koalitionsprogramm, soudatt ech och net dovun ausginn, Madamm Hansen, dass dat da wäert agefouert ginn; dat war wahrscheinlech Är Visioun -, mam Objektiv, an dat wëll ech betounen, dass d'Recettë vun deene Steieren, déi mer op Pétrol an Energie anzéien, benotzt ginn eenzeg an eleng, fir ekologesch a sozial Moosnamen ze finanzéieren an d'Besteuerung vun de Personnes physiques am Sënn vu méi Gerechtegkeet ze equilibréieren.

An deem Kontext wéilt ech och eng kleng Klammer opmaachen an un d'Etüd vum Tanktourismus erënneren, déi d'Regierung an Opdrag ginn hat an déi am Joer 2016 ofgeschloss ginn ass. D'Konklusioun war déi, dass d'Schied un de Landschaften an un der Natur, d'Emissioun vu Schuedstoffer a vun CO<sub>2</sub>, de Kaméidi, d'Accidenter an aner extern Facteuren, déi vum ...

(**Interruption par la présidence**)

Ech maache just mäi Saz fäerdeg.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Lorsché, sidd Der d'accord, dass d'Madamm Hansen lech eng Fro stellt?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Kann ech mäi Saz nach fäerdeg maachen?

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Gären!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Da fänken ech nach eng Kéier un.

D'Konklusioun war déi, dass d'Schied un de Landschaften an un der Natur, d'Emissioun vu Schuedstoffer a vun CO<sub>2</sub>, de Kaméidi, d'Accidenter an aner extern Facteuren, déi vum Tanktourismus verursaacht ginn, eist Land 3,5 Milliarden Euro am Joer käschten. D'Recettë vum Tanktourismus leien hirersäits awer just bei 2,1 Milliarden Euro, woumat d'Plus-value vum Tanktourismus sech als Mythos eigentlech erausgestallt huet.

D'Bréck ze bauen tëschent Ëmwelt-, Energie- a Finanzpolitik ass also onëmginglech an et ass luewenswäert, dass dës Regierung sech där Erausforderung stellt.

An eng weider Bréck schloen ech dann no der Fro vun der Madamm Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Merci, Madamm Lorsché. Ech wollt just soen: Also, ech hunn do net gesponnen, wéi ech dat virgelies hunn, well ech hu just virgelies, wat hei steet. Ech hunn och net gesot, et kéim eng Steier.

Mä hei steet am Text, Sait 175, bei der Qualité de l'air: « Une attention particulière sera portée à la réduction rapide et substantielle de la part du diesel dans le parc automobile. » An dunn hunn ech gefrot: „Wat heescht dat? Heescht dat, dass et eng Steier gëtt? Heescht dat, dass e plazeweis verbueden gëtt? Wat heescht dat?“ Ech hunn also net gesot, et kéim eng Steier. Ech hu ganz genau just dat virgelies, wat hei steet.

(**Interruption par Mme Josée Lorsché**)

An ech hat keng gedämpft, wéi ech d'Fro gestallt hunn.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Da si mer frou. Da leie mer op enger Linn. Mir hunn net geschriwwen, dass eng Steier agefouert wäert ginn. An Är Fro ass elo beäntwert. Dann hutt Der déi emol schonn net méi ze stellen, mä déi aner Froen ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Lorsché, den Här Bausch wëllt lech och eng Fro stellen.

(**Interruption**)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et kënt eng Besteuerung vun Energie a Pétrol.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Här President, wann d'Madamm ... Här President!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dat ass de Bensinn en tant que tel.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - An den Diesel net?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Majo, dat muss een awer elo net auserneespalen! Et ass datselwecht. Dat ass inklusiv.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Här President, wann d'Chamber drun interesséiert wär, da wär ech bereet, eng Präzisioun dozou ze ginn.

► **Plusieurs voix.** - Oh!

► **Une voix.** - D'Prozedur!

(**Interruptions**)

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Dierf ech dat?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Lorsché, sidd Der d'accord, dass den Här Bausch eng Präzisioun gëtt?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech sinn hei net President. Mä ech sinn awer frou, wann den Här President dem Här Bausch d'Wuert gëtt.

(**Hilarité**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Bausch, Dir hutt d'Wuert, wannechglift.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci, Här President, a Merci der Chamber, dass ech d'Wuert kréien. Ech wéilt der Madamm Hansen an och der Madamm Lorsché an der ganzer Chamber soen, dass dat, wat am Koalitionssoffkommis steet, dat och ass, wat gëllt. An alles dat, wat net dra steet, geschitt net. Dat wollt ech de Moien och scho soen. Donc, wann net dra steet, dass mer e Fahrverbot wëlle maache respektiv den Diesel als solchen erhéien am Sënn, wéi Dir et do beschriwwen hutt de Moien, da geschitt et selbstverständlech net, soos stéing et am Koalitionssoffkommis dran.

Et steet op enger anerer Plaz ganz kloer dran an deem Kapitel iwwert d'Mobilitéit, wat mer eis vun Instrumenter alleguete wëlle ginn, fir dass mer méiglechst séier e schadstoffarme Fuerpark zu Lëtzebuerg kréien. Dat geet vun der Primm vu 5.000 Euro op der Elektromobilitéit iwwert de Leasing, wou mer eng Rei Adaptatioun wäerte maachen, iwwer eng ganz Rei aner Mesuren, déi do opgeléicht sinn, déi eis sollen hëllefen, dass mer méiglechst séier ewechkomme vum Verbrennungsmotor en général.

An dat bett sech an an eng Gesamtstrategie, déi och op enger anerer Plaz beschriwwen steet. Mä wéi gesot, et steet näischt dra vu Fahrverboter a vun Dieselfahrverboter.

Ech wëll lech awer just soen, dass, ob Dieselfahrverboter zu Lëtzebuerg oder iergendwou soss an Europa kommen, dass hântk vum enger europäescher Direktiv of. Mir sinn hei an engem europäesche gesetzleche Kader. An déi Verbueder, déi an Däitschland ausgesprach gi si vu Gerichter, déi sinn, well do d'Schadstoffemissionen iwwert deene Wäerter sinn, déi an der Direktiv virgeschriwwen sinn, wou een dann obligéiert gëtt als Land oder als Stad, iwwer-

gens ass et nëmme de Stat, mä och d'Gemengen, déi eng Responsabilitéit hunn, eppes ze maachen.

Der Regierung hir Politik an deene leschte fënef Joer war et, alles ze maachen, fir dass et eben net zu Fahrverboter kënn, dat heescht, d'Alternativen ze férdere. An der Stad Lëtzebuerg, wou mer en Hotspot zum Beispill hunn, ass dat den Tram, deen eis vill hëllef, fir d'Busse erauszekréien, well et si jo net nëmme Privatautoen, déi dozou gehéieren, mä och aner Saachen. Also eist Zil ass et, eben net Fahrverboter mussen auszuschwätzen. An duerfir ass och déi ganz Strategie an dee ganze MoDu dorobber ausgeluecht.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bausch.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Lorsché, Dir dierft elo erëm roueg weiderfueren.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Jo, hei ass et eigentlech dann em d'Steiere gaangen. Duerfir hunn ech elo net all déi aner Moosnamen opgezielt, well et mir drëms gaangen ass, ze erklären, wéi wichteg et ass, dass mer eis bewosst ginn, dass d'Ëmwelt net gratis ass an dass den Ëmweltschutz verstärkt muss ginn an eben och, dass mer zu de Schlusslichter vun Europa gehéieren, wann et em Ëmweltsteiere geet.

Ech wéilt awer nach eng aner Bréck schloen, dass ass déi tëschent der Ëmweltpolitik an dem Ministère vun der Sécurité sociale. Mir hunn als Gréng, an net nëmme mir, jorelaang derfir gekämpft, dass d'Investissementer vum Pensionsfond kategorieesch un nohalteg, sozial a ressourcëschonend Kritäre mussen gebonne ginn an dass den „Divestment“ aus der fossiler Energie muss stattfannen.

Quitte dass schonn eng Rei Investitiounen vun deem Fond wéinst sozialen Onverträaglechkeete gestrach goufen, gesäit dese Regierungsprogramm awer elo eng Neiorientéierung vum Fonds de compensation vir, an doriwwer si mir frou, mat engersäits méi héijen Investissementer an de soziale Wunnensbau zu Lëtzebuerg, wou schonn eng Rei Schrëtt ënnerholl gi sinn, wat begrëssenswäert ass, anerersäits awer och eng gezielt Ëmorientéierung vum Kapital a Richtung gréng Investitiounsfongen.

Dat ass e Quantesprung an eisen Aen, dee mir eis scho laang wënschen an dee Lëtzebuerg brauch, fir kredibel ze ginn, wa Lëtzebuerg op nohalteg Politik setzt.

D'Justiz. Eriwwer dann zum Ministère de la Justice, wéi mer en nennen, engem weidere Ressort, an deem d'Kontinuitéit groussgeschriwwen wäert ginn, wann et heescht, d'Gläichberechtigung, d'Wierd an de Respekt vun alle Mënschen an eisem Land ze stäerken.

Mat de Reformen aus de leschte Jore si scho vill Efforte gemaach ginn. An och deem Ministère geet d'Aarbecht net esou séier aus. Ugefaange bei der Schafung vum Conseil national de la justice, deen d'Onofhängegkeet vun der Justiz wäert verstärken - den Här Alex Bodry ass de Moien am Detail dorop agaangen -, dëst och am Hibleck op d'Reform vun eiser Verfassung.

Eng aner Reform, déi am Koalitionsaccord erausstécht, ass déi vum Schutz vun de Majeurs incapables, dat heescht, vun deene Leit, déi ënner Tutelle stinn. Hei geet et drëms, des Personnen net komplett ze entmündegen, mä se esou wäit wéi méiglech an der Autonomie ze halen, als wichtege Schrëtt a Richtung méi Mënschlechkeet am Ëmgang a Respekt vun der Mënschewierd vun deene Betreffenden.

Em d'Dignitéit an d'Onversehrbarkeet vum Mënsch a vu sengem Kierper geet et och beim gesetzleche Verbuet, wat wäert kommen, d'Kanner, deenen hiert Geschlecht bei der Geburt net kloer feststellen ass, ze operéieren, et sief, et géif em hir vital Interesse goen. All Operatioun, déi mat enger Verännerung vum Geschlecht ze dinn huet, dierf mam geplangte Gesetz nach just op expliziten a selbstbestëmmt Wonsch vun der betroffener Persoun erfollegen.

Doriwwer eraus gëtt och d'Lutte géint d'Violence sexuelle et sexiste verstärkt, wou ech eng Bréck wëllt schloen zum Ministère vun der Egalitéit tëschent Fra a Mann, dee jo en neien Numm kritt huet, wat flott ass.

Dese Ministère muss mam Justizministère weiderhin enk zesummeschaffen, well vill Domäne sech iwwerschneiden. A mir si frou, dass dat och schonn esou ofgemaach ginn ass.

Eng gutt Inspiratioun an der Lutte géint d'Gewalt am häuslechen, mä och am berufleche Beräich liwwert Frankräich, wou d'Affer schonn am Virfeld vun enger Plainte eng käschtefräi juristisch Begleedung a Berodung an Usproch kënnen huelen. Enk domat verbonnen ass d'Verstärkung vum Recht op d'Assistance

judiciaire, déi och am Koalitionsaccord steet. Dës Assistance (veuillez lire : Verstärkung) féiert dozou, dass net méi just eng Minoritéit vu Personnen vun enger Assistenz kënnen profitéieren. Och dat huet den Alex Bodry ënnerstrach: Jiddweree muss sech eng Plainte kënnen leeschten.

Op déi geplangte Legaliséierung vum Cannabis ginn ech net am Detail an, well eis Positioun scho laang bekannt ass. Kuerz gesot ass se geduecht, fir d'Eischt emol fir d'Hypokrisie op deem Plang zu Enn ze bréngen, d'Qualitéit an d'Quantitéit vum verkaafte Cannabis staatlech ze kontrolléieren an domat de Konsument ze schützen. Mir kënnen jo net dervun ausgoen, dass de Cannabis an eiser Gesellschaft einfach net méi ze fannen ass.

Ech wëll awer betounen, an dat läit mer um Häerz, dass et an deser Fro net drëms geet, de Konsum vu Cannabis ze verharmlosen. Aus deem Grund ass eng enk Zesummenaarbecht mam Ministère de la Santé virgesinn, wou et drëms geet, gezielt Präventiounsprogrammer am Beräich vum Cannabis, mä och am Beräich vun der Sucht iwwerhaapt op d'Been ze stellen. Dorop läit e grouse Fokus an deem Ministère.

An dann zur Kultur, engem neie Ministère fir déi gréng. Här President, erlaabt mer e puer Wieder zu deem Ressort, engem Ressort, deen an de leschte Jore jo e wéineg an d'Schaukele gerode war. Mä dat ass Vergaangenheet. Haut geet et drëms, no vir ze kucken, nom Motto vum leider scho verstuerwenen däitsche Kulturpolitiker a Regisseur August Everding, dee Folgendes gesot huet: „Wo Kultur wegbriecht, wird Platz frei für Gewalt.“ An anere Wieder: Eng Gesellschaft brauch Kultur esou néideg wéi d'Loft, fir ze ootmen, wa se net der Barbarei wëllt verfallen.

Mir si frou, dass de Kulturentwécklungsplang, deen an engem participative Prozess mat allen Akteuren ausgeschafft ginn ass, an deser Legislaturperiod wäert ëmgesat ginn, well am Tirang notzt e weder de Kënschtler nach der Konscht.

Mir brauchen net nëmme e fairen a gerechte Kader mat mënschwerdergen Aarbechtsbedéngungen a Lounverhältnissen fir all Kënschtler, et ass och wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Konscht e Stéck vum Alldag vun all Mënsch gëtt, och fir déi Leit, déi sech net Kënschtler nennen, ugefaange bei de Kanner, wou Konscht a Musek en enormen Afloss op déi emotional, kognitiv a sproochlech Entwécklung hunn an d'Basis leeë fir e kreatiivt Liewen.

Als Gréng ënnerstëtze mir och de Projet Esch 2022, dee jo vum Kulturministère matgedroen a begleitet gëtt. A mir hoffen, Madamm Minister, dass dat ganz Kapitel iwwert d'Kultur spëitstens am selwechte Joer wäert ëmgesat ginn, wéi de Projet Esch 2022 ufänkt, well et der Konscht an de Kënschtler an eisem Land endlech nei Perspektive bitt.

Här President, Här Premierminister, Dir Dammen an Dir Hären, fir dëst Zil a vill aner Ziler ze erreechen, wënschen ech am Numm vu menge gréng Kolleeginnen a Kollegen, et sinn der mëttlerweil méi wéi an der Lescht, ...

(**Interruptions**)

... de Membere vun der Regierung eng glécklech Hand.

(**Interruption**)

Ech kann lech versécheren, dass déi gréng Fraktioun, mat hiren néng Leit mëttlerweil, mat Iwwerzeugung an Äifer zu Wierk geet, wann et heescht, zesummeschaffen a matzeschaffen, fir desen ambitiöse Koalitionsaccord a Musek ëmzesetzen - fir mat mengem leschte Wuert bei der Kultur ze bleiwen.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

(**Applaudissements**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Lorsché. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President: Léif Kolleginnen a Kollegen, Wahle si Wahlen a gi meeschtens aneschtens aus, wéi een denkt, an dat ass och esou des Kéier de Fall.

Ech mengen, mir hunn e puer nei Momenter an deem Parlament. Engersäits si mer zu siwe Parteien no dese Wahlen hei an der Chamber. A mir hunn och, wéi ëmmer, bei dese Wahlen Gewënner a Verléierer. Zu de Gewënner gehéieren un eischer Stell déi gréng, dann d'Piraten an dann d'ADR, zu de Verléierer d'LSAP, d'CSV an d'DP.





Wann een dat Resultat kuckt an et géif een elo soen: „Ma, et muss een dem Wielerrwille Rechnung droen an déi Parteien, déi d'Wahle gewonnen hunn, mussen an d'Regierung“, da kréich ee keng Majoritéit zesummen. Et ass also kloer, datt an där Majoritéit, et sinn dräi Stéck, dat sinn déi gréng, d'Piraten an d'ADR, dat keng 31 ginn.

#### (Interruption)

Et gétt keng ..., Här Di Bartolomeo, et gétt vun de Gewënner ...

#### (Brouhaha)

Et gétt vun de Gewënner keng Majoritéit. Schued!

Mä duerfir kann et also nëmmen eng Majoritéit ginn, wou och Verléierer dra sinn. Aneschters ass et des Kéier net méi méiglech.

Fréier hu mer vu grouse Koalitiounen geschwat. Dat war virun allem, wann d'CSV mat der LSAP eng Majoritéit gemaach huet. Dann ass gesot ginn: „Ma, mir hunn eng grouse Koalitioun kritt.“ Mä dat gétt am Abléck nach just 31. Also déi klengstméiglech Majoritéit ass haut dat, wat mer fréier eng grouse Koalitioun genannt hunn. Et ass genau datselwecht wéi d'Dräierkoalitioun, déi elo eng Majoritéit vum Wieler erëm kritt huet, och op 31 kënn.

Duerfir mengen ech, wa mer hei eng Majoritéit hu vun där aler Regierung, da muss een dat akzeptéieren. Et muss een och dee Wielerrwille akzeptéieren. Eng Majoritéit ass eng Majoritéit. An et steet och néierens geschriwwen, datt déi gréisste Partei muss an eng Majoritéit (veuillez lire : Regierung) sinn. Dat gétt et net.

Ech mengen, et ass ee Land - ass et net Griichenland? -, dat huet an der Verfassung stoen, datt déi gréisste Partei d'Recht huet, Koalitiounsverhandlungen opzehuelen. Awer et steet net dran, si misst an d'Regierung kommen. Dat heescht, et hätt een och hei jo kënnen da soen: „Ma, de Formateur, de Premier, den Här Bettel, deemools war e jo net Premier, en hätt misse mat der CSV schwätzen.“ Mä wat hätt den Detour gedéngt, wa jo scho virdu feststoung, datt déi dräi aner hir Majoritéit géifen ausmaachen?

Duerfir, mengen ech, solle mer dat Wahlresultat esou respektéieren. Quitte datt jiddwereen, an ech géif och mengen d'Majoritéit, vläicht sonndes moies och nach gesot hätt: „Déi Majoritéit do steet den Owend net méi.“ Mä dem Wieler, deem ass net ze trauen ...

#### (Hilarité)

An duerfir hu mer eben owes en anert Resultat kritt, wéi déi meescht, oder ech soen, jiddwereen heibanne moies nach virausgesot hätt.

Mir mussen also de Wielerrwille respektéieren. Mä gétt de Wielerrwille respektéiert? Sécherlech, wa mer d'Chamber kucken, dat si gewielte Verrieder vum Vollek. Eng Regierung kann zesummesat ginn aus Gewieltenen an aus Leit, déi net gewielt sinn. Dat war an der Vergaangenheet esou. Och bei deene verschidde Parteien.

Déi eenzeg Partei, déi bis haut nach ni ee vu baussen an eng Regierung erageholl huet, dat ass am Fong d'ADR.

#### (Hilarité)

Duerfir kann ech och roueg doriwwer hei schwätzen, well all déi aner hunn am Fong misen, och de Moien d'Kollegin Hansen, mat engem gewëssene schlechte Gewëssen doriwwer diskutéieren.

Mä wann een och kann ee vu baussen eranhuelen, esou ginn awer déi Ministeren, déi a Wahle ginn, och vum Wieler cotéiert, well se si jo da Kandidat. An da gétt et Ministeren, och an deser Regierung, déi e gutt bis en exzellent Resultat gemaach hunn, déi vum Wieler confirméiert si ginn, déi gesot kritt hunn - ech huelen dat emol esou un -, datt de Wieler mat deenen hirer Aarbecht d'accord ass. Duerfir si se gestärkt aus hirem Poste vum Minister erausgaangen, mä et sinn awer och aner, déi si geschwächt aus de Wahlen erausgaangen. An ech mengen, do sinn der och derbäi, déi ganz geschwächt aus de Wahlen erausgaange sinn.

An ech mengen, dann ass de Wielerrwille net respektéiert. Wann de Wieler e Minister ofwielt, net wéinst senger Persoun oder wéinst senger Partei, well et ka souguer sinn, datt seng Partei géif wannen, mä wann hie massiv verléiert, dann ass dat en Zeechen, datt de Wieler net mat him averstane war a mat där Aarbecht, déi en als Minister gemaach huet. An dann ass et och normal, datt d'Leit higinn a soen: „Firwat

gi mer wielen? Si maachen duerno jo souwiso, wéi se wëllen“, wann dann déi Leit net nëmmen an d'Regierung erëmkommen, mä si kréien och nach dee Ministère zréck, fir deen d'Leit se am Fong ofgewielt hunn.

Dat ass nun eben emol esou, mä mir brauchen eis dann net ze wonneren, wann d'Leit eng gewësse Verdrossenheet vis-à-vis vun der Politik zum Ausdrock bréngen.

Datselwecht ass bei de Quoten, déi mer déi lescht Period hei duerch e Gesetz agefouert hu vun der leschter Regierung, wou am Fong d'Parteien obligéiert gi sinn, fir 40 % Fraen op hirer Lëscht ze hunn. Mir haten dat als ADR schonn déi Wahle virdu ouni Quot, mir hunn awer keng Frae gewielt kritt.

Dës Kéier goufen et Quoten, mir hunn erëm keng gewielt kritt. Dat heescht, obscho 40 % drop sinn - an och aner Parteien, well wa mer haut kucken, datt mer vu 60 Deputéiert 14 Dammen heibannen hunn -, si mer nach wäit vun deene 40 % ewech. Gott sei Dank sinn der elo e puer nogerutscht. An ech mengen, mir sollten och frou sinn, datt an dëst Parlament eng ganz Rei vu jonke Leit nogerutscht sinn, wat sécherlech och wäert fir neit a frëscht Liewen hei an dësem Parlament suergen.

Mä d'Regierung ...

#### (Interruption par M. Georges Engel)

Mir wäerten deem nohëllefen. Mä d'Regierung, déi am Fong dat Quotegesetz hei d'lescht Period ervirbruecht huet an déi am Fong verlaangt huet, datt d'Partei misste 40 % Fraen op hir Lëscht setzen, a souguer Strofe bei der Parteifinanzéierung virgesinn huet, huet sech selwer awer net un déi 40 % gehalen. Wa mer nëmme 4 Frae vu 17 an der Regierung hunn, hat ech mer alt geduecht, datt d'Regierung selwer ... A wa se keng gewielt kritt huet, hätt se der jo kënnen vu baussen eranhuelen, well se seet jo, dat wier alles ganz normal. Dat heescht, d'Regierung hätt hei awer missen zumindest mam gudden Beispill virgoen a kucken, datt se hir Quot vu 40 % bei den Damme virgewisen hätt.

Zu de Wahlen, léif Kolleginnen a Kollegen, steet am Koalitiounsprogramm, datt d'Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 géif enger globaler Revisioun ënnerzu ginn. Et géif eng kritesch Analys gemaach ginn iwwert d'Delaien, iwwert d'Strofen, iwwert d'Bulletin-blanc, iwwert d'Leit, déi net wile ginn. Ech mengen, dat ass richtig. A mir hate jo och bei der Validatioun vun de Wahlen eng Kommissioun, déi eng ganz Rei vu Problemer opgeworf huet, déi et gétt an déi muss geléist ginn.

Mä mir sinn awer der Meenung als ADR, datt, wann ee schonn eng global Revisioun vun dem Wahlgesetz mécht, mer dat da sollte parteiwwergräifend maachen. An duerfir maache mer och keng Propositionen als ADR hei, mä mer soen: Sollen d'Parteien sech dann net zesummesetzen a kucken, fir Léisungen ze fanen? Sief et fir all déi Problemer, déi mer hu mat de Bezierker, wou déi eng fir en eenheetleche Wahlbezierker sinn, aner Gemenge géife gären an en anere Bezierker kommen. Mir hunn de Problem vun de Reschtssetzer. Alles dat si Problemer, déi mer sollte parteiwwergräifend diskutéieren a kucken, ob e Konsens méiglech wier, fir méi e gerechte System ze maachen. Wéi gesot, ech wëll hei keng Propositionen vun eiser Säit maachen, well mir der Meenung sinn, datt ee sech do sollt parteiwwergräifend zesummesetzen an datt een net direkt sollt mat Propositionen vu baussen do erakommen.

„Wann et dem Land gutt geet, soll et och de Leit gutt goen“, seet den Här Statsminister. An dat war och ee Saz, deen e virun de Wahle gesot huet. An des Regierung, Här President, déi ass an där Hisiicht gutt opgeriicht, well een Dag no de Wahlen huet de Statec bekannt ginn, datt d'Aarmutsgrenz hei am Land an der leschter Legislaturperiod vu 16,4 % op 18,7 % an d'Luucht gaangen ass. Also 2 % ass d'Aarmutsgrenz an d'Luucht gaangen. Mir haten nach keng Legislaturperiod, wou an engere Legislaturperiod d'Aarmutsgrenz ëm iwwer 2 % an d'Luucht gaangen ass.

De Statec, dat si jo ganz aktiv Leit, mä ech ka mer awer net virstellen, datt déi sonndes mëttes no de Wahlen eréischt ugefaangen hunn, Statistiken ze bauen, wa se méindes domat erauskomm sinn. Déi ware jo doudsécher scho virun de Wahle fäerdeg. An da muss ee sech d'Fro stellen, wéi neutral an objektiv eng Verwaltung ass, datt se bis deen Dag no de Wahle waart, fir dem Land matzedeelen, datt an der leschter Legislaturperiod d'Aarmutsgrenz ëm iwwer 2 % an d'Luucht gaangen ass. Well wann de Statec dat 14 Deeg virun de Wahle gesot hätt, wou se doudsécher déi Chiffere schonn haten, hätt den Här Bettel doudsécher, Här President, net kënnen duerch d'Land zéien a soen: „Wann et dem Land gutt geet, da muss et och de Leit gutt goen“, well an der leschter Period ass et esou ville Leit

schlecht gaangen hei an dësem Land wéi nach ni virdu.

An datselwecht ass och beim Logement, wou mer déi Woche virun de Wahlen hei permanent gesot kritt hunn, wivill Dausende vu Wunnengen - vu 6.000 Wunnengen ass geschwat ginn - gebaut gi sinn. An zwee Deeg no de Wahle seet dann de Statec, et wiere keng 6.000 gewiescht, mä 2016, dat sinn déi lescht Chiffere, wieren et ganzer 2.233 Wunnengen, déi gebaut gi sinn. Och zoufälleg zwee Deeg no de Wahlen. Wat mussen déi op deem Weekend geschafft hunn, fir méindes eng Nouvelle ze hunn, dënschdes hu se eng a mëttwochs hu se du scho festgestallt, an zwar net rezent, datt 2017 de PIB och nach zréckgaangen ass!

Dat ass iwwerhaupt e Phenomeen vun eise Statec, an deen ass och wahrscheinlech eezegaarteg op der Welt, datt dee mat enger gewëssener Garantie kann zwee Joer, nodeem ee Joer fäerdeg ass, soen, wivill dann elo de Wirtschaftswuesstum war. Dat héiere mer vun deene praktesch all déi Joren.

Zu dem Regierungsprogramm wëll ech virausschécken, datt et och eng ganz Rei vu positive Saachen an deem Dokument ginn, déi och mir an eise Wahlprogramm, a sécherlech och aner Parteien, haten. Zum Beispill, datt d'Kannergeld indexéiert gétt. Dat ass eng Laangzäitfuorderung, déi mir ëmmer haten. Et soll zwar eréischt um Schluss vun der Legislaturperiod geschéien, mä ëmmerhin, et soll geschéien.

Dann datt mer eng Prioritéit op sozial Mietwunnengen hunn. Ech mengen, mir hunn dacks hei an den Interventioenen, wann iwwert de Logement geschwat ginn ass, gesot, et geet net duer, Sozialwunnengen ze schafen, mä virun allem muss sozial Mietwunnenge geschaaft ginn. Och dat begrësse mer.

Ech huele just e puer Punkten eraus. D'Lëtzebuerger Sprooch, datt d'Sprooch soll an de Schoulen allgemeng méi verankert ginn, och an den internationale Schoulen, datt op europäeschem Niveau soll gekuckt ginn, datt Lëtzebuergeresch soll eng europäesch Sprooch ginn, datt se an dem administrative Beräich kann ugewannt ginn, alles dat sinn Iddien, déi mer begrëssen a gare matdroen.

Genausou gutt wéi de gratis Transport, dee mir elo scho fir d'véierte Kéier hannerneen an eise Wahlprogramm haten. Eis gréng Kollegen haten en des Kéier net. Si hu sech souguer dergéint ausgeschwat. Mä ech mengen, elo soll dann de gratis Transport kommen - ech kommen herno nach drop zréck -, och dat ass eng positiv Saach.

#### (Interruption)

Den Här Bausch huet sech nach an engem Face-à-face aacht Deeg virun de Wahlen um Radio bei mir kategorieg géint de gratis Transport hei zu Lëtzebuerg ausgeschwat. Elo muss sécherlech ee kommen a soen, déi gréng wieren derfir gewiescht. Dir waart dergéint! Wann dat an dese Koalitiounsprogramm komm ass, da muss ech soen, ass dat dank der DP an de Sozialisten. Et ass awer op jidde Fall net deene Gréngen hire Meritt, well Dir hutt lech nach eng Woch virun de Wahlen do dergéint ausgeschwat. Ech kommen awer nach eng Kéier drop zréck.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Gibéryen, erlaabt Der, datt d'Madamm Lorsché lech eng Fro stellt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ëmmer.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Da si mer frou. Här Gibéryen, mir wäere frou, wann Der alles géift soen an net ëmmer nëmmen d'Halschent.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da sot Dir elo emol déi ganz Wourecht!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Mat Hallefwoerchten ... Jo, déi ganz Wourecht ass déi, datt an eise Wahlprogramm stoung, datt den öffentlechen Transport net an deser Etapp sollt gratis ginn, mä datt d'Prioritéit sollt um Ausbau leien. Wéi mer dunn zougeséichert kritt hunn, datt mer déi néideg Gelder kriten, fir datt ausgebaut gétt, si mer eis mat deem Kompromiss zesummen eens ginn. Voilà. Mä d'Prioritéit war den Ausbau an deen ass elo garantéiert. An dat war d'Konditioun.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech kann, ...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dat hutt Der elo net gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ... Här President, der Madamm Lorsché just soen, datt ech aacht Deeg virdu mat dem Här Bausch an engem Face-à-face war an datt e sech do kategorieg dergéint ausgeschwat huet. En huet souguer gesot: „Mir kënnen en net aféieren, well mir hunn net Plaz genuch. Da missten d'Leit op den Daach vum Zuch klammen, wann der esou vill géife kommen.“

Ech hu geduecht: Kréie mer elo scho pakistanesch Verhältnissen hei zu Lëtzebuerg, datt d'Leit mussen op den Zuch klammen?, wat jo keng Referenz ass fir den öffentlechen Transport. Mä dat ware souguer seng Wieder, firwat datt mer hei zu Lëtzebuerg net kéinten den öffentlechen Transport gratis maachen. An duerfir, Madamm Lorsché, bei aller Frëndschaft, kommt elo net heihinner a verzielt eppes, wat net ass! Ech mengen, all Mënsch am Land weess, datt déi gréng dergéint waren.

Zum Koalitiounsaccord: Et gétt vill Saachen, déi drastinn. Et ass praktesch näischt ausgelooos ginn. Et si vill, vill, vill Wënsch dran. An ech mengen, d'Kollegin Hansen huet de Moie gezielt, wat alles muss vun Avisen an Etüde gemaach ginn. Ech ka mer dat hei erspieren. Et si vill vag Beschreibungen.

Mä wat mir als ADR haaptsächlech an deem ganze Koalitiounsaccord vermessen, dat ass d'Fro an d'Diskussioun an d'Problematik ëm d'Wuesstumsfro. Dat ass eiser Meenung no ... Mir hunn och versicht, se an der Wahlcampagne ze thematiséieren. Mä ech mengen, all d'Parteien hunn och do matdiskutéiert iwwert d'Wuesstumsfro. Déi gétt an dësem Accord praktesch mat kengem Wuert ernimmt. An och gëschter bei der Deklaratioun vum Här Statsminister hu mer näischt héieren.

An dach ass déi Wuesstumsfro d'Ursach vun all deene grouse Problemer, déi mer hunn. Ob dat de Logement ass, d'Mobilitéit, d'Statsfinanzen, déi nach an ëmmer am Defizit waren, mä mer mussen riseg Investitiounen maachen, d'Renteproblematik hânt dodrun an d'Liewensqualität hânt dodrun. A wa mer wëssen, datt mer esou weiderwuessen, a gëschter ass hei gesot ginn, datt mer ëm 3 % bis 3,5 % - dat ass also d'Optik vun der Regierung - weiderwuessen, da wësse mer, datt mer eleng duerch dee Wuesstum mussen 6.000 Wunnengen d'Joer bauen. Dat ass eng Stad wéi Dikrech, déi mer all Joers mussen bauen!

Mir wëssen, datt mer 20.000 Leit hei am Land hunn, déi sech all Joers zousätzlech hei am Land bewegen. Dat heescht, mir wäerten d'Problemer vun der Mobilitéit, quitte datt mer mussen massiv dran investéieren, ni geléist kréien, wa mer esou weiderwuessen.

Dës Regierung, esou hu mir dat gëschter verstanen vum Statsminister, setzt weider op de stramme Wuesstum, fir kuerzfristeg iwwert d'Ronnen ze kommen, an der Hoffnung, datt da méi Steiergelder erakommen. An op där anerer Säit ginn awer déi ganz Konsequenzen op déi kommend Generatiounen ofgewälzt.

Mir hu virun 8, 14 Deeg 50 Joer vum Mouvement écologique gefeiert, an do huet d'Präsidentin am Fong ee ganz waarmen Appell gemaach mat där Wuesstumsfal, mir missten erauskommen a mir missten ophale mat deem ëmmer nëmme wuessen, wuessen, wuessen. Esou stoung se um Riednerpult. An et ware praktesch all d'Parteien do vertrueden. An alles huet geklappt, och eis gréng Kollegen. An duerfir war ech d'lescht Legislaturperiod schonn esou enttäuscht, datt, obwuel mer eng gréng Partei an der Regierung hunn, awer weider op de stramme Wuesstum gebaut ginn ass. An des Kéier sinn eis gréng Kollege méi staark an der Regierung an awer gétt nach weider op de stramme Wuesstum gesat.

Mir brauche Wuesstum, mä mir mussen eis zesummesetzen. Et huet keen en Zauberzept, wéi mer dat gedréit kréien, mä mir mussen Punkt fir Punkt driwwer diskutéieren. A mir hu jo scho vill an der Wahlcampagne driwwer diskutéiert, wéi mer aus där Wuesstumsfal do erauskommen. Mat dësem Programm komme mer net aus der Wuesstumsfal eraus, mä mer fuere riicht virun a se gétt ëmmer méi grouss. An d'Konsequenze fir déi kommend Generatiounen ginn ëmmer méi grouss.

E Wuert zu de Finanzen: Viru fënnf Joer, wéi de Koalitiounsvertrag virgeluecht ginn ass, hu mer och e Fënnfjoresplang virgeluecht kritt, wat d'Finanzen ubelaangt. E Plan pluriannuel, wou och déi Politicken, déi am Programm stoungen, matchiffreiert waren. Dës Kéier hu mer näischt virgeluecht kritt. Mir hunn am Fong guet net virgeluecht kritt, wéi dee Programm soll finanziert ginn, wéi d'Regierung mengt, datt d'Recettë géifen evoluéieren.

An duerfir hu mer als ADR e Bréif un lech gemaach, Här President, well den Här Finanzminister all dräi Méint an d'Finanzkommissioun, an d'COFIBU kënn, fir eis do en Tëschebilan virzeleeën iwwert déi aktuell Finanzsituatioun vum Stat, gesinn op de Budgetexercice vun dësem Joer. Deen Exercice gétt all dräi Méint gemaach. E gétt also am Abrëll gemaach, am Juli, am Oktober an dann am Januar, fir datt mer déi véiermol dräi Méint hunn.

Bedéngt duerch d'Chamberwahlen ass dee Bilan am Oktober ausgefall. An duerfir hu mer gefrot, datt mer eben déi Chifferen nach virun dësem Debat sollte kréien. Do ass eis gesot





ginn, et géif den 18. gemaach ginn, also duerno. Gëschter hunn ech dunn an der Finanzkommissioun gefrot an den Här Minister sot: „Et ass kee Problem, Dir kritt déi Chiffere fir muer.“ Also fir haut. Mä ech war wierklech enttäuscht, wéi mer déi Chiffre kritt hunn, well mir hu just ee Blat kritt, Här President, mat de Recetten. Mat de Recetten! Awer keng mat den Depensen. Wat maache mer mat de Recetten?

► **Une voix.** - Do soll nach dru geschafft ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Do soll nach dru geschafft ginn? Mä mir hätte se jo scho sollen am Oktober kréien. Elo si mer schonn no November. Elo si mer am Dezember an et gëtt nach ëmmer un de Resultater geschafft. Dat kann een net gleewen, Här President! Ech kann dem Här Minister dat net gleewen! Hei ginn eis als Parlament einfach déi Chiffere virethalen! Ech muss dat esou kloer soen, wéi dat ass, well soss hätt d'Regierung eis haut e Bilan heihingergeluecht vun de Recetten an den Depensé bis dee leschten November, oder wann dat net geet, dann op d'mannst bis de leschten Oktober. Mä fir eis nëmmen d'Recetté virzeleeën an net d'Depensen ... Et ass net seriö vun enger Regierung, datt déi dem Parlament net déi Informatiounen zoukomme léisst, déi d'Parlament freet!

An am Juli hu mer déi virgeluecht kritt vum Juni. An do hate mer en Iwwerschoss vu 700 Milliounen. Vu 700 Milliounen! Et ass jiddwengem bei eis an der Finanzkommissioun opgefällt: Wéi ass dat méiglech, datt mer no sechs Méint 700 Milliounen Iwwerschoss haten? D'Recetten an d'Depensen hu mer virgeluecht kritt. A wat huet d'Regierung an den Här Finanzminister gesot am Land: „Kuckt emol, wat geet et dem Land gutt! Mir hu 700 Milliounen Iwwerschoss an den éischte sechs Méint gemaach.“

Wat en net gesot huet, ass, datt eng Rei vun Depensé vun den éischte sechs Méint net an den éischte sechs Méint, mä kuerz duerno gebucht gi sinn. A mir hunn deemools eng Pressekonzferenz gehalen a mir hu gesot: Elo gëtt vu 700 Milliounen Iwwerschoss hei virun de Wahle geschwat a wann d'Joer erëm ass, hu mer der 300 bis 350. A wat seet den Här Statsminister gëschter hei: Ma mer ginn dovun aus, datt d'Joer mat 350 Milliounen Defizit ofgeschloss gëtt. Et ass also genau dat, wat all Mënsch wousst, deen d'Chiffere kennt. Mä mer hu virun de Wahlen, ech soen dat ganz kloer, truquéiert Chiffere virgeluecht kritt. An no de Wahlen elo kréie mer nach nëmmen d'Halschent, näämlech d'Recetten an net d'Depensé virgeluecht.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass enger Regierung net würdeg, fir esou mat engem Parlament ëmzegoen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dann hu mer ëmmer gesot: „Mir maachen, datt mer ënnert deenen 30 % bleiwen.“ Här President, datt huet mech un Är Untrëtsried ernënnert, wou Der hei gesot hutt zu Ärem Virgänger, dem Mars Di Bartolomeo, en hätt d'Lat héich geluecht fir de President, mä en hätt se esou héich geluecht, datt Der drënner erduerch kommt.

Dat hei mat deenen 30 % ass och esou. Well ech mengen, mir waren eis partiwwergräifend eng Kéier hei am Parlament eens ginn, datt mer gesot hunn: net 60 %, wéi et virgeschriwwen ass vun der Europäescher Unioun, mä 30 % fir e klengt Land. Mä do komme mer soubal nach net driwwer, well fir iwwert déi 30 % ze kommen oder un déi 30 %, misste mer nach 8 Milliarde léine goen. Dann därfer nach kee Wuesstum sinn, well dat gëtt jo am Verhältnis zum Wuesstum gerechent, dee kennt nach derbäi. Dat heescht, et misst een 10 Milliarde, 11 Milliarde léine goen, fir iwwerhaupt un déi 30 % ze kommen. Elo weess jo awer jiddwengem, obscho mer net wëssen, wéi dee Programm finanzéiert gëtt, datt mer net brauchen déi Milliarde ...

(**Interruption**)

... léinen ze goen. Mä ech kann lech awer garantéieren, der Regierung, egal wat Der maacht, Dir bleift ënnert deenen 30 %, well et ass einfach net méiglech, datt een iwwert déi 30 % kennt. Duerfir läit d'Lat einfach héich gëtt, fir datt keen domadder därfer Problemer kréien.

E Wuert zur Steierreklasséierung, wou mer nëmme méi eng eenzeg Steierklass solle kréien, eng Individualbesteuerung, wat am Fong e gudder Prinzip ass. An da gëtt och nach gesot: „Kee verléiert eppes.“

► **M. Eugène Berger (DP).** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Här Berger seet: „Très bien!“ An ech fannen dat och ganz gutt, datt dat très bien ass.

(**Hilarité**)

Mä wa keen eppes verléiert ...

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ... an et gëtt nëmme méi eng Steierklass. An et brauch och, wéi et do steet, ob ee bestuet gëtt, gescheet gëtt, gepacst gëtt, e Stierfall, kee méi d'Steierklass ze wielen (veuillez lire : ze wiesselen). A wa keen eppes verléiert - ma wat si mir e glécklecht Land! -, da kennt jiddwengem an d'Steierklass 2! Anescht ass et net méiglech. Wa keen eppes verléiert, muss jiddwengem an d'Steierklass 2 kommen. Mä mer si gespaant, wéi dat ass.

Mä wat eis awer stutzeg mécht, wann an der Rei hannendru steet, ...

(**Interruption et hilarité**)

... et géife Kompensatiounsnoosnamen an Iwwergangbestimmungen mat festgehale ginn. Dat mécht mech dann awer hellhöreg, well dat schéngt dann awer Kierzunge fir verschidde Leit ze ginn, soss bräicht ee keng Iwwergangbestimmungen an engem Gesetz virzugesinn. An normalerweis, wann déi Iwwergangbestimmungen eriwwer sinn, dann hunn déi Leit méi Steieren ze bezuelen, wéi dat virdrun de Fall war.

Mir wäerten also ganz opmierksam op dat Verspächen, wat elo gemaach ginn ass, datt kee Mënsch géif eppes bei der Reform vun der eenzeger Steierklass verléieren, oppassen.

Nach eppes, wat net ... Dat ass, Här President, dee Koalitiounsaccord, ech géif net soen, datt eppes falsch drasteet, mä et feelt villes. Et feelt villes. Et ass eppes geschriwwen ginn, awer net alles. An dat, wat net geschriwwen ginn ass, dat ass dat Interessantst. Dat ass am Fong déi Virwëtzung, déi mer elo an deenen nächste Méint a Joren hei wäerten erliewen.

De Mindestloun geet an d'Luucht, 100 Euro ab dem 1. Januar. Netto! Ech mengen, herno hat bal all Partei am Wahlprogramm stoen, datt de Mindestloun misst an d'Luucht goen. Mir hunn och gesot gesplit, een Deel iwwert d'Betribler, een Deel iwwert d'Steieren. A mir hu bei de Steiere gesot, datt mer do fir de Crédit d'impôt wieren, well mer mengen, dat wier sozial gerecht a mir géifen net mat der Strenz duerch d'Land goen.

Elo steet am Accord, et géif iwwert d'Steiere gemaach ginn. Et steet awer net do, wéi et iwwert d'Steiere gemaach gëtt. Kritt jiddwengem dat? Oder geet et iwwer e Crédit d'impôt? Mir sinn op jidde Fall der Meenung, datt et just kann iwwer e Crédit d'impôt goen, well dat sozial gerecht wier. An datt mer net herno higinn a soen: „Mir hunn deene vum Mindestloun eppes baiginn iwwert d'Steieren“, an a Wierklechkeet huet jiddwengem, inklusiv mir alleguer heibanne mat, eppes bäikritt.

D'Feierdeeg, déi zousätzlech fräi Deeg. Mir hätten als ADR léiwer gehat, mer wäeren och op de Wee gaangen, zwee zousätzlech fräi Deeg ze maachen, obschonn ee jo elo kann diskutéieren, ob dat Congés- oder Feierdeeg wieren, wa mer eng generell Aarbechtszäitverkürzung gemaach hätten, well et fir d'Betribler vill méi schwéier ass, eng generell Aarbechtszäitverkürzung ze maache pro Woch, wéi dat mat de Feierdeeg oder Urlaubsdeeg de Fall ass.

Een anere Punkt, deem an dëser Legislaturperiod wäert ganz interessant ginn, datt ass am Fong am Kader vum Klimawissel, wou mer eis, mengen ech, alleguer eens sinn, datt mer eppes do musse maachen. Mä d'Fro stellt sech: Wat mécht een? Wann ech elo kucken, wat hei an dem Koalitiounsaccord steet an och kucken oder lauschten, wat virdrun hei och vun der Madamm Lorsché gesot ginn ass, dann iwwert den Diesel: Gëtt den Diesel méi deier oder gëtt en et net? Ech ka just hei liesen, wat am Accord steet op der Säit 121: « L'imposition des produits pétroliers (carburants et mazout) sera adaptée dans le but d'atteindre les objectifs souscrits par le Luxembourg dans le cadre des Accords de Paris. Un ajustement sera effectué dès 2019. »

Wann natierlech elo hei gesot gëtt, et géif keng Erhéijung komme vun de Pétrolspräisser, wéi d'Madamm Lorsché eis datt wollt ze verstoe ginn, an et kennt awer eng Adaptatioun, Dir wäert dach net elo esou verréckt sinn, och nach mat de Präisser erofzegoen!

(**Hilarité**)

► **Une voix.** - Et kann awer nëmmen dat sinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et kann awer nëmmen dat sinn! Wann Der eng Adaptatioun maacht an Dir gitt net erop, da kennt Der just erofgoen! Wat sollt Der da soss nach adaptéieren?

Also, an da steet do: « Un ajustement sera effectué dès 2019. » Ech schlëssen dorauer, datt dat eng éischt Adaptatioun ass an datt der hannendrun ... Et ass jo net eng „unique“. Et ass eng, déi gëtt schonn d'nächst Joer gemaach.

An da stellt sech d'Fro, an dat steet och net dran: Em wivill ginn dann d'Pétrolspräisser an d'Luucht? Em wivill ginn dann d'Pétrolspräisser an d'Luucht? A wann et net drasteet, ginn ech dann och dervun aus, datt se hir integral Repercussioun op den Index-Wuerekerf kritt hunn, well mir haten der och schonn, déi dann ausser der Rei Augmentatioun gemaach hunn, an dann ass gesot ginn: „Ma déi ass indexneutral.“ Mä och dat steet net hei dran. Also, och dat ass eng Fro. Éischters wësse mer net: Em wivill gi se an d'Luucht? An zweetens wësse mer net: Wéi dacks gi se an d'Luucht? A si se indexneutral oder hu se eng Repercussioun op den Index?

Mir mussen also kucken, wann dann och nach gläichzäiteg gesot gëtt, d'Kilometerpauschal gëtt ugepasst, da gëtt se jo och wahrscheinlech no ënnen ugepasst. Dat heescht, mir ginn op där enger Säit de Leit 100 Euro beim Mindestloun bäi, d'Pétrolspräisser, déi ginn an d'Luucht, d'Kilometerpauschal, déi geet erof: Da kréien déi Leit, an et si jo grad déi heite Leit mat klenge Revenuen, déi och musse vläicht mam Auto schaffe fueren, jee nodeem wéi se schaffen a keen öffentliche Transport hunn, op där anerer Säit schonn e gudden Deel vun deenen 100 Euro, déi se op där enger Säit kritt hunn, iwwert déiselwecht Moosnamen ewechgeholl. A mer loossen eis dann iwwerraschen, wivill datt d'Pétrolspräisser an deenen nächste fënnel Joer an d'Luucht ginn, wivill datt se do erëm aus der Täsche gezu kréien a wivill datt se iwwert d'Kilometerpauschal mander kréien, ob se dann nach eppes vun hiren 100 Euro, déi se kritt hunn, herno Rescht hunn.

An da beim Diesel. Do gëtt einfach geschriwwen, ...

(**Interruption par M. François Bausch**)

Här Bausch, Dir kennt eis dat alles herno nach eng Kéier ganz genau erklären.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Da sot Dir ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da gëtt op Säit 175 geschriwwen, ...

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Dir hutt ... Ech gi jo dervun aus, datt Der wësst, wéi se berechent gëtt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ... wat d'Dieselautoen ubelaangt: « Dans ce contexte, une attention particulière sera portée à la réduction rapide et substantielle de la part du diesel dans le parc automobile. » Da muss een eis erklären: Wéi fonctionnéiert dat, wann den Automobillpark vum Diesel da séier a substanzuell soll reduzéiert ginn? Do waarden d'Leit op Antworten! Déi stinn awer net am Regierungsaccord dran. Sollen d'Leit sech elo um Festival am Februar nach en Diesel kafen? Oder wat sinn d'Kritären? Dovunner schwätzt d'Regierung net! An deem Koalitiounsprogramm steet villes dran, mä d'Wourecht, wat domadder geschitt, déi feelt praktesch an all deenen Detailler!

Gratis öffentliche Transport. Ech ginn elo e bësse méi séier, well ech loosse gären Zäit fir mää Frënd Fernand Kartheiser, nach eng hallef Stonn.

(**Interruption**)

Et ass, mengen ech, scho wichteg, datt de gratis Transport kennt. A wann een och haut scho kuckt: Et ass jo net, datt et elo 100%eg nei wier, datt de gratis Transport kennt. Ech mengen, déi Jonk hu bis 20 Joer gratis Transport. D'Studenten hu bis 30 Joer gratis Transport. Ech mengen, déi iwwer 60 Joer hunn, do sinn et 100 Euro, wat déi mussen d'Joer bezuelen. Wa mer d'mKaart kucken, wivill Leit vun de Betribler oder vum Stat ... Ech mengen, beim Stat bezuelen d'Leit 140 Euro. Dat heescht ... Wa mer d'Invalide kucken, mer hu jo iwwer 50.000, 60.000 Leit hei am Land, déi eng Invalidekaart hunn, déi en da gratis kréien.

Dat heescht, wa mer ënnert dem Stréch kucken, da sinn et am Fong nach just déi Leit, déi schaffen, déi mussen de volle Präis bezuelen, an all déi aner bezuelen entweder näischt méi oder een Deel vum Präis. Awer et si just nach déi Leit, déi schaffe fueren, déi mussen de volle Präis hei am öffentliche Transport bezuelen.

An duerfir menge mer, datt dat eng gutt Léiung wier, datt ee seet: Kommt, mir schafen déi Tickenen do of! Well wa mer och géife kucken, wat d'Verwaltung an alles vun deenen Tickenen an d'Kontroll kaschten, ech mengen, da géif ënnert dem Stréch souwiso näischt méi Rescht bleiwen. Duerfir ass dat eng flott Moosnam, déi mer do maachen.

Mir mussen selbsterständlech elo ausbauen, fir datt mer den öffentliche Transport och esou hunn, datt d'Leit och kënnen dermat fueren, well mer wëssen: Haut stinn d'Leit all Dag méi am Stau, stonnelaang am Stau. An dee Stau, deen hëlt rapid zou. D'Chambre des Salariés huet eng Etüd gemaach vu bannent e puer

Joer, datt am Fong d'Zäit, wou d'Leit am Stau stinn, sech vun iwwer 30 Minutten op iwwer 70 Minutten all Dag praktesch verduebelt huet. Dat beweist de Kollaps, dee mer am öffentliche Transport hunn, de Kollaps, dee mer am Individualverkéier op de Stroossen hunn. A mir wäerten deen ni méi gebremst kréien, egal wivill datt mer investéieren, wa mer weider esou wuessen.

Dat gesot, Här President, wëll ech dëser Regierung soen, datt mir eisem Rôle als Oppositionspartei, wéi an der Vergaangenheet, och an der Zukunft heibanne gerecht ginn, datt mer awer gäre bereet sinn, matzeschaffen an och hëllef Projeten, vun deene mer mengen, datt se gutt wieren, hei ëmzesetzen, esou wéi mer dat och an der Vergaangenheet gemaach hunn.

An trotz allem wënschen ech am Numm vun der ADR dëser Regierung am Interessi vum Lëtzebuerger Land an de Leit, déi hei liewen, wunnen a schaffen, bonne Chance.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Gibéryen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. „Doutgesoter lieve méi laang.“ Dat ass e Sprachwuert, deem säin Ursprung wuel op d'Lazarus-Geschicht aus der Bibel zréckgeet.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - An et ass schonn erstaunlech, datt ee fir dee Phänomeen, mat deem mer et hei ze dinn hunn, op en indirekt Bibelzitat zréckgräife muss, well historesch un deem, woumat mer et hei ze dinn hunn, ass manner d'Tatsaach, datt de Xavier Bettel elo Premierminister ass an enger onorthodoxer Dräiparteiekoalitioun. Dat wierklech Historesch un dëser Wahl, un dem Ausgang vun der Wahl ass, datt d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei fir d'Zweet hannereneen net an der Regierung ass an och fir d'Zweet hannereneen net de Premier stellt. Dat ass dat eigentlech Aussergewéinlech an dat eigentlech politesch Aerdbeiwien hei am Land.

An dëst ëmsou méi, well bis viru ganz kuerzem nach d'CSV als deen iwwerwältige Wahlgewënner an de Sondagë gegollt huet, an dëst obwuel et weder e gemeinsame Wëllen nach e gemeinsame politesche Projet am Virfeld vun deenen dräi Koalitiounsparteie ginn ass. Soudatt een e bëssen den Androck hat am Ufank, datt déi dräi zesumme fonnt hunn, e bësse malgré eux. Malgré eux, well nach virun engem Joer, no de Gemengewahlen, et esou ausgesinn huet, wéi wa jiddwengem vun deenen dräi demolege Koalitiounsparteie, déi déiselwecht si wéi elo, géif kucken, sech nom Ausgang vun de Gemengewahlen esou ze positionéieren, datt se e méigleche Juniorpartner an der Zukunft vun der CSV kéint sinn.

An der Stad huet d'DP déi gréng Sätze gelooss an duerfir d'CSV mat u Bord geholl. An anere grouse Gemengen huet d'LSAP déi gréng iwwer Bord gehäit, obwuel et hätt nach kënnen weider funktionéieren. An déi gréng hirersäits hunn a wichtige Gemengen déi aner Partner si gelooss, fir och jeeweils Koalitioun mat der CSV anzegoen. A vläicht war et och grad déi Angscht virun enger iwwermächtiger CSV, déi eng ganz Rëtsch Wieler dann awer zécke gelooss huet, der CSV hir Stëmm ze ginn, nieft där natierlech och op hiren Affichen ausgestallter Planglosegkeet.

Dat, wat een awer och konstatiéieren muss, dat ass, datt déi dräi grouse Volleksparteie, déi zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich d'Regierung gestallt hunn, datt déi dräi grouse Volleksparteie zäitgläich verluer hunn, zum Deel souguer massiv.

An och dës Regierung huet e Vote populaire, deen ënner 50 % läit. Dat heescht, manner wéi d'Halschent vun de Leit hunn enger vun deenen dräi Parteien hir Zoustëmmung ginn, déi elo d'Regierung forméieren. An dobäi muss een natierlech präziséieren: manner wéi d'Halschent vun där Halschent, déi iwwerhaupt hei am Land wielen därfer! An et muss een och soen, datt all aner Konstellatioun mat der CSV, also CSV/DP oder CSV/LSAP, am Vote populaire nach manner gehat hätt wéi déi heite Konstellatioun.

An et ass och virdru scho gesot ginn: Wahlgewënner sinn déi éischter kleng Parteien. Dat heescht, virewech natierlech déi gréng, mat plus dräi Sätz. D'Piraten hunn et nei an d'Chambre geschafft. D'ADR huet och e Sätz bäikritt. A mir hunn eis zwar insgesamt licht



verbessert, mä sinn awer sëtzméisseg stagnéiert an domadder och enner eisen Erwaardunge bliwwen.

An, an dat schéngt eis awer och ganz wichteg ze sinn: Am Géigesaz zu anere Länner ass et hei zu Lëtzebuerg net zu engem Rietsruck komm. An och dat schéngt mer awer eng Erkenntnis vun dese Wahlen ze sinn, datt d'Kommentarfunktioun vun rtl.lu net de Spiegel vun eiser Gesellschaft ass. An dat léisst opootmen, léif Kolleginnen a Kollegen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, mer hunn et awer hei mat enger denkbar prekärer Majoritéit ze dinn. Dräi verschidde Parteien, déi emol net 50 % vum Vote populaire hunn, eeneg sech heimadder op e Koalitionsaccord mat där historesch knappster Majoritéit vu just engem eenzege Parlamentssätz. A virun allem, wéi ech et virdu beschriwwen hunn, et ass keen däitleche Wëlle gi vun deenen dräi Parteien, fir déi dote Koalitioun an där doter Form weiderzeféieren.

Wat soll dobäi erauskommen, wann dat d'Virgabe sinn? Eh ben, ma dëst Koalitionssoffkommes! En Text vun 246 Säiten, opgedeelt a 36 Kapiteln, déi ennerschiddlech selwer strukturiert sinn an och ennerschiddlech Stoussrichtungen hunn.

**(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)**

Jiddwereen ass esou houfreg driwwer, datt seng Handschrëft an deem Koalitionsaccord erëmzefannen ass, datt ee mam Dechiffriéiere vun deene ville verschidde Handschrëften ufänkt, Problemer ze kréien an net weess, wou d'Kohärenz da vun deem Ganzen nach iergendwéi bleift. An dobäi sinn awer d'Erausforderungen, déi d'Regierung bis 2023 un eis ...

**(Brouhaha)**

Här President, dat do ass en albekanntent Gesiicht hannert mer, wéi ech gesinn.

**(Hilarité)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo, Dir hutt mech am Réck, Dir kënnt sécher sinn.

**(Hilarité)**

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, jo, jo, well elo, wou d'Pult e bësse méi no vir geréckelt ass, ...

► **Une voix.** - Betounung op „bekannt“.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ... ass et e bësse komesch, wann een aner Deputéiertekolleegen awer och op eemol am Réck huet.

**(Hilarité)**

Här President, d'Erausforderungen, déi dës Regierung bis 2023 awer ze bewältegen huet, sinn eigentlech fir eist Land enorm. Ugefaange mat dem ökologesche Foussofdruck vu Lëtzebuerg, dee vill ze héich ass an dee bedeit, datt mer eigentlech net méi esou weider produzéieren an esou weider konsuméiere kënnen, wéi mer dat bis elo gemaach hunn.

Mir kënnen net an enger endlecher Welt onendlech wuessen. An eis Ressourcen zu Lëtzebuerg sinn no knapp zwee Méint vun engem Joer am Fong verbraucht. Mir mussen also massiv géigesteieren. An dëst ass net nëmme eng Fro vun technescher Entwécklung; et ass eng strukturell Fro, esou wéi d'Präsidentin vum Mouvement écologique dat virun enger Woch kloer formuléiert huet: Mir bräichten e Systemwandel, well soss gëtt eng Kéier d'Schold, déi ökologesch Schold fir eis Kanner, déi mer eise Kanner mat op de Wee ginn, esou grouss, datt si se net méi kënnen zréckbezuelen.

An déi zweet grouss Erausforderung ass déi sozial Schéier, déi zu Lëtzebuerg ëmmer weider ausernegeet an där hir Zuele Rekordwäerter erreicht hunn. Och no där soziaalter vun alle Steierreformen, wéi d'Regierung hir eege genannt huet, gesi mer, datt den Taux vun deenen, déi net méi nokommen, ëmmer méi grouss gëtt.

An drëttens, an dëst ass nach net esou dacks elo haut genannt ginn, mengen ech, si mer an enger Welt, an där sech international Konflikter ëmmer weider zouspëtzen a virun allem riskéieren, sech militäresch zouspëtzen. An do mist Lëtzebuerg eigentlech d'Stëmm vun der Diplomatie sinn, d'Stëmm, déi géint eng geckeg Oprüstungsspiral schwätzt an net, wéi an anere Länner, virun allem u profitabele Geschäfte interesséiert ass.

An zu deene Kärausforderungen, muss ech lech éierlech soen, hunn ech an deem Text als Ganzes awer häerzlech wéineg Verbindlech

fonnt. Et liest sech éischer wéi e Potpourri vun duerchaus an deelweis ganz gudden, deelweis manner gudden, mä awer och gudden Idden, mä et feelt effektiv un enger Gesamtperspektiv an un enger Gesamtzilsatzung. Dorunner huet och d'Ried vum Premierminister gëschter näischt geännert, déi sech eigentlech dorobber beschränkt huet, d'Opzielung vun deenen eenzelne Projeten ze maachen an déi net versicht huet, e Kitt ze schafen, eng Erzielung ze schafen, wat dann déi gemeinsam Zilsatzung wier.

Mir mengen awer, datt dat eigentlech keen Zoufall ass, well et sinn dräi Parteien. An all Partei ka méi oder manner an hire Ministère maachen, wat se wëllt. An dat, wat dobäi erauskënnt, dat hu mer och schonn an deene leschte fënnf Joer gesinn. An dat ass alles anescht wéi „e staarkt Stéck Eisen aus engem Goss“, mä et ass éischer d'Zomm vu verschiddeene Politicken.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien !

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, deesen Text, dee mer virleien hunn, fänkt mat der Demokratie un an un éischer Plaz vun der Demokratie d'Stärkung vun deem Haus, vun der Chamber. Dat begreisse mir ausdrécklech, well et ass scho bal eng historesch Tradition ginn, datt déi Parteien, déi dru gewinnt waren, ëmmer erm d'Regierung ze stellen, éischer Interêt drun haten, eng schwaach Chamber zur Sait ze hunn.

A fir sech dat virun Aen ze féieren, wat dat wierklech bedeit, brauch ee just zwou Zuele mateneen ze vergläichen. An der Chambre de Commerce, also eng vu ville Berufskummeren, schaffen insgesamt eng ronn 200 Leit. An der Chambre des Députés, am héchsten Haus vun eisen Institutiounen, grad emol 100 Leit. Dat seet vill aus iwwer real Muechtzentren an deem Land. An dat seet och vill driwwer aus, a wéi eng Richtung mer missten anescht schafen.

Do sinn, an deem Text eng ganz Rétsch Pisten opgemaach. Mir fannen dat gutt, fanne se awer nach ëmmer relativ onverbindlech a géifen eis do méi staark Akzenter och nach wënschen.

Et steet e Referendum, an dat gehéiert och zum Kapitel „Demokratie“, an d'Haus, deen eng fundamental gesellschaftlech Debatt urreege wäert an urreege soll. A mir hunn als Lénk, déi net begeeschtert si vun deem Kompromésspabeier, deen am Moment virläit, en eegenen Entworf dozou entwéckelt, dee versicht, méi ambitiéis ze sinn, dee versicht, déi demokratesch, ökologesch a sozial Erausforderung vun 21. Jorhonnert vläicht méi präzis a méi antizipatoresch ze gesi wéi den aktuellen Text. A mer hoffen, datt deen och an där Diskussioun zum Droe kënnt an datt mer wierklech als Gesellschaft do kënnen driwwer diskutéieren, wéi eist Land an Zukunft och weidergefuert soll ginn.

2013 war déi Fro vun der Demokratie a vun der gesellschaftlecher Erneuerung deen eigentleche Kitt vun deeser Koalitioun a vun deem Moderniséierungssproch, dee si deemools gehat huet. An deem Accord ass vun deene berühmten „Fënsteren opmaachen“ awer just nach relativ wéineg iwwreg. An et wierkt éischer esou wéi en „weider esou wéi déi lescht Joren“.

Et sinn eenzel Avancéen dran, mä se sinn an eisen Aen awer relativ späärlech. Wéi gesot:

D'Parlament soll jo opgewäert ginn, mä ouni Detailler.

D'Participatioun soll geféiert ginn. Et muss een dann natierlech Etüde maachen. Iwwerhaupt gëtt et vill Etüden, déi nach misste gemaach ginn.

D'Whistleblowere sollen endlech geschützt ginn, esou wéi d'EU dat wëllt, mä awer och net vill méi.

D'Transparenz soll méi däitlech ginn; just ouni Verbindlechkeet.

A jo, et soll och iwwerpréift ginn, ob mer eng effentlech-rechtlech Téleschaïne solle kréien. Wann ech awer gesinn, wien de Medieministère huet, zweifelen ech dorunner, datt mer dat an deenen nächste fënnf Joer wäerten erliwwen.

Déi eenzeg wierklech fundamental Erneuerung an Erféierung an deem Text, wat déi gesellschaftlech Froen ugeet, ass d'Legaliséierung vun Cannabis, déi mir och begreissen, well mer dat och schonn zënter ganz, ganz laanger Zäit gefuert hunn.

Här President, de Finanzministère ass fest a liberaler Hand. An dat entsprechend Kapitel léisst och keen Zweifel, a wéi eng Richtung et geet. An duerfir menge mer, datt d'Kollege vun der LSAP an de Gréngen heibannen an deenen nächste Joren nach esou munch Mouk schlécke wäerte mussen, well et verpasst ginn

ass, entsprechend Leitplanken an d'Finanzkapitel ze schreiwen, ugefaange mat der Betriebsbesteuerung, déi weider erfogéngat soll ginn.

Elo direkt emol soll den Taux d'affichage ëm 1 % erfogoen, mä implizitt, an zum Deel eigentlech och explizitt, steet am Accord och dran, datt dat just den Ufank vun enger weiderer Steiersenkungsspiral soll sinn. Wat awer op jidde Fall drasteet, dat ass, datt d'Betriebsbesteuerung, also d'Steieren op de Benefisser, op kee Fall dierft an d'Luucht goen. Woubäi mer wëssen, datt déi real Besteuerung zu Lëtzebuerg déi niddregst ass vun allen OECD-Länner.

An och bei der Personebesteuerung soll et weider erfogoen, äänlech wéi dat och schonn 2017 bei der leschter Steierreform gemaach ginn ass, mam Zil, datt op jidde Fall keen eppes verléiere soll. Mä wann d'Steieren erfogoen a gläichzäitig awer sollen d'Recetten zumindest stabiliséiert bleiwen oder souguer nach erhéicht ginn, da muss ee sech awer froen, wéi dat zesumme soll goen.

An do muss ee soen: Dat geet just iwwer e weideren ongebremsten an onreguléierte Wuesstum, well anescht ass dat net ze meeshteren! An dobäi muss ee soen: Mir hunn net e grundsätzleche Problem mam Wuesstum, mä mir hunn e Problem domadder, wéi en hei zu Lëtzebuerg organiséiert ass a virun allem och, wéi e verdeelt ass.

An et gëtt zu Lëtzebuerg elo schonn en enormen Handlungsbedarf beim Logement an an der Mobilitéit, an iwwerhaupt bei den Infrastrukturen. Also, wann dës Regierung weider op déi dote Form vu Croissance setzt a gläichzäitig Steiersenkunge mécht, da bedeit dat, datt mer eis d'Méiglechkeet huelen, fir dës Croissance anstänneg ze encadréieren. An da wäerten déi aktuell Problemer, déi mer hunn, déi duerch dese Wuesstum bedéngt sinn, net méi kleng ginn, mä éischer méi grouss.

Dëst ass awer déi üblech Finanzpolitik vu liberaler Prägung, déi drop ofziilt, eigentlech dem Stat Recetten ze huelen an d'Entwécklung vun Land den Hänn vun Privatsecteur ëmmer méi ze iwwerloosen. Dat ass also eng Finanzpolitik, déi op d'Käschte vun der Liewensqualität wäert goen, awer natierlech zur Freed vun deenen ieweschten 10.000 a vun de Kapitalbesëtzer.

Virun allem steet an deem Accord awer eppes net, wat eng vun deene gréissten Ongerechtegkeete vun eise Steiersystem ass, nämlech déi extrem niddreg Kapitalsteieren. Hei am Land gi Kapitalrevenue bis zu 5-mol manner héich besteiert wéi d'Revenuen aus der Aarbecht! An dat ass an eisen Aen en handfeste Skandal! An dorunner ännert sech och guer näischt.

Esou, wéi d'Finanzkapitel déi liberal Politik vun Här Gramagna erëmgëtt, esou spigelt d'Kapitel „Économie“ déi an eisen Aen dach konfus Politik vun Här Schneider erëm: eng Usammlung aus eidele Worthülsen, ouni Substanz, ouni Prioritéiten an ouni kloer Linn! Einfach e bësse Rifkin, e bësse Weltraum, e bësse Start-up an e bëssen Digitaliséierung an en Dëppe gehäit an eng Kéier gutt géieret, a schonn hätte mer, esou heescht et, eng « Stratégie de „multi-spécialisation“ », déi eis Ofhängegkeet vun der Finanzplaz reduzéiere soll.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dat kléngt dach gutt, neen?

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Do hutt Der recht! Et kléngt gutt, ...

**(Hilarité)**

... wéi och ganz vill aner Worthülsen, déi do drastinn, mä et ass virun allem eppes net, wat Der do zesumme wëllt réiere wéi en Hexemeeschter: Et ass nämlech keng wierklech Strategie, déi zu enger manner grousser Ofhängegkeet vun der Finanzplaz géif féieren.

Dat, wat awer och dran ass an deem Wirtschaftskapitel, an do muss een da wuel awer soen, datt d'Reckbesënnung vun der LSAP op hir Wuerzelen an hir gewerkschaftlech Lienen net terribel laang gedauert huet, dat ass, datt d'Eröffnungszäite vum Commerce solle weider liberaliséiert ginn.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dat läit bei engem anere Minister.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, mä ... Här President, d'LSAP ass schonn an der Vergaangenheet net midd ginn, andauernd rout Linnen net wëllen iwwerschridden ze gesinn oder rout Fiedem an deenen obskürsten Texter ze entdecken, déi se sech da selwer zu eege mécht. Also, ech muss lech wierklech soen: De roude Fuedem vun deem Koalitionsaccord, dee bleift awer nach ze sichen!

Elo seet d'LSAP natierlech: „Bon, den Index ass gerett ginn!“ Jo, en ass gerett ginn, mä et huet kee Mënsch en ... keng Partei en am Wahlkampf a Fro gestallt. Wa keen en a Fro stellt, dann ass en natierlech och relativ einfach ze

retten an de Kampf géint imaginéiert Wandmille séier ze gewinnen.

Fir de Rescht muss een awer soen, datt Der allerhand Waasser an Are roude Wäin geschott hutt; Stéchwuert „Mindestloun“, dee jo elo réckwierkend op den 1. Januar 100 Euro netto soll bedeuten, deen aus dräi Mesurë besteet: engersäits enger Augmentatioun elo, déi mer d'nächst Woch stëmme wäerten, vun 1,1 % - eng Augmentatioun, déi awer all zwee Joer gemaach gëtt -, an dann eng weider Augmentatioun vun 0,9 % an nach viraussichtlech Steierkreditteer.

Da muss ee soen: Déi wierklech Bruttoerhéijung vun Mindestloun, déi bedeit sagenhaft 0,9 %. Dat ass d'Erhéijung vun Bruttomindestloun, déi eleng op dës Regierung zréckgeet! Well déi 1,1 %, déi sinn nach vun där aler Regierung gestëmmt ginn. An et war dee fréieren Aarbechtsminister, deen déi 1,1 % - dee Projet - mat op de Wee ginn huet. Dat heescht, dës Regierung ka sech dat net op d'Broscht spéngelen.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dat ass awer datselwech, Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, jo, jo, et ass datselwech. Ech komme gläich drop zréck. Dat heescht, wa mer éierlech sinn, da sinn et schonn emol net méi 100 Euro, mä da sinn et nëmme nach 80 Euro. An Dir hutt jo och op der Pressekonferenz, ...

**(Interruption par M. Étienne Schneider)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Wannechglift, just de Riedner huet d'Wuert!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ... wéi de Projet virgestallt sinn ass, gesot, wou Der elo ugeat hutt, wann ech lech richtig verstanen hunn, datt et de Leit egal wier, wou déi 100 Euro - gemengt sinn natierlech déi 80 - da géifen hierkommen.

An dat ass eng Aberratioun, mengen ech, fir eng sozialistesche Partei, well et ass net egal, wou déi 80 Euro hierkommen, well d'Léin sinn déi primär Repartitioun téschent Kapital an Aarbecht. An och d'Bruttoléin sinn déi, op deene cotiséiert gëtt an déi d'Grundlag bilde fir weider sozial Rechter vun de Leit, wéi d'Pensiounen oder och eventuell d'Chômageversécherung!

An duerfir muss ee soen: Et ass e Choix, dee getraff ginn ass! An dee Choix bedeit 0,9 % Bruttomindestlounerhéijung. An och dat geet nach ëmmer laang net duer, fir vun deem Mindestloun kënnen dezent ze liwwen.

En zweete grouss Punkt, dat ass d'Reduzéierung vun der Aarbechtszäit. An Arem Programm stoungen zwou Stonnen d'Woch; iwwreg bliwwen sinn zwee Deeg d'Joer, woubäi ee vun deenen zwee Deeg sech emol net direkt op déi Leit applizéiert, déi am Moment an engem Kollektivvertrag sinn.

Also, bei deenen zwee Haaptpunkte vun der LSAP - Mindestloun an Aarbechtszäitverkieerzung - kann een natierlech soen: Ben, eng Grimmel méi ass méi wéi näischt - do hutt Der natierlech recht, et ass sécher kee Réckschrëtt -, mä et ass a bleift awer just eng Grimmel an et bedeit net e strukturelle soziale Fortschrëtt!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien !

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Beim Tiers payant, dee jo och heftig diskutéiert ginn ass, ass elo eng Formel fonnt ginn, wou ech lech éierlech soe muss: Do waarden ech awer wierklech dann nach eng Kéier op d'Erklärung vum neie Santéminister oder Sécurité-sociales-Minister, ...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Et ass de Sécurité-sociales-Minister.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ... deen dat dann nach eng Kéier muss an ...

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.** - Dir hutt lech dauernd mat mir, gesinn ech.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Neen, neen, neen! Ma, Dir sëtzt eben do.

**(Interruption par M. Étienne Schneider)**

Jo, jo, jo. Wësst Der, also ech komme souguer zum Schluss nach eng Kéier op lech zréck. Dir hutt recht. Effektiv, Dir wierkt ganz inspiréierend op mech. Dat muss ech wierklech soen.

**(Hilarité)**

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.** - Ech huelen dat emol als Kompliment.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Mä ech wëll awer och eppes Positives soen.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Well déi eenzeg wierklech fortschrëttlech Strukturreform, déi gemaach ginn ass, dat ass den effentleche gra-





tis Transport. Et mécht nämmlech genau deen effentlechen Transport zu enger universeller Déngschtleeschtung a si geet ewech vun enger liberaler Logik vun der selektiver Sozialpolitik hin zum universelle Sozialstat. An dat begrësse mer ausdrécklech!

Mir haten dat als Lénk och scho viru Joren am Wahlprogramm stoen a mer sinn och als Lénk net midd ginn, hei an der Chamber dat ëmmer erëm zum Thema ze maachen. An ech mengen, et ass nach kee Joer hier, dunn hate mer hei an der Chamber eng Motiou stëmme gelooss, déi genau dat doten, wat Dir elo wëllt ëmsetzen, scho virun engem Joer gefrot huet. Déizäit huet et nach geheescht, dat wier keng gutt Iddi, dat wier blödsinneg, dat kéint een esou net ëmsetzen. Ech gesinn, dat Der lech do elo beléiere gelooss hutt.

A wann ech de Moien héieren hunn, datt och de Fraktiounspresident vun der LSAP gesot huet, datt dat eng Mesure wier, duerch déi emol eng Kéier de gudde Ruff vum Land dobaussen am Ausland, vu Lëtzebuerg, géif positiv bewäert ginn, da kann ech lech just uroden: Iwwerhuet nach aner Projekte vun déi Lénk, da wäert de Ruff vu Lëtzebuerg am Ausland sécherlech besser dostoe wéi elo!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Très bien !

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Mä, wéi gesot, dee Sënnswandel begrësse mer ausdrécklech. A mir hätten eis och an anere Beräicher vill méi e grouse Sënnswandel erwaart. Wéi zum Beispill an der Bildung, wou et net kloer ass, wéi et dann elo mat deem décke Waasserkapp, deen an deene leschte fënnf Joer geschaf ginn ass, soll weidergoen, a wou dann elo ugefaange gëtt, dat ze analyséieren, an - nodeem quasi eng Hydra opgebaut ginn ass - elo ugefaange gëtt, am Kader vun engem Bildungsdësch mat de Leit alleguer ze diskutéieren. Dat ass, mengen ech, eng Mesure, déi fënnf Joer ze spët komm ass.

An et bleiwe weiderhin enorm Bedenken, wat de Bildungssektor ugeet. Mir mengen, datt de Mantra „fir jiddwereen eng Schoul“ net de richtige Paradigma ass, mä datt et éischer misst „eng Schoul fir jiddwereen“ sinn. Et si ganz vill Froen, déi an deem Bildungskapitel fir eis och onkloer sinn an opleiwen. A mer fäerte virun allem, datt déi - vun de Gewerkschaften staark kritiséiert - schlächend Privatiséierung vun der effentlecher Schoul a virun allem d'Zerstéckelung vun der effentlecher Schoul, datt déi Tendenz mat deem Accord éischer weidergedriwwen gëtt an net zrëckgedrängt gëtt.

Här President, wat d'Klimapolitik ugeet, do steet op der Sait 170 vun deem Koalitionsaccord, datt alles gemaach gëtt, fir den Accord vu Paräis ze respektéieren an derzou bäize droen, datt d'Aerderwärmung net iwwer 1,5 °C bis 2100 soll klammen, also se zumindest ënner 2 °C ze halen. Wann een dat géif seriö huelen, da bedeit dat, datt d'Regierung als Alleréisch emol eng eeschthaf Strategie misst op den Dësch leeën, fir all Joer e puer Prozent méi erneierbar Energie ze hunn an 2050 bei 100 % unzekommen. Et géif och bedeiten, de Verbrauch vu fossillen Energien am Transport an iwwerhaupt d'Roll vun Auto zrëckzedrécken a soumat effentlech Transportmëttelen ze bidden, déi fir jiddwereen, onofhängeg dovunner, wou e wunnt, zougänglech sinn, an dat net just daagsiwwer oder zu deenen Zäiten, wou een op d'Aarbecht muss, mä iwwerhaupt ganzdaags, also och an der Nuecht dat ubidden a soumat och Leit mat modeste Revenuen et erlaben, fir sech kenne fräi ze bewegen.

Et bedeit och, datt vill méi Efforte misste gemaach ginn, fir Ekologie a Soziales zesummenzebréngen, fir datt net de Fait, datt een an enger sozial prekärer Situatioun ass, derzou bäidréit, datt deen och nach eng Kéier, quasi als duebel Strof, d'Auswierkung vun dem Klimawandel oder vun der Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg liewen, am drasteschste muss erliewen.

Villes vun deem, wat hei an deem Koalitionsaccord drasteet, sinn eenzel positiv Schrauwen, déi gutt sinn. Verschidde Saache waren och schonn an deem ale Koalitionsaccord dran, déi deelweis ëmgasat goufen, heiansdo wierkelech ganz bedenklech bis schlecht. Stéchwuert Klimabank, Stéchwuert PDR, Stéchwuert Agrargesetz. Och wat d'erneierbar Energien ugeet, si mer zu Lëtzebuerg nach ëmmer um Schluss, d'Schlusslicht an Europa. A mir sinn net, esou wéi de Premier dat gëschter gesot huet, vir am Peloton. Am Géigendeel, mer hu ganz, ganz vill nozehuelen. An dat, wat mer nozehuelen hätten, wiere méi grouss Struktur-reforme wéi dat, wat proposéiert ass.

Virun allem bräichte mer e verbindlecht Klimaschutzgesetz. An dat ass awer eppes, wat mer bedauert hunn, datt dat net an deem Koalitionsaccord drasteet, mä datt dat éischer flou Presentatiounen sinn, wat deen dote Beräich

ugeet. An datt den Akaf vu Statistiken, dat, wat och an deem Kapitel drasteet, ...

► **M. Félix Braz**, Vice-Premier Ministre.- Här Baum, en neit Klimagesetz ...

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- ... virun allem nämmlech ...

► **M. Félix Braz**, Vice-Premier Ministre.- Här Baum, en neit Klimagesetz ...

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- ... de Kader ze schafen, fir dat privat ...

► **M. Félix Braz**, Vice-Premier Ministre.-... steet am Koalitionsaccord. Dat ass net richtig, wat Dir sot. Am Koalitionsaccord ass kloer dran, dass e Klimagesetz gemaach gëtt. Dat stëmmt einfach net, wat Dir sot. Et ass och net fir d'Éischt haut de Mëtten.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Här Braz, ech géif, wann et erlaabt ass - ech fäerten nämmlech, datt ech elo schonn net mat menger Zäit duerkommen -, kuerz weiderfuere, an Dir kënnt herno ganz gäre Korrekturen dozou maachen, wann Dir anerer Meinung sidd.

Et gëtt virun allem drop gesat, e Kader ze schafen, fir Privatinvestitiounen kënnen ze erméiglechen, déi dann zum Klimaschutz solle bäidroen. A mir mengen awer, datt d'Ekologie eppes ass, wat net nëmme vu smarte Business-leit a geviivten Investoren gemaach gëtt, mä et muss vun eis alleguer gemaach ginn. An an alleréischter Linn vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen. Si hunn nämmlech d'Geschir fir des Aufgab an hiren Hänn an an hire Käpp.

D'Ziler beim Logement sinn dobäi och nach eng Kéier relativ zrëckhalend. Gëschter war am „Essentiel“ vun der neier Logementsministesch ze liesen, datt et illusoresch wier, ze mengen, datt d'Präisser um private Wunnengsmarché kéinten drastesch gedréckt ginn. Dat ass awer scho bal eng Failliteerklärung, ier een iwwerhaupt ugefaangen huet, selwer ze schaffen.

De Regierungsprogramm gesäit dräi grouss Haaptinstrumenter vir. Dat ass d'Stärkung vun Bau vu Locatiounswunnengen, vun effentleche Promoteuren a vun de Gemengen. Et ass zweetens d'Mobiliséierung vu Bauterrainen an d'Virgoe géint d'Spekulatioun, an drëtzens eng Form vu Kontroll vun de Loyerer an eng Upassung vun de Wunnengshëllef. Dee ganze Pak vun dräi verschidde Mesuren, déi geholl kenne ginn am Kader vun deenen dräi Voleten, fällt awer zesumme wéi e Kaartenhaus, wann een ebe grad net un de Privatmarché erugeet an deen ausklamert, well e richteg Drockmëttel vu Stat a Gemenge gëtt et net. Enteeungunge si quasi onméiglech. An dorunner wäert sech mat deser Majoritéit och näischt änneren. An domat huet sech d'Majoritéit an och d'Wunnensbauministesch dee stärksten an effikassten Hiewel geholl, fir selwer kënnen aktiv ze ginn. An dat ass wierkelech bedauerlech.

E positiven Impuls ass d'Wäertschöpfungssteuer, déi bis elo am Kader vum Baulandvertrag gefeelt huet an déi mir als Lénk och vun Ufank u gefuerdert haten. Mir waarden natierlech do op d'Ëmsetzung vun deser Mesure.

Wat d'Loyersbrems ugeet, do si ganz flou Begrëffer dran, wéi d'Moderniséierung vum Contrôle vun de Loyerer. Och do muss een da kucken, wat dat konkret heescht. Als Lénk hu mir aktuell zwou Gesetzesproposen um Rôle leien, déi ganz konkret dozou Stellung huelen. A mir hunn duerfir e bëssen Zweifel, ob et wierkelech kann zu enger wirksamer Loyersbrems kommen, esou wéi d'Regierung dat hei virrechent.

Dann ass een Element, wat jo soll iwwerluecht ginn, dat, ob d'Gemenge sollen 100 % kréien, fir sozial Wunnengen ze bauen. Mir mengen, datt dat net den eenzege Moya sinn, well de Problem ass jo dann, datt eng ganz Rëtsch Gemengen, och wann et 100 % sinn, net bereet sinn, op deen dote Wee ze goen. Also, wat d'Wunnen ugeet, menge mer, datt mer am Kader vum Logement mussen d'Entwécklung um ...

#### (Coups de cloche de la présidence)

... Privatmarché onbedéngt an de Grëff kréien.

Sou, ech gesinn, datt meng Zäit elo schonn ofgelaf ass. Ech wëll awer vläicht nach e lescht Wuert zu engem Kapitel soen, zu eppes, wat wahrscheinlech fir jiddwereen déi erstaunlechste Ressortverdeelung war, dat ass nämmlech d'Defense. D'Defense an d'Police, wou déi gréng dann elo de Ressort iwwerhuelen. An ech hu ganz intensiv an interesséiert der Madamm Lorsché nogelauscht, wéi si da probéiert huet, ze erklären, wat dann do déi gréng Handschrëft wier. An ech hunn och de Koalitionsaccord gelies. An do ass awer vu grénger Handschrëft häerzlech weineng ze gesinn, wat d'Arméi betrëfft. D'Defenseziler bis 2025, d'Ligne-directrice, gi weidergefuert, dat heescht, d'Budgete vun der Defense gi weider esou an d'Luucht, wéi dat bis elo de Fall war. A mir wäerten net ufänken, mat där geckeger

Opriistungsspiral opzehalen, zu där déi Regierung virdrun eis verflucht huet. An dat ass awer ...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance.- Här Baum, Dir misst zur Konklusioun kommen.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Jo. An dat ass duerfir, mengen ech, leider och bezeichnend fir diesen Accord. E setzt vill ze vill op den „Weider esou“ an en huet vill ze weineng eege Kohärenzen an eege Virstellungen, wéi d'Land kéint 2023 ausgesinn.

#### (Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance.- Merci. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg huet de leschte 14. Oktober gewielt. An déi mannt hate sech dat Wahlresultat erwaart. Virop d'CSV, soen ech, och net.

Et ass awer en demokratesche Choix vun de Lëtzebuerg. An deen huet jiddwereen individuell an och als Partei ze akzeptéieren. Dat sinn nun emol d'Regele vun der Politik, och wa se engem heiansdo rau, heiansdo gefillt ongerecht schéngen.

Fakt ass: D'CSV sëtzt elo eng zweete Kéier an der Opposition. Blo-Rout-Gréng sinn an der Majoritéit an domadder och an der Regierung.

D'CSV hat zwar bäi Wäitem déi meeschte Stëmme, si war stärkste Partei. Mir haten awer net genuch Sëtz, fir - da loosse mer et esou nennen - d'Bettel-1-Regierungscoalitioun arithmetesch ze verhënnern. De Kitt vun der Bettel-2-Regierung war wuel eendeitig bei deenen dräi Regierungsparteien, wéi kierzlech op engem LSAP-Kongress, d'ailleurs ënner gréisstem Applaus, formuléiert, déi historesch Chance, fir d'„Pafen“ eng zweete Kéier hannereneen an d'Opposition ze schécken.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, mir 21 CSV-Deputéiert, iwwregens esou vill wéi d'Kolleginnen - mat grousem I - vun DP an déi gréng heibannen zesummen, dovunner sechs direkt gewielt Fraen, iwwregens net päpstlech geweit, mir schommen eis net, an den Ae vun e puer onverbesserleche lénke Klassekämpfer d'„Pafen“ ze sinn!

Här President, d'CSV hëlt déi hir zougewisen Oppositionsaufgab voll a ganz un. Dat ass an enger parlamentarescher Demokratie eng zentral, mä och eng gradesou nobel Aufgab. Mir wëllen déi mat beschemt Wëssen a Gewëssen erfüllen.

Här Statsminister, d'CSV ass op fir den Dialog. D'CSV fuerdert awer an der Konterpartie och eng nei Dialog-, eng besser Debattekultur, och hei am Haus, am Parlament, där éischer an och där leschter Instanz vun dem Dialog. Mir verlaangen, dass sämtlech Oppositionsparteien hei am Haus besser informéiert ginn. Mir akzeptéieren net méi als gréissten Oppositionsfraktioun, an iwwerhaupt als gréisste Fraktioun hei an der Chamber, ëm d'Präsenz vun engem Minister an enger Chamberskommissioun biedelen ze mussen. Mir wëllen, dass eis nogelasschert gëtt, net just pro forma, et encore. Mir wëlle mat agebonne ginn, net just fir d'Galerie oder fir d'Press an net just do, wou onbedéngt eng konstitutionell Majoritéit gebraucht gëtt, net just bei enger Verfassungsreform, mä och soss. Net just bei deenen éische feierleche Sitzungen hei am Haus, mä grad och am politeschen Alldag vun deenen nächste fënnf Joer.

Här Statsminister, Här President, de Statsminister huet eis gëschter d'Regierungserklärung vu Bettel 2.0 an der Chamber virgeluecht.

► **Une voix**.- Gambia.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dese Regierungsaccord - jo, ech muss mech och un eng aner Terminologie winnen, dat maachen ech awer gär, mä bis elo ass et an der Rei -, ...

#### (Brouhaha)

... dese Regierungsaccord, Här Statsminister, hutt Dir och schonn am Virfeld zesumme mat Äre Kollegen, muss ech soen, mediewirksam inszenéiert, häpperchersweis och presentéiert, mä leider ass et awer bei den Häppercher bliwwen. „Der Berg kreißt und gear eine Maus“, esou hätt eigentlech den Dichter Horaz dese Regierungsprogramm iwwerschwinnen.

An ee Moiesjournal - dee vun dem Radio 100,7 vum 4. Dezember dëst Joer - huet esou äänlech op sengem Internetsite getitelt: „Weineng Engagements, vill Etüden a vill Ausgaben.“ Et feelt deem Regierungsprogramm duerfir och an den Ae vun der CSV eng Handschrëft, eng Visioun, eng Strategie, eppes Substanzielles, ee strukturelle Plang, fir deenen Erausforderungen, deenen eist Land an den nächste fënnf,

zéng, 15 a méi Joren um Niveau notament vun dem Wuesstum, vun der Mobilitéit, vun dem Wunnengsbau ausgesat ass, ze begéinen.

Trotzdem dass dës Regierung elo schonns fënnf Joer am Amt ass, gëtt elo emol studéiert an analyséiert. Gesetzer, déi grad eréischt gestëmmt goufen, déi sollen nees op de Leescht geholl ginn. An dat Ganz oui Visioun, oui Detail a virun allem oui eng kloer Finalitéit.

Vill ze oft begrenzt dese Regierungsprogramm sech eigentlech op d'Gestioun vun dem Besteeënden. D'Wuert „poursuivre“ kënnt ganzer 118-mol am Regierungsprogramm vir, „studéieren“ an „analyséieren“ 137-mol.

An ech muss lech soen: D'Ausso vun dem Alex Bodry aus dem Summer - ech mengen, et war am Juni dëst Joer - am Virfeld vun de Wahlen, nämmlech, e blo-rout-gréng Projéct wier kaum nach ze erkennen, trëfft bei deser Regierungserklärung zou wéi d'Fauscht op d'A!

Här President, eist Land huet haut esou vill Ministere wéi nach ni. Wéi hat et bei der LSAP am Wahlprogramm geheescht? Op maximal 15 misst d'Zuel vun de Regierungsmembere limitéiert ginn. Och de Premier hat deem virun de Wahlen zougestëmmt. Et sollt net ëm d'Personne goen. Een Zukunftsministère fir laangfristeg Strategie sollt geschaf ginn, ministeriell Zoustännekeete sollten op Basis vu politesche Prioritéiten an Zilsetzung gebündelt ginn. Abee, et ass ganz aneschtters komm. Mä et wëllt ee jo schliisslech derbäi sinn. Et schéngt wuel virop méi ëm d'Personne gaangen ze sinn.

Esou vill Ministertiteler wéi nach ni: vu 27 op 34. Esou vill Méiglechkeeten, sech géigesäitig op d'Feiss ze trëppele wéi nach ni. Esou vill Geleeënheeten, keng Politik aus engem Goss ze maache wéi nach ni. An och, fir et kloerzestellen, et kënnt net zu engem Splitting vun dem Poste vun dem Vizepremier, wéi op verschidde Plaze gesot gouf. D'Formel war hei net: „Aus zwei mach eins“, mä d'Formel war hei schonn: „Aus eins mach zwei.“ Erfrelech Niewenerscheinung: D'Primm, déi de Vizepremier kritt, ass gesetzlech verankert. Si steet deemno zou, an duerfir diskutéiert d'CSV se net.

Här President, an der Politik hänkt oft villes zesummen. An et gëtt wuel kee méi en transversaalt Politikfeld wéi grad dat vun de Finanzen an dem Budget, well oui Suen - déi zwar net alles sinn - geet och an der Politik net ganz vill. De Finanzminister, de Pierre Gramegna, huet kierzlech an engem RTL-Moiesinterview behaupt, 2013 hätt d'Regierung Bettel 1 eng Finanzsituatioun virfonnt, wou d'Land riicht an d'Mauer gaange wier. Et sinn dat seng Wieder. D'Regierung Bettel 1 hätt d'effentlech Finanzen erëm an d'Rei bruecht. Et sinn dat seng Wieder. Mat deem Fundament wier elo den ambitiöse Regierungsprogramm Bettel 2 finanziell machbar. Och seng Wieder.

Abee, dann huele mer emol déi selbstbenannte kopernikanesch Finanzrevoloutioun vum Här Gramegna méi genau ënnert d'Lupp!

Defizit am Zentralstat. D'Regierung Bettel 1 fänkt Enn 2013, no der gréisster Wirtschaftskris hei am Land, u mat engem Defizit vu 464 Milliounen Euro. Bettel 2 fänkt am Dezember 2018 u mat engem geschaten Defizit am Zentralstat vun 350 Milliounen Euro, an dat trotz engem Wirtschaftswuesstum iwwert déi lescht Jore vun duerschnëttlech 4 %. Ee genaue Keessstand, den Här Gibéryen huet schonn drop higewisen, läit bei deser Regierungserklärung net vir. Erstaunlech, mä wouer, mä vläicht gewollt.

Zweetens: effentlech Investitiounen. D'Regierung Bettel 1 behaupt, et fäerdegbruecht ze hunn, den historesch héchsten Niveau un Investissementer erreecht ze hunn. An absoluten Zuelen ass dat richtig. Am Verglach zu der Wirtschaftsleeschtung, also zu dem PIB, ass dat riicht eras falsch. D'Investitiounen louchen an de Joren 2014 bis 2018 ënner 4 % vum PIB, an der Legislaturperiod virdrun, der CSV/LSAP-Regierung, dergéint iwwer 4 % vum PIB.

Statsschold: D'Regierung Bettel 1 behaupt, d'Scholdespiral vun Stat, dank hirem Spuerpak, deen iwwregens an den Ae vun der LSAP falsch war, gebrach ze hunn. Am Verglach zum PIB ass dat mat engem Réckgank vun 23,1 % op 21,9 % vum PIB sécherlech richtig. An absoluten Zuelen ass dat awer gradesou falsch. D'Statsschold läit 2018 mat 13,3 Milliarden Euro ëm 2,2 Milliarden Euro méi héich wéi 2013. D'Schold geet also net zrëck, am Contraire, si klëmmt. An dat trotz enger TVA-Erhéijung op 17 %, déi grad d'DP, also d'Partei vun dem Finanzminister, virun de Wahlen 2013 nach kategoresch ausgeschloss hat.



► **M. Eugène Berger (DP).**- Dat ass eng falsch Duerstellung.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- An déi Mär - da bleiwe mer emol bei deene richtegen Duerstellungen -, an déi Mär, Här Berger, dass een de Steieraufschlag vun dem E-Commerce - domat kommt Der jo ëmmer -, dem elektronischen Handel, hätt misse kompenséieren, dat ass dach grotesk!

Éischtens, ...

**(Interruption par M. Eugène Berger)**

... déi Steiernisch, déi Steiernisch vun der TVA um E-Commerce ass mat dem Zouwierke vun dem deemolegen DP-Wirtschaftsminister, dem Henri Grethen, genotzt ginn. Internetfirmen sollten nëmlech deemools op Lëtzebuerg ugezu ginn, an dat si se och ginn. Haut reegt sech grad en DP-Finanzminister doriwwer op, wëssend, dass den E-Commerce, och dat ass eng fest Zuel, 6 Milliarden Euro un TVA an d'Statskeess bruecht huet. Eleng 2 Milliarden dovunner an der leschter Legislaturperiode. Ouni déi Recetté vun der E-Commerce-TVA hätte Bettel 2 a Bettel 1 keng 2,2 Milliarden Euro misse léine goen, mä gläich 4,5 Milliarde Schold misse méi maachen.

Säitens enger DP esou eigentlech, mengen ech, onverschimmt géint fréier Regierungen, wou se selwer d'ailleurs dra waren, ze goen, ass ganz einfach an eisen Ae schlechte politesche Stil.

Dir Dammen an Dir Hären, firwat dann elo dese kuerze Réckbléck?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Entschëllegt, Här Roth, ...

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Den Här Berger kann herno souwiso nach intervenéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Et ass, wéi Der wëllt.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Firwat dann elo dese kuerze Réckbléck?

► **M. Eugène Berger (DP).**- Et ass guer keen Debat heibannen!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Abee, wann d'Machbarkeet vum Regierungsprogramm Bettel 2 op deene Fundamente sollt berouen, dann ass et eigentlech net wäit domadder hier. Déi Machbarkeet ass definitiv op Sand gebaut.

De Leit dat gleewen ze dinn, ass hinnen och Sand an d'Ae gestreet. Et wier eigentlech méi éierlech, ze soen: Lëtzebuerg ass e klengt Land. Lëtzebuerg huet eng oppen Economie. Leeft déi international wirtschaftlech Konjunktur gutt, da geet et eis an der Regel och gutt, meeschtens souguer besser wéi deenen aneren europäesche Partnerlänner. Leeft eisen Aarbechtsmarkt, kennt hien déi néideg Dynamik, da spruddelt an iwwerméisseg proportionalem Mooss och d'Lounsteier, an dréit dozou nach eise Finanz- a Bankesecteur, da spruddelt och d'Betriebssteuer a virun allem d'Taxe d'abonnement, a leeft de Bau an d'Automobillsbranche, da spruddelt d'TVA.

Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn déi ekonomesch Grondpillere vun eise nationale Budget an déi maachen d'Musek. A si bestëmmen eigentlech eleng ënner anerem och d'Machbarkeet vun eenzelne Wonschmoosnamen, ewéi de gratis ëffentlechen Transport, ewéi gratis Maison-relais, ewéi gratis Museksunterrecht an esou weider aus dësem Regierungsprogramm. Selbstinszenéiert kopernikanesch Finanzgebare riskéieren an deem Orchester, zu falschen Zwëschentéin ze féieren.

D'Evolution vun de plakege Budgetszuelen iwwert déi nächst 24 Méint wäert dat och nach ënnersträchen.

A fir déi besser kënnen anzeschätzen, Här President, verlaange mir als CSV, dass en Dokument vun dem Comité économique et financier de Membere vun der Chamber, de Vollektivvertrieder heibannen, ausgehändegt gëtt. Dëst Dokument gouf anscheinend, laut der Wochenzeitung „Land“ vum leschte Freideg, de 14. November bei de Koalitionsverhandlungen diskutéiert. Et goung virun allem ëm d'Risiken, wat d'Auswierkung vun de sougenannte BEPS-Steiermoosnamen op eis fiskal Recetten zu Lëtzebuerg kéinte sinn.

An ech deposeséieren och an deem Sënn eng Motioun op Aert Pult, Här President.

**Motion 2**

La Chambre des Députés,

- notant que Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a, dès le début de négociations de coalition, annoncé vouloir rendre public l'ensemble des « notes » rédigées à l'attention des coalitions ;

- saluant le fait que beaucoup de ces notes ont été rendues disponibles via le site Internet du Gouvernement ;

- notant que, parmi ces notes, le Comité économique et financier a entre autres évalué un certain nombre de risques auxquels sont exposées les finances publiques ;

- considérant que, selon un article paru dans le « Lëtzebuurger Land », ces risques ont été chiffrés dans un second document distribué aux coalitions à l'occasion de la plénière du 14 novembre 2018 ;

- que ce document n'a pourtant pas été rendu public,

invite le Gouvernement,

dans un souci de transparence, à mettre à la disposition de tous les députés le document manquant.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Marc Spautz.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Merci.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, ënner deene Grondvoraussetzungen am Telegrammstil d'Position vun der CSV zu eenzelne Moosnamen, déi d'Regierung 2.0 an der Steierpolitik ustrief: D'CSV seet Jo zu engem steierbefreite Mindestloun. Mir hunn déi Forderung d'lescht Joer bei de Budgetsdebatte gestallt a si war och integrale Bestanddeel vun dem CSV-Wahlprogramm.

De Regierungsprogramm schéngt d'Ofschafe vun de Steuerklassen och virzugesinn. Eng Steuerklass fir jiddwereen, dat kléngt op den éischte Bléck nawell lackeleg. Et schéngt och modern ze sinn. De Wee dohinner, dee steet awer net an dem Regierungsaccord. „Kee soll verléieren.“ Mä et gëtt schonns vu Kompensationsmechanismen an Iwwergangsléisunge geschwat. Mä wa kee soll verléieren, da bräicht et jo eigentlech keng Kompensation! An um Enn muss jo awer iergendeen déi Rechnung do bezuelen!

D'Steierklass 2 fir jiddwereen wier an enger Idealwelt mat onendleche finanzielle Mëttele sécherlech net schlecht. Mä an eisen Aen ass se, wann een och nach d'Mëttschicht kann an eigentlech och muss entlaaschten, net finanzéierbar. An de fréiere Steierdirekter, de Guy Heintz, huet eis Aschätzung och ëffentlech confirméiert.

**(Interruption)**

Eng eenheetlech Steuerklass ...

► **M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre.**- De Steierdirekter, dat ass och e fréieren CSV-Conseiller vu Maacher. Da sot dat och! Haalt op, do ...

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Eng eenheetlech ...

**(Interventions et coups de cloche de la présidence)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Fuert weider, Här Roth!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Ech mengen, en ass duerno bei der LSAP ugetrueden.

Eng eenheetlech Steuerklass gëtt am ...

**(Interruption)**

... Regierungsprogramm virun allem domat begrënn, dass haut d'Leit géifen ofgehale ginn, zu zwee an engem Stot ze schaffen.

**(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)**

Dëst plakatiivt Argument vun dem sougenannten „MillionärsGattinnenprivileg“ schéngt dach hautdesdaags e bësse plomp ze sinn. Duerfir vill méi Konkretes. Dem haitege Steiertariff no ass de maximalen Avantage vum sougenannte Splitting, well heirëm geet et, an der Steuerklass 2, dat heescht, ob ech als Stot zu zwee Verdénger een Akommes erwirtschaften oder ee Verdénger datselwecht Akommes bréngt, bei 100.000 Euro Bruttoloun an deem Stot pro Joer 2.983 Euro a bei 200.000 Euro Bruttoloun pro Joer 6.197 Euro. Ob dat ee Mann oder eng Fra an engem Stot derzou beweegt, fir mat schaffen ze goen oder net, Dir Dammen an Dir Hären, dat iwwerloossen ech jiddwerengem selwer.

Dass een eenzel Korrektur um Splittingssystem kann oder wëllt ubréngen, dat ass novollzëibar. Mä fir dorauer ze schlëssen, d'Leit géifen haut an enger Koppel steierlech decouragéiert ginn, fir ze schaffen, ass an den Ae vun der CSV net ubruecht.

Éischer wéi aus steierleche Grënn huet eng Koppel haut méierendeels iwwerhaupt keen anere Choix. Fakt ass, bei den héije Käschten, virun allem d'Wunnen, ginn oder müssen déi meeschte Stéit, virun allem jonk „Stéit“, zesumme ganz einfach schaffe goen. Emgedréit, fir an Zukunft d'Leit an engem Stot steierlech ze bestrofen, well ee Partner sech decidéiert

huet, fir net schaffen ze goen an d'Kanner doheem ze erzéien, ass mat der CSV net machbar.

Wat soe mir dann an där vun der Regierung ugeduechter Logik ze enger Koppel, wou eng Rent oder eng Pensioun am Stot ass an déi altersméisseg guer net méi de Wee op den Aarbechtsmarkt ka fannen?

Weider ass eng forcéiert steierlech Individualiséierung fir d'CSV och familljepolitesch fraaglech, well bis elo ass et ëmmer ee kloert staatlecht Bekenntnis zum zivilrechtliche Mariage, jo och zum Pacs, och iwwert de Steiersystem ginn. De Mariage, de Pacs gi bis haut an eise Steiersystem als eng ekonomesch Entitéit gekuckt. Iwwregens och am Pensiouns- an am Renterecht spille Pacs a Mariage hir Roll.

An dat einfach esou opzeginn, schéngt an den Ae vun der CSV net zulescht och verfassungsrechtlech problematesch ze sinn. Mat dem einfachen Ofschafe vun de Steuerklasse riskéiere mir, d'Kand elo mat dem Buedwasser auszuschëdden. D'Steierklass 2 fir jiddwereen schafft ganz einfach nei Ongerechtegkeeten.

D'CSV verschléisst sech hei net vu vieren einfach enger neier Approche. Neen! Fir d'CSV däerf et awer kee Schnellschoss aus der Héift ze sinn. Mir wäerten duerfir am Detail all neie Modell op seng finanziell a sozial Machbarkeet prüwen. Mir wäerten d'Regierung dobäi an hirer Virgab „eng Steuerklass a kee verléiert“ moossen.

D'CSV proposéiert als Alternativ, an dofir kuerzfristeg, villméi d'Ofschafe vun den Ongerechtegkeeten vun der faméiser Steuerklass 1a. D'Iwwergangphasen vun der Steuerklass 2 an d'Steierklass 1a soll vun elo dräi op fënnf Joer eropgoen, souwuel fir Elengerzéier no enger Scheedung grad ewéi och fir Wittleit. Den Tarif vun der Steuerklass 1A soll méi no wéi bis elo un den Tarif vun der Steuerklass 2 erugefouert ginn. Zousätzlech Laaschte sollen iwwert de Wee vu sougenannten „Charges extraordinaires“, dat heescht aussergewöhnleche Belastungen, besonnesch wat d'Kanner vu Monoparentallen ubelaangt, méi einfach wéi bis elo kënnen steierlech erfaasst ginn.

Här President, an deemselwechte Sënn, a fir de reellen a berechtigte finanzielle Chargé vun de Kanner méi gerecht ze ginn, fuert d'CSV direkt eng Indexéierung vun dem Kannergeld. Déi strukturell Erhéijung vum Kannergeld, ewéi iwwregens vun der LSAP am Wahlprogramm versprach, ass wärend de Koalitionsverhandlung wuel verluer gaangen. Um Enn vun der Legislatur, also virun den nächste Wahlen, soll d'Kannergeld dann nees indexéiert ginn.

D'Desindexéierung vun dem Kannergeld war, iwwregens zesumme vun der CSV mat der LSAP, zu engem Moment agefouert ginn, wéi Lëtzebuerg ënner der internationaler Finanzkris an Joer 2006 gelidden huet. Haut, mat Äre Konjunkturdaten, mat Ärer kopernikanescher Finanzrevolution ...

**(Interruption)**

... gëtt et kee Grond, fir d'Indexéierung vum Kannergeld net direkt nees anzeféieren.

An ech deposeséieren och an deem Sënn eng Motioun, fir d'Kannergeld ab dem 1. Januar 2019 nees ze indexéieren.

**Motion 3**

La Chambre des Députés,

- rappelant qu'à travers l'accord tripartite de 2006, il a été décidé de désindexer le forfait d'éducation et les prestations versées par la Caisse nationale des prestations familiales afin de créer les marges budgétaires suffisantes pour financer les nouvelles priorités dans le domaine de la politique familiale ;

- notant que le Ministre des Finances s'est engagé en 2014 à l'élaboration d'un budget dit copernicien pour moderniser en profondeur l'État luxembourgeois ;

- considérant que selon les propos de Monsieur le Ministre des Finances en date du 23 juillet 2018 « les comptes de l'État sont désormais très proches de l'équilibre » et que « le prochain gouvernement pourra poursuivre une politique volontariste engagée pour préparer au mieux le pays aux défis de l'avenir et continuer à améliorer la qualité de vie des citoyens » ;

- constatant que selon l'accord de coalition 2018-2023, l'indexation des prestations familiales sans rattrapage ne sera réintroduite qu'en fin de législature,

invite le Gouvernement

à procéder à l'indexation des allocations familiales à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Marc Spautz.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, d'CSV bedauert, dass de sougenannte Véierelstaax op der Plus-value bei Immobilienverkeer ab dem 1. Januar 2019 net méi spillt. Mir hätten dës Moosnam verlängert, aus verschiddene Grënn. Et mécht schonns een Ennerscheid, ob een 10 % oder 20 % op der Plus-value bezilt beim Verkat vun engem Haus oder engem Terrain.

D'Plus-value ass zënter e puer Joer - an net méi wéi an der Vergaangenheet, dat soll een och kloer soen - vun enger Immobilie op déi aner iwwerdrobar, well dat wëssen d'Leit dobaussen net. An dozou kënn nach, dass de Montant vun de steierlechen Abattemente bei de Plus-values immobilieres zënter Joren net méi no uewen ugepasst gouf. A mir bedauern, ech ënnersträchen et nach eng Kéier, dass en Amendement, wat mer gëschter an der Finanzkommission an deem Sënn deponéiert hunn, vun de Majoritéitsparteien, Blo, Rout a Gréng, ofgeleent gouf.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).**- An der Fiskaliteit vun dem Logement, do bedauere mir nach ëmmer d'Erhéijung vun der TVA vu 15 % op 17 %. Entgéint deem, wat de Finanzminister ëmmer behaupt huet, huet dës Erhéijung och en Impakt op Éischtwunnengen, well d'Limitt vun dem superreduzierten TVA-Tariff vun 3 %, dovunner kann een net méi wéi virdu bis 416.000 Euro profitéieren, mä nach just elo bis 357.000 Euro.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, mat ronn 350.000 Euro, do kauft Dir keng Wunneng méi! An d'CSV proposéiert och duerfir, kuerzfristeg de Steierkredit op der TVA vun aktuell 50.000 Euro op 75.000 Euro substanzuell eropzesetzen.

Wann een de Bau wëllt méi bëleg maachen, dann däerf de Stat bei deene Präisser net och nach um Enregistrement an der TVA kräfteg matverdengen.

Virun de Wahlen ass vun enger Wunnengsbauoffensiv geschwat ginn, bei der LSAP vun enger nationaler Spekulationssteuer, vun der Méiglechkeet vun Expropriationen, souguer vun enger regelrechter Mietpreisbremse. D'DP wollt eng Hausse vun der Offer, méi eng grouss Densitéit, méi héich bauen. D'Kompetenze fir de Wunnengsbau sollten an engem Ministère gebündelt ginn. D'Vermiete vun Terrainen an d'ëffentlech Hand sollt erméiglecht ginn.

An elo, Dir Dammen an Dir Hären, nach ëmmer kee kloert Konzept fir eng Wunnengsbauoffensiv! Vill vun den opgezielten Instrumenter, déi vun de Regierungsparteien am Wahlkampf proposéiert goufen, fanne sech am Regierungsprogramm einfach net méi zréck!

Eng Rei vu Mesurë fir d'Demande, fir de Bierger beim Kaf oder Logement (veuillez lire : der Location) vun enger Wunneng ze ënnerstetzen, si sécher begrëssenswäert. D'Madamm Hansen huet et och de Moien ënnerstrach. Dozou sti mer. Mä wéi soll d'Offer eropgesat gi vum Bauland, vun de Wunnengen op dësem Bauland, vun innovativen Wunnformen, vun innovativen Finanzierungsmodeller? Keen Detail, keng Ausso, just grouss Fragezeichen!

Sécher, et gëtt vun enger Mobilisation vum Bauland geschwat. Och schonns an dem Regierungsprogramm 2013 ass dovunner rieds gaangen. Mä et gëtt just kee Wuert an dësem Regierungsprogramm, wéi dës Ziler sollten erfüllt ginn. Au contraire! D'Gemenge solle méi maachen. Facilitationscellulen - alt nach - sollen agesat, ee Comité d'acquisition fir d'Terrainen - ee weideren - soll agesat ginn.

En Zesummespill tëschent Logement, Landesplanung, Umweltministère betreffend déi Kompensationsmesuren am Interieur ass net ugeschwat. D'DP wollt am Logement Tatsaache schafen. Si huet keng Tatsaache geschaaft, mä d'DP huet den Dossier Logement ganz einfach ofginn.

Administrativ Reform a Vereinfachung ginn zwar elo Chefsaach: ee Minister, an zwar de Statsminister, an direkt nach e Minister délégué derbäi. Mä wéi déi administrativ Vereinfachung um Terrain soll geschéien, doriwwer kee Wuert! Resultat: Ganzer dräi Sätz sinn dem Kapitel am Regierungsprogramm reservéiert. Et cela promet !

Här President, näischt Konkretes och iwwer eng ekologesch Steierreform, ausser e puer punktuelle Bonbonen, am Dezember 2011 bei de Budgetsdebatte ganz haart vum François Bausch deemools gefuerdert, mä et schéngt dann dach awer net esou einfach ze sinn. An der Vergaangenheet gouf et wuel eng PRIME CAR-e, dës gouf an der viregter Regierung duerch e Steierabatement ersat. An elo soll nees erëm e Subsid agefouert ginn, wat mer begrëssen. Mä vu Kohärenz do keng Spur!

Tanktourismus: Keng kloer Ausso, mä e Comité, fir e Monitoring ze maachen, nodeems





d'Etüd vum Tanktourismus scho virun dräi Joer fäerdeggestallt ginn ass.

D'Éropsetze vun den Akzise ass jo elo no hanner verluecht ginn. D'Akzise sollen, laut Aussoe vun diverse Regierungsmemberen, ëm 1 bis 3 Cent an d'Luucht goen.

Leschte Punkt bei de Steieren: D'CSV seet Jo zu dem Érofssetze vun der Betrëbssteuer. Mir sinn awer der Meinung, Dir Dammen an Dir Hären, dass 1 % do net duerget, besonnesch am Kontext vun der internationaler Kompetitivitéit, mat enger grenziwwerschreidender Verbreederung vun der Steuerbasis. Besonnesch am Kontext vun oniwierluechten Émsetze vun EU-Direktiven, zum Beispill ewéi gëschet an der Finanzkommissioun mat der ATA-Direktiv Anti-Tax Avoidance Directive, déi riskéieren, dass ee groussen Deel vun Entreprisen, an de Sektour ass opbruecht, Här Finanzminister, an Zukunft wäert an Irland fortlafen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'Éropsetze vun der Limit, wou de reduziéierte Betrëbssteiersaz vu 15 % soll gräifen, ass u sech Augenwischerei, besonnesch am Bléckwéinkel vu klengen a mëttlere Betriber hei am Land. Si ginn am Glawe gelooss, dass d'Steierlaascht géif op 15 % erofkommen, bis zu engem Akommes oder engem Benefiss vun 175.000 Euro. Deem ass awer net esou, well zousätzlech zu de 15 % Betrëbssteuer spillt och nach déi kommunal Gewerbesteier.

Am Resumé: Mir sinn eis eens bei den Entlaaschtunge vun de kleng Leit, vun der Mëttschicht, déi iwwerfällig sinn. Datselwecht géllt en gros och bei de Stock-Options. Mä mir pochen op eng zäitno Léisung, fir dee Regimm ofzeschaffen, an net, dass déi erëm reportéiert gétt aux calendes grecques. Do fannt Der eis Ennerstëtzung.

Mä mir mussen och d'Betriber, a virun allem d'PMEn, weider entlaaschten. An do besteet Nohuelbedarf, well souwuel d'Mënsche wéi och d'Wirtschaft, ob dat engem gefält oder net, déi brauchen neie Sauerstoff, fir ze ootmen.

Duerfir, Här President, Här Finanzminister, géife mir plädéieren, fir grad an der Steuerpolitik och op Dialog ze setzen, op een zillféierenden Dialog, op en Zil, an en Zil wier et, méiglechst wäitreechend Kompromësser hei am Haus ze fannen, déi iwwert de klasesche Clivage vu Majoritéit an Opposition erausginn, an dat am Interessi vun ganze Land.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Zum Schluss, Här President, vu senger Finanzéierbarkeet baséiert sech de Regierungssaccord op dem sougenannte Principe de précaution. Et ass ee Prinzip, deem à l'origine aus der Ekologie kënnt. Ech begrëssen hei kloer dee vläicht gréngen Apport och an eiser Finanzpolitik. An ech zitieren de Koalitionsaccord: « Les orientations politiques et leur mise en œuvre seront décidées de façon responsable et selon le principe de précaution afin de préserver les droits des générations futures. » Bravo! Mir kënnen do prinzipiell zoustëmmen.

Mä wéi esou dacks, bei der Regierung Bettel 1 an och Bettel 2 an och bei lech, Här Finanzminister, ech muss dat leider esou cru soen, läit déi politesch Kromm an der finanzpolitescher a budgetärer Heck vun de konkrete Mesuren. An do gesi mer leider ganz, ganz wéineg Principe de précaution, mä éischter ee grenzenlost Wuesstumsvertrauen, fräi nom Prinzip Hoffnung a géint all budgetär, mä och géint all ekonomesch Vernunft.

D'Bettel-2-Regierung gétt sech, ewéi gëschet vun dem Statsminister himself hei widerholl, eng Marge vu bis zu 30 % vun eisem PIB Schold ze maachen. Dat wier am Joer 2023 eng Schold vu bal 22 Milliarden Euro. Dat heescht iwwer 8 Milliarden Euro Schold méi wéi bis elo. Dat ass bei Finanzen, déi jo scheinbar an no de Wieder vun Finanzminister an dem Statsminister an der Rei sinn, awer fir eis äusserst bedenkelech. Dat wier e Bedruch un den zukünftige Generatiounen. An op dee Wee kann d'CSV sécher net matgoen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass eigentlech esou wéi bei engem typesche Lëtzeburger Blutbild. Et ass dat vun engem Bonvivant mat ze vill Cholesterol an Harnsäuer.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

(**Hilarité**)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ee bësse Cholesterol, spréich Schold, ass net schlëmm. Mä et muss een dann awer schon heiansdo oppassen, wann een op de Chrëschtmaart geet, fir net grad ëmmer déi ganz fetteg Saachen ze bestellen, an och mat Schneekegkeeten, do muss een heiansdo lues maachen.

(**Interruption**)

Fir net mëssverstane ze ginn: Mir sinn als CSV och der Meinung, dass et de Leit muss gutt a vläicht och nach besser goen, wann et dem Land gutt geet. Mä et muss ee sécherstellen, dass et dem Land, an hei virun allem deene Schwaachen an der Mëttschicht an och dem Mëttschicht, och an Zukunft besser geet, an dat och, wann d'Érofssetze net méi de Bettel 1- a Bettel 2-Erwaardungen entsprécht.

Kee wëllt spueren, vun Austeritéit net ze schwätzen. Mä nach muss een awer d'Suen a Mooss mat gesondem Mënscheverstand ausginn. Et sinn nämlech d'Suen vun de Leit, net déi vum Stat an och net déi vun enger Regierung.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Well och, wann der vläicht e puer dat nach ëmmer mengen: D'Welt, an där mir liewen, dréit sech precisement net méi ëm Lëtzebuerg a souguer net méi ëm Europa, een Europa, wat wierkelech muss kucke mat alle Mëttele, dass et nach eng Roll an der Welt ka spillen.

Natierlech ass de Principe de précaution net absolutt ze gesinn. Et muss een och Risiken agoen, well dacks ass dee gréisste Risiko effektiv deen, fir näischt ze riskéieren an am gemaachte Bett leien ze bleiwen. Dat wëlle mir net. Dat wëllt, mengen ech, keen. D'Geschicht weist, dass et just mat Pionéiergescht zum Erfolg kënnt. Mä e richteg Pionéier weess, dass de Risiko muss kalkuléiert sinn an dass en ëmmer muss e kloert Zil virun Aen hunn. A béides vermësse mir kloer bei dëser Regierungserklärung an och bei dësem Koalitionsaccord.

An ech soen lech duerfir Merci fir d'No-laaschten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleginnen a Kollegeen, léif Regierung, als neie Member vun der Chamber wëll ech kuerz soen, dass d'Aart a Weis, wéi haut de Moie mat verschiddene Riedner ëmgaange gouf, dach e bësse bedauerlech ass. Ech hat mer erhofft, dass hei am héijen Haus, wéi et esou gäre genannt gétt, en aneren Toun gefleegt géif gi wéi deen, deen ech am Lycée an an der Primärschoul kennegeléiert hunn.

(**Interruptions et hilarité**)

Ech mieren, et geet genau so weider, wéi et de Moien ugefaangen huet. Mä mir solle jo net iwwer eist Behuele schwätzen haut, mir sollen iwwert de Programm an iwwert d'Ried vun Här Statsminister vu gëschter schwätzen.

De Programm, deen de Statsminister gëschter hei op der Tribün virgestallt huet, huet sech fir eis net wéi e Regierungsprogramm ugehéiert, mä éischter wéi e Wahlprogramm. E Wahlprogramm, deen den eegene Wieler soll erklären, dass et dach eng gutt Iddi soll sinn, an der Draierkoalitioun weiderzefueren. A well et sech wéi e Wahlprogramm unhéiert, fanne mir Piraten natierlech eng ganz Rétsch positiv Aspekter an dësem Programm erëm.

Ech verstoppen et net: Et gi ganz vill positiv Aspekter. Keen hei am Haus wäert wahrscheinlech dergéint sinn, dass de Mindestloun ëm 100 Euro netto klëmmt. Kee vun eis wëllt engem Wieler Suen ewechhuelen. Dat heescht, dass ass eng super Iddi.

Den Däiwel stécht awer natierlech, wéi esou oft, am Detail, wéi et ëmgesat gétt a wou déi Suen tatsächlech ukommen. Ech si ganz frou, dass een am Regierungssaccord net nëmme gréng, rout a blo Fiedem kann erkennen, wéi dat vun deene verschiddene Riedner haut de Moien an haut de Mëtten erzielt gouf, mä ech erkennen och en deelweis mofe Fuedem dran erëm, an dat ganz ouni mat an der Koalitioun ze setzen. Duerfir felicitéieren ech och der Regierung ausdrécklech, well gutt Iddien si gutt Iddien, egal wie se herno ëmsetzt.

Dës gutt Iddien, déi och an eisem Wahlprogramm stoungen, sinn nieft dem ticketlosen öffentlechen Transport méi Transparenz, e bessere Schutz fir Whistleblower, en aktiiv Begleede vun der Digitaliséierung, fir dass all Bierger vun de Resultater vun den neien Technologie profitéieren kann a keen ofgehaange gétt.

Dës Luef un d'Regierung ass awer konditionell a ganz enk domadder verbonnen, wéi d'Annoncen aus dem Regierungsprogramm schlussendlech ëmgesat ginn. Et géllt opzepasst - an doranner läit eise Rôle als Deputéiert -, dass déi schéin Annonce vu gëschter muer net e vergëfte Kaddo sinn, mä dass se esou ëmgesat ginn, dass se engem Maximum vun de Biergerinnen a Bierger konkret eppes bréngen.

Beim ticketlosen öffentlechen Transport ass dat gutt ze illustréieren. Wann den öffentlechen Transport vun 2020 u gratis soll sinn, da géllt et, eng Hällewull un Detailer ze klären. Et ass fir eis Piraten kloer, dass eng gutt Fuerderung net zu enger Verschlechterung vun den Aarbechtskonditiounen vum Personal féieren dierf, dass weider och muss an d'Mataarbechter investéiert ginn an dass d'Qualitéit vum öffentlechen Transport, en tant que tel, besser muss ginn.

Duerfir wäerte mir dës Prozess vun haut u bis zum finale Vott vun engem Projet de loi aktiv, kritesch, mä konstruktiv begleeden.

Dës Regierungserklärung huet sech och ageschriwwen an d'Kontinuitéit vun der Zweckrationalitéit, fir all sougenannt sozial Moossnam ëmmer engem ekonomeschen Hannergrond ënnerzuerdnen. Ech loossen elo emol dohigestallt, ob den ticketlosen öffentlechen Transport eng sozial Moossnam ass, mä och d'gratis Kannerbetreuung oder méi Sproochcourse si bei dëser Regierung a mengen Ae keng sozial Mesure, fir de Leit ze hëlfe, mä e Mëttel, an dat huet den Här Statsminister gëschter gesot, fir Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maache fir gréisser auslännesch Firmen, soudatt schlussendlech souguer aus soziale Mesuren nach en ekonomesche Benefiss soll gezu ginn.

Heiansdo muss ee sech drun erënneren, dass mir ewell en immens attraktiiv Land hunn a grad an Zäite vu gudder Konjunktur net all Moossnam duerch ekonomesch Begrënnungen hannerluecht muss ginn. Heiansdo géif et eisem Land och gutt doen, einfach emol sozial Verantwortung ze iwwerhuelen, amplaz d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg ëmmer an de Mëttschicht ze stellen.

Nom Liese vun deenen 246 Saiten Regierungsprogramm - ech hunn héieren, dat war eng impressionnant Zuel, ech wënsche mer heiansdo léiwere Qualitéit amplaz Quantitéit, ewéi mer och schonn an engem Debat op RTL an der leschter Woch konnten diskutéieren - hate mir eis virgëschter dach Hoffnungen gemaach, d'Regierung géif net nëmme Quantitéit ofliwweren, géif net nëmmen nach eng Käier déi Mesuren duerleeden, mä se géif ganz ënnert dem Motto vun Transparenz an Oppenheet kommunizéieren, wat d'Pond Kiische géif kaschten a wou d'Suen derfir sollen hierkommen.

All einzelt Versprieche gouf opgeléicht, wéi bei den zéng Geboter. Et ass iergendwéi en Trend haut, dass jiddwereen iergendeppes Biibliches zitéiert, ...

► **Une voix.** - Dat ass modern.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - ... mä um Enn vum Dag wore mir esou schlau wéi virun. Keen ee Wuert huet den Här Statsminister a senger Ried derfir benotzt, fir eis ze soen, wat dësen ambitiöse Plang d'Land déi nächst fénnef Joer kaschte wäert.

Dobäi ass et genee dat, wat eis erméigleche géif, an aller Eierlecheit de Meritt vun Regierungsprogramm ze analyséieren, amplaz eis mussen un der Form ofzeschaffen.

Wann d'Regierung seet, dass d'Opposition als Éischt d'Fro nom Finanzement opwerft, dann ass dat net, well mir „Polit-Nerds“ sinn, déi ganz gären Zuelen diskutéieren an iwwerall wëllen en Hoer an der Zopp fannen, mä well eis d'Gesondheet vun de Statsfinanzen um Häerz läit. Nëmme wann eis Statsfinanze gesond sinn, hu mer politesch a Gestaltungsspillraum. An ech mengen, dass ass eppes, wou mer eis gréisstendeels eens sinn.

Jo, eis Statsfinanze gesinn allen Indicateuren no stabill aus. Eis relativ Statsschold par rapport zum PIB ass réckleefeg. A mir kéinte mengen, et war gutt geschafft ginn. Dass awer eis absolutt Statsschold an deene leschte véier Joer ëm 11,23 % geklommen ass, dass ass vläicht manner positiv. Dat heescht, och hei konnte mer haauptsächlech vun enger gudder ekonomescher Entwécklung profitéieren, fir esou déi zouhuelend Statsschold a relative Wäerter méi kleng ze rechnen.

A grad wann d'Regierung esou een ambitiöse a wahrscheinlech deiere Regierungsprogramm annonciéiert, muss mer d'Fro no der Finanzéierung an nom Käschtepunkt mat Nodrock stellen, ...

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Sven Clement (Piraten).** - ... well: Wéi soll ee Prioritéit bestëmmen, wann een de Präis vun der Stee net kennt?

D'Erklärung vu gëschter léisst eis haut an enger Situatioun zrëck, wou mer zwar ewell iwwert d'Faarf vun der Tapéit vun engem fiktiven Haus diskutéieren, mä nach net emol wëssen, ob mir eis den Terrain, fir dat Haus drop ze stellen, iwwerhaupt leeschte kënnen.

Bei Dramschlässer an Dramhaiser - oder och Dramprogrammer - muss een eben ëmmer op-

passen, dass ee sech net ruinéiert huet, wann een da bis d'Rechnung kennt. Duerfir muss mir als kritesch, mä konstruktiv Opposition drop insistéieren, dass keng Bewäertung vun inhaltleche Propositione méiglech ass, bis net och kloer ass, wat dës kaschten.

Sécherlech kënnen mir iwwert déi theoretesch méiglech politesch Meritte vu verschiddene Punkte schwätzen - an erlaabt mer, dass ech dat am Rescht vu menger Riedezäit och maache wäert. Trotzdeem bleift d'Finanzéierung de Schlëssel zur Émsetzbarkeet vun all dësen Annoncen. An hei muss d'Regierung nach eemol an d'Nohëllef, fir der Chamber dann, an domadder och alle Biergerinnen a Bierger, kloer duerzeleeën, wéi dës Programm finanzéiert soll ginn a wat déi eenzel Moossname kaschte wäerten.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, de Fong vun dësem Regierungsprogramm bitt, nieft ville gudden Punkten, leider méi wéi genuch Punkten, déi een, souguer ouni de Käschtepunkt ze kennen, scho kritiséieren kann.

Esou erstaunt eis zum Beispill immens, dass dës Regierung offensichtlech kee Vertrauen an hir eege Biergerinnen a Bierger huet, well anescht kann ech mer net erklären, dass bal iwwerall op Saachleeschunge gesat gétt amplaz op Sozialtransfere. Et gi genuch Studien, déi beweisen, dass et besser fir d'Stéit a fir d'Ekonomie ass, wann d'Biergerinnen an d'Bierger fräi iwwer hire Budget entscheeden kënnen, ...

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dann nennt eis emol eng!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - ... wéi si eng Hëllef vum Stat asetze wëllen.

Heiansdo ass et eben net d'gratis Maison relais, déi enger Famill hëllef, mä deeselwechte Montant, deen dës Mesure de Stat pro Kand kascht, géif bei enger Famill vill méi Effekt auslösen a vill méi Fräiheet an der Liewensplanung looschen.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dann nennt eis emol eng!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Mir géifen eis ...

Här Schneider, Dir hutt herno 120 Minutten als Regierung - mir Piraten, mir hunn e bësse méi wéi eng hallef Stonn, fir hei ze schwätzen. Deementsprechend géif ech lech dann all déi Froe gären no Ärer Riedezäit beäntweren.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dir kritt der gär vu mir. Da sot mer dat!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Mir géifen eis vun enger liberaler a progressiver Regierung méi Vertrauen an hir eege Biergerinnen a Bierger erwaarden, wéi d'Regierungskoalitioun dat hei mécht.

Och am Beräich vun der Digitaliséierung hu mir d'Gefill, dass et hei méi Schein wéi Sein gétt an dass d'Parlament, genee wéi d'Bevëlkerung, duerch nei Titelen, wéi ee Minister fir Digitaliséierung, irritéiert sollt ginn, amplaz dass déi wierkelech Problemer am Beräich vun Digitalen ugaange ginn.

Et ass luewenswäert, an d'Regierung wäert an dësem Punkt op eis Stëmmen ziele kënnen, fir administrativ Prozeduren ze digitaliséieren an ze vereinfachen. Dat dierf natierlech net op d'Käschte vu Mënschen ouni Computer goen oder mat manner IT-Fäegkeeten - dës ass awer e Constat, dee generell géllt. Mir mussen derfir suergen, dass keen duerch d'Digitaliséierung ofgehaange gétt.

Déi ugekënnegt Moossname klengen allgemeng dann awer e bëssen dënn. An engem Land, wou et matzen an der Hauptstadt ee Mount dauert, fir en Internetuschloss ze kriegen, an et um Land natierlech net besser ausgesäit, an engem Land, wou mer beim Fiberausbau nach ëmmer net d'Enn vun Tunnel gesinn, wou nëmme de Minimum vun de Gemeenge beim „Wi-Fi 4 EU“-Projet consideréiert gouf, ouni emol eng anstänneg Kommunikationsinfrastruktur ze hunn, sollte mir net déi wierkelechkeetsferne Ambitioun hunn, fir eis als modern an innovativ duerstellen.

Eng Digitaliséierungsstrategie ouni e konsequente Ausbau vun der Kommunikationsinfrastruktur kann a wäert net funktionéieren.

Duerfir begrëssen - an ech soen, et stinn e puer gutt Saachen am Programm - mir och ausdrécklech déi ugekënnegt Moossnamen, wéi zum Beispill d'„5G“-Strategie vun der Regierung. Mir mussen awer kritiséieren, dass Lëtzebuerg um Enn vun 2017 eréischt just 57,1 % vun allen Häiser a Residenzen an de Fibrereseau ugeschloss huet. Do gétt et also nach e ganz Stéck Aarbecht, a mir hoffen, dass déi





Aarbecht och weidergeet, egal ob mer an Zukunft wëlle 5G oder net. Well wa mer dat eent géint dat anert ausspillen, da gi mer insgesamt an eise Kommunikationsreseau méi schwach.

Eng aner Tendenz, déi ech hat, wéi ech der Ried vum Statsminister zum Thema Digitaliséierung nogelauschert hunn, wor iergendwann opgestoen an „Bingo“ wëllen ze ruffen, well esou vill Wieder si gefall, déi zwar zesummegereit gutt Messagen duerstelle sollen, gutt klengen, mä, wann een awer hannert hir Fassad kuckt, se dach séier e Mangel u Substanz weisen.

Grad an dësem zukunftsweisende Feld - wat net nëmmen als Chefsaach erkläert gouf an domadder beim Statsminister ugesidelt gouf, mä och nach als ee vun zwee Ressourcen en delegéierte Minister derbäikruet, dat weist jo, datt d'Regierung dat Thema eescht wëllt huelen - hätt ee sech dach vill méi Inhalt an Detailler erwaarde kënnen, wéi nëmmen eng Kette vu schwéiere Wieder, déi, fir sech geholl, nach keng Strategie sinn.

Certes, eng administrativ Reform a méi staatelech Demarchen, déi ee kann online maachen, sinn eng gutt Saach. A mir freeën eis op den Depot vun den néidege Gesetzesprojeten, fir nach méi administrativ Prozeduren och digital méiglech ze maachen. Wéi ech virdu sot, géllt et awer, keen op der Streck ze loosse. A grad an engem Land, wat sech fir d'Digitaliséierung prett wëllt maachen, muss mer och dobäi oppassen, datt keen, opgrond vu sengem Choix vu Computer, Betriebssystem oder Software, diskriminiéiert gëtt an datt och oppe Lösung kompatibel mat de staateleche Servicer sinn.

Duerfir fuerdere mir, datt d'Regierung nach méi konsequent op oppen a fräi Software setzt. An duerfir hunn ech och haut dësse Message derbäi, datt amplaz, Här Bettel, Är Zäit domadder ze verschwenden, fir Siri op Lëtzebuergesch wëllen ze iwwersetzen, kéint d'Regierung e Programm maachen, fir „Open Source“-Programm ze ënnerstëtzen, fir hir Logiciellen op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen. Dat ass vill méi einfach, geet vill méi séier a mir mussen eis net an de Login vun iergendenger kommerzieller Firma beginn.

Am Géigesaz zum Här Statsminister mengen ech och net, datt mir eng Smart Nation musse ginn, well dat géif bedeuten, datt mir haut eng Dumb Nation wieren. Fir eis sinn déi nächst Schrëtt an der Digitaliséierung net d'Benotze vu Buzzwords, mä villméi de Wandel hin zu enger cleverer Governance.

Dacks huet den Här Statsminister eis gëschter gesot, datt vun de Gemenge méi Efforte verlaangt ginn, souwuel beim Logement wéi och beim Klimaschutz oder bei de kommunalen Infrastrukturen. Dës Fuerderung kléngt an eisen Oueren hypokritt, well déiselwecht Regierungskoalition eng Gemengefinanzreform op de Wee bruecht huet, déi eng Rëtsch Gemengen un de Rand vun hire Finanzierungs capacities bruecht huet. Wann ee méi Efforte vun de Gemenge fuerdert, da muss een och erklären, wéi d'Gemengen dës Aufgaben nokomme sollen - datt heescht, wéi si vum Stat ënnerstëtzt solle ginn.

Mä wéi bei esou ville Punkte bleift d'Regierung stumm, soubal et ëm Konkretes am Regierungsprogramm geet.

Och am Beräich Active Ageing - erëm esou en Anglicisme, deen de Wee an de Koalitionsaccord an an d'Ried vum Här Bettel fonnt huet - fuerdert d'Regierung vun de Gemenge weider Efforten, ouni ze erklären, wou déi néidege Ressourcë sollen hierkommen a wéi se sollen ausgesinn.

Duerfir feelt dann an der Konsequenz awer och all Wuert doriwwer, wéi d'Regierung wëllt géint d'Altersarmut virgoen a wat sech hannert deem schéinen englesche Begrëff vum Active Ageing an der Realitéit verstoppe soll. Fir eeler Leit ass dës Regierungserklärung eng Virwëlztut, wou een haut nach net weess, ob ee schlussendlech eng positiv oder eng negativ Iwwerraschung wäert erauszeien.

An de Beräicher Wirtschaft an Aarbecht erkennt een dann dat wierklecht Gesicht vun der Regierung. Amplaz de Mënsch an de Mëttelpunkt ze stellen, ass all Moosnam an dëser Regierungserklärung ëmmer op d'Diversifikatioun, d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ausgeluecht.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Do dernieft ass ze fäerten, datt, sollt dës Programm finanzierbar sinn, dëst nëmme mat nach méi Wirtschaftswuesstum ka goen.

D'Piraten deelen d'Meenung vum Här Berger, datt Wuesstum - wéi mir haut héieren hunn - eng Viraussetzung fir Gerechtegkeet soll sinn, definitiv net!

► **Une voix.** - Très bien !

(**Interruption par M. Eugène Berger**)

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Sécherlech bitt wirtschaftleche Wuesstum e finanzielle Spillraum, deen och der Gerechtegkeet zeguttkomme kann. Mä jiddwereen, dee schonn eng Kéier gesinn huet, wéi e Kand säi leschte Kichelchen deelt, weess, datt Gerechtegkeet a kengster Weis Wuesstum oder Räichtum zur Viraussetzung huet. Gerechtegkeet muss an enger Demokratie villméi absolutt bedéngungslos sinn.

De Produktiounswuesstum däerf och net op d'Käschte vun Déiere goen, an duerfir hätt mir eis e puer méi konkret Mesurë fir den Déiereschutz erwaart. En éischte Schrëtt ass sécher, wéi d'Regierung ugekënnegt huet, sech op europäeschem Plang anzusetzen, fir datt d'Déierentransporter besser reglementéiert ginn. Mä och national sinn an dësen Dossiere weider Efforten néideg.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Wirtschaftswuesstum ass net per se schlecht. Mir géifen eis awer wënschen, datt nieft de reng wirtschaftlechen Aspekter och mënnschlech Aspekter héichgehalé ginn, well mir dierfen net vergiessen, datt am Kär vun der Wirtschaft hannert all Betrib, jo, hannert all Aktivitéit ëmmer Mënsche stinn. Ob dat elo de Patron vun engem klengen Handwierskberbetrib ass, de Selbststännegen, Ugestallten, déi de ganzen Dag an engem Büro verbréngen, oder Mënschen, déi kierperlech schaffen, fir d'Wirtschaft um Dréinen ze halen: Mir vermësse konkret Mesuren, fir dësem Réckgrat vun eiser Ekonomie konkret ze hëllefen.

Ech wëll zwee Beispiller gi vu Moosnamen, déi op den éischte Bléck gutt klengen, mä an der Realitéit kee bis wéineg Impakt wäerten hunn. Déi éischt ass d'Eropsetze vun der Tranche vun de 15 % Besteuerung bei klengen a mëttelstännesche Betriber. Dës Moosnam kléngt wonnerbar an huet all Support vun de Piraten, fir esou duerchgesat ze ginn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Leider gräift se ze kuerz. Vill ze vill kleng a mëttelstännesch Betriber erreche guer net déi Benefisser, déi néideg wäeren, fir hei vun den Ännerungen am Gesetz ze profitéieren.

An den Ae vun de Piraten wär et also besser gewiescht, wann ee wierklech de ganz klenge Betriber hätt wëllen hëllefen, fir op Steierkreditter ze setzen, op méi ofsetzbar Chargen ze setzen, amplaz hei hinzegoen a just iwwert d'Besteuerung vum Benefiss nozedenken. Zum Beispill eng Propos, déi mer och an deenen nächste Wochen a Méint wäerte weider verfollegen, wär et, d'Steierkreditter fir d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplaze méi interessant ze maachen.

Eng zweet esou Moosnam ass dann d'Visioun vun engem duebele Lycéesofschloss. Dës Modell wäert sécherlech méi Leit erlaben, fir sech fir en Handwierk ze interesséieren. Mir denken awer och hei, datt de Problem haut net um Niveau vum Bac läit oder vum Accès zum Handwierskberuff, mä datt eis Wirtschaft insgesamt de Problem huet, datt mir am Contraire net méi wëssen, wéi mir d'Leit, déi zum Beispill d'Schoul ofgebrach hunn, kënnen opfänken an hinnen eng Aarbecht offréieren.

Um Héichpunkt vun der Industrialiséierung goufen et Berufschancë fir jiddwereen, onofhängeg vun der Qualifikatioun, well bei Vollbeschäftegung oder quasi Vollbeschäftegung gëtt et normalerweis Plaze fir jiddwereen.

Deem ass haut leider net méi esou. Freier konnt een ëmmer nach, esou d'Anekdot vu mengem Do, bei d'ARBED goen an den Haff kieren an do no an no de Gout un der Aarbecht fannen, no an no iwwer intern Promotiounen oder eng intern Ausbildung an der Léierbud weider eropkommen an esou tatsächlech no an no eng aner Aarbecht fannen.

Et ass gutt, méi Méiglechkeeten an der Ausbildung ze schafen, mä et däerf net vergiess ginn, datt eigentlech net nach méi theoretescht Wësse gebraucht gëtt, mä Leit, déi sech konkret gewäertschätzt fille fir hir Kompetenzen an engem bestëmmte Beruff.

Dir gesitt, grad am Beräich vum Aarbechtsmaart ass et wichteg, de Mënsch an de Mëttelpunkt ze stellen. Duerfir vermësse mir an dësem Regierungsprogramm och eng kloer Ausso dozou, wéi eng voluntaristesche Usiidlungspolitik vu Betriber kéint ausgesinn, déi Firmen unzitt, déi e Besoin un den aktuell op der ADEM ageschriwwene Mënschen hunn. Hei kéint een e Zeeche setzen, datt och an engem modernen, an engem digitale Land weider all Mënsch

gebraucht gëtt, weider all Mënsch seng Plaz ka fannen.

D'Steierreform, wou endlech déi onsäaglech Steierklass 1a ofgeschaaft gëtt, ass eng gutt Saach a kann, wa se da richtig ëmgesat gëtt, ville Mënschen am Land eppes Guddes doen. Natierlech ënnerstëtze mir och hei der Regierung hir Initiativ fir e méi faire Steiersystem, dee kee méi benodelegt opgrond vun enger perséinlecher Situatioun, déi heefeg onverschollt ass.

Mä et wonnert mech awer schonns, datt grad déi Parteien, déi elo d'Regierung stellen, nach am Wahlkampf virun e puer Woche gesot an alles drugesat hunn, fir d'Iddi vun der individueller Besteuerung an dem Ofschafe vun de Steierklassen ze verdäiwelen an als onrealistesche, jo onbezuellbar duerstelle. Elo wäerte mer gesinn, datt d'Fuerderung vun de Piraten wuel awer finanzierbar ass - zumindest léisst d'Regierungserklärung vu gëschter dorobber schléissen.

Mech perséinlech freet dës Gesënnungswandel, well net nëmmen am Wahlkampf, och virdu bei der leschter Steierreform gouf un de Steierklasse festgehalten. Mä elo, no der Analys vun de Wahlsultater, ass d'Iddi op eemol méi realisabel wéi virun de Wahlen. Ech iwwerloossen elo jiddweringem selwer, d'Schlëss aus dëser Inkohärenz vun der Regierungserklärung mat dem Handele vun der viregter Regierung ze zéien.

D'Steierreform misst - en vue vun de Kaddoen, déi dës Regierung wéi mat der Strenz iwwert d'ganz Land verdeele wëllt - jo och e wichtege Deel zur Finanzeierung bäidroen. Mä wann ech gëschter der Regierung nogelauschert hunn, soll jiddweree vun der Steierreform profitéieren. Dat heescht, eng vun de gréisste Recettë vum Stat wäert - mir wëssen et net genau, well mir hu keng Zuelen - wärscheinlech erofgoen, während d'Ausgaben an d'Luucht ginn.

(**Interruptions**)

Elo muss ee kee Mathematiker sinn, fir ze wëssen, wann d'Recetten erofginn an d'Ausgaben an d'Luucht ginn, datt ee kéint e Problem kréien.

Mir sinn absolutt derfir, datt d'Steiere méi gerecht souwuel op d'Bockele vu Persoune wéi och vun de Betriber verdeelt géife ginn. Dës Ausso hu mer awer vermësst, well och d'Betriber solle manner Steiere bezuelen. An domadder ass fir eis d'Angscht grouss, datt dës Regierungssaccord an och d'Annonce vun dëser Steierreform um Enn vun Dag éischer wéi den Apel aus dem Schneewittchen ass wéi e wierklechen an éierleche Kaddo.

Als Sportler freet et mech, datt d'Regierung weiderhin e Partner vum Sport wëllt sinn an de Besoin vu Bewegung an allen Altersschichten unerkennt. Leider ass och hei de Programm nees immens nebuléis, wéi da Sport konkret soll ënnerstëtzt ginn. Grad d'Fro, wéi een d'Besoin vum Spëtzesport mat deene vum Breesdesport an Aklang soll bréngen, gëtt guer net thematiséiert. Eng Pist, fir de Breesdesport méi accessibel ze maachen, ass sécherlech de Kannerclubbus. Mä och hei gëtt erëm reng mat Sloganen agéiert amplaz mat Substanz.

Wéi eng Konditiounen mussen d'Veräiner erfëllen, fir dovunner ze profitéieren? Soll dës System nëmmen an der Woch fonctionnéieren oder och weekends fir Kompetitiounen? Oder ass et reng Symbolpolitik, wou iergende Bus mat engem Sticker „Kannerclubbus“ bepecht gëtt?

Während d'Veräiner sech sécherlech doriwwer freeën, fir hire jonke Sportler, Scouten oder Musikanten de Wee bei de Veräin ze vereinfachen, vermëssen ech dach Pisten, fir d'Veräiner besser um administrative Plang ze ënnerstëtzen. Ganz am Contraire. Ginn dach kleng Veräiner duerch de Projet vum „Qualité+“ vun der leschter Regierung zwar finanziell super ënnerstëtzt, mä den administrativen Overhead ass disproportional zu der Situatioun vu ville klenge Veräiner.

Hei géllt et nach eng Kéier nozeschaffen an och kleng Veräiner, déi d'Reckgrat am Breesdesport sinn, ze ënnerstëtzen, fir vun alle Moosnamen, déi d'Regierung hinnen offréiert, ze profitéieren.

Bei der Verfassungsreform bedauere mir, datt d'Regierung der Chamber einfach wëllt virschreiwen, datt dës fir e Referendum iwwert d'Verfassungsreform verantwortlech ze sinn huet. Ech hätt mir hei e bësse méi Respekt virum Parlament erwaart, an net wéi e rengen Erfüllungsgehilfe vun der Regierung betruucht ze ginn!

(**Interruptions**)

Um Fong ass et eng gutt Iddi, fir esou e wichtige Projet wéi ...

(**Interruption par M. Eugène Berger**)

Här Berger, hutt Der eng Fro? Ech kann lech gären drop äntweren.

(**Interruption**)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech wollt lech just rappeléieren, datt et un der Chamber ass, fir iwwert d'Verfassung ze decidéieren, an net un der Regierung.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Déi reagéiert grad net!

(**Interruption et hilarité**)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, ech wëll just dem Här Clement soen, datt bis elo eis Chamber iwwert d'Verfassung decidéiert an disposéiert.

► **Une voix.** - Net d'Regierung?

► **Une autre voix.** - Net d'Regierung!

(**Interruptions**)

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, ech mengen, dat Scharmützel do, dat kënnt Der dann am Verbatim noliesen. Ech hunn ... Ech hätt mir ...

(**Hilarité et interruptions**)

Um Fong ass et natierlech eng super Iddi, d'Vollek iwwert d'Verfassungsreform ofstëmmen ze loosse. An ech mengen, et ass immens wichteg, datt mer dës Öfstëmmung och am Virfeld gutt preparéieren. Mir sollten aus de Referenden, dës Kéier déi vun der Regierung, vun 2015 geléiert hunn a wëssen, datt een de préférence esou eng Campagne net iwwert de Knéi brécht.

Duerfir sti mir hannert den Engagementer, fir d'Verfassung endlech ze moderniséieren, hätten eis awer am Virfeld eng méi grouss Biergerbedelegung gewünscht. Soit, mir hunn elo e Projet, dee virläit. Mir wäerten deen och matdroen an hoffen awer, datt mer herno beim Referendum net nëmmen d'Fro „Jo oder Neen?“ stellen, mä datt mer vläicht eng Rëtsch méi feinkörnig kënnen ginn, well Biergerbedelegung ass net nëmmen, dierfen zu engem fäerdege Projet jo oder neen ze soen.

A wann ee vu Biergerbedelegung schwätzt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da schwätzt een och vun informéierte Bierger. A fir datt d'Biergerinnen an d'Bierger gutt informéiert sinn, brauch et professionell Medien an hir Mataarbechter als véierte Pouvoir hei am Land.

Mir deelen d'Opfaassung vun der Regierung, datt mir professionell Medie weider musse ënnerstëtzen. An dozou gehéiert net nëmmen eng modern Pressehëllef, mä virun allem e moderner Transparenzgesetz, amplaz vun deem Ontransparenzgesetz, wat d'Regierung kuerz virun der Summerpous nach presentéiert huet.

Mir widderhuelen eis Fuerderung no engem Transparenzgesetz mat Zänn. E Gesetz, wou et eng Informatiounspflicht gëtt a wou d'Biergerinnen an d'Bierger, d'Journalistinnen an d'Journaliste méi en einfachen Accès op öffentlech Daten hunn, amplaz dës hanner onnéidege Barrieren ze verstoppen.

A wann d'Barrieren dann awer bestinn, dann ass eis Press, da si mir als fëntlechkeet op Whistleblower ugewisen, fir hirem Rôle als véierte Pouvoir kënnen gerecht ze ginn. Den George Orwell sot eng Kéier esou schéin: „Journalism is printing what someone else does not want printed: everything else is public relations.“

An deem Sënn wënsche mer eis eng staark Press, eng staark Pressehëllef, awer och e gudden Schutz fir Whistleblower, soudatt eben och déi Saache kënnen ofgedréckt ginn oder digital publizéiert ginn, déi d'Regierung vläicht léiwer net géif publizéiert gesinn.

Wéi d'Madamm Hansen och de Moie sot, sinn dës awer net déi eenzeg Themen, déi d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land interesséieren, well am leschte Sondage, wéi Der richteg zitéiert hutt, d'Froer ronderëm de Logement an d'Bildung op den éischte Plaze stoungen.

Am Beräich vum Logement ass et leider esou, datt d'Regierungserklärung immens vag bleibt. Och wann d'Regierungsparteien elo behaupten, datt hire Regierungsprogramm ganz konkret wier, da muss ech de Kapp rëselen. Mir begrëissen, datt vill Iddien, wéi zum Beispill de Refokus op locative Wunnungsbaue, och an eise Programm stoungen. Leider vermësse mir hei konkret Piste fir de sougenannten „Mietkauf“, deen an engem Niewesaz erwäänt gëtt, awer jonken a manner jonke Familjen e séieren Zougang zu bezuelbarem Wunnraum a gläichzäiteg awer och den Zougang zum Eegentum géif erméiglechen.

Genausou feele konkret Aussoen zum Dossier vun der Simplification administrative, wann et ëm PAP- a PAG-Prozedure geet. An am nämlechten Otemzuch bedauere mer, datt den





„quart-taux global“ fir d'Verkafe vun Terrainen den 1.1. Geschicht ass.

E leschten inhaltleche Punkt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass d'Bildung. Mir begreissen et, datt de Wahlresultat vum Här Meisch Rechnung gedroe gëtt an hien duerch den neie Bildungsdësch soll Hëllef zur Säit gestallt kréien, grad elo, wou säi Ressort sech jo nach vergréissert huet. An der Bildung vermësse mir erëm de mënschlechen Usaz, deen d'Schülerinnen an d'Schüler an de Mëttelepunkt stellt, amplaz vun de wirtschaftleche Resultater vun hire Studien.

Jiddwereen huet ëmmer eng Meenung zur Bildungspolitik, well jiddweree vun eis war jo eemol an der Schoul. A genee mat där Attitüd schéngt déi lescht Jore Bildungspolitik gemaach ginn ze sinn. Mir hätten eis hei, amplaz Chaos duerch iwwerstierzte Reformen a Verännerungen, méi Dialog a manner Top-down-Politik gewënscht. Et bleift ze hoffen, datt de Bildungsdësch net nëmmen eng Alibiveranstaltung ass, mä zu engem richtegen Dialog tëschent alle Betreffene vum Bildungssystem féiert.

Nieft dem rengen Inhalt vun eiser Bildung muss mir awer déi nächst Joren och nach eemol d'Programmer vun den eenzelne Filiären op de Leescht huelen, fir ze verhënnern, datt d'Schülerinnen an d'Schüler an de Schoulbroch gedriwwen ginn duerch eng ze dicht Takung vun Inhalter, duerch Stress, jo, duerch Burn-out am jonken Alter. Och Schülerinnen a Schüler brauchen Zäit, fir d'Inhalter ze verstoen an net nëmmen, fir hinnen nozelauschten.

Do dernieft muss mir natierlech och fir adequat Infrastrukturen am Bildungswiese suergen. Dat geet natierlech net ouni Investitiounen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir meng Ried vun haut ze resumieren, wollt ech nach eemol widerhuelen, datt d'Piraten gutt Iddien ëmmer matdroen, well et geet bei gudde Iddien net drëms, wie se abréngt, mä datt se ëmgesat ginn. Dat verhënnert awer net, datt mir als Piraten och konstruktiv Oppositionsarbeit wäerte maachen an d'Regierung regelméisseg un hir Versproche wäerten erënneren.

Zu konstruktiver Oppositionsarbeit gehéiert nun emol, déi verstoppte Fakten opdecken, der Regierung de Spiegel virzehalen an drop ze insistieren, datt net nëmmen Annoncé gemaach ginn, mä datt des Annoncé chiffriert kënne ginn an och finanziert kënne ginn.

Dir mierkt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen op den Ufank vu menger Ried zréck, fir ofzeschleissen. Dës Regierung huet gëschter eng Erklärung ofginn, déi wéi eng Wahlkampfried geklungen huet an am Detail genesou vag bliwwen ass wéi de Regierungssaccord. Elo ass et un eis, am Numm vun eise Wielerinnen a Wieler den Detail anzufuerderen an derfir ze suergen, datt d'Kaddoe sech net als vergëften Appel eraustellen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Merci, Här President. Ech hat am Ufank vu menger Ried e puer Säiten iwwert d'Politikverdrossenheet virbereet, mä, ech mengen, no all diesen Interventionen huet d'Regierung verstanen, dass se schold - zum Deel - un dëser Politikverdrossenheet ass. Ech loosse dat dann a ginn net méi nach eng Kéier dorobber an.

#### (Interruption)

Zur Verfassung, Här President. D'CSV steet hannert dem Verfassungstext a mir si frou, dass d'Koalition endlech eise Virschlag vun der Prozedur ugeholl huet, dat heescht, fir d'Éischt den Text mat de Leit diskutieren an dann den éischte Vott hei an der Chamber gefollegt vun dem Referendum. Ech erënneren drun, dass d'Sozialisten ëmmer fir d'Éischt den éischte Vott wollten an duerno eréischt mat de Leit diskutieren.

Ech erënneren och un déi laang Lëscht vun Texter, déi musse quasiparallell zur Verfassungsreform gestëmmt ginn, zum Beispill d'Loi-cadre tëschent dem Stat an de Culten. Déi ass an der neier Verfassung virgesinn, mä dovunner steet kee Wuert am Kapitel vun der Verfassung an och näischt am Kapitel tëschent de Relatiounen Stat a Culten.

Mir begreissen, dass d'Wichtigkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch vum Premier ënnerstrach ginn ass. D'Lëtzebuerger Sprooch, déi zur Integratioun bäidréit. Just, de Premier huet leider kee Wuert iwwer Integratioun an Immigratioun verluer. Schued!

Zu den Institutionen, e puer Wieder. Mir brauche staark Gemengen. D'CSV hat hei e

ganze Package virgeschloen. D'CSV ass, wéi d'Regierung, och fir den Non-cumul Buergermeeschter/Deputierten, mä am Text vum Koalitionssaccord steet: « (...) l'organe représentatif du secteur communal sera demandé en son avis (...) » Ass dat de Syvicol oder ass dat eng nei Chambre des élus, esou wéi d'CSV dat fuerdert?

Zum Statsrot, Här President, muss ech soen, war d'CSV e bëssen erstaunt, dass no der Jorhonnertreform, wéi se ëmmer ugekënnegt ginn ass, elo schon erëm sollt eng Reform vum Statsrot kommen. Eng Reform, wou d'Parteikaart predominant bleift. Mir bedauern, dass weiderhin d'Regierung an d'Chamber sollen d'Memberen an de Statsrot nennen. Mir hätte gär - dat ass keng Nouvelle, mir hunn dat ëmmer erëm gesot -, dass just d'Chamber sollt d'Memberen an de Statsrot opgrond vun hirem Profil nennen.

Zu der Independenz vun der Justiz steet och eppes Bizarres am Koalitionssaccord: « Les dispositions déclarées non conformes à la Constitution par la Cour constitutionnelle seront ajustées dans les meilleurs délais. »

Ech hat gemengt, Här President, den Här Braz an de Statsminister wiere bei de Koalitionsverhandlungen derbäi gewiescht. Si misste jo wëssen, dass am neie Verfassungstext genau dat do scho steet. D'Fro ass: Hu se den Artikel net kennt, vergiess, oder wëlle se diesen Artikel am Verfassungstext änneren?

Dann hunn ech och misse schmunzelen, dass elo de Rapporteur säi Conseiller aus der Fraktion mat an d'Chamberskommissioun ka bréngen.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Mir ginn dovunner aus, dass en Deputierten, deen en charge vun engem Rapport ass, säi Rapport kann eleng an der Kommissioun virstellen an och verteidegen.

Mir erwaarden och, Här President, vun der Regierung, dass d'Delaien agehale ginn, fir op Question-parlementairen ze äntworten. Do krut déi lescht Regierung eng ganz grouss Datz. An och eenzel Ministere si léiwer an der Welt gejett, wéi an d'Chamberskommissiounen ze kommen, wann eng Ufro do war. Jo, dat war schon zum Deel eng Nonchalance, jo, Arroganz vun eenzelne Ministere vis-à-vis vun deemem Parlament.

Här Chamberspräsident, dat do ass eng vun Ären Haaptaufgaben, dorobber opzepasst. D'Parlament kontrolléiert d'Regierung, an net ëmgedréit!

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Zur Sécherheet. D'Policereform sollt de grouss Worf sinn. Fakt ass, et ass elo schon en Echec: net genuch Leit! 23 Abréché de leschte Weekend. Et ass esou kritesch, dass mer emol net méi kënne gewuer ginn, wou e Mankem u Leit ass. De fréiere Policeminister sot deemools am Kader vun der Policereform: „Mir sinn elo esou wäit komm, dass déi Policereform d'Police wirklech virubréngt, wat d'Sécherheet am Land daitlech verbessere wäert, an dorëms geet et.“

En anert Zitat: „Ech sinn awer iwwerzeegt, dass mir déi Reform deemnächst wäerte stëmmen an dass duerno d'Police eng bedeitend besser ass wéi déi, déi se haut war, wat hir Opstellung ueget.“ D'CSV huet et ëmmer erëm gesot: Dat néit Gesetz bréngt diesbezüglich keng wesentlich Verbesserung! Et gi méi Polizisten an d'Pensioun, wéi der rekrutiert ginn. D'Kommissariater sinn net effektiv besat. Hei hunn de Kolleg Marco Schank an ech virun zwee Deeg och eng Question parlementaire gestallt.

Sech wuelpieren zu Lëtzebuerg, heescht och, sech sécher spieren. D'Digitalisatioun gëtt bei der Police ëmgesat, mir begreissen dat, wéi zum Beispill d'Dashcam-Kameraen op den Uniformen, mä d'Digitalisatioun gëtt net konsequent genuch ëmgesat. Mir verstinn net, firwat een net emol wëllt de System Precops testen, fir géint Abréché méi effikass virzegoen. Och versti mer net, firwat d'Sécherheetskameraen an der Stad Lëtzebuerg, déi am Juni grouss ugekënnegt gi sinn, nach ëmmer net operationell sinn.

Mir bedauern, dass d'Polizisten net mat Taseren equipéiert ginn. An natierlech bedauere mer, dass d'DP sech net duerchgesat huet mam Platzverweis.

Am Koalitionsprogramm kënne mer näischt liesen, dass eng Unité de police geschaaft gëtt am éffentlechen Transport. Den Här Schneider war dergéint, mä den Här Bausch hat sech 2015 fir esou eng Policeunitéit ausgeschwat. Den Här Bausch ass elo net hei, mä ech wollt em d'Fro stellen, ob e sech net konnt duerchsetzen oder firwat dës Unitéit net am Koalitionsprogramm steet.

#### (Interruption)

Här President, eng kuerz Analys zu dem Wirtschaftskapitel am Koalitionssaccord. De ganze Koalitionssaccord berout jo op engem staarken Wirtschaftswuesstum. Et däerf net dee geréngsten Hick kréien, soss ass den Accord net méi ëmsetzbar, wëssend, dass de Wirtschaftswuesstum vu 4 % fir 2018 an 2019 elo scho vum Statec op 3 % erfogsat ginn ass.

An dat, Här President, ass de gréisste Reproche, deen ech un dës Regierung maachen. Fir hire Programm duerchzusetzen, baséiert se sech ausschliesslech op Parametere, op déi se selwer keng Kontroll huet. Dat Eenzegt, wat se kéint beaflossen, dat sinn d'Depensen, mä dat interesséiert dës Regierung net.

D'Regierung peilt e qualitative Wuesstum un. Ech mengen, am Haus hei si mer eis eens: Mir wëllen alleguer e qualitative Wuesstum. Fir d'CSV heescht „qualitative Wuesstum“ e Wuesstum, deen am Déngscht vun de Leit an am Déngscht vun de Betriber ass.

Eng Rei Mesurë wéi zum Beispill d'Digitalisatioun, erneierbar Energien, Kreeslafwirtschaft, Investissementer a Fuerschung a Weidbildung si sécherlech déi richteg Moosnamen, mä d'Mesuren an d'Moyenen, déi sech dës Regierung gëtt, fir dës qualitative Wuesstum ze steieren, sinn eben net openeen ofgestëmmt. All Partei huet hei hir Punkten ënnerbruecht, ouni e kohärent Rezept. Hei spillt d'Regel: „Viele Köche verderben den Brei.“

Här President, Här Statsminister, wou bleift d'Simplification administrative? Fir all déi Comités ad hoc, Comités permanents, Groupes d'experts, Comités interministériels an Etüden, déi sollen nach erstallt ginn, mussst Der eng nei Cité administrative bauen.

Kee Wuert vun dezentrale Guicheten am ländleche Raum, fir eis Betriber ze beroden an ze begleeden.

Mir begreissen als CSV, dass d'Netz soll op 5G ëmgerüst ginn. Mä wéini? Dat ass d'Fro! Wann et esou laang dauert wéi d'Post brauch, fir d'Fibre optique ze leeën, dann hoffen ech, dass de 5G d'Fibre optique geschwënn iwwerhëlt, well et ass net an der Rei, wann ech menger Fraktionschefin uruffen, dass mer véiermol ënnerbrach ginn, well am Heischtergronn kee Reseau ass.

► **Une voix.**- Très bien !

#### (Brouhaha)

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Här President, de Mëtzelstand ass e wichtige Piliere vun engem qualitative Wuesstum. 95 % vun de 34.000 Entreprisë si Kleng- a Mëtzelbetriber. 88 % dovunner beschäftegt manner wéi 10 Mataarbechter. Si generieren 68 % vun den Aarbechtsplazen a 67 % vun der nationaler Valeur ajoutée.

Op där enger Säit sollen d'Betriber manner Steiere bezuelen, op där anerer Säit muss se een Drëttel vun der Erhéijung vum Mindestloun selwer bezuelen.

D'CSV ass ganz kloer fir eng Nettoupassung vum Mindestloun; de Gilles Roth huet et betount. Mä wat d'Regierung net seet, ass, dass déi gesamte Steierentlastungen duerch deen een Drëttel, besonnesch bei de Kleng- a Mëtzelbetriber, opgehuewe gëtt, nom Motto: „Wat ech der an déi eng Täsch ginn, huelen ech der aus där anerer Täsch eraus.“ Mä dat ass eng Taktik, déi dës Regierung jo och an der leschter Legislaturperiod gemaach huet, mä dunn ëmgedréit: fir d'Éischt eppes aus der Täsch erausgeholl an dann et als Avantage fir d'Leit zréckginn, fir eben dës Wahle kënnen ze gewinnen.

Här President, den Challenge ass besonnesch och am Handwierk a bei de Kleng- a Mëtzelbetriber d'Successioun: d'Successioun an de Betriber ze assurieren. Hei hate mir an eisem Plang fir Lëtzebuerg stoen, dass mir d'Steierbefreiung bei Firmeninwennungen innerhalb vun de Famillje géifen aféieren. D'Regierung schreift elo just: « Des mesures qui facilitent les transmissions d'entreprise seront mises en place. » Hei hätte mir gär konkret Aussoen, oder, Här Premier, hutt Der lech net getraut opgrond vun der Participatioun vun de Sozialisten, déi jo fir eng lerschaftssteuer en ligne directe sinn?

► **Une voix.**- Dat ass d'Steierreform.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Wou steet dat?

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Dat steet ganz kloer an engem Wahlprogramm, Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Neen, dat steet net dran!

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Här President, fir eng staark Wirtschaft muss mer kucken, dass mer eis Energieversuergung maîtresieren. Waasser, Gas a Stroum mussen an éffentlecher Hand bliwen.

#### (Interruption)

Am Koalitionssaccord fënnt sech och e Kapitel iwwert d'Post, wou kloer drasteet, dass d'Post de Service postal universel fir eng weider Periode vu siwe Joer vun 2020 u wäert assurieren. Dat Wuert „assurer“ léisst mech haut schmunzelen, well mir wëssen, dass et haut scho seriö Problemer bei der Postverdeelung gëtt. Duerfir hätte mer gär ganz kloer Antwerten, dass d'Post an Zukunft dës Service ka garantieren.

Iwwert de Space Mining, Här President, ass déi lescht Wochen a Méint vill geschriwwen ginn. Mir als CSV hunn eis zu dëser Nisch bekannt. Mir fuerderen awer zum Minister eng total Transparenz. Et ass eppes anescht, wann de Stat Steiergelder vun zwielef Milliounen Euro an de Sand oder an de Stëbs vum Mars setzt, wéi wann e Privatinvestor seng eege Suen an de Sand setzt, andeem e sech verspekuliert.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Wéi ass et dann, wann ee Kläranlagen net baut a Strofe bezilt?

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Erlaabt mer, Här President ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Gloden, erlaabt Der, datt den Här Schneider lech eng Fro stellt?

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Neen, ech fueren elo virun, Här President.

#### (Hilarité)

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Déi Fro war awer gutt, Här Gloden. Eng Äntwert wär och gutt.

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Här President, zur Finanzplaz: Mir kennen alleguer de Stellwäert vun der Finanzplaz fir eis Wirtschaft, fir eise Wuelfstand.

D'CSV begreist am grouss Ganzen, wat iwwert d'Finanzplaz am Koalitionssaccord steet. Fakt ass, dass mer eis ëmmer méi an engem concurrentielle Marché bewegen. Eng Strategie vun „gold plating“ ass sécherlech en Nodeel fir d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz. Heiansdo wär och eng besser Analys tëschent „first mover“ oder „last mover“ ze maachen. Besonnesch am Fongebereich muss een Irland am A behalen.

Här President, ech kommen dann zur Konklusioun. De Premier huet seng Ried mat der Wäitsicht vun dem Regierungsprogramm ugefaangen. Eng Visioun fir eist Land. Jo, e Politiker soll Visiounen hunn, awer realisierbar Visiounen, soss ginn et Utopien. Am Kino kann een Utopie kucken, mä net an der Politik.

Den Norbert Lammert, fréiere President vun däitsche Bundestag, huet gesot: „Es kommt nicht darauf an, die Zukunft vorzusagen, sondern darauf, auf die Zukunft vorbereitet zu sein.“ Doru gitt Der gemooss, Här Premier.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gloden.

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëilt, wéi et sech gehéiert, och ufänken, andeem ech dës Regierung an deene Parteien, déi elo d'Regierung stäipen, feliciteiere fir hirt Wahleresultat. Dat gehéiert sech esou an et ass, wann een lech Gléck wënscht op Ärem Wee, am Interesse vum Land, datt Der dat, wat Der lech virgeholl hutt, a wa méiglech dat, wat Der vun eis iwwerhuel, kënt gutt duerchféieren.

Et ass allerdéngs, wann Der mer déi Bemierkung erlaabt, net Äre Verdéngscht, op jidde Fall net eleng, datt dës Regierung ka virugeféiert ginn. Et ass zu engem groussen Deel, a mengen Aen, engem taktische Feeler vun der CSV ze verdanken, datt d'Regierung haut dosëtz, ...

#### (Brouhaha)

... well d'Regierung huet kënnen eng kleng Majoritéit kréien, well d'CSV eng Alternativ zu Gambia net wollt proposieren, näamlech eng Koalition CSV/ADR, déi an eisen Ae vill Wieler interesséiert hätt. An och déi Rieden, déi d'CSV de Moien oder de Mëtteg hei gehalen huet, weisen, datt vill vun hirem Programm mat eis méiglech gewiescht wär.

Wann also hei an der CSV en déiwe Regret besteet iwwert deen Zoustand, dee mer haut hei hunn, näamlech eng Bettel-II-Regierung oder eng Gambia-II-Regierung, wéi och ëmmer,



dann ass dat awer och engem taktesche Feeler vun hinne selwer zouzerechnen.

Ech wëll och aus aktuelle Grënn vläicht soen, datt de Stil-Ufank vun dëser Regierung net ganz glécklech war. An ech kommen op dat zréck, wat vläicht den Här Vizepremier Schneider mat sengem Tëscheruff „Känguru“ schonn ageleet huet, mä ech ginn dorobber an. Ech ginn dorobber an.

Et ass a mengen Ae wichteg, datt eng Regierung e virbildleche Stil mam Parlament a mat den Deputéierte flegt. Dir léiert et, wann Der et net wësst. Dir léiert et, well Der nëmmen 31 Deputéiert hutt an doduerch op jidder Einzelnen an Ären eegene Fraktiounen ugewise sidd, wat ganz wichteg ass. Dir léiert et awer och doduerch oder Dir musst et doduerch observéieren, datt d'Parlament d'Regierung kontrolléiert, wat e Fundament vun eiser Demokratie ass.

Et kann net sinn, datt e Minister op eng parlamentaresch Fro net äntwert, och wann de Minister eng parlamentaresch Fro net gutt fënn, net opportun fënn, wenn e sech dru stéiert. Dat ka kee Grond sinn, fir eng parlamentaresch Fro net ze beäntwerten, well wéi einfach ass et, enger enger reeller oder och nëmmen enger virgetäuschter moralescher Empörung eng parlamentaresch Fro net ze beäntwerten, fir enger Äntwert aus dem Wee ze goen.

Mir dierfen net op de Wee goen, ze toleréieren, datt eng Äntwert evitéiert gëtt. An duerfir stellen ech déi Froen och nach eng Kéier. Ech reche se nach eng Kéier an, déi, déi net kloer beäntwert goufen. Punkt fir Punkt muss d'Regierung äntwerten. Si ka soen: „Dat wëlle mir net, dat gesi mir anescht“, awer si ka sech net pseudomoralesch der Äntwert entzéien. Dat ass net demokratesch. Et ass eng Fro vu politescher Kultur, fir sech der Kontroll vum Parlament ze stellen. A mir wäerten net dorobber verzichten.

Am Fong, ech wëll mech och net der Diskussioun iwwert de Fong vun dëser Fro entzéien. Mir sinn hei am Häerz vun der Politik, zum Deel am Häerz vun der neier Verfassung. Zwou Froen hu jo anscheinend d'Madamm Minister Cahen, déi och hei ass, duerfir dierf ech se och direkt uschwätzen, besonnesch gestéiert.

Déi éischt Fro betrëfft - an dat ass eng Saach, déi den Här Meisch direkt concernéiert -: Wien ass responsabel, wien ass zoustänneg, wien huet d'Recht, d'Sexualerzëiung vun de Kanner ze steieren? Sinn et d'Elteren oder ass et de Stat?

► **Une voix.** - Dir kënnt viruschwätzen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech schwätze vun där Fro vun der „Känguru“-Diskussioun.

#### (Interruptions)

Éischt Fro. Ech mengen, et war an der Press, RTL huet et gefeiert. Dir misst et wëssen, Här Engel.

#### (Brouhaha)

Déi éischt Fro ass also: Wien huet d'Recht, d'Erzëiung vun de Kanner ze steieren, d'Elteren oder de Stat? Den Artikel 18 vun der Kannerrechtskonvention beäntwert déi Fro. Do steet, d'Responsabilité première läit bei den Elteren, fir dat ze maachen. Duerfir ass et an eisen Ae ganz kloer, datt de Stat muss d'Eltere konsultéieren, datt d'Elteren decidéieren, wat fir hir Kanner altersgerecht ass, wat si hinne wëllen a wéi engem Alter zougueden, bäibréngen, wéi och ëmmer. De Stat dierf sech net substituieren. An et gëtt hei am Land e Plang, deen opgestallt ginn ass iwwert d'Sexualerzëiung, iwwert d'Rechter vun deenen engen oder aneren, deen eigentlech d'Rechter vun den Elteren iwwerhaapt emol net ernimmt.

Et muss een och wëssen, datt e Risiko besteet an der Pädagogik, zemoos an der Schoul. Et ass en allgemenge Prinzip vun der Pädagogik, datt et en Indoktrinativverbuert géintwärt de Kanner gëtt, och an der politescher Erzëiung zum Beispill. En Zentrum fir politesche Bildung huet sech och dorunner ze halen, datt eng Indoktrinativverbuert vun de Kanner net dierf virkommen, an dat géllt och am Beräich vun der Sexualerzëiung, sowäit d'Schoul iwwerhaapt kann derfir zoustänneg sinn.

Mir betounen op jidde Fall d'Recht vun den Elteren a mir sinn do op sécherem juristeschem Grond, eben duerch d'Kannerrechtskonvention.

Dat Zweet ass déi Fro vun der natierlecher Famill. Dat betrëfft net d'Adoptiounen, dat betrëfft net eng Procréation médicalement assistée bei Leit, déi eben Onfruchtbarkeetsproblemer an hirer Koppel hunn. Et ass net dat

d'Fro. Déi Fro geet vill méi wäit. Et ass eng ethesch Fro. Et ass eng Fro, ob d'Medezinn alles dierf maachen, wat se haut ka maachen. D'Procréation medezinn notament, dierf déi alles, wat méiglech ass? An dat ass ganz schwierig, well mir hunn hei zu Lëtzebuerg elo eng Debatt, déi hiegt an eist Land eenzegarteg mécht, net duerch de gratis öffentliche Transport, wat den Här Statsminister jo ënnerstrach huet, datt dat och international remarkéiert ginn ass, oder duerch d'Liberaliséierung vum Cannabis.

Hei ass en drëtten Punkt, iwwert deen net geschwat gëtt, deen eis awer och international praktesch isoléiert, dat ass, datt mer praktesch e Recht op e Kand aféieren. Bis elo ass et eng Saach an eiser westlecher Zivilisatioun, ondiskutéiert, datt d'Kand d'Rechter huet, awer net iergendeen Erwuessene ka soen: Ech hunn d'Recht op e Kand.

E Mënsch ass keen Objet de commerce! E Mënsch ass keng Saach, déi handelbar ass. An hei si mer am Häerz vun där Diskussioun. Den Artikel 38 vun där neier Verfassung, déi hei proposéiert gëtt a vun der CSV gedroe gëtt, deen huet en Artikel, dee seet: De Stat soll d'Recht vun all Mënsch ënnerstëtzen, fir dierfen eng Famill ze grënnen. Iwwersat heescht dat, Kanner ze hunn. An am Exposé des motifs vun där Verfassung, déi elo proposéiert ass, steet: Fir wie géllt dat? Dat muss mer kucken. D'Juridictionne sollen dann evolutiv suivéieren, wéi dat ass. Mä dat Filiationsgesetz, wat dës Regierung schonn an der leschter Legislaturperiod virgeschloen huet an och elo ...

Dach. Jo, Dir hutt Ären eegene Projet, Här Braz, awer mat Äre Modifikatiounen virbruecht, a mir hunn deen hei an der Chamber diskutéiert.

► **M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre.** - Här Kartheiser, Dir wollt, dass mer d'Saache korrekt soen, da bleift och korrekt! Dee Projet de loi ass vun der Regierung virbruecht ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Braz, ënnerbriecht mech wannechgelift net! Wann Der eng Fro hutt, da frot! Här Braz, wann Der eng Fro hutt ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Kartheiser, sidd Der d'accord ...

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre.** - Dierf ech dem Här Kartheiser dann eng Fro stellen?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Kartheiser, sidd Der d'accord, datt den Här Braz lech eng Fro stellt?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President, ech sinn d'accord, datt den Här Braz mer eng Fro stellt.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Hutt Der Angscht, d'Wourecht ze héieren?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo.

#### (Exclamations)

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - ... mä esou net!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Braz huet d'Wuert!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Den Här Braz huet d'Wuert.

#### (Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Minister huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre.** - Ech wollt just präziséieren, deen ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir wäert eis och elo nach wëllen hei virschreien, wat mer solle soen!?

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Jo, esou wäerte mer sinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, esou sidd Der!

#### (Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.** - Schwätzt zum Ordre du jour!

► **M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre.** - Ech wollt just präziséieren un d'Adress vum Här Kartheiser, ...

#### (Interruptions diverses)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Entschëllegt, Dir Hären, Ech verstinn Ären eegene Minister net, wann Der dertéischschwätzt. Also wannechgelift, loosst den Här Braz schwätzen!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Also et wier gutt, wann et ganz roueg wier, da kéinte mer en éierbaren Dialog féieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Voilà!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Braz, Dir an Dir eleng hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre.** - Ech wollt just präziséieren un d'Adress vum Här Kartheiser, dass dee Projet de loi scho vun där Regierung vun 2009 bis 2013 deposéiert ginn ass an dass mer op Basis vun deem Text an der leschter Legislatur d'Diskussiounen an der deemoleger Commission juridique weidergefuert hunn an engem ganz breede Konsens, Är Partei ausgeklemmt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, dat ass esou, do hutt Der u sech confirméiert, wat ech gesot hunn. Mir haten an der leschter Legislaturperiod eng Diskussioun dorwärt. Déi Ännerunge gi vun Ärer Regierung ënnerstëtzt, an déi Diskussiounen ginn ebe virun. Mä dat ass elo keen neit Element.

Mä wat ech wollt soen: Den Artikel 38 vun der Verfassung ass also esou formuléiert, datt een doraus kéint e Recht op e Kand ofleeden, an dat Filiationsgesetz, wat an der Diskussioun ass, schéngt dat ze bekräftegen.

An dat ass eng mënschlech Tragedie; losse mer et dach emol esou gesinn, wéi et ass! Well wat ass do proposéiert? Do ass d'Méiglechkeet vun enger Procréation médicalement assistée post mortem proposéiert, dat heescht, datt nom Doud vum Papp nach mat sengem genesche Material ka bewosst e Weesekand produziéiert ginn. Dat ass fir dat Kand ganz schlëmm, well et säi Papp nimools a sengem Liewe ka kenneléieren.

Dat Zweet, wat da proposéiert ass, dat ass eng PMA exogène, dat heescht, mat engem Tiers donneur, fir Koppelen - normalerweis sinn dat lesbesch Koppelen -, wou dann en Tiers donneur kënnt, fir eben e Kand ze hunn, mä e Kand, wat privéiert ass vu sengem Papp. An dee Message, deen domadder un d'Männer an un d'Pappe geet, ass deen: Dir sidd net néideg an der Evolutioun vun engem Kand! An dat Kand huet a sengem Liewen normalerweis ni eng Chance, säi Papp kennelzéieren. Heiansdo weess et emol net, wie säi Papp ass.

An dat Drëtt ass, datt iwwer en Ëmwee d'GPA erméiglecht gëtt, also eng „gestation pour autrui“, eng „Leihmutterchaft“, soudatt also am Ausland kann e Kand iwwer eng Leihmutterchaft bestallt ginn, dat dann heihinnerkënn. Dat ass erëm eng aner Méiglechkeet. Do ass de Message un d'Mammen - well dat ass ganz dacks fir homosexuell männlech Koppelen -, do ass dann de Message un d'Mammen: Dir sidd net wichteg fir d'Entwécklung vum Kand! An un d'Fraen allgemeng, datt et haut méiglech gëtt - eng konzeptuell Onméiglechkeet fir eis -, fir eng Fra als „Gebärmarschinn“ ze engagéieren, mat allem, wat dat un Exploitatioun an en emotionalen Dramata fir déi Damm, déi do betraff ass, bedeit.

An et ass esou, datt dat mënschlecht Leed, dat duerch déi doten Techniken erméiglecht gëtt, erbäigefuert gëtt, politesch erbäigefuert gëtt, wat dokumentéiert ass. Et sinn zum Beispill elo Kanner, déi opgewuess sinn als Produkter vun engem onbekannte Papp, vun engem Tiers donneur, déi Temoignagé publizéieren, wat dat fir e Leed ass. A mir wieren eis als ADR, fir ze soen: Alles, wat medezinesch méiglech ass, muss gemaach ginn! Mir soen: Et gëtt kee Recht op e Kand! Et gëtt d'Rechter vun Kand. An dat ass eis Positioun, déi mer vehement verdeedegen. Et ass eng moralesch Positioun. Et huet näischt mat Diskriminatioun ze dinn, et huet mat engem engagierten Antriede fir d'Rechter vum Kand ze dinn. An dat ass eigentlech d'Linn vun eiser Politik.

Mir kucken och, wann ech scho bei der Famill sinn, ganz no, wat Der maacht am Steierberäich, well et ass e bëssen d'Tendenz, mengen ech, an deem Regierungsprogramm do, fir d'Famill och steierlech ofzeschaffen. Well wann de Splitting net méi méiglech ass, ass eben d'Fro: Wéi ee Familljemodell kann d'Famill iwwerhaapt steierlech nach iwwerliewen? Mir kucken dat ganz genee. Dat ass och ee Gedanken, dee vun der CSV virduen ugeschwat ginn ass: Wat ge-

schitt mat de Familljen an där Steierreform?

Och ass d'Tendenz vun dëser Regierung, fir do weiderzemaachen, wou se war mat de Crëchen an esou weider. An dat ass eng Kritik, déi mir ëmmer erëm formuléiert hunn. Mir hunn näischt dergéint, wann Elteren zu zwee wëlle schaffe goen, datt déi dann optimal Bedéngungen hunn, fir hir Kanner kënnen versueren ze loosse an där Zäit, wou se dat wëllen, wou et néideg ass. Mä mir hätten och gär, an dat soe mir och konsequent, datt Elteren, déi fir sech en anere Liewens-, en anere Familljemodell wëlle wäilen, weder steierlech nach infrastrukturell oder soss benodelegt ginn, mä datt dat e Modell ass, deen de Stat och soll ënnerstëtzen. Dat ass och eng Saach vu Fräiheet, dat ass eng Saach vu Choix, an dee Choix wëlle mir de Famillje loosse.

Am Ufank vun dëser Debatt hat ech gesot, déi nei Verfassung, den Artikel 38, ka jo esou gelies ginn, datt ee Recht op ee Kand opgeet. An dat ënnerstëtzt eise Standpunkt och iwwert déi nei Verfassung. Mir sinn net derfir, datt einfach dee Gesamtpak, deen ausgehandelt gëtt, de Leit virgeluecht gëtt. Et steet och nach an Ärem Koalitionsprogramm, d'Leit solle konsultéiert ginn. Mä dee Pak ass jo fäerdeg, wéi solle se da konsultéiert ginn? Dat ass jo eng huel Floskel.

Et ass ze fäerten, datt mer hei erëm an en eesäitege Propagandaexercice erakommen, wéi et beim Referendum 2015 geschitt ass. Dat ass de Risiko, datt et keng Debatt gëtt, mä en Endoctrinéierungsversuch. Mä déi Dispositioun zum Beispill iwwert d'Famill ënnermauert d'Richtigkeet vun ADR-Argument, dat seet: Et ass besser, mir loosse enzel Dispositiounen ofstëmmen. Vläch sinn d'Leit mat der Dispositioun x d'accord a si si vläch net mat enger anerer Dispositioun d'accord. Mä dann, wann d'Leit net d'accord sinn, soll dat och net an eng nei Constitutioun erakommen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Kartheiser, sidd Der d'accord, datt den Här Bodry lech eng Fro stellt?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et ass fir mech eng Eier, dem Här Bodry nozelauschteren.

► **Une voix.** - Ulala!

#### (Hilarité)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci, Här Kartheiser. Ech kucken dann, där Eier do gerecht ze ginn. Dir schéngt lech jo ze steieren un där Dispositioun, déi mir am Verfassungsprojet dran hunn, dass jiddwereen e Recht huet, eng Famill ze grënnen. Wësst Der, wou deen Text hierkënn?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also mir si jo hei net an enger Quizveranstaltung!

#### (Hilarité)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Neen. Ech hu jo missen eng Fro stellen, soss hätt ech d'Wuert net krit.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wat ass de Sënn vun Ärer Fro?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dofir hunn ech lech eng Chance ginn, d'Äntwert ze ginn.

#### (Hilarité)

Wann Der näamlech eng Interventioun maacht iwwer esou e Sujet, e grave Sujet, da musst Der vläch och kucken: Wou kënnt dann eigentlech déi ganz Dispositioun hier? Dat ass textuell d'Dispositioun aus der Charte européenne des droits de l'homme.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, dat ass Är Behauptung, Här Bodry.

► **Une voix.** - Dat ass richtig.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, et ass gutt. Also wësst Der, an där Zäit, déi mir elo bleift, wëll ech kee Cours de droit maachen. Mä ech hunn eppes dergéint, datt enzel Dispositiounen aus Konventionen zitéiert ginn oui de Kontext. Et ass zum Beispill esou, datt den Här Meisch seet, mir missten d'Mënsche-rechtsdeklaratioun an de Schoulen ausdeelen, och opgrond vun deem, wat ech e gefrot hunn. Mä da soen ech: Här Meisch, da maacht awer och d'Schüler drop opmierksam, datt do zum Beispill en Artikel 3 drasteet, wou d'Recht vum Liewe betount gëtt, an net nëmmen d'Diskriminativverbuert!

An dann ass et nach d'Fro: Deen Abléck, wou déi Konventioun geschriwwen ginn ass, wat huet een dann do ënnert deem Diskrimina-



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter







## Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

## Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

## Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

## Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

## Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

## Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

tionsverbuet verstanen, wat haut invoquéiert gëtt? Eppes anescht wéi dat, wat haut gemaach gëtt.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Dir lenkt elo vum Sujet of.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Neen, ech lenke vu kengem Sujet of.

**(Brouhaha)**

Ech maachen hei de Punkt, datt eng partiell Situatioun vun engem internationalen Instrument irféierend ass an ech loosse mech net an eng irtümlech oder an eng irféierend Diskussioun era weinst enger partieller Zitatioun, déi aus dem Kontext gerappt ass. Dat ass meng Antwort, déi ech lech ginn. Dat ass déi Antwort, déi ech lech ginn.

Mä ech kommen an där Zäit, déi ech elo nach hunn, mat e puer Wuert op d'Baussepolitik ze schwätzen.

Et ass schued, datt den Här Asselborn net do ass, well dat éischt Element, wat ech him wëll soen, ier mer op de Fong vun der Saach ginn - mä ech sinn iwwerzeegt, datt d'Regierung kann déi Kommentare viruleeden -, ass: Dat ass eng Fro vu Stil, elo zum Beispill och viru Kuerzem. Mir hunn eis dacks dru gestouss, datt den Här Asselborn ganz offensiv Positiounen an Europa vertrueden huet, wat an eisen Ae fir e klengt Land net opportun ass.

En huet dat och viru Kuerzem gemaach mat der Republik Eisträich. Ech weess net méi genau, wéi eng Wierder hie gewielt hat, mä se waren net elogiéis. Et muss ee wëssen, datt mer net nëmmen extrem enk historesch Bezéiunge mat Eisträich hunn, mä datt iwwer dausend Lëtzebuenger Studenten do sinn, déi en Traitement de faveur vun der Republik Eisträich kréien, wou also d'Eisträicher gekämpft hunn derfir - d'Eisträicher! -, datt d'Lëtzebuenger do kënnen ënnert dem éisträichesche Medezinquota studéieren. Dat heescht, eng Regierung, déi och nach en immense Kampf fir eis eege Studente geféiert huet, gi mir an der Baussepolitik gratis, ouni Grond, einfach kritiséieren. Dat ass keng Diplomatie! Et ass einfach falsch, esou ze handelen. An ech riichten nach eng Kéier als ADR den Opruff un d'Regierung, eng Diplomatie ze féieren, déi deen Numm och verdéngt.

Et ass och ganz verwonnerlech, fir ze gesinn, wat do eigentlech an deem Regierungssaccord iwwert d'Baussepolitik drasteet: Decisiounen iwwert d'Politik par majorité qualifiée. Mir ginn eis also u sech an d'Hänn vun Däitschland a Frankräich an Zäiten, wou Europa amgaangen ass - vläicht ass den Ausdrack „ausernezebriechen“ ze vill staark -, mä an héchstem Mooss instabil ze sinn, wou immens grouss Clivagen an der Europäescher Unioun bestinn, wou ee grouss Land schon erausgeet an anerer vläicht dorunner denken, da gi mir an Zäite vun héchster Instabilitéit hin a mir soen, d'Baussepolitik an d'Sécherheetspolitik sollen an Zukunft mat Majoritéiten decidéiert ginn. Dat ass kuerzsiichteg.

Dat ass kuerzsiichteg. Kuckt, wat a Frankräich lass ass! Kuckt, datt Däitschland politesch net méi esou stabil ass wéi viru e puer Joer! Wie seet lech, datt an zéng Joer an deene Länner Regierunge setzen, wou Dir d'accord wäert, fir par majorité qualifiée vun deene praktesch matregéiert ze ginn? Et ass kuerzsiichteg, et ass net am Interessu vum Land, esou eng Politik ze maachen. Genausou, wéi Dispositiounen an deem Koalitiounsaccord stinn, déi dem Maastrichter Vertrag géintwäert (veuillez lire: entgéintlafen). Eng Transferunioun ass verbueden, mä Dir sot, et soll méi eng gerecht Verdeelung vun de Richessen an Europa geschéien.

De Moien ass hei gesot ginn, mir sollten eng europäesch Aarbechtsloseversécherung envisa-

gieren. Alles dat sinn Transfermoosnamen an Europa, déi u sech net am Maastricht-Vertrag virgesi sinn, jo souguer verbuede sinn. Dofir, déi Europapolitik, déi Dir hutt, berout net op dem Interessu vum Land a si berout och net op der Vernunft. Et ass kee Wonner, datt den Här Finanzminister, obscho mer d'Finanze vum Stat elo net genee kennen, u sech schon d'accord war, fir den europäesche Budget massiv méi ze ënnerstetzen, zum Deel, fir den engleschen Depart auszegläichen - 200 Milliounen Euro méi am Joer waren ugeduecht -, an datt Lëtzebuerg prinzipiell och d'accord ass, fir Ressourcen propres, dat heescht, europäesch Steuern ze autoriséieren. A gläichzäitig steet am Koalitiounsaccord, datt d'Regierung sech géif inquietéieren iwwert déi grouss Militarisierung am europäesche Budget. Engersäits sot Der, den europäesche Budget ass ze vill militäresch, anerersäits wëllt Der méi Suen do drastiechen.

Bei der Integratioun wëll ech just ervirsträchen, datt Der zwar sot, et solle méi Sproochecoursen offréiert ginn. Et steet awer net am Koalitiounsprogramm, datt méi Coursen op Lëtzebuergesch mussen offréiert ginn, méi Coursen, fir Lëtzebuergesch ze léieren. An dat ass jo awer eng komesch Integratioun op Lëtzebuergesch, wann d'Regierung engersäits an de Sonndesriede seet: „Lëtzebuergesch ass d'Integratiounssprooch am Land“, am Kapitel iwwert d'Integratioun datt awer net ernimmt gëtt.

Ech wëll nach vläicht ofschléissen, well et ass net méi ganz vill Zäit, fir e puer Wuert iwwert d'Schoul ze soen. D'Schoul ass eng vun deene gréissten Erausforderungen, déi mer an deem Land hunn. Et ass eis Zukunft vun der Gesellschaft, a fir all einzelne jonke Mënsch natierlech déi Méiglechkeet, fir sech herno optimal weiderzuentwéckelen, souwuel wat seng Bildung wéi och seng beruflech Perspektiven ugeet.

Mä mir stelle fest, datt déi Bildungspolitik, déi des Regierung hei plangt, eng ganz Rei Nodeeler huet. Dat éischt ass, datt d'Schüler weider auserneegerappt ginn, datt d'Zuel vun deenen internationale Filière soll klammen an datt ëmmer méi Méiglechkeete sollen offréiert ginn, fir net duerch eng traditionell Lëtzebuergesch Schoul ze goen, datt also d'Integratiounsleeschtung vun der Schoul weider geschwächt gëtt.

An dat Zweet, wat mir ëmmer kritiséieren als ADR, dat ass den Nivellement vers le bas an de Schoulen. An och dee geet viru, well am Regierungsprogramm steet, et soll een d'Schüler net demotivéieren duerch eng negativ Kultur vun dem Feeler. Dat heescht, u sech soll de Feeler net méi korrigéiert, net méi bestrooft, net méi erwänt ginn, well dat jo dann alles negativ ass. Mä wéi wëllt e Mënsch eppes léieren, wann em seng Feeler net gewise ginn, net erkläert ginn? Et ass bal d'Grondkonditioun vum Léieren, fir datt ee ka seng Feeler erkennen. An et ass falsch, fir ze soen, et soll een net dorobber opmierksam gemaach ginn.

An der Kulturpolitik, do hu mer d'Ëmsetzung vum Kulturentwécklungsplang. Mir hunn deen als ADR kritiséiert, en ass bürokratesch. Et soll e Kommissär fir d'Kultur agesat ginn. A wat eis viru allem stéiert, an ech menge mat Recht, dat ass, datt zwar vill iwwert d'Kultur hei am Land geschwat gëtt, mä datt déi Begrëfflechkeet vun der Lëtzebuerg Kultur als solch net erwünscht ass. Déi steet net dran. Dat ass dach komesch, verwonnerlech, datt et eng Regierung gëtt, déi eigentlech de Begrëff vun der Lëtzebuerg Kultur guer net an hirem Regierungsprogramm huet. Ass dat eppes, wat net féderungswürdeg ass, Lëtzebuergesch Schréftsteller aus der Vergaangenheet, de Lëtzebuerg Patrimoine, wat weess ech? Mir hate schon iwwert de Kulturentwécklungsplang hei geschwat. Mä mir bleiwen als ADR der Mee-

nung, datt déi Lëtzebuerg Kultur onheemlech räich ass an datt se wäertvoll ass an datt et och eng Verantwortung vun eis ass, se ze fleegen an un déi nächst Generatiounen viruzeginn. A mir erwaarden, datt eng Lëtzebuerg Regierung - net exklusiv, awer viru allem - déi Lëtzebuerg Kultur fleegt a virugëtt.

Den Här Bausch huet elo déi Ressorte vun der Verdeedegung a vun der bannenzeger Sécherheet iwwerholl, méi khaki wéi gréng, mä dat si Faarfnuancen, do komme mer dann dorobber zréck.

Mä op jidde Fall huet et eis gewonnert, fir am Regierungsprogramm ze liesen, datt e Pôle gouvernemental aérien soll geschafe ginn. An d'Fro, déi ech un d'Regierung wëll stellen, ass: Wat heescht dat genee? Wëllt Der Regierungsfligere kafen, fir domadder op d'Klimakonferenzen ze fléien? Dat ass eng Fro, déi mer eis gestallt hunn. Geet e Linnefliger net duer? Et ass eng Fro, déi mer ...

► **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*.- Mir hunn Helikoptere bestallt, an déi mussen ...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ech mengen, den Här Schneider wëllt eng Fro stellen.

► **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*.- Neen, ech wollt lech just eng Antwort ginn.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ech héieren. Da frot, ob Der ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Schneider, den Här Kartheiser ass d'accord, datt Der ...

► **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*.- Ech wëll den Här Kartheiser just drun erënneren, dass mer Helikoptere bestallt hunn an dass déi jo och iergendwou mussen um Findel stoen. An dat ass domadder gemengt.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ass dat gemengt mam Pôle gouvernemental aérien? Eng Parkplaz fir d'Helikopteren? Okay. On prend note. On prend note.

**(Interruption)**

Gutt. Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Schneider, fir déi Präzisioun.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- An déi nächst Fro, déi ech awer dem Här Bausch wëll stellen, vläicht ass en anere Member vun der Regierung, dee kann dorop äntworten: Do ass en Interview, deen den Här Bausch elo ginn huet iwwert d'Méiglechkeeten, fir auslännesch Polizisten an der Police opzehuelen.

Normalerweis ass d'Force publique e Pouvoir régalié vum Stat wéi d'Diplomatie, dat heescht, dat si Plazen, déi den nationale Ressortissanten, wann et Kadere sinn, virbehale sinn. An den Här Bausch huet an deem Interview geschriwwen, datt ee kéint envisagéieren, auslännesch Polizisten ze engagéieren „avec des éléments de connaissance du luxembourgais“, mengen ech; ech hunn den Text elo net hei.

Dat heescht, d'Fro wär, an ech mengen, den Här Bettel oder och den Här Bausch, wann e kéint, kënnen dat vläicht herno beäntworten: Wat ass dat fir eng Iddi? Wivill Lëtzebuergesch missten déi auslännesch Polizisten da kënnen? A wéi seriö ass et der Regierung mat där Iwwerleeung? Et wär iwwerregens an der Force publique allgemeng interessant - zemoos fir de Rekrutement bei der Arméi ze verbessern -, fir erëm besser Carrièreperspektive fir d'Zaldoten ze schafen.

Mir hunn elo an de leschten Deeg gesinn, datt Distributiounsproblemer bei der Post existéieren. An ech denken dacks mat Nostalgie un déi Zäit zréck, wou déi Leit, déi vum Härebiere komm sinn, konnten eng Carrière als Brëifdréier bei der Post kréien. Dat war gutt. Dat war effikass. Dat huet deenen, déi sech do dräi Joer fräiwëlleg an d'Arméi gemellt hunn, fir eise Land ze déngen, eng gutt Carrière offréiert.

An deen aktuelle System, dee schéngt qualitativ net un dat erunzekommen, wat mer fréier haten. Dofir, firwat net drun denken, fir d'Brëifdréier erëm iwwert d'Arméi ze rekrutéieren?

Et ass fir d'ADR ganz kloer, datt mer an eiser ganzer Politik wäerten oppassen, datt mer net nëmmen den Ëmweltschutz als Ekologie wäerte bedriewen, wat ganz wichteg ass, mä datt mer och an all eisen Aktiounen eng Ekologie vum Mënsch matbetreuechten. An dat ass dat, wat ech virdru gesot hat, zum Beispill an der Reproduktiounsmedezinn. Et ass och a villen anere Beräicher, wou mer einfach kucken, wéi de Mënsch dosteet an der Gesellschaft. An et ass eigentlech dat, wat fir eis dat Wichtigst ass. Et ass wichteg, datt deen Einzelnen an eiser Gesellschaft a senger Gesamtheit respektéiert

gëtt. Et ass fir eis awer och wichteg, datt Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerg allgemeng, an eiser Kultur, an eiser Sprooch, vun dëser Regierung respektéiert sinn. A mir wäerten eis derfir asetzen, datt dat esou bleift.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

Domadder wiere mer um Enn vun der Lëscht vun deenen ageschriwwene Riedner. An als Nächstes hält den Här Premierminister am Numm vun der Regierung Stellung. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Villmools Merci, Här President. Ech wëll och all de Vertieder Merci soen, déi haut d'Wuert ergraff hunn. Ech hunn och eng grouss Bereitschaft hei fonnt, fir konstruktiv matzeschaffen déi nächst fënnef Joer. An ech muss lech soen, dass dat mech selbstverständlech erfreet.

Dass mer aner Point-de-vuen hunn, ass eng Tatsaach. Dat steet fest. Ech mengen, mir si jo och mat verschiddene Wahlprogrammer an d'Wahle gaangen. Mir hunn e Resultat kritt, dat dat ass, wat ass. Ech mengen, jiddwereen huet hei seng Wahlanalyse gemaach, wéi e se wollt gesinn, ob dat e gutt oder e schlecht Resultat fir seng Partei war. Tatsächlech hu mer hei eng Majoritéit vun 31 Sëtzer. Et ass eng knapp Majoritéit, mä et ass eng Majoritéit. An enger Demokratie ass et dat, wat zielt. An ech mengen, wichteg ass, dass och déi nächst fënnef Joer Lëtzebuerg mat enger Majoritéit fonctionnéiert, an déi Stabilitéit, déi awer och ee vun de Point-forté vun onsem Land ass, déi nächst fënnef Joer wäert zeechnen.

Et sinn eng Rëtsch vu Saachen hei gesot a behaupt ginn. Et ass souwisou de Prinzip, a mir sinn och Demandeur als Regierung, dass mer an deenen nächste Wochen an déi verschidde Kommissiounen kommen, fir iwwert de Koalitiounsaccord an déi verschidde Punkten an den einzelne Kommissiounen kënnen en Echange mat den Deputéierten ze hunn. Ech mengen, dass dat vill méi effikass ass, fir op déi vill Froen ze äntworten an en Echange kënnen ze hunn, ob do nach aner Froe kéinte bestoen.

Den Dialog ass eis wichteg. A just fir lech ze soen, wéi wichteg et ass: Ënnert der Presidentschaft vum Marc Angel hunn ech fir e Méinden d'Bereitschaft erkläert, fir selbstverständlech an d'Commission des Affaires étrangères ze kommen, fir e Rapport ze maachen, wat elo muer an iwwermuer zu Bréissel iwwert de Brexit diskutéiert gëtt. An ech wëll och dem Här Angel do Merci soen, dass mer direkt a Méindeg konnte festhalen, fir dass mer och kënnen kucken, wéi et zu Lëtzebuerg weidergeet.

Wéi gesot, et sinn dräi Motiounen deposéiert ginn.

**Motions**

Dir verstitt, bei där éischter sinn ech e bësse concernéiert. Dofir kann ech lech net soen, wat d'Regierung dovunner hält, wann déi dräi Majoritéitsparteien d'Approbatioun an d'Vertrauen zur Regierung ausschwätzen, mä vläicht depasséiere mer jo och d'Ënnerstetzung vun deenen dräi Majoritéitsparteien heibannen am Sall.

Zur zweeter Motioun: Do géif ech lech proposéieren, déi net zréckzebehalen, well tatsächlech, et sinn Dokumenter ausgeschafft gi vun der Administratioun iwwert d'Faiblesen an d'Risiko fir Lëtzebuerg. Ech mengen, et ass d'Essenz vun enger Responsabilité politique, dass een awer net op der Place publique iwwer Faiblesen oder iwwer Risiken, déi een an engem Land huet, wëllt diskutéieren. Et wier net opportun, wa mer awer iwwert d'Finanzplaz an iwwer verschidde Evolutionen, verschidde Zeenarien, wéi zum Beispill mam Brexit, op der Place publique géifen diskutéieren, wéi déi Repercussiounen kéinte sinn op d'Finances publiques, wann deen een Zeenario oder deen aneren Zeenario kéint sinn.

Mir wäerte jo net Dokumenter wëlle veröffentlechen, wou mer carrement deenen anere soen, wou Schwaachstelle vläicht hei zu Lëtzebuerg kënnen sinn. Mir treffen eis regelméisseg mat der Finanzplaz, eise Finanzminister, fir ebe mat him den Echange och kënnen ze hunn, fir déi Schwaachstellen, déi mer hunn, och kënnen ze behiewen, mä ech géif et net opportun fannen, wa wierklech Dokumenter, wou ebe verschidde Zeenarie stinn, wat kéint antreffen, wann... géifen op der Place publique public gemaach ginn. An dofir géif ech lech proposéieren, déi net zréckzebehalen.





An da fir d'Motioun Nummer 3 wollt ech froen, Här President, wann Der averstane sidd, dass d'Madamm Cahen dann d'Wuert kéint hunn, fir hir Positioun am Numm vun der Regierung hei kënnen ze presentéieren.

► **M. Marco Schank (CSV).**- Den Här Roth, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Roth huet d'Wuert gefrot.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här President. Also, ech muss soen: Mir sinn awer séier erstaunt doriwwer, dass hei d'Regierung wëllt de gewielte Volleksverrieder Dokumenter vir-enthalten. Eng Regierung an eng blo Partei, déi fir Dialog an Transparenz steet! An elo wëllt Dir eis hei Dokumenter verwieren, wat Dokumenter sinn, fir e Risk op d'Finanzplaz Lëtzebuerg anzuschätzen.

Mir sinn der Meenung, dass mer als gewielte Volleksverrieder dorop e Recht hunn. A mir hätten och gär, dass Der hic et nunc hei an der Chamber Stellung huet derzou, firwat Dir der Meenung sidd, dass déi Dokumenter opgrond vun dem Gesetz iwwert d'Transparenz, wat Dir selwer als Statsminister erabruucht hutt, net der Chamber auszehän-ge sinn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Roth. Den Här Wagner huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun vun der CSV et ënnerstëtzen am selwechte Sënn, well mer et awer e bësse bedenklech fannen. An ech mengen, mir hunn och an deem Artikel am „Lëtzebuurger Land“ gelies de leschte Freiden, datt quasi alles transparent ass ausser e gewësenen Deel vun den Notte vun den Aarbechts-gruppe vun de Koalitiounsverhandlungen. An als Volleksverrieder, zemoos déi, déi net an der Majoritéit sinn, also déi, déi do sinn, fir d'Regierung ze kontrolléieren, hu mer net Accès op eng Partie Donnéeën, op déi d'Regierung Accès huet, an iwwer e Sujet, en Domän, deen awer eminent wichteg ass.

An da muss ee sech och d'Fro stellen, wat fir eng Risiken oder wat fir eng Interesse vläicht och derhannert sinn. Et gëtt ëmmer vill vun Transparenz geschwat. A wann et wierklech wichteg ass, wann et ëm wichteg Saache geet, da muss ee se jo grad ëmsetzen. Dofir wäerte mir déi Motioun do ënnerstëtzen.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wagner. Gëtt et nach Wuertmeldungen zur Motioun 2?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Just eng Rei Saachen. Ech wollt eng Proposition maachen, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Wa mer kéinten ... En Dënschdeg ass jo eng Finanzkommissioun, eng Cofibu. Wa mer en Dënschdeg kéinten an der Cofibu e Huis clos hunn, wou mer wierklech kënnen och iwwert dee Punkt diskutéieren, mengen ech, dat wier och am Interêt. An dann huele mer déi Decisioun duerno. Mä ech mengen, dass dat e gudd Kompromëss wier, wou et ëm d'Saach awer geet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Une voix.**- Mir sinn domadder averstanen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ass d'Chamber ...

Den Här Gibéryen huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wollt vun eiser Säit soen, datt mir och géifen déi Motioun do ënnerstëtzen. Den Här Statsminister huet elo eng Proposition gemaach. Ech géif soen, dat wier e gudden Ausgang, en Auswee, fir dohinnerzuekommen, fir datt een dat kéint an der Kommissioun behandelen, awer sous condition, datt d'Piëcen do sinn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Roth huet d'Wuert gefrot.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Also, mir hu gesot, mir wieren op fir Dialog, a mir stinn do derzou. Mir kënnen Är Proposition unhuelen, Här Statsminister, mä mir hätten awer gär, dass d'Piëcen do sinn. A wa verlaangt gëtt, dass déi Sitzung vun der Finanzkommissioun à huis clos ass, hu mir och kee Problem dermat.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Roth. Kënne mer dat à main levée ofstëmme,

fir déi Motioun 2 an d'Kommissioun ze verweisen?

Wien ass domadder d'accord?

► **Plusieurs voix.**- Se ass sans objet.

(*Brouhaha*)

► **Une voix.**- Si ass hifälleg.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo, et ass okay. Da géif ech der Madamm Cahen d'Wuert gi fir d'Motioun.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Mir muss se zrëckzéien.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Zrëckzéien.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, d'CSV-Fraktioun, vu dass mer Satisfaktioun kritt hunn, zumindest partiell, zéie mer eis Motioun zrëck a mir verlaangen net, dass driwwer ofgestëmmt gëtt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

(*La motion n°2 de M. Gilles Roth est retirée.*)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo. Merci villmools, Här Roth. Da géif ech der Madamm Cahen d'Wuert ginn, fir Stellung ze huelen zu der Motioun Nummer 3 iwwert d'Indexatioun vun den Allocations familiales.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, 2006 sinn d'Prestations familiales desindexéiert ginn, fir d'Chèque-servicen anzeféieren, fir d'Prestations en nature anzeféieren. Dat huet elo déi viereg Regierung och weidergefuert mat der Gratuitéit vun der Kannerbetreiung, déi 20 Stonne gratis ass.

An dës Regierung huet decidéiert, weider op dee Wee ze goen, wéi dat 2006 scho vun enger CSV-gefouert Regierung decidéiert ginn ass, nämlech weider an d'Prestations en nature ze investéieren, soudass während de Schoulwochen och d'Maison relais an der Mëttesstonn wäert gratis ginn.

A wann déi Prestations en nature alleguete bis do sinn, dann huet dës Regierung, déi dräi Parteien, sech och am Koalitiounsaccord geeenegt, fir um Enn vun der Legislaturperiod eben, wann d'Gratuitéit vun de Prestations en nature bis do ass, dann nees deen normalen Indexsystem anzeféiere fir d'Prestations familiales.

Ech weisen och drop hin, well haut vill vu Wahlprogrammer geschwat ginn ass, dass dat net am CSV-Wahlprogramm stoung. Dofir sinn ech e bëssen iwwerrascht iwwert d'Motioun. Mä dat ass natierlech Äert gutt Recht. Ech géif op jidde Fall der Chamber proposéieren, déi Motioun hei net unzehuelen.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cahen. Gëtt et nach Wuertmeldungen zur Motioun Nummer 3?

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Baum, wannechgelift.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo, Merci, Här President. Och wann d'CSV dat hei net an hirem Wahlprogramm stoen hat, mir haten et awer drastoent!

(*Hilarité*)

An duerfir wäert Der lech net wonneren, datt mer där heiter Motioun zoustëmme, och wann et do e Sënnswandel gëtt, notament bei der CSV, déi jo mat dorunner bedeelegt war, datt et iwwerhaupt zu dëser Desindexéierung komm ass.

Mir fannen och, datt déi Argumentatioun vun der Madamm Cahen zwar eventuell duerchaus novollzëibar ass, mä awer u sech näischt um Problem ännert, well och wann dann en fin de législature all déi Sachleeschungen do sinn, och da gëtt jo no Ärem Modell d'Indexéierung erëm agefuert. A mer gesinn do guer keen Argument dran, fir dat net elo och schonns ze maachen. An et ass jo och bekannt, datt et eng grouss gewerkschaftlech Fuerderung ass, ee vun deenen zentrale Punkten. A mir mengen, datt et der Regierung ganz gutt zu Gesiicht géif stoen, dat heiten esou unzehuelen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Baum. Den Här Sven Clement huet d'Wuert gefrot.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo, villmools Merci, Här President. Mir als Piraten kënnen dës Motioun esou natierlech och matdroen, well d'Desindexatioun vu Prestation-familialle fir eis ëmmer en Dar am A war. Hei geet Kafkraaft verluer bei ebe grad Leit, déi se dréngend brauchen. Mir waren ëmmer der Meenung, an ech hunn dat virdrun an der Ried och duergeluecht, datt Sozialtransfere besser wäer wéi Sachleeschungen. An deementspreechend wäerte mir dës Motioun matdroen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement. Elo ass et um honorabelen Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Och mir haten et am Wahlprogramm stoen.

(*Hilarité*)

An duerfir ass et selbstverständlech, datt mir déi Motioun hei wäerte stëmme. An ech hoffen, datt eis Kollege vun de Sozialisten, déi hei de Mëtten ee Plädoyer gemaach hu fir Sozialpolitik, iwwer hire Schiet sprangen an déi Motioun dann hei och wäerte matstëmme. Déi Demarche vun der Majoritéit wier eng gutt Saach.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Gibéryen. Den Här Gilles Roth hat nach d'Wuert gefrot.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här President. Déi Decisiounen an der Tripartite goufen 2006 geholl. Dat war eng Situatioun virun enger internationaler Finanz- a Wirtschaftskris. De Finanzminister, dee seet, dass hien d'Finanze vu Lëtzebuerg an d'Rei bruecht huet. A mir sinn der Meenung, dass dann net sollt op de Kanner gespuert ginn an dass och de Famillje sollten déi Suen zeguttkommen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Roth. Sinn nach weider Wuertmeldungen do? Den Här Bodry, wannechgelift.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, vläicht just fir awer kloerzestellen. Hei gëtt net op de Kanner gespuert. Hei gëtt massiv investéiert an deenen nächste Joren a Betreuungsstrukture fir d'Kanner. Dat ass also eng total falsch Ausso, déi grad hei gemaach ginn ass! Et wäerte Milliounen vun Stat investéiert ginn, wéi och schonn eigentlech virdrun, fir dat doten ze maachen. Et kennt derbäi nach d'Gratuitéit, wat d'Maison-relais ugeet, während der Schoulzäit. D'Ganzdagsschoul gëtt also Realitéit.

Et ass also e massiven Invest, deen an deenen nächste Jore wäert gemaach ginn. An duerno geet et iwwer an e System vun der Indexatioun vum Kannergeld, vun de Familljenzoulagen. Et ass dat, op wat mer eis och festgeluecht hunn an der Koalitioun. Dozou sti mer och als Sozialisten, well mer mengen, dass dat doten déi richteg Politik ass.

Ech wonnere mech just, dass déi doten Initiativ vun enger Partei kënn, déi, éischtens, hir Haaptkritik ubruecht hat a gesot huet: „Dës Regierung gëtt ze vill Suen aus.“ An deen éischte Virschlag, dee se mécht, dat ass, fir emol direkt nei Suen, zousätzlech Suen auszeginn. An zweetens mécht se och nach e Virschlag, deen emol net an hirem eegene Wahlprogramm dra war.

Mir gëtt et Angscht, wat nach alles vu Propositionen vun CSV-Säit wäert kommen. Op jidde Fall, hire berüümte Plang fir Lëtzebuerg schéngt net méi ze zielen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bodry. Et si keng weider Wuertmeldung méi do. Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss.

(*Interruptions*)

Jo, ech weess!

Ech soen lech Merci fir Är Diskussionsbäitrag. A mir kommen dann zur Ofstëmmung vun de Motiounen a géifen ...

(*Brouhaha et hilarité*)

E bësse méi lues, Här Roth!

... ufänke mat der Ofstëmmung ...

(*Interruption*)

D'Madamm Polfer huet nach d'Wuert gefrot.

(*Intervention par Mme Lydie Polfer*)

Jo. Okay, Madamm Polfer. Mir kucken derno.

**Motion 1**

Mir kéimen da fir d'Éischt zur Ofstëmmung vun der Vertrauensmotioun, vun der Motioun 1.

Ass de Vote électronique gefrot?

(*Assentiment*)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

**Vote sur la motion 1**

D'Ofstëmmung fänkt un.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Wat fir eng Motioun gëtt zur Ofstëmmung geholl?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Motioun 1, d'Vertrauensmotioun.

► **Plusieurs voix.**- Oui !

(*Brouhaha*)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Fin du vote. An dann de Vote par procuration.

(*Interruptions*)

Also, ech hoffen, datt d'Ofstëmmungsmaschinerie geklappt huet.

Présents : 60. Um Vott hunn 59 Deputéiert participéiert. Vote oui : 33. Vote non : 26.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est adoptée par 33 voix pour et 27 voix contre.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Henri Kox), Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **Une voix.**- Très bien !

► **Une autre voix.**- Eng breet Majoritéit!

► **Une troisième voix.**- Tiptopp!

(*Interruptions diverses*)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Mir missten lech eng Kéier mat op den Tour huelen!

(*Brouhaha général et hilarité*)

**Motion 3**

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 3, d'Motioun iwwert d'Allocations familiales.

**Vote sur la motion 3**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Présents : 60. 58 hunn um Vott participéiert. Vote oui : 27, non : 31.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Déi Motioun ass also ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser ;

M. Sven Clement ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Roberto Traversini), Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Mir sinn domadder um Enn vun der Sëtzung ukomm. D'Sëtzung ass opgehuewen.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).**- D'Affaires maritimes brauchen nach e Minister.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech wënschen lech all e schéinen Owend.

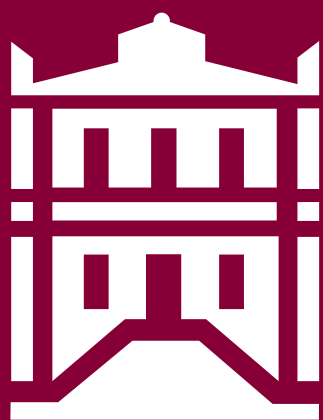
(*La séance publique est levée à 18.08 heures.*)





## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup> 1, 2, 3, 4 et 5

<b>1<sup>re</sup> séance</b>		
Ouverture de la séance publique	p. 1	
Clôture de la session ordinaire 2017-2018 et ouverture de la session ordinaire 2018-2019	p. 1	
Hommage à la mémoire de M. Norbert Konter, Député honoraire	p. 1	
Vérification des pouvoirs	p. 1-3	
Procédure d'assermentation	p. 3	
Discours de M. Gast Gibéryen, Doyen	p. 3-4	
Élection du Bureau et nomination du Secrétaire général	p. 4	
Institution de la Conférence des Présidents	p. 4	
Institution et constitution de deux commissions parlementaires	p. 4	
7384 - Proposition de loi relative au remboursement partiel des frais des campagnes électorales et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003	p. 4	
Élection du Bureau et nomination du Secrétaire général (suite)	p. 4	
<b>2<sup>e</sup> séance</b>		
Ouverture de la séance publique	p. 5	
Ordre du jour	p. 5	
Vérification des pouvoirs	p. 5-6	
Prestation de serment d'élus	p. 6	
Élection du Bureau de la Chambre des Députés et nomination du Secrétaire général	p. 6-7	
Allocution du Président élu		p. 7
Changement de composition de la Conférence des Présidents		p. 7-8
7388 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition des commissions parlementaires et aux pétitions publiques		p. 8
Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes		p. 8
Constitution des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales		p. 8
Nomination du Comité de discipline		p. 8
Octroi d'un titre honorifique		p. 8
Communication du Président		p. 8-9
<b>3<sup>e</sup> séance</b>		
Ouverture de la séance publique		p. 9
Déclaration du Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental		p. 9-12
<b>4<sup>e</sup> séance</b>		
Ouverture de la séance publique		p. 13
Communications		p. 13-15
Débat sur le programme gouvernemental		p. 15-26
<b>5<sup>e</sup> séance</b>		
Ouverture de la séance publique		p. 26
Questions urgentes n° 0087 et n° 0088 de M. Gilles Roth et de M. Léon Gloden relative à la menace terroriste et relative au tireur fugitif après la fusillade de Strasbourg		p. 26-27
Débat sur le programme gouvernemental (suite)		p. 27-40



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

d'Chamber ass op HD

High Definition

Den alen SD-Kanal

vu Chamber TV  
gouf ofgeschalt.

Denkt wannechgelift

drun, op den neien

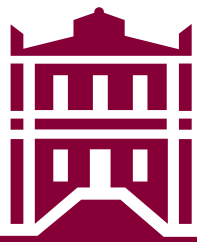
HD-Kanal ëmzeschalten!

d'Chamber online op

[www.chd.lu](http://www.chd.lu)

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





### Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
<b>Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018</b>		
3875	Franz Fayot	Verbalisation de piétons
3895 cf. 3960, 0008 urgente	Léon Gloden	« Space Mining »
3910	Claudine Konsbruck	Cadre légal pour la location d'appartements Airbnb
3952	Martine Hansen, Marco Schank	Zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre
3958	Marc Spautz	Discontinuités de service chez différents prestataires
3960 cf. 3895, 0008 urgente	Laurent Mosar, Claudine Konsbruck	Dépréciations majeures des participations de l'État luxembourgeois à l'entreprise Planetary Resources
3966	Roy Reding	Implantation d'une usine de production de yaourts
3969	Gérard Anzia, Josée Lorsché	Zones d'activités économiques à caractère national
3971	Max Hahn, Claude Lamberty	Excès de vitesse
3973	Diane Adehm, Gilles Roth	Participations de POST Luxembourg
3981	Gérard Anzia	Projet touristique à Weiswampach
3985	Fernand Kartheiser	Vitesse minimale pour véhicules motorisés
3990	Fernand Kartheiser	Piste cyclable du pont Grande-Duchesse Charlotte
3991	Fernand Kartheiser	Accidents mortels contre des arbres
3995	Gusty Graas	Liaison ferroviaire entre l'Europe et la Chine
4003	Gusty Graas	Passage à faune dans le cadre de la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg
4006	Taina Bofferding	« Momo Challenge »
4007	Franz Fayot, Alex Bodry	Incidents liés à la baignade dans le lac de Remerschen
4008	Diane Adehm, Gilles Roth	Digitalisation au niveau du fisc
4019	Claudine Konsbruck	Réaménagement et extension du Lycée technique de Bonnevoie
4023	Martine Hansen, Marco Schank	Station de contrôle technique de Wilwerwiltz
4027	Jean-Marie Halsdorf	Obligations des employeurs en matière de premiers secours
4028	Joëlle Elvinger, André Bauler	Téléphones fixes

4030	Claude Haagen	Nuisances causées par des trains stationnés pendant la nuit près de la gare de Troisvierges
4033	Léon Gloden	Plateforme communautaire Airbnb
4034	David Wagner	Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg
4038	Marc Angel	Droit à l'oubli
4039	Marco Schank	Modification du Syndicat intercommunal pour la création, l'aménagement, la promotion et l'exploitation de zones d'activités économiques sur le territoire des communes de la Nordstad
4042	Georges Engel	Vol de vélos et autres moyens de mobilité peu encombrants non motorisés ou à faible motorisation
4044	Laurent Mosar, Gilles Roth	Droit de préemption
4049	Laurent Mosar	Entreprise Fage International sa
4051	Taina Bofferding, Simone Asselborn-Bintz	Fermeture d'une crèche à Bous
4054	Gusty Graas	Incompatibilité du réseau ferroviaire belge avec les nouvelles infrastructures luxembourgeoises
4055	Martine Hansen	Statistiques sur les élèves fréquentant une classe internationale au sein d'un lycée public ou une école offrant un enseignement européen public
4056	Gilles Baum	Ligne de bus entre la commune de Grevenmacher et le Lënster Lycée Junglinster
4057	Taina Bofferding	Protection des mineurs face aux jeux vidéo
4058	Taina Bofferding	eSport au Luxembourg
4059	David Wagner	Banque climatique
4060	André Bauler	Conférence nationale du tourisme
4061	Jean-Marie Halsdorf	Vaccin contre la grippe

### Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019

0008 urgente cf. 3895, 3960	Laurent Mosar, Diane Adehm	Vente des participations de l'État luxembourgeois dans l'entreprise Planetary Resources
0027 urgente	Laurent Mosar, Diane Adehm	Vente des participations de l'État luxembourgeois dans l'entreprise Planetary Resources
0039 urgente	Fernand Kartheiser	« Special Purpose Vehicle »
0059 urgente	Sven Clement	Proposition de directive sur le droit d'auteur
0077 urgente	Félix Eischen	Structures conventionnées d'éducation et d'accueil
0148 urgente	Octavie Modert	Approche de la tempête Pabuk sur les îles du golfe de Thaïlande

### Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018

**Question 3875** (14.06.2018) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la verbalisation de piétons :

Il me revient d'un article de presse que lors d'un contrôle de police sur l'avenue de la Gare à Luxembourg-ville le mercredi matin, 13 juin 2018 entre 08.15 et 09.00 heures deux piétons se seraient fait appréhender :

« Wie die Polizei am Mittwochnachmittag mitteilt, haben die Beamten zwischen 8.15 und 9.00 Uhr insgesamt 35 Radfahrer und zwei Fußgänger gebührenpflichtig verwarnt. »

[<https://www.wort.lu/de/lokales/polizeinimmt-radfahrerinsvisier5b214f4ac1097cee25b8b234>]

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il m'informer sur quelle base les piétons en question se sont fait appréhender ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peuvent-ils m'informer s'ils estiment que de telles actions sont conciliables avec la promotion de la mobilité douce menée au niveau de la Ville de Luxembourg comme au niveau national ?

**Réponse commune** (20.07.2018) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* :

L'on me rapporte que le Service régional de la Police de la route a, dans ce contexte, effectivement aussi verbalisé sur base du Code de la route des piétons qui ont traversé la rue au feu rouge.

L'objectif de contrôles de la police n'est pas de promouvoir l'un ou l'autre mode de déplacement, mais de veiller au respect du Code de la route, qui comporte des droits et des obligations pour tous les usagers de la route, y inclus

les cyclistes et les piétons. Par ailleurs, le fait de verbaliser le cas échéant des piétons ou des cyclistes se concilie parfaitement avec une politique des transports qui consiste à considérer, à juste titre, la marche à pied et la pratique du vélo comme des modes de transport à part entière.

La véritable promotion de la marche à pied et de la pratique du vélo passe par la mise en place d'infrastructures attractives et sécurisées pour les piétons et les cyclistes. Étant donné que le cycliste et le piéton se déplacent à des vitesses significativement différentes, il s'agit de créer des infrastructures distinctes pour ces deux modes de transport, y inclus aux endroits où leurs flux se croisent. La piste cyclable du réseau national qui longe le tracé du tram sur l'avenue John F. Kennedy, mise en place par l'État en 2017, fait référence en la matière. Afin de maintenir l'itinéraire cyclable communal entre la gare et le plateau du Saint-Esprit une fois que les bus de la Ville de Luxembourg circuleront sur l'assise de la piste cyclable actuelle de la passerelle (« al Bréck »), l'État entamera en 2018 l'élargissement de la passerelle par un porte-à-faux sur lequel les cyclistes et les piétons pourront traverser la vallée de la Pétrusse sur des assises séparées. Pour minimiser l'inconvénient de la fermeture de cette liaison cyclable pendant la phase de chantier d'environ un an, l'Administration des ponts et chaussées a transmis à la Ville de Luxembourg, compétente en la matière, une proposition de déviation cycliste qui passera par la nouvelle passerelle entre les arches du Pont Adolphe, une autre infrastructure cyclable financée à 100 % par l'État. La stratégie nationale pour une mobilité durable MoDu 2.0 publiée en 2018 préconise entre autres que la ville soit rendue aux piétons et que les cyclistes y trouvent leur place. En effet, plutôt que d'accaparer de l'espace public, les piétons et les cyclistes en libèrent : alors qu'un conducteur seul dans une voiture roulant à 20 km/h occupe 36 m<sup>2</sup>

d'espace public, un cycliste se déplaçant à la même vitesse n'en occupe que dix et un piéton marchant à la vitesse typique de 4 km/h a besoin de seulement un mètre carré et demi. S'y ajoutent les économies d'espace liées au stationnement. La mise en place d'infrastructures piétonnes et cyclables de qualité n'est donc non seulement la meilleure façon d'éviter des conflits entre ces deux usagers de l'espace public, c'est aussi une façon particulièrement efficace de créer de la mobilité en milieu urbain. Il faut dans ce contexte sensibiliser les communes quant à leur responsabilité de créer ces infrastructures à l'intérieur des agglomérations.

**Question 3895** (26.06.2018) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le « Space Mining » :

Le 3 février 2016 le Ministre de l'Économie avait annoncé que l'État luxembourgeois investirait, à travers la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), dans la recherche et le développement dans le secteur du « Space Mining ». Il participerait directement dans le capital des entreprises qui s'installeraient au Grand-Duché. À cette fin, le Gouvernement avait débouqué 200 millions d'euros pour soutenir ces entreprises.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer ce qui avait été promis aux entreprises qui ont établi des filiales au Grand-Duché ?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur les montants qui jusqu'à présent ont été versés aux entreprises et le cas échéant dans quelles entreprises ?

**Question 3960** (26.07.2018) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Claudine Konsbruck** (CSV) concernant les **dépréciations majeures des participations de l'État luxembourgeois à l'entreprise Planetary Resources** :

En 2016, Planetary Resources a été présenté comme le fleuron futur de l'industrie spatiale luxembourgeoise. C'est dans cette approche qu'un protocole d'accord entre le Gouvernement luxembourgeois et l'entreprise précitée fut signé en juin 2016. Il s'agissait, d'une part, d'entrer via la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) dans le capital de la société américaine et de procéder, d'autre part, à l'allocation d'aides en matière de recherche et développement à celle-ci.

Or, d'après un article paru récemment sur « reporter.lu », la SNCI a dû procéder à la dépréciation de sa participation dans l'entreprise Planetary Resources. Au lieu d'une valorisation à douze millions d'euros, somme payée par la SNCI pour l'acquisition de 10 % du capital de Planetary Resources Inc., la participation est désormais valorisée à un montant proche de zéro.

Qui plus est, l'activité de la filiale luxembourgeoise de Planetary Resources n'a jamais décollé.

Aucun projet de recherche n'aurait, selon « reporter.lu », été financé par le Ministère de l'Économie.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations contenues dans l'article paru sur « reporter.lu » ?





- L'entrée en capital de Planetary Resources Inc. par la SNCI est-elle compatible avec le profil de risque prudent auquel la SNCI est généralement attachée ?

- L'État luxembourgeois envisage-t-il de sortir du capital de Planetary Resources Inc. ? Dans la négative, quels sont les projets concrets sur lesquels la SNCI mise pour maintenir sa participation dans l'entreprise précitée ?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de plus amples renseignements sur les activités de la filiale luxembourgeoise de Planetary Resources Inc. ? Monsieur le Ministre peut-il exclure que la filiale luxembourgeoise de Planetary Resources Inc. soit prochainement mise en liquidation ?

**Question urgente 0008 (05.11.2018) de M. Laurent Mosar et Mme Diane Adehm (CSV) concernant la vente des participations de l'État luxembourgeois dans l'entreprise Planetary Resources :**

Nous notons d'abord que la question parlementaire n° 3960 du 26 juillet 2018 ayant trait au même sujet est restée sans réponse de la part de Monsieur le Ministre.

Rappelons ensuite qu'en 2016, Planetary Resources a été présentée comme le fleuron futur de l'industrie spatiale luxembourgeoise. C'est dans cette approche qu'un protocole d'accord entre le Gouvernement luxembourgeois et l'entreprise précitée fut signé en juin 2016. Il s'agissait, d'une part, d'entrer via la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) (et une société luxembourgeoise créée à cette occasion, SAAM sàrl) dans le capital de la société américaine et de procéder, d'autre part, à l'allocation d'aides en matière de recherche et développement à celle-ci.

À en croire un article paru dans le « Luxemburger Wort » le 2 novembre 2018, les 10 % de parts détenues par SAAM sàrl dans l'entreprise Planetary Resources auraient été cédées pour un prix symbolique. Rappelons que, d'après nos informations, le coût total de la prise de participation dans l'entreprise précitée était de douze millions d'euros.

S'y ajoute que l'activité de la filiale luxembourgeoise de Planetary Resources n'a jamais décollé non plus. Aucun projet de recherche n'aurait, selon un article paru sur « reporter.lu », été financé par le Ministère de l'Économie.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la cession des parts détenues par SAAM sàrl dans Planetary Resources ?

- L'entrée en capital dans Planetary Resources Inc. par la SNCI était-elle compatible avec le profil de risque prudent auquel la SNCI est généralement attachée ?

- Dans l'affirmative, quand cette vente a-t-elle eu lieu ? Quelles ont été les motivations à la base de cette opération ?

- Toujours dans l'affirmative, à quel prix la cession des parts a-t-elle eu lieu ? Quelle a été la moins-value subie en rapport avec la vente des parts dans Planetary Resources ?

- Quel est l'impact de cette mésaventure sur la réputation du secteur spatial luxembourgeois ?

**Réponse (13.11.2018) de M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :**

Étant donné le chevauchement entre les questions parlementaires n°s 3895, 3960 et 0008, il a été choisi d'y apporter une réponse globale.

Les difficultés financières de Planetary Resources Inc., suite à l'échec de la clôture d'une nouvelle levée de fonds, et les perspectives d'avenir mitigées de la société ont été largement exposées lors d'une conférence de presse du Ministère de l'Économie en date du 10 août 2018. En l'absence de nouveaux financements, la situation financière de Planetary Resources Inc. a depuis continué à se dégrader.

SAAM Luxembourg sàrl n'est plus actionnaire de Planetary Resources Inc. depuis fin octobre 2018. Cette décision résulte, entre autres, d'une analyse du contexte juridique américain particulier et d'une gestion prudente qui entend limiter les expositions potentielles de SAAM Luxembourg sàrl, voire de la SNCI en tant que seul actionnaire de SAAM Luxembourg sàrl. La moins-value réalisée correspond grosso modo à la correction de valeur (de 100 % des sommes investies dans Planetary Resources Inc.) dans les comptes annuels 2017 de SAAM Luxembourg sàrl.

Récemment, Planetary Resources Inc. a annoncé la vente de ses actifs et le départ de personnes clés. Le développement de Planetary Resources au Grand-Duché étant fonction de l'activité et des fonds mis à disposition par la maison mère américaine, la filiale luxembourgeoise n'a pas pu atteindre le niveau d'activité espéré ab initio.

La SNCI est un établissement bancaire de droit public spécialisé dans le financement à moyen et à long terme des entreprises. Le portefeuille de participations de la SNCI est composé en règle générale d'entreprises phares de l'écosystème luxembourgeois (SES, Encevo, Cargolux, Paul Wurth, etc.) ainsi que de fonds d'investissement ciblant des entreprises en phase de démarrage et de croissance.

Au cours des dernières années, la stratégie de prêt et d'investissement de la SNCI s'est diversifiée grâce à plusieurs initiatives visant directement le développement du secteur des nouvelles technologies de communication et l'accompagnement de l'écosystème start-up. Il s'agit par exemple de l'investissement dans le Digital Tech Fund, un fonds d'amorçage destiné au financement de nouvelles entreprises innovantes à caractère technologique dans le secteur des TIC, mais également de la mise en place du Luxembourg Future Fund qui a notamment investi dans la société américaine Spire, spécialisée dans l'exploitation des données des satellites. La SNCI a en outre augmenté sa participation dans l'incubateur Technoport dédié aux start-up technologiques, ceci dans le cadre de la prise de participation de Technoport dans le centre d'innovation Tomorrow Street réalisé en collaboration avec Vodafone.

La rentabilité financière et les retombées positives pour le développement économique du pays sont les deux critères d'investissement cumulatifs de la SNCI et c'est l'ensemble des activités diversifiées de la SNCI qui déterminent son profil de risque prudent. La gestion des participations de la SNCI, y compris celle dans SAAM Luxembourg sàrl, se fait selon le principe de prudence et de manière à mitiger les risques liés aux prises de participation et à contrôler les expositions potentielles.

Les chances de succès des investissements dans des jeunes entreprises très innovantes sont, de par leur nature, limitées par rapport à des investissements dans des entreprises plus matures. Il n'est pas inhabituel que des start-up technologiques et novatrices rencontrent des difficultés financières, voire soient confrontées à un échec. La rentabilité négative de cet investissement n'est donc pas le résultat d'une gestion inadéquate, mais bien la réalisation d'un risque connu et assumé qui accompagnait l'investissement dès le départ.

De manière générale, le changement de paradigme qui s'opère actuellement dans le domaine spatial, souvent appelé le « NewSpace », pousse tout le secteur, y inclus les gouvernements, à considérer de nouvelles voies pour s'adapter et saisir les nouvelles opportunités qui se présentent. Des facteurs comme la diminution des coûts de lancement, la miniaturisation, les avancées technologiques, permettent aujourd'hui à des entrepreneurs du secteur spatial de se lancer dans des projets qui n'étaient pas viables il y a encore quelques années. Cette émergence de nouvelles entreprises visant à développer des activités commerciales, moins dépendantes des marchés institutionnels, nécessite de mettre en place un écosystème adéquat pour stimuler, encourager et soutenir ces développements. À travers sa politique de développement du secteur spatial et en particulier l'initiative « spaceresources.lu », le Luxembourg s'inscrit dans cette mouvance.

La politique de diversification en matière spatiale du Luxembourg prend une perspective de long terme, elle comporte nécessairement certains risques et se base sur une multitude de mesures. L'investissement dans Planetary Resources Inc. s'inscrit dans cette politique nationale qui a permis de positionner le Luxembourg comme un acteur clé dans le domaine du « NewSpace ». La réalisation d'un risque connu dans le cadre du financement d'une start-up du secteur de l'exploration des ressources spatiales ne saurait remettre en doute le potentiel de développement économique du secteur. À noter que depuis le lancement de l'initiative « spaceresources.lu », près de 20 entreprises du secteur spatial se sont implantées au Grand-Duché.

Aujourd'hui, le Luxembourg est un pionnier en Europe à travers les mesures qu'il met en place pour activement soutenir le développement d'un écosystème dédié aux activités spatiales commerciales. Des instruments de financement adéquats ont complété d'autres mesures, telles qu'un environnement juridique et légal et des initiatives destinées à encourager l'innovation et le développement de talents. Ceci a permis à l'écosystème national de se développer favora-

blement et de s'étoffer au cours des dernières années. Bénéficiant d'une visibilité et d'une renommée internationales, le Luxembourg est aujourd'hui une destination de choix pour les industries de haute technologie en général et pour le secteur spatial en particulier.

**Question 3910 (03.07.2018) de Mme Claudine Konsbruck (CSV) concernant le cadre légal pour la location d'appartements Airbnb :**

La location via Internet de chambres et d'appartements privés à des fins touristiques est un secteur en plein développement qui fait de l'ombre au secteur hôtelier traditionnel.

Au Luxembourg, plus de 300 adresses seraient ainsi offertes sur le site Internet Airbnb.

L'Horesca a estimé à plus de 250.000 le nombre de nuitées en Airbnb dans le pays en 2017.

Ce type de locations privées de courte durée n'est pas soumis aux mêmes obligations légales de sécurité, d'hygiène et de taxation que les services hôteliers classiques.

C'est la raison pour laquelle en France, les hôteliers ont porté plainte pour concurrence déloyale en 2017 contre le site Airbnb.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quels sont les moyens de contrôle dont dispose l'État pour vérifier que les propriétaires de ces logements se conforment aux obligations légales, notamment de nature fiscale ?

2) Est-ce qu'il ne serait pas opportun et aussi dans l'intérêt des usagers, de créer un cadre légal pour ce type de locations, à l'instar de ce qui a été fait à Paris, Barcelone, Amsterdam, etc. ?

3) Le ministre a lancé récemment une étude sur le phénomène à Luxembourg. Quels sont les résultats de cette étude annoncée pour l'été ?

**Réponse (14.11.2018) de M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :**

Bien que les locations temporaires de logements de personne privée à personne privée aient existé avant l'arrivée des plates-formes collaboratives en ligne, comme par exemple Airbnb, il est communément admis que celles-ci ont joué un rôle important dans l'expansion du marché de la location à court terme au cours de la dernière décennie, tant au Luxembourg qu'à l'étranger. On peut s'attendre à ce que cette tendance se poursuive dans les années à venir.

Il s'agit d'une offre très diverse qui constitue un complément intéressant à l'offre d'hébergement touristique classique. Cette offre peut être bénéfique et attirer une clientèle nouvelle, qui est à la recherche d'un hébergement alternatif et d'une expérience de voyage différente. Cette offre contribue ainsi à la diversité et à l'attractivité de l'offre touristique d'une destination.

Une étude extensive sur le sujet récemment publiée par la Commission européenne affirme : En ce qui concerne l'impact sur le secteur du tourisme, l'étude suggère que l'offre d'hébergement à court terme contribue à l'augmentation globale du tourisme, bien que cet impact varie entre les villes étudiées. Plus précisément, l'économie collaborative entraîne une forme de tourisme différente.

Premièrement, les clients de l'économie collaborative ont tendance à rester plus longtemps dans les logements que les clients des logements traditionnels : 2,1 fois plus longtemps que les clients de l'hôtel. Deuxièmement, l'économie collaborative contribue à répartir le nombre de touristes dans les zones périphériques de la ville ou dans les zones rurales. Les logements à court terme dans le secteur de l'économie collaborative tendent à être moins chers que les chambres d'hôtel. Néanmoins, les études de cas suggèrent que, malgré la concurrence au niveau des prix, les entreprises d'hébergement traditionnelles n'ont pas été négativement affectées. L'attractivité de l'offre d'hébergement à court terme ou d'échange de maison ne semble pas dissuader les voyageurs de réserver des hôtels. Toutes les études de cas, à l'exception de Florence, montrent un taux d'occupation inférieur pour les annonces Airbnb par rapport aux hôtels. L'étude conclut que l'offre d'hébergement à court terme dans l'économie collaborative et l'offre d'hébergement traditionnel sont complémentaires plutôt que concurrentielles. Premièrement, parce que l'offre d'hébergement à court terme dans l'économie collaborative répond à la demande d'un

groupe cible différent (par exemple, les voyageurs à la recherche d'expériences locales). Deuxièmement, l'offre d'hébergement à court terme dans l'économie collaborative est plus déconcentrée dans les zones rurales ou à la périphérie du centre-ville. Les résultats de la recherche suggèrent que l'offre d'hébergement à court terme dans l'économie collaborative peut également compléter l'hébergement traditionnel dans les régions où la demande de services touristiques et l'offre de logements traditionnels est plus faible<sup>1</sup>.

En ce qui concerne la réglementation actuelle au Luxembourg, les relations entre les parties, qui sont en principe des particuliers, sont régies par le droit commun des contrats et de la responsabilité. Les personnes louant des logements à des touristes sont tenues par plusieurs obligations :

- elles doivent respecter les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité auxquels doivent répondre les logements mis en location ou mis à disposition aux fins d'habitation (donc par exemple une chambre meublée), lesquels sont fixés par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Si l'habitation sert en même temps d'habitation principale et permanente, le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 est également à respecter ;

- elles doivent déclarer les revenus liés à cette activité ;

- elles doivent remplir les fiches d'hébergement des voyageurs.

Il n'est à l'heure actuelle pas aisé de quantifier l'ensemble des offres disponibles à travers les différentes plates-formes disponibles. Airbnb a affirmé lors d'échanges récents, que le nombre de nuitées réalisées par Airbnb au Luxembourg en 2017 se situe à 70.000. Ce chiffre est ainsi relativement faible par rapport à un total de près de trois millions de nuitées par an, tout secteur d'hébergement touristique confondu. D'ailleurs, certains professionnels (campings ou hôtels) utilisent également ces plates-formes comme outil de vente pour une partie de leurs logements, ce qui constitue une partie des 70.000 nuitées réalisées. Des analyses plus poussées sont en cours.

La situation au Grand-Duché n'est pas tout à fait comparable avec des villes comme Paris, Amsterdam ou Barcelone. Ces villes font partie des principales destinations touristiques en Europe. Ainsi, elles connaissent une demande touristique extrêmement élevée et ce à travers toutes les saisons, ce qui augmente l'attractivité de l'activité de location de logements temporaires. Dans ces villes, l'offre de logements temporaires à travers les plates-formes a explosé et semble même avoir un impact sur la situation du logement ainsi que sur la qualité de vie des habitants dans certains quartiers. Au Luxembourg, le phénomène n'atteint pas cette ampleur.

Le Ministère de l'Économie est en train d'analyser la situation au Luxembourg ainsi que les initiatives prises au niveau international. En ce qui concerne, le phénomène socio-économique caractérisé par l'économie de partage en général, il y a lieu de noter que des analyses plus approfondies ont été sollicitées par le Ministère de l'Économie pour permettre d'examiner le contexte politique, économique et juridique de ce phénomène. Les résultats de ces analyses, prévus pour le dernier trimestre de 2018, devraient permettre de définir les options et recommandations politiques, stratégiques et réglementaires nécessaires pour encadrer l'économie de partage au Luxembourg.

**Question 3952 (24.07.2018) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre :**

De Projet de règlement grand-ducal fir d'Fixeiere vun de Schutzzone ronderëm de Séi vun der Uewersauer ass am Moment an der Diskussioun. An der Press war ze liesen, datt et am Kontext vum zukünftege Waasserschutzkonzept um Stauséi ëm d'Iwwerliewe vun enger Parti Bauerebetriber geht.

Dowéinst wëlle mir der Madamm Minister fir Ëmwelt an dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Wéi enk war de Landwirtschaftsminister beim Ausschaffe vun dem Projet de règlement grand-ducal agebonnen? Wat ass d'Positioun vum Landwirtschaftsminister? Si konkret Upas-

<sup>1</sup> Study on the Assessment of the Regulatory Aspects Affecting the Collaborative Economy in the Tourism Accommodation Sector in the 28 Member States (580/PP/GRO/JMA/15/15111) European Commission - Directorate General Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (DG GROW)





sungsvirschléi vum Landwirtschaftsministère a senge Verwaltungen an de Projet de règlement vum de Schutzzone agéfluss?

2. War d'Beruffsverriedung beim Ausschaffe vun de Schutzzone an den entsprechende Virschreften agebonnen?

3. Ass et net e Widdersproch organesch Düngung op enger Rei Fläche ganz ze verbidden, mä mineralesch Düngung zu der maximaler Dosis vun der Nitratdirektiv ze erlaben? Besteet net de Problem, datt ouni Organik en Ofbau vum Humus geschitt, an de Buedem seng biologesch Funktiounen net méi erfëllt?

4. Firwat gëtt de mineraleschen Dünger bevirzucht? Firwat ass hei net op eng Begrenzung vun den Nährstoffen pro Hektar mat entsprechender Technik beim Ausbréng vu Wirtschaftsdünger gesat ginn? Firwat gëtt hei net un eng positiv Approche an Zesummenaarbecht mat der LAKU („Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer“) geduecht?

5. Firwat gëtt bei der Beweedung mat zweeërlee Mooss geschafft? Firwat gi bei der „normaler“ Beweedung eng ganz Réi Restriktiounen opgeléicht, bei der Beweedung am Kader vun engem Biodiversitéitsprogramm ass souguer eng Ganzjoresbeweedung méiglech? Firwat kann en eng Ganzjoresbeweedung net ënner äänleche Waasserschutzkonditiounen, wéi am Biodiversitéitsreglement virgesinn, erlaben?

6. De Projet gesäit bei de landwirtschaftleche Bauten, de Vergréisserungen an den Emännerunge vir, datt des geneemegungsflichteg sinn. Wéi eng zousätzlech Bestëmmunge ginn et heizou (nieft de Bestëmmungen am Naturschutzgesetz etc.)? Kommen hei zousätzlech Oplagen?

7. Och de Gebrauch an den Entretien vun den Drainagen ass geneemegungsflichteg. Wéi eng zousätzlech Bestëmmunge ginn et hei am Verglach zum Naturschutzgesetz?

8. Gëtt ëffentlech gemaach, wéi eng Konditiounen ee muss erfëllen, fir bestëmmten Autorisatiounen kënnen ze kréien?

9. Wäerten d'Entscheidungeg fir landwirtschaftleche Notzflächen an deene verschiddene Schutzzone bekannt sinn éier déi offiziell Effentlechkeetsprozedur ulyeef? Ass gekläert op wéi enger legaler Basis des geplangten Entschieedungen ausbezuelt ginn?

**Réponse commune** (26.09.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs* :

Generell ass et wichteg ervirzehiewen, datt ronderëm de Stauséi schonns zanter 1961 en Dréinkwaasserschutzgebitt mat enger ganzer Rei vun Oploue besteet. Aus geddem Grond: 50 % vum nationalen Dréinkwaasser kënn vum Stauséi a 70 % vun der Populatioun, dorënner och d'Bierger aus dem Norden, kréien hiert Dréinkwaasser vum SEBES. Well awer laut Analysen ze vill Nährstoffen am Stauséi fonnt ginn, muss Mesuré geholl ginn, fir datt d'Qualitéit ofgeséichert gëtt. Dëst ass ëmsou méi wichteg, well d'Populatioun zu Lëtzebuerg ëmmer méi séier wissit a mir müssen eis Dréinkwaasserversuergung sécherstellen.

D'reglementaresch Basis vun dëser Schutzzone gëtt dowéinst elo op Basis vun enger wëssenschaftlecher Etüd iwwerschaaft an de Projet de règlement grand-ducal ass nom Accord vum Regierungsrat zanter dem 16. September 2018 an der Consultation publique. Dës Prozedur steet am Artikel 44 vum Waassergesetz an ass bei allen Dréinkwaasserschutzzone déiselwecht an et ass evident, datt et, wéi bei deenen aneren Dréinkwaasserschutzzone och, op Basis vun den Avisen vun de Bierger nach zu Ännerungen am Projet de règlement grand-ducal komme kann.

Eng ganz Rei Regelunge si scho virum Ufank vun der Consultation publique kloergestallt ginn: et ass beispillsweis net verbuede bei sech doheem ze grillen oder ronderëm de Stauséi ze reiden an och d'Lagerung vu puer Kouerten Holz bei sech doheem ass net verbuede. De Prinzip soll sinn: esou wéineg Aschränkunge wéi néideg, esou vill fräiwëlleg Moossname wéi méiglech.

Donieft gëtt och op intensiven Dialog gesat: Insgesamt 18 Reunionen bzw. ëffentlech Versammlungen waren zanter Abrëll 2018 bis elo zur geplangter Waasserschutzzone. Den 12. September sinn déi sechs betraffe Gemenge vun der Ëmweltministesch empfaange ginn, fir iwwer eng Rei Ännerungsvirschléi am Projet de règlement grand-ducal ze diskutéieren. Den 13. September goufen all landwirtschaftlech Betriber aus dem Anzuchsgebitt vum Stauséi invitéiert, fir iwwer verschide Punkten am Beräich Landwirtschaft ze schwätzen. Den 13. September huet ausserdem eng Informationsversammlung fir d'Bierger zu Lëlz stattfonnt. An all dës Versammlungen ass konstruktiv diskutéiert ginn a souwuel d'Gemenge

wéi och déi landwirtschaftlech Betriber hunn den Ännerungsvirschléi positiv zougestëmmt.

Wichteg ass och ervirzehiewen, datt d'Regierung sech engagéiert de Bauere fir Oploue, déi si am Kader vun dëser Schutzzone kréien an domadder hir Leeschtunge fir konkrete Waasserschutz, och finanziell Hëllefstellungen ze ginn. Dat ass e wichteg Element vun der Waasserschutzpolitik.

Schonns zanter 2016, deemno virum der neier Schutzzone, goufen am Kader vum Pilotprojet „Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer“ (LAKU) ronn 1,2 Milliounen Euro aus dem Waassersfong vum Ëmweltministère accordéiert, fir Moossnamen zesumme mat de landwirtschaftleche Betriber ëmzesetzen. An Zukunft kënnen bis zu fënnf Milliounen Euro järelech iwwert dës Wee fir konkret Waasserschutzprojeten an d'Regioun ronderëm de Stauséi fléissen.

Och vum Landwirtschaftsministère wäerte fir fräiwëlleg Moossnamen a fir déi obligatoresch Aschränkungen op de Flächen Ënnerstützung fléissen.

ad 1. Wéi dat fir all Dréinkwaasserschutzzone de Fall ass, ginn déi concernéiert Verwaltungen a Ministère beim finaliséieren vum Avant-projet de règlement grand-ducal agebonnen. Am Fall vum Avant-projet de règlement grand-ducal fir d'Dréinkwaasserschutzzone ronderëm de Stauséi, goufen ënner anerem Reunionen mam Landwirtschaftsministère, mat der ASTA an SER, mam Tourismusdepartement vum Wirtschaftsministère, der Ponts & Chaussées an der ANF organiséiert.

ad 2. D'Regierung huet awer vun Ufank un op eng gutt Kooperatioun mat allen Akteuren am Beräich Waasserschutz ronderëm de Stauséi gesat. Fir fräiwëlleg Moossnamen ze begleeden, sinn zanter 2016, duerch d'Grënnung vun der „Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer“ (LAKU), de Baueren an der Regioun Berodung a finanziell Hëllefstellungen an Héicht vun 1,2 Milliounen Euro zoukomme gelooss ginn. D'Erkenntnisser vum Pilotprojet LAKU sinn och an den Entworf fir den neie Règlement grand-ducal fir d'Waasserschutzzone agefloss.

Nodeems den Avant-projet de règlement grand-ducal vum Regierungsrat approvéiert gouf (22. Juni 2018), sinn zousätzlech, am Kader vun den offizielle Prozeduren, d'Landwirtschaftskummer, wéi déi aner Kummeren och, ëm hiren Avis gefrot ginn. Dëst ass de 7. Juli 2018 geschitt.

ad 3. Dëst ass kee Widdersproch zu de bestoenden Texter. Do wou organesch Dünger verbuede sinn, geschitt dëst nëmmenlech aus sanitäre Grënn respektiv wéinst Micropolluanten (zum Beispill Verschmutzung duerch Colibakterien an direkter Émgéigend vum Stauséi a vun der Waassersentnam). Dëst huet nëischt mat Makronährstoffen wéi Stéckstoff oder Phosphor ze dinn. D'Stéckstoff- an d'Phosphorproblematik gëtt do, wou et néideg ass, am Projet de règlement grand-ducal separat iwwer verschide Moossname behandelt, déi och deels méi wäit gi wéi déi aktuell Bestëmmunge vun dem Nitratreglement.

Wat d'organesch Substanz respektiv den Humus vum Buedem ubelaangt, ginn et verschide Méiglechkeeten, fir déi am Buedem op dem erwünschtem Niveau ze halen (z. B. duerch d'Aséien vun Tëschefriichten, dem verstärkten Ubau vun „humusmehrenden“ Kulturen, dem Verbleif vu Réckstänn no der Recolte op der Ackerfläch, ...). Op dësem Standuert muss dëst an der Praxis fachlech suivéiert an evaluéiert ginn.

ad 4. Et ass falsch, aus dem bestoenden Text erauszeliesen, datt de mineraleschen Dünger am Projet de règlement grand-ducal bevirzucht gëtt. D'Oplagen, déi am Projet de règlement grand-ducal virgesi sinn, riichte sech op déi jeewéileg Pressioun respektiv Gefor/Geforepotential.

Et ass och net esou, datt am Projet de règlement grand-ducal keng Begrenzung vun den Nährstoffen pro Hektar virgesi wier. Do, wou eng Begrenzung vun den Nährstoffen pro Hektar noutwenneg ass, geschitt dat. Et ass awer och esou, datt mat dësem Projet de règlement grand-ducal net alles geregelt soll ginn, wat national ze regelen ass, wéi zum Beispill mat wat fir enger Technik Dünger müssen ausbruecht ginn. Duerfir hu mir een Nitratreglement, fir dëst landeswäit ze regelen.

Et gëtt bei dësem Projet de règlement grand-ducal och bewosst op d'Fräiwëllegkeet vun den Akteure gesat. Dëst ass och Bestanddeel vun der PDR-Strategie. Et ass erwünscht, datt d'Bauere sech un de fräiwëllegen, waasserschützende Moossnamen vum Agrarëmweltprogramm respektiv vum Biodiversitéitsprogramm bedeelegen. Dës Méiglechkeet besteet just, wann et kee Verbuert respektiv keng ze grouss Aschränkunge gëtt. Et ass och bekannt, datt de kooperative Wee flächendeckend méi Erfolleg verspricht wéi Verbueter, eleng

esouwéi aner Programmer et schonns gewisen hunn. Dowéinst gëtt d'„Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer“ (LAKU) finanziell vum Ëmweltdepartement vum Nohaltegkeetsministère duerch de Waassersfong ënnerstëtzt.

ad 5. Och bei der Beweedung gëtt net mat zweeërlee Mooss geschafft. All Beweedungsform ënner Agrarëmweltprogramm oder Biodiversitéitsprogramm ënnerläit aktuell bestëmmten a kloer definéierte Bedéngungen. An do, wou et néideg ass, wäert d'Beweedung ageschränkt ginn, esouwéi et och elo schonns deels an den aktuelle sanitäre Schutzzone de Fall ass. D'Ganzjoresbeweedung ënnerläit am Biodiversitéitsreglement bestëmmte Konditiounen, déi besonnesch op den Naturschutz ausgerichtet sinn. E groussen Deel vum Anzuchsgebitt vum Stauséi ass an engem Naturschutzgebitt (LU0001007 Vallée supérieure de la Sûre/Lac du barrage, LU0002004 Vallée supérieure de la Sûre et affluents de la frontière belge à Esch-sur-Sûre, RN ZH 16 Vallée de la Haute-Sûre-Bruch/Pont Misère). Wa méiglech solle Synergien tëscht Waasserschutz an Naturschutz gesicht a fonnt ginn, woubäi am Stauséigebitt d'Prioritéit ganz kloer beim Waasserschutz läit. D'Moossnam Ganzjoresbeweedung bitt de Bewirtschaftler eng gutt Méiglechkeet, déi zwee Ziler mateneen ze verbannen.

ad 6. Et sief drun erënnert, datt säit dem modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 des Bauten (awer och all aner, déi net ënner den Artikel 23 vum Gesetz falen) eng „Waassergeneemegung“ brauche fir Aleede vu Waasser. All Bauten, déi haut schonns an der bestoender sanitärer Schutzzone II leien, brauche schonns haut eng Waassergeneemegung, an zwar iwwert den Artikel 3 vum Règlement grand-ducal vum 16. Dezember 2011, deen d'Installatiounen, Aarbechten an Aktivitéiten determinéiert, déi entweder verbuede sinn oder eng Autorisatioun müssen hunn an der sanitärer Schutzzone II vum Stauséi vun Esch/Sauer. Weiderhin ass de Bau vu Wunn- a Weekendhaiser, Garagen, Ställ, Scheieren, Siloen, Atelieren an Industrie- a Commerce-Etablissements duerch den Artikel 3 vum Gesetz vum 27. Mee 1961, betreffend d'Moossname fir déi sanitär Protektioun vum Stauséi vun Esch/Sauer an der Schutzzone I, schonns zënter Mee 1961 verbuede.

Datt eng Waassergeneemegung muss ugefrot ginn, ass also keng nei Konsequenz vun proposéierter Projet de règlement grand-ducal. Wat d'Behandlung, d'Pufferung an d'Ofleede vu Reewaasser ubelaangt, gi landwirtschaftlech Bauten an enger Schutzzone net anescht behandelt wéi ausserhalb enger Schutzzone. Et ännert sech also nëischt par rapport zu den aktuelle Bestëmmungen, déi landeswäit gëllen.

Well all Site anescht ass an och d'Geforen, déi vum eenzele landwirtschaftleche Betrib ausginn, net ëmmer déiselwecht sinn, muss all eenzele Site evaluéiert an déi néideg Moossname geholl ginn. Hei kommen, a Fonctioun, vum Risiko eventuell zousätzlech waasserschützlech Betriber duer, fir d'Verschmutzung vum Waasser ze verhënneren (z. B. Ofdichtunge vu Siloen a Mëschtplacken).

ad 7. Nei Drainagé sinn och haut schonns laut dem Waassergesetz landeswäit geneemegungsflichteg. Sollt et zu spezifesche Problemer mat den Ausleef vun Drainagé kommen, géifen déi an den ze etabléierende Geneemegung ganz spezifesch geregelt ginn. Et ännert sech also nëischt par rapport zu den aktuelle Bestëmmungen, déi landeswäit gëllen.

ad 8. Jo. Et sief drun erënnert, datt et wéineg Büren zu Lëtzebuerg ginn, déi Planunge vu landwirtschaftleche Betriber maachen. D'Waasserversuergung schafft dofir säit Joren aktiv mat deene Büren (an dem betraffene Landwirt) zesummen, soudatt d'Konditiounen an d'Oplagen, déi fir eng Waassergeneemegung néideg sinn, bekannt sinn a scho vun Ufank un an d'Planung mat afléisse kënnen. Donieft stinn d'Beamte vun der AGE ëmmer fir Gesprächer a Versammlunge mat de Betraffenen zur Verfügung. Op der Internetsäit vun der AGE ginn et och Formularen, déi spezifesch op déi Geneemegung mat den néidegen annexéierten Dokumenter hiweisen. Et sief drop higewisen, datt déi Dossieren, déi direkt korrekt an integral richteg erakommen, och kënnen schnell an onbürokratesch autoriséiert ginn.

ad 9. Fir d'éischt muss och an dësem Kontext nach eng Kéier rappelléiert ginn, datt mer zu Lëtzebuerg eng volontaire Approche privilegéieren. Deemno kënnen och an de Waasserschutzzone vum Stauséigebitt all relevant Agrarëmwelt- respektiv Biodiversitéitsmoossnamen aus dem Agrargesetz ëmgesat ginn.

Et ass och virgesinn, fir, genau esouwéi an den anere Waasserschutzgebitt, eng zousätzlech Entschieedegung op de landwirtschaftlechen Notzflächen ausbezuelen. Dës Basisprime wäert och op dem PDR (Programme de déve-

loppement rural 2014-2020) baséieren a wäert pro Joer a pro Hektar ausbezuelt ginn.

Aktuell ass des Prime mat den horizontalen obligatoresche Bestëmmungen aus de Grondwaasserschutzgebitt zu Bréissel am PDR notifiéiert.

Am Stauséigebitt handelt et sech awer ëm en Oberflächenwaasserschutzgebitt, wou des Konditiounen net an allen Detailler vergläichbar sinn. Dowéinst muss de PDR op dësem Punkt ergänzt ginn, besonnesch wat d'Justification économique vun dëser Prime ugeet. Dëst kann eréischt geschéien, wann déi definitiv Konditiounen vum Waasserschutzreglement um Stauséi no der Effentlechkeetsprozedur bekannt sinn.

**Question 3958** (25.07.2018) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **discontinuités de service chez différents prestataires** :

Dans un reportage diffusé hier, la radio 100,7 a indiqué que les services de la société LuxTrust étaient indisponibles lundi soir entre 20.00 et 00.00 heures. Le directeur opérationnel de LuxTrust aurait indiqué qu'un incident technique chez un fournisseur de LuxTrust serait à l'origine de cette panne.

Il s'agirait, selon la radio 100,7, du deuxième incident endéans quelques jours auprès d'une infrastructure critique. En effet, jeudi dernier, les P&T avaient connu des problèmes avec leur réseau mobile.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de plus amples informations relatives à cet incident technique chez un fournisseur de LuxTrust? Monsieur le Ministre peut-il exclure qu'une intrusion ait eu lieu chez LuxTrust, voire chez un de ses fournisseurs et que des données sensibles de clients aient été dérobées?

- Existe-t-il un quelconque lien entre les problèmes des P&T et l'indisponibilité des services de la société LuxTrust?

- Quelles ont été les mesures adoptées pour éviter des problèmes, tels que ceux décrits supra, à l'avenir?

**Réponse** (05.11.2018) de **M. Étienne Schneider**, *Vice Premier-Ministre, Ministre de l'Économie* :

Suite aux informations obtenues par LuxTrust et par POST je peux vous fournir les informations ci-après pour répondre aux questions posées.

L'incident qui a causé une interruption des services d'authentification de LuxTrust le 23 juillet dernier de 19.50 à 23.42 heures, était purement d'ordre technique. Il s'est agi d'un dysfonctionnement dans certains mécanismes de redondance chez le fournisseur de services de « data centers ». Il ne s'agit en aucun cas d'un incident lié à une quelconque intrusion malveillante ou cyberattaque dans le chef d'un acteur externe ou interne. Les systèmes opérationnels de LuxTrust et les données qu'ils exploitent sont pleinement sécurisés, grâce à une architecture et à une surveillance spécifique, que ce soit au niveau de l'infrastructure, des systèmes d'exploitation, des applications et des connexions réseau. LuxTrust n'a jamais été victime d'aucune intrusion et aucune donnée client n'a jamais été dérobée.

Dans un souci constant de renforcer ses opérations, LuxTrust finalise actuellement le passage à une nouvelle infrastructure qui augmentera encore davantage la robustesse de la configuration hardware et des applications software qu'elle supporte. Cette nouvelle infrastructure sera hébergée dans des « data centers » opérés par une société dont le capital est détenu à 100 % par l'État luxembourgeois. Cette transition sera effective au plus tard en octobre 2018.

Concernant plus particulièrement l'incident survenu chez POST Telecom en date du 19 juillet 2018, il s'agit également d'un incident purement technique et une éventuelle cyberattaque peut être exclue aussi dans ce cas.

Il n'existe aucun lien entre l'indisponibilité LuxTrust du 23 juillet, et l'incident subi par POST Telecom le 19 juillet, les deux services étant complètement indépendants, et la nature des incidents étant différente. Dans les deux cas, il convient de réitérer que toute cyberattaque est exclue.





**Question 3966** (01.08.2018) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant l'implantation d'une usine de production de yaourts :

A senger Ausgab vum 20. Juli schreift d'Zeitung „Paperjam“, datt déi Firma, déi soll d'„Jugurtsfabrik“ opmaachen, schonns am Mee d'lescht Joer 15 Hektar Terrain vum Stat kauft hatt, déi an der nationaler Aktivitéitszon „Wolser“ leien, op dem Terrain vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng.

An deem Kontext wollt ech vun dem Här Wirtschaftsminister wëssen:

- Stëmmt des Neiegeket, a wa jo, zu wat fir engem Präis krut d'Firma FAGE dësen Terrain vum Stat verkaaft?

- Ass et net onüüblich, datt de Stat esou Terraine verkeeft? Wéi vill Terrainen huet hien anere Firmen nëmmen op „bail emphytéotique“ verlount a wéi vill der verkaaft an deene leschte fënnef Joer?

- Ass et net zumindest verwonnerlech, datt den Terrain schonns verkaaft gëtt, wou nach guer net feststeet, datt déi Firma eng Geneemegung fir déi Fabrik kritt, déi se geplangt huet an déi jo ferm an der Kritik steet wéinst hirer gerénger Plus-value fir eist Land, gekoppelt mat engem enorme Waasserverbrauch?

**Réponse** (13.11.2018) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

De Verfaf vum Terrain an der Aktivitéitszon „Wolser“ vum Stat un d'Firma FAGE ass fir e Präis vun 2.000.000 Euro/ha getätegt ginn.

Effektiv goufen an der Vergaangenheet schonn eenzel Terraine vum Stat un industriell Investisseure verkaaft, och wann hautzudaags an der Regel den Droit de superficie tëscht de Parteie benotzt gëtt. An deene leschte fënnef Joer goufen ongeféier 20 Terrainen an den nationalen Industriezone vum Stat mat engem Droit de superficie de Btriber zur Verfügung gestallt, an een Terrain gouf verkaaft.

D'Entreprise FAGE huet sech, en toute connaissance de cause, derfir agesat, fir Propriétaire vun deem Terrain ze ginn. Et ass u FAGE, den unternehmeresche Risiko an deem Sënn ofzeschätzen.

Verwonnerlech ass d'Kritik um Mehrwärt, deen dës Entreprise schafft, andeem se exklusiv natierlech an nohalteg Produkter verschafft, Aarbechtsplaze schafft an des Weideren e positive Bäitrag zu der nationaler Handelsbilanz leescht.

**Question 3969** (02.08.2018) de **M. Gérard Anzia** et **Mme Josée Lorsché** (déi gréng) concernant les zones d'activités économiques à caractère national :

Vu la question parlementaire n° 3884 et la réponse ministérielle y afférente, la mise à disposition de terrains appartenant à des zones d'activités économiques nationales se fait couramment par la voie du droit de superficie.

Néanmoins et sur base de la loi du 27 juillet 1993, des négociations entre les ministères compétents, à savoir le Ministère des Finances et celui de l'Économie, avec les entreprises GE Fanuc Automation Europe sa (Echternach), Procacap Wiltz sa, Worldrubber sa, Sisa Foetz sa et Fage International sa (Bettembourg) ont abouti à la vente de terrains aux entreprises susmentionnées.

Considérant que la réponse ministérielle à ladite question parlementaire ne faisait ni lieu des conditions qui déterminent si un terrain est mis à la disposition de l'entreprise sous la forme d'un droit de superficie, respectivement vendu à celle-ci, ni des instances et principes qui déterminent le prix de vente dans de tels cas, nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie et au Ministre des Finances :

- 1) Quelles étaient les raisons qui ont poussé les instances ministérielles à vendre des terrains aux cinq entreprises énumérées ci-dessus, voire de renoncer à la pratique courante de la mise à disposition par le moyen d'un droit de superficie ?
- 2) Quels étaient les prix de vente des différents terrains ?
- 3) Par quelles instances et suivants quels principes les prix ont-ils été fixés ?
- 4) L'entreprise Fage étant d'ores et déjà propriétaire du terrain prévu pour son implantation

sans que les procédures légales soient achevées, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que cette façon d'agir met en cause des activités futures sur ce terrain, notamment au cas où l'implantation de ladite firme ne serait pas autorisée pour des raisons d'ordre écologique ou autres ?

5) Les cinq contrats de vente de terrains contiennent-ils des dispositions réglant des cas de faillite ou d'autres cas menant les entreprises à mettre fin à leurs activités ? Dans l'affirmative, quelles sont ces dispositions ?

**Réponse** (04.12.2018) de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Dans des cas très isolés, énumérés ci-dessous, les instances ministérielles successives ont consenti à vendre les terrains brigüés par les investisseurs industriels, à la suite de négociations avec ceux-ci, en fonction notamment de l'attrait de l'activité économique présentée dans un contexte de développement et de diversification économique conformément au programme gouvernemental en vigueur et de la capacité de financement et de la volonté de l'investisseur à acquérir le terrain.

Les prix de vente sont les suivants (EUR/ha) :

Worldrubber sa (1979) : 6.197

Unitrans sa (1980) : 6.197

GE Fanuc Automation Europe sa (2001) : 440.000

Procacap Wiltz sa (2011) : 247.894

Fage International sa (2017) : 2.000.000

La politique de développement et de diversification économiques déployée par le Gouvernement se fait dans un contexte de compétition entre pays et régions afin d'attirer des projets industriels d'envergure susceptibles de créer de l'emploi et de la valeur ajoutée.

Les prix ne sont par conséquent nullement fixés, mais le fruit de négociations entre parties et donc convenus. Ils sont compris dans la fourchette des valeurs convenues entre le Ministère de l'Économie et le Comité d'acquisition du Ministère des Finances. Ils s'orientent certes aux prix de marché du moment pour du terrain industriel dans la région en question, mais prennent également en considération les conditions proposées aux investisseurs pour acquérir un terrain à l'étranger.

De manière générale, les actes de vente prévoient un droit de préemption dans le chef de l'État en cas d'aliénation du terrain par le nouveau propriétaire. Une telle disposition n'a pas été prévue lors de la conclusion de la vente de parcelles à Procacap en 2011.

Le terrain vendu à Fage fut disponible pour des projets industriels ou des services nouveaux ayant un impact moteur sur le développement économique pendant des décennies. Les investisseurs industriels potentiellement éligibles ne sont pas nombreux pour discuter d'un projet d'implantation éligible dans cette zone d'activité économique nationale.

Le groupe agroalimentaire, d'origine grecque, Fage, après avoir installé son quartier général au Luxembourg en 2012, souhaite investir en Europe de l'Ouest dans une nouvelle unité de production de yaourt grec à l'instar de celle ayant été implantée à Johnstown, États-Unis. Il s'agit d'un investissement en deux étapes de l'ordre de 200 millions d'euros générant à terme environ 200 emplois.

Élaborant du yaourt à partir de lait, un produit naturel existant en surabondance au Luxembourg, cette usine s'intègre parfaitement dans le champ des activités visées par la politique de prospection économique déployée par le Ministère de l'Économie. Il s'agit d'une activité à haute valeur ajoutée, à forte intensité capitaliste, pleinement automatisée, sourçant sa matière première sur les marchés national et régional et qui mérite d'être soutenue de manière proactive.

Fage entend exporter la majeure partie de sa production en Europe de l'Ouest. Ainsi, ce groupe contribuera favorablement à la balance commerciale du Grand-Duché. Il est susceptible de rejoindre une grappe d'industries agroalimentaires performantes desservant les marchés de la Grande Région comme Luxlait, Lactalis, Maxim, Fischer et Moulins de Kleinbettingen.

Le Ministère de l'Économie a pris connaissance de ce projet à haute valeur ajoutée et a assuré à l'entreprise la liberté d'établissement, à condition qu'elle remplisse les conditions légales et réglementaires et qu'elle dispose des autorisations requises.

Les procédures en matière de protection de l'environnement et des salariés se déroulent selon les règles et standards habituels appliqués aux entreprises à caractère industriel. La procé-

dure en matière d'autorisation d'exploitation dite « commodo-incommodo » devrait pouvoir être lancée sous peu.

Si par impossible, sur ce terrain classé industriel depuis des décennies, pour des raisons d'ordre écologique, en raison de la présence de biotopes ou autres espèces rares isolés, l'implantation de l'usine Fage était entravée, tout autre investisseur se verrait opposer les mêmes arguments. Le Syndicat des eaux du Sud a par ailleurs confirmé qu'il sera possible de fournir les quantités d'eau nécessaires pour l'exploitation de l'usine.

Le développement d'autres activités économiques se heurterait donc aux mêmes obstacles d'ordre écologique.

**Question 3971** (03.08.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant les excès de vitesse :

À l'heure actuelle, les infractions de vitesse sont divisées en trois catégories, selon la gravité de l'excès de vitesse. La fourchette des excès constituant une contravention simple s'avère assez large. Ainsi, dans une zone de 50 km/h, un excès de 51 km/h est sanctionné de la même façon qu'un excès de 65 km/h.

En comparaison, la législation allemande prévoit un échelonnement plus flexible des infractions de vitesse selon des catégories d'excès de 10 km/h, de 11 à 15 km/h, de 16 à 20 km/h, etc. au-dessus de la vitesse maximale autorisée.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques quant au nombre des excès jusqu'à 5 km/h au-dessus de la vitesse maximale autorisée, des excès entre 6 et 10 km/h, des excès entre 11 et 15 km/h et des excès entre 16 et 20 km/h pendant les cinq dernières années ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il conviendrait de prévoir un échelonnement plus différencié des infractions de vitesse ? Dans la négative, quels sont les arguments contre cette proposition ?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques sur la totalité des infractions de vitesse pendant les cinq dernières années, réparties par catégorie (contravention simple, contravention grave, délit de grande vitesse) ?

- L'installation des radars fixes a-t-elle eu un effet sur le nombre et la gravité des infractions de vitesse ?

**Réponse** (19.11.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* :

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur les excès de vitesse.

Les questions 1, 3 et 4 relèvent de la compétence du Ministre de la Sécurité intérieure.

En ce qui concerne un éventuel échelonnement plus différencié des excès de vitesse, une telle initiative n'est pas prévue à ce stade mais il pourrait envisager d'analyser, le cas échéant, l'opportunité d'un tel nouvel échelonnement.

**Question 3973** (06.08.2018) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les participations de POST Luxembourg :

D'après un article paru aujourd'hui sur paperjam.lu, l'opérateur Join aurait annoncé cesser son activité en Belgique à compter du 1<sup>er</sup> décembre prochain. Quatre enseignes seront fermées et une partie du personnel licencié.

Notons à cet égard, qu'en 2013, la filiale du groupe POST, POST Capital, a acquis 50 % des parts de Join Experience sa. Le directeur général de POST Luxembourg se félicitait de cette prise de participation comme suit : « L'intérêt pour POST Luxembourg de s'associer à Join Experience se situe indéniablement au niveau des ambitions internationales de la start-up. » Puis : « Join Experience, grâce au support de partenaires de poids dans les différents pays, tels que POST Luxembourg, a les moyens de s'établir rapidement dans les marchés spécifiques. »

D'après le rapport annuel 2015, « La quote-part dans le résultat des sociétés de MEE (mise en équivalence) est en diminution importante de 1,67 millions d'euros pour atteindre un résultat négatif de 6,56 millions d'euros, provenant principalement des résultats négatifs de la filiale Join Experience sa ».

En 2016, POST Capital a augmenté sa participation dans le capital de Join Experience de

50 % à 68,57 %. La même année POST Capital acquiert 68,6 % des parts de Join Infrastructure sa. Le rapport annuel du groupe POST Luxembourg note à cet égard :

« Le résultat de l'exercice des entreprises mises en équivalence concerne essentiellement l'investissement dans Join Experience sa et Join Infrastructure sa. Au 31 décembre 2016, le groupe détient des avances à hauteur de 19,5 millions d'euros (en 2015 : 6 millions d'euros) ainsi que des créances opérationnelles à hauteur de 6,6 millions d'euros envers ces deux sociétés. En 2015, POST Luxembourg détenait des créances opérationnelles à hauteur de 3,6 millions d'euros envers Join Experience sa. »

En décembre 2017, POST Luxembourg augmente sa participation dans Join Experience sa et Join Infrastructure sa à 100 % des actions. En même temps, POST Luxembourg acquiert la société belge Join Experience sprl.

Au vu des résultats « mitigés » de Join au fil des dernières années, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Quel est l'impact financier de la cessation d'activité de Join en Belgique sur le groupe POST Luxembourg ?

- Quels ont été les engagements financiers du groupe POST Luxembourg envers les sociétés Join au cours de cinq dernières années ?

- Pour quelles raisons le groupe POST Luxembourg a-t-il au fil des années augmenté ses participations dans les sociétés Join ? Monsieur le Ministre considère-t-il que la prise de participation du groupe POST Luxembourg dans les sociétés Join a été un succès ? Dans l'affirmative, sur quels résultats Monsieur le Ministre se fonde-t-il pour ce faire ?

- Alors que le « business model » de Join était étroitement lié au « roaming », Monsieur le Ministre peut-il nous informer comment les sociétés Join rentrent actuellement encore dans la stratégie du groupe POST Luxembourg ? Le groupe POST Luxembourg entend-il à l'avenir maintenir ses participations dans les sociétés Join, les vendre ou éventuellement les mettre en liquidation ?

**Réponse** (05.11.2018) de **M. Étienne Schneider**, *Vice Premier-Ministre, Ministre de l'Économie* :

Au vu des informations obtenues par POST je peux fournir les réponses suivantes aux questions posées :

Join Experience sa a été lancée fin 2013 en tant que joint-venture entre un groupement de trois entrepreneurs confirmés du monde des télécommunications d'un côté et POST Capital, structure d'investissements financiers du groupe POST Luxembourg, de l'autre côté. L'ambition de Join était d'anticiper l'évolution réglementaire du roaming et de devenir le premier opérateur européen à proposer une tarification unique (voix et données) depuis n'importe quel pays en Europe. Comme c'est le cas pour toute entreprise en phase de lancement, le plan d'affaires de Join a été adapté en cours de route, entre autres en réponse à un contexte réglementaire changeant.

Une des réorientations entreprises fut celle du développement d'une activité de fournisseur de services de télécommunications de gros du type MVNE (Mobile Virtual Network Enabler) et a abouti à la création d'une entité dédiée aux infrastructures IT (Join Infrastructure sa).

Lors de l'entrée dans le capital de Join Experience en 2013, la dotation de POST était de 4,5 millions d'euros pour ainsi acquérir 50 % des parts sociales de la société. En 2014 POST a souscrit à une augmentation de capital par apport supplémentaire de 2,0 millions d'euros. En 2016 POST a porté sa participation à 68,6 % par un apport en capital de 6,5 millions d'euros. Au 31 juillet 2018 POST Luxembourg a repris les parts restantes de Join pour la valeur symbolique d'un euro.

L'augmentation de la participation de POST dans le capital de Join s'explique par le fait que l'injection de liquidités supplémentaires n'a pu se faire dans les mêmes proportions 50/50 entre fondateurs et POST. Pour assurer le développement des activités Join, POST Capital a donc été amené à augmenter ses engagements financiers.

Suite à la prise de contrôle du groupe Join par POST et la mise en place d'une nouvelle direction en février 2018, cette dernière a proposé la cessation des activités en Belgique. En effet le retour sur investissement de cette activité, qui se trouvait toujours en phase de lancement, a été jugé trop faible, ceci dans un environnement commercial de plus en plus concurrentiel en Belgique. À relever dans ce contexte l'annonce d'une éventuelle arrivée d'un quatrième opérateur de réseau mobile sur un marché déjà fort compétitif. Étant donné qu'un repreneur



pour la clientèle belge a pu être identifié et au vu de l'empreinte commerciale et géographique assez limitée de Join en Wallonie, l'impact financier de la cessation de ces activités sera faible. À terme cette décision devra au contraire permettre au groupe Join de trouver son équilibre financier et de produire ainsi un impact positif sur le résultat du groupe POST Luxembourg.

Au-delà du lien capitalistique, les liens et interactions entre Join et POST Luxembourg ainsi que certaines de ces filiales sont nombreux. Le détail est renseigné dans les comptes annuels des entités de Join.

POST Capital sa ayant repris 100 % des parts sociales de Join depuis le 31 juillet 2018, la priorité pour Join est clairement d'atteindre son autonomie financière, objectif impératif pour toute filiale du groupe POST. La cessation des activités en Belgique et en parallèle un rapprochement des infrastructures IT et des équipes techniques de Join vers POST Luxembourg sont les deux premiers pas dans cette direction. Le positionnement de Join sur le marché de détail luxembourgeois reste inchangé.

**Question 3981** (09.08.2018) de **M. Gérard Anzia** (déi gréng) concernant le **projet touristique à Weiswampach** :

En date du 15 juin 2018, la Secrétaire d'État à l'Économie a présenté un projet d'investissement touristique d'une envergure de 50 millions d'euros et créant environ 50 emplois. Le projet consisterait à implanter un domaine touristique et de loisirs aux alentours des lacs de Weiswampach.

Selon mes informations, il existerait d'ores et déjà une convention approuvée par le Ministre de l'Intérieur entre la commune de Weiswampach et le promoteur ayant pour objet le développement dudit projet.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Secrétaire d'État :

1) Comme le projet touristique est d'une envergure appréciable, tant sur les montants engagés, tant sur l'impact touristique pour toute une région, notamment la région du Parc naturel de l'Our, n'aurait-il pas été utile de passer par un concours d'idées ou de soumission publique ?

2) Les acteurs touristiques régionaux, comme l'Office régional de tourisme et le Parc naturel de l'Our, ont-ils été consultés avant de conclure cette convention entre l'opérateur privé et la commune ? Une coopération renforcée avec ces acteurs fait-elle partie intégrante du projet ? Une adhésion de la commune de Weiswampach au Parc naturel de l'Our est-elle à l'ordre du jour, vu l'impact du projet pour la région ?

3) Dans ce contexte régional, est-il prévu dans le projet d'avoir un point d'information touristique pour garantir le relais avec les attractions de la région, avec l'ORT ? L'exploitant a-t-il prévu d'utiliser les produits alimentaires et autres de la région et de proposer des plats régionaux, signe d'un projet durable, implanté dans la région et travaillant avec les acteurs de la région ?

4) Selon mes informations, les infrastructures touristiques aménagées pourront être clôturées, selon le jugement du promoteur, pour besoins de sécurité et de qualité et les heures d'accès réglementées. Dans ce cas de figure, comment le libre accès du public au lac supérieur pour les baignades et le lac inférieur pour la pêche pourra-t-il être garanti et est-ce que l'accès devient payant ? Ces zones accessibles au public font-elles partie intégrante du projet et sont-elles clairement définies ? Les parkings publics nécessaires pour les promeneurs, baigneurs et pêcheurs seront-ils aménagés en proximité des lacs et est-ce qu'ils seront gratuits ?

5) Encore selon mes informations, le groupe immobilier, porteur du projet, prévoit de vendre des chambres, suites et studios dans le complexe hôtelier. Est-il garanti que le projet reste un projet touristique et ne devient pas, par l'intermédiaire de ces ventes, un projet immobilier d'habitations ? Les subventions engagées du côté du Ministère de l'Économie tiennent-elles compte de ces ventes ?

6) Pour conclure, le projet définit-il des normes environnementales à respecter au niveau des aménagements : espaces verts, gestion de l'eau, énergies renouvelables ?

**Réponse** (22.11.2018) de **Mme Francine Cloesener**, Secrétaire d'État à l'Économie :

La région et les alentours du lac de Weiswampach font figure d'attraction phare au nord du

Luxembourg et disposent d'atouts indéniables pour développer une activité touristique.

Le village de vacances qui envisage de s'établir aux abords du lac de Weiswampach, lac artificiel composé de deux plans d'eau de six hectares, serait le premier établissement de ce type à s'installer au Luxembourg. Il s'agit d'un projet développé par un promoteur privé en concertation avec la commune de Weiswampach. Le terrain lui sera mis à disposition par la commune à travers un bail emphytéotique et un droit de superficie. Cette procédure ne prévoit pas de consultation au préalable d'un Office régional de tourisme (ORT). Seule l'approbation du Ministre de l'Intérieur est requise. Une adhésion de la commune de Weiswampach au Parc naturel de l'Our relève quant à elle des responsables communaux.

En effet, la commune n'a pas procédé à un concours d'idées ni à une soumission publique dans ce contexte. Comme le relève le Ministre de l'Intérieur dans sa réponse à la question parlementaire n° 3980, le recours à une procédure publique présente certainement certains avantages, mais la commune n'y est pas tenue si une opportunité qui s'intègre dans ses objectifs de développement touristique lui est présentée.

Le projet devra évidemment disposer de toutes les autorisations en matière d'environnement et de protection de la nature de façon à assurer un respect strict des normes environnementales applicables. Seule une partie du projet, dénommée « fun park », sera clôturée sous réserve de l'accord de la commune. Les surfaces occupées aujourd'hui par un parking pour véhicules resteront accessibles gratuitement.

Évidemment l'ORT Ardennes assurera aussi dans ce cadre le relais des informations sur les attractions touristiques dans la région conformément à sa mission et par les moyens appropriés.

Quant à l'utilisation de produits alimentaires et autres de la région, un recours aux produits régionaux est sans conteste souhaitable.

Enfin, j'aimerais préciser que le Ministère de l'Économie n'a pas encore engagé de subventions à l'égard du porteur de projet. Cependant, si le projet présenté ainsi que le porteur de projet remplissent les conditions prévues par la loi, le projet sera susceptible d'être subventionné.

**Question 3985** (10.08.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **vitesse minimale pour véhicules motorisés** :

Verkéiersvirschräfte sinn do, fir de Verkéier vernefteg a sécher ze regelen. Dozou gehéieren och sénnvoll determinéiert Geschwindegkeetsbegrenzungen an awer och Mindestgeschwindegkeeten.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture gären des Froe stellen:

- Op den Autobunne sinn nëmmen esou Gefierer zougelooos, déi eng Mindestgeschwindegkeet vu 40 km/h realiséiere kënnen. Wéi laang ass des Regelung schonn a Kraaft?

- Firwat dærf ee mat engem 50 ccm d'Autobunn aktuell net benotzen, wann do Gefierer zougelooos sinn, déi eng Mindestgeschwindegkeet vun nëmme 40 km/h musse realiséiere kënnen?

Och duerch ze niddreg Geschwindegkeete kënnen Accidenter verursaacht ginn - besonnesch op enger Autobunn, wou vill aner Gefierer mat 130 km/h fueren. Fënnt den Här Minister, datt 40 km/h nach eng adequat Mindestgeschwindegkeet fir op der Autobunn ass, oder ass hien der Meenung, datt déi Mindestgeschwindegkeet misst eropgesat ginn? Kéint den Här Minister seng Usicht kuerz begrënnen?

**Réponse** (19.11.2018) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

Mam groussherzogleche Règlement vum 11. Abrëll 1964 gouf et folgend Ännerung am Artikel 156 vum Code de la route : « 1. Sauf dérogation particulière, la circulation sur les autoroutes est réservée aux véhicules automoteurs autres que les motocycles légers et à leurs remorques et semi-remorques accouplées à condition que ces véhicules automoteurs puissent réaliser en palier une vitesse minimum de 40 km/h au moins (...) ».

D'Wiener Konvention iwwert de Stroosseverkéier verbitt verschidde Verkéiersdeelnehmer, op der Autobunn ze fueren, dorënner och d'Cyclomoteuren. Lëtzebuerg ass un des international Konvention gebonnen.

Eise Code de la route gesäit keng Mindestgeschwindegkeet vir. Déi 40 km/h, op déi den

éierewäerten Deputéierte sech beriff, bezéie sech op eng bauartbedingte Mindestgeschwindegkeet, déi d'Gefierer ënner alle Konditionen (z. B. am Bierg) erreeche mussen.

**Question 3990** (10.08.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **piste cyclable du pont Grande-Duchesse Charlotte** :

Op der Rouder Bréck suergen Ofspärungen derfir, datt de Vélostrafic vum motoriséierten Trafic ofgetrennt ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture gären des Froe stellen:

1) Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Héicht vun den Ofspärungen fir Véloen op der Rouder Bréck héich genuch ass, soudatt e Vélosfuierer bei engem Onfall net op d'Strooss fale kann?

2) Ginn et Virschräfte, déi d'Effikassitéit vun esou Ofspärungen garantéieren?

**Réponse** (27.11.2018) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

Op der Rouder Bréck ass d'Vitesse vum motoriséierten Verkéier op 50 Stonnekilometer limitéiert an deementspreechend verlaangen déi respektiv Empfehlungen tëschent dem motoriséierten Verkéier an dem Trottoir, wou och eng Vélospist amenagéiert ass, ee Bordstee vu minimum 15 Zentimeter Héicht virzegesinn. D'Bordsteng op der Rouder Bréck hunn eng Héicht vun 20 Zentimeter.

Déi zousätzlech physesch Trennung, déi op d'Bordsteng opgesat ass, gouf op der Nordsäit vu LuxTram gefrot, fir den Tram vum motoriséierten Verkéier ze trennen. Aus Grënn vun der Symmetrie gouf des Trennung och op der Südsäit montéiert, wou se Vélosfuierer a Foussgänger virum Sprétszwaasser schützt. D'Héicht vun dem Element ass ee Kompromëss tëschent der Visibilitéit fir de motoriséierten Verkéier, déi garantéiert muss sinn, an zousätzlech muss am Fall, wou eng Persoun op d'Strooss fale géif, des och d'Méiglechkeet hunn, sech erëm a Sécherheet bréngen ze kënnen (erëm zréck op den Trottoir kënnen).

Des Trennung huet soumat net als Aufgab, bei engem Onfall de Vélosfuierer zréckzehalen, och gétt dat net vun den Norme verlaangt. Et ginn zu deser Thematik och keng spezifesch Virschräfte.

**Question 3991** (10.08.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **accidents mortels contre des arbres** :

Èmmer erëm ginn et Kollisiounen tëscht Autoen a Stroossebeem. Am Kader vun enger Rei där Accidenter mat déidleche Folgen a schwéier Blesséierten hat den ADR-Deputéierte Gast Gibéryen am Joer 2010 eng parlamentaresch Fro gestallt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture gären folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Stroossebeem goufen zënter 2009 ewechgeholl a wéi vill neier goufe geplanzt?

2. Wat fir Distanzen zum Stroosserand goufe bei deenen neie Plantatiounen agehalen? Woumat gétt déi Distanz als „grouss genuch“ begrënt?

3. Wéi vill Accidenter mat Doudege respektiv mat Blesséierte gouf et zënter 2009 als Folleg vun enger Kollisioun tëscht Auto oder Motorrad a Stroossebeem?

4. Obwuel d'Beem net d'Ursach vun den Accidenter sinn an och déi scho geplanzte Beem laansch d'Strooss net sollen ewechgeholl ginn, stellt sech awer d'Fro, ob an Zukunft net sollen Hecken amplaz Beem do geplanzt ginn, wou keng Méiglechkeet ass fir Leitplanke ze installéieren. Wat ass dem Här Minister seng Usicht dozou?

5. Et besteet och d'Méiglechkeet, fir Leitplanke virun de Beem ze installéieren. Wier de Minister bereet, iwwerall wou scho Beem laansch d'Strooss stinn, Leitplanke virun ze installéieren, wann d'Plaz et erlaabt? Wann neen, firwat net?

6. Wat fir zousätzlech Moossname proposéiert den Här Minister, fir esou Kollisiounen mat Stroossebeem ze reduzéieren?

**Réponse** (05.11.2018) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

D'Stroossebauverwaltung huet bis viru Kuerzem keng Statistike gefouert, wéi vill Beem pro Joer nei geplanzt goufen, respektiv wéi vill Beem ewechgeholl goufen. Dofir stinn zum haitegen Zäitpunkt nëmmen déi folgend Zuelen zur Verfügung:

- Saison 2014-2015: 564 Beem geplanzt

- Saison 2015-2016: 538 Beem geplanzt

- Saison 2016-2017-2018: 898 Beem geplanzt.

Säit 1995 ginn et bei der Stroossebauverwaltung intern Regeln, déi d'Distanz vun neie Plantatiounen zum Stroosserand definéieren. Vill Beem stinn awer méi no zur Strooss, dat well d'Beem schonns virun do stoungen, d'Stroossen awer, bedéngt duerch d'Dimensionen vun de Gefierer, méttlerweil méi breet gebaut goufen.

D'Statistiken zu Verkéiersaccidenter gi vum Statec publizéiert. Des Zuele ginn op Grondlag vun de Rapporte vun der Police zesummege-stallt.

Vun 2009 bis 2017 goufen et 721 Accidenter duerch Kollisioun mat Beem, dorënner 77 déidlech Accidenter.

Den Detail fir déi eenzel Joren:

- 2009: 89 Accidenter, dorënner 13 déidlech Accidenter

- 2010: 65 Accidenter, dorënner 6 déidlech Accidenter

- 2011: 77 Accidenter, dorënner 10 déidlech Accidenter

- 2012: 94 Accidenter, dorënner 12 déidlech Accidenter

- 2013: 97 Accidenter, dorënner 4 déidlech Accidenter

- 2014: 83 Accidenter, dorënner 10 déidlech Accidenter

- 2015: 77 Accidenter, dorënner 10 déidlech Accidenter

- 2016: 68 Accidenter, dorënner 7 déidlech Accidenter

- 2017: 71 Accidenter, dorënner 5 déidlech Accidenter.

**Question 3995** (13.08.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **liaison ferroviaire entre l'Europe et la Chine** :

Comme l'a relayé récemment la presse luxembourgeoise, une première liaison ferroviaire entre Thionville et la République populaire de Chine devrait être inaugurée prochainement. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre a annoncé d'être en négociation avec deux clients potentiels pour une liaison entre le centre multimodal à Bettembourg et la Chine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

- Quel est le potentiel du Luxembourg de se développer en tant que hub logistique pour le fret ferroviaire entre la Chine et l'Europe de l'Ouest ?

- Par quels atouts le Luxembourg pourrait-il se distinguer de la concurrence ?

- Est-ce que l'ouverture d'une liaison ferroviaire entre la Chine et Thionville risque d'enlever l'avancement du projet luxembourgeois ?

- De quelle longueur sont les trains en question ? Le cas échéant, le réseau ferroviaire luxembourgeois est-il adapté à des trains particulièrement longs ?

- Quel est le stade d'avancement des négociations avec les deux clients potentiels mentionnés par Monsieur le Ministre pour une liaison vers la Chine ?

**Réponse** (19.11.2018) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

Par la question parlementaire n° 3995 du 13 août 2018, l'honorable Député Gusty Graas souhaite s'informer au sujet de la liaison ferroviaire entre l'Europe et la Chine.

À la question du potentiel du Luxembourg de se développer en tant que hub logistique pour le fret ferroviaire entre la Chine et l'Europe de l'Ouest, l'évolution récente des échanges par voie ferroviaire entre l'Europe et la Chine démontre un intérêt croissant des clients à utiliser le rail dans leurs échanges commerciaux, en



complément des voies maritimes et aériennes. La province du Henan, partenaire privilégié du Luxembourg, a organisé près de 500 trains en 2017 et a pour objectif de dépasser les 700 en 2018.

Le Luxembourg doit cependant faire face à une concurrence très rude des pays voisins qui cherchent tous à attirer des connexions directes, et son hub logistique doit relever deux défis majeurs :

- assurer la compétitivité de son offre par rapport aux pays voisins - le prix du service étant l'un des critères clés de décision des partenaires chinois ;

- attirer des grands acteurs internationaux (industriels ou logisticiens) prêts à organiser tout ou partie de leurs flux logistiques entre la Chine et l'Europe via le Luxembourg.

Le Luxembourg peut mettre en avant son infrastructure logistique performante, ses connexions ferroviaires en transport combiné, régulières et fiables, en direction du sud et de l'ouest de l'Europe, ainsi que sa place centrale pour desservir la majorité des régions économiques européennes. Les principaux points d'arrivée actuels des trains Chine-Europe, à savoir Hambourg et Duisbourg, sont relativement congestionnés et les acteurs chinois sont aujourd'hui à la recherche de nouveaux sites, complémentaires aux sites existants.

En ce qui concerne l'annonce d'une liaison ferroviaire entre la Chine et Thionville, il s'agissait à notre connaissance d'un train unique au départ de la Chine à destination de Thionville via Duisbourg. Le train s'est cependant arrêté à Duisbourg et les containers ont ensuite été acheminés par la route jusqu'à destination finale. L'échec de ce projet, ou le caractère éphémère d'autres annonces (Munich, Dourges, Londres, ...) illustrent toute la difficulté de mettre en place des liaisons régulières et pérennes, avec des volumes massifiés, en dehors des deux hubs historiques que sont Hambourg et Duisbourg.

S'agissant du format des trains, tous les trains en provenance de la Chine ont actuellement un format similaire sur leur distance européenne, à savoir qu'ils doivent transporter 41 containers. Leur longueur est aujourd'hui principalement limitée par l'infrastructure polonaise à 600 mètres, de sorte que le réseau luxembourgeois ne représente pas un obstacle.

Les discussions sont en cours avec les clients cibles du train Chine-Luxembourg et les partenaires chinois.

**Question 4003** (17.08.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **passage à faune dans le cadre de la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg** :

La nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg a été décidée par le vote de la loi n° 6669 le 16 octobre 2014. Entre-temps les travaux ont débuté et avancent bien. Or, un passage à faune projeté entre les ouvrages d'art OA 12 et OA 13 d'une longueur de 70 m et d'une largeur de 50 m suscite des critiques. Les opposants à ce passage affirment que ce projet n'était pas prévu dans le projet de loi mentionné. Ils soulignent que le chemin rural existant reliant les villages de Fentange, Bivange et Berchem sera ainsi coupé en deux, et ceci au détriment des piétons, cyclistes et agriculteurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'opposition manifestée quant au passage à faune projeté ?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre entend soumettre une alternative ?

- Est-ce que, le cas échéant, une modification de la loi afférente s'impose ?

**Réponse** (04.12.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* :

Le passage à faune, situé entre les ouvrages d'art OA 12 et OA 13, n'était pas mentionné en tant que tel dans le projet de loi visant la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg, mais dans le chapitre 2.1. de l'exposé des motifs concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement, il en était fait référence. Il n'y a donc pas lieu de modifier la loi afférente.

En ce qui concerne le contournement d'Alzingen, l'Administration des ponts et chaussées a élaboré un concept cohérent pour toute la zone concernée, tout en tenant compte du projet ferroviaire ainsi que du contournement précité et du passage à gibier, dont les frais seront partagés entre le Fonds des routes et le Fonds du rail.

L'arrêté n° 81152 du 30 août 2016 ainsi que l'arrêté n° 90455 du 19 juin 2018 délivrés par le Ministère de l'Environnement indiquent la réalisation d'un passage à faune comme mesure compensatoire de sorte que celui-ci fait partie intégrante du projet de la nouvelle ligne de Luxembourg à Bettembourg.

Ni la commune de Hesperange, ni la commune de Roeser ne s'opposent formellement au passage à faune, mais demandent à ce que le chemin mixte existant ne soit pas supprimé. Trois variantes permettant le maintien d'une piste cyclable et d'un chemin piétonnier entre les deux communes, d'une part, et des accès aux différentes parcelles des agricultures et des autres propriétaires, d'autre part, ont été discutées en date du 17 octobre 2018. La variante retenue consiste en le maintien de la piste cyclable légèrement déviée au niveau de l'embouchure du passage à faune. Cette variante a l'avantage de répondre aux demandes des deux communes concernées qui favorisent la conservation du tracé actuel sans pour autant impacter le fonctionnement du passage à faune. Dans ce contexte, des nouveaux plans ont été dressés qui seront présentés aux deux communes concernées.

**Question 4006** (20.08.2018) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant le **« Momo Challenge »** :

D'après le site 5minutes.rtl.lu un dangereux « jeu » malsain sous le nom de « Momo Challenge » circulerait sur les médias électroniques, notamment sur WhatsApp. Il inciterait les jeunes à effectuer des défis et finalement à se suicider, à l'instar du « Blue Whale Challenge » qui a sévit début 2017 et qui fut qualifié de fausse information (« hoax ») dans un premier temps avant de se répandre à travers les réseaux sociaux.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) Messieurs les Ministres sont-ils au courant de cette nouvelle pratique malsaine sous le nom de « Momo Challenge » ? S'agit-il à leur avis d'un « hoax » ou d'une menace réelle ?

2) Messieurs les Ministres ont-ils des informations concernant une éventuelle propagation de ce « challenge » au Luxembourg ? Le cas échéant, quelles mesures sont envisagées pour lutter contre ce nouveau phénomène ?

3) La propagation d'un tel « jeu électronique » est-elle considérée comme constitutive d'une infraction ? La propagation d'une telle « fausse information » est-elle à son tour constitutive d'une infraction ? Le parquet a-t-il été saisi d'une enquête à ce sujet ?

4) Au cas où ce « jeu » n'existerait pas, quelles mesures sont envisagées pour lutter contre la propagation de telles « fausses informations » alertant et effrayant tant les parents que les jeunes ?

**Réponse commune** (05.11.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

Le phénomène de « Momo » n'est pas un phénomène nouveau. Depuis l'utilisation des nouveaux médias, du contenu illicite et du contenu déviant existent, ainsi que les « hoax » (canular, fausses informations). Les « hoax » se caractérisent par le fait qu'ils ne disposent pas de sources sérieuses, qu'ils sont souvent rédigés avec un ton de panique et qu'ils incitent le lecteur à les diffuser.

Actuellement, le phénomène « Momo » se présente comme une rumeur qui est distribuée sur les réseaux sociaux et autres sites web. Cette rumeur existe en versions différentes et se présente comme « hoax ». On sait qu'un « hoax », en général, peut aussi causer des effets qui peuvent créer « une menace réelle » (par exemple, si un « hoax » provoque de la peur. L'information est fausse, mais la peur est réelle et peut ensuite causer un comportement réel). Mais actuellement, le cas de « Momo » ne se

présente pas avec un potentiel de menace extraordinaire.

Jusqu'à l'heure actuelle, les ministres n'ont pas connaissance d'une propagation du « Momo Challenge » au Luxembourg. La BEE SECURE Helpline, le service de conseil individuel et gratuit sur les questions de sécurité sur Internet, a cependant reçu un nombre limité d'appels de personnes intéressées par ce phénomène en général, ceci après en avoir pris connaissance par la presse ou dans les médias sociaux. Concernant les services pour jeunes conventionnés, aucun cas n'a été reporté au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

D'après le réseau européen Insafe, qui regroupe les acteurs d'assistance et d'aide en matière d'un usage sûr d'Internet et dont BEE SECURE fait partie, le phénomène est connu dans l'ensemble des pays européens. Cependant, Insafe n'a, à l'heure actuelle, pas connaissance de cas vérifiés dans le contexte du « hoax » « Momo ».

En général, des « hoax » dans le genre du « Momo Challenge » apparaissent désormais de manière récurrente sur Internet. Parfois, un « hoax » attire une attention suffisamment grande pour être thématiquement par la presse ce qui amplifie l'attention et la diffusion dans la suite. Le « hoax » « Momo » est un exemple d'une telle dynamique de diffusion. Un autre exemple était le « Blue Whale challenge » en 2017 (voir aussi la réponse à la question parlementaire n° 2950 du 2 mai 2017).

En règle générale, l'initiative BEE SECURE mène des activités éducatives sur les canulars et les rumeurs dans les médias sociaux. Une approche critique des informations et autres contenus mentionnés sur Internet et sur les réseaux sociaux constitue un message clé dans les formations de BEE SECURE. Ces formations s'adressent directement aux enfants et aux adolescents ou aux enseignants, aux parents et aux éducateurs.

BEE SECURE édite régulièrement des dossiers et guides pratiques sur des dangers potentiels. Dans ce contexte, un dossier sur les « hoax » et informations fausses a été édité.

Des conseils individuels et gratuits sont disponibles auprès du service d'assistance téléphonique BEE SECURE au 8002-1234 pour des questions concernant une utilisation plus sûre d'Internet.

Afin de sensibiliser les enfants et les jeunes aux risques liés à Internet, BEE SECURE offre 900 formations par an au Luxembourg, dont environ 800 dans les lycées et écoles primaires. Les formations de sensibilisation pour une utilisation plus sûre d'Internet sont obligatoires pour toutes les classes de 7<sup>e</sup>. Depuis que des informations fausses se rapportant à des phénomènes comme le « Momo Challenge » se sont manifestées sur Internet, les formations BEE SECURE comprennent un volet sur ce type de « hoax ». Garder un esprit critique face aux informations et au contenu en ligne fait partie des messages de base des formations qui visent à prévenir la diffusion des « hoax » par des utilisateurs et de contrer des effets négatifs.

Le « Momo Challenge » ne peut pas être considéré comme un jeu électronique.

En ce qui concerne la propagation d'une « fausse information » par le biais d'Internet, il convient de relever qu'en effet certaines dispositions légales incriminent pénalement le fait de fournir sciemment de fausses informations, mais cela dans des domaines et dans des situations déterminées. Il en est ainsi, notamment, en matière financière en ce qui concerne le délit d'initié, ou encore en matière administrative lorsque de fausses informations sont fournies pour obtenir l'octroi d'une autorisation. Cependant, la propagation de fausses informations dans le contexte visé par la question parlementaire de l'honorable Députée n'est pas, en tant que telle, constitutive d'une infraction pénale.

Concernant la question de savoir si le parquet a été saisi d'une enquête à ce sujet, il convient de rappeler qu'en vertu du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, le Gouvernement ne saurait être au courant d'enquêtes dont le parquet est éventuellement saisi.

**Question 4007** (20.08.2018) de **MM. Franz Fayot** et **Alex Bodry** (LSAP) concernant les **incidents liés à la baignade dans le lac de Remerschen** :

Le journal « Contacto » a consacré une longue enquête aux circonstances ayant entouré la noyade du rappeur « Puto G » dans l'étang de Remerschen en date du 30 juin 2018. Cet ar-

ticle a été publié en français sur le site wort.lu le 18 août 2018.

Il y est également question de la noyade d'un citoyen bulgare dans le même étang, fin juillet.

Cet article allègue une série de faits et de comportements qui, si avérés, seraient particulièrement dérangeants de la part du personnel en charge de la surveillance des lieux, mais témoigneraient aussi d'un défaut de signalisation des dangers liés à la baignade dans le lac de Remerschen.

Au vu de la série d'incidents liés ces derniers mois à la baignade dans le lac de Remerschen, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Est-il correct, comme le rapporte l'article de « Contacto », qu'aucun membre du personnel employé par la commune de Schengen pour la surveillance du lac de Remerschen, ne dispose d'une quelconque qualification de maître-nageur ou de sauveteur ?

2) Est-il exact, comme le rapporte l'article, que les responsables du « Baggerweier » ont mis presque une heure avant d'appeler les secours, et n'ont dans un premier temps pas réagi aux appels à l'aide des compagnons de la victime ?

3) Est-ce que l'exploitant du plan d'eau dispose de procédures établies pour déterminer qui est responsable, dans quels cas et dans quelles circonstances, et surtout à quel moment, pour appeler les secours en cas d'incident ?

4) En vertu de la législation sur les établissements classés, quelles sont les conditions qu'un exploitant d'un lieu de baignade doit remplir en matière de sécurité ?

5) Est-il exact que les algues ont infesté à tel point le lac de Remerschen qu'il est dangereux de se baigner à certains endroits, où on risque de s'empêtrer dans les algues et de se noyer ? Si tel est le cas, ne conviendrait-il pas de procéder régulièrement et rapidement aux travaux de nettoyage qui s'imposent afin de minimiser tout risque de noyade ?

**Réponse commune** (05.11.2018) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur* :

Les honorables Députés se réfèrent à un article paru sur le site www.wort.lu suite à une enquête menée par le journal « Contacto » au sujet de deux noyades survenues dans les étangs de Remerschen aux mois de juin et de juillet 2018. En réponse à leurs questions, il y a tout d'abord lieu de préciser que les incidents en question font actuellement l'objet d'une enquête des autorités judiciaires. Aussi il importe en premier lieu de citer le communiqué du 24 août 2018 du Parquet de Luxembourg dans le cadre du décès d'une personne en date du 30 juin 2018 dans l'étang à Remerschen :

« Au vu des éléments portés à la connaissance du substitut de service en date du 30 juin 2018, aucune autopsie n'a été ordonnée, l'intervention d'un tiers dans le cadre du décès de la personne en question ayant pu être exclue dès le début. Les circonstances dans lesquelles la personne en question a été retrouvée, ont aussi permis d'exclure dès le jour des faits que des algues étaient en relation causale avec ce décès. Il s'agit donc d'une noyade accidentelle.

À l'heure actuelle, le parquet a encore chargé la police grand-ducale de vérifier si des personnes se sont le cas échéant rendues coupables d'une non-assistance à personne en danger. »

Considérant dès lors qu'une enquête judiciaire est en cours, le Gouvernement s'abstient, à ce stade, de se prononcer sur les circonstances dans lesquelles les noyades se sont produites et dont il ne connaît de toute façon pas les détails exacts.

Pour ce qui est de l'intervention des services de secours qui rentre dans le domaine de compétence du Ministre de l'Intérieur, il y a lieu de souligner que, précisément pour la noyade du 30 juin 2018, les moyens nécessaires ont été de suite dépêchés sur le lieu d'intervention pour une prise en charge immédiate de la situation dès la réception de l'appel d'urgence au central des secours d'urgence 112. Toutes les interventions se sont déroulées dans le respect des règles de l'art et suivant les procédures prescrites.

D'une manière générale, l'exploitation d'un site de baignade tombe sous le point de nomenclature (Classe 3 A) 060407-02 - « Sites de baignade exploités commercialement » du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés et est soumise à autorisation au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Pour les lieux de baignade, il n'existe pas de conditions de sécurité généralement applicables. Les conditions



de sécurité sont fixées au cas par cas dans l'autorisation, propre à chaque type d'exploitation, délivrée au titre de la loi précitée.

En fait, l'exploitant, à savoir la commune de Schengen, est en possession d'une autorisation d'exploitation afférente. En ce qui concerne les questions des honorables Députés ayant directement trait à l'exploitation du site, le Gouvernement a demandé à plusieurs reprises les informations requises à la commune de Schengen et transmet par la suite les réponses fournies finalement par la commune en date du 22 octobre 2018.

Pour ce qui est de la qualification du personnel, la commune de Schengen fait remarquer que la personne présente au moment des faits, chargée de la surveillance de la zone de récréation et de sports, outre le fait de faire valoir une grande expérience de travail sur les lieux, dispose de divers diplômes et attestations de compétences, dont notamment celui de « sauveteur », ou du certificat « 2h-nage-non-stop » en plus de divers stages effectués dont celui d'aide secouriste.

Pour ce qui est des procédures d'appel des services de secours, la commune de Schengen précise qu'une réunion d'information est tenue à ce sujet, tous les ans en début de saison, pour le personnel engagé de mi-mai à mi-septembre pour les besoins de la zone de récréation et de sports à Remerschen. En cas de noyade, le personnel a pour instruction de contacter, sans délai, le 112, indépendamment du fait que des amis ou autres ont déjà averti le 112.

Dans le contexte de la réglementation nationale en matière de baignade, le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures tient à souligner que le règlement grand-ducal modifié du 19 mai 2009 déterminant les mesures de protection spéciale et les programmes de surveillance de l'état des eaux de baignade se limite aux critères sanitaires lorsqu'il s'agit de restreindre la baignade. C'est dans ce contexte que suite à la prolifération de cyanobactéries qui en tant que telles présentent un risque sanitaire, la baignade aux lacs de la Haute-Sûre et de Weiswampach a été interdite au cours de l'été 2018, en application des articles 4 et 8 du règlement grand-ducal précité. Aux étangs de Remerschen, en revanche, il n'y a pas eu de présence ni de cyanobactéries ni de macroalgues présentant un risque sanitaire. Partant, la baignade n'avait pas pu être interdite en application des dispositions du règlement grand-ducal précité.

**Question 4008** (21.08.2018) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **digitalisation au niveau du fisc** :

En Belgique, le fisc veut relever les défis posés par l'économie du numérique et l'intelligence artificielle. Des soi-disant « chatbots » viendront au secours des contribuables via des conversations automatisées. Les premiers projets pilotes sont envisagés pour 2021 et concernent notamment l'enregistrement des baux locatifs et la déclaration du précompte professionnel pour les employeurs.

Selon les premières estimations, le potentiel de gain de productivité est estimé entre 10 et 15 %.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- De quelle manière le Gouvernement envisage-t-il faire face à la digitalisation dans le domaine du fisc ?

- Le ministre envisage-t-il de suivre l'exemple de son homologue belge ?

**Réponse** (21.09.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Le Ministère des Finances est pleinement impliqué dans l'initiative « Digital Lëtzebuerg », qui vise à renforcer et consolider le positionnement du pays dans le domaine de l'ICT. Force est de constater que les gouvernements précédents avaient omis d'investir les moyens nécessaires dans le développement et l'informatisation des administrations fiscales. Au cours de l'actuelle période de législature, le Ministère des Finances a donc non seulement procédé à un renforcement conséquent des ressources humaines, notamment au niveau de l'Administration des contributions directes (ACD), mais a également lancé un vaste programme pluriannuel de modernisation et de digitalisation de ses services. Or, la digitalisation à grande échelle d'une administration fiscale telle que l'ACD ou l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AEDT) est une démarche complexe, nécessitant des investissements, tant financiers qu'humains, s'étalant sur de multiples années. De même, il est bien moins aisé de digitaliser des processus existants que de mettre en place

des processus nouveaux. Dans le cadre de la stratégie globale, des projets clairement séparés et identifiables de taille plus modeste coexistent avec des projets d'envergure telle que la refonte complète de systèmes informatiques désuets, dont la complexité est telle que les premiers résultats ne seront visibles qu'à moyen terme.

Actuellement, la stratégie de digitalisation de nos administrations fiscales porte une attention particulière sur des processus avec les acteurs externes en ce qui concerne les échanges automatiques internationaux : les échanges des données financières en ce qui concerne l'échange automatique de données financières et les échanges des notifications et des rapports relatifs aux rapports pays par pays.

Ensuite, le service client constitue également une priorité, à travers des services et applications en ligne, offerts sur les plateformes « myGuichet », « guichet.lu » et « eCDF » de l'État. Les démarches suivantes sont d'ores et déjà présentes sur ces plateformes :

- la déclaration électronique obligatoire de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial et de l'impôt sur la fortune des collectivités résidentes (avec possibilité d'alimentation avec un fichier XML) via une procédure en ligne ;

- la déclaration de la retenue d'impôt sur rémunérations et crédits d'impôt bonifiés (avec possibilité d'alimentation avec un fichier XML) via une procédure en ligne ;

- la déclaration du décompte annuel via une procédure en ligne ;

- le dépôt électronique obligatoire des extraits de compte salaire et pension (ECSP) via une procédure en ligne ou dépôt XML ;

- la simulation et demande d'une imposition collective classe 2, imposition individuelle pure classe 1 ou imposition individuelle avec réallocation classe 1 ; ou

- l'envoi électronique, et leur traitement automatique subséquent, de déclarations en matière de TVA et de taxe d'abonnement.

Aussi, toujours dans l'intérêt des citoyens, une communication bidirectionnelle est mise en place, en généralisant l'envoi électronique des décisions de l'administration (p. ex. les bulletins d'information en matière de TVA) aux citoyens et entreprises par le biais des plateformes visées ci-dessus. Dans cette même approche « usager », la possibilité de paiement par Digicash a également été introduite au niveau des décomptes suite à l'imposition et au niveau des extraits de comptes.

À côté de ces mesures en vue d'offrir un service public de qualité, les prérequis au niveau d'applications de gestion interne et de contrôle sont continuellement adaptés et développés en collaboration avec le Centre des technologies et de l'information de l'État (CTIE). À cela s'ajoute la nécessité de s'adapter continuellement aux exigences toujours plus nombreuses dans le développement et la mise à jour des systèmes informatiques communautaires (guichet unique TVA p. ex.).

Si les honorables députés se réfèrent au projet belge visant à simplifier différentes procédures (dont notamment l'enregistrement des baux locatifs) moyennant la mise en place de « chatbots » dès l'année 2021, il y a lieu de souligner d'emblée que l'enregistrement obligatoire des baux a été abrogé au Grand-Duché par la réforme fiscale de 2017 pour les mêmes raisons de diminution de la charge administrative.

D'une manière générale, comme les sollicitations des usagers auprès des centres de contact des services sont nombreuses, le « chatbot » constitue à l'avenir une alternative digitale intéressante pour gérer les requêtes des internautes, et tout particulièrement celles qui sont simples et répétitives. Il y a lieu de relever que le Gouvernement vient de lancer une première expérience pilote à ce propos dans le domaine de la protection du consommateur avec le ministère compétent<sup>1</sup>. En attendant les premiers retours de ce projet pilote, le « chatbot » pourrait donc à l'avenir jouer un rôle dans la simplification de notre système fiscal pour ce qui est des relations entre l'administration et l'usager.

**Question 4019** (24.08.2018) de **Mme Claudine Konsbruck** (CSV) concernant le **réaménagement et l'extension du Lycée technique de Bonnevoie** :

En novembre 2014, la Chambre des Députés avait donné son accord de principe pour le ré-

ménagement et l'extension du Lycée technique de Bonnevoie (LTB). Un comité de pilotage a été mis en place avec la mission d'assurer la gestion et le suivi du projet. L'État avait décidé de recourir à un public-private partnership (PPP) pour financer et réaliser ce projet important. Les nouvelles infrastructures devraient être prêtes à la rentrée 2020-2021. Or, il semblerait que les travaux ont été interrompus et que le MDDI envisagerait d'annuler la procédure.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Est-ce que les Ministres peuvent donner des informations actuelles sur l'avancée du dossier et les raisons de ce revirement ?

- Quelles sont les conséquences d'une annulation de la procédure PPP actuellement engagée ?

- Quel sera le nouveau calendrier et les retards éventuels qui seraient la conséquence d'une annulation ?

**Réponse commune** (04.12.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Dans le cadre de la construction du nouveau Lycée technique de Bonnevoie à réaliser par le biais d'une procédure de partenariat public-privé (PPP), il est ressorti de l'analyse des offres finales reçues en date du 25 juin 2018 que l'avantage économique d'une telle réalisation s'avère inexistant par rapport aux coûts de réalisation du projet sous forme conventionnelle.

En effet, toutes les offres finales remises par les soumissionnaires dépassent largement les coûts calculés pour une réalisation du projet par voie classique. Conformément au dossier général de marché, article 1.4. « Annulation de la procédure » et après l'avis favorable de la Commission des soumissions, il a été décidé de renoncer à une réalisation par le biais d'un PPP.

Par conséquent, la procédure d'appel d'offres « Projet PPP Lycée technique de Bonnevoie » a été annulée en date du 16 novembre 2018 et les soumissionnaires seront indemnisés selon les modalités prévues dans le dossier général de marché.

Nonobstant, nous sommes convaincus que la construction d'un nouveau bâtiment pour le Lycée technique de Bonnevoie demeure une priorité absolue et les démarches nécessaires pour sa réalisation seront entamées sous peu.

**Question 4023** (27.08.2018) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant la **station de contrôle technique de Wilwerwiltz** :

Selon les informations parues dans la presse, la SNCT envisagerait de fermer la station de contrôle technique de Wilwerwiltz et d'aménager une nouvelle station de contrôle technique à Marnach à hauteur de la N7.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions quant à l'installation d'une annexe de la SNCT à Marnach ?

- Quelle serait l'affectation future des bâtiments à Wilwerwiltz ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer d'autres sites potentiels pouvant héberger une station de contrôle de véhicules notamment sur la N25 Heiderscheid-Pommerloch ?

**Réponse** (05.11.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* :

La Société nationale de contrôle technique (SNCT) sera présente avec une nouvelle station de contrôle technique dans le nord du pays à Marnach, et ceci à partir de fin 2019. Le site de Wilwerwiltz sera fermé et les démarches requises ont été faites auprès de l'autorité communale compétente afin d'y permettre la construction de logements.

Outre Marnach, la SNCT projette d'être présente notamment dans la nouvelle zone d'activités économiques Fridhaff et à Junglinster.

**Question 4027** (29.08.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les **obligations des employeurs en matière de premiers secours** :

Il résulte de l'article L.312-4 (2) du Code du travail que l'employeur doit désigner, pour les premiers secours, pour la lutte contre l'incendie et pour l'évacuation des salariés, les salariés chargés de mettre en pratique ces mesures. Ces salariés devront être formés, être en nombre suffisant et disposer de matériel adéquat, en tenant compte de la taille ou des risques spécifiques de l'entreprise ou de l'établissement.

D'après les recommandations de l'Association d'assurance accident (AAA), le nombre de secouristes à prévoir :

- pour un maximum de 20 salariés : un secouriste ;

- pour plus de 20 salariés et pour des activités à caractère administratif et commercial : 5 % de l'effectif ;

- pour plus de 20 salariés et pour les autres activités : 10 % de l'effectif ;

le tout sans préjudice de plus de secouristes en fonction de la nature de l'entreprise, de la manipulation de substances dangereuses, etc.

L'AAA recommande d'ailleurs également en matière de premiers secours la présence d'infirmiers d'entreprise pour les entreprises de plus de 250 salariés voire sur des chantiers de plus de 100 salariés.

Or, avec l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours, la formation en matière de premiers secours a quelque peu changé. Ainsi, on lit sur le site stm.lu qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018 :

« Il est prévu entre autres de supprimer les cours de rappel servant à reconduire la validité du certificat de formation aux premiers secours. La formation complète devra être suivie à nouveau. »

Il est de même précisé que :

« Les modalités exactes des changements seront spécifiées dans une publication officielle. Ces modifications engendreront une nouvelle organisation des formations premiers secours au sein du STM. Néanmoins, les détails de la nouvelle organisation ne seront communiqués sur le site qu'après le 1<sup>er</sup> juillet 2018. »

À notre connaissance, rien n'a jusqu'à présent été communiqué en la matière.

Qui plus est, rien n'a été communiqué au sujet des équivalences en matière d'initiation aux premiers secours dispensée à l'étranger.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les certificats délivrés en matière de premiers secours ont perdu leur validité le 1<sup>er</sup> juillet 2018 ? Dans l'affirmative, comment les entreprises ont-elles été informées de ces changements ? Comment les entreprises respectivement leurs salariés ont-ils pu se conformer aux nouvelles exigences légales et réglementaires ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les nouvelles modalités de formation en matière de premiers secours ? Combien de salariés d'entreprises devront à nouveau suivre un cycle complet de formation ?

- Ledit cycle de formation a-t-il d'ores et déjà été mis en place ? Dans l'affirmative :

- Quels sont les organismes agréés pour dispenser lesdites formations ?

- Quelle est la durée normale de ces formations ?

- Combien de formations à l'intention des salariés d'entreprises ont été organisées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018 ?

- Combien de salariés d'entreprises ont suivi ces formations ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pour quelles raisons les cours de rappel ont été supprimés ?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nouveau régime des équivalences de formations suivies à l'étranger ?

<sup>1</sup> Cf. Présentation du guide électronique [www.poli.guide.et](http://www.poli.guide.et) [https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes\\_actualites/communiqués/2018/07-juillet/23-etgen-guide.html](https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2018/07-juillet/23-etgen-guide.html)





**Réponse** (29.10.2018) de **M. Dan Kersch**,  
Ministre de l'Intérieur :

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, à savoir le 1<sup>er</sup> juillet 2018, les formations en matière des services de secours sont principalement assurées par l'Institut national de formation des secours (INFS), constitué au sein du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS). De ce fait, la matière des cours est restructurée et modernisée pour assurer et proposer une formation complète.

Pour ce qui est des certificats délivrés en matière de premiers secours avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018, je tiens à préciser que ces certificats sont toujours valables, et ceci, jusqu'au terme de l'échéance renseignée sur lesdits certificats. L'entrée en vigueur de la loi précitée n'a aucune répercussion sur la validité des certificats obtenus conformément aux conditions et critères de l'ancien régime.

Il me paraît utile d'esquisser brièvement l'évolution de la situation et surtout les nouveautés introduites par la réforme des services de secours en matière de formation.

En ce qui concerne le volet des cours de premiers secours, trois types de formation existaient avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018 :

1) le cours de base en matière de secourisme, d'une durée de 28 heures, suivi d'un examen, dont la validité était de cinq ans ;

2) le cours d'initiation aux gestes de premiers secours, d'une durée de douze heures, pouvant être complété par un module de quatre heures supplémentaires en fonction des risques et des besoins spécifiques de l'entreprise ;

3) le cours de rappel en matière de secourisme, d'une durée de huit heures, qui était exclusivement réservé aux personnes ayant suivi avec succès un cours de base en matière de secourisme ou un cours d'initiation aux gestes de premiers secours et qui servait à reconduire la validité de ces derniers.

Afin de s'aligner aux normes et standards européens en matière de premiers secours, ces trois cours ont été remplacés par un cours unique, qui compte désormais une durée de 16 heures et dont le certificat a une validité de cinq ans. Pour reconduire la validité du certificat, les intéressés doivent participer une nouvelle fois audit cours pour refaire les 16 heures de formation.

Les premiers cours en matière de premiers secours selon les nouvelles modalités ont débuté dès le 2 juillet 2018. Les cours sont accessibles au grand public et annoncés sur le portail « <https://cours.cgdis.lu> » mis en ligne lors de la journée mondiale des premiers secours en date du 8 septembre 2018.

Je me permets d'informer l'honorable Député que depuis la création du CGDIS, pas moins de 65 séances de formation ont été organisées avec plus de 1.200 participants.

Au regard du régime des équivalences de formations suivies auprès d'autres organismes, qu'ils soient nationaux ou internationaux, une procédure de reconnaissance d'équivalences a été mise en place, qui peut donner lieu à une reconnaissance d'attestations, de brevets et de diplômes.

En attendant la mise en place du portail de demande électronique, les démarches d'inscription peuvent être réalisées par le biais de formulaires téléchargeables sur le site <https://cgdis.lu>.

À côté de la reconnaissance d'équivalences, les organismes formateurs, qui proposent des cours de formation en matière de secours, peuvent procéder à une demande d'agrément. Lorsque l'agrément est accordé, il permet aux organismes formateurs de dispenser des cours en matière de secours, reconnus équivalents à ceux proposés par l'INFS.

Pour ce qui est de la procédure de demande d'agrément, je me permets de référer l'honorable Député aux dispositions du règlement grand-ducal du 13 juillet 2018 fixant les modalités d'obtention d'un agrément pour un organisme formateur en matière de secours.

**Question 4028** (29.08.2018) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. André Bauler** (DP) concernant les **téléphones fixes** :

L'opérateur historique français de téléphonie vient d'annoncer la fin progressive du téléphone fixe classique. En effet, l'opérateur cessera l'installation de nouvelles lignes téléphoniques reliées à une « prise T » à partir du 15 novembre 2018. À partir de 2023, l'opérateur commencera progressivement à couper le réseau. La décision est motivée par deux constats : d'un côté, la technologie utilisée est devenue obsolète, et de l'autre côté, vu l'essor du téléphone portable, le nombre d'utilisateurs d'un numéro fixe ne cesse de diminuer. Cela ne signifie cependant pas la fin des téléphones fixes. Les futurs téléphones fixes ne fonctionneront plus via le « réseau téléphonique commuté (RTC) », mais seront branchés à une box Internet.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Combien de personnes au Luxembourg utilisent encore une ligne fixe traditionnelle ? Quelle est l'évolution du nombre d'utilisateurs lors des dernières dix années ?

- Est-ce que l'opérateur luxembourgeois POST Group utilise la même technologie pour le raccordement du téléphone fixe que la France ? Dans la négative, la technologie utilisée au Luxembourg est-elle également sur le point de devenir obsolète ?

- Est-ce que l'opérateur POST Group projette également de mettre fin aux lignes fixes classiques au Luxembourg ?

**Réponse** (26.10.2018) de **M. Étienne Schneider**, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :

Suite aux informations obtenues de la part de POST, je peux vous fournir la réponse suivante aux questions posées :

Le service de téléphonie fixe va être maintenu par POST. Ce service peut être proposé sur base de la technologie classique commutée ou via la technologie IP.

En date du 1<sup>er</sup> août, POST comptait encore quelque 109.000 lignes classiques (analogiques et ISDN) actives. Par ligne classique on entend les lignes qui servent à fournir le service téléphonique classique sur base de l'infrastructure de téléphonie classique commutée (RTC).

POST continue à encourager et à poursuivre activement la migration des clients utilisant la technologie de téléphonie classique commutée vers la technologie IP avec l'objectif de ne plus avoir de lignes actives sur l'infrastructure de téléphonie classique commutée fin 2024.

On constate en effet une régression significative des lignes classiques actives depuis quelques années qui s'explique par deux phénomènes :

d'abord, ces lignes sont migrées vers la technologie de téléphonie IP pour les clients qui souscrivent à des nouveaux abonnements regroupant la téléphonie fixe avec d'autres services, tel que Internet et/ou TV, basés sur la technologie de la fibre ;

ensuite des lignes sont simplement supprimées sur demande des clients qui passent vers la téléphonie mobile et qui ne veulent plus maintenir un numéro de téléphonie fixe. La migration vers la téléphonie IP se fait dans la plupart des cas sans que le client final ne s'en rende compte : il peut continuer à utiliser son téléphone classique, la conversion vers IP se faisant dans les équipements POST.

Les technologies utilisées par POST Luxembourg pour le réseau de téléphonie commuté (RTC) sont similaires à celles d'Orange France. Même si les infrastructures du réseau de téléphonie commuté de POST proviennent d'un fournisseur différent, POST est confrontée à une problématique similaire de fin de vie qui s'annonce pour 2025 et qui est anticipée et suivie par POST depuis des années pour limiter l'impact sur le client final. Les solutions de

remplacement afin de garantir la livraison du service de téléphonie fixe au client final sont en place et implémentées depuis 2008.

**Question 4030** (30.08.2018) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant les **nuisances causées par des trains stationnés pendant la nuit près de la gare de Troisvierges** :

À Troisvierges, près de la gare, des trains sont stationnés pendant la nuit. Or, les locomotives électriques restent sous tension et prêtes à être mises en marche. Les riverains se plaignent du bruit excessif des machines pendant la nuit et des tests effectués lors de la visite journalière du mécanicien en matinée.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est possible de prendre des mesures afin de réduire les nuisances pour les riverains ?

- Est-ce que le même problème existe dans d'autres gares proches des agglomérations ?

- Est-ce qu'il ne serait pas possible d'arrêter les machines des locomotives pendant la nuit et de réduire ainsi la consommation en énergie ?

**Réponse** (19.11.2018) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

Le changement horaire du 10 décembre 2017 a effectivement engendré une hausse du besoin de garer du matériel roulant au site de Troisvierges. Afin de minimiser autant que possible les nuisances pour les habitants de la commune de Troisvierges, les CFL remettent le matériel du type DOSTO au lieu-dit « Biwischer Lach » et non pas en gare de Troisvierges.

Pour ce qui est des nuisances sonores émises par l'essai du signal acoustique lors des visites journalières et des remises en marche du matériel roulant, les procédures y relatives ont été adaptées depuis le 7 août 2018 afin de ne plus exiger cet essai.

En outre, les CFL ont sollicité l'approbation pour procéder au changement de régime du passage à niveau 51b situé au PK 85,803 en vue de supprimer la nécessité de l'émission d'un signal acoustique au passage dudit passage à niveau et de réduire ainsi les nuisances pour les habitants des quartiers avoisinants. Cette demande est en train d'être analysée par l'Administration des chemins de fer qui est compétente en matière de sécurité ferroviaire.

Les CFL effectuent le remisage de matériel roulant selon les mêmes principes qu'à Troisvierges aux sites de Pétange, Ettelbruck et Luxembourg. Hormis à Troisvierges, des problèmes ne nous sont pas connus.

Il n'est malheureusement pas possible d'arrêter les trains le soir car sinon le risque, avec les perturbations éventuelles en résultant, est trop grand de ne pas pouvoir prendre en service les trains le lendemain.

Lors de la planification, les trains devant être remisés à Troisvierges sont prévus d'être équipés avec des locomotives de la série 4000. Celles-ci sont beaucoup moins bruyantes que les locomotives de la série 3000. Dans la mesure du possible, ces trains sont effectivement réalisés avec des locomotives de la série 4000.

**Question 4033** (05.09.2018) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **plateforme communautaire Airbnb** :

Un reportage diffusé sur RTL en date du 3 septembre illustre les avantages et les désavantages qu'a causé et causera l'implantation de cette plateforme sur le marché luxembourgeois. Actuellement, plus de 700 personnes louent leur propre habitation comme logement d'appoint au Luxembourg, et la tendance est à la hausse. Alors que le succès de l'entreprise augmente de façon considérable et que le ministère juge le site comme une offre supplémentaire pour le secteur du tourisme luxembourgeois, les hôteliers, représentés par l'Ho-

tesca, le considèrent comme concurrence déloyale par rapport à leur commerce. Notamment le fait que des agences immobilières aient su développer un modèle commercial en relation avec la plateforme qui constituerait une vraie menace pour les hôteliers et serait en opposition avec le concept initié par Airbnb pose des problèmes. Les agences immobilières y louent des appartements exclusivement à des touristes. Alors qu'il existe une pénurie d'environ 6.500 logements sur le marché luxembourgeois, ces logements loués sur le site Airbnb pourraient déjà combler une partie de la demande.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie :

- Madame la Secrétaire d'État saurait-elle me donner des chiffres exacts sur les appartements loués exclusivement sur la plateforme Airbnb ?

- Madame la Secrétaire d'État envisage-t-elle d'entamer des mesures afin de limiter ces pratiques ?

- Madame la Secrétaire d'État est-elle en concertation avec le Ministre du Logement pour remédier à ces pratiques ?

- Deux fois dans l'affirmative, quelles mesures sont prévues ?

**Réponse** (14.11.2018) de **Mme Francine Cloesener**, Secrétaire d'État à l'Économie :

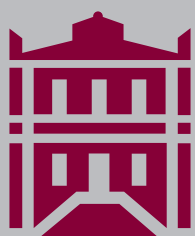
Les locations temporaires de logements à travers des plateformes comme par exemple Airbnb se sont beaucoup développées ces dernières années. On peut s'attendre à ce que cette tendance se poursuive dans les années à venir, sachant qu'une clientèle considérable utilise régulièrement ce genre de plateformes pour se loger lors de leurs déplacements. Ces personnes sont à la recherche d'hébergements alternatifs, proposant un produit différent des hébergements traditionnels comme les hôtels ou les campings. Au Luxembourg, le recours aux plateformes pour des réservations entre particuliers reste cependant relativement faible par rapport au total des nuitées enregistrées.

Afin de pouvoir correctement juger l'ampleur du phénomène au Luxembourg ainsi que ses répercussions et de permettre ainsi d'entamer les mesures adaptées en connaissance de cause, le Ministère de l'Économie est en train d'analyser la situation au Luxembourg et les initiatives prises au niveau international. En ce qui concerne le phénomène socio-économique caractérisé par l'économie de partage en général, il y a lieu de noter que des analyses plus approfondies ont été sollicitées par le Ministère de l'Économie pour permettre d'examiner le contexte politique, économique et juridique de ce phénomène. Les résultats de ces analyses, prévus pour le dernier trimestre de 2018, devraient permettre de définir les options et recommandations politiques, stratégiques et réglementaires nécessaires pour encadrer l'économie de partage au Luxembourg.

Une fois que les résultats de ce travail seront disponibles, une concertation avec le Ministère du Logement ainsi qu'avec d'autres acteurs concernés est prévue afin de décider des mesures appropriées en matière de locations temporaires de logements et d'entamer la mise en œuvre de ces mesures.

**Question 4034** (11.09.2018) de **M. David Wagner** (déi Lénk) concernant le **Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg** :

Permettez-moi de revenir sur votre réponse à ma question parlementaire n° 3199. Le premier paragraphe de ma question ne faisait pas référence au quota stratégique du fonds. En effet, les chiffres que je cite (investissement du FSIL à hauteur de 57 % en actions, 40 % en obligations et de 3 % en liquide), sont les chiffres des comptes annuels du fonds au 31 décembre 2016 tels que vous les avez présentés au public le 31 mars 2017. Je comprends donc et prend bien note que ces chiffres, qui ont par ailleurs été repris et publiés par la presse luxembourgeoise, sont faux. La vidéo de votre présentation est accessible sur le site Internet gouvernement.lu et jusqu'à ce jour, je n'ai trouvé



Suivez la Chambre des Députés  
sur Facebook et Twitter







nulle part une correction des chiffres que vous avez annoncés.

Comme Monsieur le Ministre fournit dans sa réponse en majorité des copier-coller de la politique générale et de la stratégie d'investissement du FSIL qui n'adressent pas mes interrogations, j'en déduis que ma question n'était pas assez claire et précise et vais donc la reformuler pour une meilleure compréhension.

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les trois ETFs (Exchange Traded Funds) qui apparaissent dans la classe d'actifs « Actions de pays développés » du portefeuille-titres des comptes annuels du FSIL au 31 décembre 2016 sont des ETFs à réplique synthétique et que de ce fait les avoirs de cette classe se composent exclusivement de produits financiers dérivés, en l'occurrence de swaps ?

Dans l'affirmative, j'en déduis que les comptes annuels de 2016 sont faux en ce qui concerne cette classe d'actifs, étant donné que les swaps ne peuvent pas être qualifiés d'actions. Dans ce cas, cet exemple mettrait en évidence une inconsistance systématique de la structure globale du FSIL dans la mesure où les cinq classes d'actifs telles que définies par le Comité directeur du FSIL (Obligations en euros, Obligations en USD, Actions européennes, Actions des pays développés, Action des pays émergents) sont inexactes car incapables de refléter les instruments financiers dans lesquels les divers ETFs investissent. Il s'ensuit que la stratégie d'investissement n'est pas respectée sachant que le FSIL définit clairement que son univers d'investissement se limite aux deux principales classes d'actifs que sont d'une part les obligations et d'autre part les actions.

Partant, je voudrais vous poser la question suivante :

2) Monsieur le Ministre peut-il expliquer comment il est possible qu'une telle incompatibilité flagrante et fondamentale entre la structure du fonds et la nature des investissements des ETFs ait pu échapper et semble continuer à échapper au Comité d'investissement et à tout autre contrôle du FSIL et ce que Monsieur le Ministre va entreprendre pour établir la conformité de la politique générale et de la stratégie d'investissement du FSIL avec ses investissements ?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'objectif d'investissement de l'ETF dénommé « Vanguard Total Bond Market Index Fund » est de suivre la performance du « Barclays US Aggregate Float Adjusted Index » (LBUFRUU) ?

4) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le FSIL a failli à sa stratégie d'investissement étant donné que cet indice ne fait pas partie de l'univers d'investissement du FSIL ?

Dans ce cas, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si cette position ETF sera vendue et qu'il va aviser de l'impact financier pour le FSIL ?

Dans les comptes annuels du FSIL, cet ETF apparaît dans la classe d'actifs des obligations en USD dont l'indice de référence est le « Barclays US Aggregate Total Return Index Value Unhedged USD » (LBUSTRUU). Les comptes annuels 2016 du FSIL seraient donc erronés.

5) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les comptes annuels 2016 du FSIL seront corrigés ?

Dans sa réponse à ma question parlementaire, Monsieur le Ministre a trouvé nécessaire de clarifier que le FSIL n'est formellement pas directement lié à des entreprises figurant dans les indices de référence. Je n'ai pas affirmé le contraire. Dans un souci de transparence, je tiens à préciser que le lien formel est celui entre le FSIL et toutes les entreprises contenues dans les portefeuilles des ETFs.

6) Est-il exact que le dispositif de contrôle mis en place par le Comité directeur est appliqué au niveau des ETFs, c'est-à-dire au niveau des tenants des investissements et non pas au niveau des instruments financiers qui se trouvent dans les différents portefeuilles des ETFs et qui sont les investissements réels et matériels du FSIL ?

7) Dans l'affirmative, comment ce dispositif de contrôle assure-t-il que le FSIL respecte toutes les lois et réglementations qui lui incombent ? Comment ce dispositif de contrôle évalue-t-il l'exposition aux risques des produits dérivés par la seule méthode de la VAR (« Value at risk ») ?

D'après Monsieur le Ministre, le FSIL serait la « Spuerbéchs fir déi nächst Generatiounen ». J'en déduis que la politique d'investissement du FSIL se doit d'être exemplaire.

J'invite Monsieur le Ministre de se remémorer la politique d'investissement socialement responsable que le FDC s'est finalement résolu à mettre en œuvre.

8) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer de quelle manière le FSIL assure et contrôle que le fonds ne participe pas au financement de sociétés et d'entreprises connues pour ne pas respecter l'environnement, la responsabilité sociale et solidaire ou les droits de l'homme et le droit du travail ?

Plus spécifiquement, Monsieur le Ministre, dans sa réponse à ma question parlementaire, a omis de conforter nos citoyens en confirmant que :

9) Le FSIL est-il en accord avec l'article 3 de la loi du 4 juin 2009 portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions qui stipule que : « Il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives ? »

En ce qui concerne le FDC, il me semble que vous ayez mal interprété ma question. La structure organisationnelle et administrative du FSIL est une copie conforme de celle du FDC. Cela signifie que l'État, pour gérer les 183 millions d'euros d'actifs du FSIL séparément des 16 milliards d'actifs du FDC, entretient deux comités directeurs, deux comités d'investissement, deux secrétariats, deux réviseurs d'entreprises, deux agents comptables et deux agents bancaires.

Il m'est incompréhensible pourquoi l'État entretient pour le FSIL un doublon de la structure existante du FDC. Toutefois, Monsieur le Ministre justifie la structure du FSIL par le fait qu'il entend éviter la lourde procédure liée à la sélection des gestionnaires d'actifs et d'une banque dépositaire/agent comptable au moyen de soumissions publiques européennes.

Il me paraît néanmoins qu'il n'y a aucune soumission publique à faire, ni pour la sélection des gestionnaires ni pour une banque dépositaire/agent comptable, étant donné que cette structure existe déjà depuis juillet 2007, date de la création du véhicule de placement du FDC. La SICAV du FDC dispose d'un réseau d'une vingtaine de gestionnaires aussi bien que d'une banque dépositaire/agent comptable. Parmi les gestionnaires du FDC, on retrouve d'ailleurs bon nombre d'institutions qui sont également les promoteurs des ETFs dans lesquels le FSIL a investi, par exemple BlackRock, Natixis, State Street, Amundi.

10) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer dans quelle mesure il est économiquement plus avantageux pour l'État de maintenir deux structures organisationnelles et administratives identiques pour gérer d'un côté le FSIL et de l'autre le FDC, une conséquence parmi d'autres étant par exemple que les mêmes institutions financières (BlackRock, Natixis, etc...) sont rémunérées deux fois, d'un côté par le FSIL en tant que promoteur des ETFs et de l'autre par le FDC en tant que gestionnaires d'actifs ?

La SICAV du FDC maintient pour chacun de ses types de compartiment également un compartiment « indexé », c'est-à-dire à gestion passive. Elle offre donc bien les deux types de gestion, une gestion active par le réseau de ses gestionnaires et une gestion passive à travers les compartiments indexés.

Il me semble évident qu'un investissement par le biais des compartiments indexés de la SICAV du FDC est financièrement de loin plus avantageux que le même investissement par le biais de la structure onéreuse de gestion et d'administration du FSIL. Dans le cas improbable que la vingtaine de compartiments de la SICAV du FDC ne suffirait pas à satisfaire aux critères de la stratégie d'investissement du FSIL, il suffirait de créer un compartiment supplémentaire dédié aux investissements du FSIL. La création d'un compartiment est une opération de routine pour la SICAV du FDC.

11) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi le FSIL n'investit pas par le biais de la SICAV du FDC pour ainsi profiter du poids dans le marché des 16 milliards d'actifs de FDC et d'ainsi jouer automatiquement et instantanément, en citant Monsieur le Ministre, « dans la même ligue » que le FDC et ainsi permettre d'appliquer au FSIL les mêmes règles et contrôles éthiques tout en évitant une duplication des dépenses servant à la gestion et à l'administration du FSIL ?

12) Finalement, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il y a bien eu une soumission publique européenne pour sélectionner l'agent bancaire du FSIL ? Si non, pourquoi ?

**Réponse (05.12.2018) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :**

La politique d'investissement du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (ci-après « FSIL ») a été définie par son comité directeur dans le document « Politique générale » et a été précisée dans le document « Stratégie d'investissement ». Pendant la phase de lancement constituée des cinq premières années d'existence du FSIL, ce dernier

investit exclusivement dans des ETFs et des OPVCM-non ETF. Tout investissement dans des instruments financiers autres que des ETFs et des OPVCM-non ETFs est exclu (cf. point 3.2.1.2. du document « Politique générale »). Dans le choix des ETFs, le document « Stratégie d'investissement » précise les critères de sélection suivants (cf. point « E. Choix des instruments financiers » du document « Stratégie d'investissement ») :

1. Parts d'ETFs, « long » et sans levier, répliquant, avec un bêta égal à l'unité, leur indice de référence, sachant que les indices répliqués sont détaillés dans le document

2. Parts d'ETF libellés en EUR, sauf pour la classe d'actifs des obligations libellées en USD, positions qui requièrent une couverture du risque de change EUR/USD dédiée

3. Taille de l'ETF supérieure à 10 fois la taille de la position détenue par le Fonds (FSIL), ce qui implique donc une taille d'au moins EUR 100 millions pour une position d'EUR 10 millions

4. Préférence aux parts de capitalisation (par rapport aux parts de distribution)

5. Préférence à la fourchette « bid-ask » moyenne la plus faible au sein de l'échantillon

6. Préférence à la « tracking error » la plus faible sur base de la VNI officielle de l'ETF

7. Préférence aux ETFs qui sont agréés en tant qu'OPVCM (ISIN commençant par LU, IE ou FR).

En ce qui concerne le point 1. ci-avant, il y a lieu de noter que la méthode de réplique ne joue aucun rôle au niveau des critères de sélection. Pour rappel, ces méthodes sont les suivantes (cf. point « E. Choix des instruments financiers » du document « Stratégie d'investissement ») :

- pleinement à travers des positions cash ayant des poids relatifs identiques à ceux de l'indice sous-jacent,

- optimisée, notamment pour la classe d'actifs obligataire ou

- synthétique via des swaps de type « total return » où la performance du portefeuille de l'ETF est échangée contre celle de l'indice sous-jacent à l'ETF.

Les trois ETFs de la catégorie « Actions de pays développés » ne se composent pas exclusivement de produits financiers. Ces ETFs ont été choisis en accord avec les critères mentionnés ci-avant.

Il est vrai que ces trois ETFs, libellés en EUR, étaient des ETFs ayant une méthode de réplique synthétique de l'indice « MSCI Daily Total Return Net World USD » (code Bloomberg NDDUWI) à la fin 2016. Il est par contre faux que le portefeuille d'un ETF à réplique synthétique se compose uniquement de produits financiers dérivés. Pour chacun de ces trois ETFs, le détail du portefeuille est disponible sur le site Internet de sa société de gestion respective. Il s'agit de portefeuilles-actions avec 30 à 50 positions, nettement plus concentrés que ceux d'un ETF à réplique physique de l'indice MSCI World qui se compose de 1.653 positions. Via un swap appelé TRS (« Total Return Swap »), le rendement du portefeuille-actions de l'ETF est alors échangé contre le rendement de l'indice cible « MSCI Daily Total Return Net World USD ». Le risque de crédit sur la contrepartie de swaps existe sur le futur, mais pas sur la performance historique qui est acquise au fonds par le biais d'échanges de collatéral. Du fait que la réplique physique de l'indice MSCI World avec 1.653 positions est coûteuse à cause des frais de transactions journaliers sur un large éventail de titres, seuls des ETFs à réplique synthétique étaient conformes aux critères de sélection ci-après.

L'ETF « Vanguard Total Bond Market Index Fund » suit une approche d'investissement conçue pour suivre la performance de l'indice « Bloomberg Barclays US Aggregate Float Adjusted Total Return Index ».

Les indices « Bloomberg Barclays US Aggregate Float Adjusted Total Return Index Value Unhedged USD » (code Bloomberg LBUFRUU) et « Bloomberg Barclays US Aggregate Total Return Index Value Unhedged USD » (code Bloomberg LBUSTRUU) sont identiques en termes de caractéristiques (duration, échéance moyenne, rendement jusqu'à échéance, performance historique...). Ils ont exactement les mêmes constituants, à savoir 10.134 obligations dont le montant en circulation est de 20,25 billions d'USD et dont le « float » après prise en compte de la politique de la Réserve fédérale est de 18,59 billions d'USD. La seule différence est que l'indice LBUFRUU est ajusté du « float ». De ce fait, l'écart de performance entre les deux indices Bloomberg LBUFRUU/LBUSTRUU est plus faible que l'écart entre deux ETFs suivants ce même indice.

L'affirmation que le FSIL aurait failli à sa stratégie est donc sans aucun fondement.

Les comptes annuels 2016 du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg reflètent bien une image conforme à la réalité. Ils ont été audités par un réviseur d'entreprises agréé et ne nécessitent pas de correction.

Les limites d'investissement et les quotas stratégiques ont été définis par rapport aux ETFs dans le document « Politique générale » du Comité directeur du FSIL. Ils sont suivis en continu par l'agent bancaire qui rapporte mensuellement et, le cas échéant, sur une base ad hoc au comité d'investissement et au comité directeur par le biais du secrétariat du FSIL. Le contrôle des organes du FSIL porte sur le respect des limites et quotas stratégiques et ne porte pas sur les sous-jacents aux ETFs.

Les indices suivis par les ETFs sont des références acceptées dans le monde financier. Leur composition est transparente et publique.

Le FSIL n'investit pas en produits dérivés de sorte que la question de l'évaluation de l'exposition aux risques des produits dérivés par la seule méthode de la VAR ne se pose pas.

Le FSIL constitue une épargne pour les générations futures, alors que le FDC a pour mission d'assurer la gestion de la réserve de compensation du Régime général d'assurance pension. Eu égard à la finalité différente, il a été décidé de confier l'épargne intergénérationnelle à un fonds à part plutôt que de créer un nouveau compartiment du FDC.

L'agent bancaire n'a pas été sélectionné par voie d'une soumission publique européenne étant donné que les commissions payées par le FSIL à l'agent bancaire sont de loin en dessous des seuils pertinents définis dans la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics.

## Question 4038 (06.09.2018) de M. Marc Angel (LSAP) concernant le droit à l'oubli :

La Commission nationale d'éthique (CNE) dans son avis n° 28 publié en mars 2018 s'est penchée sur la question du « droit à l'oubli » en matière d'assurance emprunteur sur base du dossier médical actuel au Luxembourg, de la situation en France entrée en vigueur en février 2017 et d'une recommandation du Conseil de l'Europe de 2016.

Selon cet avis, « le droit à l'oubli devrait s'inscrire dans un concept général de traitement équitable des patients ayant souffert d'un cancer par rapport aux autres citoyens et garantir l'égalité de leurs chances et éviter une stigmatisation et discrimination de ces patients ».

De plus, d'après la CNE « une attention particulière devrait être portée aux patients mineurs dont la date de fin du protocole thérapeutique est atteinte avant leur majorité (...) ». Elle propose « un droit à l'oubli général pour les patients mineurs dont la date de fin du protocole thérapeutique est atteinte avant leur majorité ».

En outre, la CNE propose d'élargir le champ d'application non seulement aux cancers, à l'hépatite virale C et au VIH, mais aussi à d'autres maladies chroniques et des pathologies mentales et psychiques.

Aussi, la CNE suggère que les surcoûts éventuellement engendrés par l'élargissement du droit à l'oubli soient supportés soit par un fonds de solidarité public, soit par un fonds mis en place par les assureurs.

Par ailleurs, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, dans chacun de ses rapports, la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de la loi du 16 mars 2009 « maintient sa position selon laquelle le décès suite à un acte d'euthanasie ou d'assistance au suicide doit être considéré comme une mort de cause naturelle ».

Contrairement à la Belgique, dont la loi prévoit que « la personne décédée à la suite d'une euthanasie dans le respect des conditions imposées par la présente loi est réputée décédée de mort naturelle pour ce qui concerne l'exécution des contrats auxquels elle était partie, en particulier les contrats d'assurance », la loi luxembourgeoise n'est pas précise sur ce point.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de la Santé :



1) Le Gouvernement approuve-t-il les recommandations de la Commission nationale d'éthique sur le « droit à l'oubli » en matière d'assurances formulées dans son avis n° 28 ?

2) Est-ce qu'une nouvelle réglementation dans ce sens est en voie de préparation ? Sinon, quelles suites ont été données à cet avis ?

3) Le décès suite à un acte d'euthanasie ou d'assistance au suicide est-il considéré comme une mort de cause naturelle au Luxembourg ?

4) Est-il prévu de compléter la législation actuelle afin d'interdire les clauses d'exclusion des contrats d'assurance-vie en cas d'euthanasie et/ou de suicide assisté pratiqué dans le respect de la loi ?

**Réponse commune** (19.11.2018) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé, et de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances :

Dans le but de garantir au citoyen atteint d'un cancer, traité pour un cancer ou ayant guéri d'un cancer, le respect de ses droits, le droit à l'oubli a été inscrit dans l'Axe 9 intitulé « Droits des patients, information et démocratie sanitaire » du Plan national cancer (PNC) (2014-2018). Ce plan a comme objectif de garantir au citoyen ayant été atteint d'une pathologie cancéreuse de ne plus devoir le signaler dans le cadre de la conclusion d'une assurance garantissant un prêt immobilier (solde restant dû en cas de décès uniquement, à l'exclusion des garanties invalidité et incapacité). Ce droit à l'oubli, qui n'avait pas été initialement prévu dans le PNC, a été ajouté en 2016, en raison de la demande des fondations et associations de patients luxembourgeois.

Un groupe de travail dédié à cet objectif (dans le cadre du PNC) a été mis en place le 30 septembre 2016, et incluait à côté des médecins représentant l'Association des médecins et médecins-dentistes du Luxembourg (AMMD) également des représentants des organisations et institutions suivantes : l'Association des compagnies d'assurance et de réassurance (ACA), l'Association des banques et banquiers, Luxembourg (ABBL), la Commission nationale d'éthique (CNE), la Société luxembourgeoise d'oncologie, la Fondation Kriibskrank Kanner, et la Fondation Cancer.

Les conclusions résultant des travaux de ce groupe de travail ont été reprises dans un projet de convention élaboré par le Ministère de la Santé, qui reprend en grande partie les principes et modalités opérationnelles prévues dans le dispositif dit « AERAS » (S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé) mis en place en France en 2016, ainsi que les recommandations de la CNE (avis n° 28) :

- le droit de ne pas devoir déclarer toute pathologie cancéreuse passé un délai de dix ans après la fin du protocole thérapeutique et sans rechute. Ce délai est réduit à cinq ans pour tout cancer dont la fin du traitement intervient avant l'âge de 18 ans accomplis et sans rechute. Cela permet de bénéficier de la garantie d'assurance-décès pour un prêt en vue de l'acquisition d'un bien immobilier dans des conditions standard, sans surprime ni exclusion (montant de l'emprunt plafonné à 420.000 €) ;

- l'application d'une grille de référence pour certaines pathologies (cancer et hépatites C) sur les conditions d'acceptation de l'assurance sans surprime ni exclusion. Ce cas prévoit la déclaration de certaines pathologies. Un comité d'experts prendrait en charge la révision régulière de cette grille qui est évolutive et doit être adaptée aux progrès thérapeutiques.

Ce concept est le reflet d'une bonne coopération des membres de ce groupe de travail, menant à un consensus et/ou accord de principe sur les mesures à envisager. Le concept a reçu l'avis favorable de la Plateforme nationale cancer le 11 juillet 2018.

Afin de mettre en place au Luxembourg les principes et dispositions s'inspirant des modalités du dispositif « AERAS », le groupe de travail préconise de ne pas proposer l'adoption d'une loi spécifique, mais de lancer les dispositions du droit à l'oubli sous forme d'une convention établie entre l'État, les associations de patients, l'ABBL, l'ACA, et les compagnies d'assurances concernées prises individuellement.

Aussi convient-il de considérer les conséquences d'une telle convention sur la couverture de réassurance des contrats d'assurance lors de l'élaboration de cette dernière. En effet, les compagnies d'assurances agréées au Luxembourg pratiquant la branche vie sont

souvent soutenues par des entreprises de réassurances étrangères qui pourraient leur imposer de ne pas accepter certains risques.

En ce qui concerne la question d'une éventuelle adaptation des dispositions législatives relatives aux clauses d'exclusion des contrats d'assurance-vie en cas d'euthanasie et/ou de suicide assisté pratiqué dans le respect de la loi, l'article 103, point 1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 prévoit deux hypothèses :

- le suicide survenu un an ou plus d'un an après la conclusion ou la remise en vigueur du contrat et

- le suicide survenu moins d'un an après la conclusion du contrat ou la remise en vigueur d'un contrat ayant fait l'objet d'une mesure de suspension.

Concernant la première hypothèse, le fait d'interdire les clauses d'exclusion relatives à l'euthanasie et/ou au suicide assisté dans les contrats d'assurance-vie n'a pas d'incidence, vu que les compagnies d'assurances doivent obligatoirement intervenir en cas de suicide de l'assuré datant d'au moins un an après la conclusion ou la remise en vigueur de son contrat d'assurance.

Néanmoins, le législateur laisse actuellement aux assureurs la possibilité de ne pas couvrir le suicide survenu moins d'un an après la conclusion du contrat d'assurance en insérant par exemple des clauses d'exclusion dans leurs contrats d'assurance.

Quant aux clauses d'exclusion en question, il est à noter que l'euthanasie et le suicide assisté sont entourés de strictes conditions et ne peuvent être pratiqués que si la personne souffre physiquement ou psychologiquement de sa situation de santé et se trouve dans une situation médicale sans issue, sans perspective d'amélioration ainsi qu'irréversible dans l'état actuel de la science.

Toutefois, il est fort probable qu'une personne se trouvant dans une telle situation de santé ne soit pas acceptée par les compagnies d'assurances étant donné qu'elle doit nécessairement indiquer son état de santé dans un questionnaire médical fourni par les assureurs.

Ainsi, de nouveau, le fait d'interdire les clauses d'exclusion relatives à l'euthanasie et/ou au suicide assisté dans les contrats d'assurance-vie n'aurait pratiquement pas d'impact sur le fait d'être couvert par un contrat d'assurance.

**Question 4039** (10.09.2018) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant la **modification du Syndicat intercommunal pour la création, l'aménagement, la promotion et l'exploitation de zones d'activités économiques sur le territoire des communes de la Nordstad** :

Les six communes de la Nordstad (Bettendorf, Diekirch, Erpeldange-sur-Sûre, Ettelbruck, Schieren et Colmar-Berg) ont voté pour la modification du Syndicat intercommunal pour la création, l'aménagement, la promotion et l'exploitation de zones d'activités économiques sur le territoire des communes de la Nordstad (ZANO) en un syndicat à vocation multiple.

La démarche des communes est en ligne avec les termes de la Convention de développement Nordstad, signée avec le Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

- Depuis quand le ministre est-il en possession des délibérations des communes de la Nordstad ?

- Le ministre entend-il y donner une suite favorable ?

- Dans l'affirmative, dans quel délai les communes recevront-elles l'aval de leurs décisions politiques ?

- Dans la négative, quelles sont les raisons et les alternatives concrètes proposées par le ministre ?

**Réponse** (06.11.2018) de **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur :

Les délibérations des conseils communaux des communes membres du ZANO ont été successivement présentées au Ministère de l'Intérieur pour être engagées dans la procédure légale d'autorisation prévue par les articles 1<sup>er</sup> et 5 de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes. La dernière délibération m'a été soumise en date du 11 septembre 2018. Ce n'est que depuis cette date que le dossier est complet et que l'instruction par mes services a pu être entamée.

La transformation d'un syndicat intercommunal en syndicat à vocation multiple nécessite

un examen juridique approfondi afin d'analyser si la définition d'objets multiples répond à l'exigence légale de précision posée par l'article 5 de la loi précitée. Cette définition précise est essentielle, entre autres, pour éviter l'extension d'objets au-delà de la volonté des communes et pouvant s'avérer préjudiciables d'un point de vue financier.

Je tiens à informer l'honorable Député que suivant les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 23 février 2001 tout projet de statuts ou de modification de statuts d'un syndicat de communes est soumis obligatoirement pour avis au Conseil d'État avant qu'il ne puisse être adopté sous forme d'un arrêté grand-ducal. L'arrêté d'institution peut d'ailleurs autoriser les communes à se constituer en syndicat à vocation multiple. Il en fixe clairement les objectifs. Aussi la durée de la procédure de modification de statuts de syndicats n'est pas prévisible et peut varier d'un projet à l'autre.

**Question 4042** (14.09.2018) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant le **vol de vélos et autres moyens de mobilité peu encombrants non motorisés ou à faible motorisation** :

Des efforts considérables sont entrepris pour favoriser la mobilité douce et une évolution positive en ce sens est à noter. De plus en plus de gens utilisent le vélo, ainsi qu'une panoplie d'autres moyens de mobilité peu encombrants non motorisés ou à faible motorisation à l'intérieur des urbanisations pour des trajets de courte distance.

Il me revient que cette évolution va de pair avec une augmentation des vols de tels moyens de mobilité qui souvent ne peuvent être garés de manière sécurisée.

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il me dire combien de plaintes à ce sujet ont été déposées auprès de la police au cours des dernières cinq années ?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures estime-t-il que ce phénomène risque de constituer un frein à une évolution positive de la mobilité douce ? Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est prévu d'installer des mBox ou un type de garage à vélo surveillé similaire à des endroits fortement fréquentés en dehors des gares ferroviaires et plateformes d'échange ?

Par ailleurs, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé dans sa réponse à ma question n° 2412 du 23 septembre 2016 la publication d'une brochure relative aux modalités d'utilisation d'un certain nombre de moyens de mobilité qui ne figurent pas en tant que tels dans le Code de la route et qui sont assimilés, en fonction de leur puissance, soit à un jouet, à un cycle électrique ou à un cyclomoteur (50 cm<sup>3</sup>). En effet, beaucoup d'utilisateurs semblent ignorer la réglementation en vigueur ce qui augmente les risques d'accident.

- Est-ce qu'une telle brochure a été publiée par le ministère ? Dans l'affirmative, où est-ce qu'on peut l'obtenir ?

**Réponse commune** (03.12.2018) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de **M. Étienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure :

Le nombre de plaintes déposées pour vols de moyens de mobilité peu encombrants non motorisés ou à faible motorisation (vélos, e-bikes, trottinette, etc.) durant les cinq dernières années s'élève à :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il importe cependant d'ajouter qu'il n'est pas possible de ventiler ces chiffres parmi les différents moyens de mobilité alors que ces objets sont saisis sous forme de texte libre. La Police grand-ducale confirme cependant qu'il s'agit pour la grande majorité de vélos non-motorisés de type vélo de ville, vélo de course et tout-terrain.

Afin d'endiguer le phénomène du vol de vélos au-delà des gares et des pôles d'échanges, les employeurs sont invités à mettre à disposition des emplacements de stationnement sécurisés sur le lieu de travail et les communes sont invitées (certaines l'ont déjà fait) à installer des mBox aux endroits-clés. La Cellule mobilité douce du MDDI fournit des conseils pratiques en la matière aux acteurs intéressés.

Le projet d'une publication regroupant toutes les dispositions réglementaires quant à l'utilisation d'engins de déplacement micromobiles n'a pas pu être réalisé, faute de définitions uni-

voques et équivalentes à celles des pays limitrophes (qui ne disposent d'ailleurs pas de réglementations en la matière). De par le développement et la variété croissants de ces engins, il est jugé peu raisonnable d'établir une réglementation précipitée, sachant que la Commission européenne s'est mise à l'élaboration de définitions en la matière.

**Question 4044** (17.09.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant le **droit de préemption** :

À travers la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus », le droit de préemption des autorités publiques (État, communes, etc.) a été renforcé. Il se trouve toutefois que ces autorités se trouvent souvent confrontées à des clauses inscrites dans les compromis de vente rendant impossible aux pouvoirs préemptants d'exercer leur droit (clauses essentielles, modalités de paiement, vente d'une part indivise seulement d'une parcelle, etc.).

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- Les clauses susmentionnées sont-elles opposables aux pouvoirs préemptants ? Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres entendent-ils rendre l'exercice du droit de préemption effectif ?

**Réponse** (29.10.2018) de **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur :

Outre certaines précisions et adaptations apportées à la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, la loi dite « Omnibus » a notamment élargi l'assiette du droit de préemption des communes et du Fonds du logement, tout en cadrant la finalité du droit de préemption.

Le droit de préemption ne peut, en effet, être exercé qu'en vue de la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Le droit de préemption peut également être exercé en vue de la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ainsi que de travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Dans le cadre de mes fonctions d'autorité de tutelle des communes, des compromis de vente incluant des clauses restrictives comme les décrivent les honorables Députés ne me sont pas encore parvenus à l'heure actuelle de sorte que je m'abstiens de me prononcer sur des contrats ou compromis dont je n'ai pas connaissance et qui de surcroît relèvent du droit civil.

**Question 4049** (20.09.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**entreprise Fage International sa** :

À l'occasion de la Journée de l'économie et pour répondre à la polémique autour de Fage, Monsieur le Ministre de l'Économie aurait souligné que cette entreprise aurait payé au Luxembourg des impôts à hauteur de 60 millions d'euros au cours des deux dernières années, sans avoir de substance au Luxembourg ; une situation qu'il aurait décrit comme contraire aux exigences d'avoir de plus en plus de substance là où les impôts sont payés.

D'après reporter.lu, la société susmentionnée n'aurait payé qu'une fraction de cette somme au cours des deux dernières années.

En termes d'IRC, la société luxembourgeoise aurait payé :

0 USD en 2017 et

0 USD en 2016

En termes d'impôt sur la fortune, la société luxembourgeoise aurait payé :

99.871 USD en 2017 et

433.260 USD en 2016

Avec un total d'environ 530.000 USD, on est très loin des 60 millions d'euros avancés par Monsieur le Ministre de l'Économie.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :



- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les chiffres avancés par reporter.lu ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pour quelles raisons il a publiquement propagé d'autres chiffres ?

**Réponse** (13.11.2018) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

Les comptes annuels de Fage International sa déposés au Registre de commerce renseignent et confirment par conséquent les chiffres avancés par l'honorable Député.

Les comptes consolidés publiés sur le site Internet de Fage font état pour les exercices 2015-2017 d'impôts consolidés de l'ordre de 50 millions, sans toutefois ventiler ces montants par juridiction. Il s'agit donc de toute évidence d'une entreprise agroalimentaire hautement profitable créant de la valeur ajoutée et des emplois sur base d'un produit naturel.

**Question 4051** (20.09.2018) de **Mmes Taina Bofferding** et **Simone Asselborn-Bintz** (*LSAP*) concernant la **fermeture d'une crèche à Bous** :

En octobre 2017, une crèche à Bous a été fermée avec effet immédiat sur demande du parquet.

Le ministère avait retiré son agrément à la crèche en question et une enquête aurait été ouverte. La presse avait fait état de prétendus « agissements pouvant affecter le bien-être des enfants ».

Depuis lors, les parents des enfants qui avaient été accueillis au sein de cette crèche, n'ont reçu qu'un courrier sommaire les informant de la fermeture de la crèche et fournissant des données de contact pour orienter les enfants vers un autre service d'éducation et d'accueil.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes :

- Est-il correct que les parents des enfants accueillis à la crèche en question avant la fermeture, n'ont obtenu aucune information concernant les prétendus « agissements » au sein de la crèche ?

- Même s'il est évident qu'il faut sauvegarder le secret d'instruction, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il y aurait lieu de fournir un minimum d'explications aux parents qui se trouvent pris de doutes et de craintes quant au bien-être de leurs enfants ?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il aurait été de mise de proposer aux enfants et aux parents un accompagnement pour justement prévenir ces craintes et ces doutes ?

- Quelles initiatives Monsieur le Ministre se propose-t-il de prendre pour aider les parents et enfants à ce stade ?

**Réponse** (04.12.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Un service d'éducation et d'accueil situé à Bous s'est vu retirer son agrément d'exploitation avec effet immédiat sur avis du Parquet de Luxembourg. Cette décision a été prise dans l'intérêt supérieur de l'enfant et le Service de l'éducation et de l'accueil du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse était tenu à sauvegarder le secret d'instruction.

Consciente de la détresse des parents des enfants concernés par cette fermeture, l'équipe socio-éducative en charge de cette fermeture a mis en place les mesures suivantes après concertation avec le Parquet de Luxembourg et la police judiciaire :

1) L'acte de retrait d'agrément a été minutieusement préparé et une équipe de personnes qualifiées dans le domaine socio-éducatif a été constituée afin de pouvoir se rendre sur place et de pouvoir rencontrer un maximum de parents en personne au moment de la récupération de leurs enfants. Deux agents socio-éducatifs, collaborateurs du ministère, ont ainsi accueilli les parents à l'entrée de la structure d'accueil et leur ont annoncé la décision de la fermeture immédiate du service.

2) Une feuille d'information, précisant que la décision de retrait d'agrément du Service d'éducation et d'accueil avec effet immédiat a été prise dans l'intérêt supérieur de l'enfant sur base d'une enquête du Parquet de Luxembourg, a été remise aux parents.

3) Cette feuille de renseignements reprenait plusieurs numéros de téléphone et un site Internet :

- celui du Service de recherche et d'enquête criminelle de la circonscription régionale de

Grevenmacher, en charge de l'enquête policière ;

- ceux des collaborateurs socio-éducatifs du Service ministériel de l'éducation et de l'accueil, formés pour recueillir les craintes et les doléances des parents concernés ;

- le site Internet reprenant la liste de services d'éducation et d'accueil agréés : [www.accueilenfant.lu](http://www.accueilenfant.lu).

4) Les agents socio-éducatifs et les policiers sur place ont informé les parents qu'ils étaient soumis au secret d'instruction et qu'ils ne pouvaient pas dévoiler des détails des accusations portées contre le Service d'éducation et d'accueil. Les parents ont néanmoins été encouragés à signaler toute observation ou tout comportement suspect de leur enfant aux agents de la police judiciaire en charge du dossier.

5) Après la fermeture immédiate du Service d'éducation et d'accueil, des pourparlers d'urgence ont été menés avec le bourgmestre de la commune concernée et les chargés de direction des services d'éducation et d'accueil conventionnés de la région, afin de faire un inventaire des places libres et dans le but de pouvoir assurer à chaque enfant concerné une place dans un autre service d'éducation et d'accueil.

6) Les parents d'enfants absents ce jour, ont été contactés par téléphone ou à leur domicile le soir même afin de les informer de la fermeture de la structure d'accueil.

7) Le Service de l'éducation et de l'accueil du ministère est resté en contact avec tous les parents et a collaboré étroitement avec les communes concernées et les responsables de services d'éducation et d'accueil afin de s'assurer que tous les parents aient retrouvé un lieu d'accueil pour les enfants.

8) Face aux interrogations de nombre de parents, notamment celles de savoir dans quelle mesure leur enfant se trouvait concerné par un éventuel mauvais traitement à leur lieu d'accueil, les services précités se sont efforcés, dans la mesure du possible et dans le respect du secret d'instruction, de fournir des éléments de réponse aux parents concernés. Ceux-ci ont été orientés en cas de besoin vers le groupe de support psychologique (Corps grand-ducal incendie et de secours) qui a été préalablement mis au courant de la situation.

**Question 4054** (21.09.2018) de **M. Gusty Graas** (*DP*) concernant l'**incompatibilité du réseau ferroviaire belge avec les nouvelles infrastructures luxembourgeoises** :

Comme chaque année, les CFL profitent des congés d'été pour mener des travaux d'envergure sur le réseau ferré luxembourgeois. La ligne ferroviaire 50 (Luxembourg-Kleinbettingen-Arlon) était notamment fermée pendant neuf semaines pour uniformiser le système d'alimentation électrique sur tout le réseau. Ces travaux auraient dû assurer une planification plus flexible du matériel roulant et améliorer ainsi la gestion du trafic transfrontalier entre le Luxembourg et Bruxelles.

Or, il me revient que, suite à ces travaux d'envergure, plus aucun train direct ne pourrait circuler entre les deux capitales, ceci notamment en raison de l'incompatibilité du réseau belge avec les nouvelles infrastructures luxembourgeoises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre était-il au courant que les deux réseaux ferroviaires seraient incompatibles après les travaux de modernisation ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre avait des réunions avec ses homologues belges sur ce sujet ? Quelles en étaient les conclusions ?

- D'une manière générale, combien de voyageurs empruntent cette ligne directe chaque jour ? Combien de temps supplémentaire prendra le trajet Luxembourg-Bruxelles ?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer une date approximative de la reprise du trafic transfrontalier direct entre le Luxembourg et Bruxelles ?

**Réponse** (03.12.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* :

Après la fin des travaux de modernisation sur la ligne 50 reliant Luxembourg à Arlon tout le réseau des chemins de fer luxembourgeois est alimenté en 25 kv courant alternatif, tandis que le réseau Infrabel est équipé par des installations alimentées en 3 kv courant continu.

Le projet de la ré-électrification de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen frontière a été étudié, planifié et réalisé en concertation étroite entre les CFL en leur qualité de gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire et le gestionnaire de l'infrastructure belge Infrabel.

Le point de transition entre les systèmes de traction électrique belge et luxembourgeois se trouve sur le territoire belge.

Il est donc indispensable que le matériel engagé pour circuler sur le tronçon entre Arlon et Luxembourg soit équipé de façon à répondre aux exigences techniques des deux réseaux.

Dans ce contexte, il convient de préciser que la liaison entre Luxembourg et Bruxelles reste toujours assurée par des trains directs, dont le nombre est reproduit ci-après :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Cependant, il s'avère que le nombre d'engins de traction côté SNCB ne suffit pas pour couvrir toutes les circulations prévues par l'horaire annuel. En conséquence, un certain nombre de trains ne remplit pas les conditions pour le passage frontière et doit être remplacé soit par du matériel CFL, soit par du matériel SNCB, apte à circuler sur la ligne Luxembourg-Arlon, afin de garantir l'acheminement de la clientèle. Cela signifie pour les voyageurs de certains trains qu'un changement de train à Arlon est malheureusement inévitable.

Le nombre de trains avec changement à Arlon s'élève à :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Une liste des trains concernés est jointe à la présente réponse (annexe 1).

Étant donné que les trains IC circulant entre Luxembourg et Bruxelles ont un temps d'arrêt prévu de six minutes en gare d'Arlon depuis quelques années déjà, nous profitons de ce temps pour le transbordement de la clientèle. Il n'y a donc pas de perte de temps supplémentaire pour le trajet entre les deux capitales.

Suivant les derniers comptages montées/descentes effectués en juin, le nombre de voyageurs par jour empruntant les trains IC entre Arlon et Luxembourg est en moyenne de :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La reprise de la circulation directe entre Luxembourg et Bruxelles et vice-versa est prévue pour le changement horaire du 15 décembre 2019, sous condition de la mise à disposition par la SNCB d'un nombre suffisant d'engins remplissant les conditions de circulation sur le réseau luxembourgeois.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 4055** (24.09.2018) de **Mme Martine Hansen** (*CSV*) concernant les **statistiques sur les élèves fréquentant une classe internationale au sein d'un lycée public ou une école offrant un enseignement européen public** :

Avec une croissance entre 3 et 4 %, le Luxembourg attire environ 13.000 nouveaux résidents chaque année. Dans ce contexte, le Grand-Duché a mis en place au fil du temps une offre scolaire diversifiée, afin de répondre aux besoins et souhaits des élèves. À côté des deux écoles européennes existantes, le Grand-Duché a élargi ces dernières années l'offre de classes internationales au sein des lycées publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des chiffres (par établissement) sur le milieu socio-économique et la nationalité des élèves fréquentant une classe internationale au sein d'un lycée public ainsi que des élèves inscrits dans une école offrant un enseignement européen public (LESC/Clerveaux, EIDÉ/Differdange-Esch-sur-Alzette, LLJ/Junglinster) ?

**Réponse** (22.11.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

L'honorable Députée aimerait disposer du statut socio-économique des élèves fréquentant

les classes à caractère international au sein des lycées étatiques luxembourgeois. Or, la classification par statut socio-économique s'avère particulièrement compliquée à réaliser.

Ainsi, dans le contexte d'études internationales, de telles classifications se font en déterminant de manière scientifique les ressources socioculturelles et socio-économiques des élèves selon les modèles « International Standard Classification of Education - ISCED » de l'Unesco, l'« International Standard Classification of Occupations - ISCO » et l'« International Socio-Economic Index of Occupational Status - ISEI ». Il est malheureusement impossible de réaliser une recherche d'une telle envergure pour compléter la présente réponse.

Quant à la classification par nationalité, il y a lieu de noter que la nationalité ne reflète pas nécessairement le contexte langagier dans lequel l'élève vit.

Au niveau de l'enseignement fondamental, des classes étatiques à caractère international fonctionnent dans le cadre des écoles européennes agréées à Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE), Mondorf-les-Bains (EIMLB) et Junglinster (LLJ), ainsi qu'à l'International School Michel Lucius (ISML) selon le système britannique.

Le tableau suivant renseigne sur la nationalité des élèves fréquentant ces classes :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

À l'enseignement secondaire, des classes étatiques à caractère international fonctionnent à l'Athénée de Luxembourg (AL) et au Lycée technique du Centre (LTC) (bac international), au Lycée Michel Lucius (LML) (système britannique) ainsi qu'à Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE), Mondorf-les-Bains (EIMLB), Clerveaux (LESC) et Junglinster (LLJ) (écoles agréées européennes).

Le tableau suivant renseigne sur la nationalité des élèves fréquentant ces classes :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

**Question 4056** (24.09.2018) de **M. Gilles Baum** (*DP*) concernant la **ligne de bus entre la commune de Grevenmacher et le Lënster Lycée Junglinster** :

À l'heure actuelle, le Lënster Lycée Junglinster (LLJ) est desservi par une dizaine de lignes d'autobus scolaires, assurant ainsi le transport scolaire pour les élèves de la région vers un établissement qui offre un programme d'éducation européen. Cependant, aucune ligne ne relie la commune de Grevenmacher avec le LLJ, tandis que la ligne 477 relie la commune de Junglinster avec le lycée de Grevenmacher.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Combien d'élèves de la commune de Grevenmacher sont actuellement inscrits au LLJ ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il serait opportun d'introduire une connexion entre la commune de Grevenmacher et le LLJ ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre juge-t-il judicieux d'étendre à cette fin la ligne 479, desservant actuellement Biwer, vers Grevenmacher ?

**Réponse commune** (03.12.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Actuellement, 17 élèves de la commune de Grevenmacher sont inscrits au LLJ.

Cependant, ce chiffre était inconnu au Département des transports lors de la rentrée scolaire en septembre 2018. La demande d'une ligne scolaire supplémentaire entre la commune de Grevenmacher et le Lënster Lycée est actuellement à l'étude. La direction des transports publics est en train d'analyser la possibilité d'introduire une nouvelle ligne publique (extension de la ligne RGTR 468 Breinert-Biwer-Greven-



macher) reliant ces deux communes. Les courses scolaires pour le Lënster Lycée seraient reprises dans le tableau horaire de ladite ligne.

Un prolongement de la ligne 479 Berg-Roodt/Syre-Junglister n'est pas opportun au vu de l'occupation actuelle et du manque de capacité.

Le délai pour la mise en service éventuelle d'une telle ligne est à prévoir pour la rentrée scolaire en septembre 2019.

#### Question 4057 (25.09.2018) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant la protection des mineurs face aux jeux vidéo :

L'exploitation d'un jeu vidéo, aussi bien que celle d'un DVD, la diffusion de films, ou encore le streaming, impliquent la prise en compte de normes visant la protection des mineurs. Si un jeu présente un quelconque risque pour la jeunesse, cela doit être clairement mentionné. PEGI (Pan European Game Information) est une signalétique mise en place et financée par un groupement de fabricants de logiciels de loisirs européens actifs dans ce domaine depuis plusieurs années.

Le rôle de PEGI est de donner à tous ces joueurs, occasionnels ou passionnés, des repères clairs et précis pour chaque jeu concernant l'âge conseillé et la présence d'éventuels contenus sensibles. Ainsi, sur chaque support, l'âge en dessous duquel l'utilisation du jeu est déconseillée est représenté par un pictogramme. A ce premier pictogramme vient s'ajouter un second, qui précise la nature du ou des risques, expliquant la limitation de sa mise à disposition (langage grossier, violence, drogue, etc.).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Le PEGI est-il actuellement la seule signalétique homologuée par l'État ?

- Ne faudrait-il pas redresser l'âge d'utilisateur, puisque le système PEGI ne catégorise les supports qu'à partir de l'âge de trois ans ?

- Est-ce que cette initiative d'autorégulation est suffisante ou faudrait-il encore d'autres pour permettre aux parents et aux adultes de contrôler l'accès des mineurs à certains jeux ?

- Quelles sont les conséquences pour une enseignant ou une personne physique qui aurait diffusé un jeu vidéo déconseillé à un mineur d'âge ? La diffusion d'images violentes à des mineurs est-elle punissable ?

- Monsieur le Ministre pense-t-il que la responsabilité incombe seulement aux éditeurs de jeux vidéo, ou vise-t-elle aussi les points de vente et de location ?

- Comment peut-on protéger les mineurs sur les jeux vidéo « en ligne » ?

- Que faire si un enfant ou un adolescent joue un jeu qui n'est pas recommandé pour lui ?

**Réponse commune** (19.11.2018) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias :

En vertu de l'article 17 e) de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, les États parties « favorisent l'élaboration de principes directeurs appropriés destinés à protéger l'enfant contre l'information et les matériels qui nuisent à son bien-être (...) ».

Le système de classification par âge PEGI (Pan European Game Information) a été créé pour permettre aux parents européens de prendre des décisions éclairées lors de l'achat de jeux vidéo. Il a été lancé au printemps 2003 pour remplacer les systèmes de classification par âge nationaux par un système unique, utilisé aujourd'hui dans plus de 35 pays européens.

Le PEGI classe les jeux vidéo en cinq catégories :

- adapté aux enfants âgés de trois ans ou moins (code vert),

- adapté aux enfants âgés de sept ans ou moins (code vert),

- adapté aux enfants âgés de douze ans ou moins (code orange),

- adapté aux enfants âgés de 16 ans ou moins (code orange),

- réservé aux adultes (code rouge).

Le système de classement PEGI ne reconnaît donc pas de jeux vidéo adaptés aux enfants âgés de moins de trois ans.

Ces classements fournissent également des indications concernant les contenus problématiques (scènes de violence, langage grossier, peur, sexe, drogue, discrimination, jeu de hasard ou jeu en ligne) présents dans ce jeu.

Au vu du nombre de productions à examiner, un système de vérification de contenus n'est possible qu'au niveau européen. Étant donné que le système de classification PEGI est en place et qu'il est soutenu par de nombreux pays européens, il ne paraît pas opportun de mettre en place un autre système de vérification de jeux vidéo.

En dehors du standard PEGI, il existe encore le standard USK en Allemagne, qui peut donc figurer aussi sur l'étiquetage d'un jeu vendu sur le territoire du Grand-Duché.

Les deux standards sont expliqués par l'initiative BEE SECURE (<https://www.bee-secure.lu/fr/themes/jeux-vid%C3%A9o>).

Ces standards n'ont certes pas de valeur légale et ne sont par conséquent pas contraignants de ce point de vue. PEGI est cependant reconnu auprès des jeunes et des parents en tant que classification de référence en matière de jeux.

PEGI n'est pas un système d'autorégulation, il a plutôt un rôle de corégulateur puisque, depuis 2003, le comité de PEGI est composé aussi d'instances publiques qui interviennent activement dans la définition des principes et dans la gestion du système de classification. Le Luxembourg y est représenté depuis septembre 2008, d'abord par le Conseil national des programmes, ensuite (depuis octobre 2014) par l'ALIA (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel).

La mise en place de systèmes de classification supplémentaires n'est pas souhaitable, car le risque de prêter à confusion auprès des consommateurs est, malgré tout, assez important. Toute initiative supplémentaire devrait au plus être complémentaire à cette classification européenne. Des campagnes pour promouvoir le système de classification existent, notamment au Luxembourg par l'intermédiaire de l'initiative BEE SECURE.

Il devient cependant de plus en plus difficile pour les autorités publiques d'empêcher matériellement l'accès d'enfants à des contenus qui ne leur sont pas destinés, alors que ces contenus sont de plus en plus disponibles à la télévision, sur l'ordinateur ou sur le smartphone.

Il reste ainsi important que les parents veillent à ce que les jeux soient adaptés à l'âge de leurs enfants s'ils sont mineurs.

En tant que parent, il est conseillé de définir à l'avance quels types de jeux, combien de temps et quand les enfants peuvent jouer. Cela peut être le fruit d'une discussion avec eux afin de leur expliquer les raisons de ces quelques règles. De plus, il est conseillé que les parents prennent le temps de se familiariser avec les jeux joués par leurs enfants, par exemple en jouant ensemble avec eux. En général, il est important que les enfants n'aient pas peur de s'adresser à leurs parents en cas de doute.

Il est également important que le mineur sache comment se comporter de façon appropriée quand il est en relation avec des personnes qui lui sont complètement inconnues, qu'il s'agisse de coéquipiers ou d'adversaires. Car tous les joueurs n'ont pas forcément le même âge, le même langage ou les mêmes motivations. Il est donc important que le joueur soit prudent et suive les conseils suivants :

- ne pas donner ses informations personnelles,

- si quelque chose l'a dérangé, éviter de côtoyer cette même personne et en parler à un adulte,

- signaler les dérives aux administrateurs des services de jeux en ligne concernés.

Un autre point important à prendre en compte en jouant des jeux vidéo est la santé physique. Jouer implique l'utilisation intensive de la vue. Il est donc recommandé de jouer dans une pièce bien éclairée et de garder une distance raisonnable par rapport à l'écran. D'autres aspects ergonomiques, comme par exemple le réglage du bureau ou une posture adaptée sont également importants. De plus, il est important que le joueur fasse des pauses et qu'il ne joue pas pendant des heures d'affilée.

Pour les parents, la meilleure protection des enfants consiste à s'échanger avec leurs enfants sur les contenus existants et leurs effets potentiels sur le bien-être des enfants. Un enfant sera moins « tenté par le fruit défendu » si on lui explique les conséquences que certaines scènes peuvent avoir sur lui, que ce soit des scènes marquées par la menace, par une ambiance obscure qui lui fait peur ou la violence phy-

sique ou des séquences mettant en scène des situations à contenu sexuel qui dépassent son niveau de compréhension.

Les jeux vidéo ne sont pas, en soi, défavorables au bon développement de l'enfant, certains jeux vidéo pouvant aider l'enfant dans le développement de ses compétences visuo-spatiales, de sa rapidité de réaction, de ses capacités d'empathie et de bien d'autres. La recherche sur les effets des jeux vidéo sur les enfants montre d'ailleurs que les effets sont multi-dimensionnels et ne peuvent pas être dichotomisés en « bons » et « mauvais ».

Un enfant ou un adolescent qui joue un jeu vidéo qui n'est pas adapté à son âge vivra mal l'interdiction mais acceptera probablement mieux si l'utilisation de ce jeu vidéo n'est pas interdite mais reportée. En même temps, il est important de donner à l'enfant l'envie de vivre dans l'aujourd'hui et de profiter pleinement de ce que peut lui offrir sa vie d'enfant au lieu de faire de l'enfance une phase pendant laquelle on a le droit de ne rien faire, de ne rien dire et de ne toucher à rien avant de devenir enfin adulte. Le report dans le temps du recours à un jeu inadéquat devrait donc utilement être compensé par l'accès à un jeu vidéo de son choix adapté à son âge.

Le Code pénal ne prévoit pas de peines spécifiques pour la diffusion d'images violentes à l'égard de mineurs.

Dès lors, la classification PEGI n'a pas de valeur légale et ne peut être considérée que comme un conseil aux parents lors de l'achat d'un jeu vidéo. Par conséquent, la vente d'un jeu vidéo déconseillé aux mineurs à un mineur ne saurait constituer une infraction. En l'état actuel de la législation, seule une autorégulation de la part des revendeurs peut empêcher la vente de jeux vidéo à des mineurs à qui leur utilisation est déconseillée.

Néanmoins, le chapitre VII du Code pénal intitulé « Des outrages publics aux bonnes mœurs et des dispositions particulières visant à protéger la jeunesse » prévoit certaines dispositions afin de protéger les mineurs.

Ainsi, l'article 383 du Code pénal incrimine le fait de fabriquer, de transporter, de diffuser par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine, soit de faire commerce d'un tel message et prévoit une peine d'emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 251 à 50.000 euros lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur.

L'article 383ter concerne encore la diffusion d'une image ou d'une représentation pornographique mettant en scène un mineur.

L'article 457-1 du Code pénal incrimine, entre autres, la diffusion d'images incitant à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code pénal.

#### Question 4058 (25.09.2018) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant le eSport au Luxembourg :

Le secteur du jeu vidéo est une industrie culturelle mature. Dans le monde entier, quelque 2,5 milliards de personnes jouent des jeux vidéo. Cette pratique massive recouvre des réalités extrêmement variées, du pratiquant occasionnel de jeux très simples sur smartphone, au joueur régulier de jeux complexes, le plus souvent sur console ou ordinateur.

La réalité de l'univers de l'eSport est au final bien loin de la caricature qui en est parfois faite : des « geeks » coupés du monde qui seraient l'exact opposé des athlètes traditionnels. Au contraire, bien des similitudes avec l'univers sportif me semblent évidentes, et notamment avec des disciplines telles que le jeu d'échecs. Nos pays voisins se sont déjà penchés sur la thématique de l'eSport.

Le 26 janvier 2016, l'Assemblée nationale française a adopté la loi pour une république numérique, qui vise notamment à réglementer la pratique de l'eSport en France. Selon les derniers chiffres communiqués, plus de 200 personnes vivent actuellement du métier de joueur professionnel en France, tandis que l'on recense près de 500.000 participants inscrits aux diverses compétitions organisées chaque année.

Le Gouvernement allemand continue d'afficher son soutien pour le développement de l'eSport en Allemagne et se positionne comme acteur majeur. La chancelière allemande a fait partie des invités d'honneur de la « Gamescom » 2017.

Thomas Bach, président du Comité international olympique, s'est exprimé à plusieurs re-

prises sur la possibilité d'inclure l'eSport aux Jeux olympiques. L'organe officiel reconnaît publiquement l'intérêt culturel et économique de ce secteur en plein essor. Bien que la position officielle du CIO ait sensiblement évolué dans le sens de son intégration, le comité s'interroge toujours sur la compatibilité de l'eSport avec les valeurs olympiques. Dans le cadre des Jeux asiatiques par contre, l'eSport est déjà une discipline sportive reconnue, d'abord en démonstration, puis en compétition officielle à partir de 2022.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- Quelle est la position gouvernementale concernant l'eSport ? L'attrait de plus en plus fort que cette pratique suscite a-t-il une influence pour sa reconnaissance en tant que sport ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en place une régulation d'ensemble de l'eSport au Luxembourg ?

- Quelle est la situation au Luxembourg concernant la pratique de l'eSport ?

- Existe-t-il des chiffres sur les participants inscrits aux diverses compétitions ?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de clubs qui engagent des joueurs professionnels ? Dans l'affirmative, est-ce qu'ils font partie d'une fédération ?

- Existe-t-il des contrats spécifiques pour les joueurs professionnels ? Ne serait-il pas souhaitable que les joueurs puissent acquérir un statut officiellement reconnu facilitant leur professionnalisation et leur circulation au niveau international ? À cette fin, la mise à disposition d'un contrat de travail type adapté aux spécificités de l'eSport pour sécuriser la situation des joueurs professionnels est-elle envisageable ?

- Comment la protection des mineurs est-elle réglée ? L'accès aux compétitions doit-il être conditionné à une autorisation parentale ?

- Existe-t-il un cadre légal pour les compétitions de jeux vidéo ? Est-ce que les organisateurs de compétitions doivent obtenir un agrément ? Sont-ils soumis aux impôts commerciaux ?

- Ne serait-il pas opportun d'établir une commission ou autre structure auprès du ministre chargée de l'eSport ?

- Par quels autres moyens pourrait-on favoriser la valorisation de l'eSport, respectivement le soutenir dans son développement ?

**Réponse** (26.11.2018) de M. Romain Schneider, Ministre des Sports :

Le jeu vidéo en ligne, communément appelé l'eSport connaît ces derniers temps une forte croissance de sorte à devenir un écosystème à part entière et soulève de nombreuses questions non seulement liées au domaine du sport proprement dit.

Sans entrer dans le détail des questions posées par Madame la Députée, il y a lieu de rappeler que la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport consacre l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif avec son organe central le Comité olympique et sportif luxembourgeois, le COSL.

En tant que Ministre des Sports, ma préoccupation est avant tout de promouvoir l'activité physique et sportive de tous afin de promouvoir un mode de vie sain, de développer la personnalité, l'intégration sociale et le développement des relations en société, qui sont les objectifs fixés au sport par cette même loi.

Considérer ou non l'eSport comme un sport au sens d'une activité physique ou d'une compétition sportive au sens traditionnel est sûrement une des questions principales qu'on aura à résoudre avant de trouver des réponses aux autres questions soulevées par Madame la Députée. Une question que je ne suis pas en mesure de trancher pour le moment étant donné que des discussions sont en cours au niveau européen et non encore clôturées.

Actuellement il n'existe pas de structure fédérative organisant l'eSport au Luxembourg (telle que le ESD [eSport-Bund Deutschland] par exemple en Allemagne). Des fédérations d'eSport existent cependant dans quelques pays de l'Europe.

Pour le Comité olympique international (CIO), une reconnaissance de l'eSport ne sera possible qu'à partir du moment où il existera une organisation capable de garantir les réglementations fixées par le CIO en matière d'éthique et de bonne gouvernance par exemple. Le CIO a également tenu à rappeler que si l'eSport pourrait éventuellement devenir une discipline des Jeux olympiques, les jeux encourageant la violence ou la discrimination, ne pourront jamais rejoindre le programme olympique.

Nonobstant toutes ces questions non résolues pour le moment, on ne saurait ignorer un phé-



nomène qui prend de plus en plus d'envergure du point de vue économique et du nombre de pratiquants. Voilà pourquoi le Gouvernement luxembourgeois, en accord avec le COSL, n'est pas opposé à suivre plus en détail les évolutions de l'eSport qui en font une activité susceptible d'intéresser un large public, répondant ainsi aux soucis exprimés récemment par le président du CIO.

**Question 4059** (25.09.2018) de **M. David Wagner** (déli Lénk) concernant la **banque climatique** :

Le paquet banque climatique et logement durable voté à la Chambre des Députés en décembre 2016 et entré en vigueur début 2017 prévoit toute une série de mesures visant à favoriser l'assainissement énergétique de logements et l'utilisation rationnelle ainsi que la production d'énergie renouvelable dans le domaine du logement.

Une des mesures prévues par ce paquet est la banque climatique qui vise à faire bénéficier les ménages éligibles d'un prêt à taux zéro ou à taux réduit pour le financement de travaux nécessaires dans le cadre d'un assainissement énergétique de leur logement.

Dans une réponse à la question parlementaire n° 3206 de Madame la Députée Octavie Modert, Monsieur le Ministre du Logement et Madame la Ministre de l'Environnement indiquaient que seulement douze demandes pour un prêt à taux réduit avaient été introduites durant les neuf mois suivant l'entrée en vigueur du dispositif et que neuf demandes avaient été approuvées. Les deux ministres étaient en outre dans l'impossibilité de fournir des informations chiffrées concernant le prêt à taux zéro et renvoyaient à une réunion ultérieure de la Commission du logement pour dresser le bilan du nouveau dispositif. Or, un bilan complet n'a selon mes informations pas encore été fourni.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Combien de personnes ont à ce jour pu bénéficier d'un prêt climatique à taux zéro ? Combien de ces personnes ont également pu bénéficier d'une prise en charge des honoraires liés à l'établissement d'un conseil en énergie ? Combien de ces personnes ont en outre bénéficié d'une prime en capital ? Les ministres peuvent-ils me communiquer la somme totale des montants déboursés par l'État dans ce contexte ?

2) Combien de personnes ont à ce jour pu bénéficier d'un prêt climatique à taux réduit ? Les ministres peuvent-ils me communiquer la somme totale des montants déboursés par l'État dans ce contexte ?

**Réponse commune** (04.12.2018) de **M. Marc Hansen** *Ministre du Logement*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement* :

Dans le cadre du prêt climatique à taux zéro, 10 demandes ont été introduites au Guichet unique des aides au logement jusque fin novembre 2018.

Dans le cadre du prêt climatique à taux réduit, 62 demandes ont été introduites entre janvier 2017 et fin novembre 2018, dont 13 sont actuellement en cours de paiement et 2 refusées. 40 dossiers sont à l'heure actuelle encore en cours d'instruction/de traitement.

**Question 4060** (25.09.2018) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **Conférence nationale du tourisme** :

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2325 du 22 août 2016, le Ministère de l'Économie avait annoncé qu'il organiserait tous les deux ans une conférence nationale du tourisme dont la première édition aurait lieu au premier trimestre de l'an 2017.

L'objectif serait de réunir les différents acteurs du secteur afin de les sensibiliser et de les informer sur des sujets d'actualité dans le domaine du tourisme, de leur offrir une plateforme d'échange et de susciter une discussion constructive.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Sous quelle thématique la première Conférence nationale du tourisme avait-elle été placée ?

- Quelles sont les conclusions principales de cette conférence et quelles sont les actions concrètes qui en résultent ?

- Quels ont été les acteurs invités à ce meeting ?

- Sous quel thème la conférence de 2019 sera-t-elle placée ?

**Réponse** (05.11.2018) de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie* :

La journée du tourisme est une plateforme d'échange du secteur. L'objectif était de créer un événement régulier où les différents acteurs du secteur puissent se rencontrer et s'échanger sur des sujets d'actualité et d'importance pour le tourisme au Luxembourg. C'est un événement public, ouvert à toute personne intéressée. Tous les acteurs du secteur touristique, repris dans les bases de données du Ministère de l'Économie et de Luxembourg for Tourism, sont invités.

Le 15 février 2017, le Ministère de l'Économie a organisé la première journée du tourisme. Cette première édition a connu un grand succès. De nombreux acteurs ont répondu présent et le retour fut très positif.

La thématique centrale de cette première édition était la qualité de l'offre et des services. Notamment, la nouvelle classification des hôtels a été présentée et lancée lors de cet événement, qui a comme objectif de développer la transparence de l'offre, d'augmenter la qualité et d'adapter l'offre à la demande des clients et à l'évolution du marché. Depuis, la nouvelle classification des hôtels a été mise en œuvre et une cinquantaine d'établissements seront classés jusqu'à la fin de l'année 2018.

Suite au succès de la première journée du tourisme, il a été décidé d'organiser une deuxième édition l'année suivante et non après deux ans comme prévu initialement. L'édition 2018 a donc eu lieu le 12 mars 2018. Le focus était porté sur la présentation du document « Tourisme 2022 - un cadre stratégique pour le développement du secteur » ainsi que sur le tourisme de randonnée.

Pour l'instant, il n'est pas encore fixé si l'événement sera organisé dans un rythme annuel ou biennuel. Les thématiques de l'édition suivante seront arrêtées le moment venu.

**Question 4061** (26.09.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **vaccin contre la grippe** :

Le vaccin contre la grippe saisonnière est non seulement une indication stricte pour les personnes fragilisées mais aussi une opportunité pour tous nos citoyens. La meilleure saison pour se faire vacciner est l'automne.

Or, il me revient que certaines suspensions injectables en seringue préremplie de vaccin antigrippal ne seront pas disponibles au Luxembourg pour des raisons de lucre. Ainsi, l'allocation des vaccins à la Belgique et au Luxembourg sera moindre et il y a risque d'impasse. S'y ajoute que selon mes informations les trois grossistes du pays sont actuellement hors stock pour les vaccins.

En effet, une société productrice de vaccins a décidé, pour des raisons commerciales, de ne pas approvisionner la Belgique et le Luxembourg, vu le prix de vente, exceptionnellement bas selon eux, accordé par les autorités belges. Il faut savoir que les médicaments en vente au Luxembourg sont en très grande majorité importés de la Belgique et que nos prix de vente sont liés à ceux négociés en Belgique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Les ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir afin d'assurer que le Luxembourg dispose d'un stock suffisant de vaccins ?

- Le Gouvernement a-t-il prévu une campagne de vaccination contre la grippe ?

**Réponse commune** (26.10.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Actuellement, suivant les informations obtenues auprès des grossistes, ces derniers déclarent avoir suffisamment de vaccins contre la grippe saisonnière en stock pour répondre à la demande au niveau national.

Un fabricant a certes été confronté à des imprévus de production, ce qui a engendré une allo-

cation strictement contrôlée pour le marché européen. Comme cette allocation est très limitée, ce fabricant ne commercialisera pas son vaccin tétravalent.

Néanmoins, la commande des vaccins se fait en précommande et les livraisons du vaccin tétravalent d'un autre fabricant sont en cours. Un accord a été trouvé entre ces deux fabricants afin de compenser la quantité devant être livrée par le fabricant empêché dans ses livraisons. Dès lors, les quantités requises sont disponibles pour répondre aux besoins de la population.

En ce qui concerne la fixation des prix, les critères sont définis par le règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> décembre 2011 déterminant les critères, les conditions et la procédure relative à la fixation des prix des médicaments à usage humain. En application de ce règlement, les prix ex-usine des médicaments sont directement liés au prix du pays de provenance de la présentation, qui est l'unité formée par le médicament avec son conditionnement primaire et l'emballage extérieur. Dans le cas des vaccins contre la grippe saisonnière enregistrés au Luxembourg, ils proviennent exclusivement du marché belge, dont les prix ex-usine sont effectivement moins élevés que ceux des médicaments comparables dans les autres pays limitrophes.

Tous les ans, la Direction de la santé organise une campagne d'information et de sensibilisation en faveur de la vaccination contre la grippe saisonnière, au début de l'automne.

Cette année la campagne cible particulièrement les personnes à risque, que sont les personnes âgées, les personnes souffrant de maladies chroniques du cœur, des poumons, des reins, de diabète ou d'une déficience immunitaire, ainsi que les femmes enceintes.

Les professionnels de soins et de santé, ainsi que toutes les personnes au contact des plus fragiles sont également fortement encouragés à se faire vacciner.

Des affiches et des dépliants seront largement diffusés auprès de la population ; un mailing sera organisé à l'intention du corps médical, rappelant les recommandations du CSMI (Conseil supérieur des maladies infectieuses) en matière de vaccination antigrippale ; un dossier « vaccination grippe » sera consultable sur [www.grippe.lu](http://www.grippe.lu) et sur [www.sante.lu](http://www.sante.lu).

**Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019**

**Question urgente 0027** (14.11.2018) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la **vente des participations de l'État luxembourgeois dans l'entreprise Planetary Resources** :

Malgré nos questions parlementaires itératives, Monsieur le Ministre a de nouveau omis de répondre de manière détaillée à nos interrogations formulées en dernier lieu via la question parlementaire n° 0008 du 5 novembre 2018.

C'est ainsi que nous aimerions reposer les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous chiffrer le montant exact de la perte que la SNCI a réalisée du fait de la vente de la participation détenue dans l'entreprise Planetary Resources ?

2) Qu'en est-il plus généralement des 13,75 millions d'euros apportés à SAAM Luxembourg sàrl ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous informer - quand (date) la décision de vendre la participation dans Planetary Resources a été prise par le conseil d'administration de la SNCI,

- quand (date) la vente a été formellement actée,

- quand (date) la vente est devenue effective ?

**Réponse** (21.11.2018) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

ad 1) et 2) SAAM Luxembourg sàrl a investi à hauteur de 11,98 millions d'euros dans Planetary Resources Inc. La moins-value réalisée par SAAM Luxembourg sàrl dans le cadre de la sortie du capital de Planetary Resources correspond à ce montant.

ad 3) SAAM Luxembourg sàrl n'est plus actionnaire de Planetary Resources Inc. depuis le 22 octobre 2018. La procédure interne auprès de la SNCI y relative a été initiée le 5 octobre. Le contrat a été signé en date du 12 octobre 2018. Les décisions y afférentes de la direction de la SNCI ont été prises tout au long du mois d'octobre. Le conseil d'administration de la SNCI a été informé dans sa réunion ordinaire du 25 octobre sur la sortie définitive de SAAM Luxembourg sàrl du capital de Planetary Resources Inc.

**Question urgente 0039** (19.11.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le « **Special Purpose Vehicle** » :

Aus der Press (Lëtzebuurger Land, Luxembourg Times) ass gewuer ze ginn, datt Lëtzebuerg soll eng wichteg Roll bei de Pläng vun der EU spillen, fir d'Iran-Sanktiounen ze ennerlafen, déi d'USA agefouert hunn. Eng Finanzkonstruktioun „Special Purpose Vehicle“ (SPV), fir d'US-Sanktiounen ze ëmgoen, wär vun EU-Länneren wéi Däitschland a Frankräich a vun der EU-Kommissioun geplangt ginn a soll hirem Willen no vu Lëtzebuerg aus agesat ginn. Zu där Pressinformatioun hätt ech e puer Froen un déi Häre Wirtschafts-, Finanz- a Bausseminister:

1. Ass et richtig, datt d'Regierung vu verschiddenen EU-Memberlänneren oder Institutiounen enner Drock gesat gëtt, fir iwwer e Finanzvehikel, dat hei am Land soll geschaf ginn, d'US-Sanktiounen géint den Iran ze ëmgoen? Wa jo, wéi eng Länner an/oder Institutiounen sinn dat?

2. Wat ass fir Lëtzebuerg de wirtschaftleche Schued, dee sech beim Respektéieren vun den neien US-Sanktiounen an dem Opkënnegen duerch d'USA vum Atomofkommes mam Iran ergëtt?

3. Wei schätzt eis Regierung d'Begrënnung vun den USA an, déi zum Opkënnegen vum „Iran-Deal“ an zu deenen neie Sanktiounen gefouert huet? Sollt Lëtzebuerg sech net der amerikanescher Iran-Politik unschléissen?

4. Soll de wirtschaftleche Virdeel vun eenzelen europäesche Länneren an den Ae vun der Lëtzebuurger Regierung iwwert de sécherheetspolitische Bedenke stoen, déi d'USA an aner Länner, wei zum Beispill Israel, géintiwuer dem Iran uféieren?

5. Ass et politesch an diplomatesch ze verrieden, eise wichtegste Bündnispartner, den USA, an de Sécherheetsinteresse vun aner Länner, wéi zum Beispill Israel, entgéintzuetrieden an d'US-Sanktiounen géint den Iran ze ennerlafen?

6. Ass net ze erwaarden, datt Lëtzebuerg, als ausféierend Land vun enger europäescher Politik géint d'USA, mat US-Sanktiounen, Retorsiounen oder Repressalie muss rechnen? Kennt déi lëtzebuerger Regierung déi Problemer, déi a Lettland (ABLV) an och hei zu Lëtzebuerg (am Fall Clearstream), am Kontext vun de Bezéiunge mam Iran entstane sinn?

7. Wéi wëllt d'Regierung sech also an dëser Fro positionéieren? Ass si wellens, fir ze hëllefen, d'US-Sanktiounen géint den Iran ze hannergoen, oder wëllt si sech als e verantwortungsvollen Alliéierte vun den USA positionéieren?

**Réponse commune** (21.11.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

ad 1. Zënter dem 8. Mee 2018, wéi d'Veere negt State vun Amerika ugekënnegt hunn, dass si sech unilateral aus dem nuklearen Accord mam Iran, dem „Joint Comprehensive Plan of Action“ (JCPOA) zrëckzéien, huet d'Europäesch Union sech engagéiert, fir den JCPOA um Liewen ze halen, och a senger wirtschaftlecher Komponent, soulaang den Iran sech u seng Verpflichtungen enner dem Accord hält. Lëtzebuerg huet sech als EU-Memberstat matengagéiert an diskutéiert och mat, am EU-Kader, wann et dorëms geet, Weeër ze fannen, fir dass europäesch Betriber, déi legitimen Handel mam Iran ofwëckelen, méiglechst net ënnert den neien US-Sanktiounen ze leiden hunn. Lëtzebuerg gëtt hei net enner Drock gesat. Mir bedeelegen eis un der Diskussioun mat eisen europäesche Partner, fir gemeinsam europäesch Léisungen ze fannen am Interêt och vun der europäescher Wirtschaft.

Wat d'Fro vun enger Zweckgesellschaft (op englesch „Special Purpose Vehicle“, SPV) ubelaangt, déi hëllefe kéint, de legitimen Handel tëschent Europa an dem Iran oprechtzhalen, esou sief präziséiert, dass d'Lëtzebuurger Regierung net formell gefrot ginn ass, fir hiren Accord ze ginn, fir dass Lëtzebuerg de Sëtz vun esou engem SPV soll sinn. Mir hunn och net ugebueden, dass esou en SPV sech zu Lëtzebuerg soll néierloossen. Wéi den Ausseminister dat an der leschter Sëtzung vum Conseil Affaires étrangères vun der EU den 19. November 2018 zu Bréssel ennerstrach huet, kann esou en Instrument nëmmen zum Droe kommen, wann et am europäesche Recht verankert ass.



Et ass en europäescht Engagement, keen nationaalt Engagement. Esou en SPV misst sech also op europäescht Recht baséieren.

ad 2. Wéi all EU-Memberstat erkennt Lëtzebuerg d'US-Sanktiounen net un. Den indirekten Impakt vun dese Sanktiounen op d'wirtschaftlech Akteuren zu Lëtzebuerg ass de Moment schwéier anzuschätzen.

ad 3. D'Grënn, déi d'Administration vun de Vereenegte State vun Amerika genannt huet, fir aus dem nuklearen Accord mam Iran erauszekommen a Sanktiounen géint den Iran erëm nees anzeféieren, haten haaptsächlech mat der regionaler Politik vun Iran ze dinn a mat der Weiderentwécklung vu ballistische Missilen duerch den Iran. D'Lëtzebuergger Regierung deelt d'Suerge vun de Vereenegte Staaten, wat d'regionaler Politik an d'Missile vun Iran ubelaangt. Mä mir wäerten eis awer weider mat eisen EU-Partner engagéieren, fir den JCPOA um Liewen ze halen, soulaang den Iran sech drun hält. Wéi déi International Atomenergie-Agence (AIEA) schonn an 13 Rapporten affirméiert huet, hält den Iran sech u seng nukleare Engagementer. Mir müssen eis asetzen, fir dass et esou bleift, well mir wieren an éischer Linn vun der Bedroung, wann et weinst dem Echech vum JCPOA zu engem nukleare Wettreschten am Noen Oste géif kommen. D'Sécherheet vun Europa steet um Spill.

ad 4. Europa läit geografesch méi no beim Iran wéi d'Veereengte State vun Amerika, an Europa wier grad esou menacéiert wéi Israel, wann den JCPOA géif zerfallen a wann den Iran d'Fräiheet hätt, eng Atombomm ze entwéckelen a seng Missile mat nukleare Waffen ze equipéieren. Dofir ass d'Erhale vun nuklearen Accord vun 2015 och weiderhin am Interêt vun Europa a vu Lëtzebuerg, un éischer Stell aus der Perspektiv vun der Sécherheetspolitik an net aus der Perspektiv vun wirtschaftleche Virdeel.

ad 5. Wéi eis EU-Partner si mir dervun iwwerzeugt, dass d'Erhale vun nuklearen Accord och am laangfristegen Interêt vun de Vereenegte State a vun Israel ass, och wann déi jëtzege amerikanesch an israelesch Regierungen dat anescht gesinn.

ad 6. Mir gesinn d'Beméiunge vun der Europäescher Union, fir mat anere Partner wéi China a Russland den JCPOA ze erhalen, net als eng europäesch Politik, déi géint d'Veereengte State vun Amerika gerichtet wier, mä als eng europäesch Politik, déi am Interêt vun Multilateralismus, vun der europäescher Sécherheet a vun den europäesche Betriber ass.

ad 7. Lëtzebuerg positionéiert sech fir d'Erhale vun nuklearen Accord mam Iran, fir d'Sécherheet vun Europa ze festegen, fir d'europäesch Betriber vum Impakt vun den US-Sanktiounen esou wäit et geet ze schützen, ouni déi wichteg transatlantesch Allianz mat de Vereenegte State vun Amerika op d'Spill ze setzen. Dat ass net einfach, mä et ass eis Pflicht als responsabele Member vun der Europäescher Union, déi europäesch Linn voll a ganz matzedroen.

### Question urgente 0059 (26.11.2018) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la proposition de directive sur le droit d'auteur :

Virun zwee Joer hunn d'Europäescht Parlament an de Rot eng Proposition fir eng Direktiv iwwert d'Droit-d'auteurs am digitale Bannemaart virgeluecht, déi säit deem Zäitpunkt oft am Zentrum vun effentlechen Debatte stoung, well d'Artikelen 3, 11 an 13 vun dieser Direktiv, duerch Richtlinie fir Text- an Datamining, Aschränkunge vun automatesche Linkpreviwen an der Erzwéngung vun Uploadfilteren, erhieflech Fräiheitsbeschränkungen am Internet virgesinn.

D'Inhalter vun diesem Dokument wäerte während enger leschter Trilogie-Sézung spéitens bis den 13. Dezember 2018 endgültig festgesat ginn. Zu deem Zäitpunkt wäerte signifikativ Entschéedunge fir d'Zukunft vum fräien Internet an der EU getraff ginn. Dës och op Basis vun engem Verhandlungsmandat vum Wirtschaftsminister Étienne Schneider, deen am COREPER diskutéiert a ficeléiert gëtt.

Dofir wéilt ech am Kontext vun dieser Question urgente dem Här Wirtschaftsminister Étienne Schneider folgend Fro stellen:

- Wei gesäit dat lëtzebuergesch Verhandlungsmandat fir de Conseil aus?

- Deelt den Här Wirtschaftsminister d'Meenung, dass d'Artikelen 3, 11 an 13 erhieflech Fräiheitsbeschränkunge virgesinn?

- Wier manner Regulatioun an dese Froen net besser fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, dee sech jo gär als „innovativ“ op der digitaler Landkaart placéiert?

### Réponse (05.12.2018) de M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie :

Duerch nei Geschäftsmodeller an Onlineservicer, déi well normal fir d'Konsumente sinn, fir u kreativ Inhalter ze kommen, ass et kloer, dass e puer Schlüsselementer vum europäesche Kader, wat d'Urheberrechter ugeet, déi virun allem op der Direktiv 2001/29/CE vum 22. Mee 2001 iwwert d'Harmoniséierung vu verschiddeenen Aspekter vum Urheberrecht an de verwandte Rechter an der Informatiounsgesellschaft baséieren, net un déi nei digital Realitéit adaptéiert sinn. Obwuel et zum Beispill Exzeptiounen fir d'Urheberrechter um Gebitt vun der Erzieling, der Recherche an dem Erhale vun kulturellen Ierwe gëtt, ass awer näischt virgesinn, wat den digitalen Émgang betrëfft an dofir d'Méiglechkeete fir d'Benotzer, fir vun deenen neien Technologien ze profitéieren, aschränkt, dës besonnesch grenziwwerschrëndend.

De 14. September 2016 huet d'EU-Exekutiv de Pak iwwert d'„Reform vum Urheberrecht“ presentéiert, deen eng Proposition fir e Règlement fir d'Bestëmmung vun de Regeln iwwert d'Ausübung vun den Urheberrechter an de verwandte Rechter fir gewëssen Online-transmissiounen vu Radios- an Téléessenderen an der Retransmissioun vu Fernseh- a Radioprogrammen, an eng méi allgemeng Proposition vun enger Direktiv iwwert d'Urheberrechter am digitale Marché unique enthält, op déi de respektabelen Deputéierte sech referéiert.

D'Regierung begréisst d'Proposition vun der Kommissioun fir eng Direktiv fir d'Adaptatioun vun den Urheberrechtsregelen an der EU, sech un déi nei Realitéite vun Maart unzepassen, fir dass all Akteur vum Potenzial vun diesem neien Environnement ka profitéieren. Ee méi europäesche Kader ass néideg, fir d'Fragmentéierung an d'Problemer am Marché unique ze iwwerwannen.

Trotzdem ass et wichteg ze ennersträchen, dass des Proposition fir eng Direktiv vill verschidde Problematike behandelt (Exzeptiounen, Limitatiounen, Lizenzmechanismen, Gerechtheekheet am Bannemaart), déi vläicht besser gewiescht wieren, separat diskutéiert ze ginn.

Déi allgemeng Approche vum Conseil fir d'Triloguen ass vum Conseil compétitivitéit vum 25. Mee 2018 ugeholl ginn. Den Text vun dieser allgemenger Approche ass iwwer folgende Link erreechbar: <https://www.consilium.europa.eu/media/35373/st09134-en18.pdf>

D'Parlament huet an der Tëschenzäit seng Positionen den 12. September 2018 ofgeschloss.

D'Proposition fir eng Direktiv iwwert d'Urheberrechter am digitale Bannemaart fixéiert Regelen, fir d'Harmoniséierung vum Droit vun der Europäescher Union iwwert d'Urheberrechter a verwandte Rechter am Kontext vum Bannemaart ze verfolgegen, a virun allem d'Auswierkung vun der technologescher Evolution op dem digitalen a grenziwwerschrëndende Gebrauch vu geschütztem Inhalt. Hei ginn et dräi Hauptachsen:

- Ausnamen a Limitatiounen festleeën,
- Lizenzmechanisme vereinfachen,
- verbesseren a steigern vum der Gerechtheekheet am Bannemaart.

D'Artikelen an der parlamentarescher Fro ginn dofir hei separat behandelt.

### Artikel 3:

Den Artikel 3 kreéiert eng nei Ausnam vun den Urheberrechter fir bestëmmte beneficiaire Organismen (wéi zum Beispill Universitätsforschungszentren). Dës beneficiaire Organismen kënnen dofir d'Méiglechkeet, fir d'Textrecherche-technologien ze benotzen, ouni virun d'Autorisatioun vun de Rechteinhaber mussen kritt ze hunn. Well eng temporär Kopie net néideg ass, fir des Technologien ze benotzen, ass eng explizit Autorisatioun fir des Benotzung vun de Wierker prinzipiell néideg.

Dësen Artikel garantéiert d'gesetzlech Gewësseheet fir déi beneficiaire Organismen vun dieser neier Ausnam. Während de Gesprécher am Conseil gouf en Artikel 3a agefouert, fir de Memberstaten d'Méiglechkeet ze ginn, eng Ausnam op äänlech Urheberrechter fir kommerziell Zwecker a fir Betriber an d'Plaz ze setzen.

Dës zwee Artikelen klären de legale Kader fir d'Textrecherche a bidden eng héich gesetzlech Sécherheet fir d'Beneficiaire vun dieser Ausnam grad ewéi och fir d'Titulairé vun de Rechter.

Déi fundamental Fräiheet wäerten net vun diesen Artikelen affektéiert ginn.

### Artikel 11:

Wat virun allem déi Bestëmmungen am Artikel 11 vun der Proposition fir eng Direktiv ugeet, nämlech de Schutz vun de Pressepublikatiounen fir den Internetverbrauch, muss betount ginn, dass am aktuellen digitale Kontext verschidde Plattformen ze oft Texter oder Inhalter vun der Press benotzen (och wann et einfach lwwerschräfte sinn) a profitéieren esou vun hinnen, fir se kommerziell auszenotzen, andeems se zum Beispill Reklammen drasetzen. Awer weder den Auteur nach de Verlag gi remuneréiert, well keng Kontrakter ofgewéckelt goufen. An diesem Kontext ass et wünschenswäert, d'Positioun vun de Presséediteuren ze verstärken an d'Émsetze vun hire Rechter ze erliichteren, wann Drëtter hir Inhalter ouni Autorisatioun benotzen, dës während de groussen Zougang fir d'Utilisateuren garantéiert bleift.

Vir e Gläichgewicht tëscht de verschiddeenen Akteuren ze ennerstetzen a fir sécher ze sinn, dass se ennerene profitéieren kënnen, huet d'Regierung zanter September 2016, während de Verhandlungen am Conseil, d'Adoptioun vun enger gesetzlecher Presomptioun en faueur vun den Editeuren ennerstézt.

Trotz der Ofleening vun der Proposition iwwert déi gesetzlech Presomptioun, déi an den Ae vun der Regierung déi beschten Äntwert op de Problem wier, setzt Lëtzebuerg weiderhin op eng ausgeglachen Optioun, déi gerecht fir all d'Concernéiert ass an déi fundamental Fräiheete garantéiert.

D'Regierung huet hir Positioun schonn am Kader vun der parlamentarescher Fro Nr 3692 duergestallt.

### Artikel 13:

Dësen Artikel soll de Problem vun Decalage tëscht de Benefisier, déi d'Onlineplattformen duerch geschützten Inhalter maachen, an deem, wat d'Kreateure wierklech kréien, ugoen. Mir schwätzen hei zum Beispill iwwer Plattformen wéi YouTube oder DailyMotion, déi et Benotzer erlaben, geschützt oder net geschützt Inhalter ze deelen.

Hei geet et drëms, d'Plattformen ze obligéieren, fir Lizenze fir geschützten Inhalter, déi vun Utilisateuren online gestallt ginn, ze kréien, an des Plattformen an engem legal definéierte Kader fir Violatiounen um Urheberrecht verantwortlech ze maachen, wa se keng Mesuren en place setzen, fir d'Disponibilitéit vun net erlaabte Wierker ze verhënneren, a wa se kee Mechanismus fir Notifikatiounen a Retrait op net erlaabtem Inhalt virgesinn.

Während den Diskussiounen um europäeschen Niveau huet déi Lëtzebuergger Regierung sech fir d'Schafe vun engem digitalen Environnement fir d'Innovatioun agesat, deen déi fundamental Fräiheete respektéiert an e gerechten an equilibréierte Kader fir d'Rechteinhaber garantéiert an och de Besoin vun den Utilisateuren Rechnung dréit.

D'Regierung ass der Meenung, dass Lëtzebuerg an enger digitaler Émwelt haaptsächlech Rechtssécherheet brauch. D'Regierung ennerstézt dofir d'europäesch Harmonisatioun, enner der Bedingung, dass se e gerechten Equiliber tëscht allen Akteuren schafft. Wann d'Gefor do ass, dass de Maart sech eleng zum Virdeel vun deene wirtschaftlech Stärksten entwéckelt, ass et gutt, wa Regele geschaaft ginn, déi den Interète vun de Konsumenten a Kreateure Rechnung droen. Zemools am grenziwwerschrëndenden digitalen Émfeld ass et dofir wichteg, dass de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, fir innovativ kënnen ze sinn, sech do op vun allen Noperen unerkannte Regele verlosse kann.

### Question urgente 0077 (05.12.2018) de M. Félix Eischen (CSV) concernant les structures conventionnées d'éducation et d'accueil :

Selon nos informations, il s'avère que les structures d'accueil non formelles (crèches) du secteur conventionné n'ont plus reçu de soutien financier de l'État depuis le 30 septembre 2018.

Dans la mesure où de plus en plus de structures se trouvent dans une situation financière difficile, plusieurs font appel à d'autres sources de financement. Malgré plusieurs interventions auprès du Ministère de l'Éducation nationale, la situation reste actuellement inchangée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles les soutiens financiers de l'État ne sont plus versés aux structures concernées ?

- De quelle manière le ministre envisage-t-il de réagir pour désamorcer et normaliser la situation actuelle et ce dans les plus brefs délais ?

### Réponse (06.12.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Les organismes gestionnaires des services d'éducation et d'accueil du secteur dit conventionné signent chaque année avec l'État une convention réglant les modalités de financement des activités liées à l'accueil des enfants.

Cette convention prévoit que les trois premiers montants versés par l'État sont des avances :

- 30 % au cours du premier trimestre (1<sup>er</sup> avance) ;

- 30 % au cours du deuxième trimestre (2<sup>e</sup> avance) ;

- 20 % au cours du troisième trimestre (3<sup>e</sup> avance).

La 4<sup>e</sup> avance est versée uniquement sur demande du gestionnaire, qui doit justifier que cette avance est en lien avec les dépenses réelles réalisées au cours de l'année courante.

Le paiement de la 4<sup>e</sup> avance a été lancé au cours de la semaine du 3 décembre 2018.

### Question urgente 0148 (04.01.2018) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant l'approche de la tempête Pabuk sur les îles du golfe de Thaïlande :

La presse internationale vient de faire le point sur la situation dramatique qui se déroule actuellement sur les îles du golfe de Thaïlande à l'approche de la tempête tropicale « Pabuk », où de nombreux touristes, dont 120 belges, restent bloqués. Selon « lesoir.be », le Ministère des Affaires étrangères belge suit la situation sur place via leur ambassade à Bangkok et conseille à leurs citoyens de suivre les avis des autorités locales.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire si des citoyens luxembourgeois se trouvent actuellement bloqués dans la zone menacée par la tempête Pabuk ?

2) Si tel est le cas, Monsieur le Ministre peut-il m'assurer qu'une consigne a été envoyée aux touristes concernés, à l'instar de la Belgique ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me dire si, de manière générale, des consignes de sécurité sont systématiquement envoyées aux ressortissants luxembourgeois pouvant se trouver dans des zones sinistrées ou menacées par des phénomènes naturels ou autres ?

### Réponse (08.01.2018) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

ad 1) Selon nos informations, il y a deux ressortissants luxembourgeois se trouvant dans la zone concernée : une personne sur l'île Koh Yao Yai et une personne sur l'île de Ko Phangan.

ad 2) La cellule consulaire du ministère et l'ambassade à Bangkok ont été en contact régulier avec les ressortissants luxembourgeois dont ils connaissaient la présence dans la région affectée pour s'enquérir de leur situation sur place et afin de leur communiquer les informations et consignes officielles des autorités locales.

ad 3) Les missions diplomatiques et consulaires luxembourgeoises ainsi que la cellule consulaire du MAEE assistent les ressortissants luxembourgeois qui se trouvent en difficulté voire en détresse, y compris en situation de crises naturelles. De façon générale, le ministère conseille fortement aux ressortissants luxembourgeois de suivre strictement les consignes de sécurité communiquées par les autorités locales. Ces mêmes consignes peuvent être envoyées aux ressortissants dont la mission diplomatique/consulaire connaît les coordonnées.

Depuis mai 2018, le ministère a également mis en place un outil digital (« Lëtzebuerg am Ausland ») via le site de « guichet.lu », ainsi que celui du MAEE, permettant aux ressortissants luxembourgeois de pouvoir enregistrer en ligne, et sur une base volontaire, leurs déplacements. Les ressortissants luxembourgeois résidant à l'étranger sont également invités à s'enregistrer auprès de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg, accréditée dans le pays où ils séjournent.